

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

LES
PAYSANS ROUMAINS
depuis le traité d'Andrinople
jusqu'à la libération des terres (1829-1864)

ETUDE D'HISTOIRE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

MARCEL EMERIT

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ
CHARGÉ DES COURS D'HISTOIRE DE LA CIVILISATION ROUMAINE
A L'UNIVERSITÉ DE LILLE

PARIS

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

22, RUE SOUFFLOT, 22

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Paysans Roumains
depuis le traité d'Andrinople
jusqu'à la libération des terres
(1829-1864)

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DES LETTRES

LES
PAYSANS ROUMAINS
depuis le traité d'Andrinople
jusqu'à la libération des terres (1829-1864)

ETUDE D'HISTOIRE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

MARCEL EMERIT

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ
CHARGÉ DES COURS D'HISTOIRE DE LA CIVILISATION ROUMAINE
A L'UNIVERSITÉ DE LILLE



PARIS
LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

22, RUE SOUFFLOT, 22

1937



PRÉFACE

Il y a longtemps que les historiens ont reconnu l'importance de la question agraire en Roumanie. Elle a donné lieu déjà à une multitude de travaux. Et cependant nulle question, de nos jours encore, n'est plus controversée. Nulle n'est plus obscure quant à ses origines et plus difficile à interpréter quant à son développement à l'époque contemporaine.

La passion politique et les intérêts de classe ont souvent faussé le jugement des historiens les plus avertis. La plupart se sont placés au point de vue du droit : les boïars sont-ils les propriétaires absolus de leurs domaines, ou bien les paysans ont-ils un droit primitif sur cette terre et ont-ils été victimes d'une spoliation ? Il n'est pas un historien roumain qui, en étudiant les origines et le développement de la propriété dans son pays n'ait eu l'arrière-pensée de légitimer ou de condamner un partage éventuel des terres. En général, leur bonne foi doit être mise hors de cause, mais l'influence des idées qui constituent une tradition de classe ou celle des principes humanitaires qui agiteront toujours les âmes généreuses se discerne à première vue dans la plupart de leurs travaux.

Je n'ai pas l'intention de faire ici un chapitre d'historiographie. J'indique seulement que l'histoire de cette polémique est résumée à trois endroits différents de mon ouvrage. On trouvera ses origines et, pour ainsi dire, l'époque romantique de l'histoire sociale des roumains, dans le Ch. 4 de la III^e Partie. A l'approche des révoltes paysannes de 1907, l'étude du problème a été renouvelée par de grands chercheurs de documents comme Radu Rosetti et par des polémistes comme Panu ; en 1915, la polémique rebondit

avec l'œuvre du critique ingénieux et bien documenté que fut C. Giurescu ; je résume ces discussions épiques dans le Ch. 2 de la I^{re} Partie. Enfin, autour de ces écrivains de premier plan, une foule d'historiens et de juristes a accumulé les études de détail ou les synthèses plus ou moins originales ou hâtives : j'énumère et j'apprécie leurs œuvres dans la bibliographie placée à la fin de mon livre.

La loi agraire qui, à l'issue de la dernière guerre, a procuré à chaque paysan l'étendue de terrain qui lui était nécessaire, a enlevé aux œuvres des historiens-polémistes leur intérêt pratique. Mais, en même temps, le travail de documentation et de critique s'est beaucoup ralenti. Puisque les revendications sociales de la classe la plus nombreuse de la population roumaine sont maintenant satisfaites, c'est pourtant le moment de rechercher la vérité historique et de présenter une œuvre impartiale de synthèse.

La question agraire présente en Roumanie une physionomie des plus complexes puisqu'elle ne peut être séparée de la politique intérieure et même extérieure, des traditions juridiques, de l'économie générale du pays et du genre de vie de la population. Au risque de décourager le lecteur peu familiarisé avec les questions de droit, d'économie politique et d'histoire sociale, j'ai voulu envisager ici tous les aspects du problème.

Pour compléter mon ouvrage, pour lui apporter certaines précisions de détail dont j'ai le grand regret de me passer, il faudrait accomplir un travail qui occuperait largement une vie d'homme. Avant tout, il serait nécessaire de classer les archives de Bucarest et de Iassy, d'en faire un catalogue méthodique et d'y faire travailler une bonne équipe de paléographes qui déchiffreraient et publieraient les manuscrits les plus intéressants.

Il faudrait aussi avoir la possibilité de fouiller dans les archives russes où on trouverait à foison les documents concernant l'époque du Règlement Organique. Des historiens connaissant à fond cette période de l'histoire roumaine ainsi que les langues russe et française (car c'est en français qu'écrivaient généralement, à cette époque, les agents du tzar) devraient essayer d'obtenir du gouver-

nement soviétique l'autorisation de puiser dans les archives de l'ancienne chancellerie de Saint-Petersbourg les textes qui intéressent l'histoire des Principautés danubiennes au temps où la Russie exerçait sur elles un contrôle actif.

Tant que ces travaux, qui apparemment ne peuvent constituer la tâche d'un seul homme, n'auront pas été accomplis avec la patience et le soin désirables, les historiens de la Roumanie moderne seront condamnés à piétiner sur place. L'histoire roumaine traverse la même crise qu'a subie l'histoire française au milieu du siècle dernier, lorsque, sous l'impulsion de Guizot, les chercheurs ont commencé à comprendre qu'il fallait revenir aux sources, chercher un matériel documentaire nouveau, publier des collections de textes, sous peine de continuer de discuter à perte de vue sur des faits déjà connus et pressurés à l'extrême par une critique habile mais vaine. Certes, il existe un matériel documentaire déjà important en ce qui concerne les questions générales : les collections Hurmuzachi, D. Sturdza, R. Rosetti, N. Iorga n'ont rien à envier aux grandes collections des autres pays. Mais il ne faut plus pour l'histoire moderne, se contenter de publier des textes de traités ou de lois, des rapports de consuls ou des notes de voyageurs, il faut essayer de connaître la vie du peuple d'après ses écrits. Une bonne publication de lettres de villages nous en apprendrait plus sur le paysan roumain du début du siècle dernier que cent récits de ces voyageurs trop vite informés que M. Iorga a si spirituellement catalogués et critiqués, ou qu'une montagne de procès-verbaux de commissions, de comptes-rendus de débats parlementaires ou de circulaires ministérielles.

Au seuil de cet ouvrage, je tiens à remercier les administrateurs et les savants qui m'ont aidé à réunir ma documentation : d'abord l'Institut français des Hautes Etudes en Roumanie, dont je fus le pensionnaire pendant trois ans ; M. le professeur N. Iorga qui, en me prenant comme assistant à l'Université de Bucarest, m'a permis de poursuivre ensuite mes recherches pendant deux années et m'a mis en relation intime avec un groupe actif de jeunes et brillants historiens ; M. Moisi, directeur des Archives de l'Etat,

qui m'a donné toutes facilités pour apprendre la paléographie cyrillique et pour fouiller dans les riches collections de manuscrits dont il est le vigilant gardien ; M. Bianu, directeur de l'Académie roumaine, savant d'une obligeance infinie, dont l'œuvre est continuée aujourd'hui par l'éminent historien de l'armée roumaine, le général Radu Rosetti. Que ne puis-je nommer tous ceux qui se sont intéressés à mes travaux et qui m'ont aidé de tout leur cœur, depuis les ministres jusqu'aux humbles employés des sociétés savantes ! Ils sont si nombreux que j'aurais peur, si j'entreprenais de les citer, d'en oublier un ou deux, les plus dévoués peut-être. Et cependant, sans le concours de ces bons amis de la France et de ces serviteurs ardents de la vérité je n'aurais rien pu faire. A tous, du fond du cœur, merci !

MESURES

(à partir du Règlement Organique)

VALACHIE

Mesures de longueur :

stinjen (toise) = 1,9665 mètre

prăjina (perche) = mètres 5,8995.

Mesures de superficie :

stinjen carré-m. c. 3,8671.

prăjina (perche) = 208,82 mètres carrés. (pour simplifier : 209).

Pogon (arpent valaque) = mètres carrés : 5011,70 (pour simplifier : 5012).

Mesures de capacité :

vadra (seau) = litres 12,88.

oca = litre 1,520.

chila de Moldavie (400 oca) = 708 l.

MOLDAVIE

Mesures de longueur :

stinjen = mètres 2,23.

Mesures de superficie :

stinjen carré-m c. 4,9729.

prăjina (perche moldave) = 178,89 m. c. (pour simplifier : m. c. 179).

falce (faltche) = hectare 1,432.

Mesures de capacité :

vadra (seau) = litres 15,2.

oca = litre 1,288.

chila de Moldavie (240 oca) = litres 309.

ORTHOGRAPHE

Nous avons conservé l'orthographe roumaine des noms propres qui a l'avantage d'être phonétique.

ș = ch français.

ț = ts français.

PRONONCIATION

La prononciation se rapproche de l'italienne :

c se prononce tché.

ch = se prononce k.

u se prononce ou.

Il faut signaler deux sons spéciaux aux roumains :

ă = e muet très ouvert.

â, ou î = u très fermé prononcé du fond de la gorge.

L'i à la fin des mots est atone.

ABRÉVIATIONS

- A. L. = « *Acte și leguiri privitoare la chestia țărănească* », par STURDZA-SCHEIANU et RADU ROSETTI. Le premier chiffre indique la série, le second (entré parenthèses) le volume de cette série, le troisième le N^o de la page.
- A. D. = D. A. STURDZA, D. C. STURDZA et GHENADIE PETRESCU : « *Acte și documente privitoare la Renașterea românilor* ».
- A. 1848 = « *Anul 1848 în Principatele române* ».
- AN. PARL. = « *Analele parlamentare* ».
- ARR. STAT. = Archives de l'Etat (Iassy ou Bucarest).
- F. = I. C. FILITTI : « *Domniile române sub Regulamentul organic* ».
- HURMUZ = « *Colecțiune de documente privitoare la istoria românilor* », réunis par Hurmuzachi et ses collaborateurs, particulièrement N. Iorga.
- MAN.ADM. = « *Manual administrativ al Moldovei* ».
- R. R. = RADU ROSETTI : le chiffre I indique « *Pământul, sătenii și stăpânii în Moldova* » ;
Le chiffre II : « *Pentru ce s'au răsculat țăranii* », qui est, en fait, la suite du premier.
-

PREMIÈRE PARTIE

Les Principautés roumaines en 1829

Sans vouloir nier l'importance des Phanariotes et des premiers princes indigènes, on peut dire que c'est au traité d'Andrinople, en 1829, que commence l'histoire de la Roumanie moderne. Sans nier aussi l'importance des questions nationales et des événements politiques, on peut affirmer que, dans cette histoire, la question agraire est constamment au premier plan. Parmi les grands événements de l'histoire intérieure de ce pays il en est peu où l'on ne trouve la trace d'une lutte sociale tantôt sourde tantôt farouchement déclarée entre les boïars et les paysans. Nous nous proposons dans cette étude de retracer l'histoire de l'émancipation de la classe paysanne dans un pays qui n'a jamais connu le régime féodal de type occidental, mais où les rapports agraires ont été réglés par une coutume médiévale très particulière jusqu'au cœur de l'époque moderne.

1^o LE PAYS

A. LE CADRE GÉOGRAPHIQUE

B. LE RÉGIME POLITIQUE

C. LES PRODUCTIONS ET LE COMMERCE

A. — Le cadre géographique (1)

Nous n'étudierons ici que les paysans de l'ancienne Roumanie indépendante, constituée, jusqu'à l'Union de Cuza, par deux principautés : la Moldavie et la Valachie. La frontière de l'est seule a varié pendant cette période. En 1812, la Moldavie a perdu la Bessarabie, région comprise entre le Dniestr et le Prut ; le traité d'Andrinople, en 1829, a même donné les bouches du Danube à la Russie. Au traité de Paris, la Moldavie ne récupérera que trois districts bessarabiens voisins du Bas-Danube, les Puissances victorieuses ayant voulu enlever aux Russes le contrôle de ce fleuve. Quant à la Dobrogea, elle ne sera annexée par la Roumanie qu'en 1878.

Les limites du pays sont donc bien nettes ; au sud et au sud-est, le Danube ; à l'est, l'arc des Carpates ; au nord-est, le Prut (en observant toutefois que la Haute-Moldavie ou Bucovine appartenait alors à l'Autriche). Le Milcov, sous-affluent du Siret, formait à peu près la frontière entre les deux Principautés.

(1) On trouvera la bibliographie dans l'ouvrage de :

E. DE MARTONNE : *Europe centrale* (Géographie universelle de Vidal de la Blache et Gallois), P. Colin, 1931, in-4^o.

Citons aussi la thèse de E. DE MARTONNE : *La Valachie, essai de monographie géographique*, p. 1902.

Sur l'histoire du peuplement :

V. MIHAILESCU : *Contribution à l'étude du peuplement et des établissements humains de la plaine roumaine entre 1853 et 1899*. Bul. societății regale române de geogr., XLI, 1922, pp. 96-108 (en roumain, résumé français), et « *Vlașia și Mostiștea* », Buc. 1925.

On peut lire aussi un petit livre de vulgarisation de S. MEHEDINȚI : *Le pays et le peuple roumain*, Buc. 1927.

Si l'on part des montagnes pour aller vers le Danube, il existe des régions géographiques assez précises, qui doivent être présentes à l'esprit lorsqu'on étudie l'histoire économique et sociale de ces pays. En premier lieu, une région carpatique, formée de chaînes montagneuses qui s'inclinent assez doucement vers le plateau de Transylvanie, et dont la pente brusque du côté de la Moldavie et de la Valachie est soulignée par une zone de dépressions. Ces montagnes portent sur leurs flancs de belles forêts de sapins et comportent des pâturages d'altitude fréquentés l'été par des bergers transhumants. Puis vient une zone de collines formées d'argile, de sable, de gypse et de calcaire, d'âge tertiaire, large et de modelé indécis en Moldavie, étroite en Valachie.

Plus bas, la plaine, très plate et entièrement alluvionnaire, dont le sol est formé, soit de dépôts caillouteux et sableux, soit de terre jaune d'argile siliceuse profonde de 50 à 100 mètres, soit de terre noire, extrêmement fertile, formée de matières organiques mélangées à l'argile.

Enfin, en bordure du Danube, s'étendent les « baltas », régions marécageuses couvertes de grands roseaux et de saules nains.

Le climat est partout le même. C'est un climat continental, analogue à celui de la Russie du sud, avec trois saisons seulement : un hiver très froid, qui commence par d'abondantes chutes de neige, et qui fait place, au début d'avril, après quelques jours marqués par de grands écarts de température et de brusques coups de « crivets » (le vent glacé du nord-est), à un été très chaud, coupé de quelques gros orages ; puis, un automne tiède et ensoleillé.

Le tapis de neige qui couvre le sol d'un manteau protecteur pendant l'hiver et qui fond peu à peu au printemps favorise la culture des céréales semées pendant l'automne. Sur les côteaux, les raisins mûrissent bien durant les tièdes journées de septembre.

Au début du xix^e siècle, les steppes et les forêts étaient beaucoup plus étendues qu'aujourd'hui. Le loess ou les terres noires de la plaine étaient couverts en grande partie de graminées sérophiles et de grands chardons plus haut que l'homme, mêlés de composées aux feuilles étroites, épineuses et duveteuses et de plantes à bulbe

fleurissant au printemps. Sur les terres châtain-clair, les plus proches du Danube, la steppe régnait sans partage, pâturée par les buffles et les chevaux sauvages, peuplée de nuées d'abeilles, parfois de sauterelles très redoutées des cultivateurs des terres noires. La steppe du Baragan, au sud-est de la plaine Valaque, était un désert, émaillé chaque printemps de merveilleuses fleurs sauvages, vide et sinistre pendant la saison froide.

La forêt n'était pas absente dans les plaines. La région qui entoure Bucarest, la Vlaşia, était parsemée de grandes guirlandes de chênaies où pâturaient des porcs noirs. Les bords de la plupart des rivières étaient aussi couverts de bois et formaient à travers la plaine de gigantesques traînées de verdure. En Olténie, il y avait encore des forêts, peu denses mais assez étendues, de frênes, de chênes et de hêtres, mêlés parfois de tilleuls. En Moldavie, les croupes situées entre le Siret et le Prut portaient encore de belles futaies de chênes. Ces forêts étaient déjà très entamées au début du xix^e siècle. Elles ont été ensuite rigoureusement protégées par la législation de 1831. Elles jouèrent un grand rôle, au même titre que les montagnes, comme territoires de refuge, pour les populations soucieuses d'échapper au fléau des invasions.

L'histoire sociale ne peut retenir rigoureusement les divisions géographiques que nous venons de rappeler. Pour les législateurs du xix^e siècle, les Carpates et les collines ne forment qu'une zone : la « montagne ». C'est celle où la population est dense, où les petits propriétaires sont nombreux, où la terre a le plus de valeur par suite de la variété des cultures, où le sol arable est le plus rare. Les lois qui règlent la dimension des tenures paysannes en plaine ne peuvent donc s'appliquer strictement à la montagne. Mais il était difficile de délimiter ces zones et, en pratique, les autorités locales avaient toute latitude, en tenant compte du terrain disponible, pour considérer un village comme faisant partie de la « montagne » ou de la « plaine ». Les législateurs qui, après 1854, ont essayé d'imaginer trois ou quatre zones, d'après la qualité des terres, ne sont pas arrivés à mettre sur pied des projets satisfaisants et ils ont dû conserver la division traditionnelle, bien qu'elle n'eût

qu'un sens peu précis en ce qui concerne la répartition de la propriété et des catégories de paysans.

B. — Le régime politique

De 1711 à 1821, les Principautés de Moldavie et de Valachie ont été dirigées par des princes grecs nommés directement par le Sultan, les « *Phanariotes* ». C'étaient d'anciens drogmans sur qui les Turcs croyaient devoir compter. Ils restaient peu de temps sur leur trône. La Porte voulait les empêcher ainsi de consolider leur puissance ; parfois, elle les transférait d'une Principauté à l'autre. Ces princes étrangers payaient très cher leur nomination et ils n'éprouvaient aucun scrupule à pressurer leurs provinces pour rentrer le plus vite possible dans leurs déboursés. Aussi l'époque des Phanariotes a-t-elle laissé de fâcheux souvenirs dans les campagnes roumaines.

Ils ne furent sans doute pas responsables de tous les malheurs qui se sont abattus sur les populations moldo-valaques au XVIII^e siècle. Ces étrangers ont été beaucoup calomniés par les boyars roumains du siècle suivant désireux de faire croire aux paysans que les étrangers étaient seuls responsables de leurs misères. Nous trouverons cette opinion dans la bouche même des députés villageois en 1848, soit qu'ils l'aient adoptée telle quelle, soit qu'ils aient feint de croire à une conception historique qui pouvait éteindre leurs ressentiments à l'égard de la classe dominante et hâter une réconciliation fondée sur des concessions mutuelles. La plupart des historiens roumains modernes soutiennent aussi cette conception qui a été longuement développée par Pompiliu Eliade dans ses ouvrages sur l'histoire de l'esprit public en Roumanie (1). M. Iorga est cependant d'une opinion absolument contraire : protecteurs des lettres et des arts, introducteurs des civilisations grecque et française, administrateurs habiles, les

(1) Particulièrement dans sa thèse, un peu vieillie : *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie*, Paris, 1898.

Phanariotes auraient beaucoup contribué, selon lui, à l'éveil du peuple roumain.

Nous n'aurons pas à prendre parti dans cette querelle ; mais nous retiendrons une idée d'où sortira l'explication de l'obscurité qui enveloppe encore le droit ancien du paysan roumain. Les princes grecs n'ont pas eu beaucoup de respect pour la tradition nationale roumaine en général et, en particulier, pour la « coutume de la terre ». Administrateurs nourris de droit byzantin, despotes plus ou moins éclairés, hommes pratiques avant tout, ils ont réglementé les rapports agraires suivant les besoins du moment. Chercher dans leur législation l'indice du droit primitif des paysans, c'est se condamner à admettre de très grosses erreurs. Il y a près d'un siècle que les polémistes et les historiens de la propriété commettent cette lourde faute.

Les princes roumains, de 1821 à 1828, ont été très pénétrés eux-aussi de cet esprit phanariote, et leurs règlements administratifs n'ont guère respecté la vieille coutume.

Tous ces princes exerçaient un pouvoir absolu. Leurs ministres et leurs grands dignitaires étaient nommés et révocables par eux. Nicolas Mavrocordat avait supprimé autrefois l'assemblée nationale des boïars, et ses successeurs avaient achevé de domestiquer la noblesse. Si les boïars reprirent quelque importance sous les princes indigènes, leurs divisions et leurs intrigues stériles les empêchèrent de jouer un rôle politique important.

Le prince aurait donc pu être le protecteur des paysans. Il eut certes le mérite, à plusieurs reprises, de lutter contre les abus des grands propriétaires ; mais sa fiscalité compliquée et sévère contribuait d'autre part à l'oppression de la classe inférieure (1). Depuis

(1) De copieux extraits des registres de comptabilité des Phanariotes ont été publiés dans « *Economia Națională* », puis en volume par N. IORGA : *Documente și cercetări asupra istoriei financiare și economice a principatelor române*, Buc., 1900-1902.

On consultera avec fruit : LUPUS (Iustin) : *Sistemul financiar al principatelor române, prevăzut de Regulamentul organic*, extr. de la revue *Economia națională*, XXVIII et XXIX, publié avec introduction sur la situation financière de 1828 à 1831, Buc., 1905, 83 p. ; ainsi que : BOLTUȘ (Lucian) : *Despre finanțele României din sec. al XVIII lea până la 1866*. Ploști, 1904, 167 p. (petite étude qui se borne trop souvent à enregistrer des chiffres) ; et R. R. I, 384 sq.

Constantin Mavrocordat, la plupart des charges qui pesaient jadis sur la propriété retombèrent sur les vilains.

L'impôt principal, le « *bir* », était une redevance personnelle, d'une valeur de 5 à 10 lei par tête à l'origine, perçue en quatre termes, d'où le nom de « quarts » qu'elle portait dans le langage courant. Mais les princes pressés d'argent ne se gênaient pas pour percevoir 6, 8, 12 quarts par an.

A partir de 1759, on y ajouta un fouage, appelé « *ajutorința* », perçu deux fois par an.

Il existait, dans l'ancienne Roumanie, un impôt sur le gros bétail, le « *văcărit* ». Un phanariote, Hangherliu, osa le remettre en vigueur au milieu d'un hiver affreux et provoqua une révolte cruellement réprimée. Quinze jours après le prince fut tué, pour crime de trahison, par ordre du sultan ; mais il n'est pas certain que l'impôt n'ait pas continué d'être perçu. Les étrangers y furent astreints jusqu'en 1829.

Sur le petit bétail étaient prélevées des taxes qui variaient suivant la condition sociale des propriétaires. Sur les brebis on prélevait l'impôt appelé « *oierit* » en Valachie et « *goștina* » en Moldavie. En Valachie, la « *goștina* » était un impôt sur les porcs ; il s'appelait « *desetina* » en Moldavie (2). Un impôt très rémunérateur, appelé aussi « *desetina* » en Moldavie, et « *dijmărit* » en Valachie concernait les ruches.

Sur les vignes on percevait le « *vinărit* » ou « *vadrarit* » (3). Sur le tabac, le « *tutunărit* ». Au XVIII^e siècle, chaque maison payait aussi l'impôt de la fumée : « *fumărit* » ; mais il semble qu'il ait été supprimé avant 1829. L'impôt sur les caves, « *căminărit* », existait encore à cette date.

Il y avait aussi un droit sur le commerce des bœufs, le « *cor-*

(1) ELIADE, o. c., pp. 7-8. R. R. I, 384.

(2) Erbiceanu, Brezoianu (*vechile instituții*, 156), et Boltuș (o. c., p. 33) s'embrouillent dans ces institutions. Il faut se reporter à IORGA : *Anciens documents de droit roumain*, pp. 37 sq.

(3) RADU ROSETTI (I, 384) cite aussi le « *pogănărit* » ; mais il a été supprimé en 1764 en Moldavie, et en 1744 en Valachie.

nărit », et une « taxe pour l'herbe » (« *erbărit* ») perçue sur les pâtres étrangers.

Au temps des phanariotes, tout prince entrant en fonctions percevait « l'argent du drapeau » (« *bani steagului* ») et s'il obtenait, au bout de trois ans, le renouvellement de sa charge, il levait sur ses sujets le « *mucarel* ». Ces impôts exceptionnels étaient destinés à rembourser les « *baçşiş* » (pourboires) considérables que le prince avait dû payer aux grands personnages de la cour de Constantinople. Sous les princes indigènes, on n'entendit pas parler de ces deux dernières taxes.

Il en existait bien d'autres : taxes sur le savon, le suif, sur les produits vendus au marché, péages sur les ponts, etc., sans compter les amendes plus ou moins justifiées. Dans les régions de salines, il existait une gabelle (« *solărit* ») qui donnait aux assujétis le droit de recevoir gratuitement du sel des salines de l'Etat. On peut citer aussi des taxes sur les cabarets et sur les « hans ». Il semble impossible d'en faire actuellement un recensement complet et de s'imaginer la charge réelle qu'elles représentaient pour le paysan. Beaucoup de ces taxes, de même que les douanes, étaient affermées, et les concessionnaires ne tenaient guère compte de leur taux légal.

Pour la perception des impôts directs, on fixait une somme globale que chaque village devait payer. Les paysans étaient chargés de répartir les charges entre eux et étaient solidairement responsables de la levée de l'impôt pesant sur le groupe (« *cisla* »). Ce système provoquait bien des chicanes et des passe-droits ; mais le gouvernement déclinait ainsi toute responsabilité et ne perdait jamais rien.

Il existait, comme nous le verrons, une multitude de privilégiés qui étaient dispensés des impôts d'Etat, voire même des impôts indirects ; si bien que, au début du xix^e siècle, le paysan roumain supportait les 9/10^e des charges publiques. Enfin, comme il n'y avait pas de recensement régulier et précis, les sous-administrateurs manipulaient à leur profit les registres des « *lude* » (groupes solidaires de 10 familles de contribuables). Voici ce que dit un

écrivain de l'époque du gouvernement russe (1) : « Le département des finances, qui avait envahi tous les pouvoirs et formait comme le centre autour duquel venaient se grouper toutes les ambitions et toutes les cupidités, n'avait aucune notion de la statistique du pays ; il ne possédait même pas un tableau de recensement de ses contribuables ; tout était abandonné à l'arbitraire des gouverneurs des districts qui, à leur tour, étaient obligés de s'en référer aux rapports toujours inexacts de leurs subordonnés. C'était un vrai chaos, où l'œil le plus clairvoyant et le plus exercé n'aurait pu pénétrer ».

C. — Les productions et le commerce

Les voyageurs qui ont parcouru les pays roumains au début du XIX^e siècle nous les présentent tous comme des contrées richement dotées par la nature, mais réduites à une terrible misère par suite de la tutelle des Turcs et des dévastations périodiques des envahisseurs moscovites. Les Turcs surnommaient, dit-on, les Principautés danubiennes le « jardin de Stamboul », et ils y puisaient la majeure partie de l'approvisionnement de leur capitale.

L'élevage était alors beaucoup plus important que l'agriculture. Il faut citer en premier lieu l'élevage des bœufs ; ceux de Moldavie particulièrement étaient de bonne race. « *Si l'on veut se faire une idée de l'élevage du bétail dans ce pays*, écrit le prussien Neigebauer (2), *il faut aller de Dorohoi au Prut et parcourir les régions avoisinant Jijia. On peut y voyager plusieurs heures sans rencontrer autre chose que des steppes désertes, couvertes des pâturages les plus riches, exploités soit pour le foin, soit comme pacages pour le bétail. On y voit de magnifiques troupeaux qui paissent dans l'herbe jusqu'au ventre ; à la vue de l'homme, ils relèvent leurs têtes ornées de belles cornes comme celles des cerfs, puis prennent la fuite, si parfois ils ne s'élancent pas sur lui. Là, le veau apprend à trouver auprès de*

(1) [Piccolo] : P. KISSELEFF, pp. 12-13.

(2) *Die Donau fürstenthümer*, pass. traduit par Angelescu : « Histoire économique... », pp. 212-213.

sa mère la nourriture la plus agréable et, comme on ne lui prend pas le lait en trayant la mère, il devient, au bout d'un an, aussi fort et aussi gros que s'il avait trois ans. Au moyen de cette nourriture, il acquiert la force de vivre à l'avenir en plein air à quelque saison que ce soit. » En Valachie, les bœufs étaient de plus petite taille, mais on élevait de beaux buffles. Ces animaux étant sensibles à la sécheresse et au froid, l'été on les laissait se rouler librement dans la vase des fossés ou dans la paille pourrie, et l'hiver on les parquait dans des abris souterrains (1). L'élevage de ce bétail peu exigeant, pour lequel on ne construisait pas d'étables convenait à la steppe roumaine, où la place ne manquait pas, et permettait aux paysans de supporter plus facilement le fléau des invasions, car il était facile de fuir à l'approche des soldats, en poussant devant soi le troupeau de bœufs, principale richesse du moldo-valaque.

La Moldavie avait possédé, autrefois, les plus beaux chevaux de l'Europe orientale. Les Russes et les Autrichiens lui en achetaient beaucoup malgré les efforts du gouvernement turc pour entraver ce commerce (2). Mais la race s'était abâtardie au XVIII^e siècle et les éleveurs ne se souciaient pas d'améliorer leurs exploitations. Les chevaux vivaient à l'état sauvage. On était obligé de les traquer pour pouvoir les saisir. Lorsque le troupeau était rassemblé, des hommes courageux saisissaient par les narines et par les oreilles le cheval qu'on leur désignait, se laissaient entraîner par lui, le fatiguaient, lui passaient une corde autour du cou et réussissaient, non sans peine, à le livrer à l'acheteur (3). L'élevage n'avait peut-être jamais été plus perfectionné, mais il est certain que le nombre des chevaux avait beaucoup déchu et que leur qualité en 1829 était très médiocre.

L'élevage des moutons et des chèvres était plus florissant, surtout en Valachie où l'on trouvait des moutons *zigai* à belle

(1) BOLLIAC : *Topogr. de la Roumanie*, p. 71.

(2) VAILLANT : *La Roumanie*, t. II, p. 249, raconte, d'une manière peu fidèle d'ailleurs la façon dont les Russes ont réussi, sous Moruz, à accaparer les bons chevaux moldaves.

(3) ANGELESCU, *o. c.*, p. 314, d'après le *Journal des Haras* de 1829, et N. FILIP : *Cai.*

laine (1). Le troupeau comptait, à la fin du XVIII^e siècle, 4 millions de têtes. Carra nous dit qu'il y avait une fabrique de drap à « Fumato » à trois lieues de Bucarest et qu'on exportait beaucoup de moutons à Constantinople (2). A la Saint-Georges, on tondait les brebis et on fabriquait le *cașcaval*, fromage qui se conserve longtemps dans des outres en peau. Puis, on les menait dans la montagne. En novembre, on voyait les troupeaux redescendre pour paître les brins d'herbe qui se conservaient sous la neige. Tant que cette neige n'était pas gelée, les moutons arrivaient à trouver leur nourriture, mais si elle devenait épaisse et dure sous l'action du *crivets*, il fallait recourir à de grands tas d'herbes sèches que les bergers préparaient à l'avance (3). En toutes saisons, les moutons, comme les autres animaux, vivaient en plein air.

Les porcs, eux-aussi, vivaient en liberté, se nourrissant de glands, de fruits du frêne ou des racines. Des oies, des dindons et de maigres poulets s'ébattaient autour des maisons paysannes. Enfin, il y avait une multitude d'abeilles, si nombreuses que les habitants ne cherchaient nullement à les protéger pendant l'hiver et qu'ils les tuaient pour avoir le miel et la cire, sans que le nombre parût diminuer. La Moldavie produisait une belle cire verte, très parfumée (4).

Les cultures, particulièrement celles qui exigent des soins assidus, étaient pratiquées avec des méthodes aussi primitives et donnaient de médiocres produits. Cependant, la vigne réussissait très bien sur les coteaux ; mais les voyageurs étaient généralement peu enthousiasmés par la qualité de vin. « *Il est léger et aigrelet* », dit Wilkinson (5) ; « *trop mauvais pour être consommé ailleurs que*

(1) *Beschreibung der beiden Fürstenthümer...*, pp. 14-15, et [RAICEVICH] : *Viaggio in Valachia e Moldavia...* (éd. 1822), pp. 50-54.

(2) *Histoire de la Moldavie et de la Valachie...* (1777). J'ai utilisé l'édition du g^l Baur (Neuchâtel, 1781). Il ne faut pas trop se fier à cet écrivain déclamatoire et fantaisiste. « *Plusieurs millions de brebis se vendent chaque année pour Constantinople à un leva pièce* », p. 165. Les exagérations de ce genre abondent dans son livre. WILKINSON dit que les principautés fournissent à Stamboul 250.000 moutons et 3.000 chevaux chaque année (p. 68). WAESH (*Voyage*, p. 229) parle de 300.000 moutons et de 3 à 4.000 chevaux.

(3) BOLLIAC : *Topogr...*, p. 71. On produisait un astrakan gris dont les boïars faisaient leurs gros kalpaks, et qu'on exportait parfois en Turquie et en Pologne.

(4) Ibid. p. 71 ; Raicevich, o. c., p. 64 ; d'Hauterive : *Mémoire...*, p. 373.

(5) *Voyage...*, p. 148.

dans le pays qui le produit », dit le comte de Moriolles (1), qui trouve les vins blancs « acides et repoussants » et les vins rouges « fortement imprégnés d'absinthe... ce qui les rend imbuables pour les étrangers ». Ce vin imprégné d'absinthe, c'est le « pelin » qu'on fabrique au mois de mai et qui sert surtout comme apéritif. Raicevitch est moins sévère et nous dit que les vins de Craiova s'exportent couramment en Transilvanie et que ceux d'Odohești, près de Focșani, ressemblent au champagne et sont vendus aux Russes (2). Les voyageurs sont aussi frappés par une méthode particulière employée pour forcer le degré d'alcool du vin roumain : « A l'approche d'un froid rigoureux, les pièces de vin sont exposées en plein air. Dans peu de nuits le vin se trouve enveloppé d'une croûte de glace épaisse, qui est percée au moyen d'un fer rouge, et ce vin, dépouillé de ses parties aqueuses, est tiré clair, fort, et susceptible d'être conservé longtemps » (3).

Dans la zone des collines, on trouvait aussi de grandes plantations de pruniers, dont les fruits servaient à faire un alcool léger, la « *tsuica* ».

Les légumes étaient surtout employés comme plantes améliorantes, car les Moldo-Valaques ignoraient les engrais. Après avoir défriché le sol, ils y plantaient d'abord des choux qui, en peu de temps, devenaient d'une grosseur prodigieuse et, dans les intervalles, de la graine de citrouilles qui, « entrelaçant leurs grandes feuilles sur la terre, étouffaient les mauvaises herbes et les empêchaient de fleurir » (4). Ils semaient aussi beaucoup de piments et de concombres.

Les plaines du Bas-Danube conviennent surtout à la culture des céréales. Mais celles-ci, pour les raisons que nous exposerons plus loin, n'étaient consacrées qu'aux besoins locaux.

Au ^{xvii}e siècle, les Roumains cultivaient surtout le millet, plante peu exigeante et d'une croissance rapide. Ils en faisaient

(1) *Voyage*, p. 42.

(2) *Viaggio...*, p. 39.

(3) THORNTON : *Etat actuel de la Turquie*, p. 457.

(4) C'est ce que racontent NEALE : *Voyage...*, p. 36, et Thornton, *o. c.*, p. 456

une bouillie qui formait l'élément essentiel de l'alimentation du paysan. Le maïs, plante d'origine américaine n'a été introduit dans le pays qu'à la fin du ^{xvii}e siècle, et c'est vers 1730 que sa culture est devenue prédominante, en Valachie d'abord, puis, après 1741, en Moldavie (1). Ce produit alimentaire est bien supérieur au millet comme valeur nutritive, mais il est d'une culture plus difficile. Le maïs doit être semé dans des trous que le cultivateur recouvre de terre d'un coup de talon, et l'égrenage est une opération très longue. Mais les Turcs ne le réquisitionnaient pas et le paysan était sûr que cette céréale ne servirait pas à nourrir l'infidèle (2). D'où le grand développement de cette culture à la fin du ^{xviii}e siècle et la modification de l'alimentation du paysan qui devint un grand mangeur de *mamaliga*, bouillie faite avec de la farine de maïs délayée à l'eau chaude et parfois additionnée de fromage.

Quant au blé, sa culture était entravée par la tutelle étouffante du gouvernement ottoman. Une série de décrets interdisait aux Principautés de vendre leurs produits avant d'avoir pourvu à l'approvisionnement de Constantinople (3). Et les Turcs fixaient eux-mêmes le prix d'achat (4). Dans ces conditions, le paysan roumain n'avait pas intérêt à se livrer à la culture du blé ; il préférait se passer de pain. Wilkinson évaluait à 100.000 quintaux seu-

(1) Communication de N. IORGA : *Bull. sect. hist. de l'Académie roumaine*, t. 9, nos 3-4, 1921, pp. 185-191. D'après un rapport présenté aux Russes en 1770, Șerban Cantacuzène « a introduit le premier le maïs, car précédemment il n'y en avait point ». Cependant M. Iorga croit que la culture de cette céréale était déjà très développée à l'époque de ce prince. Comme on trouve en Sardaigne et dans quelques régions de l'Italie des mots voisins de « *cucuruz* » (un des noms du maïs en Roumanie) M. Iorga pense que la culture aurait pu avoir été introduite en Valachie par Constantin Cantacuzène (frère du prince régnant) qui avait voyagé en Italie. Mais c'est une pure hypothèse. En Moldavie, cette culture aurait été imposée par Constantin Maurocordato. On en trouve la première mention en 1741 (IORGA : *Studii și documente*, V, 311).

(2) Cependant nous lisons dans un document de 1753 que les filles de Ionița Clijan sont obligées d'hypothéquer une terre, en Moldavie, parce qu'elles doivent 50 boisseaux de maïs à un Turc (*Uricariul* XXI, 215). Mais ce Turc était peut-être un commerçant qui revendait des céréales aux Italiens ou même aux Roumains.

(3) « *Hatticherif* » du 4 novembre 1774, publié dans A. D., I, 139 sq. ; firman de 1792, publié dans A. D. I, 225 sq.

(4) D'après WALSH (*Voyage...*, p. 229) les Roumains ne peuvent s'occuper du commerce d'exportation des céréales, sous peine de bastonnade et de confiscation. « On ne sème point le long des routes ; et le voyageur, en traversant le pays, peut croire que le labourage y est totalement négligé. »

« *Il governo turco fa risalire il Danubio tutti gli anni dalle proprie barche, destinate a ricevere la sua porzione che consiste in 1.500.000 killa. Per simil guisa receive anche i generi dei quali non è stabilita la quantità, ma che è sempre considerabile.* », écrit l'auteur italien des *Notize storice, politiche, geogr...*, p. 31. Même renseignement dans WILKINSON, p. 68.

lement la production du froment dans les deux Principautés (1), et il notait que cette culture y tenait beaucoup moins de place que celle de l'orge et du chanvre. « *La culture des propriétés en céréales, était encore inconnue à cette époque (1814-1828)* », écrit, avec quelque exagération un vieux boïar moldave (2). Tromper la surveillance des Turcs était impossible, car des matières volumineuses comme les céréales ne peuvent guère s'exporter par terre, et d'ailleurs les pays voisins : Russie, Hongrie et Pologne, étaient aussi de grands producteurs de froment (3).

C'est de l'ouverture ou de la fermeture des Détroits que dépendait presque exclusivement le mouvement économique dans les Principautés. Si les Turcs accordaient volontiers des capitulations pour le commerce des Echelles du Levant ou pour le passage à travers les Dardanelles, ils se réservaient jalousement le contrôle du Bosphore, qui resta fermé en pratique même après le traité de Kainardji (1774). En 1801, les Anglais, les Français, les Hollandais et les Prussiens obtinrent la permission de faire passer leurs bateaux dans la mer Noire, et les guerres du Consulat et de l'Empire provoquèrent des achats de céréales russes et roumaines. Cependant, le blocus Continental et l'invasion française en Russie gênèrent beaucoup les transactions. Elles reprirent leur importance après les traités de paix de 1814 et 1815, jusqu'en 1817, par suite surtout d'une série de mauvaises récoltes dans l'Europe Occidentale ; mais la Russie en profita presque exclusivement (4). Galatz, l'unique port roumain de l'époque, pouvait difficilement concurrencer Odessa, fondé en 1792 et devenu port franc en 1822 ; le Danube en effet, gèle chaque hiver pendant plusieurs semaines, et ses embouchures étaient si mal aménagées que seuls les bateaux de 300

(1) Ibid., 68. Même renseignement dans [PERTHUSIER] : *La Valachie et la Moldavie*, pp. 80-81.

(2) A. D. XENOPOL : *Din amintirile unui boier moldovean...* An. Acad. Române, seria II, t. 32, p. 1.008. Intéressants mémoires d'un grand propriétaire d'autrefois qui vendait en Autriche ses bœufs et ses chevaux de remonte.

(3) L'asservissement économique des principautés date de la chute de Chilia et de Cetatea Alba en 1484. Cf. ANGELESCU : *Istoria luptelor pentru expansiunea economica*, p. 57. Pour les autres produits d'exportation le contrôle des Turcs était difficile et leur réglementation n'était guère respectée.

(4) HAGEMEISTER : *Mémoire...*, pass. et part^t, p. 64 et 72.

tonneaux pouvaient les remonter. D'ailleurs, la perte de la Bessarabie, en 1812, avait enlevé à la Moldavie ses meilleures terres.

L'insurrection grecque porta un nouveau coup au commerce extérieur des pays de la Mer Noire. En 1822, la Turquie ferma le Bosphore, et elle ne le rouvrit les années suivantes qu'à titre exceptionnel. La guerre de 1829 arrêta complètement les transactions, causant d'énormes pertes aux armateurs et aux commerçants génois, autrichiens ou anglais.

Jusqu'au traité d'Andrinople, le commerce extérieur des Principautés danubiennes n'a donc jamais été libre. Il se faisait surtout par terre. La Moldavie envoyait en Europe centrale 32.000 bœufs (1), des chevaux, des porcs, des peaux de lièvre, de la cire, etc. La Valachie y envoyait les 5/6^e de sa laine. C'était par voie de terre que se faisait aussi la majeure partie du commerce d'importation (2). Les marchands de Leipzig ou de Kronstadt vendaient dans le pays des voitures, des étoffes, de la quincaillerie, et toutes sortes de menus objets — une camelotte affreuse dont les boyars roumains se contentaient, leur industrie nationale étant à peu près nulle.

Le régime politique, les difficultés du commerce maritime, les exigences toujours renouvelées des envahisseurs turcs ou russes avaient donc paralysé l'activité économique d'un pays richement doté par la nature et anéanti dans la classe paysanne tout esprit d'initiative.

(1) PERTHUSIER, *o. c.*, p. 82. Au moment de l'occupation russe on fonda une caisse spéciale pour la vente des bestiaux, avec des bureaux aux frontières, cf. N. IORGA : *Schimbarea de direcție a comerțului românesc*, pp. 18-19.

(2) Je n'ai pas ici l'intention de faire un exposé complet du commerce roumain au début du XIX^e siècle. On peut se reporter pour l'étude de cette question à un ouvrage très documenté, celui de N. IORGA : *Istoria comerțului românesc*, Buc., 1925, ch. V.

Le vieil ouvrage de PEYSSONEL : *Traité sur le commerce de la mer Noire*, donne des renseignements assez précis sur le commerce des principautés à la fin du XVIII^e siècle.

2^o LES HOMMES

A. LES CLASSES SOCIALES :

- a Répartition de la propriété. — Importance des biens ecclésiastiques. — b) Les boïars. — c) Rezèches et mochnènes. — d) Situation d'ensemble de la classe paysanne.

B LA COUTUME DE LA TERRE :

- a) Les corvées. — b) La limitation des tenures paysannes. — c) La création des monopoles seigneuriaux. — d) L'arbitraire du maître foncier.

C. LES INVASIONS RUSSES ET L'ESPRIT PUBLIC.

A. — Les classes sociales

a) RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ

IMPORTANCE DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

Il est impossible de faire un tableau précis de la société roumaine au début du XIX^e siècle. Nous ne pourrions nous fonder que sur des textes législatifs et sur des récits de voyageurs plus ou moins fantaisistes. Les exposés de Pompiliu Eliade, qui a puisé à des sources littéraires, sans trop se soucier de la chronologie, sont séduisants mais fragiles (1). Nous ne connaissons avec certitude ni le chiffre de la population, ni la répartition de la propriété. Peut-on prendre à la lettre le témoignage de Perthusier ? Cet auteur écrit, en 1822 : « *Les propriétés sont réparties entre les trois ordres dans la proportion suivante : Les trois quarts du sol à la noblesse et au clergé ; l'autre quart à la classe agricole. Cette dernière portion, par cela même qu'elle est mince, chaque jour s'affaiblit et va grossir l'autre...* » (2).

Dans l'ensemble, l'exploitation de la terre était répartie entre deux catégories sociales : les « *stăpâni de moșii* » (maîtres fonciers),

(1) Surtout sa thèse : *De l'influence française sur l'esprit en Roumanie*. Les origines : Etude sur l'état de la société roumaine à l'époque des règnes Phanariotes. P. 1898.

(2) *La Valachie et la Moldavie*, p. 28.

qui s'intitulerait plus tard les « *propriétaires* », bien qu'une partie de la terre seulement (disons la *réserve*) fût cultivée personnellement par eux ; et les paysans (*săteni* ou *locuitori*) qui cultivaient des tenures dont les maîtres fonciers ne pouvaient les chasser, moyennant la dîme et des prestations en travail. Des paysans libres, assimilés aux *stăpâni*, bien qu'ils n'eussent pas de corvéables sur leurs terres, formaient en réalité une classe à part : c'étaient les « rezèches » (*răzeși*) de Moldavie et les mochnènes (*moșneni*) de Valachie, particulièrement nombreux dans la région des collines. Les domaines de l'Etat étaient généralement affermés pas *moșie* (propriété, c'est-à-dire en réalité grande exploitation) et cultivés comme ceux des particuliers.

Les registres des groupes de paysans solidaires devant le fisc nous donnent une indication sur la proportion de ces diverses catégories de propriétés. La *condica liuzilor* de Moldavie nous énumère, en 1803, 546 villages de rezèches, 927 villages dépendant des boïars (c'est-à-dire de *stăpâni*, quel que soit leur titre nobiliaire), 215 villages dépendant des monastères et 25 villages de l'Etat (1).

Notons la forte proportion des biens de main-morte. En superficie, des statistiques ultérieures nous montrent que près du tiers du territoire des Principautés appartenait aux couvents (2). Les biens du clergé séculier (métropole et évêchés) étaient peu étendus, et les simples prêtres ne possédaient rien. Les grands dignitaires de l'église, recrutés parmi les moines, avaient d'autres sources de revenus ; « *guidés par un vil intérêt et par des passions haineuses* », comme le disait le prince Michel Sturdza lui-même (5), ils donnaient l'exemple de la rapacité et de la corruption. Loin de défendre les paysans, ils contribuaient à les opprimer. En 1775, le métropolitain de Iassy était à la tête de la délégation des boïars qui réclama l'augmentation des jours de corvée. Et il est heureux que l'indifférence religieuse des roumains et la fermeté des princes ait empêché

(1) URICARIUL, VII, VIII, 241 sq. NISTOR : An. Ac. Rom., t. 37, p. 837.

(2) Acad. Roum. Ms. N° 4869, fol. 160.

le clergé de jouer tout rôle politique (1). Les curés de campagne se bornaient à exploiter la superstition populaire. Ignorants et misérables, ils étaient considérés comme de simples paysans (2). S'ils recevaient de la terre, ils devaient la dîme et la corvée comme les autres. Au XVIII^e siècle, ils pouvaient être serfs (3). Nous verrons que, même après le Règlement Organique, ils restèrent soumis au régime de la bastonnade, comme les vilains.

Mais le clergé séculier était pourvu de domaines immenses et de vastes privilèges. Aux siècles passés, les princes et les riches boyars avaient fait aux monastères de magnifiques donations, d'ordinaire pour le repos de leur âme, parfois pour guérir d'une maladie grave (4). Le donataire pouvait finir ses jours dans le lieu de repos qu'il avait doté et obtenir d'y être enterré. Ces monastères avaient été fondés pour servir d'asile à ceux qui voulaient quitter la vie du siècle et aussi pour faire fonction d'établissements de bienfaisance : presque tous devaient donner l'hospitalité. Ceux de Slatina et de Pangarați hébergeaient les voyageurs qui traversaient la montagne. Galata devait tenir table ouverte pour les pauvres. Saint Spiridion et plusieurs autres avaient des hôpitaux publics. Golia servait d'asile pour les aliénés. Saint Sava avait eu une typographie pour les livres d'église. Les monastères des Brancovan, pourvus d'un statut spécial, organisaient des hôpitaux et des collèges.

A la longue, les couvents s'étaient divisés en deux groupes dont les propriétés étaient d'importance à peu près égale : les

(1) Cf. dans la thèse d'Eliade un exposé pittoresque de la corruption et du manque d'autorité du clergé roumain d'autrefois, pp. 29-41.

(2) Ce que dit Eliade (o. c., p. 34) de leur condition n'est pas absolument exact. Le prêtre est souvent maltraité comme le paysan et il a les mêmes obligations envers le seigneur. Le régime fiscal appliqué au clergé a souvent varié au XVIII^e siècle. Cf. KOGALNITCHAN : *Histoire de la Dacie*, p. 453 sq. Les prêtres, à peu près exempts d'impôts, étaient rémunérés par les villages. Il n'existait pas de dîme payée au clergé.

(3) Doc. de MATHIEU VV, 24 fév. 1653 : « ...Il pourra prendre un prêtre à lui, du village de Stăncesti, parce que ce prêtre, étant serf de la terre héréditaire du postelnic Iordăchi, s'était engagé à donner au postelnic Iordăchi deux tziganes pour se racheter lui et ses fils du servage. Le prêtre n'a rien donné. Donc j'ai donné cet ordre au postelnic Iordăchi pour prendre le prêtre susdit et le mener dans un autre village... » IORGA : *Studii și doc.* V, 483-484, et *Anciens documents de droit roumain*, C LIX, p. 222.

(4) En 1706 une brave femme donna au monastère de Tismana la vigne qui constituait sa dot pour guérir d'une maladie à laquelle elle craignait de succomber. STEFUFESCU : *Tismana*, p. 402. Arch. Stat. M^{re}a Tismana, pach. 3, doc. 11.¹

monastères nationaux, dont les supérieurs étaient roumains et qui restaient soumis au contrôle de l'Etat, et les monastères « dédiés aux Lieux Saints » dirigés par des égoumènes grecs qui refusaient d'accepter tout contrôle et qui envoyaient à l'étranger la plus grande partie des revenus de leurs établissements.

Beaucoup d'administrateurs de couvents, croyant s'assurer de cette manière la protection divine contre les Turcs, avaient placé leurs établissements sous la protection des Saints Lieux d'Orient : Mont Athos, couvents de Jérusalem, grands patriarchats de Constantinople, de Jérusalem, d'Alexandrie ou d'Antioche. Mais les « Saints Lieux » avaient fini par se considérer comme les propriétaires de ces couvents *dédiés* de Moldavie et de Valachie, et ils en drainaient vers eux les revenus. Ils laissèrent tomber en ruines les hôpitaux, les écoles et les chapelles et ne pensèrent qu'à tirer le plus d'argent possible des belles propriétés dont on les avait dotés autrefois dans une intention pieuse et humanitaire. Nulle part les paysans n'étaient plus opprimés que sur les terres des monastères dédiés.

Princes et boïars étaient jaloux de la richesse des moines. Lors de l'insurrection grecque de 1821, les monastères dédiés furent accusés d'avoir favorisé l'hétairie. Il fut facile d'obtenir du sultan des décrets qui invitaient les deux hospodars à chasser sans délai les égoumènes grecs. Mais les Russes protégeaient les moines orthodoxes, qui leur rendaient de grands services en ravitaillant leurs armées en temps de guerre et surtout en intriguant en leur faveur en temps de paix. Ils firent insérer dans la Convention d'Akkerman une clause qui obligeait les principautés à les rappeler (1).

Les biens de main-morte continuèrent de s'accroître, sinon par donations, du moins par achats. Les monastères prêtaient souvent de l'argent aux paysans, et, lorsque ceux-ci étaient hors d'état de rembourser les prêts usuraires, on confisquait leurs terres.

Pour cultiver leurs belles propriétés, les monastères jouissaient

(1) URICARIUL, V, 30-32. HURMUZ, X, 608.

d'un privilège spécial, celui d'avoir des « poslujnici » (1), colons étrangers pour la plupart.

Les *polujnici* étaient des paysans que l'Etat dispensait d'impôts, mais qui devaient fournir aux monastères un certain nombre de jours de travail par an. Leurs travaux semblent avoir été indéterminés (2).

Les paysans des autres catégories établis sur les terres des couvents étaient soumis aux mêmes obligations que ceux des domaines laïcs. Le couvent était un seigneur, un maître foncier (*stăpîn*) au même titre qu'un boïar.

b) LES BOÏARS

La question de l'origine de la noblesse (boierie) roumaine a fait l'objet de vives controverses. L'influence des doctrines politiques, des divergences d'idées entre les hommes que préoccupait la solution d'une dangereuse question sociale, s'est lourdement exercée sur les travaux historiques, surtout après la grande révolte des paysans en 1907. Les uns voulaient donner satisfaction à la classe paysanne en expropriant les grands domaines, les autres invoquaient le principe de l'inviolabilité de la propriété privée pour refuser toute concession dans ce sens. Les premiers, reprenant de vieilles théories, dont nous étudierons plus loin l'origine, cherchèrent dans l'histoire des matériaux pour édifier une théorie juridique opposable à celle des conservateurs : ils prétendirent que les paysans étaient les légitimes propriétaires du sol et qu'ils n'avaient été refoulés dans leurs tenures exigües qu'à la suite d'une longue série d'usurpations et de violences.

Cette conception historique fut soutenue avec éclat en 1907 par Radu Rosetti dans un gros livre : « La terre, les paysans et les maîtres fonciers en Moldavie » (3). L'auteur voyait dans les boïars

(1) Ils avaient aussi des « *scutelnici* », comme ceux des boïars. Nous décrivons plus loin cette catégorie de paysans. D'après WILKINSON (p. 59), les boïars avaient aussi des *poslujnici*, bulgares, Serbes ou Hongrois.

(2) R. R., I, 296.

(3) « Pământul, sătenii și stăpânii în Moldova », t. I. dela origini până la 1834, Buc 1907. Mêmes idées dans son étude : *Despre originea și transformările clasei stăpînitoare în Moldova*. An. Acad. Rom., t. XXIX, pp. 145-214.

les descendants de chefs de village, les « enèzes » (*eneji*) ou « juges » (*juzi*) dont les fonctions administratives et judiciaires auraient été rémunérées par des dîmes et des jours de corvée fournis par les paysans. Après plusieurs siècles d'usurpations et d'abus, ces enèzes et ces juges, profitant de la faveur des princes, auraient réussi à constituer des *latifundia*, puis à asservir les campagnards. A l'époque moderne, ils se seraient fait reconnaître enfin la propriété absolue des villages, et ils auraient transformé les paysans en simples locataires. Le livre, qui livrait aux méditations du public un matériel documentaire abondant en partie inédit (ou tout au moins peu connu), eut un gros succès. Un polémiste vigoureux, Gh. Panu, riposta par un ouvrage en deux volumes (« Recherches sur l'état des paysans dans les siècles passés ») (1) où, sans apporter de documents nouveaux, il critiquait âprement la façon dont Radu Rosetti interprétait les siens. Il montrait que rien ne prouvait que les « juges » de l'ancienne Roumanie eussent jamais exercé des fonctions judiciaires. Radu Rosetti, il faut le reconnaître, avait fondé une grande théorie historique sur une simple hypothèse tirée de l'étymologie, elle-même assez douteuse, du mot « *jude* ». Il riposta pourtant par une brochure intitulée « *Réponse à une agression* » (2). Panu lui donnait aussitôt la réplique dans son petit livre, d'une verve caustique « *un essai de mystification historique* » (3). L'année suivante paraissait encore une réponse de Radu Rosetti « *Pour la vérité et la justice* » (4). Et les historiens roumains, ainsi d'ailleurs que les juristes, se divisaient en deux camps.

Cette grande polémique resta sans conclusion, mais elle eut au moins le mérite d'attirer l'attention des historiens roumains sur le problème des origines de la propriété et de provoquer de nouvelles recherches, le matériel documentaire recueilli par Radu Rosetti s'avérant insuffisant. M. Iorga, avec plus de prudence, réunit une foule d'informations nouvelles sur la vie rurale dans

(1) *Cercetări asupra stării țăranilor în veacurile trecute*, Buc. 1910.

(2) *Răspuns la o agresiune*, Iași, 1910.

(3) *O încercare de mistificare istorică*, Buc. 1910.

(4) *Pentru adevăr și dreptate*, Iași, 1911.

l'ancienne Roumanie (1). De nombreuses monographies virent le jour. Enfin, Constantin Giurescu présenta des études critiques qui nous permettent de le considérer comme le Fustel de Coulanges de la Roumanie.

Malgré cet ensemble imposant de travaux, il faut reconnaître que nous ignorons encore quelle fut l'origine de la noblesse dans les pays du Bas-Danube. Sa nature même avant le XVIII^e siècle n'est pas connue avec certitude. M. Iorga croit que la boïerie n'a jamais été qu'une noblesse de fonction (2). Xenopol pensait au contraire qu'il avait existé une noblesse héréditaire en dehors de celle des dignitaires ; cette opinion était partagée par le juriste Tocilescu (3). Bogdan, enfin, pensait que la noblesse était en étroite liaison avec la propriété : le « *stăpin* » roumain serait identique au noble de Pologne ou de Hongrie ; la terre lui venait du prince, car la donation ou la confirmation princière était le seul titre valable de propriété.

Saurons-nous jamais si le noble était, à l'origine, un dignitaire ou s'il était simplement un propriétaire foncier ? L'historien qui ne s'occupe que d'histoire moderne s'en soucie peu. Constantin Mavrocordat, en 1739, a clarifié la situation, puisqu'il n'a laissé subsister que la noblesse de fonction : ce prince divisa les nobles en deux catégories, les grands boïars et les boïars de seconde classe. Les fils et petits-fils des grands boïars entraient dans la catégorie des *neamuri* ; les descendants des boïars de seconde classe dans celle des *mazili*. Cette division a duré jusqu'en 1858. Les grands boïars et les *neamuri* étaient dispensés de toute taxe ; les *mazili* payaient un impôt spécial.

Les privilèges de la noblesse officielle étaient donc exclusivement d'ordre politique et fiscal. Même sous le régime du Règlement Organique, même sous celui de la Convention de Paris, on divisera la noblesse en classes pour les élections des députés aux

(1) *Constatări istorice cu privire la viața agrară a Românilor*. Sur la vie des anciens boïars cf. *Rostul boierimii noastre*, in *Istoria românilor în chipuri și icoane*, t. II, pp.143-170, et *Scrisori de boieri*, 1912.

(2) *Constatări...*, p. 16, et *Geschichte des Rumänischen Volkes*, t. I, p. 252.

(3) *Manual de istoria românilor* (1899), p. 497.

assemblées générales. Quant aux immunités fiscales, elles dureront pendant toute la période qui nous intéresse ici.

Mais, en ce qui concerne l'histoire de la société, il n'y a pas à tenir compte des titres nobiliaires. Dès le ^{xv}^e siècle (Giurescu l'a très bien démontré) (1), le terme de boïar est employé, même dans les actes officiels, pour désigner toute espèce de propriétaire ou, plus exactement (puisqu'il n'existait pas de propriété absolue), de *maître foncier* (*stăpin*). Les anciens boïars avaient d'ailleurs été en partie supplantés par de nouveaux-venus, grecs enrichis ou bénéficiaires de la faveur de quelque prince phanariote, italiens, levantins, etc., qui avaient brisé les rangs de la noblesse autochtone (2).

Quand nous parlons des boïars, nous désignons donc les maîtres de la terre, ceux qui « possèdent » des villages, c'est-à-dire à qui les paysans doivent des corvées et les dîmes, et seule la fortune plus ou moins grande nous permet de distinguer dans cette classe des catégories, sur lesquelles nous n'avons que des renseignements insignifiants pour la période qui précède les Règlement Organique, mais que nous verrons se dessiner assez nettement après 1834.

Au début du ^{xix}^e siècle, les boïars moldaves, en grande majorité, vivaient encore dans leurs terres, qu'ils cultivaient eux-mêmes, avec l'aide de leurs intendants de culture (3). Ceux de Valachie, las de souffrir d'une insécurité continuelle, préféraient affermer en bloc leurs propriétés et aller vivre à Bucarest ou dans les petites villes des provinces (4).

Une exploitation de boïar se suffisait largement à elle-même : on faisait cultiver par les hommes de corvée du maïs, de l'orge,

(1) *Despre boieri*, Buc. 1920.

(2) Cette évolution s'est poursuivie même au ^{xix}^e siècle. Cf. B. A. : *La ppte de Valachie sous le prince Bibesco*, p. 16. Les Phanariotes trafiquaient ouvertement des titres de noblesse ; cf. KOGĂLNITCHAN : *Histoire de la Dacie*, 2^e éd., pp. 448-453. Les boïars avaient jadis des fonctions militaires, qui tombèrent en décadence au ^{xviii}^e siècle. La nationalité moldave ou valaque pouvait s'acquérir par le mariage avec une indigène. Cf. VAILLANT : *La Roumanie*, t. II, p. 191.

(3) R. ROSETTI : *Cum se căutau moșiile în Moldova la începutul veacului XIX*. Ann. Acad. Rom., sect. ist., sér. II, t. 31, pp. 220-238.

(4) D'HAUTERIVE (*Mémoire...*, p. 176 sq.) dénonce, en 1787, les dangers de l'absentéisme.

de l'avoine, un peu de blé, des haricots, du chanvre et du lin (tissés ensuite à la maison), des arbres fruitiers — particulièrement des pruniers, — de la vigne. Les bœufs et les porcs étaient en grande partie exportés (1). Sans engager de capitaux, le boïar pouvait ainsi vivre largement. Toute perte était impossible avec de pareilles conditions d'exploitation.

Le nombre de jours de corvée imposé aux paysans était faible, mais les boïars disposaient des *scutelnici*.

Constantin Mavrocordat, pour gagner les bonnes grâces de sa noblesse, avait fondé cette institution : les paysans, appelés *scutelnici*, payaient les mêmes impôts que les autres, mais l'Etat remettait le montant de la taille (*bir*) au boïar auquel ils étaient rattachés. En ce qui concerne les autres impôts ou bien les *scutelnici* s'entendaient avec le boïar pour lui verser annuellement une somme fixe, ou bien ils convenaient avec lui de fournir un certain nombre de jours de corvée ou une certaine tâche dans l'année.

Les propriétaires essayaient donc d'obtenir du prince le plus grand nombre possible de *scutelnici*. Plus le nombre était grand, plus le boïar était considéré. « Tout boïar, écrivait Vaillant (2), en a de 10 à 150, suivant son rang ».

Ils obtinrent aussi des *breslași*, c'est-à-dire des ouvriers, à qui furent faites des conditions analogues, et des serviteurs (*slugi*) dispensés de tous les impôts, même de la taille, moyennant un service domestique accompli à la cour du maître (3).

Ces *scutelnici*, *breslași* et *slugi* n'avaient pas de charges plus lourdes que les autres paysans ; au contraire, ils jouissaient de l'avantage d'être défendus par leur patron et de souffrir moins que le commun des villageois des brutalités et des exactions des agents du gouvernement. Mais la perte pour le trésor était lourde (4),

(1) Nous avons une description détaillée de celle du protopope N. Glogoveanu vers 1821. IORGA : *Situația agrară... la epoca lui Tudor Vladimirescu*, pp. XIX-XX.

(2) *La Roumanie*, t. II, p. 193. Vaillant exagère un peu : d'après les An. Parl. III, 235 sq., leur nombre va de 2 à 80.

(3) R. R. I, 390.

(4) Le montant du « *bir* » ainsi remis aux boïars était annuellement de 700.000 lei en Moldavie. Un mémoire de Michel Sturdza envoyé aux Russes vers 1829 évalue à 60.000 familles le nombre des *scutelnici*, des *breslași* et des *slugi*. Mais il déclare que,

et les contribuables en subissaient en réalité la charge. Certains boïars profitaient d'ailleurs de l'imprécision des règlements fiscaux pour imposer à leurs scutelnici des corvées abusives et pour les amener ensuite à se racheter à des prix très élevés. En 1829, dans le district de Neamțu, un scutelnic possesseur de 4 bœufs ne peut racheter ses charges que moyennant 55 lei, celui qui n'a que ses bras accepte de payer 25 lei (1). Or, à cette époque, le prix de la journée de travail varie entre 1 et 2 lei.

Les boïars avaient aussi des esclaves tziganes qui leur servaient de domestiques (2).

Les voyageurs nous décrivent complaisamment le luxe tapageur des boïars d'autrefois. Ils avaient surtout de belles voitures, de vastes salons, mal meublés il est vrai, et de superbes vêtements. Ils portaient des habits à la turque, à l'exception du turban, remplacé par un kalpak, long bonnet de fourrure en forme de poire. « Rien qu'en fourrures et en cachemirs, il y avait des boïars qui possédaient un capital d'un demi-million de piastres. Et qu'on pense ensuite au luxe des femmes ! Dans un mois, elles dépensaient ce que leur mari gagnait dans une année » (3).

Les voyageurs aiment prodiguer les anecdotes sur la coquetterie et la légèreté des femmes. Certaines ne mettaient pas longtemps à ruiner plusieurs maris, car le divorce, autorisé (et peut-être même encouragé) par l'église orthodoxe, était très fréquent (4).

Le luxe des boïars s'étalait au milieu des pires malheurs. Ignorante et corrompue, la classe dominante serait insensible au spectacle de la décadence du pays et des souffrances du peuple. Quand Vaillant arriva à Bucarest, en novembre 1829, la ville souffrait de la famine et des épidémies, et un tremblement de terre

chaque scutelnic payant 24 piastres, la perte pour le trésor est de 700.000 piastres : il y aurait donc environ 30.000 scutelnici. Le nombre des breslași et les slugi n'était pas si grand. HURMUZ, sup. I (5), p. 30.

(1) Acad. Roum., XLVII, 26 ; R. R., I, 392.

(2) Voir notre article : *De la condition des esclaves dans l'ancienne Roumanie*. Rev. hist. du Sud-Est européen, oct.-déc. 1930.

(3) KOGALNITCHAN : *Histoire de la Dacie*, p. 447.

(4) [PERTHUSIER] : *La Valachie...*, p. 31. *Notizie...*, p. 56, et WILKINSON, o. c., ch. VII. Cf. aussi les déclarations du noïar Golesco, traduites dans ELIADE : *Histoire de l'esprit public...*, t. I, p. 210.

secouait les maisons. Cependant, il trouva chez son hôte, le boïar Filipesco, une table des plus somptueuses. Il vit dans la maison une centaine de personnes, hommes libres ou esclaves. Voyant l'étonnement du français, le boïar s'excusa en disant que sa situation l'obligeait même en pareilles circonstances à tenir table de prince (1).

Il y avait, certes, quelques boïars philanthropes : ils fondaient des écoles ; l'un d'eux créa un hôpital pour les pestiférés ; mais, en général, le grand propriétaire ne s'intéressait nullement au sort du paysan. Comme le dit Eliade : « il n'existait qu'un bavardage humanitaire qui consistait à parler toujours du bien du campagnard et des efforts que l'on tentait pour alléger son sort, tout en lui faisant payer beaucoup d'impôts et en se méprisant » (2)

c) REZÈCHES ET MOCHNÈNES

Les villages de paysans libres menaient une vie à part. Chaque rezèche (adoptons pour plus de commodité ce mot employé surtout en Moldavie) était propriétaire absolue de sa maison, de son jardin et d'un bout de champ. Le reste de la propriété était possédé en indivision par tous les membres de la communauté. Le village de rezèches était une personne morale ; c'était lui qui engageait les procès et qui défendait ses membres contre les convoitises des boïars ou des monastères voisins.

Un rezèche pouvait sortir de l'indivision quand il lui plaisait. Il fallait alors dresser son arbre généalogique et déterminer la part idéale qui lui revenait dans la communauté, ce qui n'était guère facile : chaque village était, en principe, divisé en « bătrîni » (propriétés d'ancêtre). Il fallait étudier par le menu toutes les fluctuations de la propriété depuis l'ancêtre (*moşul*) jusqu'à ses derniers descendants, compte tenu des ventes effectuées (1), car

(1) *La Roumanie*, t. II, pp. 349-350.

(2) Ouv. cité, p. 198.

(3) On trouve beaucoup d'exemples de ces sorties d'indivision des ANTONOVICI : *Istoria comunei Bogdana*, annexe, pp. 48-49. On vend souvent des portions de *bătrîni*, sans pour cela les soustraire à l'indivision ; on vend sa part idéale dans l'ensemble. Ces

chacun pouvait aliéner tout ou partie de sa part idéale, à condition d'avoir consulté préalablement ses parents et ses voisins (1).

Il est très rare de trouver des tenures paysannes dépendant des villages de rezèches. Avant l'abolition du servage, il arrivait que certains rezèches possédaient un, deux ou trois serfs (2). Au début du ^{xix}^e siècle, on trouvait encore quelques paysans casés sur les terres des communautés de rezèches, et qui fournissaient à ces derniers la dîme de leurs produits; mais aucun document n'indique qu'ils aient jamais fourni de corvées (3). Ces paysans ne peuvent donc être assimilés à ceux qui résidaient sur les terres des boïars. C'étaient d'ailleurs plutôt des défricheurs de forêts, que les rezèches avaient appelés ou tolérés sur le territoire indivis.

L'étrange condition juridique de ces villages libres a beaucoup intrigué les historiens de la propriété. Ils sont loin d'être d'accord sur l'origine probable des rezèches et des mochnènes. Les uns les font descendre de vétérans romains (c'est l'opinion de Xenopol, de Călinescu (4) et c'est une des opinions de Tocilescu (5); mais cette théorie n'est fondée sur rien, car l'« ancêtre » auquel réussissent à remonter les enquêteurs chargés des sorties d'indivision n'est généralement pas antérieur au ^{xvii}^e siècle, et il est souvent plus récent (6). D'autres voient en eux d'anciens soldats casés

parts portent souvent le nom de « *jireabii* ». Chez les Slaves il existait des groupements analogues de « *jrebi* » (sorts) ainsi appelés parce que le sort décidait à qui reviendrait telle ou telle parcelle (cf. KOVALEWSKI : *Tableau des origines de la famille et de la propriété*, p. 163). Nos chartes du moyen-âge emploient « *sors* » dans le même sens.

(1) C'est le droit de « *protimis* », droit de préemption et de retrait dont jouissent les parents et les voisins. Cf. notre étude sur cette question dans les *Mélanges de l'Institut français de Hautes études en Roumanie*, 1928.

(2) RADOVICI : *Moşnenii şi răzeşii* (Buc. 1909) pp. 50-41

(3) Il existe des actes de propriété qui indiquent que le nouveau propriétaire doit « posséder » la terre et y « lever la dîme ». Ex. : « Bejan să stăpânească şi să zăciuiască pârțile lui... » (ANTONOVICI, o. c., pp. 34-35) ce qui semble indiquer que la dîme est l'attribut de la possession d'un village et non la corvée. En 1814 les rezèches de Bogdana se plaignent de l'égoûmène du monastère de Floreşti qui a usurpé leur bâtrîn et veut lever sur eux la dîme (ibid., An. 194) mais ils ne parlent pas de corvée.

(4) Parce que « *bătrân* » vient du latin « *veteranus* ». T. ST. CLĂINESCU : *Câteva cuvinte despre origina moşnenilor şi răzeşilor*, Buc. 1908. Médiocre thèse de droit.

(5) *Tara românească şi în special sistemul ei de apărare în epoca română* (Conférence, 17 déc. 1907).

(6) Parfois les rezèches déclarent que leur origine remonte à la fondation des principautés : « *den descălecată* », « *den descălecatoare* », « *de când iaste tara rumânească...* » (V. IORGA : *Studii şi documente*, V, 489, VI, 459), mais ces expressions sont hyperboliques.

par les princes roumains : c'est l'opinion de Bolgiu (1), de Radovici (2) et celle de Tocilescu dans son ouvrage sur « l'emphytéose » (3). D'autres enfin les font descendre d'anciens cnèzes, juzi ou boïars qui se sont multipliés et qui ont perdu leurs paysans. L'espace cultivable sur leur propriété étant restreint, ils auraient préféré expulser leurs serfs et cultiver la terre eux-mêmes ; il se pourrait aussi que leurs paysans se soient enfuis pour chercher dans la plaine des terres vacantes et bonnes. C'est la théorie de Radu Rosetti (4), soutenu par Angelescu (5). On conçoit mal ces chefs de village qui se multiplient au point de former le village à eux tout seuls, tandis que leurs paysans ne se seraient pas multipliés ou bien auraient été chassés par les maîtres pour qui ils travaillaient. Il était cependant bien plus facile aux maîtres de se faire donner des terres nouvelles dans la plaine qu'aux serfs de s'enfuir et d'aller chercher fortune sur d'autres domaines. La théorie est, à mon avis, fondée sur des contre-sens : les cnèzes et les juzi sont de simples hommes libres ; « *a se cneji* » ou « *a se judeci* » signifie « devenir libre » ; et il est vain de chercher à tirer des déductions de certaines étymologies hasardeuses (6). Je préférerais, pour ma part, revenir à une théorie plus ancienne qui fait des rezèches des propriétaires d'alleux. Il semble que M. Jorga, dans sa « brève histoire du droit coutumier roumain (préface de ses « Anciens documents de droit roumain », soit aussi de cet avis. La propriété, en Roumanie, a d'abord le caractère familial, et il semble bien que, à mesure que l'on s'avance vers le ^{xvi}e siècle, ces groupes familiaux aient tendance à s'agglomérer, si bien que la propriété

(1) *Cetele de Moşneni*, thèse de licence en droit, Buc. 1902.

(2) *Moşnenii, şi răzeşii*, Buc. 1909 (l'étude la plus étendue qui existe sur ces communautés).

(3) Pp. 422-423.

(4) I, 168 sq.

(5) *Originea răzeşilor şi moşnenilor*, p. 22 sq.

(6) On ne connaît même pas l'étymologie de *răzeş*. R. ROSETTI (p. 168) fait venir le mot du Hongrois *reszes* (= participant) dérivé de *resz* (partie). C'est aussi l'étymologie que donne Candrea dans son dictionnaire. Hajdău, qui ne manquait pas d'imagination, faisait venir le mot de *haeres*, *haereditas* redire ! M. Jorga le fait dériver de *rază* (= rayon) (*Anciens documents de droit roumain*, I, 6). D'autres le font venir d'un mot slave « *razor* », qui désignerait un sillon délimitant les terres de culture des membres de la communauté (LUPUS : *Incercări...*, p. 28). Cette dernière théorie semble confirmée par une variante du mot : « *răzoraş* ».

de familiale devient collective. La même évolution se produit chez les Slaves du sud et conduit à la constitution des zadrugas, vers le ^{xv}^e et le ^{xvi}^e siècle. En Roumanie, elle ne dépasse pas le stade de la propriété indivise. La mise en commun des propriétés s'opérait par adoption fraternelle. Les « frères de la croix », après avoir conclu sous la foi du serment un contrat d'assistance mutuelle, mettaient leurs biens en commun (1). Les descendants de ces « frères de propriété » me paraissent être des rezèches, eux-mêmes appelés « *frères* » dans beaucoup de documents.

Au ^{xvii}^e siècle, les impôts croissants, les charges militaires, la concurrence des exploitations seigneuriales ont appauvri les rezèches et souvent les ont obligés de se vendre eux-mêmes et de devenir « rumâni » (ou « vecini »), c'est-à-dire serfs (2). Au début du ^{xix}^e siècle, ils végètent, préoccupés surtout de défendre leur territoire indivis contre les boïars et les monastères voisins qui cherchent à les usurper ou à en détacher des parcelles. Quelques rezèches entreprenants réussissent toutefois à devenir boïars et, à leur tour, fondent des villages et y attirent des paysans. M. Iorga en a étudié des exemples en suivant les destinées de la famille des Agarici dont certains membres réussissent au ^{xviii}^e siècle à acquérir des titres de noblesse (3). D'autres monographies de ce genre nous permettraient peut-être de comprendre l'origine de la grande propriété seigneuriale dans les pays roumains.

d) SITUATION D'ENSEMBLE DE LA CLASSE PAYSANNE

Quant à l'origine du servage, je ne sais si on la connaîtra jamais. Quelques historiens, Radu Rosetti, Papadopol Calimah (4), N. Ior-

(1) Cf. notre étude : *L'adoption fraternelle...*, Mélanges Inst. fr. de H. E. en Roumanie, 1927.

(2) On trouve d'intéressants exemples de ces ventes dans GIDEI : *Monografia comunei Bragadiru-Bulgar*, pp. 2-5. Cf. aussi XENOPOL : *Tăranii sub Mihai Viteazul* (converbiri literare, XX, pp. 695-702), et Ch. POPOVICI : *Mihai Vodă și moșnenii din Sularul* (*ibid.*, pp. 1065-1086).

(3) *Neamul Agarici, răzeși Fălcieni și Vășluieni*, Ann. Acad. Rom., sect. ist., seria II, t. XXXVII (1914), p. 190 sq.

(4) *Desrobirea țăranilor*, in « Converbiri literare », 1887.

ga (1) soutiennent qu'il a été introduit dans les dernières années du xvi^e siècle par Michel le Brave. D'autres (Philippide (2), Tocilescu (3), Bogdan (4), Xenopol (5)) ont invoqué de nombreux documents qui montrent que le servage est bien antérieur : l'acte de Michel le Brave n'aurait donc fait que consacrer un état de choses ancien.

Mais cet acte a-t-il même la forme et l'importance qu'on lui attribue ? Non, répond C. Giurescu (6). Cet historien montre que, dans les textes du xvi^e siècle, on distingue les paysans qui sont serfs de propriété et ceux qui sont serfs de par « *la servitude de Michel le Brave* » (« *de moștenire* », ou « *de legătura* »). Il prouve que le servage existait au xvi^e siècle et que souvent on vendait des « roumains » sans la terre. Les serfs s'appelaient *rumâni* dans les documents roumains, *vecini* dans les documents slaves (il existe d'autres noms, mais ils sont exceptionnels). Mais le servage avant Michel le Brave était-il général ou exceptionnel ? Radu Rosetti croyait que les « rumâni » étaient des roumains des Balkans amenés par les Slaves comme prisonniers de guerre ; Nistor, parce que les textes slaves les appelaient « vecini » (=les voisins), pensait qu'ils venaient de Transylvanie. D'autres ont estimé que la servitude était déjà un état presque général. Cette dernière opinion, qui n'est pas du goût de ceux qui veulent démontrer le caractère illégitime de la propriété des boïars, est fondée sur beaucoup de textes. « Se roumaniser » signifie, dans l'ancien droit, « perdre sa liberté ». Beaucoup de paysans libres, pour se protéger ou pour payer leurs impôts ou des dettes particulières, se faisaient « rumâni ». Le fisc, pour donner une base sûre à l'impôt, a fini par considérer comme serfs tous ceux qui n'avaient pas de terres. Michel le Brave, pour éviter les migrations, décida que les paysans

(1) Dans sa *Geschichte des Rumänischen Volkes* et dans ses *Constatări istorice...* citées plus haut.

(2) *Incerări asupra stării sociale a popurului român în trecut* (1881-1896).

(3) Dans son *Istoria românilor*.

(4) *Patru documente de la Mihail Viteazul*.

(5) *Istoria românilor*, t. IV.

(6) *Legătura lui Mihail Viteazul* (1915), *Vechimea rumâniei în Țara Românească*, et surtout *Organizarea socială în Țara românească*.

fixés sur un domaine rural appartiendraient au boïar du lieu et qu'on n'aurait pas à faire des recherches sur leur origine ; d'où la catégorie des paysans « serfs par la loi de Michel le Brave ». Cette loi laissait donc aux paysans la faculté d'aller s'établir là où leur situation leur paraissait meilleure. Selon Giurescu, elle aurait à la fois généralisé et affaibli le servage (1).

Ce bref résumé de la question nous permettra d'apprécier la valeur des arguments qui seront maniés par les conservateurs ou par les partisans d'une réforme agraire après 1848, mais, en ce qui concerne l'évolution proprement dite de la classe paysanne à l'époque que nous étudions, elle ne présente aucun intérêt. En effet, Constantin MAVROCordat avait émancipé, en 1746, les paysans valaques et, en 1749, les paysans moldaves. En revanche, il avait fait retomber sur les vilains de lourdes charges fiscales. Après cette réforme (si l'on met à part les paysans « exemptés », scutelnici, poslujnici ou autres), il n'y eut plus qu'une seule catégorie de paysans, officiellement libres et pourvus de droits en même temps que de devoirs (2).

A partir de cette ordonnance, les vieilles coutumes orales, qui variaient peut-être d'un village à l'autre, furent remplacées par le droit écrit, parfois influencé par les codes byzantins (3) ou simplement par les circonstances. Ce furent des règlements administratifs qui fixèrent les rapports entre la classe des paysans et celle des maîtres fonciers.

(1) Il est facile de rapprocher cette discussion de celle qui a mis aux prises les historiens russes à propos de la réforme de Pierre le Grand. — M. FILITTI (*Despre legătura lui Mihai Viteazul*, Rev. istorica română, 1932, pp. 221-231) vient de reprendre la question : selon lui, Michel le Brave a généralisé le servage, mais il a pu se reconstituer sous ses successeurs, une classe de paysans libres.

(2) Les appréciations de P. Eliade (*De l'influence française*, pp. 5-6) sur cette réforme ne sont guère fondées. Il ne faut pas oublier que N. Bălcescu est un polémiste qui écrivait à une époque où l'histoire n'avait pas dépassé le stade romantique. V. MINEI : *Reforma lui Constantin Mavrocordat*, Iași, 1927.

(3) Cette influence, en ce qui concerne la propriété est étudiée sans trop de clarté par Arion, dans sa thèse sur le *nomos Georgicos*.

B. — La coutume de la terre

Lrs rapports agraires, tels qu'ils étaient établis au début du XIX^e siècle étaient donc une combinaison entre l'ancienne « coutume de la terre » (*obiceiul pământului*) et une série d'ordonnances ou de décrets fixant les devoirs des paysans, que les textes appellent « corvéables » (*clăcași*) ou réglementés (*pontași*).

a) LES CORVÉES

La première réglementation avait été celle de Constantin MAVROCORDAT. Un peu antérieure à la libération des serfs (elle date de 1742 pour la Moldavie et de 1743 pour la Valachie), elle ne concerne que la corvée fournie par les villages des domaines ecclésiastiques. Elle fut faite à la demande des supérieurs des monastères qui se plaignaient de ne pouvoir contraindre les paysans à travailler pour eux. Le prince fixa donc à 12 le nombre des jours de corvée pour les colons, sans modifier la situation des serfs ; mais ces derniers devaient acquérir bientôt la situation des premiers. C'était une aggravation du régime de la corvée qui, semble-t-il, ne dépassait pas 6 jours par an, suivant la coutume orale, dans certaines localités (1). Le nombre des jours exigés des serfs était plus élevé : un décret de 1749 le fixa à 24 (2).

Comme la population des principautés avait beaucoup diminué au début du XVIII^e siècle, le prince de Moldavie Constantin RACOVITSA essaya de faire rentrer les émigrés en leur promettant un allègement de leur sort : le décret de 1756 leur permettait de s'établir où bon leur semblerait, de cultiver autant de terre qu'ils le voudraient et de racheter leurs corvées à un prix très modique (0 l. 30 par journée) ; en outre, l'impôt d'Etat ne devait pas dépas-

(1) Ce problème est loin d'être résolu. La coutume n'était sans doute pas la même dans tous les villages. Cf. R. R. I, 320-323.

(2) Décret de Const. Mavrocordat pour la Moldavie, R. R. I, 323-324.

ser pour eux 5 à 10 lei (5 lei pour un célibataire, 10 pour un chef de famille) (1).

A la fin du XVIII^e siècle, les boïars commencèrent à s'intéresser à la culture, car les Turcs leur permirent d'exporter un peu de blé en Russie, à condition de réserver ce commerce à des sujets ottomans, pour la plupart anciens janissaires. Le prix étant fixé par les Turcs, le profit était mince, mais comme les frais d'exploitation étaient nuls, il n'était pas à dédaigner. Les boïars moldaves demandèrent au prince de rendre plus stricte l'application de la corvée. en 1766, GRÉGOIRE III GHICA publia un « *urbarium* » (2) qui fixait à 12 le nombre des jours de travail pour le compte du maître foncier. La corvée était dûe seulement par le chef de famille, qui ne pouvait être envoyé à plus de 4 heures de route de sa résidence. Sur les terres des rezèches, elle était remplacée par une redevance de 0 l. 20 par jour. On fixait en outre la tâche qui devait être accomplie par jour suivant la nature du travail demandé. Or, cette tâche était telle qu'il fallait plus d'une journée pour l'accomplir; le nouveau règlement équivalait donc à une augmentation du nombre des prestations en travail. Le rachat de cette charge ne pouvait se faire sans le consentement du maître. Enfin, ce dernier avait le droit d'assister au prélèvement de la dîme et il était interdit au paysan d'enlever sa récolte avant le passage du décimateur.

Deux ans plus tard, Grigore Ion CALIMAH renouvela l'*urbarium* de son prédécesseur en y ajoutant que les paysans avaient le droit de cultiver toutes les terres qui leur seraient utiles (3).

Ce régime ne plaisait pas aux boïars, qui eurent bientôt la possibilité d'exporter un peu plus de blé vers Constantinople. Leur assemblée envoya au prince GRÉGOIRE GHICA, en 1775, une délégation, conduite par l'évêque métropolitain, pour lui exposer que le préjudice causé par l'abolition du servage (26 ans auparavant)

(1) A. L. I (1) 23-25. Les textes des lois dont il est parlé dans ce chapitre ont tous été publiés plusieurs fois : on les trouve particulièrement dans l'*Uricar* et dans la *Colecție de Așezăminte*, publiée à Iași en 1857, mais il est plus commode de se reporter aux *Acte și legiuri* de STURDZA-SCHEEANU, vol. I.

(2) A. L. I (1), 25-28 ; R. R. I, 326-330 ; ECONOMO, o. c., p. 122.

(3) A. L. I (1), 28-31, cf. art. XV.

devait être réparé. Ils réclamaient une réglementation plus stricte pour la perception des dîmes et 1 jour de corvée sur 10. Le prince réfléchit pendant deux ans, et finit par leur accorder deux jours de corvée en plus, auxquels il ajouta l'obligation de réparer les bâtiments et les moulins et de faire trois transports par an (1)

En 1805, les boïars obtinrent d'Alexandre MORUZ des « pré-cisions » supplémentaires, en ce qui concernait la tâche imposée légalement aux laboureurs (2). Le nombre des jours de corvée était porté en réalité à 36 ou 40 jours par an, de l'aveu même d'un grand boïar moldave, le prince Nicolas Soutzo (3). Le divan des boïars essaya de faire confirmer cette décision par la Sublime Porte, et il envoya au sultan une pressante supplique :

« Nous, les très humbles et très soumis, Métropolitte, évêques et tous les grands boïars de la Moldavie qui, depuis toujours, avons gardé comme un précieux héritage la foi de nos ancêtres envers le Très puissant Empire qui nous nourrit, qui avons passé à l'ombre et sous la protection de sa gloire une existence bonne et tranquille et qui avons toujours joui de ses inépuisables dons et miséricorde, nous osons encore nous présenter en face de sa Grâce impériale avec cette très humble supplique et, les genoux pliés, nous apportons à la très Sublime Porte de Sa Majesté impériale et prions d'une humble voix que soit écoutée notre très respectueuse supplique et demande sur le seul sujet de la diminution de la corvée que les habitants de nos terres font pour nous. A vrai dire, nous reconnaissons nous-mêmes que, depuis un certain temps, il est d'usage de fournir en une année 12 jours de travail aux maîtres fonciers ; mais cet usage ne date que d'une époque inconnue, quand la population du pays était faible, quand les terrains n'avaient aucune valeur et quand notre train de vie était facilité par le bon marché de la main d'œuvre... » (4).

(1) *Ibid.*, pp. 32-34.

(2) Texte dans R. R. I, 488-496.

(3) *Notions statistiques sur la Moldavie*, pp. 88-89.

(4) Texte dans R. R. I, 496-499. On en trouve un extrait dans BASILESCO : *La réforme agraire en Roumanie*, pp. 113-114.

En conséquence, ils demandent au Sultan de les autoriser à exiger de leurs paysans une dîme des journées de travail, c'est-à-dire un jour de corvée sur dix journées ouvrables.

La Sublime Porte n'eut pas le loisir de s'occuper de cette supplique, et il est probable que le décret d'Alexandre Moruz n'a pas été appliqué.

En Valachie, le servage avait été rétabli de 1769 à 1774 par les Autrichiens et les Russes. Il fut aboli de nouveau par Alexandre Ipsilanti et, lors de la seconde occupation autrichienne (1789-1792), c'est en vain que les boïars essayèrent d'obtenir son rétablissement.

Alexandre IPSILANTI, en 1774, fixa à 12 le nombre des jours de corvée, en indiquant que le paysan les fournirait seulement sur le domaine où il résidait. La loi fut mal appliquée. Les boïars multiplièrent, sous des prétextes divers, le nombre des prestations. Le prince MAVROJENI fut obligé de rappeler que le nombre réglementaire des journées de travail était de 12 ; il décida que 9 d'entre elles seraient rachetables à raison d'un leu par maison, et enjoignit aux boïars de respecter les lois et de ne plus brutaliser les paysans(1).

La législation roumaine fut fixée en 1817 par les codes de CARAGEA en Valachie et de CALLIMACHI en Moldavie. Comme les boïars se faisaient concurrence en attirant sur leurs terres des paysans séduits par des offres avantageuses, Caragea, au chapitre VI de son code, interdit aux maîtres fonciers de demander à l'avenir moins de 12 jours de corvée et des peines furent prévues contre ceux qui enfreindraient cette règle (2). Remarquons enfin qu'aucune loi valaque avant le Règlement Organique ne fixait la tâche à accomplir par journée de travail.

Quant à la *dîme*, elle fut précisée par la législation écrite : 1/20^e pour le vin, 1/10^e pour le blé, l'orge, le millet ou le foin, 4 boisseaux de maïs pour 1 pogone de champ, 1/10^e pour les autres produits de la terre, telle est la valeur des dîmes en Valachie d'après

(1) ECONOMO, o. c., p. 127 sq.

(2) Ch. VI, § 3. A. L., I (1), 88.

le code Caragea (1). En Moldavie, elle était plus variable : la dîme du foin en particulier dépendait des propriétés.

Il faut donc remarquer :

1^o Que les boïars, en Moldavie particulièrement, ont fait tout ce qu'ils ont pu jusqu'en 1829 pour faire *augmenter le nombre des jours de corvée*.

2^o Que, tout compte fait, au début du xix^e siècle, la corvée que le paysan roumain devait fournir au maître foncier était assez modérée, et que le manque de bras créait une certaine concurrence dont il pouvait profiter.

b) LA LIMITATION DES TENURES PAYSANNES

La population roumaine au xviii^e et au début du xix^e siècle était très faible. Elle ne dépassait pas probablement un million d'habitants, répartis sur une superficie de 125.000 kilomètres carrés (2). La main d'œuvre avait donc plus d'importance que la terre, et les boïars n'avaient garde de refuser de donner à chaque chef de famille paysanne le terrain qu'il demandait, la dîme des produits revenant au maître (3).

Aussi les anciens règlements ne font-ils aucune difficulté pour reconnaître aux paysans le droit de cultiver, moyennant le paiement des dîmes, tout le terrain qui leur est nécessaire. Citons la *Pravila* de Vasile Lupu, celle de Mattei Basarab, l'*urbarium* de Grigore Calimah, les Règlements de Mihail Sutsu en Moldavie (28 déc. 1794), les ordonnances du Divan de Valachie en 1790, enfin l'*anaphora* du Divan de Moldavie en date du 20 février 1803 qui donne aux paysans un droit de préemption en cas d'affermage d'une portion du domaine où ils vivent.

En Valachie, où les propriétaires pouvaient difficilement tra-

(1) *Ibid.*, p. 86, § 16.

(2) Les témoignages sur ce sujet sont cités dans ELIADE : *De l'inst. fr.* ..., p. 25, n.5. En 1821, WILKINSON (p. 54) évalue la population à 1 million d'âmes pour la Valachie, et à 500.000 pour la Moldavie. C'est l'estimation la plus large.

(3) « Toutes en terres en friche sont au premier occupant ; non qu'elles n'appartiennent déjà à des propriétaires, mais, dès qu'elles ne sont pas cultivées et encloses, le premier qui veut y porter une bêche, y planter et bâtir, s'en empare, paye la dîme s'il n'y bâtit pas, et une faible redevance en plus s'il bâtit. » D'HAUTERIVE : *Mémoire...*, p. 372.

vailler pour l'exportation, la terre avait si peu de valeur qu'il n'a jamais été question d'en limiter la jouissance. En Moldavie cependant, à la demande des boïars, Alexandre Moruz, par son décret de 1805, a limité l'étendue de prairie et de pâturage dont pouvait jouir chaque corvéable : il accordait 1/2 falche de prairie et 1/2 falche de pâture par tête de bétail, jusqu'à concurrence de 16 bêtes de somme pour le territoire situé entre le Dniester et le Prut, de 12 entre le Prut et le Siret, et de 6 entre le Siret et les Carpates (1).

Enfin, le prince Ionitsa Sandu STURDZA, dans son « Etablissement » du 10 mars 1828, indiqua que les paysans n'auraient pas le droit d'exploiter plus des 2/3 du domaine (2).

Faut-il conclure que les paysans avaient un droit primitif de possession sur toute l'étendue ou sur les 2/3 du domaine ? Ceux qui ont mis ce dogme à la base de leurs études sur l'évolution de la propriété ou de la classe paysanne en Roumanie ont bâti sur le sable. Ce sont les faits, beaucoup plus que les droits, qui nous intéressent ici.

Il est cependant un droit incontestable dont les paysans jouissaient en vertu de l'ancienne coutume orale et qui fut aboli à la fin du XVIII^e siècle, c'est celui de couper librement du bois dans les forêts, même pour le vendre. Vers le milieu du siècle, les « *radiuri* » et « *dumbravi* » (forêts aménagées) commencèrent à être soustraites à ce droit de libre exploitation. A la demande des boïars du Divan, Alexandre MORUZ, le 28 novembre 1792, interdit aux paysans de couper du bois dans les forêts sans payer une dîme au propriétaire, exception faite pour le bois mort que n'importe qui pouvait ramasser ou couper librement (3). Cette disposition fut confirmée par

(1) A. L., I (1), 50.

(2) *Ibid.*, p. 70. Le renseignement fourni par Golesco (*De l'abolition du servage*., p. 36, note 2) est inexact.

L'« Etablissement » de Sturdza indique bien que c'est une réglementation destinée à empêcher le domaine directivement exploité par le maître de disparaître. Il ne parle pas d'un droit du paysan ou d'un droit du maître.

Cependant KOVALEWSKI (*Tableau des origines*..., p. 196) voit dans ce droit aux 2/3, qui aurait existé aussi dans la Russie du Sud, un vestige de la communauté primitive entre les biens du seigneur et ceux des paysans. Mais on peut l'expliquer aussi bien par des nécessités économiques.

(3) A. L., I (1) 41 sq.

MIHAIL SUTZO le 29 décembre 1794. Elle ne concernait d'ailleurs que la Moldavie.

Il y avait donc déjà, dans les Principautés roumaines, une tendance à limiter de droit de jouissance des cultivateurs établis sur des domaines seigneuriaux ou ecclésiastiques. Mais, dans l'ensemble, grâce à l'immense étendue du terrain disponible, le paysan obtenait la terre de culture qui lui était nécessaire.

c) LA CRÉATION DES MONOPOLES SEIGNEURIAUX

Les boïars, à la fin du XVIII^e siècle, se sont fait donner un important privilège calqué sur celui des seigneurs de Pologne ou de Hongrie. Je crois avoir démontré, dans un ouvrage précédent (1), qu'il n'existait pas de monopoles privés dans l'ancienne Roumanie. Or l'ordonnance de Grégoire III, Ghica (1^{er} janvier 1766), art. X, stipule que seul le maître foncier a le droit de vendre du vin sur son domaine (2). Le décret d'Alexandre Moruz précise l'article, et dit que les paysans pourront vendre le vin de leurs propres vignes, mais seulement après le 20 décembre (3); le boïar est sûr, à cette date, d'avoir vendu sa récolte.

En 1827, les boïars demandèrent à I. Sturdza, prince de Moldavie, de leur garantir à perpétuité le monopole de la vente de toutes les boissons, vin, bière, alcool (4) et d'y ajouter celui « des moulins, des tissages, des brasseries et des fabriques de toutes sortes » (5).

En Valachie, Alexandre Ipsilanti donna aussi aux boïars le monopole du cabaret et interdit aux paysans de vendre toute espèce de boisson sans le consentement du maître du domaine; il leur reconnut, en outre, le monopole du moulin et celui de la

(1) Marcel EMERIT : *La question des monopoles seigneuriaux dans l'ancienne Roumanie* (mélanges Iorga, p. 1933).

(2) A. L. I (1), 27.

(3) Art. XII. A. L. I (1), 55.

(4) Art. 7. *Ibid*, 65.

(5) Art. 4. *Ibid*, 64.

pêche dans les étangs (1). Ces privilèges furent confirmés par le code Caragea qui y ajouta le monopole de l'épicerie (2).

Ces monopoles existaient déjà en fait, mais les boïars exigèrent de les posséder aussi en droit.

d) L'ARBITRAIRE DU MAÎTRE FONCIER

Le prince a toujours été dans les pays roumains, le suprême distributeur de la justice. Il n'existait pas de tribunaux seigneuriaux (3). Cependant aucune juridiction n'avait à connaître les infractions à la coutume de la terre. En cas de mésintelligence entre les paysans et le maître foncier, ce dernier imposait sa volonté et il n'y avait aucun recours possible.

Le paysan était donc à la merci du boïar, qui ne respectait les lois et les coutumes que lorsque bon lui semblait, et qui distribuait des coups de bâton à qui conque faisait mine de résister à sa volonté. C'est cet arbitraire et non les vices du régime foncier qui était la cause de la détresse de la classe villageoise.

Voici les terribles aveux que fait, en 1826, le boïar Golesco :

« Eh bien, le bonheur des gens d'ailleurs m'oblige à vous parler du pauvre taillable du pays roumain, pays riche et beau entre tous ! Ce malheureux vit dans une pauvreté et dans une misère telles qu'un étranger, en le considérant, aurait de la peine à en croire ses yeux ! On lui inflige, chez nous, des punitions atroces, afin de lui faire payer, sous le nom d'impositions, des sommes dont il ne saurait disposer, qu'il ne pourrait jamais amasser. Oh ! l'esprit de l'homme frissonne quand il songe que des créatures de Dieu, des hommes comme nous, des frères, aient été couchés par terre, attachés les uns aux autres, par dizaines, les yeux en plein soleil, une poutre sur le ventre, pour qu'ils ne bougent pas, en proie aux mouches et aux moustiques ! ... Je soutiens qu'il y a eu des chrétiens qui, pour n'avoir pas versé certaines sommes, ont été pendus la tête en bas, et d'autres enfermés dans des

(1) Art. 16, 17, 18. *Ibid.*, 86.

(2) Art. 11, 12, 13, 14.

(3) L'église jugeait les affaires de mœurs et prononçait les divorces.

étables où l'on mettait le feu, et d'autres ont souffert d'autres supplices encore...

« La suite de ces tristes méfaits, inconcevables partout ailleurs sur terre, est l'état où se trouvent réduits aujourd'hui nos paysans laboureurs. Pénétrons, en effet, dans un de ces affreux endroits que l'on décore du nom de « villages ». Nous n'y verrons ni église, ni maisons, ni haies pour délimiter les maisons, ni char, ni bœuf, ni vache, ni brebis, ni oiseau, ni bande de terrain couverte de semailles pour nourrir le paysan et sa famille. Enfin, on n'y verra rien. Mais, sous terre, un œil expérimenté pourrait découvrir certaines pièces habitées : ce sont nos « bordeïe » — et dans chaque pièce d'abord un trou immense creusé, où le paysan habite avec sa femme et ses enfants, et un poêle, dont le tuyau seul, en branches d'arbres, et ajusté au moyen d'excréments d'animaux, dépasse au niveau du sol. Et derrière ce poêle on voit un second trou, par où la famille peut s'échapper à l'approche de toute forme humaine. Car ce ne peut jamais être qu'un employé de l'administration venu pour réclamer de l'argent, et le paysan, ne possédant rien, s'attend à être battu, attaché, vendu pour un an ou deux, ou plusieurs à un petit boyar ou à un fermier, qui le forceront à travailler au delà de ses forces, pendant bon nombre d'années, afin qu'avec le produit de ce travail l'on puisse payer à l'Etat ses arriérés. ...Je vous défie d'y trouver de quoi ramasser la valeur de 10 piastres, car le chaudron même qui sert à faire bouillir leur farine de maïs n'appartient pas à un seul, mais ils sont cinq ou six pour un chaudron ! Et lorsque, pour leur malheur, ils apprennent que le « zapciu », le « polcovnic » ou le « capitaine », représentants de l'« ispravnic » et représentants du prince, ont fait leur apparition dans leur village, ils s'enfuient à toutes jambes, eux, leurs femmes et ceux de leurs enfants qui sont en âge de fuir... Ils gagnent les forêts, ils gagnent les montagnes, telles des bêtes fauves que des chasseurs et des chiens poursuivraient par derrière. Ils se voient déjà attrapés, interpellés pour l'argent dû à l'Etat, recevant de grands coups de bâton sur le dos (1)... »

(1) Passage traduit par Eliade dans son *Histoire de l'esprit public en Roumanie*, t. 1, pp. 204-206.

N'oublions pas que Golesco, boïar cultivé, curieux, qui vient de faire un voyage de trois ans à l'étranger, écrit en roumain pour le public de son pays et qu'il ne peut mentir puisque ses lecteurs connaissent aussi bien que lui les faits qu'il rapporte.

D. — Les invasions russes et l'esprit public

L'arbitraire de l'administration et des maîtres fonciers n'était pas la seule cause de l'atroce misère où vivaient les paysans roumains au début du XIX^e siècle. Placées entre deux ennemis inconciliables, les Turcs et les Russes, les principautés de Moldavie et de Valachie étaient constamment foulées par des armées qui avaient la prétention de vivre sur le pays.

Même en temps de paix, nous l'avons vu, les *Turcs* puisaient à pleines mains, sans bourse délier, dans le « grenier » moldovalaque. A titre personnel les pachas de la rive droite du Danube faisaient aussi leurs razzias. Le pacha de Rouchtchouk, celui de Silistrie, celui d'Ostrov, celui de Vidin (le fameux Pasvan-Oglu qui reste une manière d'ogre dans les contes populaires) tuaient les hommes, emmenaient les femmes et les jeunes filles, raflaient le bétail et toutes les provisions qu'ils pouvaient trouver dans les villages. De 1821 à 1826 des troupes ottomanes occupèrent les principautés aux frais des Roumains.

Pourtant les Turcs n'étaient pas les maîtres les plus détestés. Les troupes qui occupèrent le pays après 1821, assez disciplinées, furent plutôt un élément d'ordre (1). Les Russes, venus en libérateurs, avaient des exigences inouïes et s'attirèrent la haine persistante du paysan roumain. Les invasions moscovites se succédèrent sans répit depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours : 1711 ; 1736-1739 ; 1769-1774 ; 1787-1792 ; 1806-1812 ; 1828-1834. La dernière, surtout, fut marquée par des violences épouvantables. On réquisitionna 40.000 bœufs pour les transports, et on les tua ensuite

(1) Nous n'avons pas l'intention de refaire ici l'histoire des malheurs publics en Roumanie. On peut, pour en connaître les détails, se reporter aux trois volumes d'ELIADE. Sur les occupations turques v. part. : *Histoire de l'esprit public...*, t. I, p. 16 sq.

pou. nourrir les soldats ; toutes les provisions en céréales furent utilisées pour les besoins de l'armée ; on réquisitionna aussi les paysans : 3.000 hommes pour démolir la forteresse d'Ibraïlof, en pleine période de moisson ; tous les hommes valides des bords du Danube (300 furent noyés par un débordement du fleuve) ; d'autres, attelés comme des bêtes de somme, furent employés pour tirer les chariots (une innovation du terrible général Jeltoukhine) (1). Tous les témoignages du temps viennent à l'appui du sinistre bilan que dresse Vaillant dans sa *Romanie* (2) : « *Contributions de toutes espèces, denrées, fourrages, corvées, ils exigent tout comme l'avaient exigé les Turcs, et si les malheureux s'y refusent, ils les menacent d'exécution militaire. Ils vendent à leur profit les rations de leurs soldats et mettent ceux-ci à la charge des villages où ils sont cantonnés. Les commandants de cavalerie désignent pour leurs corps des lieux de cantonnement, font transporter le fourrage, le vendent et se portent ailleurs ; l'administration ne paye rien de ces fournitures ; ...Si l'on ajoute à ce triste tableau de concussions tyranniques la peste apportée dans le pays depuis le milieu de l'année par 124 chariots de blessés, les corvées de 30.000 valaques jusque dans l'intérieur de la Bulgarie, ...si l'on fait attention à la famine régnant dans les deux provinces, aux hommes tombant dans les rues et sur les grands chemins, victimes de la faim ou de la peste, au peuple nu et livide s'enfuyant dans les montagnes et préférant se nourrir d'écorces d'arbres plutôt que de souffrir tant d'iniquités ; si l'on voit les boïars se sauvant en Ardiachie (3), les habitations de la campagne désertes ou brûlées, les bestiaux épuisés par la famine ne se trainant plus qu'à peine, l'épizootie les diminuant de moitié, les paysans employés à leur place au service des troupes ; si l'on rencontre partout que ruines, morts et mourants, c'est alors seulement que l'on peut comprendre ce que doivent souffrir les populations moldo-valaques dans cette fatale année de 1828, et qu'on*

(1) Voir tous les détails de ces atrocités dans le tome II de l'histoire citée d'ELIADE, pp. 5-30 : Les sources les plus abondantes sont : ANAGOSTI : *La Valachie et la Moldavie* p. 22 sq.), le PORTOFOLIO (t. V, pp. 169-171), VAILLANT : *La Roumanie* (t. II, pp. 348-349).

(2) II, p. 348 sq.

(3) Transylvanie.

est en droit de nier qu'elles aient jamais tant souffert sous l'occupation ottomane. »

Les habitants émigrent, quand ils le peuvent ; ou bien ils se réfugient dans les bois. La tourmente passée, ils ne reviennent pas tous dans leurs villages. Il en est qui ont pris goût à la vie des loups et qui, unis à une tourbe d'Albanais, de Serbes, de Bulgares, de Tziganes, de Turcs déserteurs, préfèrent vivre du brigandage. Les « *haïdoucs* » sont considérés par le paysan roumain, si l'on en croit ses chansons, comme des héros chevaleresques, des redresseurs de torts : ils s'attaquent aux riches et protègent le pauvre laboureur. Le consul français de Bucarest écrit, en 1823 (1) : « *Aucun propriétaire n'ose plus résider sur ses terres. Si l'on quitte Bucarest, on doit se faire escorter jusqu'à quelques lieues de la ville...* » Les exploits des *haïdoucs* n'étaient pas faits pour rétablir la prospérité du pays, et le paysan qui, par force, hébergeait ces brigands, souffrait plus que le boïar, le moine grec, ou le fermier (l'exécré « *ciocoï* ») de ce débordement de violences.

L'action des Russes avait fait luire, un moment, une lueur d'espoir dans l'âme du paysan roumain. L'« *hétairie* » grecque, soutenue en secret par le tsar, éveillait dans le pays certains sentiments révolutionnaires. De jeunes boïars, gagnés à la « philosophie » occidentale avaient réclamé des réformes politiques et s'étaient apitoyés en contemplant avec plus d'intérêt le travailleur des champs. Ils avaient formé un parti de « *carbonari* » qui demandaient des réformes libérales, et dont le projet de constitution rédigé en 1822 contenait de vagues promesses de réformes sociales : « *Cet arrangement doit être tel que ni le propriétaire terrien ne soit lésé dans son droit de propriété, obligé qu'il sera d'accorder des terres aux villageois, ni les paysans ne soient opprimés* (2) ».

Mais ces « *charbonniers* », petits boïars pour la plupart ne sortent pas d'une atmosphère de vain sentimentalisme. Or il arrive que la

(1) HURMUZ, X, 230 ; lettre du 21 avril.

(2) ELIADE : *Histoire de l'esprit public...*, I, 64. Le texte du projet a été publié pour la première fois par XENOPOL en 1898.

flamme révolutionnaire gagne aussi le cœur de la vraie victime de l'anarchie sauvage où se débat le pays roumain.

L'expédition d'Alexandre Ypsilanti qui, parti de l'Ukraine avec un corps de patriotes grecs, essaya de traverser les principautés en 1821, avait soulevé un grand enthousiasme dans les villages de Valachie. Les paysans s'étaient armés, sous la conduite d'un petit boïar, ancien officier de pandours au service des Russes, TUDOR VLADIMIRESCU. Contre qui? Un peu contre tout le monde (1); mais particulièrement contre les seigneurs et les moines: « *Notre soulèvement, écrit leur chef au pacha de Vidin, Dervis, n'est dirigé que contre les boïars, qui ont dévoré nos droits.* » Et à Nicolas Vacaresco, envoyé contre lui par le prince de Valachie, il disait: « *Il semble que vous considérez comme nul et sans valeur le peuple, du sang duquel s'est nourrie et s'est dorée la gent des boïars, et que vous nommez Patrie seulement ses spoliateurs. Et que pensez-vous? Moi, je suis honni par tout le clan des spoliateurs, — mais les spoliateurs sont maudits par toutes les classes du peuple. Pourquoi ne considérez-vous pas que la Patrie est le peuple lui-même et non pas la classe des spoliateurs? Je vous demande donc de me montrer quel abus de pouvoir j'ai commis envers le peuple, car moi je ne suis qu'un homme, mis à sa tête par le peuple exacerbé et persécuté par ses spoliateurs afin que je sois son défenseur dans la revendication de ses justes demandes* (2)... » Mais les Grecs et les paysans valaques ne s'entendirent pas. Ces derniers n'avaient souci de fonder l'indépendance hellénique: pour eux, les Grecs c'étaient les princes phanariotes ou les moines des couvents dédiés, des oppresseurs pires que les autres. Tudor fut assassiné par ses alliés, et ses troupes se dispersèrent.

Après cette défaite le paysan roumain retomba dans une apathie qui devait durer jusqu'au début de notre siècle. De caractère doux et résigné il a généralement horreur du sang et de la violence et il n'a pas entendu souvent de fortes voix, comme celle de Tudor,

(1) C'est bien ce qui ressort des nombreux documents publiés par N. IORGA: *Situația agrară. la epoca lui Tudor Vladimirescu*, p. XX-XXIII.

(2) BASILESCO: o. c., p. 117. Il y aurait un beau livre à faire sur l'esprit révolutionnaire à l'époque de Tudor Vladimiresco.

capables de troubler sa torpeur. Il a pris tellement conscience de l'inutilité de ses efforts qu'il affecte même une parfaite insouciance (1). Ceux qui l'observent notent son indolence (2), sa résignation apparente, son scepticisme ironique. Sa servilité qu'il manifeste à l'égard de ces maîtres cache une haine sourde (3). Il a tellement l'habitude d'être battu, qu'il fuit à l'approche des voyageurs (4). Il doit tout dissimuler : le comte de Moriollles, traversant le pays en 1809, remarque que les cosaques de son escorte se couchent par terre tous les matins, au lever du soleil. « *C'est pour découvrir les cachettes, car des vapeurs légères s'élèvent au-dessus du sol et trahissent le dépôt souterrain. Ils s'en assurent ensuite en y plongeant le fer de leur lance* (5). » Pourquoi travailler puisque le boïar, le « *ciocoï* », l'agent du fisc, le Turc ou le cosaque prendront tout ? Le paysan se laisse donc gagner par la paresse et par l'abrutissement.

Le seul acte d'initiative et d'énergie qu'il accomplit parfois, dans les années qui précèdent le traité d'Andrinople, consiste à émigrer. Il cherche à passer en Bulgarie ou en Transylvanie. Dans ce dernier pays la population des campagnes est asservie mais jouit de l'ordre et de la tranquillité ; dans le premier elle est presque exempte de redevances seigneuriales.

Ceux qui restent se taisent : « *Le despotisme, écrit Vaillant, a desséché toutes les sources de la vie, a brisé tous les ressorts de l'âme ; peuple et boïars, tout n'est plus qu'un cadavre* (6). »

Corruption en haut, misère en bas, régime social instable et désespérants malheurs nationaux, avaient anéanti dans l'âme du paysan roumain, sinon la claire conscience de lui-même, du moins

(1) « Pour le Valaque, je ne sais quelle gaze transparente et colorée recouvre tous les objets », dit ANAGNOSTI, o. c. p. II.

(2) EX. WALSCH : *Voyage...*, p. 228. L'auteur cependant ne manque pas d'imagination quand il dit que les paysans roumains ont « les cheveux blonds et doux comme de la soie ». D'HAUTERIVE s'indigne contre ce reproche d'indolence et de paresse adressé à un peuple opprimé qui n'est jamais sûr de récolter ce qu'il a semé. (*Mémoire...*, pp. 82-83.)

(3) A. BOUÉ note fort bien tous ces traits de caractère (*La Turquie d'Europe*, II, 68).

(4) THORNTON : *Etat actuel de la Turquie* (1812), 467.

(5) *Voyage en Moldavie*, p. 41.

(6) *La Romanie*, p. 261.

le sens de l'effort et le goût de la protestation. « ...dernier résultat, écrit à la fin d'une page éloquente notre historien Edgard Quinet (qui connaissait bien les Roumains), *un silence si profond de tous ces misérables que l'Europe sait à peine aujourd'hui s'il est bien vrai que cet enfer ait existé* (1). »

(1) E. QUINET : *Les Roumains*, extr. de la Revue D. D. Mondes, 1^{er} mars 1856.

DEUXIÈME PARTIE

Le régime du Règlement organique

1^o LA NOUVELLE CONSTITUTION ET LA CLASSE PAYSANNE

A. — Les desseins du gouvernement russe

La question paysanne en Roumanie a subi, à plusieurs reprises, le contre-coup d'événements extérieurs. Les réformes agraires ont été tantôt accélérées tantôt retardées par l'intervention des puissances qui se sont fait reconnaître le droit de veiller aux intérêts des populations du Bas-Danube.

La Russie, la première, a jugé indispensable d'imposer aux Turcs un statut des principautés de Moldavie et de Valachie, capable d'en faire des Etats solides susceptibles de coopérer avec leurs protecteurs orthodoxes. La Russie n'escomptait pas, certes, une aide militaire, mais elle voulait faire des plaines roumaines des pays riches, qui pourraient nourrir ses armées au cours d'opérations ultérieures, et elle désirait n'y pas trouver des populations hostiles. Le tzar désirait donc acquérir des droits à la reconnaissance des masses, et éviter tout au moins les rivalités sociales qui avaient causé l'échec de la tentative d'Ipsilanti et de Tudor Vladimirescu.

Dans la Convention d'AKERMAN de 1826 on trouve déjà un passage qui prévoit l'élaboration d'une constitution nouvelle : « ... *Les troubles survenus dans les dernières années en Moldavie et en Valachie, ayant porté la plus grave atteinte à l'ordre dans les diverses branches seront tenus de s'occuper sans le moindre délai, avec les divans respec-*

tifs, des mesures nécessaires pour améliorer la situation des principautés confiées à leurs soins, et ces mesures feront l'objet d'un règlement général pour chaque province, lequel sera mis immédiatement à exécution (1). »

L'année suivante, le consul général russe Minciaky, invita les gouvernements de Moldavie et de Valachie à exécuter cette clause de la Convention, et les commissions furent nommées. Mais Minciaky eut beau les presser de mettre sur pied un projet de constitution, il n'obtint d'elles aucun résultat tangible. Les boïars, à l'exception de quelques « carbonari » et de l'ambitieux Michel Sturdza, qui envoyait à Nesselrode mémoire sur mémoire, étaient résolus à conserver le plus longtemps possible un état de désorganisation dont ils tiraient profit (2). En Valachie, ils se bornèrent à intriguer contre le prince. En Moldavie ils ne se préoccupèrent que du mode d'élection du « hospodar » et du maintien de tous leurs privilèges politiques et sociaux. La Porte, mécontente de l'ingérence des Russes dans les affaires des pays danubiens, ne faisait rien pour hâter l'exécution de cette clause de la Convention d'Akerman.

Lorsque les Russes, alliés aux Français et aux Anglais, décidèrent de défendre la cause des Grecs insurgés contre l'empire Ottoman, et d'envoyer de nouveau leurs armées sur la route de Constantinople, la question se présenta d'une autre manière. Les principautés furent aussitôt occupées, et les envoyés du tzar furent chargés de préparer une organisation nouvelle qui ferait des provinces danubiennes de véritables Etats vassaux de l'empire de Russie.

En mars 1828, un agent secret, le colonel Liprandi, fut chargé de sonder les dispositions de la population roumaine. Son rapport indiquait que les boïars accepteraient de bon cœur la protection du tzar, mais qu'ils craignaient d'être obligés de sacrifier les libertés traditionnelles du pays (3).

La même année, le secrétaire d'Etat D. B. Dachkov fut envoyé

(1) A. D., I, 317.

(2) HURMUZ, X, 431 sq.

(3) PAPADOPOUL CALIMACHU : *Generalulu Pavelu Kisselef în Moldova si Téra românescă*, extr. « Analele Academiei Române », sér. II, t. IX, pp. 73-74.

en Moldavie et en Valachie pour y faire une enquête plus sérieuse, et il rédigea un projet d'instruction destiné à guider les rédacteurs de la constitution nouvelle (1).

En attendant, le tzar décida de nommer un administrateur suprême des principautés, avec le titre de « Président plénipotentiaire des divans de Moldavie et de Valachie ». Le premier titulaire de la fonction fut le comte Pahlén, qui s'était distingué dans les missions que lui avait confiées le ministère des Affaires étrangères. Les instructions qui lui furent remises lui ordonnaient de prendre le gouvernement des deux provinces, qu'on ne pouvait laisser aux mains des « hospodars » Sturdza et Ghica, ces deux princes s'étant attirés le mécontentement de l'empereur. Le « Président » était à la fois l'administrateur provisoire des deux pays, dont il importait de ménager les populations, et l'auxiliaire chargé de ravitailler l'armée et de faciliter par tous les moyens ses opérations de guerre. Comme administrateur provisoire, il lui était recommandé de percevoir les impôts, mais par l'intermédiaire des autorités locales, les principautés étant non soumises, mais « *amies et protégées* », de maintenir l'ordre et la tranquillité, et de préparer un règlement organique, lequel, après avoir été incorporé au prochain traité de paix, deviendrait la charte durable des populations moldo-valaques.

Le rescrit impérial lui dépeignait les boïars roumains comme des hommes curieux, insinuants, dénonciateurs sans scrupules, sans principes moraux, sans patriotisme, toujours pressés de s'emparer des places des autres pour s'enrichir rapidement : il semblait que la passion du gain seulement les anime. Tel préfet signale 20 maisons dans un village, là où il y en a 28, et met dans sa poche l'impôt payé par les 8 maisons qu'il a négligé d'indiquer. Au lieu de 1.000 corvées de transport (podvezi) exigibles d'un district, il en impose 2.000 et oblige les paysans à en racheter la moitié à un prix très élevé ; il décharge arbitrairement les hauts fonctionnaires

(4) *Ibid.* p. 83. Les instructions données à Dachkov ont été retrouvées dans les papiers de Costake Conaki, membre de la commission et publiées dans *Analele parlamentare*, I (2), 18-50.

de leurs impôts et en charge les villages des autres boïars. Ce sera l'honneur de l'administration russe, dit le rescrit, d'extirper ces abus par tous les moyens, ou, tout au moins, de les limiter. Ce sera aussi l'intérêt de l'armée (1).

La seconde partie de sa mission était spécialement délicate, et souvent en contradiction avec la première : il devait pourvoir aux besoins des soldats ; et la dureté du régime d'occupation, avec ce qu'il pouvait comporter lui-même d'arbitraire et de ruineux, ne pouvait que lui aliéner le pays tout entier. On imagine enfin les frottements qui pouvaient se produire entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, le « Président plénipotentiaire » relevant officiellement du haut commandement de l'armée. Le comte Pahlen, bientôt dégoûté, donna sa démission.

Le 29 janvier 1829 on nomma à sa place le général Jeltuhin, qui n'avait rien d'un diplomate. Ce soudard brutal, féroce même, semblait mettre un point d'honneur à chercher en toute circonstance à déplaire. La sécurité de l'armée, seule, l'intéressait, et, s'il convoqua un comité chargé de l'élaboration d'un règlement, ce fut pour exécuter la lettre d'une instruction dont il négligea l'esprit (2).

La Commission comprenait des boïars nommés par les Divans et un nombre égal de personnages nommés par le Président. Les boïars moldaves (Iordache Catardji, Costache Conaki, C. Cantacuzino-Pascanu et Mihail Sturdza), auxquels fut adjoint le secrétaire Georges Asachi, étaient des hommes apparemment cultivés, bons connaisseurs de leur pays, de ses institutions et de ses besoins, mais ils ne pêchaient pas par excès de scrupule (3). Les Russes pouvaient dire, il est vrai, qu'ils n'avaient pas pu trouver mieux. Avouons d'ailleurs que nous les connaissons peu : P. Eliade nous présente Catargi comme un vieux boïar routinier, et R. Rosetti comme un carbonaro (4). La Commission valaque comprenait, à côté d'un partisan de l'ancien régime, Gheorghie Filipescu, des

(1) PAPADOPOUL, o. c., pp. 74-75.

(2) *Ibid.* pp. 76 et 83.

(3) R. R. I, 399.

(4) P. ELIADE : *La Roumanie au XIX^e siècle. Les trois présidents*, t. II, p. 52.

patriotes aux idées larges et désintéressées, Grigorie Băleanu et St. Bălăceanu, et deux hommes formés à l'école de l'occident, Alexandru Villara et le secrétaire Barbu Stirbei.

Les commissions se réunirent à Bucarest, sous la présidence de Minciaky. Elles ne firent rien.

Presque aussitôt, d'ailleurs, le traité d'Andrinople était signé. (14 septembre 1829). Ce traité plaçait les principautés sous le protectorat de fait de l'empire russe, sans les dégager du lien de vassalité qui les unissait à la Turquie. Il fixait, une fois pour toutes, leur tribut annuel au Sultan, reconnaissait la pleine liberté de leur commerce, ouvrait les Détroits aux navires de tous les pays (droit précieux pour les producteurs de céréales des pays de la mer Noire), et enfin donnait aux Russes le pouvoir d'organiser à leur guise les deux pays roumains :

« La Sublime Porte, désirant assurer de toutes les manières le bien être futur des deux principautés, s'engage solennellement à confirmer les règlements administratifs qui, durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits d'après le vœu exprimé par les assemblées des plus notables habitants du pays, et qui devront à l'avenir servir de bases pour le régime intérieur des deux provinces... (1) »

B. — Les commissions après le traité d'Andrinople

Le jour même de la signature du traité, l'empereur remplaça Jeltuhin démissionnaire, par le général Kisselef.

Cette fois-ci, le choix était bon.

Elégant, l'allure souple, le front découvert, l'œil vif sous les petites lunettes, le geste généreux, la parole souple et aisée, Kisselef est fait à la fois pour commander pour négocier et pour plaire. Un fier soldat, et en même temps un homme d'une haute culture, puisée aux sources françaises (c'est en français qu'il parle au boyars, c'est en français qu'il écrit au gouvernement de Saint-Pétersbourg,

(9) A. D., I, 328.

et c'est en France qu'il terminera sa carrière). La netteté de son esprit, l'honnêteté de son caractère avaient frappé de bonne heure le tzar Alexandre I^{er} qui en avait fait son compagnon au Congrès de Vienne et qui écrivait de lui à Beningsen : « C'est un probe et véridique garçon, d'une franchise et d'une loyauté toute particulière » (1). Le soldat d'Austerlitz, de Borodino, du siège de Paris, de Choumla, où on l'avait vu se battre un fusil à la main, le diplomate du Congrès de Vienne va faire maintenant ses débuts d'administrateur dans un pays qu'il connaît déjà un peu puisqu'il y a fait campagne l'année précédente. Depuis le début de 1829, il y commande le 4^e corps de cavalerie de réserve et se charge d'assurer les communications de l'armée, tâche pour l'accomplissement de laquelle il déploie un grand esprit d'initiative.

Le 7 novembre, il reçut à Zimnicia le rescrit impérial qui le nommait « Président plénipotentiaire des Divans de Moldavie et de Valachie ». Sa situation était meilleure que celle de ses devanciers puisqu'il gardait ses fonctions de chef de l'armée d'occupation et qu'il ne devait de comptes qu'au gouvernement de Saint-Petersbourg (2). Quatre jours après, il était à Bucarest et, le 14, il prenait en mains l'administration des deux Etats.

Le même soir, la ville était secouée par un tremblement de terre, et le peuple, imprégné de superstitions romaines et démoralisé par la triste situation du pays, fut ému par ce qu'il croyait être un sinistre avertissement du ciel (3).

Les misères de la guerre, la famine, la peste avaient plongé la population dans le désespoir. Kisselef dût prendre tout d'abord des mesures provisoires qui retardèrent son œuvre d'organisation.

La peste ravageait le pays depuis bien des années. Elle avait décimé 23 bourgs et 300 villages. Kisselef fit faire une purification

(1) A. R. ZABLOTZKI-DESIATOVSKI : *Le comte Paul Kisselef et son temps* (en russe), t. I, p. 40. « Le général à lunettes qui ressemblait à M. Thiers », dit Paul Morand, mais la ressemblance s'arrête aux lunettes !

(2) PAPADOPOL, *ouv.* cité. p. 84 sq. A la suite d'un conflit d'attributions avec le général Diebitch, Kisselef offrit sa démission au tsar qui la refusa et lui confia au contraire la plénitude des pouvoirs civils et militaires, tandis que son collègue était appelé à d'autres fonctions.

(3) (Piccolo) ? P. KISSELEF, p. 15.

générale. Des commissions médicales visitèrent les villages et isolèrent les malades, pour lesquels des hôpitaux aussi nombreux que possibles furent improvisés. En cinq semaines, le Président inspecta personnellement 36 bourgs et 5.496 villages et y établit des médecins inspecteurs. A Bucarest et à Iassy, il créa des services centraux de la Santé publique (1).

La peste vaincue, les services médicaux furent chargés de faire la guerre à la petite vérole en vaccinant la population. Il fut sans doute impossible d'immuniser tout le monde, mais nous savons, par les statistiques russes, que la plupart des enfants furent vaccinés par les services sanitaires (2).

Pour combattre les épidémies, qui avaient fait subir au cheptel roumain des pertes considérables, deux médecins furent chargés de parcourir les villages et d'obliger les paysans à exécuter leurs prescriptions (3).

Ces mesures sanitaires n'empêchèrent pas, en 1831, une formidable épidémie de choléra d'exercer ses fureurs sur les malheureuses provinces, particulièrement sur la Moldavie. Kisselef écrit, le 10 juin : « ...*Les ravages qu'elle exerce à Iassy sont, je puis dire, sans exemple depuis son apparition en Europe... Ce n'est pas sans peine que je suis arrivé à faire évacuer cette ville infecte et insalubre de deux tiers de sa population ; cependant, les 8 ou 10.000 habitants qui y restent, présentent le chiffre de 150 à 180 victimes par jour, et dans ce nombre la distinction des classes n'est nullement à remarquer. Les plus riches comme les plus pauvres sont confondus et ne peuvent ni résister ni se garantir de cet horrible fléau. De tous les médecins, un seul continue à donner quelques soins aux malades, cinq sont morts, et les autres se sauvèrent avec ceux qui ont eu la possibilité de le faire... les tribunaux ayant cessé de rendre justice, faute de juges et de plaideurs, j'ai dû les proroger pour un terme indéfini... Quant à l'Assemblée générale extraordinaire, ne voyant pas la possibilité*

(1) PAPADOPOL, o. cit, p. 13, et B. A. : *La principauté de Valachie sous le prince Bibesco*, pp. 30-31.

(2) DE GRAMMONT : *De l'administration provisoire russe*, p. 73. Statistique de la vaccination des enfants : 1832, 13.616 ; 1833, 18.333 ; 1834, 19.441 ; 1835, 33.916.

(3) *Ibid.* ✓

de la réunir pour le moment, j'ai accédé à la demande du métropolitain, en lui permettant d'aller dans quelque couvent de district, jusqu'à la cessation entière du fléau, que les soins humains, disait-il, ne peuvent arrêter. Cette opinion est généralement partagée par tous les moldaves.

« ...Pour préserver la Valachie ou empêcher l'extension du mal, qui s'est déjà manifesté à Braylow, j'ai fait établir un cordon et des quarantaines sur la frontière de cette Principauté, et une seconde ligne va être tirée sur le Bouzeo. Bucarest est dans les mêmes alarmes, et moi dans les mêmes appréhensions à l'égard de l'administration indigène, qui probablement ne résistera pas non plus à la terreur que cette maladie inspire à toute la population » (1).

Kisselef resta à son poste. Il visita lui-même les Iassiotes afin de leur donner courage, et distribua des secours aux nécessiteux. Puis, il fit évacuer les quartiers les plus infestés et parqua les suspects. Apprenant que l'épidémie, en dépit des mesures prises, s'était propagée à Bucarest, le général s'y rendit. Vivement acclamé par le peuple, il rétablit la confiance (2). Les habitants furent dispersés autour des villes dans des huttes de feuillages. Pour les retenir, le président ordonna d'y vendre les vivres à plus bas prix qu'à la ville, et il y faisait faire des distributions gratuites aux indigents (3). Le fléau conjuré, les quarantaines furent rendues permanentes et les services sanitaires furent réorganisés : des hôpitaux furent installés aux chef-lieux des districts ; des caisses de bienfaisance se chargèrent de fournir gratuitement aux pauvres gens les médicaments et les soins (4). Il en résultat une diminution sensible de la mortalité.

La guerre et les épidémies entravant les échanges, et les champs restant souvent en friches, de mauvaises récoltes vinrent infliger aux Roumains l'horreur de la famine. Kisselef fit distribuer du

(1) Iassy, 10 juin 1831, publiée dans ZABLOTZKI, ouv. cit. IV, 59-60.

(2) PAPADOPOL, o. cit. p. 96, B. A. ouv. cit., pp. 30-31. PICCOLO, p. 23.

(3) DE GRAMMONT, ouv. cit., p. 33.

(4) *Ibid.*, p. 71. Les recensements russes indiquent une augmentation de la population qui a surtout pour cause la diminution de la mortalité : 1881, 288.551 familles ; 1888, 334.337 familles ; augmentation, 45.786

pain des magasins militaires, et il fit acheter des grains à Odessa (1). Par ses paroles rassurantes, par des distributions de blé et de maïs, il encouragea les paysans à ensemençer leurs champs (2). En outre, il décréta la liberté du commerce des grains entre la Moldavie et la Valachie (3). Et, lorsque le peuple put manger à sa faim, pour éviter le retour de pareil fléau, Kisselef fit organiser des magasins de réserve où le paysan devait déposer une partie de sa production et qu'on ouvrirait en cas de récolte déficitaire (4). Les magasins renfermaient une réserve de trois ans. Pour éviter la détérioration des grains, le gardien du magasin était tenu de les remuer de temps en temps et, chaque année, il devait envoyer au moulin le grain déposé trois ans auparavant (5).

Cette mesure de prévoyance administrative était excellente, et, si les paysans, comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, y ont vu une imposition déguisée et ont mis une certaine répugnance à se plier au règlement, ils ont apprécié plus tard les avantages du système. Les russophobes, à vrai dire, ne se sont pas fait faute d'entretenir ces répugnances en répandant le bruit que ces magasins étaient destinés tout simplement à ravitailler les troupes russes lorsque, dans une guerre ultérieure contre les Turcs, elles traverseraient de nouveau les Principautés (6). Il est possible que Kisselef, avant tout soldat de la Grande Russie, ait été en partie guidé par cette idée, mais il serait excessif de chercher uniquement de pareils mobiles dans chacune des réformes du général. Il a reçu la mission de sauver les Principautés, de les rendre ordonnées et prospères, et de gagner leur reconnaissance, et il a accompli sa tâche avec assez de générosité pour mériter d'être apprécié avec moins de systématique malveillance.

(1) B. A. ouv. cit., pp. 30-32.

(2) *Ibid.*

(3) ZABLOTZKI, I, pp. 328-347 ; PAPADOPOUL, pp. 88 et 119-120.

(4) LUPUS (Justin) : *Magaziile de rezervă ca mijloc de combaterea foametei*, Buc. 1904. Le chapitre III retrace l'histoire de ces magasins et s'acharne à prouver que cette mesure a toujours été inefficace. L'auteur est hostile à toute intervention de l'Etat en matière économique. Nous verrons plus loin le statut de ces magasins et leur fonctionnement pendant la période du règlement.

(5) COLSON : *Etat présent et à venir des principautés*, pp. 23-24.

(6) *Ibid.*

Autre maladie de misère, le brigandage causait aux paysans des pertes énormes, et l'insécurité perpétuelle entretenait leur torpeur. Kisselef fit la chasse aux « haidoucs », aux tziganes nomades chassés d'Autriche et aux vagabonds de toute espèce. Il fut défendu aux civils de porter les armes, et les tziganes durent, ou bien travailler aux chantiers publics, moyennant salaire fixé par un règlement, ou bien passer le Danube. Des gendarmes et des gardes-champêtres furent institués (1). Une loi de 1832 rendit chaque village responsable des déprédations commises sur son territoire (2). Enfin, il comprit qu'une armée indigène, bien encadrée et exercée, rétablirait l'ordre plus aisément que les détachements russes de l'arrière et le maintiendraient après l'évacuation du pays. Les fils de boïars furent invités à s'exercer au métier des armes (3).

A ce sujet encore, on peut soupçonner le désintéressement du général russe. Dans une lettre qu'il écrit à son ami, le général Zakevski, il se vante d'avoir pris des mesures qui seront de la plus grande utilité pour son pays : si les Principautés ne sont pas annexées, elles resteront tributaires économiquement de l'Empire des Tsars et prendront les habitudes de leurs protecteurs ; ainsi, il sera bon d'encourager, par un tarif spécial, les relations entre la Russie et les pays roumains actuellement dans l'orbite de l'Autriche ; 200 jeunes gens seront instruits dans les écoles militaires, et 200 jeunes filles dans les maisons d'éducation de Russie. Et c'est ainsi, affirme-t-il, « que notre frontière sera au Danube ». Dans une dépêche à Nesselrode, il indique encore que l'armée roumaine instruite à la russe pourra devenir un auxiliaire utile dans une guerre future avec la Turquie (4). Mais fera-t-on un grief à Kisselef d'être trop fidèle à son pays, et oubliera-t-on les services que, par sa politique d'ordre, il a rendu au paysan roumain ?

(1) B. A., p. 30. PAPADOPOL, p. 83 ; texte de la circulaire dans URICARUL, t. 22, pp. 290-292.

(2) DE GRAMMONT, p. 151 et PICCOLO, p. 33.

(3) PICCOLO, p. 23.

(4) Dépêche du 14 avril 1830, PAPADOPOL, p. 90.

Le même reproche lui a été fait à propos du réseau routier dont il entreprit la construction et des ports qu'il fit aménager. Des pistes à peine tracées devinrent des routes. Deux officiers, l'un en Moldavie, l'autre en Valachie, furent chargés de la direction de ces travaux. Les villages et les régiments fournirent la main-d'œuvre. Une voie solide fut créée du Prut à Silistrie par Iassy, Buzau, et Foscarî (1). Des ponts de bateaux permirent de traverser facilement l'Argeş, la Ialomitza, le Buzău, le Siret et l'Olt. En Valachie, un comité des constructions et, en Moldavie, un ingénieur général de la principauté furent chargés de s'occuper désormais des voies de communications. Routes stratégiques ? Il est évident que Kisselef pensait avant tout aux communications de l'armée russe, mais ces chemins étaient utilisables aussi par les marchands. Des postes militaires les rendaient sûrs. Les paysans eurent aussi plus de facilités pour transporter l'excédent de leurs récoltes vers les ports du Danube, que des embranchements réunirent aux voies stratégiques (2). La poste aux lettres se mit à fonctionner normalement et les bâtiments des relais qui avaient été brûlés au moment de la peste, furent reconstruits et améliorés.

Le commerce fut stimulé par l'amélioration des voies de communications, par l'abolition des douanes intérieures et par la possibilité de vendre ailleurs qu'en Turquie les produits du pays (3).

Les pays roumains n'avaient jusqu'à l'occupation russe que de très mauvais ports sur le Danube. La Valachie surtout était mal pourvue à cet égard. Les produits moldaves arrivaient à Galatz, ville fort mal construite, où les céréales étaient entreposées en plein air. Braila, appelée alors Ibrailoff, n'était qu'une petite place forte. Les Russes, après s'en être emparés en 1828, en rasèrent les remparts. Kisselef, ayant observé la commodité du port que deux petites îles du Danube protégeaient contre les glaces hivernales, fit tracer de nombreuses rues en demi-cercles et en

(1) ZABLOTZKI, t. IV p. 62.

(2) Rapport de Kisselef sur son administration. PAPADOPOL, p. 123. Voir la carte des routes dans COLSON, *ouv. cit.*, en fin du volume.

(3) PAPADOPOL, p. 80.

rayon et attira dans la ville nouvelle des marchands grecs et italiens. Des greniers furent construits pour le blé et pour l'orge (1). Le terrain des fortifications, devenu propriété d'état, fut vendu, et le Président en consacra le prix à l'aménagement de la ville et du port. Braïla reçut le droit d'élire un conseil municipal et fut la première « commune » urbaine de Roumanie. En 1831, 150 bâtiments étaient entrés dans son port et elle pouvait espérer concurrencer un jour Odessa (2).

Kisselef travailla donc de toutes ses forces à l'amélioration matérielle des principautés dont il avait la charge. Il ne nous appartient pas ici d'étudier son œuvre administrative : notons seulement que les départements ministériels furent séparés (intérieur, finances, chancellerie, justice, milice nationale, instruction et cultes), que le pays fut divisé en départements (județi), districts (plase), avec préfets et sous-préfets (18 départements en Valachie, 11 en Moldavie ; chaque département étant divisé en 4 ou 5 districts) (3), que les tribunaux furent réorganisés, chargés d'expédier plus rapidement les procès et pourvus de codes nouveaux (un code pénal fut rédigé, le code de commerce français fut traduit et adopté avec quelques modifications de détail ; une commission fut chargée de réviser le code civil) (4) ; enfin que, pour relever la moralité publique, le gouvernement s'attacha à réformer le clergé en créant des séminaires où les futurs prêtres reçurent une formation intellectuelle et morale qui manquait à leurs devanciers (5).

Mais le succès de l'entreprise dépendait surtout des agents d'exécution, et la qualité déplorable des fonctionnaires pouvait faire échouer les plus nobles réformes. Kisselef mit la hache dans la forêt des abus. En matière d'impôts — nous l'avons vu — ils étaient innombrables. Le Président ordonna d'abord de faire un

(1) PORTOFOLIO : *Collection de documents politiques relatifs à l'histoire contemporaine ; traduits de l'anglais*, t. V, pp. 277 et 293-94. Information suspecte, très hostile à la Russie. Cependant quelques renseignements intéressants, indications pratiques à l'usage des commerçants du temps.

(2) PICCOLO, p. 37.

(3) *Ibid.* p. 23 sq.

(4) GRAMMONT, pp. 148-149.

(5) *Ibid.*, p. 155. Il y a 4 séminaires, avec 110 élèves.

recensement général, qui servit à faire une nouvelle répartition des charges entre les districts, et, à l'intérieur des districts, entre les différentes communes. Il fut entendu que des statistiques seraient dressées pour pouvoir procéder à une révision des charges qui s'opérerait tous les sept ans. Une contribution personnelle de 30 piastres (10 fr.) remplaça la multiplicité des impôts personnels. Les corvées d'Etat, les réquisitions en nature et les revenants-bons attachés aux différents offices furent abolis (1).

Des commissions d'enquête, composées de boïars roumains assistés par des procureurs russes, furent chargées de recevoir les doléances des contribuables. Il est vrai que ces commissions furent tantôt débordées de travail, tantôt insuffisamment informées. Les autorités locales — car il n'y en avait guère qui n'eût sur la conscience quelque méfait — négligèrent un peu trop souvent de mettre les affiches qui signalaient à la population le passage de la commission et son rôle exact (2).

Kisselef prit le parti de prendre directement ses informations. Il fit savoir qu'il recevrait lui-même les pétitions et réclamations. Il parcourut villes et villages, et il fut impossible de cacher aux paysans qu'il existait une divinité tutélaire désireuse, enfin, de s'occuper de leurs misères (3). Les scribes de village furent bien vite écrasés de travail, et des milliers de pétitions s'entassèrent dans le bureau du Président plénipotentiaire. Bien curieuses ces lettres de villages où les salamaleks et les pleurnicheries à la turque alternent avec l'âpreté des doléances et la précision farouche des anciennes formules juridiques, souvenirs des siècles d'indépendance. Car le paysan roumain, très conscient de ses droits, a toujours eu un sens aigu de la justice et a gardé, au cours des périodes de féroce oppression, une certaine fierté de caractère qui s'exprime, dès que l'occasion lui en est donnée, d'une manière très incisive. Il

(1) PICCOLO, pp. 34 et 36.

(2) « District d'Ilfov », les villages de Droumu-seri, Obilesti Paragan signalent qu'aucune publication n'a été faite au sujet des commissions d'enquête. Kisselef note en marge : « M. le Vistiar voudra bien porter une plus vigilante attention sur les désordres de l'administration dont il est le chef. » ARH. STAT. ADM. VECH. an 1830 (138) f. 3.

(3) ZABLOTZKI, I, 328-347, lettre de Kisselef à Dibitch, Iassy, 13 mai 1830.

faudrait de longues années pour dépouiller et classer ces lettres de villages qui forment un fonds très important aux Archives de l'Etat, mais dont la lecture fort pénible lasse vite les plus habiles paléographes. Je choisis un exemple qui n'est pas le plus pittoresque mais qui présente une énumération assez complète des abus ordinaires :

« *District de Ialomitza.*

« 1^o *Les contribuables du dép. de Ialomitza étaient distribués en 359 loudes. Depuis le mois de mai dernier les ispravnic du district ont obtenu une diminution de 131 ld 1/2 sous prétexte de l'état de misère des habitants et de la dépopulation du district par suite de la maladie contagieuse. En attendant les ispravnic profitèrent de ces 131 loudes 1/2... soit foin soit autres réquisitions ils les ont perçus sur l'ancienne quantité de loudes. Ce n'est que récemment et depuis qu'ils se voient menacés par la commission d'enquête, qu'ils font faire des restitutions aux paysans par la voie des zatpis.*

« 2^o *De grands abus ont eu lieu sur l'article du foin. Il y a tels skoutelniks qui ont payé jusqu'à 70 piastres. Les étrangers outre leur contingent de foin ont payé 12 p. par individu et ceux de Calarasche par 35 p. Outre cela, comme les ispravnic ont fait faucher plus de foin qu'ils ne devaient le faire d'après les dispositions du Divan, ils ont vendu le surplus aux pâtres transylvains...*

« 3^o ...

« 4^o *On a fait des réquisitions d'orge plus fortes qu'il n'en fallait, et on l'a vendu à l'administration des postes. Semblables abus ont eu lieu par rapport au froment, farine, etc.*

« 5^o *On a fait des accaparements forcés de beurre, miel, haricots, fèves, lentilles.*

« 6^o *Les transports de foin des stations de poste dans le district ont été effectués par des corvées sans aucun dédommagement pour le paysan.*

« 7^o *Il existe mille autres vexations de cette nature et qu'il est impossible d'énumérer...*

« 8^o A Kodiles, Zlote, Slobozia, Perietzi et plusieurs autres points, aucune publication n'a eu lieu au sujet des commissions d'enquête... » (1).

Un examen rapide fit découvrir que les paysans avaient payé 2.209.978 lei en trop. Kisselef ordonna de leur restituer cette somme (2). Ce n'était sans doute qu'une bien petite partie des sommes extorquées par les tyranneaux des campagnes. D'ailleurs, même après l'exécution de ses travaux de recensement, Kisselef ne se faisait pas trop d'illusions sur la rigueur des chiffres et il avait soin d'ajouter dans un projet de budget écrit de sa main ce chapitre pour le moins assez original : « *Sommes destinées à couvrir les vols de Messieurs les fonctionnaires* » ! (3).

Mais la question la plus importante allait être celle de la rédaction du « Règlement Organique » et particulièrement de la partie de cette constitution ayant trait aux rapports entre les paysans et les boïars.

Kisselef étudia avec beaucoup d'application les institutions anciennes des roumains et la situation légale des paysans avant le traité d'Andrinople et il décida, de concert avec Minciaki, président du comité de rédaction du Règlement (appelé parfois « le comité des quatre »), de hâter les travaux des commissions. Il était déjà guidé par des instructions assez détaillées résultant des enquêtes faites précédemment par les agents russes.

Nous n'avons pas les procès-verbaux des comités. Leurs délibérations eurent lieu dans le plus grand secret. Le bruit courut seulement dans le peuple que les « scutelnici » et « poslušnici » allaient être abolis et que le nombre des corvées serait augmenté.

La commission transmit au milieu de mai 1830 un projet de Règlement à Saint-Petersbourg. Le gouvernement russe, en effet, se réservait le droit d'examiner et d'amender les propositions de la commission avant de les soumettre aux assemblées délibérantes des deux provinces.

(1) Arh. Stat. Adm. vech. An 1830, N^o 1250 (138) f. 2 et 9.

(2) PAPADOPOULOS, p. 119.

(3) Document communiqué par le prof. Dr Jean Cantacuzene.

La Moldavie délégua le vornic Mihail Sturdza et la Valachie le logofète Alexandre Villara pour aller exposer au gouvernement russe le résultat des travaux de la commission. Les Russes leur adjoignirent les délégués Minciaky et Catacazi, et formèrent ainsi à Saint-Petersbourg une nouvelle commission des Quatre qui fut présidée par Dascov, l'auteur des Instructions données au Président plénipotentiaire.

Kisselef (nous le savons par sa correspondance secrète avec Nesselrode) avait déjà des doutes sur l'équité des propositions des délégués, mais, occupé par la nuée de mesures provisoires qu'il était obligé de prendre pour sauver le pays d'un désastre complet, il ne put pas suivre de très près les délibérations, et l'examen rapide des résultats obtenus lui donnaient en somme une bonne impression.

La commission de Saint-Petersbourg ne modifia que très légèrement le projet primitif et le texte du projet revint à Iassy et à Bucarest pour être discutée par les « assemblées générales ordinaires de révision ».

Nesselrode, par une dépêche du 27 novembre, autorisait Kisselef à faire voter le Règlement par ces assemblées de grands boyars, à mettre en application la nouvelle constitution et à faire procéder à l'élection des princes. Prévoyant des intrigues et des compétitions furieuses pour la conquête de la dignité princière, le général-président décida de faire voter d'abord le Règlement, puis de réunir une autre assemblée, composée conformément à l'un des articles de cette nouvelle constitution, pour l'élection des chefs d'Etat.

Le 10 mars 1831 s'ouvrit à Bucarest la session de l'Assemblée ordinaire valaque. Kisselef lui fit un discours très digne auquel elle répondit par une adresse de remerciement et de reconnaissance. Les travaux furent rapidement expédiés, et le Règlement, en trois exemplaires, chacun écrit en deux langues (en roumain et en français), fut signé de tous les membres de l'assemblée générale. Kisselef était déjà parti à Iassy pour y réunir l'assemblée générale de Moldavie, qui ne put s'ouvrir que le 8 mai et dont les travaux, comme nous le verrons plus loin, furent bousculés par des troubles

sociaux et par l'épouvantable épidémie de choléra. Ce n'est que le 20 septembre que les signatures purent être apposées sur les trois exemplaires de la Constitution moldave.

C. — La première rédaction des règlements organiques

Les Russes, en chargeant Kisselef de faire rédiger une constitution pour les Principautés roumaines, avaient un double but : d'une part, ils désiraient assurer au pays un peu d'ordre générateur de prospérité, de manière à donner aux roumains l'impression que la Puissance tutélaire était capable de mettre fin aux plus terribles de leurs maux, de manière aussi à ménager pour les opérations ultérieures de leurs armées un boulevard où se trouveraient des ressources abondantes, et d'utiles concours et, d'autre part, ils voulaient, pour maintenir et développer leur influence politique, s'appuyer sur le parti des grands boïars et sur les prêtres orthodoxes, qui avaient représenté de tous temps le parti russo-phile. Or, ces deux desseins étaient difficilement conciliables, car ils ne pouvaient donner quelque prospérité au pays qu'en limitant les excès de pouvoir des classes privilégiées et en déchargeant les paysans d'une partie des charges féodales, mesures qui pouvaient soulever l'opposition furieuse des hommes d'église et des boïars. L'humanitaire Kisselef ne s'est aperçu que peu à peu des insurmontables difficultés de sa tâche.

a) LA SUPPRESSION DES SCUTELNICI DES BRESLAȘI ET DES SLUGI

Le Règlement moldave abolit les scutelnici, les breslasi et les slugi et reconnaît que les boïars touchés par cette réforme ont droit à des compensations (1). Les compensations sont différentes selon qu'il s'agit de boïars sans propriétés ou de boïars propriétaires. Ces derniers (exception faite des răzeși), s'ils ont plus de 200

(1) Règl. Org. de Moldavie, ch. III, sect. I, art. 71 ; texte roumain publié dans A, L., I (1), 90 sq.

paysans, auront le droit de lever sur leurs domaines pour le service de leur exploitation personnelle un homme sur dix familles de tenanciers. Le chiffre est porté à deux hommes sur 10 familles s'ils ont 200 ou moins de 200 paysans. Ces hommes sont appelés « serviteurs libres » (*slujbaşi volnici*). Le droit ainsi créé sera une propriété perpétuelle qui se transmettra avec la terre (art. 72). Les propriétaires sans rang, les monastères et les hauts dignitaires de l'église en jouiront de la même manière.

Le Règlement organique crée donc une nouvelle catégorie sociale, les « serviteurs libres », dont il définit ainsi la condition : ces hommes sont « libres » parce qu'ils n'entrent au service du *boïar* que volontairement. Ils sont liés à lui par un contrat écrit, visé par les autorités locales. Pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, ce contrat fixera un certain nombre de jours que les « serviteurs libres » pourront consacrer à cultiver leurs propres terres.

On espère que les paysans seront séduits par les avantages que le Règlement accorde à cette nouvelle catégorie de travailleurs : exemption des corvées seigneuriales, du « *bir* » (impôt d'Etat), des prestations (*havalele*) et du logement des soldats (*cuartier ostenesc*). Si toutefois les *boïars* n'arrivent pas à lever le nombre convenu de serviteurs libres, le ministère des finances leur paiera une capitation correspondant au nombre des manquants.

En dehors de cet avantage, les *boïars* propriétaires recevront une rente viagère de 24 lei par an pour chaque scutelnici dont ils disposaient. Leurs veuves et leurs enfants mineurs recevront la moitié.

Pour les *boïars* sans propriété, la rente sera de 60 lei par scutelnici et de 30 lei pour leurs veuves et orphelins mineurs.

La somme affectée à ces pensions sera inscrite au budget et ne pourra dépasser 1 million de lei par an.

Le trésor public ne fit pas une mauvaise affaire en appliquant ce nouveau régime. Le désordre des comptes et l'absence de statistiques empêche de savoir le nombre exact des scutelnici rentrés dans le droit commun, mais nous savons qu'en 1832, la somme

prévue pour l'indemnisation des boïars fut de 370.000 lei (1). Compte tenu des exemptions d'impôts accordées aux serviteurs libres, le Trésor dut consacrer à l'opération environ 500.000 lei (2). Or, le budget de la Moldavie, s'il accuse une recette de 2.611.987 lei en 1832, année de grande crise, a pu compter dans les années qui ont suivi une recette annuelle de près de 7 millions de lei (3). De 1837 à 1840, les recettes montent de 8 à 10 millions de lei, tandis que les dépenses d'indemnisation baissent progressivement. Ce n'est donc pas le quart du budget qui, comme le déclare Radu Rosetti, est consacré à l'abolition d'un privilège que nous reconnaissons, certes, comme injustifié, mais 1/14^e vers 1835, et moins d'1/20^e vers 1840. Cette charge d'ailleurs était destinée à disparaître avec la génération des derniers boïars possesseurs de scutelnici. Enfin, le nombre des « serviteurs libres » était inférieur de 25 % à celui des anciens scutelnici.

Les boïars perdirent-ils beaucoup au nouveau régime ? Les 60 lei par homme donnés au boïar sans propriété ne doivent pas valoir le bénéfice que lui procurait le travail d'un scutelnic, mais le grand propriétaire qui arrivait à lever sur ses terres le nombre légal de serviteurs libres et qui, indépendamment de cet avantage, bénéficiait de la petite rente servie par l'Etat, ne devait pas y perdre grand'chose. L'imperfection du système réside par conséquent dans cet avantage donné à la grande propriété. Le système a été introduit sournoisement par les grands boïars. Il ne devait pas être du goût des petits propriétaires, et, par la même occasion, il provoqua une certaine inquiétude chez le paysan qui se demandait si les « serviteurs libres », par le jeu de contrats dont ils ne comprenaient pas le sens, n'allaient pas devenir de nouvelles victimes de la fourberie des maîtres de la terre.

En Valachie, le système d'indemnisation adopté fut plus simple :

(1) ASLAN : *Finanțele României...*, p. 52.

(2) F., p. 561.

(3) 6.978.163 lei en 1836 ; HURMUZ, I (5), 256. Radu Rosetti (I, 412 et II, 47) tient compte du manque à gagner par suite de l'exemption d'impôts accordée aux serviteurs libres ; mais il ne tient pas compte du gain réalisé par la soumission à l'impôt des anciens scutelnici.

tous les boïars qui possédaient des scutelnici reçurent, quel que fut leur rang et qu'ils fussent propriétaires ou non, une rente viagère de 60 lei par scutelnic (1).

La suppression des scutelnici, des poslujnici (qui furent assimilés aux premiers), des breslași et des slugi est un acte important : il met fin à un système féodal de privilèges et d'indemnités, et rend plus d'aisance à la fiscalité. Il fait entrevoir pour les pays roumains la réalisation d'un ordre nouveau fondé sur une conception moderne de l'Etat. Le fait qu'un privilège perpétuel puisse être racheté pour cause d'utilité publique est un précédent qui pourra être invoqué plus tard en faveur du rachat des corvées ou des monopoles privés, et on s'étonne que l'argument n'ait pas été utilisé par les partisans de ces réformes. L'intervention de l'Etat pour le contrôle des contrats agricoles, si illusoire qu'il fût dans la réalité, mérite aussi d'être retenue.

Il faut reconnaître que le Règlement moldave ne change pas grand chose au régime ancien en instituant cette classe de serviteurs libres dégagés de toute obligation envers l'Etat et liés au boïars par un contrat particulier. En fait, il est probable que la plupart des nouveaux « serviteurs libres » furent les anciens scutelnici qui, peu sensibles aux variations du régime juridique, continuèrent à donner leur travail aux boïars comme ils l'avaient toujours fait.

b) LES RAPPORTS ENTRE LES PROPRIÉTAIRES ET LES PAYSANS EN MOLDAVIE

Qu'elle fût ou non dans la réalité une concession onéreuse, la suppression des scutelnici fut évoquée avec véhémence par les boïars pour obtenir de nouveaux avantages. Ils avaient protesté d'avance contre la réforme en déclarant à la Puissance protectrice que le droit aux scutelnici leur avait été accordé par Constantin Mavrocordat à titre de compensation pour la suppression du ser-

(1) D'après R. R. II, 137, en 1832 la dépense fut de 555.000 lei sur un revenu de 6.303.800 lei.

vage (1). Ce fait est loin d'être établi. Mais les « Constitutants », sachant Kisselef encore mal informé en matière d'ancien droit roumain, ne se firent pas scrupule d'invoquer les plus mauvais arguments pour améliorer leur position au moment du règlement de leurs rapports avec les paysans.

Les boïars estimèrent qu'il ne leur suffisait pas d'être indemnisés par le trésor public du prétendu dommage qu'ils venaient de subir. Ils affichèrent la prétention de se faire dédommager en outre par les paysans. Puisque le Trésor, que les malheurs des temps mettaient en grande difficulté, ne pouvait les rémunérer plus largement qu'il ne le faisait, il fallait charger un peu plus le paysan, celui-ci étant par ailleurs favorisé par l'unification et la diminution des impôts. A première vue, Kisselef ne comprit pas la manœuvre.

Le chapitre qui concerne les droits et les devoirs des propriétaires et des paysans (2), très insidieux, ouvre la porte à une belle cohorte d'illégalités futures. Les « maîtres terriens » se qualifient pour la première fois de « propriétaires ». Sans doute, entrevoient-ils déjà l'époque où leur droit féodal sera considéré comme une propriété absolue, conformément au droit romain dont l'introduction leur permettra d'exploiter à fond une belle équivoque. Qu'on n'aille pas prétendre qu'il s'agit en la circonstance d'un « à peu près » de traduction : les Russes ont conscience qu'en admettant de transformer « *stăpân* » en « *proprietar* » ils donnent aux seigneurs une compensation supplémentaire. Un ouvrage officieux sur Kisselef nous dit : « *Une indemnité pécuniaire et personnelle fut accordée à la noblesse en dédommagement des pertes qu'elle venait d'éprouver par la suppression des socotelnici. Le propriétaire fut aussi amplement dédommagé par l'extension donnée au droit de propriété et par la garantie que lui offrirent les nouvelles lois contre l'arbitraire dont il avait été jusqu'alors victime* » (3). En droit et en fait, la situation des paysans fut, comme nous allons le voir, en

(1) AN. PARL., I (2), 30.

(2) Sect. VII, art. 118 sq.

(3) (Piccolo) : *Kisselef*, p. 35.

étudiant le détail des Règlements, sérieusement modifiée. Toutefois, il existe sur ce point des différences assez notables entre le Règlement moldave et le Règlement valaque, ce qui nous oblige dans ce chapitre à étudier séparément chacune de ces constitutions.

D'après le Règlement moldave, les anciennes institutions du pays n'ont jamais fixé la quantité de terre qui devait être donnée à chaque paysan, « comme le prouvent les vieilles coutumes contenues dans le décret du prince Grégoire Ghica du 30 septembre 1777 où il est dit que, à cette époque, la prestation non déterminée a été fixée en principe au dixième des jours de l'année, c'est-à-dire à un chiffre de 36 jours » et que le régime des 12 jours n'a été admis que temporairement, jusqu'au relèvement de la situation des travailleurs agricoles. Il invoque aussi les actes du 1^{er} janvier 1776 et du 20 mai 1777. Le second de ces actes est inconnu ; le premier doit être celui de Grégoire III Ghica, en date du 1^{er} janvier 1766, qui fixe à 12 jours par an la corvée due au maître de la terre (1).

Les rédacteurs ont omis, à dessein, le décret d'Alexandre Moruz, en date du 3 janvier 1805, qui définit parfaitement les droits et devoirs des paysans et fixe l'étendue de terrain dû à chacun (2).

Cependant, le comité déclare qu'il a voulu faire une grande concession : il a fixé l'étendue de terrain que le « *propriétaire* » devra donner à chaque paysan en plus de sa terre de réserve (c'est-à-dire du jardin qui entoure sa maison) dont le produit est insuffisant en temps de crise. Ambiguïté qui peut permettre de penser que, en période normale, le paysan peut se contenter de sa terre de réserve, et légitimer des réductions ultérieures du terrain concédé (art. 120).

Le même article accorde au paysan de ne fournir au propriétaire que le travail fixé par « le susdit décret (?), auquel, toujours au bénéfice des paysans, on a fait certains changements (?). « Mais l'article suivant spécifie formellement que les dispositions du décret

(1) Cf. décret de G. GHICA, dans A. L., I (1), 34 sq et celui de G. III GHICA, A. L., I 25 sq.

(2) *Ibid.*, 50 sq.

de 1777 seront remises en vigueur dès que le Prince et l'Assemblée générale ordinaire auront estimé que la situation du paysan s'est améliorée suffisamment (art. 121).

Le Règlement moldave fixe ensuite l'*étendue de terrain* que le propriétaire est tenu de donner à chaque corvéable (art. 123) :

a) Un terrain pour sa maison, avec un jardin potager, comprenant en tout 400 stînji carrés (environ 20 ares) en plaine et 300 en montagne ou en forêt. Ce terrain sera exempt de dîme. Le propriétaire devra le fixer une fois pour toutes.

b) Une terre de pâture à raison d'une falche $1/2$ (2 ha 1483) pour 5 bêtes de somme, parmi lesquels 4 bœufs de labour ou 4 chevaux de trait et une vache, laquelle peut être remplacée par 10 moutons ou chèvres. Pour ceux qui auront moins de bétail, la quantité de terre sera calculée proportionnellement.

c) Un terrain de fauche pour le fourrage d'hiver à raison aussi d'une falche $1/2$ pour 5 bêtes de somme.

d) De la terre labourable à raison d'une falche $1/2$ par paysan qu'il ait ou qu'il n'ait pas de bétail. Celui qui aura besoin d'une plus grande superficie de terrain devra s'entendre avec le propriétaire pour en prendre en ferme. A cet égard, il jouira d'un droit de préemption.

Rappelons que le décret de 1805, signé par Alexandre Moruz, attribuait à chaque paysan de 2 à 6 falches de prairie et de pâturage dans la zone située entre le Siret et les montagnes et de 4 à 12 falches entre le Siret et le Prut. Les Russes devaient bien le savoir puisqu'ils avaient appliqué cette législation en Bessarabie. Le nouveau règlement diminue donc notablement l'étendue de terrain sur laquelle le paysan peut se consacrer à l'élevage. Or, nous avons dit que l'élevage des bêtes à cornes avait, à cette époque-là, beaucoup plus d'importance que la culture des céréales.

L'application du Règlement Organique aboutira donc à chasser le paysan d'une partie des terres qu'il cultivait depuis 25 ans. Et la tenure paysanne est maintenant considérée comme une gracieuse

concession d'un propriétaire pourvu de droits absolus. A telle enseigne que, dans un article ultérieur (1), il est dit que, si le propriétaire n'a pas assez de terres pour donner à tous ses paysans le nombre de falches réglementaires, ceux qui ne recevront pas assez pourront se transporter ailleurs, en rachetant au propriétaire les corvées pour l'année courante et en payant à l'Etat en un seul versement le montant de tous les impôts qu'ils auraient à payer jusqu'au recensement suivant. Ainsi, celui qui, par force majeure, ne peut obtenir de terre, doit s'acquitter des mêmes obligations que celui qui en reçoit, et avec une année d'avance au moins.

Les *corvées* sont limitées à 12 jours par an, 4 au printemps, 4 en été, 4 à l'automne (art. 125).

La journée de travail est fixée ainsi :

a) La journée de labourage en terre défrichée sera de 540 stînjens carrés (2.700 m. c.), ensemencement compris, et de 432 stînjens carrés en terre vierge ;

b) Une journée de binage consiste à biner 432 stînjens carrés (2.160 m. c.) ;

c) A la moisson, chaque paysan moissonnera 3 meules par jour ;

d) Le ramassage, le transport et la mise en grenier du maïs devront être faits par les paysans sans que ce temps leur soit compté pour l'accomplissement des 12 jours de corvée ;

e) Le fauchage d'une demie-falche de foin, avec mise en tas, est comptée pour 2 jours ;

f) Chaque paysan âgé de 25 ans doit la corvée. Il est entendu que, même s'il n'est pas marié, il recevra la quantité de terre réglementaire ;

g) Outre les 12 jours fixés, chaque chef de famille doit travailler 2 jours par an à tout travail de la terre dont le propriétaire aura besoin.

En outre, il devra travailler à la réparation des moulins et de leurs dépendances (2), faire un transport (*podvoadă*) par an, et

(1) Art. 127.

(2) Canaux et barrages, car c'étaient tous des moulins à eau.

apporter deux charrettes de bois de chauffage, pris sur la propriété.

Si le propriétaire n'a pas besoin de ces corvées, il peut les remplacer par une redevance en argent, le prix de la journée de travail étant fixé tous les trois ans par l'Assemblée générale ordinaire. Il est bien entendu que le paysan n'a pas la faculté de racheter les corvées de son propre gré ; c'est au propriétaire d'exiger ce rachat, s'il le juge bon.

Il est indiqué que les corvées sont légitimées par la concession que le maître fait au paysan d'un terrain à bâtir et d'un jardin.

Quant au reste, le paysan n'en jouit qu'à condition de payer la *dîme* : le paysan donnera au propriétaire le 10^e de son maïs, de ses pommes de terre, de ses légumes ; pour les grains de toutes sortes, il donnera une meule sur 10, au choix du propriétaire.

Les paysans qui habitent sur les propriétés des rezèches ne sont pas astreints à la corvée, mais doivent payer la dîme et l'équivalent en argent de 12 jours de travail (art. 128).

Le propriétaire prélèvera chaque année le dixième des raisins et des fruits, excepté pour les fermes et les baux emphytéotiques régis par des conventions antérieures. A l'avenir, le paysan ne pourra pas faire de plantation sur une autre propriété sans contrat préalable (art. 129).

Les boïars se réservent aussi un certain nombre de MONOPOLES. « *Personne autre que le propriétaire n'a le droit de vendre sur son domaine de vin, d'alcool ou d'autres boissons et d'avoir des boucheries ou des boutiques pour vendre quoi que ce soit. Ces droits sont inhérents à la propriété, de même que le revenu des moulins, des canaux d'irrigation, des forêts, des ponts, etc.* » (art. 129-130).

Sur les foires organisées dans les bourgs ou villages, les propriétaires percevront une taxe de 8 paras par tête de bétail, 4 payés par le vendeur, 4 par l'acheteur.

Par ces derniers articles, le Règlement organique consacre une usurpation qui ne semble pas antérieure au XVIII^e siècle, car l'ancienne coutume roumaine ignorait les « banalités ». Ce qui est plus grave, il limite aussi un droit incontestable du paysan : celui

de prendre dans les forêts, sans redevance aucune, du bois sec pour le chauffage, et tout le bois de construction qui lui était nécessaire à condition seulement de payer une dime (« *zecuială* ») ou une taxe spéciale (« *avaet* ») (1).

c) LES RAPPORTS ENTRE LES PROPRIÉTAIRES ET LES PAYSANS EN VALACHIE

Le Règlement valaque diffère assez sensiblement du précédent en ce qui concerne les rapports entre propriétaires et paysans.

L'affirmation du droit de propriété absolue du maître de la terre est moins nette que dans le Règlement moldave (2). L'art. 138 dit que vont être énumérés « *les droits et devoirs réciproques du propriétaire et de son paysan* », ce qui semble indiquer (peut-être est-ce inadvertance de la part des rédacteurs) que le villageois a, lui aussi, des droits et que les constituants ne se contentent pas de lui octroyer quelques faveurs pour soulager sa misère en attendant une révision possible de ces droits. Quoiqu'il en soit, cette rédaction est d'autant plus remarquable qu'il n'existait, en Valachie, aucun texte de droit écrit fixant les étendues de terre dont le paysan devait jouir.

Cependant, ce que les paysans gagnent en droit par la vertu d'un texte peu explicite, ils le perdent en fait, car les boyars valaques ne se sont pas fait faute de profiter de l'absence d'une charte antérieure pour limiter le droit de jouissance du paysan encore plus étroitement que dans la Principauté-sœur.

L'article 140 accorde au paysan :

1^o Un terrain pour sa maison, avec ses dépendances et son jardin potager, le tout indivisible et d'une étendue de 400 stînjeni carrés en plaine ou de 300 en montagne (ce qui fait de 1161 à

(1) Sur la dime v. IORGA : *Anciens documents de droit roumain*, t. I, pp. 164-165. Sur le droit absolu de prendre le bois sec sans redevance, cf. *ibid.*, pp. 163 et 165, documents de 1799 et 1785 tous moldaves. Ce droit ancien est formellement enregistré dans l'édit d'Alex. Moruz « *pentru păduri rădiurisi dumbrăvi* », 24 novembre 1792 (A. L., I (1), 44-45) qui restreint déjà un peu le droit des paysans reconnu dans le document ci-dessus, noté de 1785, en astreignant l'usager à donner au propriétaire 1 arbre sur 10. Cette législation a été confirmée par Mihail Suțu, le 29 déc. 1794.

(2) Texte primitif du règlement valaque publié en roumain dans A. L., I (1), 166 sq. ; sect. VII, ch. III.

1458 m. c.). Le propriétaire désignera lui-même l'emplacement de ce terrain ;

2° Un pâturage pour 4 bêtes de somme (bœufs, buffles ou chevaux) et une vache, au maximum, à raison d'1/2 pogone par tête de bétail. La vache pourra être remplacée par 10 moutons ou chèvres (soit pour 5 bêtes 1 ha, 2530 au lieu de 2,1483 en Moldavie) ;

3° Un terrain de fauche à raison de 3 pogones pour le paysan qui élève 5 bêtes à cornes et, en proportion, pour celui qui en élève moins (environ 1 ha, 5035 au lieu de 2,1483 en Moldavie) ;

4° 3 pogones de terre de labour (1,5035, au lieu de 2,1483 en Moldavie). Cette terre ne pourra être affermée par son bénéficiaire.

Le même article spécifie que le propriétaire désignera lui-même l'emplacement des terrains qui seront concédés pour le pâturage, la prairie et le labour.

Il est vrai que le Règlement valaque reconnaît le droit des paysans sur les forêts. Ils pourront y prendre le bois de chauffage qui leur sera nécessaire ; à charge pour eux de désigner et d'entretenir des gardes forestiers (art. V).

Les paysans qui auront besoin de plus de terre en prendront à ferme, le propriétaire accordant un droit de préemption aux habitants de son domaine (art. VI).

En revanche, le paysan, suivant le « vieil usage », devra fournir 12 jours de *corvée* par an au bénéfice du propriétaire, 4 le printemps, 4 en été, 4 en automne. Il travaillera avec ses bêtes de trait, s'il en a, et son outillage agricole (art. 141).

Suit la fixation de la quantité de travail qui doit être faite dans la journée (art. 142).

Est compté pour une journée de travail :

a) Le labourage avec une paire de bœufs de 10 prajines de terre déjà défrichée, ou de 7 de terre vierge (2090 et 1456 m. c.) ;

b) Le hersage d'un pogone de terrain (5012 m. c.) ;

c) La semaille à la volée de 5 pogones de terre (art. V). Quand il faudra semer en recouvrant le grain avec le pied (comme c'est

le cas pour le maïs), on ne comptera qu'un pogone par jour. S'il faut semer en creusant des trous, on comptera $\frac{3}{4}$ de pogone ;

d) La récolte de 20 boisseaux de maïs (669 litres) ou le moissonnage de 3 meules de 26 gerbes ;

e) Le fauchage d'un pogone de foin. La mise en tas n'est pas comprise ; on comptera pour cette opération 1 jour par pogone.

Ici, la condition est beaucoup plus libérale qu'en Moldavie $\frac{1}{2}$ ha constituant le travail de deux jours en Malachie, tandis qu'on exigeait plus de 71 ares en Moldavie.

Des conditions spéciales sont spécifiées pour les travaux difficiles :

Ainsi pour le travail dans les vignes ou pour les opérations de plantation, on comptera la journée du lever au coucher du soleil, compte tenu de 3 h. de repos en été et de 2 en automne (XI).

Une des particularités du Règlement valaque, c'est aussi que les propriétaires prennent à leur charge une grande partie des frais de *transport*. Un villageois avec un char de 4 bœufs ne pourra être envoyé qu'à une distance de 12 heures de route, en comptant l'heure de route à 2500 toises, et on lui tiendra compte de 5 jours, à savoir 4 jours pour l'aller et le retour, 6 heures comptant pour un jour, et 1 pour le chargement et le déchargement » (5).

« *Un villageois avec un char à deux bœufs ne pourra être envoyé qu'à une distance de 6 heures, et on lui tiendra compte de 3 jours pour l'aller et le retour et pour le chargement et le déchargement* ».

« *Si le villageois est employé à de tels transports en hiver, le propriétaire lui donnera le foin nécessaire pour la nourriture de ses bêtes pendant la route, en comptant 6 ocas de foin par bête en 24 heures* » (art. 142, III).

Le transport des gerbes est à la charge du propriétaire (art 142, VII).

« *Le travail des mines, des carrières et du transport du bois de charpente des montagnes ne pourra être fait que par contrat à l'amiable* » (142, XI).

(5) L'édit de Caragea prévoit que le paysan ne peut être envoyé à plus de 3 heures de route de sa résidence. Ch. VI, art. 6.

Pourtant, les Valaques ne sont pas beaucoup mieux traités, à cet égard, que leurs frères moldaves puisqu'ils doivent fournir eux aussi un petit supplément aux douze jours de corvée fixés en principe : Le § XIV dit que le paysan est tenu, en dehors des 12 jours réglementaires, de fournir au propriétaire un jour de labourage avec deux bœufs, et de transporter jusqu'à une distance de 6 heures de route un char de bois coupé dans la forêt du propriétaire. Si celui-ci n'a pas de forêt ; les villageois transporteront chacun une charrette de foin ou 500 ocas de grain ou 50 seaux (vedre) de boisson (645 litres).

Celui qui n'aura pas de bêtes de trait travaillera de sa personne trois jours pour remplacer la journée de labour, et 3 jours pour remplacer le charroyage du bois, mais il pourra remplacer ces 6 jours par un versement en argent (XIV).

Quand le propriétaire n'aura pas besoin des jours de corvée, il les fera racheter par les paysans suivant un taux fixé tous les trois ans par l'Assemblée générale qui se fondera, pour établir son estimation, sur la moyenne des prix offerts comme rémunération du travail libre pendant les trois années écoulées (XV). Cette précision utile n'avait pas été donnée par les rédacteurs du Règlement moldave.

L'article 143 précise en outre que, lorsque le propriétaire n'aura pas assez de terre pour en donner l'étendue réglementaire à un paysan, ou lorsque la superficie réglementaire excèdera les $\frac{2}{3}$ de celle de son domaine, il gardera pour lui ce minimum d' $\frac{1}{3}$, et les paysans qui seront mécontents de ne jouir que d'une part réduite pourront se transporter sur d'autres propriétés en accomplissant les mêmes formalités que celles qui ont été indiquées plus haut pour la Moldavie. Le propriétaire a aussi toute liberté pour déplacer les paysans lorsqu'il en aura en trop.

Le chapitre des *dîmes* et des *monopoles seigneuriaux* ne diffère pas de celui que nous avons trouvé dans le Règlement moldave. On y ajoute toutefois le monopole des étangs (art. 145). Enfin, il est formellement entendu que la dîme des ruches est abolie ainsi

que toute redevance qui ne serait pas prévue par le Règlement organique (146.)

Nous noterons plus loin, lorsque nous aurons étudié la révision des deux règlements, les différences essentielles entre le Règlement valaque et le Règlement moldave, et les charges réelles que le paysan dut supporter pendant la période où ils furent en vigueur.

d) LA RÉFORME DES IMPÔTS

Le Règlement organique contient heureusement une réforme fiscale dont le paysan a ressenti les effets. Nous avons vu que le peuple souffrait d'une multiplicité des taxes qui engendrait la multiplicité des abus. Les tracasseries des agents du fisc exaspéraient les pauvres contribuables qui souffraient beaucoup plus de la tyrannie des agents subalternes que de la lourdeur proprement dite des impôts.

Dans les deux Principautés, le Règlement supprima tous les anciens impôts directs et indirects, les *havale*, les *angarale*, les douanes intérieures (la commission ne fit ici qu'enregistrer une décision déjà prise par Kisselef). A leur place, elle établit un impôt unique, le *bir*, payé par les paysans cultivateurs, et une patente pour les maziles et les *ruptași*; ces derniers étaient des ouvriers privilégiés, presque tous étrangers.

Chaque chef de famille devait à l'avenir payer en 4 versements un impôt annuel fixe de 30 lei par an. Mais la patente était payée individuellement par le chef de famille, tandis que le *bir* était versé par le village, ainsi solidairement responsable. En l'absence d'une administration perfectionnée, il n'existait pas d'autre moyen de percevoir à coup sûr la somme fixée au budget des recettes et fondée sur le recensement septennal (1).

Outre cet impôt, les paysans n'avaient plus à payer qu'une taxe de 3 lei par maison et, comme prestation, l'Etat ne réclamait

(1) Règl. moldave, ch. III, section IV et V.

plus qu'une corvée pour la construction ou l'entretien des routes et des ponts (1).

Le Règlement Organique conservait les privilèges fiscaux de la noblesse ; on ne peut donc pas dire qu'il ait établi la stricte justice. Il ne prévoyait pas, pour la classe rôturière, une proportion entre le chiffre de l'impôt et celui de la fortune ou du revenu ; mais pareil perfectionnement était impossible dans la Roumanie de cette époque, et le gouvernement avait au moins l'espoir que les autorités du village essaieraient d'établir dans une certaine mesure cette proportion, et je crois qu'elles le firent avec moins d'injustice que les agents du gouvernement.

Le système avait l'avantage d'être clair, simple, compréhensible par le commun des contribuables. Chacun sachant ce qu'il avait à payer, eut la possibilité de résister aux exigences des fonctionnaires jusque là couverts par l'obscurité et la complication des lois ou coutumes fiscales. Certes, les agents chargés du recensement pouvaient effectuer leur tâche d'une façon plus ou moins régulière ; certes, le nombre des contribuables d'un village pouvait varier beaucoup dans l'intervalle de 7 années, et, s'il y avait dépeuplement, les paysans restants se trouvaient plus lourdement chargés ; certes, enfin, l'organisation du village solidaire pouvait prêter à des abus de la part des plus habiles ou des mieux soutenus, mais il est incontestable que la paysan, après la mise en vigueur du Règlement, paya moins d'impôts (sans que le Trésor en souffrit, car le produit des abus ne lui parvenait pas) et fut un peu plus à l'abri des exactions fiscales.

Mais pourquoi faut-il que chacune des réformes bienfaisantes effectuées par les Constituants s'accompagne d'une mesure de contrainte qui en atténue la valeur humaine ? Le gouvernement fut préoccupé par la prévision des trop fréquents changements du chiffre de la population des villages, et, se sentant incapable de faire un recensement annuel, voulant d'autre part éviter que, en cas de diminution du nombre des familles, les restants ne subis-

(1) Mold. Annexe Z, art. 35 et 36.

sent un injuste accroissement des charges, il fut décidé que le paysan ne pourrait changer de domicile sans s'être préalablement acquitté envers l'Etat des sept années d'impôts constituant la période fiscale et, envers le propriétaire, de ses redevances et corvées de l'année en cours (1).

Cet article, destiné en apparence à sauvegarder les intérêts du Trésor public, fut évidemment suggéré par les boïars pour limiter le droit qu'avait le paysan de changer de place. Bien que le paysan qui payait ainsi d'avance les impôts de la période septennale ne fût, en somme, qu'une avance au fisc, puisqu'il n'avait plus rien à payer ensuite jusqu'au recensement suivant, il est évident que rares étaient les villageois capables de verser d'avance les sommes fixées et que, dans la réalité, l'article en question fixait le paysan à la terre.

e) AUTRES MESURES CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES PAYSANS

Les villageois reçurent le droit d'élire leur *vornic* (maire), avec le consentement du sous-préfet et du propriétaire (2), les *mădulari* (conseillers municipaux) et les juges. Ils eurent la permission d'exercer au village tout métier sans payer patente, excepté celui de cabaretier qui était réglementé.

Kisselef fit entrer dans le Règlement la mesure provisoire qu'il avait prise pour prévenir les famines : le propriétaire fut tenu de mettre à la disposition des paysans une terre de réserve, à raison pour la Moldavie, d'une falche 1/2 dans la plaine et d'une falche en montagne pour 10 familles ; en Valachie, de 2 pogones en montagne et de 3 pogones en plaine. Cette « réserve » devait être cultivée par le peuple du village, sous la surveillance du sous-administrateur. La récolte faite sur cette terre était emmagasinée, fermée par les soins du propriétaire et du garde, et la clef était envoyée au juge de paix. Le nombre de boisseaux versés au magasin devait être déclaré au préfet.

(1) Sect. VII, art. 127 du projet primitif.

(2) Règl. mold., ann. Z, « lucrători de pământ ».

Pour éviter que ces grains emmagasinés ne se gâtent, au bout de trois ans, s'il n'y avait pas eu de disette, on devait distribuer aux paysans une année de réserve, la plus ancienne, et la remplacer par la réserve de l'année courante. En cas de disette on devait donner à la population la quantité de grain nécessaire. L'opération se faisait, avec l'autorisation du préfet, sous la surveillance du juge de paix, du propriétaire et du gardien.

Le Règlement Organique est un édifice des plus bizarres. Il a la prétention de tout prévoir et d'empêcher à l'avenir toutes les calamités et tous les abus. A chaque article, il juge nécessaire de critiquer les anciennes institutions pour montrer en quoi il leur est supérieur ; il critique les procédés de gouvernement des préfets, des sous-préfets, voire même des hospodars, il signale leurs abus de pouvoir et les invite à y mettre fin, en indiquant les mesures qu'il arrête pour y parer. C'est une bien étrange constitution qui se sert constamment de commentaire à elle-même, comme le dit si bien Pompiliu ELIADE (1). Elle entre dans d'étranges détails : « Art. 126 (II) du ch. III » : Le prix du sel aux salines sera fixé à 15 piastres les 100 ocas » (c'est définitif ; il n'augmentera plus !). « On aura soin de dissiper souvent par la fumée les vapeurs méphytiques qui s'y font sentir, et de eurer les salines trois fois par semaine de l'eau et des immondices qui s'y trouvent ». Article sur la milice : « ...Les bonnets des soldats se feront des restes de la coupe des uniformes ». Ce « Règlement », par endroits, ressemble beaucoup plus au capitulaire « *de villis* » qu'à notre constitution de 1791.

Il est mal composé. Les répétitions y sont fréquentes et certains chapitres sont un assemblage décousu de prescriptions sans grands rapports entre elles. Il est mal rédigé surtout : on y trouve une grande quantité de phrases vagues, obscures, avec un vocabulaire mal fixé. Il en résultera, par la suite, de grandes difficultés juridiques, dont les faibles pâtiront naturellement plus que les autres. Mais il ne faut pas en dire trop de mal. Tel qu'il était, il

(1) ELIADE (P.) : *La Roumanie au XIX^e siècle*, t. II (Les trois présidents), pp. 60-68. Excellente analyse de l'ensemble du Règlement organique.

représentait un sérieux progrès par rapport aux législations antérieures. Cet ensemble constitutionnel imposé par une Puissance redoutée était, pour les populations roumaines, une garantie contre l'arbitraire et une règle de droit qui pouvait se prêter à des améliorations ultérieures. Il a procuré aux Principautés danubiennes une trentaine d'années de paix sociale.

D. — La révision des Règlements organiques

a) LES RÉVOLTES DE 1831

La première annonce de l'application des Règlements, dont le texte n'avait d'ailleurs pas été publié, provoqua une grande agitation dans le pays au début de l'année 1831. L'hiver très dur, la famine et les épidémies avaient provoqué une crise de désespoir dont certains éléments espéraient profiter pour dresser le peuple contre les Russes, « violateurs » du droit traditionnel. Ces éléments étaient de deux sortes.

C'étaient d'abord de petits boïars, furieux de perdre leurs privilèges. Ils essayèrent d'entraîner quelques grands boïars mécontents par la suppression des scutelnics et hostiles en général à l'administration russe. A leur tête se trouvaient quelques-uns des anciens « carbonari » de l'époque de Ionița Sturdza. Des libelles circulèrent dans le pays : on y déclarait la constitution illégale, parce qu'elle avait été rédigée par une petite classe de privilégiés qui avaient travaillé exclusivement dans leur intérêt personnel. Le clergé, mécontent de perdre une partie de ses revenus et de son influence appuyait les protestataires. Enfin, des commerçants, hostiles aux nouvelles réglementations et taxes, quelques hommes présentés par Kisselef comme le rebut de la société, quelques arméniens faillis, et un « certain Angelo, homme de la plus mauvaise réputation, capable de tout », adhérèrent au mouvement (1). Ils osèrent envoyer des mémoires à la Porte, et Butenev en eut connaissance. Le Président plénipotentiaire fit procéder à quelques

(1) PAPADOPOL-CALIMAH, A. A. R., t. 9, pp. 91 et 95.

arrestations. Chez l'un des conjurés, le spatar Sion, la police découvrit une foule de documents compromettants. Intimidée, la petite noblesse cessa ses intrigues (1).

Le second groupe de protestataires est un élément paysan, mais en grande partie étranger. Les propriétaires roumains attiraient souvent des colons hongrois, pour défricher des parties de forêts ou de landes, avec l'appât d'importants privilèges. Sous prétexte que le Règlement organique soumettait la classe paysanne à un statut uniforme, ils ne tinrent plus compte des promesses faites autrefois. Témoin ce document caractéristique :

« *Très respectueuse pétition [au président Kisselef].*

« *Nous, habitants du village de Domnesci, qui nous trouvons sur cette propriété du saint évêché d'Argeș.*

Le père Damaschin, qui était en ce temps là archimandrite, a fait venir nos parents du pays hongrois, avec la promesse que, s'ils arrivent à défricher ce domaine plein d'arbres, de broussailles et de ronces, ils s'y établissent dans 80 maisons, et qu'on fasse avec eux un contrat perpétuel : que ce que produisent les jardins en prunes et légumes soit à eux perpétuellement, qu'ils donnent 1 meule de foin sur 7, et de toutes les autres productions un dixième, et que les habitants fournissent 6 jours de corvée par an. Un nommé Ștefanica Frunzescu, qui est maintenant fermier de cette propriété, fait venir des étrangers d'autres pays et il ne nous embauchera plus ; pour le chanvre, notre contrat dit que nous en donnerons un boisseau sur 10, et maintenant c'est sur le fil qu'il prélève la dîme ; des vergers de pruniers qui sont à côté de la maison nous devons fournir une dîme d'un dixième, et maintenant il nous prend ce qui lui convient, et le seau de prunes il le prend pour 50 paras. Les prêtres, les diacres et les sacristains de l'église, comme on le dit tout au long dans la charte que nous avons, attestent que, lorsque nos parents sont venus dans ce désert habité par des ours et autres bêtes sauvages, et où il n'y avait même pas d'église, ils ont défriché suivant le contrat qu'ils avaient conclu avec le susdit archimandrite, et ils ont prospéré si bien qu'il

(1) *Ibid.*, et R. R. II, 55-56.

y a aujourd'hui 100 maisons et deux églises, quoique nullement aidés par le saint évêché ou par son fermier. Nous savions aussi qu'on a l'habitude de faire une foire à la fête de l'Annonciation, et il a été d'usage de tous temps de laisser les commerçants libres moyennant un don fait au fermier en encens et cierges pour la sainte église, et ce fermier a aussi violé ce bon usage ; il ne nous a averti de rien et il a fait venir un capitaine nommé Stoian avec des gendarmes impitoyables pour nous tuer à coups de bâton sur les oreilles nues et sur la nuque, et il exige de nous 12 jours de corvée par homme avec 4 bœufs et 3 talers, et 2 talers 20 paras pour celui qui a deux bœufs. Et nous n'avons pas de forêt pour le bois et de pâturage pour le bétail ; nous achetons à deux propriétés ; et il nous prend non seulement [la dîme] du jardin de la maison, mais aussi celle de l'herbe qui est sous les pruniers et des prunes. C'est pourquoi... en pliant les genoux, nous nous adressons à la pitié de votre Excellence comme à un arbre à l'ombre épaisse, puisque, grâce au Christ, nous avons Votre Excellence comme pilote de notre bateau » (1).

Les Hongrois étaient aussi très nombreux dans certains villages du département de Roman, et ils étaient encouragés à la révolte par les Autrichiens, mécontents d'un Règlement qui mettait fin aux immunités dont ils jouissaient jusqu'alors dans les deux Principautés. Plus de 6.000 familles, venues d'un peu partout, bénéficiaient à tort ou à raison (car les autorités locales fermaient les yeux) de ces privilèges qui leur permettaient d'échapper aux impôts les plus lourds sous la protection du consulat d'Autriche.

Lorsque le gouvernement voulut lever des recrues pour constituer les milices moldaves, plusieurs villages des districts de Roman, de Hârlău et de Covurlui se révoltèrent. Ils organisèrent une grève générale, n'hésitant pas à assommer ceux qui ne se pliaient pas à la volonté de la majorité ; ils mirent des sentinelles aux issues et ils installèrent un système de transmission par drapeaux et par feux pour établir des communications permanentes entre les vil-

(1) LUCA Paul : *Descrierea satului Domnesci*, Bull. soc. geogr. române, an. 1885, pp. 251-252.

lages insurgés. L'agent consulaire prussien Margotti signale le mouvement le 4 mars (1), et ses rapports en montrent le développement pendant tous le mois d'avril. A Galatz, 200 cosaques furent mis en fuite ainsi que l'ispravnic qui y perdit ses pantoufles. Les villages chassèrent les boïars et s'armèrent tant bien que mal. Des tziganes nomades, habiles ouvriers, leur fabriquèrent 8.000 piques. Chacun des rebelles devait porter une botte de foin sous le bras gauche pour mettre le feu au village s'il se voyait forcé de l'abandonner. Le 19 avril, le préfet de Hârlău fut assommé et transporté à demi-mort à Botoșani. (Margotti déclare qu'il se nomme *Golgonilchan*; c'était probablement un Cogălniceanu). Un aide de camp du major général à qui le boïar propriétaire de Deleni a demandé d'aller haranguer les habitants « *a été dépouillé de ses habits et revêtu de haillons peuplés de vermine, lui faisant allusion de ce qu'eux ont souffert à Ibraila où on les avait envoyés dans le temps* », raconte le consul prussien dans un français approximatif. « *Il est redevable de sa vie aux popes du village qui ont retenu les habitants de commettre cet excès* ». A la fin d'avril les insurgés auraient été au nombre de 60.000. Ils n'étaient certainement pas tous des Hongrois; les paysans roumains profitaient de l'occasion pour se dresser contre le Règlement Organique qui allait leur enlever une partie de leurs terres.

Kisselef envoya contre eux le général Beghidov avec un régiment de cosaques et deux canons légers. A Săboani, où il trouva les habitants retranchés autour de l'église, le général essaya de parlementer. Quelques coups de feu et une volée de pierres lui répondirent. Un officier et un soldat furent tués. Alors, Beghidov commanda à ses soldats de faire feu et, peu après, les paysans prirent la fuite, laissant sur le terrain 18 morts et 42 blessés. Dans les autres districts, il ne fut pas nécessaire de faire usage des armes pour obtenir la reddition des insurgés. Les quatre principaux

(1) Les renseignements qui suivent proviennent des rapports de Margotti à Krenchely en date du 4 mars, 11 et 21 avril, et à Brassier de Saint-Simon, 26 avril. Hurmuz, t. X, pp. 453 à 458. Fin avril, Margotti écrit : « Unzufriedenheit herrscht noch wegen der neuen Reform in der Verfassung des Landes, und besonders in dem juritischen (sic) Fache. »

chefs des rebelles furent envoyés aux salines pour dix ans ; les autres furent punis de 50 coups de bâton.

L'ordre fut donc vite rétabli et le reste de l'année s'écoula sans incident notable.

b) LES MOTIFS DE LA RÉVISION EN VALACHIE

Si les révoltes de 1831 pouvaient être attribuées à la démoralisation créée par la misère et l'épidémie ou par des intrigues étrangères, le mécontentement sourd qui se manifesta l'année suivante fut plus nettement une conséquence de la mise en vigueur des nouveaux règlements, enfin connus et ratifiés.

Le Règlement valaque fut mis en application dès le 20 septembre 1831 (1). Depuis le 29 avril, l'Assemblée générale ordinaire de Valachie avait terminé ses travaux, le conseil administratif était réuni depuis le 16 mai, et Kisselef s'impatiait : il insistait dans sa correspondance avec son gouvernement sur la nécessité d'essayer le nouveau régime pendant que les troupes russes étaient encore en nombre suffisant pour le maintien de l'ordre. La ratification des règlements par le Sultan aurait pu faire traîner les choses en longueur ; on s'en passa. L'expérience allait montrer les qualités et les défauts de la nouvelle législation avant qu'il ne fût impossible de l'amender (2).

La satisfaction que Kisselef exprimait dans une longue dépêche du 8 mars était teintée d'une certaine inquiétude. « ...*La classe des privilégiés était bien loin de prévoir toutes les conséquences de cette réforme, qu'elle croyait devoir se borner à de simples concessions... Venons à la masse des habitants : les améliorations nouvelles par, cela même qu'elles étaient faites pour ramener l'ordre dans le pays, devaient plaire surtout aux parties lésées. Cette classe, qui figurait*

(1) Circulaire de Villara, A. L., I (1), pp. 172-179.

(2) Pourtant Kisselef, dans sa dépêche du 8 mars 1832, insiste sur la nécessité de faire ratifier le plus vite possible le Règlement par la Turquie et par l'Autriche, « car on peut prévoir que les dispositions politiques et celles qui protègent le commerce attireront en Moldavie et en Valachie des habitants de Transylvanie et de Bucovine. PAPADOPOUL, p. 97, et ZABLOTZKI, IV, 70. Butenef répond, le 26 janvier 1833, que la ratification est difficile à obtenir, mais qu'on ne brusquera pas les choses. Doc. cité dans Papadopol, p. 99.

pour le 99 centième de la population, commençait à désirer de sortir de l'état de misère et d'abjection où elle se trouvait réduite. Elle haïssait les boyars en proportion de leurs empiètements et cette haine et ses motifs durent être bien grands puisqu'on avait déjà eu recours à la violence.

« La masse des habitants vient maintenant d'acquérir des droits précieux. Elle paye à la vérité, à la noblesse directement les droits seigneuriaux, elle lui paye indirectement les pensions et les traitements, puisqu'elle supporte exclusivement tout le poids des charges publiques. Mais elle connaît désormais le cercle de ses devoirs ; elle sait que, hors de là, il n'y aurait plus pour elle d'obligation. Cet inappréciable avantage qu'elle doit à la nouvelle organisation administrative, doit nécessairement l'attacher avec ardeur au maintien du Règlement organique et lui faire reporter, pour l'accomplissement de ses vœux, ses espérances et sa gratitude vers la Cour protectrice.

De la comparaison des intérêts des deux classes de la population, on arrive aisément à voir le danger qu'il y aurait, si les droits nouvellement reconnus à la plus nombreuse venaient à être méconnus, ou bien si leur maintien n'était pas entièrement garanti. Car il est de toute évidence que si, le cas échéant, la classe des privilégiés se trouve en position de tenter de nouveau le rétablissement des abus, et qu'elle y réussisse momentanément, la masse des habitants se soulèvera non plus comme lors des tentatives de Wladimiresko pour demander des droits qu'elle n'avait pas, mais à présent pour revendiquer la conservation de ceux dont elle jouit » (1).

Quatre questions allaient se poser au moment de l'application du nouveau régime, et dévoiler à quelle difficulté devait se heurter un projet rédigé par des privilégiés sans que les principaux intéressés eussent été seulement entendu.

1^o *La question des dîmes.* — L'art. XIII du ch. III (sect. VII) du Règlement disait formellement que « l'habitant donnera au propriétaire la dîme, à savoir la dixième partie de la récolte sur les pogones compris dans les § III et IV de l'article 140 ». Le § IV

(1) ZABLOTZKI, IV, 70, Kisselef à Nesselrode, Buc. 8 mars 1832.

concernait les terres labourables et le § III le terrain donné au paysan pour la récolte du foin nécessaire à la nourriture des bœufs pendant l'hiver. Or, les boïars de l'Assemblée générale ordinaire découvrirent que, jusqu'à ce jour, pour la dîme du foin, les règles avaient beaucoup différé selon les villages : Dans certains, on percevait le 1/10^e, ailleurs le 1/7^e, le 1/5^e, le 1/3, voire même la moitié, sous prétexte que les prairies ne donnaient que peu de travail. Pour ménager les droits acquis, l'Assemblée décida donc que, là où il était perçu le 1/10^e du foin on continuerait de percevoir le 1/10^e, et que là où l'on exigeait plus, on continuerait de suivre la coutume antérieure, mais que, en aucun cas, cette dîme n'excéderait 1/5^e (1).

Le président plénipotentiaire qui aurait pu exiger l'application du texte primitif, mais qui, sans doute, voulait ménager les boïars, à qui il se proposait de demander des concessions plus importantes par ailleurs, prit le parti d'accepter cette modification (2).

2^o *La question du prix de la journée de travail.* — Le Règlement avait laissé à l'Assemblée le soin de fixer pour trois ans le prix du rachat de la journée de travail. Ce prix devait être fondé sur le chiffre moyen des salaires pendant les années qui précèderaient. Une enquête fut faite (3). Elle donna des résultats très différents selon les districts. (pour certains travaux, les prix varient de 3 à 20) ; mais il fut décidé, pour rendre la législation plus simple et plus équitable, de fixer un prix applicable à tout le pays : pour le travail à bras, 1 leu 20 paras ; pour le travail avec deux bœufs, 2 lei ; avec 4 bœufs, 3 lei (4). Ces chiffres étaient inférieurs aux salaires les plus bas des trois années précédentes, et Kisselef les accepta, bien que l'ordonnance de Caragea fût, à cet égard, plus avantageuse pour les villageois (5). Il fut décidé aussi que le pro-

(1) A. L. I (1) 170 et 183. Le président de l'Assemblée générale ordinaire à Kisselef.

(2) A. L. 185. Kisselef à l'Ass. gén. ord. 23 mars 1832.

(3) Cf. tableau dans A. L. I (1) 180 hors texte.

(4) *Ibid.* 182.

(5) *Ibid.* 185 ; Kisselef à l'Ass. gén. ord. Buc. 23 mars. Caragea le fixa, à 1 lei par jour, VI, 5.

priétaire ne pourrait exiger du paysan le rachat de plus de 5 jours de corvée par an. S'il désirait faire racheter plus de 5 jours, il ne le pourrait que par une entente à l'amiable avec les intéressés, et le prix versé ne pourrait, dans ce cas, dépasser 1 leu par jour pour une corvée à effectuer sans bêtes de trait (1). Kisselef appréciait ainsi cette décision dans une lettre du 27 mai au Conseil administratif extraordinaire : « Le droit réservé aux Assemblées générales ordinaires de fixer en argent le prix des journées de travail dues au propriétaire, sans que le paysan puisse opter entre le paiement et la prestation en nature, est une disposition peu équitable et dont on n'a pas calculé toutes les conséquences » (2).

3° *La question des corvées.* — Dès qu'on essaya d'appliquer les nouvelles dispositions sur les corvées, Kisselef observa chez les paysans un mécontentement profond dont il rechercha les causes. Il s'aperçut des absurdités auxquelles conduirait la stricte observance de certains articles, et il réunit le Conseil administratif en session extraordinaire, pour discuter certains amendements », prenant en considération combien les innovations, même les plus salutaires, exigent de ménagements ». Par exemple : « *plusieurs propriétaires n'ayant pas assez de terrain pour fournir au paysan la quantité voulue par le Règlement, surtout s'ils voulaient retenir pour leur propre compte le tiers du terrain, il serait injuste, je pense, que les paysans de ces terres fournissent le même « claca » que ceux qui recevraient tout le terrain voulu par le Règlement, car ce serait alors les obliger à une double claca, une envers le propriétaire de la terre sur laquelle ils seraient établis et l'autre envers le propriétaire chez lequel ils iraient chercher le terrain nécessaire à leurs besoins* »

« *...Les dispositions relatives à la « claca » résultant de l'ancien ordre de choses, et promulguées de nouveau sous l'administration Karadja, restent encore aujourd'hui sans avoir reçu leur pleine et entière application ; il serait nécessaire en conséquence de connaître exactement les noms de tous les villages qui se trouveraient dans cette*

(1) A. L., I (1) 180.

(2) *Ibid.*, 197.

catégorie, et jusqu'à quel degré l'application en est arrivée pour chacun d'eux; relativement à ceux-ci, on pourrait provisoirement les obliger à l'ancienne « claca », ou à un paiement égal à la perception de 1830, afin de procéder d'une manière progressive à l'introduction des nouvelles dispositions et prévenir toute espèce de conflit, soit à trouver par la suite les moyens répressifs contre les paysans qui persisteraient, sans aucun motif légal, à se refuser à l'accomplissement des nouvelles obligations (1). »

Les paysans, en effet, protestaient avec énergie contre le mode de calcul des journées de travail : la tâche imposée pour chaque catégorie de travaux agricoles étant tellement lourde que le Règlement allait être une multiplication déguisée des jours de corvée. Les villages firent même des difficultés pour fournir les hommes destinés à remplacer les scutelnici (2).

Vilara fit une tournée d'inspection dans les départements de Ialomița, Braila, Focșani et Buzeu. Au retour, il fit un rapport sur ce qu'il avait vu et entendu. Ce rapport étant en concordance avec les requêtes que Kisselef avait reçues directement : l'application immédiate du nouveau règlement sur la corvée s'avérait difficile.

D'après ces rapports, l'agitation s'organise dans la « *balta* » danubienne, où les paysans, mi-pêcheurs, mi-agriculteurs, sont moins arriérés que les autres parce que beaucoup ont vu du pays, ou bien ont entendu parler des voyageurs. Ils menacent de passer le Danube et de se réfugier chez les Turcs, si le nouveau règlement des corvées leur est appliqué, car ils sont opprimés à la fois par les propriétaires et par les fermiers des pêcheries (3). Chaque village répond aux admonestations du sous-préfet qu'il « fera ce que feront les autres », ce qui dénote un premier essai de résistance concertée. Les piquets de soldats sont insuffisants pour exercer une contrainte, et les autorités locales laissent faire (4).

(1) *Ibid.*, 183-184. Cf. aussi l'appel à l'Ass. gén. ord., 23 mars 1832, A. L., I (1), 185.

(2) *Ibid.*, 196. Kisselef au Conseil adm. extr., 19 av. 1832.

(3) Kisselef au Min. de l'Intérieur, 10 juin, *ibid.*, 203.

(4) Résolution du Conseil adm. extr. du 1^{er} av. 1832, pp. 189-190 dernier alinéa, et rapport, Vilara 2 juill. 1832, *ibid.* pp. 204-207.

Kisselef fit à son tour une inspection dans dix districts de la Valachie. L'impression qu'il en rapporta, il l'exprima en ces termes :

« L'inspection que je viens de faire en personne de dix districts de la Valachie et mon séjour actuel dans les environs de Tergoweste achevèrent de me convaincre que si la masse des cultivateurs n'avait par encore manifesté avec plus d'énergie son mécontentement, pour les dispositions dont il s'agit, c'est qu'il avait été défendu aux administrateurs de forcer les paysans à remplir les conditions de la nouvelle « claca », et qu'à l'exception des 4 hommes sous la dénomination de Sloudgis, tout est presque resté sur l'ancien pied ; la prestation même de ces quatre hommes a trouvé dans plusieurs endroits une opposition manifeste, oppositions qui, à la moindre imprudence de l'autorité, aurait pu donner lieu à des conflagrations dont les conséquences désastreuses seraient difficiles à prévoir et à calculer.

Au surplus, le nombre des pétitions qui m'ont été présentées et que j'ai transmises à la grande Vornitzie, ainsi que celles qui lui ont été directement adressées, offrent toute une série d'assurances bien suffisantes pour venir à l'appui de l'opinion que partagent tous les bons esprits sur la nécessité de modifier la loi de la « claca », qui, injuste dans son application, défectueuse dans sa rédaction, peu précise et peu claire, a soulevé contre elle l'opinion de tous les cultivateurs et même d'une partie des propriétaires » (1).

4^e *La question du droit de mutation.* — Le Règlement avait posé des conditions si draconiennes aux villageois désireux de se transporter sur d'autres propriétés que la classe paysanne toute entière se considéra comme liée de nouveau par les liens du servage. Le serf n'est-il pas essentiellement « l'homme attaché à la terre » ? Qui plus est, le Règlement contenait une disposition absurde en vertu de laquelle le propriétaire qui ne disposait pas d'assez de terrain pour tous les habitants pouvait forcer une partie de ses paysans à se transporter ailleurs, mais après avoir obligé ces der-

(1) *Ibid.*, 209.

niers à acquitter leurs obligations de l'année entière. Ces obligations étaient d'ailleurs les mêmes, comble d'injustice, pour ceux qui n'avaient pas reçu la quantité de terrain fixée par le Règlement et pour ceux qui avaient été intégralement pourvus, le propriétaire ayant droit de conserver au minimum le tiers de son domaine pour son exploitation personnelle.

Or, l'étendue de terre disponible dans la région montagneuse étant minime, beaucoup de paysans allaient être obligés de se transporter dans la plaine, où la terre ne manquait pas. La loi ne fixait pas d'ailleurs dans ce cas un ordre de préférence. Les tenures de tous allaient-elles être réduites ou certains villageois allaient-ils recevoir leur part réglementaire quand d'autres ne recevraient rien, que le conseil de déménager ?

Kisselef suggéra au Conseil administratif de donner à certaines familles la quantité de terrain qui leur revenait légalement, en leur faisant savoir qu'elles ne pourraient se déplacer qu'après s'être acquittées de leurs obligations annuelles envers le propriétaire et envers l'Etat, et de permettre aux autres de se déplacer en payant seulement la redevance due au propriétaire (1). Le Conseil administratif adopta une solution intermédiaire : les propriétaires répartiraient d'abord proportionnellement entre tous l'étendue de pâturage disponible ; quant aux terres de labour, ou de fenaison, ils en distribueraient la quantité réglementaire à autant de paysans que possible. Les autres s'arrangeraient eux-mêmes en affermant des champs chez les voisins.

Les premiers seraient dispensées des trois jours de labourage et des trois jours de corvée libre, (Ils ne fourniraient donc que 12 jours par an) ; les derniers seraient astreints à la corvée manuelle de 18 jours, celle qui était exigée des paysans dépourvus de bétail. Bien étrange système ! (2).

Aucune facilité nouvelle n'était prévue pour ceux qui voudraient se déplacer, et Kisselef fut obligé de prendre sur lui de les dispenser provisoirement de faire à l'Etat l'avance de leurs

(1) *Ibid.*, 186, 29 mars.

(2) *Ibid.*, pp. 187-188, 1^{er} avril.

impositions (1). Au contraire, une décision du Conseil, en date du 9 avril, limitait le droit de mutation à trois familles par village, et entourait l'exercice de ce droit de formalités nouvelles qui le rendaient illusoire (2).

Ceux qui tentèrent de se tirer d'affaire en déclarant vouloir faire commerce ou exercer un métier dans les villes ne furent pas traités plus libéralement (3).

Pourtant, « *il faut entrer franchement dans la question*, déclarait Kisselef, *si les paysans sont libres, ils ont le droit de quitter leur propriétaire pour se transporter chez un autre...* » : il importe seulement de ne pas leur « *donner trop l'envie de courir d'une terre sur l'autre* » (4).

L'article 144 du Règlement, destiné à simplifier les opérations du fisc et à garantir la fixité des revenus des boïars risquait donc de créer en Roumanie un nouveau servage, et portait à son comble l'indignation des paysans, outrés de voir que le cas de force majeure, reconnu au propriétaire disposant d'une étendue de terrain insuffisante n'était pas reconnu au paysan victime de cette situation, et que de dernier devait continuer de travailler 18 jours pour le compte d'un propriétaire qui lui refusait des moyens d'existence et qui l'empêchait pratiquement d'aller en chercher ailleurs.

Kisselef, qui avait une conscience nette de la gravité du problème, et qui comprenait peu à peu les injustices introduites sournoisement par les boïars dans la constitution, fit tous ses efforts, pour ménager des transitions. Il prescrivit aux administrateurs des méthodes d'indulgence. Des paysans refusent-ils de se soumettre à la nouvelle corvée ? On les astreindra seulement à l'ancienne ; mais en revanche, ils paieront des impôts indirects dont le produit sera versé aux propriétaires et à l'Etat. Les paysans finiront bien ainsi par comprendre que les charges nouvelles ont leur contre-

(1) *Ibid.*, 191, 6 avr. 1882.

(2) *Ibid.*, pp. 192-195.

(3) *Insemnare...* 27 mai 1882, A. L., I (1) ; pp. 198-201.

(4) *Ibid.*, p. 196.

partie, et bientôt ils réclameront d'eux-mêmes l'application du nouveau régime (1).

Il prend sur lui de suspendre l'application des articles du Règlement manifestement injustes, comme celui qui oblige les paysans qui n'ont pas reçu de terre à fournir les mêmes corvées que les autres (2). Si les fonctionnaires exécutent mal ces instructions et laissent libre cours aux excès des propriétaires et des fermiers, il les admoneste sévèrement (3). Il va même jusqu'à contester la compétence des constituants et, fait extraordinaire chez un général russe de l'époque de Nicolas I^{er}, jusqu'à reconnaître aux paysans le droit qu'ils devraient normalement avoir de consentir leurs charges. « Le principe que toute loi ne doit donner lieu à des interprétations arbitraires ou intéressées devrait surtout être religieusement observé dans tout ce qui concerne les redevances des laboureurs, qui ne sont pas représentés dans l'Assemblée générale uniquement composée de propriétaires » (4).

Lorsque, après son inspection du mois d'août, il se fût fait une idée précise des imperfections du Règlement, il prit l'initiative d'en réclamer la révision. Une lettre du 10 août au conseil administratif résume avec une clarté saisissante les points litigieux et trace le plan des travaux qu'il réclame de l'Assemblée générale ordinaire.

C'est comme une déclaration des droits et des devoirs des propriétaires et des paysans. Un certain nombre de principes sont énoncés clairement pour éviter de nouvelles échappatoires lors de la rédaction du texte définitif du Règlement :

1^o Les paysans ont la liberté personnelle et peuvent s'établir où ils veulent ;

2^o « Les redevances des paysans au propriétaire doivent être assises sur l'obligation que le premier a de payer la terre que le dernier lui donne et par conséquent il devient essentiel de propor-

(1) *Ibid.*, p. 191, Kisseleff au Cons. adm., 6 avr. 1832.

(2) 27 mai, *ibid.*, p. 197.

(3) Kisseleff au min. de l'Intérieur *ibid.*, p. 203.

(4) *Ibid.*, p. 197.

tionner cette redevance à la quantité de terrain qu'il reçoit ; d'ailleurs, l'on ne doit pas perdre de vue que cette loi de la *claca* n'est que transitoire pour arriver à des fermages de gré à gré, qui seront, à coup sûr, bien plus avantageux aux uns et aux autres mais qui, dans ce moment, ne sauraient encore être mis en vigueur ». Cette phrase n'était pas une reconnaissance du droit de propriété absolue des boïars sur l'ensemble du domaine, au contraire elle laissait entrevoir une réforme ultérieure, celle qui sera réalisée en 1864 et qui, tout en laissant les paysans propriétaires de leur tenure, rompra les liens féodaux et les remplacera par la liberté des contrats ;

3° Si, pour empêcher que les propriétaires ne soient victimes d'une dévaluation de la monnaie, il est nécessaire de conserver le système des « journées de travail », il est, de l'autre côté, également juste que la fixation du prix du travail par une assemblée composée de propriétaires qui se réservent le droit d'en exiger la prestation en nature ou en argent, ne soit pas non plus admissible. Cela posé, il s'ensuit que le droit de se faire indemniser en argent la valeur des redevances qui sont dues au propriétaire, devrait entraîner, pour le paysan, celui de pouvoir en racheter l'équivalent, mais à un taux dont la fixation écarterait jusqu'à l'idée de l'injustice et de l'arbitraire ;

4° « *La différence qui existe entre la partie montagnarde et le pays plat de la Valachie exigerait aussi une rectification dans la fixation du terrain que l'on donne au paysan. La portion de ce terrain est d'ailleurs si petite que l'on ne saurait que l'augmenter, sinon la doubler dans le pays plat comparativement aux pays montagneux. Il en résulterait non seulement une évaluation plus juste, mais un attrait pour les montagnards de se transporter en partie dans les pays de plaine, circonstance qui enrichirait les propriétaires du pays plat, comme ceux de la partie des montagnes, car les premiers trouveraient des cultivateurs pour exploiter leurs terres jusqu'ici incultes, et les derniers auraient à leur disposition plus de terrain disponible à louer selon leurs convenances ou à le faire travailler pour leur compte.*

L'appréhension que pourraient en concevoir ces derniers propriétaires de voir leurs terres dépeuplées ne serait point fondée, car l'on n'a jamais vu de montagnards quitter leur domicile sans y être contraints, et la transmigration n'aurait lieu que sur la partie la plus pauvre de l'excédent de la population ».

Il conseille enfin de mettre à l'étude la révision « consciencieuse et impartiale » de la journée de travail (1).

c) LE TEXTE DÉFINITIF DU RÈGLEMENT EN VALACHIE

Le projet de rectification du Règlement fut discuté par le conseil administratif pendant deux mois, et présenté le 5 novembre à l'Assemblée générale ordinaire.

Les boïars mirent mauvaise grâce à admettre les modifications que leur proposait le Président-plénipotentiaire. Mais les pouvoirs, et surtout le prestige personnel de Kisselef, étaient tels qu'il fallut bien s'incliner.

Ils ménagèrent toutefois un bel avenir à leur ambition en profitant encore une fois des insuffisances de la culture juridique du général pour introduire dans le Règlement des articles qui incrustaient plus fortement leur droit nouveau de *propriété*. En déclarant que le système du Règlement devait faire place dans l'avenir à celui des contrats de gré à gré, Kisselef ne se doutait pas que les boïars allaient saisir la balle au bond, et insérer en toutes lettres dans le texte définitif de la constitution ce qui, pour eux, constituait la promesse de la dépossession complète du paysan.

L'article 140 indique maintenant que les dispositions prises dans les rapports entre propriétaires et paysans sont transitoires, et doivent être remplacées, dès que ce sera possible, par des contrats de gré à gré. Les mesures prises par l'Assemblée sont destinées à protéger le paysan en une période de misère et à éviter des mécontentements qui pourraient nuire au bon ordre dans le pays. C'est dans cette crainte (évidemment non exprimée) que les boïars acceptent d'ajouter à l'article un alinéa où il est dit que, lorsqu'un

(1) *Ibid.*, pp. 210-211.

paysan jouissait avant le Règlement, soit par coutume, soit par fermage, d'une étendue de terre plus grande que celle qui est prévue ici, il gardera le surplus sa vie durant (1). Il est vrai que, par une conséquence directe, le nouveau texte ne fait pas allusion à la loi des 2/3.

Ces précautions prises, les boïars ne font pas trop de difficultés pour confirmer la liberté personnelle du paysan.

L'article 144, dans sa rédaction définitive, établit une distinction entre le paysan qui a reçu la superficie de terrain réglementaire et celui qui cherche un autre domicile pour un motif sérieux, soit qu'il ait besoin d'un supplément de terre, refusé par force majeure, soit qu'il ait hérité d'une propriété ailleurs, soit qu'il se marie dans un autre village (2). Le premier se cherchera un remplaçant ou, s'il n'en trouve, il paiera avant son départ toutes les années d'impôts qui resteraient à payer jusqu'au recensement suivant et au propriétaire la valeur de deux années de corvées de toute nature. Il abandonnera, en outre, sa maison et ses plantations, sans avoir à réclamer aucune indemnité. Il est spécifié que les départs ne doivent pas se faire en troupe : on n'autorise, dans chaque village, que le départ d'une seule famille, accompagnée au maximum de deux parents.

Le second, après avoir annoncé son départ, comme le premier, six mois à l'avance, ne devra verser que les trente lei de capitation dûs à l'Etat, et, au village, une somme proportionnelle au nombre d'années qui s'écouleront jusqu'au nouveau recensement, ceci pour éviter que ses voisins subissent des charges supplémentaires, le village étant solidairement responsable de la levée d'un chiffre déterminé d'impôts (3).

Kisselef, pour éclairer complètement le paysan sur le sens de ces dispositions, aurait voulu qu'on rappelât, au début de l'article, les dispositions du décret de Nicolas Mavrocordat abolissant

(1) *Ibid.*, pp. 248-249, 254 et 255.

(2) *Ibid.*, 238.

(3) L'impôt d'Etat sera versé « si le service des finances l'exige », adjonction demandée par Kisselef, qui avait sans doute l'intention de ne rien exiger, 4 mars, A. L., I (1) ; p. 246.

pour toujours le servage (1). Mais les boïars, peu soucieux de renseigner le vilain sur ses droits, firent à cette proposition un accueil assez froid. « Cela va sans dire », déclara la majorité ; et l'on fit silence sur ce décret « vieux d'un siècle et demi », dont le rappel intempestif pouvait troubler l'ordre public ! (2) ;

2^o Le second point indiqué par le général, l'établissement d'une juste *relation entre les redevances du paysan et la quantité de terre qu'il a reçue*, fut abordé dans un esprit d'assez grande conciliation : lorsque le propriétaire n'aura pas assez de terre pour exécuter les dispositions du Règlement les charges des paysans seront réduites en proportion suivant un tableau dressé une fois pour toutes par l'Assemblée (3).

3^o La question du *rachat des corvées* fut abordée avec plus de mauvaise volonté. Il fut admis que si le propriétaire n'avait pas assez de travail à donner sur le domaine où ses paysans étaient établis, il pourrait les envoyer travailler sur une autre propriété, à condition qu'elle ne soit pas à plus de 6 heures de route pour les paysans travaillant avec deux bœufs, ou à plus de 12 heures pour ceux qui travaillent avec quatre. Dans ce cas, 6 heures de route seraient comptés pour un jour de corvée (4).

Le propriétaire aura la faculté de faire racheter les corvées par les paysans ; mais, suivant la suggestion de Kisselef, pour l'établissement du prix de la journée de travail, on se fondera sur la moyenne des salaires locaux, le tableau dressé tous les trois ans par l'Assemblée générale ne servant que pour le rachat des corvées d'Etat ou pour régler judiciairement les contestations qui surgiraient entre propriétaires et paysans (5). Lorsqu'il fut question de permettre au paysan de racheter la corvée par sa propre volonté, ce fut un tollé général (6). D'ailleurs, le texte adopté fut

(1) *Ibid.*, p. 245. Observ. de Kisselef à l'As. gén., 4 mars 1833.

(2) *Ibid.*, pp. 251-252, séance du 10 mars 1833.

(3) *Ibid.*, 216-217.

(4) *Ibid.*, 256.

(5) Art. 142 § 13 *ibid.*, pp. 219-220.

(6) Séance du 19 nov. 1832, *ibid.*, pp. 227-228.

si mal rédigé qu'il donna lieu par la suite à des interprétations abusives : d'aucuns prétendirent que les 2 jours de corvée qui devaient être déduits pour l'aller et le retour d'un travailleur envoyé à une distance de 6 h. de route devaient être comptés dans l'année une fois pour toutes et non à chaque voyage. Ils obligèrent les paysans à aller travailler au loin plusieurs fois dans l'année sans leur consentir au décompte général une diminution de plus de deux jours (1). Il fallait cependant avoir beaucoup de mauvaise foi pour interpréter le texte de cette manière, puisqu'il y était dit formellement qu'une journée de travail était de 6 heures, et que l'heure de route équivalait à une distance de 2.500 perches (environ 5 km).

4^o *L'étendue de terrain* donnée au paysan fut légèrement modifiée (art. 140).

Tirant argument de l'étendue plus grande de terrain concédée au paysan en Moldavie, Kisselef demanda à l'Assemblée valaque d'augmenter la part donnée au paysan de la plaine, celle du paysan de la montagne étant impossible à accroître, étant donnée la pénurie de la terre cultivable dans ces régions et la densité plus grande de la population (2).

En outre, le général prévoyait un abus possible : sous prétexte que le Règlement reconnaissait au propriétaire le droit de choisir lui-même l'emplacement de la maison et du jardin du paysan, le boïar mal intentionné ne pourrait-il pas changer à volonté le domicile de tout villageois qui lui déplairait, tout en confisquant sa maison et en le forçant à en construire une autre ? Pour certains, dans la Roumanie d'alors, de telles brimades étaient concevables. Le Président demanda donc que l'on spécifiât ce qui était simplement sous-entendu dans l'alinéa en question de l'art. 140, à savoir que le propriétaire avait seulement le droit de choisir l'emplacement du nouveau-marié ou du paysan qui viendrait de changer de résidence (3).

(1) R. R., II, 151.

(2) Projet du 4 mars 1833, A. L., I (1), 244-245.

(3) *Ibid.*, p. 245.

L'Assemblée ne retint que la seconde de ces suggestions (1). Pour donner au Président un semblant de satisfaction sur la première, elle admit seulement que les paysans qui, autrefois, avaient plus de terrain que le Règlement ne leur en accordait, garderaient ce surplus leur vie durant (2). Mesures de détail en somme, car la grande réforme de la distribution des terres, que Kisselef avait envisagée, ne fut même pas abordée.

5° Plus sérieuse est la révision de la *journée de travail*.

Le labourage de 8 prăjines de terre défrichée ou de 5 prăjines de terre vierge compte pour un jour de travail avec une paire de bœufs (au lieu de 10 et 7, comme nous l'avons vu, dans la rédaction primitive).

Pour le hersage, le chiffre tombe de 1 pogone à 16 prăjines (de 5.012 m. c. à 3.444).

Pour les semailles à la volée, de 5 à 3 pogones ; pour le maïs, de 1 pogone à 16 prăjines ; pour les plantations, plus difficiles, de 3/4 à 1/2 pogone.

Le moissonnage est réduit et passe de 3 meules à 2 1/2 ; la récolte et le nettoyage du maïs de 20 à 10 boisseaux ; le fauchage du foin de 1 pogone à 16 prăjines (3). Ces conditions sont assez libérales et semblent correspondre à peu près pour chacune de ces opérations à ce que peut faire un homme en un jour.

6° Parmi les autres questions que Kisselef a soumises d'une façon moins explicite à l'examen de l'Assemblée, deux reçurent une solution qui mettait fin à une regrettable incertitude.

La question de la *dîme du foin*, qui avait soulevé tant d'agitation, étant donné la variété des coutumes, fut tranchée définitivement : les usages locaux seraient respectés à condition que la dîme ne dépasse pas le cinquième de la récolte (4).

En ce qui concerne *les serviteurs libres* que les boïars avaient le droit de lever à raison de 4 sur 100, on adopta une rédaction

(1) *Ibid.*, pp. 248-249.

(2) Amendement Obedeanu, *ibid.*, 254.255.

(3) *Ibid.*, p. 218.

(4) Art. 141 (3), *ibid.*, p. 216.

plus précise : les propriétaires eurent le droit d'exiger un homme par 25 familles ou par fractions de 25 si la fraction restante dépassait 13 familles.

Si Kisselef n'avait pas obtenu tout ce qu'il voulait, si le libéralisme de ses projets fut faussé par une assemblée de vieux boïars retors, il faut reconnaître toutefois que les charges des paysans ont été allégées par cette opération de révision. La réforme de la journée de travail, surtout, n'était pas une modification négligeable.

d) LES MOTIFS DE LA RÉVISION EN MOLDAVIE

1. — *Les difficultés en Moldavie*

Pendant qu'il était à Bucarest, Kisselef recevait de mauvaises nouvelles de Moldavie, où le peuple s'éveillait lentement d'une léthargie consécutive aux effroyables maux de l'année passée. Les paysans faisaient entendre de sourdes rumeurs lorsque les arendaches leur annonçaient triomphalement qu'on allait leur prendre une partie de leurs terres pour exécuter certains articles d'une constitution prétendue bienfaisante et qu'ils ne connaissaient pas puisqu'ils n'avaient pris aucune part à sa confection. Le Président connaissait maintenant la question paysanne pour l'avoir étudiée de près en Valachie. Il prévoyait que l'application du nouveau statut agraire serait plus difficile encore dans l'autre Principauté. Il écrivit au vice-président Mircovitch, qui le représentait à Iassy : « *Pour éviter des mouvements que le gouvernement ne saurait réprimer qu'autant qu'ils seraient partiels et qu'ils n'emporteraient point le mécontentement général* », il lui paraissait nécessaire de réunir le Conseil administratif extraordinaire et de lui demander de préparer une révision du Règlement.

« Ce Conseil, indiquait-il, ne devra perdre de vue ni les dispositions des esprits, ni combien les innovations les plus salutaires exigent de ménagements toutes les fois qu'elles peuvent être envisagées comme onéreuses. De plus, il pèsera mûrement ce que la question de l'appréciation du travail et de la répartition d'un espace de terrain déter-

miné peut offrir de désagréable et de difficile à tolérer par la masse des paysans, accoutumés à jouir, à peu d'exceptions près, de l'étendue de terrain qui leur convient » (1).

Le Conseil, aussitôt réuni, s'empressa de déclarer que « *jamais, en Moldavie, les villageois avaient eu de terre suivant leur volonté et leur bon plaisir* » (2). Dans sa réponse officielle au vice-président, il fit part des décisions suivantes :

1^o Le texte intégral du chapitre III, section VII, du Règlement, qui définit les rapports entre propriétaires et paysans, sera publié d'urgence ;

2^o Cette publication ne peut donner lieu à aucun mécontentement puisque le nombre des jours de corvée est resté inchangé. En ce qui concerne l'étendue des terrains laissés aux paysans, on admet qu'aucun changement ne sera opéré pour l'année courante, de manière à donner le temps aux intéressés de conclure les arrangements de gré à gré prévus par l'article 126 ;

3^o En cas de mésintelligences entre les propriétaires et les paysans, les préfets appliqueront les règles en usage dans les propriétés les plus voisines, en matière de baux. Si les parties n'acceptent pas les propositions du préfet, le ministère tranchera (3).

Deux jours après le Conseil décidait pourtant de suspendre l'application de la première de ces trois décisions, de manière à ne pas créer de conflits préjudiciables à la vie économique du pays au moment des semailles.

En apprenant les décisions du Conseil, Kisselef fut mécontent et le fit savoir. Son lieutenant Mircovitch ordonna de faire une enquête étendue sur les imperfections du Règlement et sur ses difficultés d'application. Il fit publier le texte du Règlement, pour ne rien cacher aux paysans de leurs droits et de leurs devoirs, et il demanda de collationner les contrats récemment passés entre les propriétaires et les paysans, de manière à fonder sur des faits et

(1) Adresse de Kisselef à Mircovitch, 14 mars 1832. publiée dans A. L., I (1), p. 100.

(2) R. R., I, 427, d'après le Journal du Conseil conservé aux archives de Iassy.

(3) R. R., I, p. 426, d'après Arh. Stat. Iasi, dos. 7, N^o 1764.

non sur des prétentions ou sur des droits théoriques les amendements qui allaient être discutés (1).

C'est donc une révision très sérieuse du Règlement que le Président réclamait et non de simples mesures d'altermoisement. Mais le chat est loin et, pendant une bonne partie de l'année 1832, les souris dansent.

Le Conseil fait au vice-président des réponses déférentes où il maintient très fidèlement ses résolutions antérieures. Pas un mot sur l'enquête envisagée par les généraux, pas une allusion à des modifications possibles (2).

Pendant l'été, Kisselef fut trop occupé à presser les travaux de l'Assemblée valaque pour pouvoir veiller aux affaires de Moldavie. Il se contenta de se faire renseigner sur les causes profondes du mécontentement et sur l'histoire de la législation rurale de ce pays.

Le Président se mit en quête des actes juridiques invoqués par les boyars dans certains articles du Règlement. C'est en vain qu'il rechercha le décret de Grégoire Ghica de 1776. Il en conclut qu'il n'existait pas (3). Il retrouva l'acte de 1777 ; mais, mis en défiance, il conclut qu'il était apocryphe. Il admit donc que, jusqu'en 1805, il n'y avait pas eu de « législation déterminée et positive » concernant les rapports entre propriétaires et paysans. « ...*Que ce ne fut qu'à cette époque que les principaux boyars du pays, par une anafora adressée à l'hospodar Alexandre Mourousy, et un arz-magzar (pétition collective) transmise à la Porte, avaient sollicité comme un bien-fait, et notamment pour pouvoir subvenir aux réquisitions monopoliques du Capan (bureau d'approvisionnement de la capitale) l'augmentation des redevances des cultivateurs jusqu'à la concurrence de 18 journées* (4). »

Il fut vivement frappé par la précision du décret d'Alexandre

(1) Mircovitch au Conseil, 28 avril 1832, A. L., I (1), pp. 101-103.

(2) R. R., I, p. 428.

(3) A. L., I (1), pp. 111 à 119. Cet acte doit être celui de 1766 dont la date fut transcrite d'une façon erronée.

(4) A. L., I (1), p. 112.

Moruz et indigné par le fait que les boïars avaient affecté de l'ignorer.

Qui s'était chargé de renseigner le président ? on ne sait. Il est certain que son information fut très incomplète, mais elle suffit à incruster dans son esprit quelques idées, peu exactes dans le détail, mais susceptibles d'orienter ses efforts. Les voici :

1^o Le régime nouveau aggrave les *corvées*, Celles-ci ont été à peine de 12 journées par an, il y a 25 ans, encore y avait-il des adoucissements admis dans les villages voisins des frontières turques ;

2^o « Les services attachés à ces obligations n'étaient point réglés par des *tâches* ou quotités de travail exigibles par journées. » ...Ces quotités de travail ont été prévues pour la première fois par Alexandre Moruzzi, avec des restrictions en faveur des contrées voisines des places fortes ; et ces actes de Moruzi n'ont pas été sanctionnés par la Porte ;

3^o Le paysan jouissait autrefois de tout le terrain qu'il pouvait cultiver. Les actes de Moruzi limitent ces terrains, mais ils accordent des étendues de 1 1/2 à 3 1/2 plus fortes que celles qui sont accordées par le Règlement organique (1).

A côté de ces arguments d'ordre juridique, Kisselef soulève la *question de fait* : la pénible situation des travailleurs de la terre exige des concessions sérieuses de la part des propriétaires, s'ils veulent éviter d'épouvantables jacqueries. Dans une lettre à Buteniev, le président montre la nécessité de remanier ces textes « *rédigés par les boyars qui n'ont paru consulter que l'intérêt exclusif et mal entendu de la propriété* » (2).

En octobre 1832, Kisselef se décida à se rendre à Iassy pour engager la bataille contre l'assemblée. Les boïars moldaves résistèrent à sa volonté avec beaucoup plus de vigueur que les valaques. La lettre noble et passionnée que le général écrivait à Buteniev le 30 octobre, nous donne l'atmosphère des débats :

(1) Kisselef au Conseil exécutif, 15 fév. 1833, *ibid.*, p. 112, v. aussi plus loin lettre du 28 fév. à l'Ass. gén. ord., p. 118.

(2) ZABLOTZKI, IV, p. 73.

« Je suis depuis quinze jours à batailler avec les barbus moldaves, qui sont assurément les plus turbulents intrigailleurs de tous les hommes à barbe qui pullulent sous la calotte du ciel... Vous ne sauriez vous faire une idée, mon cher ambassadeur, de toutes les tribulations que j'endure. Recourir à des moyens répressifs, en dehors du règlement, n'est pas possible, car cela donnerait gain de cause aux détracteurs des nouvelles institutions et ferait naître des embarras pour nos négociations ultérieures. Laisser les choses dans l'état actuel c'est provoquer de nouveaux désordres et fausser le but de la Russie, qui est celui d'établir chez nos voisins et nos protégés un gouvernement fort et juste. Au surplus, l'assemblée formée de boyars qui n'ont jamais fait qu'empiéter sur les droits des classes inférieures étant constituée juge dans sa propre cause, il est tout naturel qu'elle ne cherche qu'à augmenter ses propres privilèges aux dépens des autres qui ne sont représentés ni défendus par personne. Cela va si loin que, par un article insidieux de la claque, ils ont attaché à la glèbe les villageois qui sont libres de droit, et que tous les jours ils tendent à en faire des esclaves pour les opprimer encore davantage... (1). »

La lutte fut épique : « Vingt projets commencés et abandonnés, achevés et modifiés ont été successivement discutés au conseil. Il a fallu compulsier toutes les archives, avoir en vue tous les actes et statuts propres à répandre la lumière sur ce travail. Il a fallu consulter séparément les opinions des membres de l'Assemblée et soutenir, dans ses séances, les débats les plus vifs et les plus orageux : tantôt, c'était des principes qu'on ne pouvait désavouer, mais dont on n'adaptait point les conséquences ; tantôt, malgré l'usage suivi, il était pénible d'avouer et de reconnaître le principe (2). »

(1) *Ibid.*, pp. 83-84. C'est par erreur que Papadopol donne la date du 20 déc. 1832.

(2) *Compte rendu de Kisselef A. L.*, I (1), pp. 157-158.

2. — *Le projet du Conseil exécutif*

Pour plus de clarté, en analysant le projet du Conseil, nous suivrons le plan adopté pour l'étude du texte rectifié du Règlement valaque, bien que les questions ne se soient pas posées en Moldavie suivant le même ordre (1).

1^o *La liberté du paysan.* — Le droit de changement de résidence est formellement reconnu. Quand le propriétaire n'a pu lui donner l'étendue de terrain réglementaire, le paysan peut se transporter ailleurs, en avertissant d'avance le ministère des finances, qui l'inscrit dans le village où il désire se fixer, sur avis favorable du nouveau propriétaire. Avant de partir, il pourra vendre ses plantations, c'est-à-dire ses vignes ou vergers. Le propriétaire aura un droit de préemption pour l'achat du prix du plus offrant (art. 25). Mais il n'aura droit à aucune indemnité pour sa maison et le reste ; et rien n'est changé dans l'article qui l'oblige à payer au village et au propriétaire une année de redevances et au fisc les impôts de toutes les années à courir jusqu'au nouveau recensement. Grande concession : le préavis d'un an est réduit à six mois.

En outre, le propriétaire pourra, après en avoir avisé les autorités, éloigner les mausaises têtes (« *indărătnici* ») qui provoqueraient « mésintelligence et insubordination chez les autres paysans » (art. 29).

2^o *Etablissement d'une proportion entre les charges du paysan et la terre qu'il reçoit.* — Le Conseil déclare que, « suivant l'usage ancien », dans le cas où le propriétaire ne dispose pas de beaucoup de terre, l'étendue de terrain distribuée ne peut dépasser les $\frac{2}{3}$ du domaine. Les paysans qui ne désirent pas changer de résidence auront droit à des abattements sur le nombre des « jours simples » (« *zilele proaste* ») ; mais ils continueront à fournir les 12 jours à tâche réglementée (2).

(1) On trouvera le texte dans A. L., I (1), pp. 103-111.

(2) Art. 23.

3° *Rachat des corvées.* — Si le propriétaire n'a pas assez de travail sur sa propriété pour utiliser complètement les jours de corvée, il peut envoyer les paysans travailler sur d'autres propriétés, à condition qu'elles ne soient pas éloignées de plus de 4 heures de route, cela sans modification du nombre des jours de corvée ou de la tâche à accomplir pendant ces journées.

Le propriétaire peut aussi obliger ses paysans à racheter les jours de corvée dont il n'aurait pas besoin. A défaut d'accord sur les prix, les tribunaux les fixeront en se basant sur des tables de prix courants dans chaque région, tables qui seront dressées chaque année par l'Assemblée générale ordinaire.

4° *L'étendue des tenures paysannes.* — Le projet augmente un peu la quantité de terre laissée au paysan :

Le propriétaire est tenu de donner 10 perches (prăjini fălcești) pour la maison et le jardin (1790 m. c.) ; 1 falche 1/2 de terre de labour (2,1483 ha.) ; 40 perches de prairie (71 ares), et 20 perches de pâturage. Pour chaque paire de bœufs, le paysan recevra en outre 60 perches de prairie et autant de pâturage (Art. 10).

Celui qui a 5 bêtes de somme reçoit donc 2 ha. 864 de prairie au lieu de 2,148 et 2 ha 1/2 de pâturage au lieu de 2,148 mais il n'a plus que 18 ares au lieu de 20 pour sa maison et son jardin.

Le propriétaire n'est pas tenu de donner plus de terre qu'il n'en faut pour 4 bœufs et une vache. A titre provisoire, les paysans qui jouissaient d'étendues plus grandes avant la mise en application du Règlement, continueront d'en jouir leur vie durant (art. 12).

5° *La journée de travail.* — La tâche fixée pour chaque jour de corvée est très légèrement modifiée :

Avec une paire de bœufs, on devra labourer 14 perches de terre défrichée (25 ares au lieu de 27) ou 9 de terre vierge) 12,5 au lieu de 21) ; pour le binage, 18,84 au lieu de 21,60. Les autres tâches restent les mêmes (art. 6).

Le propriétaire pourra utiliser en charroiyage le jour de travail avec des bœufs, mais il ne pourra envoyer le corvéable à plus de

12 heures de route. L'aller et le retour compteront pour trois jours.

6° *Les magasins de réserve.* — La « terre de réserve » sera supprimée et on obligera chaque paysan à mettre, dans le magasin, 1/2 boisseau (107 litres) de maïs. Cet article rognait encore un peu la terre du paysan, puisque, dans le texte primitif c'était le propriétaire qui fournissait la terre de réserve (art. 35).

En somme, le Conseil fit constamment preuve d'intransigeance, car les concessions insignifiantes qu'il accordait aux villageois étaient compensées par des dispositions nouvelles favorables aux propriétaires. On se moquait sans vergogne des conseils de l'humanitaire Président.

c) LES OBSERVATIONS DE KISSELEF

Le Président riposta avec véhémence. Il rappela, dans une note du 15 février, ce qu'il croyait savoir de la législation moldave, montra que les étendues de terrain accordées autrefois étaient de 1 1/2 à 3 1/2 supérieures à celles que le conseil était d'avis de concéder aux villageois, qu'une journée de travail en Moldavie équivaldrait à 1 1/2 ou même 2 de celles qui étaient encore en usage en Ukraine, et surtout que le Conseil faisait fi des avertissements qui lui avaient été adressés au sujet de l'esprit public et des graves perturbations à prévoir si les boïars persistaient dans leur intransigeance (1). Pour rappeler aux assemblées moldaves quelle était la source de l'autorité qu'elles croyaient détenir, pour faire comprendre aux « hommes à barbe » qu'ils avaient assez abusé de la bienveillance des maîtres réels du pays, Kisselef terminait par une phrase où couvait la menace :

« Si le Conseil administratif et, avec lui, l'Assemblée générale, appréciant ces motifs, admettaient le projet du Conseil ainsi qu'il se trouve amendé, je me ferais un devoir, en tant que les circonstances actuelles pourraient le permettre, de tenir la main à la mise à exécution de cette partie des nouvelles institutions. Dans le cas contraire, il me serait impossible d'assumer la responsabilité qui pourrait,

(1) A. L., I (1), pp. 111-114.

tôt ou tard, résulter des inconvénients signalés, et je me trouverai, dès lors, dans l'obligation de maintenir l'état actuel des choses à cet égard et d'en référer à la Cour Impériale pour en obtenir une décision définitive » (1).

Dans une annexe, il précisait article par article les amendements qu'il croyait devoir exiger : fixer le nombre de journées pour chaque genre de travail, diminuer la tâche imposée pour le binage, pour la fenaison supprimer la distinction entre les trois jours de travail personnel et le jour de travail avec bœufs, supprimer l'article 7 sur les transports ; pour les trois jours supplémentaires fournis par le paysan avec ses bœufs et remplaçables par 9 jours de travail sans bœufs, supprimer cette distinction arbitraire et astreindre à trois jours seulement de travail personnel le paysan qui n'a pas de bêtes ; pour le rachat des corvées, supprimer le tableau des prix moyens, que l'Assemblée aura trop de peine à dresser ; préciser la loi des 2/3 ; pour l'article 26 (formalités pour le changement de résidence) n'obliger le paysan qu'à verser un an de redevances à la caisse du village ; prévoir en retour des pénalités contre les embaucheurs qui chercheraient à enlever des paysans à leurs voisins ; enfin, en ce qui concerne le droit pour le paysan de vendre avant de partir les plantations de vignes, pruniers, etc. (Kisselef prévoyait bien que les boïars feraient pression sur les acquéreurs possibles pour supprimer les enchères et acheter eux-mêmes les plantations à vil prix), décider que, en l'absence de tout acquéreur, le paysan sera indemnisé par le propriétaire d'après un chiffre fixé par le tribunal local (2).

Un tableau comparatif des dispositions du décret Moruzi et du projet du Conseil montre que les boïars cherchaient à se réserver un grand avantage sans modifier apparemment le régime de la corvée, car pour les 12 journées, ils réclamaient l'emploi des bœufs ; d'autre part, les terrains accordés par Moruzi étaient d'étendue bien supérieure à ceux que le Conseil était d'avis d'accorder : le

(1) *Ibid.*, p. 114.

(2) *Ibid.*, pp. 114-116.

paysan de la 1^{re} classe (4 bœufs) perdait 8 falches 20 perches, le paysan de la 2^e classe (2 bœufs) et celui de la dernière classe perdaient chacun 5 f. 40 p. (1).

e) LE TEXTE DÉFINITIF DU RÈGLEMENT MOLDAVE

Les fermes dispositions de Kisselef ne se maintinrent pas. Lorsqu'il transmit le projet du Conseil à l'Assemblée générale ordinaire, le Président se borna à faire appel à la sagesse et à la magnanimité de cette assemblée pour soulager la misère des cultivateurs (2). La différence de ton entre la lettre du 15 et celle du 28 février s'explique-t-elle seulement par le désir de ménager la susceptibilité des membres d'une chambre délibérante, théoriquement libres de leurs actes, ou a-t-elle pour cause des instructions que le général aurait reçues, dans l'intervalle, de son gouvernement ? Il n'est pas possible de le dire. Mais même si Kisselef n'a rien reçu de Saint-Petersbourg, il devait comprendre qu'il ne serait pas suivi par le gouvernement du tzar s'il indisposait un peu trop les boïars et le clergé, fermes soutiens du grand empire orthodoxe. Les propriétaires le savaient bien, et ils ne se laissèrent pas trop intimider par les vagues menaces du Président. Ils maintinrent jusqu'au bout leurs exigences.

Le 9 mars 1833, l'Assemblée discuta et vota en une seule séance un texte qui ne modifiait guère le projet du Conseil Administratif. Kisselef, sachant toute insistance inutile, se contenta, le 12 mars, de demander des amendements de détail à trois articles (art. 12, 15 et 38). Ils furent adoptés à peu de chose près le lendemain. Enfin, le Président sanctionna le 20 mars le Règlement ainsi révisé.

Voici quelles furent, en fin de compte, les modifications adoptées :

1^o *Etendue de la terre concédée.* — L'Assemblée conserve la distribution admise par le Conseil. Elle y ajoute toutefois une précision. Le projet du Conseil indiquait que le propriétaire ne serait

(1) Tableau dressé par Kisselef reproduit dans R. R., I, 585.

(2) A. L., I (1), p. 118.

obligé de laisser au paysan qu'une étendue de terrain n'excédant pas les $\frac{2}{3}$ de son domaine. Kisselef, méfiant, se demandait si l'article ne contenait pas un piège, car les propriétaires auraient bien pu faire entrer en ligne de compte dans ce calcul d'immenses étendues de forêts et de marécages consacrés par la coutume à l'usage commun; il avait donc proposé de préciser l'article en écrivant : « Les $\frac{2}{3}$ des terres labourables des prairies et des pâturages » (1). L'Assemblée adopta l'amendement. Mais le texte voté par l'Assemblée est, à d'autres égards, moins libéral que celui du Conseil.

Kisselef demandait d'augmenter la part des habitants de la plaine, et le Conseil avait admis que les paysans qui détenaient plus de terre que le Règlement ne le prévoyait les garderaient leur vie durant. Les boïars protestèrent; ils auraient été obligés de donner aux paysans un peu plus de terre qu'ils ne leur en laissaient jusqu'à la mise en vigueur du Règlement, puisque ceux qui n'en avaient pas assez devaient être pourvus conformément à la loi nouvelle et que ceux qui avaient du surplus le garderaient. Ils acceptèrent donc, à titre transitoire, pour une période de 6 ans seulement, de laisser les cultivateurs en possession de tout le terrain dont ils avaient joui jusqu'à ce jour, mais à condition que les « villages » veuillent bien donner préalablement leur part aux habitants qui devraient recevoir réglementairement un supplément de terrain. Ainsi, le propriétaire ne perdait rien, et il trouvait un beau moyen de semer la discorde dans la classe paysanne, car on imagine la résistance des uns et l'énervement des autres quand la répartition nouvelle allait s'opérer par les soins des villageois eux-mêmes (2).

Kisselef voulut, toutefois, exiger du propriétaire un rôle d'arbitre, et l'Assemblée, le 13 mars, modifia la rédaction de l'article en donnant au propriétaire, suprême régulateur, le soin de trancher les différends. Mais il est évident que les boïars ne risquaient

(1) *Ibid.*, p. 116 et art. 123, *ibid.*, p. 124.

(2) R. R., I, pp. 441-442.

rien, puisque la haine du pauvre allait ainsi s'appliquer au villageois mieux pourvu qui l'irriterait en faisant des efforts pour conserver l'intégralité de son bien. Après avoir exploité pendant six ans ces haines, le propriétaire, enfin, goberait l'huître (1).

Le paysan à qui on n'aura pu donner sa part réglementaire pourra rester sur la propriété ou émigrer. S'il reste, il aura le droit d'exiger une diminution des jours de corvée proportionnelle à l'étendue de terrain qui lui manque, mais cette diminution ne peut porter que sur les « journées simples » (*zilele proaste*).

Nous avons vu qu'en principe, d'après le texte primitif du Règlement, art. 125 j, le paysan avait le droit de recevoir sa part de terre dès l'âge de 25 ans, qu'il fût marié ou non, à condition, pour lui, de fournir la corvée et de payer les redevances. Les boïars, estimant que le Règlement parlait un peu trop des droits du paysan furent d'avis de modifier ce texte. L'article qu'ils votèrent indiquait que le paysan non marié, habitant dans la maison de ses parents, assumerait les charges ordinaires, mais seulement s'il avait reçu ses terres. « ...quand, sans se marier, il voudra être mis en possession de cette part de terrain, et *quand le propriétaire acceptera de la lui donner*, alors il devra travailler absolument comme les autres ».

Ainsi, le texte nouveau reconnaît au propriétaire le droit de ne pas donner de terres au paysan de 25 ans non marié. Il est probable que les boïars n'avaient pas l'intention de jouir de ce droit ; ils n'y penseront que 20 ans plus tard, lorsque la valeur de la terre aura décuplé ; mais, désireux dès les débuts à ménager l'avenir, ils ont voulu se réserver un nouveau droit et, sur ce point encore, le Règlement nouveau est plus rétrograde que le premier texte et même que le projet du Conseil.

2° *Les corvées*. — Tout paysan est astreint à la corvée. Le Conseil avait décidé que ceux qui étaient établis sur les propriétés des *răzeși* n'en fourniraient que l'équivalent en espèces (art. 33). Mais l'Assemblée supprima en pratique cette possibilité en décidant

(1) Art. 119, A. L., I (1), p. 121.

que ceux qui habiteraient sur les parties « *choisies et fixées* » feraient la corvée comme les autres, ces parties « *n'étant pas de la catégorie nommée propriétés de răzeși* » (art. 130). Cet article obscur signifie probablement que les terres de răzeși qui sont exploitées individuellement rentrent dans le droit commun, et que, seules, sont mises à part les parties de propriétés exploitées collectivement ; mais ces territoires indivis comprenant des pâturages de montagnes et des forêts n'abritaient guère de corvéables.

Le nombre des jours de corvée reste fixé à 12 : 4 au printemps, 4 en été, 4 en automne (art. 120) ; mais l'Assemblée supprima un passage du projet du Conseil qui permettait au paysan de fournir pendant l'automne tous les jours de labourage.

Le laboureur qui possède des bœufs accomplira ses jours de corvée avec ses bœufs, mais le propriétaire, s'il le désire, pourra le faire travailler de ses bras (ce que n'avait pas prévu le Conseil) sans que le nombre de jours de corvée, il est vrai, soit augmenté pour cela.

En dehors de ces 12 jours, le corvéable devra faire un charroiage à une distance de 16 heures, ou deux charroyages de 8 heures. Il devra aussi apporter au propriétaire deux charretées de bois de la forêt du domaine ou d'une autre forêt distante de 4 heures au plus. Si le paysan n'a pas de bœufs, ces corvées de transport seront remplacées par 4 jours simples pour tout travail dont le propriétaire peut avoir besoin.

En outre, tous les paysans doivent travailler 4 jours par an aux réparations. Si le propriétaire n'en a pas besoin, il pourra les reporter à l'année suivante au plus tard (1).

3° *La journée de travail.* — Le projet du Conseil est adopté, à l'exception du passage concernant la moisson : la journée de moisson, fixée à 3 meules par le Règlement primitif, à 12 perches par le Conseil, fut portée par l'Assemblée au moissonnage de 16 perches de champ avec charriage et mise en tas.

Les articles 7 et 8 du projet, qui prévoyaient la possibilité de

(1) Art. 120, C. L'article est obscur. L'interprétation qu'en donne Radu Rosetti (1, 441) n'est pas absolument exacte, elle est juste dans son t. II, p. 66.

remplacer ces jours de corvée par des charrois, furent supprimés à la demande de Kisselef (1). Les autres articles du projet furent adoptés sans modifications.

4^o *Le droit sur les forêts.* — L'Assemblée vota d'abord un texte qui reconnaissait au propriétaire un droit absolu sur les forêts, dont les paysans ne pourraient jouir qu'en concluant des conventions libres. Kisselef insistait pour faire reconnaître au paysan un droit de jouissance conforme à la coutume ancienne, mais l'Assemblée ne fit aucune concession sur ce point et, si elle supprima l'article, c'est parce qu'il lui apparut qu'il faisait double emploi avec l'article 129 sur les monopoles. Rappelons que cet article réservait au propriétaire les moulins, *les bois*, etc. (2).

E. — L'application des nouveaux Règlements

La méfiance des paysans à l'égard de l'Assemblée des boïars était telle qu'ils ne prirent pas la peine d'examiner de sang-froid le contenu des amendements votés et que l'annonce de l'application des nouvelles lois, fut marquée par des actes de mauvaise humeur, voire même par un mouvement d'émigration. 4.000 exemplaires de la loi rurale devaient être distribués aux communes par les soins des préfets, avec la collaboration des députés des districts. Il fut d'ailleurs recommandé aux administrateurs d'user la première année des plus grands ménagements (3). Mais beaucoup de villages ne voulurent rien entendre, et quelques boïars, peu soucieux de trop renseigner l'habitant sur ses droits, s'arrangèrent pour jeter un voile de mystère sur le nouveau statut.

Au mois de mai, certains préfets signalèrent à Kisselef que des familles, et parfois des villages entiers s'enfuyaient et cherchaient refuge dans les pays voisins. Le fait est signalé d'abord dans les

(1) A. L., I (1), pp. 104-105 ; observations de Kisselef, p. 415.

(2) R. R., I pp. 442-443. D'après Radu Rosetti Kisselef aurait insisté verbalement.

(3) A. L., I (1), pp. 158-159 ; rapport de Kisselef, auquel les renseignements qui suivent sont aussi empruntés.

districts de Dorohoi, de Iassy et de Fălciu : les villages riverains du Prut, qui formait alors la frontière entre la Moldavie et la Russie, ont tendance à se vider. Les Moldaves émigrent en Bessarabie où subsiste l'ancienne loi, et où ils sont reçus à bras ouverts.

En août, un mouvement d'émigration encore plus accentué est signalé dans les districts de la Moldavie du sud, où les paysans sollicitent l'autorisation d'émigrer au delà du Danube, en territoire ture, de peur que, s'ils n'en obtiennent pas aussitôt la faculté, ils ne soient à l'avenir perpétuellement « attachés à la glèbe » (1).

L'année suivante, les deux courants d'émigration se maintiennent et il s'en forme un nouveau dirigé vers la Transylvanie : les montagnards des Carpates, mécontents de voir réduire à l'extrême leurs terres de pâture et leurs prairies, ainsi que de constater la disparition de leur droit antique à la jouissance des forêts, cherchent parfois un asile de l'autre côté des monts, dans la Transylvanie hongroise où ils retrouvaient des frères de race.

Kisselef étudia sérieusement ces indices de mécontentement. Sur son bureaux, les pétitions affluaient (2). Mais les demandes d'explications qui furent adressées aux préfets, ou bien restèrent sans réponse, ou bien aboutirent à une justification empressée des propriétaires et de leurs agents. Le Président prit le parti d'envoyer des enquêteurs sérieux. Le hetman Bachota fut dépêché aux frontières de la Bessarabie pour retenir les fuyards, pour faire entendre raison aux communes hésitantes, et pour les secourir au besoin. En août, il envoya le postelnic Petraki Roset en haute Moldavie et le comis Mihalitza en Basse Moldavie pour tranquilliser les habitants et démasquer les fauteurs d'inquiétude. Au début de 1833, deux boïars furent encore envoyés en mission : le vornic Calimaki en Haute-Moldavie et le vornic E. Catargi en Basse-Moldavie. Les rapports de ces inspecteurs nous permettent de classer les causes générales de l'agitation :

1^o *La misère et la disette.* — Les ensemencements de l'année

(1) *Ibid.*, p. 161.

(2) Cf. une longue liste de pétitions dans A. L. I (1), pp. 130 à 153.

précédente avaient été insuffisants et les communes traînaient le boulet du découragement général. Des gelées hâtives détruisirent le maïs ; en plusieurs endroits, la grêle faucha les moissons ; enfin, une sécheresse qui se prolongea jusqu'au 20 juin faillit anéantir toutes les récoltes. Les paysans eurent beau demander aide aux propriétaires et aux fermiers, ceux-ci se bornèrent à pratiquer l'application mécanique du nouveau statut. Les larmes des affamés n'amollissaient pas leur cœur.

C'est Kisselef qui répondit aux soucis du pays : il engagea les propriétaires à venir en aide à leurs villages, en leur garantissant la rentrée des avances ; il fit distribuer ce qu'il y avait dans les magasins de réserve ; il obtint de la Valachie l'importation en franchise de 5.000 kilogs de millet. 300.000 piastres furent mis à la disposition des commissaires du gouvernement pour les secours urgents. Des remises d'impôts furent consenties dans beaucoup de communes des départements de Falciu, de Putna, de Dorohoi et de Neamțu particulièrement éprouvés par la sécheresse ; enfin, il défendit provisoirement l'exportation des grains ;

2° *L'incurie des préfets.* — Il fut de toute évidence que les préfets ne faisaient rien pour réprimer les abus de certains boïars et de leurs fermiers, qu'ils faisaient lettre morte des instructions du gouvernement et qu'ils donnaient souvent le signal des exactions. Ils ne faisaient rien pour pourchasser les voleurs de bestiaux. De ces administrateurs partiaux et cupides, le paysan ne pouvait attendre aucune protection. Bien au contraire, l'« ispravnic » était considéré par lui comme le meilleur soutien de tous les « ciocoi » qui labouraient ses flancs. Il se gardait bien de lui adresser des réclamations, car il savait trop qu'elles ne lui rapporteraient que des coups de bâton. Les agents de Kisselef furent obligés de suspendre tous les préfets des départements frontières.

3° *La dureté des propriétaires et de leurs fermiers.* — Le boïar a gardé la conception antique de droit. C'est un acte d'une religion dont il est le seul dépositaire et qu'il entoure d'une prudente obscurité. Le fermier grec est encore plus rapace, et sa tyrannie, soutenue

par les autorités locales se moque bien des constitutions et des ordonnances.

4^o *Des protections étrangères.* — De l'autre côté des frontières, des bras s'ouvrent, et le paysan crédule s'empresse, quand il le peut, de s'y jeter. Aura-t-il là-bas un sort meilleur ? Ce n'est pas sûr. Mais les boïars bessarabiens ne se font pas faute, quand ils le peuvent, d'attirer sur leurs terres les travailleurs moldaves.

D'autre part, l'application des règlements est quelquefois gênée par l'intervention des consuls. Les Principautés étant encore placées dans la dépendance de l'Empire Ottoman, les consuls pouvaient, en vertu des Capitulations, revendiquer le droit de juger et de protéger leurs nationaux. Or, les fermiers étrangers trouvaient toujours moyen de se faire reconnaître comme nationaux d'un des grands pays d'occident et ils usaient sans vergogne de la protection consulaire pour couvrir leurs méfaits. L'intervention des consuls d'Autriche, de Grande-Bretagne, de Prusse et de France était incessante et gênait l'application des lois. Le gouvernement fut obligé d'inviter les propriétaires qui voudraient prendre des fermiers étrangers à insérer dans les contrats la clause suivante : « Le fermier ne pourra durant toute sa gestion se prévaloir de la protection de son consulat dans aucun différend ayant rapport à son fermage, et devra se soumettre à l'autorité locale et à toutes ses dispositions relatives à sa personne ou à sa fortune » ; mesure qui provoqua aussitôt les protestations des agents des Puissances, et en particulier du consul français Mimaut (1).

L'administration moldave ne tint pas compte de ces observations et elle devait, peu après le retrait des Russes, interdire complètement aux étrangers de prendre des propriétés à ferme, mesure qui provoqua à ce moment la protestation du consul du tzar aussi bien que celle du consul d'Autriche (2).

(1) *Ibid.*, pp. 154, 157.

(2) I. C. FILITTI : *Despre abuzurile consulilor în epoca regulamentară*, Viața Românească, juin 1910, p. 343. Circulaires du 11 août et 18 septembre 1834. La protestation de Minciaky à Sturdza est du 15 novembre 1834 et se trouve à l'Acad. roum., ms. 3486 f. 350.

A toutes ces mesures, Kisselef ajouta l'action d'une parole persuasive. C'est en termes dithyrambiques que, dans une proclamation aux habitants des campagnes, le 1^{er} avril 1833, il appréciait l'œuvre des Assemblées. Tous les impôts d'Etat remplacés par une seule capitation, les douanes intérieures supprimées, beaucoup de droits féodaux abolis définitivement, une fixation claire des droits et des devoirs de chacun, voilà quels étaient, d'après Kisselef, les principaux avantages de la Constitution nouvelle (1).

Le calme revint assez vite en Roumanie. Bien que Kisselef eût été nommé, en 1833, chef de l'armée destinée à protéger Constantinople contre l'invasion d'Ibraïm, il continua de s'occuper de très près des Roumains.

Les Russes évacuèrent le pays en 1834 et on procéda à la nomination des princes qui devaient diriger désormais les deux Etats, sous la surveillance de la Turquie, puissance suzeraine, et surtout de la Russie, puissance protectrice. Avant de partir, Kisselef exigea les rapports détaillés sur toutes les parties de l'administration avec indication des améliorations possibles. Il remit ces rapports à ses successeurs, avec un relevé des finances en bon ordre. Les qualités d'administrateur dont le général avait fait preuve en Roumanie le désignèrent, trois ans plus tard, pour exercer en Russie les fonctions de ministre du Domaine de la Couronne.

Nous étudierons, dans un chapitre ultérieur, la situation réelle du paysan roumain sous le régime du Règlement organique. Cette Constitution a été généralement très durement appréciée par les hommes politiques de Roumanie et même par les observateurs étrangers. Toutefois, avant de voir quel résultat elle a donné en fait, nous pouvons noter une opinion qui doit être impartiale puisqu'elle émane d'un français, qui a eu à souffrir de la sévérité de Kisselef à l'égard du parti des « jeunes roumains ». Voici comment VAILLANT apprécie l'œuvre du général : « ...Sous lui, les Principautés reprennent une force nouvelle, comme aux jours où Trajan y animait les colons de sa présence. Tout renaît, tout marche,

(1) A. L., I (1), pp. 127-128, et instructions sur l'application du Règl. org. dans URICARUL, t. 21 pp. 418-422.

tout progresse ; l'abondance revient et, avec elle, la joie, les plaisirs et les concerts de bénédiction. C'est que si, russe par le service, il a été de son devoir de se montrer l'intelligent interprète de la volonté impériale, français par le cœur, il veut du moins prouver par son zèle, et je dirai même par son amour pour les Romans que le mal ne vient pas de lui, qu'il n'a pas dépendu de lui de mieux faire... (6). »

(6) VAILLANT : *La Roumanie*, t. II, p. 361.

2^o LES RÉFORMES PENDANT LA PÉRIODE DU PROTECTORAT RUSSE

Le « protectorat » russe sur les Principautés danubiennes a duré jusqu'à la guerre de Crimée. Pendant la période dont nous allons entreprendre l'étude, et qui s'étend depuis le départ de Kisselef jusqu'à la révolution de 1848, les Russes ont veillé de très près à l'exécution de la loi constitutionnelle rédigée de 1829 à 1833 sur leurs indications. Les princes sont des élèves de Kisselef. En Moldavie, c'est MICHEL STURDZA. Bien qu'entré de bonne heure dans l'administration (Il fut un des rédacteurs du code Callimachi et il dirigea les départements de l'Instruction publique et des Finances), c'est sous la présidence de Kisselef que les Russes avaient pu apprécier ses qualités. Il avait fait partie de la commission chargée de rédiger le Règlement Organique de Moldavie et, en 1830, de la délégation qui était allée à Saint-Pétersbourg la présenter à l'empereur Nicolas. Les Russes n'eurent pas à se repentir de l'avoir nommé, en 1834, *hospodar* (prince) de Moldavie, car il fut toujours très docile à leur influence. « *Michel Sturdza*, dit Soutzo dans ses « Mémoires » (1), *était doué d'un esprit pénétrant et délié, d'une mémoire extraordinaire, d'une faconde facile et séduisante ; possédant à un degré remarquable les langues grecque et française, il était à la hauteur des connaissances de son siècle et avait ainsi de quoi briller au contact du monde* ». Soutzo reconnaît qu'il était bon financier, bon légiste et qu'il aimait prendre conseil des gens compétents. On peut considérer comme vraies ces qualités énoncées par un homme qui le détestait et qui l'accuse, plus loin, d'être sournois, méfiant, égoïste et d'une cupidité insatiable (2).

(1) P. 209.

(2) P. 210, et aussi pp. 110, 120, 146.

C'était surtout un homme habile, qui tenait à rester en place et qui faisait tout pour ne pas mécontenter les russes et les boïars.

En Valachie, les Russes installèrent le prince ALEXANDRE GHICA ; physionomie triste avec ses gros sourcils, ses yeux d'un luisant vitreux, sa bouche grimaçante (1). C'était un homme foncièrement bon mais faible, incapable de faire triompher ses idées généreuses, fondées sur une connaissance très sûre de la situation sociale de son pays, et de faire taire la meute des boïars jalouse de l'autorité du hospodar. Au moment des révoltes de Bulgarie, Ghica fut accusé d'avoir mené un double jeu entre la Russie et la Turquie, et ses ennemis réussirent à obtenir sa destitution. Les Russes le remplacèrent par GEORGES BIBESCO, homme habile et d'une remarquable intelligence, esprit vif, très assimilateur, qui s'était formé à Paris où il avait vécu sept années de sa jeunesse, homme d'Etat déjà habitué à conduire les hommes : il avait participé à la rédaction du Règlement Organique de Valachie, et Kisselef en avait fait un directeur du Ministère de la Justice, puis l'avait nommé au Ministère des Affaires Etrangères. Bibesco n'aimait pas les Russes, mais, installé par eux, il se gardait de paraître échapper à leur influence. D'autre part, ce n'est pas lui qui cherchera à combattre de front les idées des boïars en matière sociale. Sa politique est un jeu de petites combinaisons qui permettront au prince, tout en élevant sensiblement le niveau intellectuel du pays, de se maintenir sans trop de difficultés sur son trône jusqu'à la tourmente de 1848. Mais la classe paysanne ne peut attendre aucune réforme sérieuse d'un tel prince (2).

Aussi donc, pendant toute cette période, les consuls russes ont eu, en fait, le contrôle de l'administration des Principautés, et ils ont veillé à l'application rigoureuse des prescriptions du Règlement Organique. D'esprit beaucoup moins ouvert que le général Kisselef, ces diplomates ont souvent entravé l'action de ceux qui, con-

(1) Cf. le portrait peu flatteur qu'en fait un de ses ennemis, *De la situation de la Valachie sous l'administration d'A. Ghica*, pp. XVIII-XIX.

(2) On ne peut guère se fier toutefois aux renseignements très malveillants fournis par B. A. : *La Valachie sous le hospodar Bibesco*, p. 150 sq. et pass.

naissant les lacunes et les défauts de la Constitution, auraient voulu y faire des améliorations de détail. Soucieux principalement de cultiver le parti russophile, ils soutiennent les boïars, les membres de l'Assemblée générale ordinaire ; ils ne laissent porter aucune atteinte aux privilèges de la classe des grands propriétaires.

A. — Le besoin de la terre

a) LES DISPOSITIONS CONCERNANT LES PAYSANS DE LA PLAINE EN MOLDAVIE

L'application du texte définitif du Règlement Organique allait donner lieu à de graves difficultés. Les boïars avaient travaillé dans leur intérêt ; ils s'étaient arrogé des droits aussi étendus que possible ; mais ils avaient conscience qu'il serait difficile de faire respecter cette juridiction nouvelle par une masse paysanne attachée à ses coutumes et pourvue d'une certaine force de résistance. Aussi ne mirent-ils pas trop de hâte à exécuter ceux des articles qui devaient être considérés par le peuple des campagnes comme une véritable spoliation. Tel le fameux article 119 qui, voté en dépit des paternelles admonestations de Kisselef, allait obliger, en 1839, les paysans de la Basse Moldavie à rétrocéder aux propriétaires la quantité de terrain qui excédait la part légale prévue par le Règlement. Cette terre qu'ils cultivaient avant la réforme, les paysans n'admettaient pas que le boïar vînt la leur voler, en vertu d'une loi non consentie.

Les tenures paysannes dans les départements de Balciu, Tutova, Tecuciu et Cœvurlui étaient, par rapport au domaine direct des propriétaires, dans la proportion de 5 à 3. Or, dans ces contrées, la terre était très fertile ; la culture des céréales pouvait s'y développer facilement, les produits s'écoulant par le port de Galatz vers Constantinople et vers l'Occident où la clientèle, depuis le traité d'Andrinople, s'offrait d'elle-même aux producteurs roumains ; il était donc naturel que la dispute fût vive entre les paysans

soucieux de tirer parti d'un état de fait et les boïars désireux de conquérir des terres de culture et d'accroître leurs revenus.

Les paysans riverains du Prut menacèrent de s'enfuir en Bessarabie si leurs tenures étaient réduites. On craignait qu'ils ne missent leurs menaces à exécution car on savait que les propriétaires de la rive gauche du fleuve n'étaient pas avarés de promesses. A la fin de 1839, la question préoccupa les préfets et le gouvernement. Ils proposèrent à l'Assemblée d'ajourner l'application de la loi : dans l'intervalle les passions se calmeraient et on encouragerait la conclusion de contrats particuliers qui pourraient se substituer à la dépossession brutale, enfin le gouvernement aurait le temps d'organiser à la frontière une garde assez sûre pour barrer la route aux émigrants (1). L'Assemblée ne fit pas de difficulté pour voter la prolongation du régime provisoire pendant 4 ans (2).

A l'expiration de ce terme, la loi fut appliquée strictement, mais des mesures avaient été prises pour étouffer les velléités de résistance (3).

b) LA SITUATION DES PAYSANS DE LA MONTAGNE EN MOLDAVIE

La question de la répartition des terres de culture était beaucoup plus importante dans les régions montagneuses. Là, il était impossible, étant donné le peu d'étendue de bonne terre, la prédominance des forêts et des pâturages maigres, de donner au paysan la quantité réglementaire de terre cultivable ; et celle qui pouvait leur être distribuée se trouvait souvent à une très grande distance du village. D'ailleurs, les montagnards étaient surtout des éleveurs et ne pouvaient se contenter de l'étendue extrêmement réduite des pâtures prévues par le Règlement. Ils étaient obligés d'acheter du fourrage aux grands propriétaires et n'en obtenaient qu'à des prix excessifs. Pour se procurer l'argent nécessaire au rachat des

(1) A. L., I, 266-268.

(2) Anafora du 4 fév. 1839, *ibid.*, pp. 268-269.

(3) R. R., II, 83-84.

corvées (ici souvent le propriétaire n'avait pas besoin de bras) au paiement de leur fourrage et de leur bois (puisque le droit aux forêts leur avait été enlevé), les montagnards souscrivaient à des conditions arbitraires : travaux à effectuer à de grandes distances, coupe d'arbres avec charrois longs et pénibles, sans que les pauvres diables prissent la peine de calculer à quels fardeaux ils allaient se soumettre. Une grande partie du sol appartenait aux couvents, et les moines, plus rapaces que les boïars, engageaient les paysans à payer une somme fixe moyennant la jouissance de pâturages supplémentaires et l'exemption des corvées seigneuriales ; mais, au moment de tenir leurs engagements, les villageois s'apercevaient qu'il leur était impossible de réunir la somme convenue (1).

Une multitude de suppliques parvenait au prince à ce sujet. Ainsi les habitants du domaine ecclésiastique de Neamțu, dans le district de Suceava, payaient 6 ducats (*galbeni*) par famille pour le rachat de la corvée et pour le droit de jouir de leurs terres de subsistance. Quand le contrat vint à expiration, le stareț du monastère imagina une modification du système : les chefs de famille paieraient d'abord 3 ducats pour le rachat de la corvée et, pour les terres dont ils auraient besoin, ils concluraient des baux de gré à gré. Mais en bonne justice pourquoi exigeait-on une corvée de paysans à qui on ne donnait pas la moindre parcelle de terre arable ? Le prince fut informé de l'affaire : il estima scandaleuses les exigences des moines qui prétendaient faire payer aux moldaves des impôts « pour l'air qu'ils respirent » et il chargea le vornic Stefan Catargiu de faire une enquête. Ce boïar, après avoir reçu les doléances de la population, conclut à la nécessité de remanier sérieusement la loi en ce qui concernait les territoires de montagne, où les habitants payaient de lourds impôts pour une terre inexistante.

Le Prince prit donc sur lui de signaler cette situation à l'Assemblée moldave en la priant d'apporter à la loi les modifications indispensables. Voici la teneur du projet de Michel Sturdza, projet qui fut adopté sans modification :

(1) A. L., I (1), 278 sq.

« 1° Sous le nom de « villages de montagnes », on comprend les villages qui sont situés dans les montagnes sans que leurs habitants aient reçu dans la plaine de terres labourables ;

2° Aux habitants de ces villages, les propriétaires sont tenus de donner le terrain fixé par le règlement avec cette différence que, en place de terre labourable, on leur donnera de la terre de fourrage, et que, si le propriétaire ne peut se procurer de terre de fourrage, il s'acquittera avec des terres de transhumance, là où il y en aura, sans prendre aucune dîme sur toute l'étendue revenant aux paysans ;

3° Si le propriétaire n'a pas de quoi satisfaire réglementairement les habitants ni en terres de fourrages, ni en pâturages de transhumance, ceux qui resteraient sans leur part légale seront libres de se déplacer là où ils trouveront un lieu à leur convenance en prévenant seulement l'Administration et le propriétaire, sans autre obligation ;

4° L'emplacement du village, à l'exception des pièces défrichées dont les habitants se servent réellement, ne sera ni retranché de la terre revenant aux habitants ni compté comme pâturage communal ;

5° Les habitants de la montagne sont libres de prendre du bois mort, mais seulement pour leur usage personnel, ainsi que les bois pour les constructions de maisons, les dépendances et les ustensiles ménagers ; à ceux qui auront besoin de bois vert sur pied, on en donnera quand besoin sera, les propriétaires choisissant les lieux où ce sera plus commode pour les habitants, lesquels paieront 6 lei par chef de famille, comme il est indiqué plus bas en détail ;

6° Si les propriétaires n'ont pas sur leur propriété assez de terrain pour y faire travailler les habitants conformément au Règlement, ces derniers paieront 98 lei, comprises les corvées de transport, non compris les jours de réparations et de bois de chauffage... ».

Les 98 lei que paieront les paysans sont ainsi calculés (1) :

(1) A. L., I (1), 280-282.

<i>Rachat de 4 jours de corvée de fauche</i>	<i>24 lei</i>
<i>Rachat de la corvée de transport</i>	<i>20 lei</i>
<i>Droit au bois</i>	<i>6 lei</i>
<i>28 prăjini de labourage avec deux bœufs</i>	<i>8 lei 16</i>
<i>36 prăjini pour 3 jours de binage et autres opérations ..</i>	<i>18 lei</i>
<i>48 prăjini de moisson avec transports.....</i>	<i>21 lei 24</i>
	<i>98 lei</i>

Ces conditions étaient raisonnables et les montagnards durent les accueillir avec un soupir de soulagement.

Les paysans remportaient, en principe et en fait, un avantage assez marqué car cette loi reconnaissait leur droit à la terre et à la jouissance des forêts.

Le droit aux forêts a été aboli par le Règlement Organique. Mais le Prince s'est aperçu qu'il est impossible de faire fi d'une tradition vénérable et de chasser les montagnards des forêts où ils ont toujours pris à leur aise le bois dont ils ont eu besoin. Sur ce point, il est probable que le Règlement n'a jamais été appliqué et que la législation nouvelle ne fait que sanctionner une situation de fait. Enfin, l'Etat manifeste son intention de s'immiscer dans les rapports entre propriétaires et paysans même lorsque ces rapports sont régis par des conventions de gré à gré. Il connaît les abus de pareils contrats qui tournent à l'exploitation éhontée de pauvres illettrés, et il cherche à y mettre ordre. « *La loi a cru qu'elle pouvait garantir le principe de l'égalité dans les transitions de deux classes, dont l'une était déjà trop puissante en fait pour n'avoir pas à sa disposition tous les moyens de rendre illusoire cette égalité voulue par le Règlement* » (1).

c) LA SITUATION DES ÉLEVEURS EN VALACHIE

Même dans la plaine valaque, cependant peu peuplée et abondamment pourvue de bonnes terres, les limites assignées par le Règlement aux tenures paysannes obligeaient les petits éleveurs

(1) Acad. Roum., ms. 1069, f. 448.

à demander aux propriétaires un supplément de prairie pour la nourriture de leur bétail. Ce supplément qui leur était affermé sans que l'Etat intervînt dans la transaction, n'était donné qu'à des conditions fort onéreuses. Pour ne pas laisser son bétail mourir de faim, le paysan était bien obligé de passer par ces fourches caudines. Le principe de la liberté des contrats, proclamé pompeusement par la Constitution, à ce point de vue aussi, n'était qu'un leurre puisque la terre disponible appartenait entièrement au boïar et qu'il n'existait en réalité que la liberté donnée à ce dernier d'abuser des besoins des petites exploitations.

Comme les propriétaires, depuis l'ouverture des Détroits, vendaient leur blé facilement et à bon prix, ils étaient de moins en moins accommodants lorsqu'on leur demandait de diminuer l'étendue du domaine qu'ils exploitaient personnellement ou dont ils tiraient un bon revenu en le livrant à un fermier général. On vit même des fonctionnaires se faire fermiers, jusqu'à la loi de 1835, qui leur interdit ce genre d'industrie (1).

Le message d'ouverture de la session parlementaire de 1837 signale l'importance de la question :

« L'amélioration de la situation des villageois, résultat naturel des nouvelles institutions et de la surveillance qu'exerce l'Administration... est manifeste..., mais à côté des services rendus par les propriétaires nous sommes obligés d'appeler expressément votre attention sur les obligations qui concernent d'une part la quantité de terrain et de bétail qui excède l'étendue fixée pour les corvéables et, d'autre part, le terme (pour le paiement) de la dîme de chaque produit. Aussi longtemps que ces redevances resteront sans être définies et fixées, il est certain qu'elles ne cesseront pas d'être l'occasion de toutes sortes de plaintes de la part tant des propriétaires que des villageois » (2).

En juillet, l'Assemblée répond que le Prince ferait mieux d'inviter ses fonctionnaires à faire payer de gré ou de force et dans les délais légaux les dettes des paysans envers les propriétaires,

(1) BULL. OF., 1835, n° 19.

(2) AN. PARL., VII (1), 86-87, et F. 64, sq.

que les « corvéables » ont bien tort de se plaindre de leurs charges qui ne sont lourdes que parce qu'ils les laissent s'accumuler au lieu de s'acquitter petit à petit en temps voulu. L'Assemblée demande, en conséquence, que les paysans payent leurs redevances trimestriellement : que toutes les dîmes soient rentrées à la fin de novembre et que le propriétaire règle ses comptes avec le corvéable au plus tard à la fin de mars. (1).

Le prince Ghica ne se décourage pas. L'année suivante, il charge son Conseil administratif de préparer un projet de loi qu'il présente le 17 juin à l'Assemblée.

« Apprenant de différentes localités que les paysans éprouvent une pression excessive de la part de nombreux propriétaires ou fermiers, lesquels les contraignent à donner des prix démesurés pour la quantité de bétail qui dépasse le nombre fixé par la disposition législative concernant les droits de la propriété, et ayant en vue qu'une semblable pression peut obliger les habitants à prendre des mesures qui seraient peu profitables au commerce et à l'exploitation du sol, véritables richesses de l'Etat, on s'est avisé, pour éviter l'agitation qui en résulte de la part des susdits propriétaires ou fermiers, de prendre une mesure provisoire qui pourrait calmer les colères et respecter cependant les droits de la propriété qui, d'autre part, doivent être intangibles. »

Cette mesure sera la suivante : pour le bétail qui excède le nombre réglementé, les corvéables seront tenus de garantir au propriétaire du domaine 2 lei 20 paras par tête de gros bétail si on leur assure la pâture pour ce bétail à raison d'un demi pogone de pâture, conformément aux principes établis par le susdit Règlement, ou, si ce sont des bêtes jeunes, à savoir des mânzati (veaux d'un an au plus) qu'on compte 2 veaux comme l'équivalent d'un bœuf ; et pour un mouton la dixième partie du total du prix fixé pour le gros bétail (2). »

L'Assemblée fit la sourde oreille.

(1) *Ibid.*, 612.

(2) Le style de ces documents est pénible ; je supprime cependant quelques « qui » et quelques « que ». AN. PARL., VIII (1), 454, et A. L., I (1), 310-311. Radu Rosetti (II, 160-161) embrouille les dates.

Le projet fut remis sur le tapis à la session de décembre 1839. On nomma une Commission. Celle-ci invoqua les droits supérieurs de la propriété, et son avis fut défavorable sur toute la ligne. La concession faite au paysan d'une certaine étendue de terre, dit-elle, est compensée par les corvées, dîmes, charrois, revenus des monopoles, tandis que la loi nouvelle serait une concession gratuite faite par les propriétaires, les 5 lei par pogone exigés des paysans n'étant pas une rémunération équitable du capital prêté. D'ailleurs, la qualité des terres est très variable. Serait-il juste de contraindre les propriétaires à les affermer à raison de 5 lei par pogone quand souvent ils en tirent jusqu'à 25 lei, et d'étendre ce système aux propriétés où il existe suffisamment de terres de pâture ? La Commission se borna donc à la proposition suivante : Les propriétaires doivent être tenus d'admettre les bestiaux en surnombre dans des pâturages communs, moyennant une redevance de 2 lei par tête de gros bétail (ou 2 lei pour 5 moutons). Dans les propriétés où il ne sera pas possible d'assurer la nourriture de ce bétail en surnombre, les maîtres (qui, en aucun cas, ne seront tenus de se dépouiller de leurs terres de culture) en aviseront les paysans à la Saint-Georges, pour que ceux-ci puissent conclure en temps utile des contrats avec d'autres propriétaires.

Enfin, la Commission s'avise que les paysans ont trop de porcs, et que ces animaux, qui vivent à peu près en liberté, causent beaucoup de dégâts aux champs des voisins. Elle propose de fixer le nombre des porcs exempts de redevances à 5 seulement par ménage de paysans. Pour le surplus, il sera versé annuellement au propriétaire 1 leu par porc. Le Règlement Organique n'avait pas fixé de statut pour ces hôtes indiscrets, et les paysans, sans doute, ne se faisaient pas faute, profitant du silence de la législation, d'en élever un aussi grand nombre que possible pour se procurer l'hiver de la viande à bon compte. Mais voilà que les grognements de leurs utiles compagnons de misère ont frappé les oreilles sensibles des boïars. A quand les taxes pour le « pâturage » des poulets et des oies ? (1).

(1) A. L., I (1), 336-339.

Un groupe de sept députés proposa d'adopter le système suivant : Jusqu'à 7 têtes de gros bétail en plus des 5 qui reçoivent leur part réglementaire, le paysan aura la faculté d'affermir un pâturage suivant des conditions qui seront fixées par l'Assemblée. S'il a plus de douze têtes de bétail, la liberté des contrats sera respectée (1).

L'Assemblée, après discussion, affirma qu'il était impossible de concilier le projet du prince avec l'art. 140 du Règlement Organique, que les abus provenaient non de la rapacité des boïars, mais de l'intransigeance de certains fermiers « étrangers à l'intérêt véritable des propriétaires » et qu'il suffisait d'adopter les mesures suivantes : Les monastères, l'Etat ou les propriétaires conclueront librement les contrats avec les paysans pour le surplus du bétail, et lorsque les propriétés seront affermées, on inscrira les contrats dans les baux pour que les fermiers soient obligés de les respecter. Si les propriétaires et les paysans d'un même domaine ne s'entendent pas sur les termes d'un contrat, ces derniers pourront s'arranger avec d'autres propriétaires du voisinage. La seule modification au régime antérieur serait donc dans le fait que les contrats seraient signés par les propriétaires et, en aucun cas, par les fermiers, considérés comme seuls responsables des abus (2).

Le Prince, par un message du 4 juin 1840, adopta ces dispositions. Il se déclara satisfait du résultat obtenu. Il n'avait pas l'intention de limiter les droits de la propriété ni de faire une distinction entre propriétaires et fermiers, mais il voulait surtout qu'il fut admis en principe que les paysans n'avaient rien à payer pour le bétail en surnombre s'ils ne recevaient pas aussi une étendue de pâturage en plus. Or, ce principe était implicitement compris dans les décisions de l'Honorable Assemblée (3). Bon gré mal gré le faible Ghica se félicitait d'un résultat dont la médiocrité ne lui échappait pas.

L'année suivante, il revint à la charge avec un peu plus de

(1) *Ibid.*, 329.

(2) *Ibid.*, 330, rapport du 27 mai 1840.

(3) *Ibid.*, 331-332.

vigueur : « *L'année champêtre commençant le 23 avril à venir, et cette époque étant plus particulièrement le terme où se renouvellent les contrats par lesquels sur beaucoup de propriétés se trament et se préparent les abus...* », le Prince demande à l'Assemblée de bien vouloir se décider à prendre les mesures qui s'imposent.

« *...Aussi longtemps que le villageois, étant attaché à sa tenure et ne pouvant changer de domicile comme il le voudrait, se trouvera forcé d'accepter des conditions dictées pour les circonstances, que le Règlement n'a pas prévues, l'Etat tolérera d'autant moins [les pratiques antérieures] que précisément ceux qui augmentent le produit de leurs propriétés avec le surplus de revenu qu'ils tirent de semblables contrats, et en dépit des appels à la justice que leur fait le gouvernement, persistent à garder le droit [de commettre] de semblables abus et osent, de plus, s'arranger pour que ces abus bénéficient de la complaisance de certains des fonctionnaires des départements* » (1).

Peu émue, l'Assemblée attendit jusqu'au 12 juin pour donner sa réponse au message princier. Elle y manifestait l'intention de s'en tenir à la lettre de la loi, et persistait à vouloir ignorer les abus auxquels pouvait prêter l'application de tel ou tel des articles du sacro-saint Règlement : Il peut certes exister des fermiers étrangers qui font preuve de rudesse, mais les propriétaires sont tous des anges. La réponse, entortillée à souhait, conteste le bien-fondé des accusations gouvernementales, puisque le prince lui-même a reconnu dans d'autres messages « *l'amélioration du sort des villageois, heureux résultat dû aux institutions existantes* ». Elle demande une enquête préalable pour savoir si les abus ont continué depuis les mesures prises l'année précédente, mesures que le Prince avait accueillies avec une si vive satisfaction. En attendant, pour que les fermiers ne puissent plus être accusés d'avoir fait signer de force des contrats onéreux, il suffira de décider que toutes les conventions sans exception seront conclues dans le cours du mois de janvier, rendues publiques dans les églises des villages et chez les

(1) Cette filandreuse déclaration est du 11 avril 1841. A. L., I (1), 333-334 et AN. PARL. X (1), 384.

notables, et que, si, jusqu'à la fin du mois de mars, personne ne vient déclarer qu'il y a eu contrainte, l'Administration les sanctionnera (1).

Le Prince réplique aussitôt en dénonçant la mauvaise volonté de l'Assemblée qui s'obstine à contourner la question : La distinction entre propriétaires et fermiers est une argutie insoutenable, puisque ceux-ci ne sont que les fondés de pouvoir de ceux-là. Le même contrat déclaré illégal quand il sera signé par un fermier sera donc considéré comme légal s'il est signé par un propriétaire ! Le gouvernement, qui reçoit des plaintes déchirantes, pense qu'il n'est plus temps de biaiser et que l'Assemblée doit prendre sans retard des décisions sérieuses. Qu'on enquête, certes, mais que la Commission d'enquête ait aussi le droit d'exiger la réparation des injustices passées. Et surtout qu'on ait le courage de compléter ou de modifier la loi « suivant les principes de justice et d'opportunité » (2).

La querelle, on le voit, s'envenime. Dans l'adresse du lendemain le ton s'élève : L'Assemblée ne cède sur aucun point et manifeste ses sentiments hostiles (3).

A bout de patience, le Prince lance un message où il annonce l'exécution des menaces voilées contenues dans ses précédents écrits. Il y joint la liste des plus énormes abus dont il a eu connaissance. Il montre que les hauts fonctionnaires donnent l'exemple des passe-droits et des exactions. Ces faits « sont une conséquence certaine de la valeur morale des classes dont sont issus ces fonctionnaires ». Dans ces conditions, comment exercer un contrôle administratif ? Si l'on ne donne pas aux paysans les moyens de se défendre eux-mêmes, l'esprit de la constitution sera certainement faussé. « *Aussi longtemps que le corvéable, lequel ne peut quitter sa tenure que dans un nombre restreint de cas, n'aura pas la liberté de repousser les exigences du propriétaire, peut-on concevoir la pos-*

(1) *A. L.*, 334-338 ; 12 juin 1841.

(2) *Ibid.*, 338-341 ; 16 juin.

(3) *Ibid.*, 341-343.

sibilité de contrats au gré des intéressés ? » ...Aussi « nous n'attendrons plus de l'Assemblée générale l'éclaircissement que nous lui avons demandé » ; le gouvernement mettra ordre à tout cela, et « ...nous ordonnerons la réparation qui est due aux corvéables opprimés dès que nous recevrons les pétitions » (1).

Il était impossible de procéder autrement puisque les oppresseurs en question avaient certainement des parents à l'Assemblée. Le faible Ghica a-t-il rempli le programme d'épuration, de surveillance et de réparation qu'il annonçait dans son message ? Des faits ultérieurs que nous citerons dans un autre chapitre nous prouvent que non. Mais il eut au moins le mérite de reconnaître les défauts du régime social en vigueur depuis 1831 et d'essayer avec beaucoup de grandeur d'âme de venir en aide aux travailleurs de la terre victimes de leur ignorance ou de leur faiblesse. Moines rapaces, boïars hypocrites, fermiers généraux voleurs et cruels, hauts fonctionnaires complices des forbans qui leur fournissent de beaux pots-de-vin, tous les « *ciocoi* » qui pressurent le corvéable au nom d'une loi dont ils sont les auteurs et qu'ils interprètent sans contrôle possible, seront les ennemis implacables d'un prince qui a osé signaler leurs torts. Ils mettent tout en œuvre pour le renverser.

Comment Alexandre Ghica aurait-il obtenu la suppression des abus dans les propriétés des particuliers et des monastères quand, sur le domaine même de l'Etat, son action modératrice était battue en brèche par l'Assemblée valaque ? Le domaine de Giurgiu était affermé tous les sept ans. Le renouvellement du bail devant avoir lieu en 1841, le prince en profita pour y insérer la clause suivante :

J. « *Pour les bestiaux que chaque villageois aurait en plus du nombre de 5 fixé par le Règlement organique, et pour la nourriture desquels il est obligé de faire un contrat, si les villageois (possesseurs) de ce surnombre peuvent les entretenir sur l'étendue du pâturage réglementaire qu'on n'ait la faculté de les inquiéter par aucune exi-*

(1) *Ibid.*, 345-346.

gence; et, si les villageois veulent prendre du terrain en plus de ce que leur donne le Règlement, ce terrain sera arpenté et ils devront payer 4 lei par arpent... ».

« Le bétail qu'un villageois possède en surnombre ne peut excéder 10 têtes. En outre, le fermier ne devra exiger des paysans qui prendront un surplus de terre labourable que la dîme du produit (1). »

Par ces conditions très libérales, l'Etat entendait améliorer la situation des paysans de son domaine et favoriser l'extension des surfaces cultivées. Mais on pouvait prévoir que les paysans réclameraient beaucoup de terre arable, plus sans doute qu'ils ne pourraient en labourer eux-mêmes, puisqu'un paragraphe vague de la décision princière leur donnait la faculté d'en obtenir tant qu'ils en désireraient moyennant une simple dîme. Dans ces conditions, il allait être difficile de trouver un fermier général et l'Etat n'allait pas tirer grand profit de son domaine de Giurgiu.

La Commission administrative fut d'avis de rejeter ce § J et de le remplacer par un autre texte :

« Si les villageois veulent un pâturage plus étendu et suffisant pour y faire paître le bétail qu'ils auront en plus de la quantité prévue par le Règlement, alors le fermier devra faire contrat avec eux pour la rente de ce terrain suivant le nombre de têtes de bétail : cette rente ne pourra pas dépasser annuellement le prix de 2 lei 1/2 par tête de gros bétail et 10 paras par tête de petit bétail... ». « Si parmi les corvéables du domaine il y en avait qui voudraient cultiver de la terre arable en plus des arpens fixés par le Règlement, le fermier et les corvéables seraient tenus chaque année de conclure par écrit les susdits contrats, soit en travail soit en espèces et trois mois avant le commencement des travaux du printemps, en indiquant en même temps l'emplacement des terres qui seront concédées. Ces contrats devront se faire sous le contrôle et la surveillance du Ministère des Finances pour que le corvéable ne soit pas lésé » (2).

L'Assemblée ayant adopté cette modification, le prince soumit

(1) *Ibid.*, 350-351 et R. R., II, 167, mais, au lieu de *osebit loc « pentru pogoanele »*, lire « *peste pogoanele* ».

(2) A. L., I (1), 364.

le § J à une nouvelle délibération. Il fit remarquer que le texte voté abolissait en fait le droit du paysan d'élever du bétail en surnombre sur l'étendue même du pâturage réglementaire. Ainsi, l'Assemblée ne tiendrait pas compte d'une décision prise par elle dans ce sens en 1840 et communiquée aux intéressés. En ce qui concerne le pâturage que le fermier serait tenu de donner aux paysans moyennant une redevance fixée à 2 lei 1/2 par tête de gros bétail, tout en reconnaissant à cet égard les bonnes dispositions de l'Assemblée, le Prince faisait observer que l'étendue de terrain qui serait donnée par tête de bétail n'était pas fixée dans le projet en question : Par cette invraisemblable négligence, le fermier serait donc libre de donner au paysan la quantité de terre qu'il voudrait pour les 2 lei 1/2 que ce dernier paierait obligatoirement !

En ce qui concerne la 2^e partie du paragraphe, le Prince faisait observer que le texte de l'Assemblée n'indiquait pas si le fermier pouvait demander une redevance supérieure ou simplement égale à la dîme réglementaire (1). Observons au passage que le texte est pourtant clair : le paragraphe modifié ne prévoit que des arrangements de gré à gré.

Au lieu d'examiner avec conscience les amendements proposés par le prince, l'Assemblée continue ses chicanes : Elle estime que sa rédaction du § J (1) est limpide et qu'elle doit être maintenue sans modifications. Quant au § 2, elle se gardera bien de le préciser, car ce qu'elle a voulu c'est respecter le principe de la liberté des contrats. Ceux des paysans qui ne seront pas contents des conditions faites par le fermier n'auront qu'à s'entendre avec les propriétaires du voisinage, comme cela se fait ailleurs (2). L'Assemblée, on le voit, n'a pas l'intention de donner aux tenanciers des domaines de l'Etat des avantages d'où résulterait une concurrence avec les propriétés particulières.

Le successeur du prince Ghica se le tint pour dit. La seule mesure qu'il prit pour réglementer les fermages concernait les biens

(1) *Ion.*, 370, message du 5 fév. 1842.

(2) *Ibid.*, 272-273 ; 14 fév. 1842.

ecclésiastiques. Le statut établi en 1845 pour le fermage de ces propriétés comprend l'article suivant :

« Là où la propriété sera d'une étendue suffisante et où les habitants voudront des terrains de culture et de fauche en plus de leur part fixée et réglementée, le fermier qui aura trop de terre pour son usage sera tenu d'en donner autant qu'ils voudront. Pour ces terrains, il ne pourra exiger que l'une des conditions suivantes au choix des habitants : ou bien une double dîme sur la terre en question, ou bien la dîme ordinaire et un jour de travail à bras pour chaque arpent supplémentaire. Le fermier ne pourra donner à un étranger une « main » de terre dépassant l'étendue légale avant qu'il n'ait préalablement satisfait les villageois résidant sur cette propriété suivant leurs désirs exprimés en temps voulu. Interdiction est faite au fermier de chasser les paysans corvéables des champs ou prés défrichés à la hache par eux ou par leurs parents... Pour les bestiaux que chaque villageois aura en plus du nombre de 6 prévu par le Règlement, le fermier sera tenu d'assurer leur nourriture par une étendue de pâturage conforme aux besoins de ce surplus, (et) pour cela les villageois paieront une fois l'an 2 lei par tête de gros bétail et 10 paras par tête de petit bétail. Après le fauchage et la mise en tas des céréales et du foin des champs, prairies et marais, tout le bétail, qu'il soit réglementaire ou en sur-nombre, sera libre de paître l'été, les pâturages et les marais sans redevance, toutefois en se gardant de piétiner les labours d'automne et, au printemps, le bétail ne sera libre de paître en ces lieux que jusqu'au 15 mars. Cependant, les bœufs de joug, aussi longtemps qu'ils seront employés au labourage, seront libres de paître dans le voisinage de leurs labours sans redevance, à charge pour les paysans de les garder pour qu'ils ne piétinent pas les champs ensemencés et qu'ils ne se répandent pas dans les prairies, auquel cas ils seraient astreints à dédommagement envers le fermier et, en outre, réprimandés (1). Le compte du gros bétail se fera à la Saint-Georges, celui du petit bétail aux Saints Apôtres ; les veaux jusqu'à un an seront dispensés de redevance ; la deuxième année on en comptera deux pour un bœuf, et

(1) Ce qui veut dire qu'ils recevront des coups de bâton.

la troisième année ils entreront dans le compte du gros bétail. Les paysans sont libres d'élever des porcs autant qu'ils voudront. Deux porcs seront exempts de la taxe de pâturage, et le reste, à partir d'un an, sera soumis à une taxe de 60 paras par an (1). »

Ce statut, fort bien conçu et clairement rédigé, était conforme à l'esprit des projets de Ghica. Mais il s'agissait seulement des biens ecclésiastiques. Pour les propriétés des boïars, Bibesco se garda de mettre à l'étude la moindre réglementation des fermages.

Les fermiers généraux fixaient donc à des prix fabuleux la concession des terrains dépassant l'étendue réglementée et ces spéculations leur paraissaient si bonnes qu'ils forçaient à en prendre les paysans qui n'en avaient pas besoin. Voici ce qu'écrivait un chroniqueur du temps :

« On peut évaluer pour les 4.000 villages qui couvrent la Valachie à 16 millions de piastres au moins les abus auxquels donnent lieu les arrangements forcés de fermier à paysan. Ces abus ont déjà pris les formes régulières d'un impôt. Ce n'est plus tel ou tel individu dans un village qui, ayant besoin d'une plus grande portion de terre que celle accordée par la loi, se voit forcé de passer par les conditions les plus onéreuses que lui impose le fermier, mais c'est tout le village, et les paysans, même de troisième classe qui ne cultivent point la portion de terre accordée par la loi, qui sont obligés de payer pour un excédent de terre qu'ils ne demandent et ne prennent point. Et cela se fait ouvertement, au vu et au su des autorités, qui se font les exécuteurs pressés et salariés de ce nouvel impôt personnel (2). »

Voilà où conduisait le principe de la « liberté des contrats », principe qui eût été soutenable si le paysan avait été bien pourvu par le Règlement Organique et surtout s'il avait eu la faculté de se transporter sur une propriété à son choix ; mais, comme nous allons le voir, les boïars n'étaient pas plus disposés à faciliter ces déplacements.

(1) A. L., I (1), 440-441.

(2) B. A., *La Valachie sous le prince Bibesco*, p. 148.

d) LE DROIT DE CHANGER DE RÉSIDENCE

Kisselef avait réussi à faire proclamer formellement la liberté individuelle du paysan roumain. Mais il avait rencontré dans la discussion des principes mêmes beaucoup de résistance, et il avait dû admettre bien des conditions restrictives. Il apparaissait comme certain que les propriétaires ne considéraient encore leurs paysans que comme des serfs et qu'ils exigeraient à l'avenir l'application très sévère des conditions requises pour que l'un quelconque d'entre eux pût se transporter sur une autre propriété.

Un cas particulier permet d'apprécier cet état d'esprit. En 1842, en Moldavie, une propriété se trouva contestée entre le baron I. Mustatza et l'écuyer Ivan Gherghel. Le premier perdit son procès. Aussitôt, 41 familles de paysans du domaine en question vinrent s'établir sur une autre terre appartenant à Gherghel, ainsi qu'elles en avaient le droit, les deux terres formant désormais la même propriété. Mais Mustatza, ayant fait appel, réussit à se faire rétrocéder une partie du domaine contesté ; il demanda alors d'y ramener les paysans qui récemment s'étaient établis ailleurs. Le Conseil administratif, saisi de la question, fut d'avis que, du moment que la terre, donnée en vertu du premier jugement à Gherghel, l'avait été « *avec ses habitants* », il importait « *que ceux-ci retournent en ce lieu* ». Le prince Sturdza, moins soucieux de la lettre que des principes de la Constitution, ordonna au contraire que les villageois décideraient eux-mêmes s'ils retourneraient à leur ancienne résidence ou s'ils resteraient à la nouvelle « *étant donné que les paysans moldaves sont libres et non attachés aux propriétés* » (1).

Proclamer le contraire eût été créer un précédent grave et reconnaître, ainsi que le désiraient certains grands propriétaires, que le paysan était en principe attaché à la glèbe, le droit de mutation ne lui étant reconnu que dans des conditions particulières prévues par le Règlement et à titre purement exceptionnel.

(1) MAN. ADM., II, 23-23, et F. 536.

Aussi bien la loi était-elle d'une application difficile, car il eût fallu une nuée de gendarmes pour empêcher les pauvres gens de déménager à la cloche de bois. Le printemps invite aux voyages ; c'est l'époque des plus lourdes corvées ; on attend aussi l'agent du fisc ; ouste ! suivons les chardons qu'emporte le vent de la steppe ! Le bagage est vite fait. On rit en se représentant d'avance la mine déconfite de l'arendache et les yeux courroucés du boïar.

Les pressantes doléances des propriétaires s'amoncellent dans les bureaux du prince, qui ne sait vraiment à quel filet prendre les oiseaux volages. Mais une belle circulaire timbrée aux Armoiries de l'Etat ne suffira-t-elle pas à contenter les « hommes à barbe ? » Voici celle où Mihail Sturdza, en mars 1844, décide très gravement « d'empêcher absolument les paysans de se transporter d'un lieu à un autre, à l'exception de ceux qui auront la permission du Ministre des Finances ; et aussitôt qu'il adviendra qu'un habitant « déserte » un village, se mettre à sa poursuite et, conformément à la loi... qu'on l'arrête pour l'exemple... » (1).

Mais, pour appliquer de pareilles lois, n'eût-il pas fallu une administration perfectionnée, nombreuse, et d'une intégrité éprouvée ? Or, si l'Etat percevait des impôts pour faire respecter les lois, les fonctionnaires percevaient des « bacchiches » (pourboires) pour les éluder, et, tout compte fait, pour le paysan qui désirait exercer son droit de mutation, le bacchiche coûtait moins cher que les taxes prévues par le Règlement Organique.

Pour retenir les paysans dans leurs villages, le gouvernement comptait beaucoup plus sur la surveillance des villageois eux-mêmes que sur l'action de sa police. Les villages, solidairement responsables de la levée des impôts, avaient intérêt à éviter les fuites, qui auraient eu pour conséquence de reporter sur une population diminuée des charges globales invariables. Mais la mesure avait sa contre-partie, car les villages avaient aussi intérêt à « débaucher » les habitants des autres propriétés pour grossir le contingent de leurs contribuables, à condition toutefois qu'il y eût assez de terre

(1) MAN. ADM., II, 26, et F. 536.

pour tout le monde. L'art. 103 du Règlement valaque interdisait aux villages de recevoir les nouveaux venus sans exiger d'eux la justification de leur mutation et la preuve qu'ils avaient bien rempli toutes leurs obligations avant de partir. Si le nouveau venu ne s'était pas acquitté complètement, le village devait le faire ramener chez l'ancien propriétaire, ou payer à ce dernier tout ce qui était encore dû. Le propriétaire convaincu d'avoir attiré des paysans d'un autre domaine paierait le double de ce que l'ancien maître était en droit d'exiger de l'émigrant, il verserait au village la capitation et à l'Etat les années d'impôt exigibles.

Peine perdue, car le boïar de la plaine, qui a de grandes étendues de terres vides, a tout intérêt à risquer de payer ces taxes, pour lui peu onéreuses, et à gagner des travailleurs.

De plus, le Règlement, rédigé un peu vite, était difficilement applicable, une foule de cas particuliers restant dans l'ombre. Les paysans avaient-ils le droit de s'établir librement dans les villes ? Le Règlement n'avait prévu que les transferts de propriété à propriété ; et les villes libres (« slobode ») s'administraient elles-mêmes sous le contrôle théorique de l'Etat. Disposé à favoriser le développement du commerce et de l'industrie, le gouvernement ne pouvait s'opposer à une interprétation large du Règlement sur ce point particulier.

La question se posa en Valachie en 1837. Le Conseil décida que les paysans pourraient, en remplissant les formalités prescrites par l'art. 144, se transporter dans les villes « libres » si, par des actes formels, ils acquéraient des propriétés dans la banlieue de ces villes par héritage ou par achat », et non par emphytéose, et si la propriété comportait une maison (1). La décision ne mentionnait pas le § f de l'article, qui interdisait les déplacements en groupes de plus de deux familles.

Les paysans protestèrent. La décision gênait particulièrement ceux qui étaient grevés de lourdes dettes auxquelles ils espéraient se soustraire en déménageant clandestinement (2). On s'aperçut

(1) R. R., II, 170, et A. L., I (1), 398.

(2) AN. PARL., VII (1), 391.

quelques mois après que beaucoup de corvéables de Giurgiu et de Turnu, domaines d'Etat, manquaient à l'appel (1). D'autres, provenant de différents districts, s'étaient transportés dans la capitale, soit individuellement, soit en groupes, sans remplir les formalités requises et sans que le Ministère des Finances en fût averti, ce qui prouvait une connivence entre les fugitifs et les fonctionnaires locaux.

Ces « fuites » lésaient les intérêts des propriétaires qui appréciaient de plus en plus les avantages de la main-d'œuvre gratuite, et dont les propriétés avaient une valeur dépendant beaucoup plus du nombre des corvéables que de l'étendue du terrain. Dix membres de l'Assemblée générale de Valachie déposèrent à ce sujet un projet détaillé.

La proposition contient une critique féroce de la décision du Conseil en date du 30 octobre 1837 : « *C'est de là que découle le mal des mutations qui se manifeste dans toute son ampleur. C'est depuis ce temps-là que le pays se prive des laboureurs travaillant sur de vastes champs pour en faire des paysans-citadins, au grand préjudice et embarras des vrais citadins. C'est depuis ce temps-là qu'on perd de vue l'encouragement et le progrès de l'agriculture, à une époque où, en considération de l'étendue du pays, la nécessité s'impose de multiplier les bras laborieux des hommes de la terre et non la misère des bourgs et des villes* (2), et enfin, en vertu de cette décision, aujourd'hui le propriétaire sans soutien se voit menacé de perdre ses moyens d'existence, en face du propriétaire puissant et astucieux... » Le projet tend donc à faire supprimer la décision du 30 octobre 1837. Une enquête serait faite sur tous les changements de résidence effectués depuis 1838 et l'on ramènerait de force les paysans qui se seraient déplacés sans remplir les conditions légales (3).

La Commission administrative développa le projet (4), et l'Assemblée en accentua encore la rigueur (5). Elle demanda de sur-

(1) A. L., I (1), 391.

(2) Notre traduction respecte le style du document dont la correction est évidemment contestable.

(3) A. L., I (1), 400-401, 19 fév. 1842.

(4) *Ibid.*, 401-406.

(5) *Ibid.*, 407-412.

veiller les autorités locales, instigatrices de ces mouvements, et de révoquer ceux des fonctionnaires qui avaient fait fléchir le § f, lequel punit les propriétaires qui attirent chez eux les paysans des autres domaines par des promesses fallacieuses.

Le prince Grégoire Ghica fit à ces boïars exaltés une réponse pleine de bon sens. Il montra que les réclamations de l'Assemblée ne pouvaient se fonder sur le Règlement Organique : Les art. 102 et 103 ne visent qu'à assurer l'intégrité des revenus de l'Etat. La décision du 30 octobre 1837 n'est qu'une mesure administrative qui ne diminue pas les revenus de l'Etat et qui n'est pas en contradiction avec les articles 64 et 144 du Règlement. Ces articles ont été faits simplement pour stabiliser la population, sans restreindre sa liberté. Or, quand un citoyen achète une terre, on ne peut l'empêcher d'en jouir, et par conséquent de s'y établir ; loin de favoriser les migrations, on favorise ainsi la stabilisation, « puisque personne ne peut être plus stable que sur sa propriété personnelle ». Enfin, loin d'entraver les progrès de l'agriculture, l'accession à la petite propriété contribue au contraire à l'amélioration matérielle et morale de la classe paysanne. L'Etat ne peut s'opposer à des opérations faites librement sous forme de contrats bilatéraux. Il respecte scrupuleusement l'esprit du Règlement Organique qui garantit la liberté du paysan roumain, « principe sacré et intangible ». Il ne peut qu'astreindre les villageois établis ainsi sur le territoire des villes, à toutes les charges des citadins (0).

L'Assemblée persista dans ses prétentions, mais elle changea ses batteries. Elle déclara très fort que son intention n'était pas de nier la liberté du paysan, mais qu'elle voulait à tout prix éviter l'exploitation de naïfs travailleurs qui se laissent attirer par les belles promesses de propriétaires avides, et qui, au lieu d'améliorer leur sort, tombent ainsi dans des pièges grossiers. C'est pourquoi elle réclamait avec insistance l'application du § f de l'art. 144 qui interdisait les déplacements en groupes et punissait les propriétaires qui attiraient chez eux des paysans par des promesses fallacieuses.

(1) *Ibid.*, 412 sq. ofis domnesc, 20 mai 1842.

Elle suppliait le prince d'employer toute son énergie pour faire respecter intégralement le statut des populations rurales (1).

Le prince Ghica n'en fit rien et sa douce obstination en cette matière fut une des raisons de l'hostilité farouche des grands boïars, de la campagne de calomnies qui fut dirigée contre lui en Valachie et à l'étranger, et de sa déposition quelques mois après. Ce prince de peu d'énergie, mais d'une certaine clairvoyance, voyait bien à quels excès les propriétaires se laisseraient entraîner si l'Etat ne protégeait pas un peu la classe paysanne. Les réclamations des maîtres de la terre tendaient à développer les avantages obtenus au moment de l'occupation russe même si cette politique était contraire à l'intérêt national.

En parlant ici de l'intérêt national, nous n'employons pas un vain mot : Les exigences des boïars tendaient à faire des Principautés roumaines des pays purement agricoles, peuplés de paysans sans initiative et sans contact moral avec le monde de l'intelligence ou des affaires. Une masse rurale, dépositaire des traditions, de l'art et de la pensée des daco-romains et réduite à une vie végétative ; au-dessus, sans transition, sans liaison possible, une classe de citadins originaires de l'étranger, parlant une autre langue, portant l'habit allemand et ne connaissant à peu près rien de la poésie, de l'art et des coutumes de la vraie Roumanie, une division en castes fermées, un déséquilibre inévitable de la structure de la nation, réduite pour toujours à l'état de colonie d'exploitation ; voilà la conception à laquelle se sont arrêtés les boïars en ce qui concerne leur patrie. Au nom de lois récentes, et en vertu de privilèges dont ils ne veulent sacrifier la moindre parcelle, les propriétaires estiment fort bon que la Roumanie reste un pays rural, pourvu de quelques rares marchés où les vrais roumains ne pourront s'établir !

Écoutons-les : « *C'est la loi depuis les temps anciens, loi consacrée par l'observance de la coutume et par la pratique des faits, que quiconque veut fonder sur sa propriété un marché ou des villages (jadis*

(1) *Ibid.*, 416 sq., 4 juin.

appelés « francs ») présente une requête au gouvernement, et que le gouvernement lui remette une charte princière, également de son bon gré, en stipulant qu'il l'accorde à cette catégorie d'hommes amenés de l'étranger, et que l'Etat les dispense de dîme et de toute autre redevance pendant tout le temps fixé par la charte. Cette loi, le Règlement Organique ne l'a pas abrogée; au contraire, en considérant comme indésirables les fréquentes mutations et en fortifiant les nouvelles dispositions législatives pour la stabilisation des villages, il a attesté qu'on ne doit pas faire ainsi des bourgs et villages nouveaux de villages déjà organisés » (1).

Or, il se produisait à cette époque des migrations de la campagne vers la ville. Ce mouvement est attesté par les mêmes documents. Ainsi, le territoire de Bucarest avait reçu de nombreux paysans désireux de venir y exercer de petits métiers (2). Des villages entiers des départements de Slam Rîmnic, de Buzău et de Ialomița s'étaient transportés sur la terre de Cioroiu, appartenant à l'intendant princier Roset, qui en avait fait le bourg de Rozeții. D'autres avaient peuplé le domaine d'Alexandria où des terres leur furent cédées par des étrangers. D'autres étaient venus s'établir dans les faubourgs de Braïla (3).

Il y avait là une tendance très intéressante, qui aurait pu aboutir à la longue à la création d'une classe moyenne roumaine se livrant à l'industrie et au commerce, et capable, quand elle aurait eu suffisamment de ressources, de contribuer à élever le niveau intellectuel et moral des campagnards. Peu à peu, les Principautés auraient pu, en variant leur activité économique, se mettre à l'abri de fléaux, comme crises agricoles, mévente, fuite des capitaux, et diminuer le tribut payé à l'étranger par suite de l'importation des produits manufacturés; surtout elles auraient donné au paysan roumain l'impression qu'il était libre de choisir son métier. Il ne serait pas resté la simple bête de somme à la merci de trafiquants étrangers vivant comme des parasites sur un corps sain

(1) *Ibid.*, pp. 399-400.

(2) *Ibid.*, 413, message de Ghica.

(3) *Ibid.*, 399.

qui avait ce qu'il fallait pour se développer en beauté et en force. L'esprit étroit et la rapacité de la classe dirigeante fermait au pays ces perspectives d'avenir.

B. — La lutte contre les abus des propriétaires et des fermiers

a) LA FIXATION DES MESURES DE LONGUEUR ET LA RÉGLEMENTATION DES AMENDES

Si le Règlement Organique avait été appliqué avec conscience et bonne foi, les paysans auraient pu jouir au moins d'une certaine sécurité qui aurait apaisé les cœurs. Mais les *ciocoi* ne perdirent aucune occasion de duper le manant. Une des canailleries les plus courantes consistait à employer des perches (*prăjini*) plus longues que la mesure réglementaire pour mesurer les étendues de terrain que les corvéables devaient cultiver pour le compte des maîtres, et des perches plus courtes pour mesurer les tenures des paysans ou les terres qu'on leur donnait à ferme. Michel Sturdza fit distribuer aux villages des *main*s légales destinées à étalonner les instruments de mesure, qui durent être « d'un seul bois et sans rallonges ». Une circulaire du 21 mai 1837, d'un style naïf et filandreux, multipliait les imprécations contre ceux qui oseraient enfreindre les règles (1). Mais les tyrans de village ne se laissèrent guère impressionner par les menaces princières (2). Radu Rosetti affirmait que, en 1907, l'abus n'avait pas encore disparu, que, lorsque la mesure était exacte, les arpenteurs savaient la « lancer » comme il convenait et qu'ils étaient récompensés en proportion de leur habileté en la matière ! (3).

Il suffisait souvent d'appliquer à la lettre des règlements obscurs et des coutumes périmées pour rançonner impunément le vilain. C'est ainsi que les *ciocoi* capturaient sans pitié le bétail

(1) A. L., I (165-266).

(2) En Valachie on prit quelques mesures analogues : ainsi des aunes et des boisseaux (*coturi*, *banite*) furent distribuées. BUL. OF., 1843, n° 107, et 1845, n° 26.

(3) R. R., II, 82.

qui s'est enfui des villages limitrophes et, sous prétexte de se dédommager des dégâts éventuels, infligeaient aux propriétaires de ces bêtes vagabondes des amendes de 8 à 12 lei par tête d'animal. Le boïar fixait l'amende à sa guise : en la circonstance, il était à la fois législateur, juge et partie. Et cependant, il n'y avait jamais eu en Roumanie de justice féodale !

Le prince finit par se fâcher et fit distribuer à ses préfets une circulaire où il rappelait le droit fondamental de l'Etat, en ordonnant aux autorités locales de faire rembourser les amendes infligées par des particuliers(1). Soixante ans après l'abus existait encore !(2).

b) LA RÉGLEMENTATION DES CORVÉES

Le rachat des corvées était aussi l'occasion de contestations nombreuses. Au lieu de faire dresser à intervalles réguliers des prix obligatoires applicables à tout le pays, les Règlements Organiques avaient à cet égard énoncé des règles peu précises.

En Moldavie, il y est dit (art. 122) que « *Si le propriétaire n'a pas de travail sur sa propriété pour employer les villageois, il pourra les employer aussi, sans rien leur rabattre, sur les autres propriétés distantes de 4 heures au maximum ; ou bien il se dédommagera en argent suivant les prix courants de chaque localité. L'Assemblée Générale ordinaire dressera chaque année le tableau des prix moyens qui ont eu cours dans chaque localité pendant l'année écoulée, pour que, en cas de procès, ces prix puissent être pris comme base incontestable par les tribunaux...* ».

Chaque mois, les préfets devaient envoyer au ministère le tableau des prix courants dans leur département ; mais ils accomplirent cette tâche avec beaucoup de négligence. On ne trouve pas trace par exemple des tableaux des départements de Covurlui et de Vaslui. Michel Sturdza, de son côté, se garda de trop intervenir pour n'avoir pas à mécontenter les boïars, dont l'opposition, bien vue des Russes, pouvait compromettre gravement l'équilibre de

(1) En 1845, A. L., I, 285-286.

(2) R. R., II, 92-93.

son trône. Par un acte du 1^{er} septembre 1844, il interdit au Conseil administratif de s'occuper désormais des contestations entre propriétaires et paysans, estimant les tribunaux seuls compétents en la matière (1). Or, les juges soutenaient leurs parents et généralement les hommes de leur classe dont ils partageaient les sentiments et dont ils se gardaient bien de refuser les pots de vin. Dans ces conditions, on conçoit l'inutilité de ces « *tableaux de prix moyens* » et des abus dont les paysans avaient à souffrir sur certaines propriétés.

Les jours de corvée exigés par les propriétaires ou par les fermiers excèdent souvent le nombre fixé par la loi. Leur prix de rachat, quand il y a lieu, n'est nullement en relation avec les tableaux officiels, et ces tableaux d'ailleurs indiquent toujours des chiffres trop élevés car il est très rare à cette époque que l'on fasse appel au travail salarié. Lorsqu'on a besoin de main-d'œuvre, on réclame un travail supplémentaire en échange d'une étendue de terre fournie aux paysans en plus de leur tenure et il se trouve toujours des travailleurs disposés à accepter ces conditions. Lorsque le travail est payé, c'est que la population est trop faible ou que des travaux spéciaux exigent l'importation onéreuse d'ouvriers du dehors. Dans ces conditions, les prix du travail tels qu'ils sont recensés par les préfets sont d'une hauteur exceptionnelle. Les appliquer aux paysans pour le rachat des corvées est déjà un abus.

On ne s'aperçoit en haut lieu de la misère des campagnes que lorsque les corvéables passent la frontière. En 1840, ceux du village de Tabara s'enfuient en Bessarabie, et le consul russe, saisi d'une réclamation, répond deux ans plus tard que ces familles ont émigré pour échapper aux cruelles vexations dont elles souffraient en Moldavie, particulièrement aux corvées sans nombre et à la difficulté qu'elles éprouvaient pour se procurer des moyens d'existence (2).

(1) MAN. ADM., I, 32.

(2) F. p. 535.

Si, en janvier 1845, Michel Sturdza rappelle encore ses sujets à l'observance rigoureuse des dispositions réglementaires, s'il autorise les paysans à lui envoyer des délégations pour lui exposer leurs doléances (1), ce n'est qu'une vaine mesure destinée à calmer ses scrupules à peu de frais.

En Valachie, la surveillance fut un peu plus active. L'art. 142, § 13 du Règlement valaque était d'ailleurs un peu plus précis que l'article 122 du Règlement moldave cité plus haut : Si le propriétaire exige le rachat de la corvée, *« ces jours seront payés en argent d'après les prix courants de la localité. Pour que, dans l'éventualité d'un procès, les tribunaux puissent les prendre comme base, l'Assemblée Générale Ordinaire dressera tous les trois ans les prix moyens de chaque localité d'après ceux qui ont eu cours dans la dernière période triennale. Ces prix serviront de base dans les contestations qui se produiront entre propriétaires et corvéables... mais seulement jusqu'à concurrence des 2/3 du prix arrêté... »*.

Cédant aux suggestions de Kisselef, l'Assemblée valaque avait fait preuve de conciliation en 1832 en adoptant des taux très modérés pour le rachat des corvées pendant la première période triennale : 1 lei 1/2 pour la journée de travail à bras ; 2 lei 1/2 lorsque le paysan devait amener une charrette et deux bœufs ; 3 lei s'il devait amener quatre bœufs. En 1835, quand il fallut renouveler le tarif, le ministère de l'Intérieur présenta un nouveau tableau des prix en usage pendant les années 1932, 1933 et 1934 pour le travail salarié (2). On constata que ces prix avaient beaucoup augmenté. La moyenne s'est chiffrée à 2 lei 14 bani pour la journée de travail à bras, de 8 lei 26 quand le travailleur amène deux bœufs, à 13 lei 113 quand il en amène quatre. Cette hausse de prix s'explique étant donné que la surface emblavée croît, que les propriétaires ont intérêt à se procurer à tout prix des ouvriers qui lui permettront de récolter un grain qu'ils vendront cher en Occident, que la main-d'œuvre enfin, à la suite des guerres et des épidémies, reste rare. D'ailleurs, il faut répéter que ces prix sont exception-

(1) *Ibid.*, p. 400.

(2) Publié dans A. L., I, (1), pp. 292-304

nels, le système du paiement en travail étant le plus généralement usité dans les campagnes où l'argent est rare ; la situation à cet égard est la même en Moldavie et en Valachie. Faut-il pour cela augmenter le prix de rachat des corvées ? L'exécution d'une telle mesure eût créé une grande agitation dans la Principauté, car précisément l'année 1835 s'annonçait mauvaise. Aussi l'Assemblée par « philanthropie » (*pentre iubirea de om*) eut-elle la sagesse de conserver l'étalement de 1832 : 1 1/2, 2 lei et 3 lei. Décision « digne de louange » (*prednică de laudă*), écrit le prince Ghica.

Je ne sais pourquoi on attendit ensuite l'année 1840 pour dresser le tableau de la période triennale suivante. La statistique attesta encore une augmentation sensible des prix (1) et, comme les conditions n'étaient plus les mêmes qu'en 1835, l'Assemblée demanda une modification du tarif, avec beaucoup de modération d'ailleurs. Le gouvernement, d'accord avec elle, n'éleva que le prix de la journée de travail à bras qui fut porté à 70 paras (2).

En 1843, l'examen des tableaux des prix des trois années précédentes montre que la valeur de la journée de travail a généralement baissé. On note les chiffres suivants :

Travail à bras : 2 lei 13 paras.

Travail avec deux bœufs : 4 lei 30 paras.

Travail avec quatre bœufs : 8 lei 20 paras (3).

Toutefois, comme les tarifs de rachat avaient été établis en 1840 à un taux très bas, la Commission fut d'avis, en tenant compte des circonstances favorables, de modifier un peu le prix de la journée de travail. L'Assemblée accepta les taux suivants :

Travail à bras : 1 lei 20 paras.

Travail avec deux bœufs : 2 lei 10 paras.

Travail avec quatre bœufs : 3 lei 20 paras.

Le prix de la journée de travail à bras était donc légèrement diminué, tandis que celui des journées de travail avec bœufs

(1) Tarif de 1835 dans A. L., I (1), 304 sq, et AN. PARL., V (3), 410. Tableaux de 1840 dans A. L., I (1), pp. 312-323.

(2) *Ibid.*, pp. 324-326.

(3) *Ibid.*, pp. 424-425.

subissait une légère augmentation. En outre, pour éviter que les paysans ne repoussent indéfiniment la date des corvées, dans l'espoir que le propriétaire, en désespoir de cause, leur permettrait avant la fin de l'année de se racheter, il fut décidé que la moitié au moins de ces jours de corvée serait fournie en travail. Cette clause ne pouvait pas être désagréable aux paysans puisque, si réellement le propriétaire n'avait absolument rien à leur faire faire sur son domaine, il devait se contenter de la moitié de la somme représentant le rachat des corvées. Le prince Bibesco sanctionna ces propositions (1).

Mais cette réforme, qui fut annoncée à grand fracas, était en réalité de peu d'importance, car les cas où le propriétaire demandait aux paysans le rachat des corvées légales étaient devenus extrêmement rares. L'évolution économique les amenait au contraire à attribuer à la main-d'œuvre une importance de plus en plus grande et à souhaiter pour le corvéable de nouvelles contraintes.

c) LA QUESTION DES DETTES

Les abus que nous venons de passer en revue résultent simplement de l'application de dispositions légales. Ceux qui nous restent à examiner sont fonction, soit de l'imprévoyance du paysan, soit des dures nécessités de la vie qui l'obligent à frapper à la porte des capitalistes ruraux.

Réduit à une condition précaire, le paysan n'a pas toujours les fonds nécessaires pour acheter des semences quand c'est nécessaire, pour renouveler son outillage, ou pour introduire quelque amélioration dans sa maison ou dans sa modeste exploitation. Il emprunte fréquemment de l'argent sans examiner les conditions qui lui sont faites et sans savoir s'il pourra s'acquitter en temps voulu. Au moment des échéances, il risque la saisie, ou bien la prolongation des créances à un taux usuraire. Il vend son blé en herbe, et le produit de son travail enrichit les financiers de village.

(1) A. L., I (1), pp. 436-439. Les paysans ont l'habitude de fournir leurs corvées à la dernière minute et d'un seul bloc. Les propriétaires se sont plaints. *Ibid.*, pp. 308-309, juillet 1837.

La question est la même dans les deux Principautés et les mesures prises furent insuffisantes dans l'une comme dans l'autre.

En Valachie, une circulaire du 14 août 1837 interdit de mettre sous séquestre les objets de première nécessité, par exemple les lits, les vêtements et les outils des laboureurs (1).

En Moldavie, le gouvernement constate que les paysans, pressés d'argent, ont trop tendance à vendre leur récolte à vil prix. Ils ne s'inquiètent pas des dépenses qu'ils seront obligés de faire ensuite pendant tout le courant de l'année. Parfois, ils ne prennent même pas la peine de retenir du grain pour leurs semences. Ils sont obligés d'en racheter au prix fort le printemps suivant. Par une circulaire du 10 novembre 1835, Michel Sturdza invite ses fonctionnaires à conseiller aux paysans de faire deux parts de leur récolte : qu'ils mettent de côté les semences et qu'ils ne se pressent pas trop de vendre le « surplus » pour qu'ils puissent en tirer un prix raisonnable (2). Pour inculquer aux paysans roumains des principes d'économie rurale aussi élémentaires, l'intervention d'un prince n'était pas de trop.

Quand le paysan emprunte de l'argent, il gage sa créance sur un travail à fournir.

« Il arrive à nos oreilles que beaucoup de particuliers prêtent de l'argent aux villageois et aux rezèches stipulent pour les intérêts des conditions ruineuses en travail agricole ou transports, travaux qui dépassent de beaucoup le taux légal d'intérêt, et que, les débiteurs ne pouvant accomplir ce travail écrasant qualifié d'intérêt..., leurs créanciers évaluant en argent le reliquat de ce travail l'ajoutent au capital et font souscrire de nouveau des billets aux villageois ; par ces procédés, les villageois sont peu à peu lourdement endettés et finissent par être écrasés par un travail continuel ou par perdre leurs terres s'ils sont rezèches... » Et, pour soulager la classe des travailleurs ruraux, le Prince, par un acte du 24 juin 1839, ordonne une révision des billets en prenant comme base le prix des journées de

(1) Bujoreanu : *Colectie de legi*, 491, n° 3.

(2) MAN. ADM., I, 396.

travail dans chaque département et à chaque époque de l'année (1).

La décision du Prince resta lettre morte et, cinq ans après, ce gouvernement s'inquiète encore des conventions passées pendant l'hiver, lorsque le pain manqua, entre les paysans et leurs bailleurs de fonds. Les conditions du remboursement en travail sont si dures que, par le jeu des nécessités économiques, si l'on n'y met ordre, un nouveau servage risque de devenir la règle dans les campagnes roumaines. Lorsque les paysans n'ont pas effectué leur tâche en temps voulu, par leur faute ou par celle du propriétaire, il serait juste de leur réclamer seulement le remboursement de la créance augmentée des intérêts, mais les créanciers les obligent à payer en argent le prix du travail à l'époque où ce prix est le plus élevé, et il n'apparaît pas que les juges aient gardé le moindre souvenir de la circulaire de 1839.

Saisi de la question, le Conseil Administratif fut d'avis qu'il fallait interdire le remplacement du travail par une somme d'argent, et que, si le paysan ne s'était pas acquitté en temps voulu, le préfet le forcerait à faire la tâche promise. Une tâche qui, pour quelque raison valable n'aurait pas été accomplie dans l'année, serait reportée à l'année suivante, mais pas au-delà. Par cette prescription d'un an, qui fut votée et sanctionnée par le Prince, on espérait éviter l'accumulation des dettes et ses fâcheuses conséquences (2).

Mais cette inoffensive décision ne protégeait nullement le villageois contre la séduction d'une avance consentie par le riche moyennant une somme excessive de travail à fournir pendant la bonne saison. En l'été de la même année, les villages du département de Tutova, qui avaient été obligés d'emprunter de l'argent pour acheter du pain pendant l'hiver, se plaignirent de ne pouvoir tenir leurs engagements. L'analyse du document nous montre que les boïars avaient l'habitude d'engager dès l'hiver des paysans

(1) MAN. ADM., I, 397. Il était aussi d'usage d'établir une solidarité entre les paysans d'un village pour la garantie des dettes ; cf. Ofis domnesc, oct. 1842, *ibid.* 398.

(2) Leguire « pentru trei pricini » cari împovărează locuitori satelor. A. L., I (1), 270-272.

pour les travaux d'été. En versant l'argent d'avance, ils se procuraient en août une main-d'œuvre au prix de morte saison : pour 14 à 20 lei, ils faisaient faire leur moisson par des paysans qu'ils auraient dû payer à cette saison 40 lei en plus (1).

d) LA QUESTION JUIVE

Cette exploitation des besoins du paysan n'est pas dans les pays roumains une chose nouvelle, mais elle se fait plus impitoyable à mesure que se développe le système du fermage global des propriétés et que les grandes entreprises de culture passent aux mains d'étrangers, les uns venus de Turquie comme les Grecs et les Juifs dits Espagnols (2), les autres de Russie. Ces derniers, juifs polonais et ukrainiens, ne cherchent en aucune façon à se mêler à la population ; ils gardent leur langue, le ydisch, leur esprit de clan et leur sentiment d'élus de Dieu en face des chrétiens légers et imprévoyants. Les rues des villes sont de plus en plus envahies par ces étrangers en longues lévites noires, aux boucles en oreilles de chien surgissant d'un chapeau rond d'un noir verdi par les intempéries et maculé de larges taches de crasse, à la longue barbe noire ou rousse qui fuit le ciseau comme un blasphème, au visage parcheminé, au dos voûté comme pour opposer un ressort aux coups de bâton que le monde chrétien ne leur a jamais ménagés. Ces juifs du nord ont leurs qualités : ils sont de vie pure et connaissent la générosité, mais, en ce premier stade de leur ascension, leur attitude ne peut que les rendre odieux ; car l'argent seul peut leur procurer ce qu'ils désirent avec passion : la liberté d'abord, puis la puissance. Et leur isolement jusqu'à ce jour a été tel qu'ils méconnaissent les vertus des peuples au milieu desquels ils vivent et qu'ils méprisent du fond du cœur. Exploiter les faiblesses morales et l'imprévoyance des chrétiens, c'est faire dignement sa cour au Dieu d'Israël.

Quel bon pays à cet égard que la plaine roumaine où des boïars

(1) A. L., I (1), 283-285, et R. R., II, 90-91.

(2) UBICINI, *Les provinces danubiennes*, pp. 160-161.

insoucians ne pensent qu'à amasser de l'argent pour envoyer leurs fils à l'étranger et pour vivre eux-mêmes dans les palais construits dans les villes où la population admirera leurs équipages, où leurs hôtes innombrables s'extasieront devant leur vaisselle ou leurs tapis ! Leurs immenses propriétés afferméees en bloc leur procureront de l'argent qui semblera tomber du ciel. Et quelle belle matière exploitable que cette masse de paysans que la misère et la servitude de fait transforment en bêtes de somme !

Ce n'est pas la Russie, pas plus que la Turquie, qui se plaindra de cette invasion de la Roumanie par les lévites noires. Les plaines ukrainiennes et polonaises se débarrassent volontiers de l'excès de cette population remuante et par trop rapace. Au besoin, les consuls de S. M. Très Orthodoxe soutiendront les nouveaux venus contre l'administration indigène. La Moldavie surtout prête le flanc à l'invasion. Ceci ne veut pas dire que la Valachie ait été négligée par les immigrants. En 1834, le prince A. Ghica ordonna de tenir registre de tous les juifs de sa principauté et d'expulser ceux qui ne pourraient justifier de moyens d'existence. Les autres ne devaient être reçus qu'avec un passeport en règle et pour un séjour d'un mois seulement (1).

Mais il est si facile de s'entendre avec ces messieurs de la police !

En Moldavie, les mesures prises sont nombreuses et encore moins efficaces. Déjà Kisselef avait essayé d'endiguer le flot, en 1833, en interdisant d'entrer en Moldavie sans passeport et en ordonnant de faire la chasse aux juifs vagabonds « qui apportent une gêne sensible au bien public par l'amoindrissement des moyens d'existence des vrais fils du pays ». Restait à définir le « juif vagabond » ; ce fut l'objet du décret du prince Sturdza en date du 4 juillet 1839 : Sont vagabonds ceux qui ne payent pas de redevances et n'ont aucune caution ; ceux qui sont sans métier, ou qui, ayant un métier, ne font pas partie des corporations ; ceux qui sont entrés dans le pays sans passeport ; ceux qui n'ont aucun pécule (les Juifs immigrants devront avoir au moins 5.000 lei). Sans

(1) F., p. 28.

feuille de route signée par les autorités locales personne ne pourra voyager ni être reçu dans les auberges. Chaque juif doit être titulaire d'une carte d'identité renouvelée chaque année. Et même les juifs nés dans le pays peuvent être expulsés si l'intérêt public le réclame (1).

Dans la capitale, les israélites étant fort nombreux, le soin de les recenser fut confié à une commission composée du préfet de police, du président et d'un des membres du Conseil municipal, de deux boïars et de trois commerçants (2). Comme on ne pouvait faire autrement, on invitait les consuls des puissances étrangères à collaborer avec l'administration, mais c'était aussi l'occasion d'interventions fort gênantes, les consuls soutenant énergiquement leurs nationaux, même lorsque ceux-ci étaient considérés chez eux comme indésirables.

On renforça aussi les lois qui interdisaient aux juifs d'acheter des vignes. En mars 1843, on décida que la loi serait désormais appliquée strictement et que les juifs qui avaient acheté des vignes illégalement devraient les vendre dans le délai d'un an (3).

Enfin, il fut ordonné aux jeunes juifs de s'habiller à l'européenne pour mettre fin aux « *déplaisants traitements qui causent au peuple israélite non seulement de l'affliction, mais du dommage pour leurs intérêts* » et pour « *donner des facilités à ceux qui voudront envoyer leurs enfants aux écoles publiques* » (4).

Pour élever une autre barrière devant l'immigration juive, le gouvernement employa aussi la méthode des taxes fiscales. Les israélites durent payer une dîme à l'Etat et certaines taxes communales. Les commerçants demandèrent même de les soumettre aux impôts corporatifs, mais le prince objecta que les juifs n'avaient pas à prendre leur part des charges des corporations, dont ils ne faisaient pas partie, étant donné surtout qu'ils avaient leurs charges fiscales particulières (5). Ces impôts d'ailleurs ne rapportaient

(1) MAN. ADM., I, 511 sq. et BUL. OFF. 20 juillet 1839, cité par FILITTI, pp. 495-496.

(2) MAN. ADM., I, 517.

(3) MAN. ADM., I, 527.

(4) MAN. ADM., I, 528.

(5) *Ibid.*, II, 41-42, et F. 496-497.

guère à l'Etat qui les affermais à des boïars constitués en sociétés (1).

On conçoit que ces bons chrétiens exploiters de juifs n'étaient pas très pressés de voir appliquer des lois qui tendaient à interdire à leurs contribuables l'accès du sol moldave.

Les juifs de la campagne — les plus difficiles à atteindre, protégés qu'ils étaient par les propriétaires dont ils augmentaient les revenus — étaient ceux qui causaient le plus de maux au pays. Ils achetaient aux boïars le droit de tenir les cabarets. Bons postes d'observation pour les usuriers ! On y observe le sentimental que le tzigane endort ou excite au gré de son archet, le malheureux corvéable qui cherche dans la tzuica (alcool de prune) l'anesthésie de ses misères, le fêtard de village qui joue au généreux. A tous, il arrivera un jour où ils auront encore soif quand leur poche sera vide. Alors, l'obligeant cabaretier les fera boire à crédit — on boit mieux et plus vite quand là « marque » remplace la monnaie ; c'est un fait bien connu dans les milieux ouvriers du nord de la France aussi bien que chez les paysans de l'est de l'Europe — et il calmera les inquiétudes de ceux qui voient arriver une pénible échéance en leur procurant les moyens financiers qui leur manquent. En paiement, le bon juif prendra une part de la récolte — une bonne part — ou bien on le paiera en journée de travail-journées que le cabaretier cèdera volontiers à son compère le fermier. Et le paysan s'apercevra un peu tard de ce que coûte l'imprévoyance ou l'entraînement d'un beau soir !

Kisselef s'était déjà inquiété des maux causés par ces trafiquants de vin ou d'alcool. Michel Sturdza, par une loi du 8 mars 1835, réduisit le nombre des cabarets de village (2). Même les rezèches protestèrent : Ces paysans libres participaient tous aux revenus des cabarets, et la loi lésait les intérêts de beaucoup d'entre eux. Le prince décida qu'il n'y aurait qu'un cabaret par village libre, et qu'il serait cédé au plus offrant par adjudication, l'argent

(1) Nous relevons dans la société fermière de Iassy les noms de Raducanu Rosetti, P. Mavrogheni, E. Alcaz et M. Kogalniceanu, grands noms de la noblesse moldave. F. 534-535.

(2) MAN. ADM., I, 396.

étant ensuite réparti entre les propriétaires proportionnellement au nombre de maisons possédées par chacun (1). Il était moins facile d'obliger les grands boyars à limiter d'eux-mêmes leurs revenus en sacrifiant quelques auberges, et la loi ne changea pas grand chose.

Moruzzi, par une loi du 18 mai 1804, et Kisselef, par une décision du 6 septembre 1830, avaient interdit aux juifs d'affermir des propriétés. Sturdza voulut reprendre à son compte des mesures mal appliquées (2). Il ne réussit qu'à s'attirer les protestations véhémentes des consuls des Puissances étrangères, particulièrement de la Russie et de l'Autriche, très jaloux des privilèges que leur conféraient les Capitulations et insensibles aux arguments fournis par le prince qui leur montrait que beaucoup de ces fermiers outrepassaient les limites assignées par les lois aux droits des propriétaires, estimant qu'ils « pouvaient se soustraire à tout châtiment en recourant à la protection » dont ils dépendaient tandis que dans les campagnes germait le désespoir et l'esprit de révolte. Après de longues discussions avec les consulats, Michel Sturdza, le 14 mai 1835, ordonna aux juges de casser les contrats des fermiers juifs (3). Mais je ne sais si ses ordres furent exécutés.

En avril 1844, l'Assemblée moldave finit par s'occuper elle-même du problème juif. Elle fut d'avis d'interdire aux israélites de vendre des boissons dans les villages, dans les villes et sur les chemins, et de spéculer sur la vente des denrées alimentaires. Le prince fit observer que les bourgs étaient des propriétés particulières habitées surtout par une population juive, qu'une pareille loi les rendrait déserts, que les juifs seraient en droit de résilier les contrats conclus avec les propriétaires pour l'alcool, la farine, les légumes et autres productions, et que tout le monde en souffrirait, en premier lieu les propriétaires. Selon lui, la loi ne devait concerner que les cabarets de village. Le projet fut remanié dans

(1) *Ibid.*, 409.

(2) Circulaires du 11 août et du 18 septembre 1835. Cf. FILITTI, *Despre abuzurile consuliilor în epocă regulamentară*, Viața românească, juin 1910, p. 343.

(3) MAN. ADM., I, 525-526.

ce sens et voté. Mais il ne se trouva personne pour l'appliquer (1).

En veut-on des preuves ? Voici un contrat de 1845 où des négociants juifs prennent à ferme les cabarets du domaine de Dămiernești. Le boïar leur cède « tous les cabarets du bourg, qui comprend plusieurs villages ». Ils les feront « tenir par des commerçants juifs, chrétiens ou arméniens » chacun payant un loyer annuel maximum de 4 à 6 ducats et ils feront leur possible pour y maintenir ceux qui y sont déjà et qui figurent sur le recensement. Les contractants auront aussi pour eux les revenus des foires qui se tiennent sur la propriété. Les marchands y apporteront ce qu'ils voudront à l'exception des boissons fortes, des morues, du poisson salé, du pain, des chandelles, du goudron et du fer brut, dont les contractants se réservent la vente. Ces derniers se réservent aussi l'auberge, la boulangerie, la boucherie, tous les moulins, le pont et les *dîmes des villageois* (2).

Ainsi toutes les lois dirigées contre les juifs cabaretières ou décimateurs sont restées lettre morte. Les boïars avaient trop d'intérêt au maintien d'un régime qui les déchargeait de tous leurs soucis, tout en leur rapportant beaucoup d'argent. Dans ces conditions, nous ne serons pas étonnés de constater, d'après les statistiques sommaires, le nombre croissant des juifs en Moldavie dans la première moitié du siècle : 12.000 en 1803, 19.000 en 1820, 31.000 en 1831, 80.000 en 1838. Dans les villes, ils sont : 9.187 en 1839, 55.000 à la fin du règne de Sturdza (3). L'agent français Duclos écrit, en 1847 : « Les juifs... affluent en Moldavie où règne une grande liberté individuelle. On évalue à 10.000 le nombre de ceux qui sont arrivés depuis six mois. Plus de la moitié de la population d'Iassy est israélite. Ils se répandent dans les campagnes, ils minent et dégradent le peuple par la boisson » (4).

(1) AN. PARL., XII, 532 sq. et A. L., I (1), 270 à 277.

(2) F. 534 d'après un ms. de l'Ac. ROUM., n° 1140, f. 35.

(3) VERAX, *La Roumanie et les juifs* ; et SUTZO, *Notions statistiques*, p. 67.

(4) F. p. 535.

C. — Les réformes fiscales et l'œuvre de bienfaisance

Dans les matières qui dépendaient directement d'eux, les gouvernements ont fait preuve pendant cette période d'une certaine bonne volonté ; mais leur énergie fut souvent défaillante. Leur œuvre continue d'un mouvement ralenti celle de Kisselef.

Il y eut une certaine amélioration dans le mode de répartition des impôts. On s'était aperçu de nombreuses irrégularités commises dans les communes rurales où les chefs municipaux favorisaient leurs protégés aux dépens de leurs concitoyens moins bien en cour. En 1844, le Conseil administratif de la principauté de Moldavie signale les irrégularités qui se produisent dans certaines communes où les règles fixées par le Règlement Organique (ch. 3, partie A, art. 79) ne sont guère respectées. Quelques coqs de village arrangent les listes à leur manière, et il est urgent, pour faire taire de justes réclamations de réformer des comités de répartition. Il propose donc de dresser les rôles de contributions une fois par an, au commencement du second trimestre et de les soumettre au contrôle de la préfecture. Dans le recensement des bestiaux, on comptera 5 porcs châtrés ou 2 jeunes taureaux ou 3 veaux d'un an comme équivalents à une tête de gros bétail (1).

L'Assemblée renforça le texte en décidant que les rôles seraient dressés chaque trimestre par une délégation composée des représentants des trois classes de paysans : fruntaches, mijlocaches et codaches. Chaque classe choisira séparément ses représentants, « les plus honnêtes et ceux qui ont le plus la crainte de Dieu », dans la proportion d'un pour 10 habitants. Ces élus se réuniront avec le prêtre et les gardes-champêtres, sous la surveillance des propriétaires ou de leurs mandataires. Après discussion, ils « dresseront chaque rôle avec la plus parfaite équité ». Lorsque le maire y aura apposé le sceau du village et le propriétaire sa signature, on transmettra ces rôles au préfet, qui les examinera, les approuvera s'ils

(1) A. L., I (1), 271-273.

sont conformes au Règlement, et en permettra, s'il y a lieu, l'exécution (1). Ces dispositions furent appliquées : elles nous donnent une vue précise de la vie municipale des villages d'autrefois, vie plus active et plus ordonnée qu'on ne l'a cru jusqu'ici.

En Valachie, l'Administration des municipalités rurales fut assez bonne, à tel point que le prince A. Ghica conçut le projet d'en faire les régulateurs de la vie économique et sociale. Le 1^{er} janvier 1837, les caisses des communes accusaient un excédent global de 1.930.465 lei. Le Ministre des Finances estima que cette thésaurisation était inutile et qu'il était préférable de consacrer ce petit capital au soulagement des misères du pays. Il eut l'idée de former dans chaque département une commission de quatre commerçants qui constitueraient une caisse centrale où les communes verseraient leurs disponibilités. Le cinquième de ce fonds servirait à prêter de l'argent aux paysans pauvres qui voudraient acheter des bestiaux. Les emprunteurs signeraient des billets enregistrés au tribunal et les conditions du remboursement dépendraient de la situation du débiteur. Le reste des fonds serait divisé en deux parts : l'une servirait à l'achat de bons taureaux, choisis en Transylvanie et en Hongrie, et de blé d'automne. L'autre servirait à faciliter la circulation des produits du pays par la mise en état des routes qui conduisaient aux ports du Danube ou qui passaient les frontières de la Transylvanie ou du Banat. On prévoyait, en outre, la construction de digues permettant de franchir les marais, de ponts sur les rivières, l'aménagement des routes de montagnes, etc., tout ceci exécuté sommairement, le pays ne pouvant se permettre des travaux de luxe, mais assez solidement. Bref, un petit programme d'« *outillage national* », modeste, en raison de la médiocrité du capital, mais point sottement conçu (2).

Le prince y ajouta quelques observations. Il aurait voulu l'amélioration des races ovines, pour stimuler le commerce de la laine, ainsi qu'un progrès dans la sélection du gros bétail. Quant à la caisse de prêt aux pauvres paysans qui n'avaient pas encore

(1) *Ibid.*, pp. 272-273.

(2) AN. PARL., IX (1), 1171, et F., 185 sq.

de bétail, elle lui semblait présenter bien des inconvénients. Ce serait une banque rurale, nécessitant une comptabilité et un service d'information ; les frais seraient grands, et la banque éprouverait bien des difficultés pour faire rentrer l'argent. Il vaudrait mieux, selon lui, se borner à encourager l'action des collectivités ; et les pauvres profiteraient ainsi indirectement d'une prospérité générale un peu plus grande. On pourrait aussi fonder des écoles.

Dans le fond, le prince partageait donc les idées de son Ministre des Finances. Mais le Conseil administratif avait une opinion toute différente. Il voulait que le sixième des fonds fût déposé au chef-lieu du département pour y constituer une caisse de réserve, et que le reste fût employé par les Conseils de villages, sous la surveillance du propriétaire, des fonctionnaires locaux et du ministère de l'Intérieur, pour telles améliorations qu'ils jugeraient utiles.

A l'Assemblée, les avis furent très partagés. Les boïars manifestèrent généralement leur méfiance à l'égard du gouvernement, et ils embrouillèrent la question à loisir. Cette étroitesse d'esprit, cette critique stérile, cette absence de véritable patriotisme, furent cause de l'avortement d'un système qui aurait pu stimuler très efficacement la vie économique et améliorer le sort des travailleurs les plus démunis de moyens d'existence. Alexandre Ghica, découragé par cette opposition insensée, retira son projet ; et l'argent des communes resta sans emploi.

L'Etat aurait pu avoir un autre champ d'action en contrôlant de très près l'administration des BIENS ECCLÉSIASTIQUES. Dans cet ordre d'idées, le gouvernement pouvait compter sur l'appui des boïars. Déjà, au moment de la révolte de 1821, les grands boïars, pour tirer leur épingle du jeu, avaient accusé le clergé de complicité avec les insurgés ; et le sultan, pour étouffer l'un des principaux ferments de la révolte hellénique, avait obligé les moines grecs à quitter leurs monastères. Il fallut attendre le traité d'Akkermann en 1828 pour que la Porte réintégrât le clergé dans la jouissance pleine et entière de ses biens-fonds (4). Au moment du

(1) « Eclaircissement sur la question des monastères grecs... », p. 10 sq.

Règlement Organique, les boïars jetèrent des yeux de convoitise sur les biens ecclésiastiques. Ils déclarèrent bien haut que les égoumènes grecs n'existaient que par la volonté des fondateurs dont ils n'avaient pas respecté les intentions, et réclamèrent la confiscation des biens des couvents dédiés (1). Mais le Règlement Organique obligea seulement les monastères à donner à l'Etat une partie de leurs revenus, à charge pour lui de fonder des institutions de bienfaisance. Les moines protestèrent avec véhémence, au nom de leur droit de propriété, qu'ils estimaient absolu et intangible, et menacèrent d'émigrer en masse et de faire appel à l'opinion internationale.

Kisselef crut bien faire en faisant étudier la question par une Commission dont le membre le plus marquant fut Barbu Știrbei. Cette Commission de boïars prétendit prouver que les grecs n'étaient pas les véritables propriétaires de leurs biens, et revendiqua pour l'Etat le droit de reprendre les propriétés des couvents dédiés, à charge pour lui de verser une redevance annuelle aux Saint-Lieux.

La Commission faisait observer que les revenus des couvents seraient considérablement accrus par la nouvelle législation sur les obligations des paysans et que, les couvents n'ayant plus à payer les impôts spéciaux auxquels ils étaient soumis autrefois, ne pouvaient, d'une part, profiter des avantages que leur conférait le Règlement et, d'autre part, en rejeter les dispositions qui leur étaient désagréables. Elle conseillait donc de laisser les moines en possession de leurs terres, mais de limiter leurs revenus au chiffre qu'il atteignait avant le Règlement, le surplus revenant à l'Etat. Kisselef approuva ce projet (2).

Les moines ne se tinrent pas pour battus. Ils intriguèrent auprès de l'ambassade russe à Constantinople et de la Porte, et finirent par obtenir gain de cause. En 1833, ils furent réintégrés dans tous leurs droits et l'Etat s'engagea à ne leur faire payer aucun impôt pendant 10 ans (3).

(1) *Ibid.*, pp. 12-14.

(2) CHAINOI, *Dernière occupation...*, p. 92 sq.

(3) *Ibid.* et BALCESCU, *Questions économiques*, p. 78.

Seuls, les monastères non dédiés subirent une réglementation. Une loi de 1932 déterminait la part qu'ils devaient verser aux établissements de bienfaisance et d'utilité publique et décidait que leurs biens seraient affermés par enchères publiques en présence du métropolitain et du logofète chargé des affaires ecclésiastiques. La loi fixa l'étendue des secours qui devaient être versés sur l'ensemble de ces revenus aux églises et aux ermitages, ainsi que les traitements des prieurs et des prêtres desservants (1).

En Moldavie, une loi de 1835, votée à la suite d'un rapport détaillé du métropolite Veniamin, précisa les règles de l'administration de ces couvents. Selon leur fortune, ils étaient classés en 4 catégories. Pour chacune, on fixa la somme nécessaire à l'entretien et le surplus fut destiné moitié au séminaire de Socola et aux œuvres de bienfaisance, moitié à la Métropole pour les réparations des monastères ou pour des dépenses imprévues. Les propriétés devaient être affermées tous les trois ans par adjudication publique à la Métropole, en présence d'un délégué du prince (2). Les Russes approuvèrent ce règlement, mais demandèrent d'en ajourner l'application pendant 7 ans.

La mauvaise grâce des représentants de la Russie obligea donc le prince Sturdza à remettre le travail sur le chantier 7 ans après. Une loi de mars 1844 stipula que les propriétés ecclésiastiques seraient affermées par adjudication tous les 5 ans. Le revenu serait partagé ainsi : 5/7^e à la Métropole (ou seulement les 4/7^e s'il ne dépassait pas 350.000 lei), 4/7^e aux évêques et le reste partie pour les réparations, partie pour le séminaire de Socola et pour les œuvres de bienfaisance, partie pour les dépenses d'administration. Il fut créé un ministère des cultes. Le ministre (*vorinicul bisericesc*) avait la surveillance de l'administration ecclésiastique, dressait les con-

(1) GRAMMONT, *De l'adm. prov. russe*, p. 160 sq.

(2) HURMUZ, S. I (5), 174, 191, 176, 219. Les monastères de Neamtu, Secul, Văratecul, Agapia, Adam et Vorona eurent une administration à part. Les deux premiers furent réorganisés en 1839, puis le 4 mai 1843. Ce dernier statut leur imposait la création d'une typographie, l'augmentation de leur bibliothèque et la création d'une école ecclésiastique. Cf. R. ROSETTI, *Conflictul dintre Guvernul Moldovei și mănăstirea Neamțului* (An. Ac. Rom.); MAN. ADM., II, 372 sq., et IORGA, *Mănăstirea Neamțului* (Vălenii de munte 1912), enfin N. BANESCU, *Starețul Neonil* (Văleni., 1910).

trats de fermage, surveillait leur application, établissait les statistiques (1).

Ces dispositions auraient été excellentes si le prince en avait surveillé scrupuleusement l'application. Par malheur, l'adjudication des fermages ne se fit pas toujours avec sincérité. Quelques grands boïars, les Théodore Balș, les Al. Ghica se firent parfois fermiers des couvents (2). Dans la liste de ces fermiers, on relève les noms des créatures du prince, comme Canta, Dumitru ou Grigorie (3), toute la « bande noire seigneuriale », comme disait Kogălniceanu ! Les paysans durent subir les méfaits de cette bande noire, puisque contre elle ils ne pouvaient avoir aucun recours.

Les mêmes abus existaient en Valachie. Nesselrode les signale avec indignation. Le faible A. Ghica laisse tout faire (4). Sous Bibesco, ils ne firent que croître. Les boïars achetaient souvent très cher le droit de percevoir les revenus des couvents, et le système d'adjudication était trop souvent faussé. La coupe des bois du monastère de Pantelimon fut exécutée sans l'avis de l'Assemblée, par un simple décret du Prince (5). Le Prince lui-même fit de fréquents emprunts à la caisse des monastères (6).

La loi, d'ailleurs, était moins précise en Valachie qu'en Moldavie. Depuis 1840, les revenus ecclésiastiques étaient divisés en trois parts ; mais les chiriarques présidaient à leur gré à l'affermage des propriétés (7). Une loi de 1847 soumit les fermages au régime

(1) MAN. ADM., II, 293 sq., et F., 541 sq.

(2) HURMUZ, S. I (5), p. 571.

(3) IORGA, ouv. cité, 76-77, et BĂNESCU, ouv. cité, p. 21, 28, 43, 48 sq., F., pp. 553-554. En mars 1848 une brochure anonyme accuse M. Sturdza et son ministre de l'intérieur, C. Sturdza, de spéculer sur les biens ecclésiastiques. AN., 1848, I, 142.

(4) F., 137 et B. A., *La principauté de Valachie*, p. 87 n. « Il y a sous le hospodorat Ghica, quelques monastères qui se sont plaints, et sa famille avait été avec quelques fondement accusée de malversations à cet égard ; mais cet abus s'était borné à trois monastères connus. »

(5) F. 367.

(6) B. A., *La principauté de Valachie*, p. 87, et *La principauté de Valachie sous le Hospodar Bibesco*, Brux., 1847, pp. 141, 157, 159. Il advint qu'on donna un coup de poyea au règlement organique, par exemple pour l'exploitation des monastères Brancovan : « Aci e loculu a insemna că în a doua edițiune a Regulamentului organicu, publicatâ sub guvernulu Printului Bibescu, s'au falsificatu nai mulți articoli importanți din adeveratul Regulamentu ; iar cestiunea monastiriloru zise Brîncovenestî remasă de la Kisseleff în stare de procesu, în a doua edițiunea Regulamentului se vede trecutâ de Bibescu sub titlu de Leguire. » ARICESCU, *România sub printul Bibescu*, p. 19, d'après D. BOLLIAU, *Monastirile zise Brîncovenestî*, Românul, n° 264.

(7) Cf. contrat type dans IORGA, *Studi si documente*, XXI, 531. En 1843 la caisse centrale a un revenu de 4.900.782 lei, dont 1.388.262 proviennent des monastères non

de la licitation effectuée tous les 5 ans en présence du Chiriarque, du logofète du culte et de la commission des finances de l'Assemblée. La vente des forêts ecclésiastiques fut interdite. Les revenus des couvents non dédiés étaient versés à la caisse de la Métropole, qui en faisait la répartition.

Il était plus difficile de s'attaquer aux privilèges exorbitant des MONASTÈRES DÉDIÉS puisque toute tentative pour confisquer ou simplement pour contrôler leurs revenus posait un grave problème de droit international. Les moines grecs se considéraient tantôt comme sujets ottomans, tantôt comme sujets russes, et ils exerçaient, par le prestige moral des Saint-Lieux d'Orient et par les moyens de corruption qu'ils avaient en main, une influence considérable. En Roumanie, forts de la Convention de 1833, ils refusaient de subir aucun contrôle, de payer aucune taxe.

En 1834, le logofète chargé des affaires ecclésiastiques en Valachie, Barbu Stirbei, eut pourtant l'audace de proposer la limitation des droits quasi-souverains de ces couvents grecs. Mais il dut s'en tenir à des mesures de détail. Les supérieurs n'auraient le droit d'affermir les terres que pour une durée de trois ans au plus et les fermiers étrangers devraient signer une déclaration par laquelle ils renonceraient aux privilèges de leur nationalité pour l'exécution des obligations découlant de leurs contrats. Enfin, sous le couvert de l'intérêt public, l'Etat prit des mesures pour la protection des forêts dépendant des domaines ecclésiastiques de quelque catégorie qu'ils fussent (1).

Les boïars, jaloux de la richesse des monastères grecs et désireux de mettre tout en œuvre pour réaliser de ce côté aussi de beaux contrats de fermage, dirigèrent contre les moines des attaques obliques. La situation des couvents dédiés était-elle vraiment conforme aux vieux usages ? La « dédicace » était-elle une « dona-

dédiés. 350.000 lei vont aux écoles, 100.000 à la caisse des enfants pauvres, 50.000 aux mendiants, 50.000 à la caisse de charité, 10.000 aux églises pauvres, 29.876 à l'asile des aliénés de Mărcuța, 100.000 à l'hôpital Filantropia, 30.000 à l'hôpital de Craiova, 20.000 à l'hôpital central, 5.098 pour les relégués, 71.883 pour la chaussée Kisselef (à Bucarest). AN. PARL., XIV, I, 114-115, et F., 363.

(1) IORGA, *Stirbei Vodă*, II, 673.

tion » aux Saint-Lieux ? Ceux-ci étaient-ils des propriétaires ou de vagues patrons ? Les volontés des donateurs avaient-elles été respectées ? Déjà apparaît dans les discours prononcés à l'Assemblée en faveur de la nationalisation des couvents toute l'argumentation que nous verrons prendre une ampleur et une âpreté extraordinaire sous le règne de Cuza. En attendant, les boïars demandent au gouvernement de contrôler soigneusement les actes de donation et de propriété des monastères. Ghica leur répond qu'il fait ce qu'il peut, mais que les chiriarques ne lui communiquent rien. Les boïars demandent ensuite, soutenus en cela par le clergé séculier, qui voudrait bien grossir sa « caisse centrale », de faire une enquête sur l'état des monastères, car « certaines des saintes demeures sont tombées dans un état lamentable » (1). Autre argument, autre piège : laissera-t-on tomber en ruines les « saintes demeures » par l'incurie de moines grecs qui perçoivent de grosses sommes pour les transmettre à l'étranger, et qui refusent de contribuer aux charges du pauvre pays qu'ils sucent ? L'argent qui sort chaque année du pays sans contre-partie n'est-il pas la principale cause de la détresse financière et de la crise du change, en dépit des progrès de l'exportation des céréales ? Ne pourrait-on pas, si les couvents dédiés versaient leur quote-part à la caisse ecclésiastique, fonder de nouvelles écoles et apprendre à lire aux fils de paysans ? (2). Les descendants des fondateurs entrent aussi dans le jeu. Les Filipescu et les Cantacuzino protestent contre le fait que le monastère de Sinaïa a affermé les biens de ses filiales sans le consentement des familles des fondateurs, et leur porte-parole, Iordache Filipescu, somme le gouvernement d'intervenir. Faute de réponse, dit-il, nous nous adresserons « à qui de droit dans la conviction intime que nous obtiendrons la satisfaction que nos droits réclament » (3). Le logofète des cultes ne peut que leur faire une réponse évasive (4).

Sous Bibesco qui, nous venons de le voir, avait judicieusement

(1) AN. PARL., VII (1), 542-4, et F., 83.

(2) Changes, v. F., 216 ; écoles, v. F., 232.

(3) HURMUZ, S. I (1), 465-466.

(4) AN. PARL., IX (1), 27, et F., 84.

réglementé les contrats de fermage des couvents indigènes, le boïars prennent espoir. « Même les tombeaux de ces bons chrétiens qui les ont fait de rien et les ont enrichis pour donner l'obole au pauvre, pour offrir un gîte au voyageur, pour tendre la main au malheur... sont souvent renversés, brisés, balayés ». Une contribution des monastères dédiés donnerait à l'Etat les moyens de développer l'instruction publique et de créer un clergé digne de ses fonctions. Bibesco répond qu'il a fait ce qu'il a pu et qu'il attend toujours l'aboutissement de ces justes revendications (1). Mais il est bien obligé de se borner à un vague contrôle des fermages. Encore les supérieurs ne l'acceptent-ils pas toujours. Bibesco est obligé pour cette raison d'en expulser deux, qui se sont montrés particulièrement insolents à l'égard du gouvernement et du métropolitain. Aucune occasion n'est perdue pour essayer de dominer ces maudits grecs. Si le staretz de Saint-Georges de Bucarest perd ses documents dans un incendie, le prince ne lui en rendra une copie que s'il consent à rebâtir son église (2). Mais ce ne sont là que des coups d'épingles. Que faire quand Mentchikof lui-même déclare que les moines grecs et les paysans de leurs domaines sont des sujets russes dépendant directement des consulats de Bucarest et de Jassy ? (3).

Michel Sturdza signale de son côté à l'ambassadeur du tzar à Constantinople le mécontentement du clergé moldave qui se plaint de la différence de traitement entre les réguliers grecs et les réguliers roumains. Pourquoi ne pas soumettre les monastères dédiés au régime prévu par l'article 416 du Règlement Organique, article concernant tous les monastères du pays ? Mais l'ambassadeur répond que cette question doit faire l'objet de négociations entre la Russie et la Porte (4).

Il ne se passe pas une année sans que le gouvernement de Jassy ne signale à l'autorité russe les excès des égoumènes, qui détruisent les forêts, ruinent le pays et asservissent les paysans, et sur l'ur-

(1) AN. PARL., XIV (1), 1157 sq. BOLLIAC. 160-6 ; F., 251.

(2) En 1847, F., 252.

(3) 1843, cf. CHAINOI : *Dernière occupation*, 94-95.

(4) 1841-42. HURMUZ, S. I (6), 354 ; A. ROUM., ms. Zwiebel, XVIII, 133.

gente nécessité de fixer le statut légal des couvents grecs (1). Les plus instantes démarches sont faites auprès de Daşcov qui se rend à Iassy en janvier 1844. Mais les Russes ne consentent pas à léser les intérêts d'un clergé qui sert si bien leur politique dans l'empire ottoman.

Cependant, ces moines, qui faisaient si souvent appel à la protection du tzar, ne désiraient pas de venir ses « sujets », comme Mentchikof le leur avait proposé et la Russie fut un peu dépitée par cette résistance. D'autre part, les moines finirent par se lasser des spoliations des Bibesco et des Sturdza, et ils exprimèrent aux Russes l'intention de faire quelques concessions qui leur procureraient en retour la tranquille possession de leurs biens. En l'automne 1847, la Porte et l'ambassade russe à Constantinople réussirent enfin à se mettre d'accord. Il fut convenu que les couvents dédiés paieraient aux Principautés, à partir de 1848, une somme annuelle de 1 1/2 million de lei, et que l'affermage de leurs terres se ferait, à partir de 1852, par l'intermédiaire du consulat russe à Bucarest (2). Les Principautés n'y gagnaient que le versement d'une sorte de « don gratuit » qui n'était nullement proportionné à la richesse de ces monastères. En somme, le problème était loin d'être résolu en 1844.

Boïars, prêtres séculiers et paysans gardèrent de cette longue querelle une haine farouche à l'égard des religieux grecs. Pour soulager le pays de charges accablantes et pour venir au secours du paysan, plus opprimé sur ces terres que partout ailleurs, ils en vinrent à réclamer avec énergie la confiscation pure et simple des biens des couvents dédiés.

Ainsi, les princes furent trop souvent arrêtés dans leur action par des forces de résistance internes ou externes. Il faut reconnaître toutefois leur bonne volonté. L'œuvre de bienfaisance inaugurée par Kisselef fut continuée avec assez de régularité et de soin. Les

(1) 1843. HURMUZ, S. I (6), 475 ; 1844, HURMUZ, S. I (5), 302-9.

(2) F., 352. Nous n'avons pas retrouvé le texte exact de l'accord. Il semble avoir duré jusqu'en 1848, date à laquelle il fut dénoncé par la Porte. Les circonstances qui ont précédé cet accord sont relatées assez différemment dans CHAINOI, ouv. cité, p. 92 sq., et dans le mémoire des couvents grecs : *Eclaircissement*, p. 8 sq. Nous en donnons l'interprétation qui nous a semblé la plus acceptable.

épizooties furent circonscrites par des cordons sanitaires tendus autour des localités infestées ; on créa des hôpitaux ; on vaccina les enfants ; on recueillit les orphelins. Les MAGASINS DE RÉSERVE atténuèrent un peu les maux causés par les récoltes déficitaires.

Cependant, des circonstances nombreuses empêchèrent un fonctionnement très régulier de ces magasins. La misère fut grande en 1835 dans les deux Principautés par suite de l'insuffisance de la récolte de l'année précédente. En Moldavie, les fonctionnaires durent exercer une forte pression pour amener les paysans à verser leur quote part de l'année. En Valachie, il fallut vider les magasins encore furent-ils insuffisants dans certains départements pour satisfaire aux besoins locaux, si bien qu'il fallut faire des réquisitions dans les contrées mieux pourvues (1). Le ministère des Finances fut obligé d'avancer à la municipalité de Bucarest les fonds nécessaires pour l'achat d'une quantité de blé suffisante pour assurer la subsistance de la population. Grâce aux mesures prises, le pain y fut maintenu au prix auquel il se vendait l'année précédente, et les villageois d'alentour le trouvant moitié moins cher que le farine de maïs, venaient en acheter dans la capitale. Des mesures analogues furent prises pour maintenir à un niveau constant le prix de la viande.

La récolte de 1835 fut meilleure. La crise avait démontré la nécessité des magasins de réserve, qui continuèrent par la suite de jouer leur rôle important de régulateurs de la vie économique. Les paysans exécutèrent spontanément les règlements et, en 1838, lorsqu'on leur eût distribué le dépôt de l'année 1835, leur confiance s'accrut. Ils furent convaincus que les mesures prises n'étaient pas une spoliation, et qu'elles n'avaient pas d'autre objet que de les prémunir contre une disette possible. En Moldavie, jusqu'en 1847, les versements s'opérèrent sans difficultés. Cependant, il ne semble pas que le paysan valaque, plus têtue peut-être que le moldave, ait très bien compris les services que pouvaient lui rendre

(1) DE GRAMMONT, ouv. cité, p. 75.

ces dépôts forcés (1). Il est possible que la brutalité des administrateurs locaux ait entretenu cette méfiance (2).

D'ailleurs, le palliatif était insuffisant en cas de grande crise. On s'en aperçut en 1847, quand la récolte fut particulièrement mauvaise et que les réserves n'arrivèrent pas à combler le déficit. Le gouvernement le sut à temps et, au mois de mars, il ordonna à chaque paysan dans les districts qu'il savait menacés de famine, de semer du millet (dont la croissance, on le sait, est rapide) sur une superficie de 20 perches. Exceptionnellement, les propriétaires furent invités à donner 20 perches de plus à chaque famille sans exiger aucune redevance. Au début de 1848, le prince Michel Sturdza fit procéder à une réorganisation des magasins. On s'aperçut que certains paysans comptaient par trop sur le zèle de leurs voisins, et qu'il fallait remplacer la responsabilité collective par une responsabilité individuelle. Au lieu de laisser 2 pogones à cultiver en commun par 10 familles, le prince décida que chaque famille cultiverait 8 prăjini pour la réserve, avec une production imposée d'une *merță* de grain. Les paysans de chaque village furent tenus de cultiver cette terre de réserve avant de s'occuper de la leur, et sous la surveillance du propriétaire qui reçut le droit de recourir, le cas échéant, à l'autorité départementale. Au lieu d'accumuler 3 années seulement de réserve dans les magasins, il fut décidé qu'on en mettrait 4. Enfin, le régime des magasins de réserve fut appliqué même aux villages de rezèches, sous la surveillance du juge de paix et sous le contrôle du préfet (3).

(1) « Les greniers de réserve sont devenus dans un grand nombre de localités un moyen d'exactions ruineuses pour les paysans qui sont continuellement rançonnés, soit qu'on les appelle à y faire le dépôt de l'année, soit qu'ils viennent réclamer les grains déposés trois ans auparavant. » *Projet d'adresse* rédigé par BIBESCO et VILLARA au prince GHICA ; rapporté par B. A., ouv. cité, p. 66 sq.

(2) En 1833, il y avait dans les magasins de réserve : 94.437 chile de maïs et 8.120 de millet. Il s'en était gâté beaucoup les deux années précédentes parce que les magasins n'étaient pas encore construits. Cf. LUPUS : *Magaziile de rezervă*, p. 40. Lupus calcule qu'on emmagasinait le dixième de la production annuelle, soit en trois ans, 3/10^e. Il résulte qu'en cas de famine on n'a que le tiers de la quantité nécessaire pour nourrir les habitants. Par conséquent les magasins de réserve n'auraient servi à rien ! Le raisonnement est bien étrange, car il n'y a pas d'année où la récolte soit absolument nulle, et la petite quantité emmagasinée valait mieux que rien.

En 1840, il y a dans les dépôts, en Valachie, 224.331 chile de maïs et 27.345 de millet ; en Moldavie, 61.252 chile de maïs ; F., 587.

(3) Décret du 8 mars 1848, n° 25, MAN. ADM., I, 455. V. aussi LUPUS : *Magaziile...*, pp. 49-50.

A part ces mesures de détail, les princes, il faut le remarquer, firent plus d'efforts pour protéger le propriétaire que pour soulager le paysan. C'est ainsi qu'ils firent leur possible pour limiter le nombre et la durée des PROCÈS, qui ruinaient trop souvent les familles nobles. Le ministre de la justice, Barbu Stirbei déclarait, le 27 juillet 1840, que le nombre des causes en instance en Valachie n'était plus, cette année-là, que de 18.030, tandis qu'il était de 34.255 le 1^{er} juillet 1837 (1).

Cette activité fébrile n'était pas sans inconvénients, car les juges peu instruits, peu scrupuleux, trop impressionnés par les interventions du pouvoir politique, bouscullaient souvent les principes de la justice. « On fausse les lois, disait Bibesco dans un projet d'adresse, on suspend arbitrairement des affaires, on met ainsi en péril bien des fortunes, d'où gêne du commerce et absence totale de crédit (2). » Les procès les plus fréquents étaient des contestations fondées sur le droit de *protimisis* (3). Le vendeur était tenu de mentionner sur son acte qu'il avait demandé à tous ses parents et voisins s'ils voulaient user de leur droit de préemption et que tous avaient refusé. Or, il arrivait souvent que des ayant-droit venaient dire plusieurs années après la vente qu'ils n'avaient pas été consultés et que la propriété devait être revendue.

En Moldavie, le Gouvernement demanda à l'Assemblée la suppression de ce droit dès 1836. Ce n'est pourtant qu'en 1839 que la *protimisis* fut supprimée pour les ventes d'immeubles ou de tziganes (4).

En Valachie, un décret de 1837 précisa la procédure en pareille matière (5); mais l'Assemblée voulut aller plus loin. Les boïars étaient les premiers à réclamer la suppression d'un droit qui, pourtant, avait puissamment contribué autrefois à empêcher l'aliénation et la dispersion des domaines ancestraux. Ils firent décider que si, dans les 40 jours qui suivraient la vente les ayant-droit

(1) F., 80 sq.

(2) *Projet d'adresse*, cité, B. A. : *La Principauté de Valachie*, p. 78.

(3) DEMIDOFF insiste sur ce fait dans son : *Voyage*.

(4) AN. PARL., VII (11), 866, 869-870, loi du 5 mai 1839.

(5) BUJOREANU : *Colecție de legi*, p. 500.

n'avaient présenté aucune réclamation, la mutation était irrévocable (1). Et le droit de retrait était conservé pour un si petit nombre de personnes et dans des cas si spéciaux que la loi valaque de 1837 peut être considérée comme l'arrêt de mort du vieux droit de protimisis.

Pour rendre les contestations plus rares et pour donner à l'impôt une assiette plus équitable, Alex. Ghica avait pressé la confection d'un CADASTRE général. L'œuvre avait été mise en chantier par les Russes. On lui donna une règle définitive. Une commission cadastrale centrale de quatre membres, installée à Bucarest, fut chargée de diriger les opérations. Quelques ingénieurs commencèrent des travaux de triangulation. Des arpenteurs furent chargés ensuite des mesures et durent dresser le plan de chaque propriété et en envoyer copie à la Commission centrale, à qui désormais toute mutation devait être signalée. La Commission divisa sa tâche écrasante entre quatre bureaux : l'un chargé de la direction de l'arpentage, l'autre de la confection d'une carte générale de la principauté, l'autre de la statistique, le dernier du contrôle de l'enregistrement des actes de propriété (2). Vaste programme, trop ambitieux pour l'époque ! Faute d'argent, de compétence, peut-être aussi de zèle, la tâche de la Commission cadastrale fut à peine ébauchée.

En somme, on constate, en étudiant la politique sociale des Gouvernements de Bucarest et de Jassy pendant cette période une certaine volonté de bien faire, le souci d'appliquer loyalement le Règlement organique et d'en développer l'esprit, mais aussi une certaine gêne qui est due à l'intransigeance des Assemblées de boïars et à la surveillance étouffante des consuls russes qui n'avaient ni la liberté d'action ni l'intelligence et la grandeur d'âme du général Kisselef. Cependant, il faut donner une place à part à une grande réforme sociale, l'émancipation des esclaves.

(1) AN. PARL., IX (1), 432 sq.

(2) F., 27-28.

D. — L'émancipation des esclaves

L'esclavage existait encore en Roumanie.

Rien de commun pourtant entre l'esclavage tel qu'on le trouvait dans les Principautés et l'institution antique du même nom. Les esclaves de Roumanie appartenaient à une seule race, la race tzigane. Ils formaient plutôt une caste, comme la caste inférieure de l'Inde à laquelle par leur émigration ils avaient cru échapper.

Bien curieuse cette race dont les origines hindoues ne font guère de doute. L'étude de la langue et l'analyse du type physique ont conduit à des conclusions solides (1) : Ce sont des hommes de taille moyenne (2), la poitrine trapue, les épaules fortement tendues, les hanches arquées (3), d'une fière allure dans leurs indescriptibles haillons. Un teint noir, tirant sur le rouge, des cheveux de jais, de grands yeux sombres, vifs, lanceurs de flammes. Le regard est tantôt mélancolique et souffrant, tantôt d'une insinuante impertinence (4). Les femmes, lorsqu'elles sont jeunes, sont d'une beauté lascive. Un abandon plein de coquetterie, la ferme opulence de leur corsage, l'élégante tournure de leur taille, leur démarche nonchalante et souple tentent le regard du passant ; mais à vingt ans, elles se cassent, leur peau se détend, le corps tout entier se fane ; à vingt-cinq ans, elles sont vieilles ; à trente ans, elles ne sont plus que d'affreux squelettes. Des maternités nombreuses précipitent cette évolution. « *Ils ne possèdent rien au monde, dit le comte d'Hauterive (5), qu'une grande quantité de petits enfants nus, noirs, lestes comme de petits singes, qui courent les rues, se battent avec les chiens, escaladent les haies et gambadent avec la légèreté des Hurons* ». Les

(1) Paul BATAILLARD : *De l'apparition et de la dispersion des Bohémiens en Europe*, Paris, 1844, et du même : *Nouvelles recherches sur l'apparition et la dispersion des Bohémiens en Europe*, Paris, 1849.

(2) KOGALNITCHAN (Michel de) : *Esquisse sur l'histoire, les mœurs et la langue des Cigains* (Berlin 1837) dit qu'ils sont de « haute stature ». Pour le comte d'AUTERIVE : *Mémoire sur l'état ancien et actuel de la Moldavie* [1787], au contraire, ils sont « de taille au-dessous de la moyenne » !

(3) BELLANGER : *Le Keroutza*, t. II, p. 116 sq.

(4) [RECORDON] : *Lettre sur la Valachie*. Paris, 1821, pp. 49 sq. et KOGALNITCHAN, p. 19 sq.

(5) D'AUTERIVE, ouv. cité, p. 367.

femmes portent constamment sur leur dos, serrés dans un morceau de toile, comme les négresses, leurs enfants au maillot, tandis qu'une multitude de marmots nus comme des vers et toujours affamés s'accrochent à leurs jupes. Souvent, les parents estropient leurs enfants pour les envoyer mendier (1).

La mendicité est leur industrie nationale. Lorsque les boïars sortent en voiture hors de la ville, ils sont assaillis par une multitude d'enfants nus qui leur crient :

« *Donnez-nous un para, donnez-nous un para*

« *Et nous vous danserons la tînîra* » (2). La tînîra est une danse lascive.

Leur genre de vie différerait selon leur condition juridique. Il y avait deux sortes de tziganes, les nomades et les sédentaires. Les nomades jouissaient d'une liberté presque complète. En droit, ils étaient esclaves de la couronne qui, en fait, respectait l'autonomie de leurs tribus. Cogălniceanu, qui a écrit sur eux l'étude la plus documentée (en 1837), évaluait leur nombre à 3.851 en Moldavie et à 33.000 en Valachie. On les classait en quatre catégories (3).

1° Les orpailleurs (*aurari*), qui traitaient le sable des rivières en l'étendant sur une planche inclinée où ils projetaient de l'eau pour isoler les pépites (4) ;

2° Les montreurs d'ours (*ursari*), qui promenaient dans les foires leurs ours apprivoisés dont ils avaient limé les dents et les ongles et brûlé à demi les yeux. Le fisc se contentait de leur réclamer un tribut de 20 à 30 piastres.

3° Les fabricants de cuillers de bois (*lingurari*), qui étaient aussi charbonniers dans les forêts ;

4° Les « *liessi* », maçons, forgerons, vanniers, fabricants de peignes, qui, moyennant le versement de 30 piastres par an, avaient

(1) Quand ils n'ont pas de meubles à briser et à se jeter à la tête, ils se battent en se lançant leurs enfants et ainsi, souvent, les estropient. THOUVENEL : *La Hongrie et la Valachie*. Paris, 1840, p. 247).

(2) KOGALNITCHAN, p. 22.

(3) *Ibid.*, p. 12 sq.

(4) RECORDON, ouv. cité, p. 53, dit que certains employaient le mercure.

le droit de vagabonder de village en village et de faire paître leurs chevaux le long des chemins.

Ces nomades étaient fort paresseux et ils vivaient surtout de maraudage dans les cours des paysans. Le dimanche, ils montraient leurs enfants malades à la porte des églises, pour exciter la pitié. L'été, ils suivaient à pied leurs voitures grossières ; l'hiver, ils se terraient « comme des mulots » dans des trous creusés à plusieurs pieds sous terre à proximité des villages et même dans les villes. Au dehors, une marmite, suspendue à trois piquets en triangle, pendant au-dessus d'un feu de bois (1). Même l'hiver, le vêtement était rudimentaire et les femmes ne cachaient même pas « *ce que la pudeur exige de couvrir* » (2). La crasse probablement les protégeait du froid. Mais le besoin de se parer primait celui de se vêtir : Les femmes pendaient à leur cou des colliers de coquillage ou de petites pièces d'argent, et des médailles brillaient dans leurs cheveux.

Les hommes tiraient parti d'exceptionnels dons musicaux, et il n'était pas une salle de cabaret ni une fête villageoise qui ne fut égayée par les joueurs de flûte, de tambourin, de sirinx ou de cobza (mandoline à 9 cordes). Ces musiciens et chanteurs tziganes interprètent à leur manière, avec une nonchalance voluptueuse et des floritures inutiles, les sobres et poignantes mélodies populaires. « *Nuds et contents, dit le comte d'Hauterive, chantant pour leur plaisir ou pour celui d'autrui..., ils forment dans les variétés de l'espèce humaine une classe bizarre dont on ne peut ni envier ni plaindre le sort, et qui nous humilient plus qu'ils ne nous affligent sur la fraternité qui les unit à nous et que la religion et la philosophie nous défendent de désavouer.* »

Ces nomades avaient un rudiment d'organisation politique dont Cogălniceanu nous donne un tableau imagé : « *Dix à quinze familles... sont sous la juridiction d'un homme qu'ils choisissent eux-mêmes : les Moldaves et les Valaques l'appellent jude ou juge. Ces juges dépendent d'un bulubassa, qu'en Hongrie et en Transylvanie on*

(1) V. description dans BELLANGER, II, 120 sq. et D'AUTERIVE : *Mémoire...*

(2) RECORDON, ouv. cité, p. 50 sq.

appelle aussi *voëvode*. Ils ont le droit de le choisir eux-mêmes : pour être éligible, il faut descendre d'une famille qui a déjà donné des bulubassas, être mieux habillé que les autres et d'un âge mûr, et avoir une taille et une figure imposantes. L'élection se fait en plein air : celui qui est nommé est trois fois élevé sur les épaules des autres aux cris de toute l'assemblée, comme jadis les rois francs. Quand la cérémonie est finie, les Cigains se séparent aussi fiers que s'ils étaient des princes électeurs qui vinssent d'élire un empereur. Les juges et les bulubassas sont confirmés par le grand maître d'armes de la principauté ; c'est à lui que les bulubassas ou les rois des Cigains, comme on les appelle ailleurs, paient le tribut qu'ils ont fait ramasser par les juges ; c'est lui qui fixe leur taxe ; c'est lui qui leur communique les volontés du gouvernement, c'est lui qui est leur juge en dernière instance : aussi les Cigains craignent-ils bien plus le grand maître d'armes, que le prince même. Les juges et les bulubassas, pour se distinguer de la foule, vont presque toujours à cheval, ont le droit de porter la barbe, un long manteau de pourpre, des bottes jaunes ou rouges, un bonnet romain de peau d'agneau, qui ressemble beaucoup au bonnet phrygien et un petit fouet à trois lanières... (1) »

Bolintineanu parle encore d'une autre catégorie de tziganes, appelés NETOTI, qui vivaient dans les forêts et se nourrissaient de cadavres. En 1834, on les aurait baptisés de force et l'Etat les aurait donnés aux particuliers comme esclaves (2).

Le plus grand nombre des tziganes servait comme esclaves des boïars ou des monastères, en tout 35.000 familles. Tous n'étaient pas sédentaires, car les particuliers pouvaient posséder aussi de *liïessi*, bohémiens libres que le maître ne convoquait que lorsqu'il avait une maison à bâtir ou une réparation à faire et qui, moyennant le versement d'un tribut d'une piastre par jour, exerçaient librement leur métier de musiciens ou d'ouvriers. Mais beaucoup avaient été fixés et étaient devenus *vatrassi* : c'étaient les barbiers, tailleurs, cordonniers et maréchaux-ferrants des villages ; dans les

(1) KOGALNITCHAN : *Esquisse...*, pp. 14-15. THOUVENEL, ouv. cité, p. 231 sq, répète ce qu'ont dit ses devanciers et surtout Kogalnitchan.

(2) BOLINTINEANO : *Les principautés roumaines*, p. 53 sq. Son information n'est pas très sûre.

villes, des boulangers, des marmitons, des tailleurs, des maçons, des blanchisseuses, des couturières, des brodeuses (1). Surtout, ils servaient comme domestiques dans les maisons des boïars, où l'on utilisait une multitude de valets déguenillés, de cochers ivrognes, et de malpropres cuisiniers (2).

« *En Moldo-Valachie, dit Bellanger, l'esclave, comme l'herbe, abonde et croît à vue d'œil. On en fait une si énorme consommation ! un esclave pour charger la chibouque, un esclave pour l'allumer, un esclave pour l'apporter, un esclave pour regarder son maître fumer, debout devant lui, les deux mains croisées sur le ventre ; un esclave pour lui aller chercher une doulitchaz (3), un esclave le verre d'eau, un esclave la serviette ; un esclave pour ramasser son mouchoir ; cinq autres esclaves pour l'habiller, le raser, lui peigner la barbe, lui laver les mains, lui faire les cheveux ; cinquante autres esclaves pour les besoins de la maison, pour les appartements, les habits, les cuisines, les voitures, les chevaux, les harnais, les esclaves, car il faut bien servir ceux qui servent, ils n'ont pas le temps de se servir eux-mêmes : sans compter les cochers, les valets de pied, les valets de course, les Albanais enfin qui se tiennent derrière les calèches...* » (4).

Il faut se méfier des « charges » du voyageur que nous citons, mais nous devons reconnaître que le roumain a toujours aimé étaler le grand nombre de ses serviteurs et que, même de nos jours, alors qu'il devient difficile de se procurer des domestiques, leur nombre est encore exagéré.

Ces domestiques n'étaient pas payés. Ils vivaient des restes de la table du boïar, de pourboires et de menus larcins.

Les voyageurs étrangers et les auteurs roumains s'accordent pour dire que les esclaves étaient très maltraités. Jusqu'au Règlement Organique, le supplice le plus courant était la *falanga* : la bastonnade sur la plante des pieds — les pieds du patient étaient

(1) [PERTHUSIER], ouv. cité, pp. 27-28, peu précis. Les « breslas » ne sont pas ce qu'indique l'auteur.

(2) *Notizie storiche, politiche, geografiche e statistiche sulla Vallachia e sulla Moldavia* (Milano, 1821). « Ma joi regna nelle cucine dei Bojardi una tale sudiceria che non si possono meglio raffrontare che a dé porcelli. » On le croit sans peine !

(3) Confiture.

(4) BELLANGER : *Le Keroutza*, I, 380.

attachés à un bâton que deux hommes tenaient levé. Si le Règlement abolit ce supplice, il laissa subsister la peine du fouet et la réclusion. Lorsqu'un esclave fugitif était rattrapé, on lui mettait un casque de fer orné de deux longues cornes et attaché sous le menton par un collier de pointes de fer qui l'empêchaient de manger et de dormir (1).

De telles pratiques favorisaient la lâcheté, les vices les plus abominables, la démoralisation.

Aucune religion ne venait élever l'âme de ces esclaves ni panser leurs blessures morales. Les nomades étaient vaguement fétichistes (2). Les Netotî adoraient peut-être le soleil (3). Aucun rite. Même le mariage n'était marqué par aucune cérémonie. Parfois nomades ou sédentaires se faisaient baptiser, mais c'était pour recevoir des cadeaux du parrain et de la marraine, et ils se prêtaient à cet acte religieux le plus souvent possible, dans des paroisses différentes, pour recevoir plusieurs fois des cadeaux. Même chrétiens, ils conservaient d'ailleurs leurs croyances en la fatalité, et leurs femmes étaient d'habiles diseuses de bonne aventure : elles lisaient l'avenir dans les cartes, dans les lignes de la main ou dans un petit miroir placé au fond d'une boîte en fer blanc où apparaissait le mauvais Esprit.

Ces esclaves, ne travaillant guère, ne se vendaient pas cher. Il n'y avait pas de marchés d'hommes, mais on en trafiquait en particulier et juridiquement ils étaient assimilés à une propriété immobilière : ainsi le droit de potimisis était applicable à chaque mutation (4). En 1821, un esclave valait de 500 à 600 piastres, soit 4 à 500 francs (5). Au milieu du siècle, Bolintineanu dit qu'on s'en procurait pour 100 à 200 francs (6). En 1840, Thouvenel affirme qu'un tzigane cultivateur (il n'y en avait guère) se vendait

(1) KOGALNITCHAN : *Esquisse...*, p. 16, et WILKINSON, VIII, 152 sq.

(2) KOGALNITCHAN, p. 20.

(3) BOLINTINEANO, ouv. cité, p. 53.

(4) V. notre article : Marcel EMERIT : *Sur la condition des esclaves dans l'ancienne Roumanie*. « Revue historique du S. E. européen », VIII^e année, n^{os} 7-9, juillet-sept. 1930, p. 129 à 133.

(5) D'après [RECODRON] : *Lettres...*, p. 58, et WILKINSON, VIII, p. 152.

(6) BOLINTINEANO, ouv. cité, p. 53.

190 francs, un ouvrier 70 francs, et qu'une famille entière était livrée pour 500 francs au plus (1). Nous savons que, jusqu'en 1839, l'Etat valaque racheta 185 tziganes pour 86.328 lei, ce qui donne un prix moyen de 466 francs par esclave. Mais il est possible que les particuliers aient profité de la situation et qu'ils aient vendu leurs tziganes à l'Etat plus cher que s'ils les avaient vendus à d'autres particuliers (2). Si nous nous rappelons qu'au XVIII^e siècle un enfant de tzigane était échangé contre 7 buffles (3), nous pouvons admettre qu'il y a eu diminution constante du prix des esclaves jusqu'à leur émancipation. Les boïars tiraient plus de revenus d'un paysan astreint à la corvée et aux redevances que d'un tzigane paresseux et voleur. Soit par libéralisme, soit par intérêt certains boïars, après le Règlement Organique, vendirent leurs esclaves, ce qui fit baisser les prix. En 1836, Barbe Stirbei mit une partie des siens aux enchères et céda les autres au banquier Opan pour quelque 10.000 ducats (4).

Les boïars sentaient que la législation s'acheminait vers l'abolition pure et simple de l'esclavage. Déjà, le Code civil de Moldavie, promulgué en 1833, avait beaucoup restreint les droits du maître : L'esclave était, désormais, une personne et non une chose. Le maître ne pouvait plus confisquer son pécule, excepté lorsque l'esclave mourait sans héritier ou lorsqu'il avait causé des pertes à son maître. Le code interdisait encore les mariages entre les hommes libres et les esclaves, excepté si celui des conjoints, qui était de condition libre, avait ignoré l'état de servitude de l'autre conjoint et s'il acceptait de le racheter en 30 annuités. Les enfants nés d'un pareil mariage étaient reconnus libres. Il en était de même des enfants qu'un homme libre aurait eu avec sa concubine esclave ; cette dernière était affranchie de plein droit après la mort du maître. Les affranchis pouvaient se marier avec qui ils voulaient excepté avec

(1) THOUVENEL, ouv. cité, p. 249.

(2) AN. PARL., IX, I, 647.

(3) STEFULESCU : *Strimba*, p. 129, contrat du 28 août 1774, man. Ac. Roum., XCI, 108.

(4) UBICINI : *Les provinces danubiennes*, p. 149.

la fille ou toute autre parente de leur patron et avec une jeune fille noble (1).

Les dispositions du code étaient encore dures. Après la mise en vigueur du Règlement Organique, quelques boïars d'éducation occidentale engagèrent la lutte pour décider le gouvernement à prendre l'initiative d'une loi abolissant l'esclavage par étapes. Certains, comme Campinianu et les Golescu, donnèrent l'exemple et affranchirent sans indemnité tous les tziganes casés sur leurs terres. Plusieurs écrivains firent des appels à l'opinion publique. Les poésies de César Bolliac (*Fille de boïar et fille de tzigane, le tzigane vendu, une tzigane et son marmot...*) cherchaient à attendrir les âmes des maîtres (2).

Un Français, *Théodore Diamant*, avait formé le projet de profiter de la prochaine libération des tziganes pour mettre en pratique les idées de Fourier. Après une jeunesse agitée (n'avait-il pas été élève de l'école militaire de Munich, puis étudiant vagabond à Paris, puis portier au phalanstère de Ménilmontant !), cet aventurier, adepte passionné des idées communistes, avait fini par échouer en Roumanie où il exerçait le métier d'arpenteur. I. Ghica nous dit qu'il réussit à organiser un phalanstère sur le domaine de Scăeni (Prahova) qui appartenait à Manolache Bălăceanu. Le gouvernement s'en était inquiété et, après avoir dispersé la phalange, il avait fait enfermer l'audacieux réformateur au monastère de Snagov.

Diamant avait continué de remuer des idées. En ce qui concerne les tziganes, il proposa de les réunir dans des colonies agricoles que l'Etat organiserait sur ses domaines. On en ferait ainsi des travailleurs utiles. « *Pour les travaux pénibles et dégoûtants, dont on tâche aujourd'hui de s'exempter, il se présentera un grand nombre de volontaires pour les exécuter.* » Les progrès agricoles, l'amélioration matérielle et morale de la vie des Bohémiens serait telle que les boïars ne tarderaient pas à suivre l'exemple de l'Etat. Diamant croyait

(1) KOGALNITCHAN : *Esquisse...* pp. 10-12, donne le texte des articles du code concernant les esclaves. Sur leur condition antérieure, voir notre article cité plus haut.

(2) Sur cette campagne, voir George I. LAHOVARI : *Robi*, dans les *Convorbiri literare* XXII, an 1888, pp. 897-900.

surtout que l'application du système aurait pour résultat la création d'une petite industrie en Roumanie.

« 1^o Les produits du pays ne seraient plus exportés bruts à l'étranger et importés manufacturés, mais ils subiront la transformation nécessaire pour l'usage de la vie, dans ces colonies ou grands ateliers dans lesquels le travail pénible sera débarrassé de tout ce qui le rend nuisible et délétère pour le corps et pour l'âme du travailleur.

« 2^o Les produits bruts subissant dans le pays la transformation nécessaire, le public achètera à meilleur marché les produits manufacturés...

« 3^o L'argent restera dans le pays et les transactions commerciales seront facilitées.

« 4^o Enfin, le moral des classes inférieures s'améliorera promptement et radicalement, car la cause de tous les vices qui est le désœuvrement disparaîtra par la carrière nouvelle dans les travaux champêtres, manufacturiers et commerciaux qui s'ouvrira à toutes les intelligences et à toutes les activités sous le patronnage éclairé du gouvernement. »

Le capital de la colonie, dont « l'ingénieur Diamant » serait l'organisateur et le directeur responsable, serait fourni par l'émission de 500 actions de 50 francs chacune (1).

Ce curieux projet ne fut pris au sérieux par personne.

A ces écrits humanitaires, les boïars intransigeants opposaient des arguments d'ordre pratique : On ne pouvait relâcher les esclaves libérés sans leur donner un gagne-pain. Si on les transformait en serfs, on n'aboutirait qu'à augmenter l'étendue des terres en friches, car le tzigane, n'aimant pas l'agriculture, délaisserait la terre qui lui serait concédée et se mettrait à courir les aventures. Une loi d'émancipation ne ferait qu'augmenter le nombre des vagabonds, des voleurs et des criminels de grand chemin.

Le jeune et brillant historien Cogălniceanu ripostait en citant

(1) Cité par CARTOJAN : *Convorbiri literare*, t. 51, an 1919, pp. 722-729, d'après un manuscrit de l'Académie roumaine, n^o 1036, f. 135 sq.

On aimerait connaître le règlement intérieur de la colonie, mais il est probable qu'il ne l'a pas fait.

des exemples du contraire (1). En Transylvanie et en Bucovine, on était arrivé à fixer les tziganes. En Serbie, le prince Michel avait essayé de les accoutumer à l'agriculture et, à Poscharewatz, un premier essai de colonisation agricole avait assez bien réussi. En Moldavie même, il déclarait qu'il existait à Rîpi, village du district de Fâlciî, un groupe de 7 à 8 familles tziganes qui cultivaient leur champ avec plus de soin et d'amour que les roumains. Il affirmait (et les faits ultérieurs lui ont donné raison) qu'il serait parfaitement possible de former des villages de tziganes vivant des petites industries campagnardes et capables de rendre des services à la classe rurale.

Poussés par l'opinion, prudemment, les gouvernements s'engagèrent dans la voie des réformes. En 1836, le prince de Valachie essaya de fixer les tziganes, aussi bien ceux qui appartenaient aux particuliers que ceux qui se trouvaient sur les domaines de l'Etat, en promettant d'aider les propriétaires qui voudraient établir leurs esclaves soit sur leurs propres terres soit sur les terres d'autrui (2).

La loi fut développée l'année suivante. Le prince proclama la libération de 4.000 familles de tziganes appartenant à l'Etat et ordonna qu'il fût pourvu à l'établissement de ces affranchis sur des terres concédées par les boïars qui les assimileraient à des cultivateurs ordinaires. On lit sur les instructions adressées au fonctionnaire chargé de l'application du décret : « *Parlez leur un langage qu'ils puissent entendre ; travaillez à répandre parmi eux des vérités utiles et des idées religieuses. Les mœurs formées par l'éducation doivent être consacrées par le travail, autrement elles se pervertissent par la jainéantise et la misère : c'est donc au travail qu'il faudra former ces hommes.* » (3) »

En réalité, les boïars gagnaient à l'opération puisqu'elle leur procurait une main-d'œuvre à bon marché. A cette époque, on recherchait plus des hommes que de la terre et, si médiocre que

(1) KAGALNITCHAN : *Esquisse...*, pp. 24-25.

(2) Cf. F., pp. 28-29.

(3) A.-L. DE GRAMMONT : *De l'administration provisoire russe en Valachie et de ses résultats* (Bucarest, 1840), pp. 84-85.

fût le travail agricole qui allait être fourni par l'élément tzigane, les boïars ne le dédaignèrent pas. La mesure faisait perdre au fisc une cinquantaine de milliers de francs par an, mais ce déficit fut largement compensé par l'accroissement de la population agricole (1).

Les années suivantes, l'Etat racheta des particuliers quelques tziganes. Mais cette opération fut entravée par le manque d'argent et, en 1839, 185 esclaves seulement avaient été libérés de cette façon.

Le prince savait qu'il n'obtiendrait pas des boïars qui composaient l'Assemblée l'abolition pure et simple de l'esclavage. Sa tactique consista donc à augmenter le fond de rachat par des moyens détournés. On pouvait d'ailleurs exploiter les sentiments anticléricaux des députés, car, s'ils étaient très jaloux de leurs privilèges, les boïars ne voyaient pas d'un bon œil ceux des monastères. En 1840, ils votèrent une loi qui limitait les redevances payées par les tziganes casés sur les terres des couvents (2).

En 1843, l'Etat valaque réussissait à faire une économie sur l'administration des prisons, économie sur laquelle 10.000 lei furent consacrés au fonds de rachat. L'Assemblée porta la somme annuellement disponible à 23.800 lei et y ajouta la dîme des tziganes déjà libérés (3). En outre, une circulaire du 28 août 1843 obligeait les propriétaires à fixer leurs esclaves dans les 18 mois. Passé ce délai, les nomades qui seraient arrêtés seraient déclarés tziganes de l'Etat.

En Moldavie, le gouvernement fut plus hardi. Il commença par donner aux tziganes, en 1839, le droit de *protimisis* sur leur personne, c'est-à-dire que, lorsqu'un esclave était vendu, il avait le droit de se libérer en versant un prix égal à celui qui était offert par l'acquéreur (4). Puis, en 1844, le haut clergé offrit spontanément au prince Sturdza d'abolir l'esclavage sur ses domaines (5). Presque aussitôt, le 31 janvier, fut présenté à l'Assemblée un pro-

(1) UBICINI, ouv. cité, pp. 149 sq.

(2) AN. PARL., IX, I, 647, et F., p. 87.

(3) F., ouv. cité p. 288.

(4) *Ibid.*, p. 536. Modifié par une loi de 1844, AN PARL., XII, II, 417.

(5) Si l'on en croit UBICINI, ouv. cité, p. 167.

jet d'affranchissement qui fut voté par chapitre : Le 6 février, on décidait la libération des tziganes de la Métropole, des évêchés et des monastères ; en mars, celle des tziganes de l'Etat (1). Ceux de ces affranchis qui vivaient à la campagne entraient dans la classe des paysans, avec les mêmes droits et les mêmes obligations ; ceux qui exerçaient des métiers dans les villes devenaient travailleurs libres soumis à la patente. Les impôts ou patentes qu'ils paieraient désormais seraient employés à racheter les esclaves des particuliers (2). M. Sturdza, donnant l'exemple, mettait immédiatement en liberté les tziganes qui appartenaient à sa famille.

En 1845, sur 3.535 familles qui avaient appartenu au clergé, 2.995 étaient inscrites sur les registres de contributions des communes qu'ils habitaient. 504 familles dans les villes vinrent grossir la catégorie des patentés. 7.053 familles de tziganes de l'Etat furent répartis dans les villages par une commission nommée par le gouvernement. Le fisc y gagnait une recette supplémentaire de 507.381 piastres (3).

Le mariage restait interdit entre les affranchis et les tziganes des particuliers. Toutefois, si de semblables unions se faisaient, les enfants à qui elles donneraient naissance seraient libres et celui des parents qui était esclave devrait se racheter lui-même, avec l'aide éventuelle des caisses ecclésiastiques (4).

L'enthousiasme fut grand dans la jeunesse intellectuelle quand cette loi fut promulguée. Les jeunes progressistes, conduits par Cogălniceanu, se rendirent au palais pour féliciter le prince. Le *Progrès* (5), l'*Albina* (6) chantèrent les louanges de Sturdza, de Th. Balș, auteur du projet de loi, et du Ministre des Finances Grégoire Ghica. Le poète Alexandri écrivit une ode pour célébrer la grande réforme.

(1) AN. PARL., XII, II, 425 et 521 sq.

(2) MAN. ADM., II, 53.

Voir le texte de la loi dans VAILLANT : *La Roumanie*, II, 433-434.

(3) *Quinze années d'administration en Moldavie*, pp. 52-53.

(4) AN. PARL., XII, II, 419 sq.

(5) Cf. article de Cogălniceanu dans le numéro de *Propășirea* du 6 février. C'est dans le même journal que le poète Alexandri a publié son ode pour la première fois.

(6) *Albina Românească*, 17 février 1844.

Pour n'être pas en reste, le prince Bibesco, le 11 février 1847, fit voter la libération sans indemnité des tziganes de la Métropole, des évêchés, des monastères et des établissements publics en Valachie. Ils entrèrent eux aussi dans la catégorie des corvéables et le produit de leur capitation fut consacré au rachat des esclaves des particuliers. Le prince déclara que « l'esprit du siècle et le progrès de la civilisation » exigeaient depuis longtemps le vote d'une pareille loi et que le 11 février 1847 serait une date capitale dans l'histoire de la patrie. Le métropolitain y ayant consenti, la loi fut votée à l'unanimité (1).

Ces réformes n'ont pas eu que des admirateurs. En Valachie, les adversaires de Bibesco soutenaient que ce prince, loin d'avoir écouté la voix de son cœur, avait voulu simplement se faire de la réclame en Occident et augmenter les revenus de son gouvernement au détriment du clergé. Ils lui reprochaient d'avoir aggravé le sort des tziganes en les assimilant aux paysans sans prendre soin d'assurer leur nourriture. Ces critiques n'étaient pas sans fondement. Les tziganes non casés, en payant 25 à 30 piastres à leurs maîtres, pouvaient, sans autre obligation, exercer librement le métier qui leur convenait. Les paysans, au contraire, devaient le service militaire, la corvée et des impôts fort lourds à l'Etat, à la commune, au seigneur (2). Beaucoup de tziganes, trop paresseux pour goûter les joies d'une demi-libération qui les astreignait à de lourds travaux, préféraient sans doute les vagabondages d'autrefois et l'anarchie dorée qui régnait souvent dans la maison du boïar.

Toutefois, même si l'on met de côté les considérations humanitaires, la libération des esclaves était nécessaire. Outre que l'existence de l'institution était une honte pour un pays européen,

(1) AN. PARL., XIV, I, 1117. Le fonds de rachat fut aussitôt porté à 36.300 lei (*ibid.*, XV, I, 148 sq.).

(2) B. A. : *La principauté de Valachie sous le prince Bibesco*, p. 183. L'auteur cite des chiffres pour prouver que l'esclave était plus heureux que le paysan. Quel aveu sous la plume d'un boïar !

Sur les tziganes après la réforme (esclaves des particuliers) lire Alfred POISSONNIER : *Les esclaves tziganes dans les principautés danubiennes*, Paris, 1855, 64 p., et *Notice historique sur les tziganes ou esclaves zinganes de Moldavie et de Valachie*, réimpression dans *Buletinul societății geografice române*, 1884, pp. 26 à 54. On y trouve une traduction française du texte de loi concernant l'esclavage chez les particuliers.

il faut reconnaître que les villages de tziganes n'ont pas tardé à rendre des services à la population rurale. Ces hommes paresseux mais adroits ont fourni aux campagnes les petites industries que les roumains avaient trop délaissées : forgerons, maréchaux-fer-rants, briquetiers, potiers, chaudronniers, vanniers, ces tziganes sont des auxiliaires médiocres mais indispensables, et leur violon continuera encore longtemps à verser chaque dimanche au pauvre paysan sa provision de rêves.

TROISIÈME PARTIE

La vie rurale à l'époque du Règlement Organique

1^o LA PRODUCTION ET LA CIRCULATION DES PRODUITS AGRICOLES

- A. LE MODE D'EXPLOITATION DES TERRES.
- B. LE COMMERCE INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR DES PAYS ROUMAINS.
- C. LES PRIX ET LES FLUCTUATIONS DU MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES.
- D. LA CONCURRENCE ENTRE L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE.

L'étude de la législation roumaine à l'époque du Règlement Organique nous a permis déjà de nous faire une idée des conditions de vie des différentes classes sociales dans les deux principautés. Mais nous risquerions beaucoup de n'en retenir qu'une idée peu exacte dans le détail si nous en restions là ; car les lois dans ces pays ont établi un ordre social théorique qui n'a pas toujours existé en fait. Celles qui ont suivi le Règlement Organique n'ont fait que réprimer, ou tenter de réprimer, les abus les plus évidents. Nous voudrions, dans les chapitres qui suivent, tenter de reconstituer la vie réelle des classes rurales en Moldavie et en Valachie, en essayant de séparer ce qui, dans les lois, a été appliqué et ce qui est resté lettre morte, en étudiant ceux des rapports agraires qui échappent en droit ou en fait au contrôle de l'Etat, en analysant enfin les sentiments des hommes des diverses catégories sociales. Dans ce domaine, nous risquons beaucoup de ne pas atteindre le degré de précision que nous aurions souhaité, car les renseignements dont nous disposons sont vagues, parsemés de grosses lacunes et souvent peu objectifs. Nous sommes obligés d'écarter de nombreuses œuvres de polémique qui n'ont fait qu'embrouiller les questions.

Au risque de sacrifier la « couleur locale », nous nous priverons aussi de la plupart des récits de voyageurs, dont les observations, pour la plupart très superficielles et souvent ridiculement fausses, ne pourraient que nous induire en erreur. Cette élimination faite, en raisonnant sur des pièces d'archives, nous avons peut-être quelque chance de pouvoir donner de la vie rurale dans la Roumanie du Règlement Organique une idée d'ensemble qui ne sera pas trop éloignée de la vérité.

Nous comprendrions mal l'aspect social de la question, si nous ne jetions pas les yeux en premier lieu sur son aspect économique.

A. — Le mode d'exploitation des terres

Les pratiques culturales à l'époque du Règlement Organique sont assez mal connues. Tous les témoignages nous indiquent qu'elles étaient très arriérées. Les premières statistiques de production ont été dressées pour la Moldavie en 1840 (1), et, pour la Valachie, nous manquons de renseignements. Pendant l'année 1840, nous constatons que les propriétaires ontensemencé 58.362 falches en blé et que la récolte de 1841 a donné sur leurs terres 92.046 chila de blé ; ce qui indique un rendement de 1,57 *chila* par falche.

Ce rendement est faible. Nous aimerions le comparer avec celui des terres cultivées par les paysans pour leur propre compte, mais la statistique ferme la porte à notre indiscrétion, car elle n'indique, pour les tenures paysannes, qu'un chiffre global de « terres ensemencées » : 215.091 falches. Sur ces terres labourées, les paysans ont semé du blé, de l'orge, de l'avoine, du maïs, du millet, du sarrasin, des pommes de terre, etc. Si nous négligeons cette dernière denrée qui tient très peu de place, nous constatons que les paysans ont produit 410.428 *chila* de céréales sur une superficie d'environ 215.000 falches ; le rendement sur leurs terres a donc été de 1,9 *chila* par falche.

(1) A. L., I (3), pp. 229 et 239.

Les propriétaires, sur une surface ensemencée de 139,458 falches, ont produit 310.196 chile de céréales ; le rendement a été de 2,23 par falche.

Les propriétaires obtiennent donc des rendements supérieurs à ceux des terres paysannes ; mais même chez eux ces rendements sont faibles, surtout étant donné l'excellente qualité des terres de culture ; et on peut être certain qu'ils ont gardé pour eux les meilleures.

L'assolement triennal constitue le maximum de progrès pour l'agriculture roumaine ; encore n'est-il pas pratiqué partout, ni avec beaucoup de discernement. Les cultivateurs n'utilisent pas d'engrais. Ils jettent le fumier, qu'ils considèrent comme dangereux (1).

Le matériel est très médiocre. On emploie 6 bœufs pour tirer des charrues fort primitives, dont le soc est parfois en bois (2).

Les propriétaires, qui ont de la place tant qu'ils en veulent, préfèrent obtenir une augmentation de la production par la mise en culture de nouveaux terrains plutôt que par l'amélioration des rendements (3). Rares sont ceux qui, comme Lupu Balș (4) s'intéressent sincèrement aux progrès agricoles.

C'est le gouvernement qui, dans chacune des principautés, a pris l'initiative de perfectionner les pratiques culturales. En 1834, des mesures furent prises en Moldavie pour procurer aux paysans de bonnes semences d'orge (5). En 1841, un effort fut tenté pour intéresser les agriculteurs aux progrès techniques : Le Conseil administratif de Moldavie proposa de créer quatre « Commissions consultatives d'économie rurale ». Celle de Jassy fut composée de deux propriétaires, de deux professeurs et du président de

(1) Th. LEFEBVRE : *Etudes...*, p. 243, confirmé par [AURELIAN, ODOBESCO] : *Notice sur la Roumanie*, p. 49. Il faut attendre 1853 pour voir le gouvernement valaque s'intéresser au progrès des méthodes de culture : Stirbei fonda une ferme-modèle dirigée par des agronomes wurtembourgeois. (Cf. corr. lui Stirbei Vodă, p. 266).

(2) ZUCKER : *Bessarabien*, p. 29. « Der Gutbesitzer speculirt am meisten auf den Bau des ărnăuțeschen Waizens, der in diesem Theile des Landes gut fortkommt, und allein in der Hafen zur Ausfuhr verkauft wird, wo er nach den Umständen manchmal gut bezahlt wird. »

(3) N. SOUTZO : *Notions statistiques sur la Moldavie* (Iassy, 1849), pp. 90-94.

(4) *Spicuitorul moldo-român*, 1841, trim. II, p. 111 sq.

(5) MAN. ADM., 452-453.

l'éphorie urbaine. A chaque Commission devait être adjoint un vétérinaire qu'on ferait venir de l'étranger. Ces commissions eurent surtout pour tâche d'organiser chaque année, à l'Académie de Iassy, une exposition de produits agricoles et de distribuer des prix et des médailles aux meilleurs exposants (1). Elles devaient aussi se réunir une fois par an, le jour de la foire principale du district pour examiner le bétail et pour distribuer des prix aux éleveurs. Elles devaient prendre des mesures pour que les villageois puissent se procurer de bons taureaux. Enfin, on leur confiait l'organisation de trois courses de chevaux par an : à Iassy, à Fălticeni et à Galatz (2).

Un essai de culture dirigée fut tenté la même année. Un décret princier invitait les préfets à réunir les paysans par groupes de 200, sous la conduite de maziles et de boïars agriculteurs pour semer du blé et des légumes (des pommes de terre surtout, à raison de 5 perches par famille) et planter des jardins « pour leur bien-être domestique » (3). Mais je doute fort que cette décision ait été très appréciée par les intéressés et qu'elle ait reçu même un commencement d'exécution.

Le paysan roumain, c'est un fait encore réel aujourd'hui, déteste le jardinage. Il mange peu de pommes de terre et, à part ses gros piments et quelques choux, il méprise les produits maraîchers. Ses vergers sont mal soignés, et les produits, poires, pommes, cerises et prunes, ont peu de saveur (4). C'est d'ailleurs dans la région des collines, sur les terres des paysans libres, qu'on trouve surtout des vergers ; c'est là qu'on récolte les prunes dont on tire un alcool de faible degré, la « *tsuica* ». C'est là aussi que l'on fait le meilleur vin.

Le prince de Valachie, Alex. Ghica a cherché lui aussi à intéresser ses concitoyens aux méthodes modernes de culture. Il fonda une société d'agriculture et il y fit faire des expériences avec un

(1) MAN. ADM., I, 444, et F., 587.

(2) *Ibid.*

(3) MAN. ADM., 453.

(4) SOUTZO, ouv. cité, p. 9.

outillage nouveau importé de l'étranger (1). En 1841, Grégoire Cantacuzino, un des plus gros propriétaires de Valachie, se trouvant à Paris, parlait de l'immensité de ses propriétés et des difficultés qu'il éprouvait pour les exploiter. Une maison anglaise les fit visiter par un agronome, nommé Derbunville, et lui offrit de les affermer pour 45 ans moyennant un capital une fois versé de 200.000 francs et une rente annuelle de 50.000 francs. Mais le Cantacuzène en question eut peur d'être accusé de livrer son pays à l'exploitation des étrangers et refusa de signer ce contrat.

Les étrangers auraient pu être, pour les Roumains, de bons guides, mais leurs offres rencontraient toujours une farouche méfiance. Cette méfiance, peut-être légitime, existe encore de nos jours, et les étrangers n'ont pas encore le droit d'acquérir des propriétés foncières en Roumanie. Les gouvernements des Principautés se contentaient de faire venir du dehors des outils et des animaux de bonne race. C'est ainsi que B. Știrbei et N. Bibescu achetèrent en 1844 500 moutons mérinos au baron silésien von Bissing (2). Colson demandait, en 1838, de permettre aux étrangers d'acquérir des biens fonds : ils apporteraient des capitaux, des machines perfectionnées, de bonnes semences et la connaissance des marchés extérieurs ; il pensait que ces producteurs seraient facilement assimilés et qu'ils répandraient l'abondance dans le pays (3). Mais les Roumains avaient une telle crainte de voir passer peu à peu toutes les propriétés dans les mains des étrangers, qu'ils n'acceptèrent jamais de recevoir les techniciens de l'Occident autrement que comme des conseillers, en mission provisoire.

La seule dérogation à cette règle fut accordée pour une exploitation moderne des *forêts*. En 1843, une concession d'arbres fut faite à un industriel français, Condemine, qui amena avec lui son outillage et 150 ouvriers français. Ces ouvriers s'installèrent avec

(1) Le 3 mai 1835. F., p. 211.

(2) NEIGEBAUER : *Die Donaufürstenthümer*, p. 50.

Bissing vint même en Moldavie pour élever des moutons sur une propriété appartenant à Conachi. Cf. « Revue de l'Orient », Paris, 1846, IV, 105.

(3) COLSON : *La Hongrie et la Valachie*, 351-353, extr. du « Courrier valaque », août 1838.

leurs femmes et leurs enfants au milieu de la forêt et se mirent courageusement à la tâche. La concession avait été consentie par Barbu Știrbei pour une somme de 600.000 francs. Mais l'entreprise échoua par suite du mauvais vouloir des préfets qui, à 10 lieues à la ronde, paralysaient les moyens de transport.

C'est surtout *l'élevage* qui aurait pu profiter du concours des étrangers. Les paysans roumains avaient beaucoup de moutons, mais ils exportaient peu de laine. La peau de mouton, il est vrai, trouvait à l'intérieur une clientèle sûre. On en faisait des manteaux, des paletots (cojoc), des bonnets (căciula). La viande du mouton est peu estimée en Roumanie, mais on y fait une grande consommation d'agneaux très jeunes, à la chair flasque, mal formée. Le lait des brebis servait à la fabrication des fromages ; on le cuisait et on en faisait une espèce de lait durci (*ourda*) que l'on consommait frais, avec du sel, ou que l'on conservait dans des outres. A la fin du mois d'août, on fabriquait un lait caillé dont on faisait une grande consommation et que certains paysans arrivaient à conserver pendant l'hiver. Mais il eût été préférable d'exporter de bonne laine mérinos que réclamaient les représentants des grandes maisons d'industrie textile de l'occident (1).

Les porcs étaient de médiocre qualité. Les plus nombreux étaient les grands porcs noirs, qui ressemblent à des sangliers, et qu'on laisse courir librement. Ils ne demandent aucun soin et se contentent d'une maigre nourriture, mais leur chair est peu appréciée.

Les ânes étaient rares. Ils n'étaient guère employés que par les bergers pour porter, à la suite des troupeaux, leurs bagages et leurs outils (2). Quant aux mulets, les tziganes en élevaient quelques-uns pour l'exportation, mais ils étaient fort mal soignés par ces maîtres indolents.

Les chevaux moldaves jouissaient d'une vieille réputation. Un proverbe turc disait : « Rien n'est au-dessus d'un jeune homme

(4) *Notice sur la Roumanie* (citée plus haut), pp. 97-99. Il y avait des représentants de quelques grandes maisons lainières à Galatz et à Braila.

(5) *Ibid.*; pp. 88-89.

persan et d'un cheval moldave ». Les Turcs, les Hongrois et les Polonais les avaient beaucoup recherchés, et le roi de Prusse, Frédéric II lui-même, en faisait acheter dans le pays. mais au début du XIX^e siècle, la race était abâtardie. Quelques haras furent installes par des boïars dans les districts de Dorohoi et de Botoșani. En Valachie, où la race avait toujours été moins bonne, on fit des croisements avec des étalons venus de Russie ou de Hongrie (1). Ce n'étaient là que des initiatives isolées. Les Roumains, en général, prenaient peu de soin de leurs chevaux : ils les laissaient paître en liberté dans les prairies jusqu'à la période des neiges, puis ils les rentraient à l'écurie où ils les nourrissaient fort mal, quand ils ne les laissaient pas en plein champ même l'hiver. Les chevaux, soumis à un pareil régime, devenaient sauvages.

Ils ne servaient guère aux travaux des champs. On les employait pour piétiner les céréales dans les aires, ou pour effectuer des transports à grandes distances. « Le cheval est petit, écrit Vaillant (2), poilu comme l'ours et abruti comme le bœuf ».

Ce sont les bœufs qui sont employés par les paysans pour les travaux des champs ou pour les transports ordinaires. Ces bœufs sont généralement petits, indolents, pourvus de cornes démesurées. Ceux de Moldavie sont les meilleurs. Mais partout ils sont mal soignés, sans abri, sans autre nourriture l'hiver que les feuilles ou la tige du maïs (3).

Que dire de l'outillage commercial ? Les rivières ne sont pas navigables et tous les transports se font par chars. Il y a des villages entiers dont les habitants exercent la profession de voituriers : ils ont de très grands chariots, recouverts d'une carcasse voûtée en nattes ou en tapis de poils de chèvre auxquels ils attellent jusqu'à 12 ou 15 chevaux. Parfois, ces chariots appartiennent à des associations de juifs, qui se chargent de faire transporter les marchandises lourdes jusqu'aux villes ou aux grandes foires du pays (4).

(1) GRAMMONT : *De l'administration provisoire russe*, p. 120.

(2) VAILLANT : *La Roumanie*, t. III, p. 23.

(3) *Ibid.*, p. 22.

(4) *Notice sur la Roumanie*, p. 87.

Mais le moyen de transport le plus courant c'est tout simplement la « *carutza* » du paysan, char de bois (sans la moindre pièce de fer souvent), sans ressorts, traîné par une ou deux paires de ces petits bœufs aux longues cornes, désespérément lents. Conduits par un « corvéable » somnolent, ces chars amènent les sacs de blé du boïar cahin-caha jusqu'aux ports du Danube, où les céréales sont entassées en plein air.

B. — Le commerce intérieur et extérieur des pays roumains

C'est le commerce, nous le verrons, qui, à partir du traité d'Andrinople et de l'ouverture des Détroits (1829), a stimulé l'agriculture. Mais le mouvement commercial qui s'est développé si remarquablement dans la mer Noire jusqu'au milieu du siècle a profité beaucoup plus aux steppes de la Russie du Sud qu'aux plaines, cependant aussi fertiles, de la Moldavie et de la Valachie. Ce retard est dû à plusieurs causes, mais avant tout à la médiocrité des voies de communications et à la cherté des transports par voie de terre jusqu'aux ports du Danube. La Russie avait l'avantage d'avoir un beau réseau de voies navigables, tandis que les pays roumains, avant la construction des chemins de fer, ne pouvaient transporter leurs grains que par la route.

a) LE PROGRÈS DES VOIES DE COMMUNICATION

Il faut reconnaître que les princes des deux principautés ont fait ce qu'ils ont pu pour résoudre le problème de la circulation des produits. L'œuvre principale de *Michel Stureza* en Moldavie est la création d'un important réseau routier. Il a bien compris que la prospérité d'un pays agricole est étroitement liée à l'existence de bonnes voies de communications et de transports à bon marché. En ce temps-là, la route créait la culture.

Certes, les ennemis du Michel Sturdza ont prétendu que ce

prince, qui ne se serait guère préoccupé des besoins supérieurs du pays, avait créé des voies de roulage pour son usage personnel, et ils faisaient remarquer que la plupart des routes construites sous son règne passaient par ses propres domaines (1). Inévitables racontars ! Sturdza devait avoir des propriétés dans beaucoup de districts de Moldavie et une insinuation de ce genre était facile à faire quel que fût le tracé adopté pour le réseau routier. Dans une brochure apologétique, qui semble avoir été écrite sous sa dictée (*Quinze années d'administration en Moldavie*), l'importance économique de la route est soigneusement soulignée : « *Les plaines fécondes, arrosées par des rivières nombreuses, pourraient fournir tous les ans à l'Europe une quantité considérable de céréales, si les moyens de communication étaient proportionnés à la production agricole. L'attention du prince Stourdza devait donc se porter tout d'abord sur les chemins et les chaussées ; car les parties basses de la Moldavie, exposées aux inondations fréquentes des cours d'eau qui les traversent, seraient impraticables pendant la plus grande partie de l'année, si des routes, en nombre suffisant, n'étaient pas entretenues dans un état de parfaite conservation* » (2). Enfin Michel Sturdza insistait trop dans ses rapports annuels sur la longueur des chaussées construites pour qu'il soit permis de douter qu'il ne considérât pas cette partie de son œuvre comme la plus honorable pour lui et la plus profitable au pays.

Dès 1835, Michel Sturdza avait créé un Comité spécial pour les travaux publics. Ce Comité était composé du ministre de l'Intérieur, du président de la municipalité, de l'ingénieur de l'Etat et de l'architecte de la capitale, auxquels on adjoignit un caissier et deux dessinateurs (3).

(1) Ouv. anonyme : *Michel Stourdza et son administration*. Bruxelles, 1846, pp. 10-11. Le boïar russophile qui a écrit ce pamphlet accuse le prince d'opprimer odieusement les paysans, mais il blâme avec indignation le « National » qui a déclaré que « le temps de régler les comptes avec les paysans moldaves n'est peut-être pas très éloigné ». Selon lui le paysan n'est pauvre que par la faute d'un gouvernement mauvais et les propriétaires sont tous des anges. Il faut plaindre ces derniers qui supportent de lourdes charges : « Les droits de douanes, et de l'exportation des céréales, bestiaux et autres productions du pays », ne pèsent que sur les nobles et les propriétaires.

Au sujet des routes de M. Sturdza on trouve la même idée dans Soutzo : *Mémoires*, p. 120.

(2) *Quinze années d'administration en Moldavie*, pp. 18-19.

(3) *Ibid.*, p. 19.

On commença par améliorer la circulation à travers les villes ; on jeta des ponts, en bois ou en pierre ; on projeta la construction d'une route qui unirait Iassy à la frontière de Bucovine pour permettre l'écoulement vers l'Autriche des produits de la Haute-Moldavie. Cette route fut terminée en 1842. En dix ans, le gouvernement fit construire près de 200.000 toises de routes et en fit réparer trois fois plus (1). Le prince savait si bien que le progrès des voies de communication favorisait le commerce et encourageait la culture du blé qu'il subventionna ces créations en sacrifiant une partie des taxes d'exportation dont il avait la jouissance (2).

Il faut dire que la création du réseau routier fut une lourde charge pour le paysan. L'Etat dut faire exécuter d'une façon stricte les corvées prévues pour la construction et pour l'entretien des routes. Le Règlement Organique avait réduit à six journées par an les prestations dues par les paysans pour l'exécution des travaux publics. La répartition des travaux disponibles avait été dressée par district, et l'article 40 de l'annexe V du Règlement accordait au villageois le droit de fournir ces six jours de travail dans son district et non au delà. Mais il était difficile de s'en tenir à ce principe. Certains districts, par où devaient passer les routes d'intérêt national, avaient besoin d'une main-d'œuvre plus nombreuse que celle que fournissaient les villages riverains ; d'autres, au contraire, n'utilisaient pas tous leurs paysans disponibles. Sturdza fut donc obligé de déplacer les corvéables et de les envoyer dans des districts parfois fort éloignés du leur. La durée des déplacements n'entrant pas en compte, les paysans perdaient en allées et venues un temps précieux. Un adversaire du gouvernement prétendait que d'au-

(1) *Ibid.*, pp. 20 à 27. L'ouvrage donne la largeur des routes construites et réparées chaque année, de 1835 à 1847. La clarté du document est illusoire, car, tantôt il donne la largeur des routes construites ou réparées dans l'année, tantôt la longueur totale du réseau routier à une époque donnée. Il serait intéressant de compiler une statistique établie par département pour voir quelle fut la densité relative du réseau routier dans les diverses régions. Il n'en existe pas. Le tableau régional que donne l'ouvrage ci-dessus (p. 24) pour l'année 1842 est vague et incomplet. Il semble toutefois que les districts frontière ont été favorisés. Des statistiques locales nous permettraient, sans doute, de constater que les surfaces emblavées se sont développées tout autour des routes nouvellement construites. Aux érudits roumains de réunir ces statistiques, si elles existent ! Le travail sera long, ingrat, et il risque fort d'être peu fructueux, mais l'historien en attendra impatiemment les résultats.

(2) *Ibid.*, p. 25.

cuns, pour accomplir les six jours réglementaires, s'absentaient pendant un mois (1). D'autre part, le paysan était réquisitionné pendant les bonnes saisons, soit au printemps, lorsque son champ de maïs réclamait des labours, soit à l'époque des vendanges. Les hommes de corvée, parqués le long des routes en construction-couchaient sur la dure. Exposés à toutes les intempéries, mal ravi, taillés, stimulés seulement par des volées de coups de bâton, ils ne produisaient qu'un travail médiocre et ils s'estimaient bien heureux quand ils pouvaient retourner chez eux avec le char à bœufs qui les avait amenés, car souvent les bêtes mouraient de faim ou de maladie, quand les voleurs de grand chemin ne les arrachaient pas à leurs maîtres.

Le malveillant boïar dont j'ai parlé plus haut nous fait un tableau sinistre de ces campements : « A la vue d'une station de ces pauvres gens, campés la nuit à la belle étoile, loin de leurs foyers, bien souvent malades et sans nourriture pour eux, et leurs bestiaux, mouillés par les pluies et transis de froid, on ne peut se défendre d'un profond sentiment d'indignation contre un gouvernement assez barbare pour faire endurer à des hommes toutes ces misères » (2).

Le gouvernement avait fait mine de réglementer le travail des routes de telle manière que le paysan n'en souffrît que le moins possible. L'Assemblée moldave, au cours de ses séances du 29 avril 1836 et du 5 février 1837, avait décidé de donner aux travailleurs 5 lei (anciens) par toise (3) de route construite, et avait permis aux paysans de choisir pendant l'année la date de leur convocation. Mais il était entendu que, lorsque le paysan ne donnerait aucune réponse, l'administration le réquisitionnerait à la date qu'elle fixerait elle-même. Or, les villageois, soit par inertie, soit par incurable défiance, se gardaient bien de présenter au début de l'année leurs desiderata à une Administration qui leur semblait une asso-

(1) Michel Stourdza et son administration, p. 11.

(2) *Ibid.*, p. 20.

(3) Stinjen = 2^m,23.

ciation de tourmenteurs hypocrites, et ils se laissaient arracher à leur champ à l'époque qui leur convenait le moins. D'ailleurs, des réclamations ultérieures, comme celles de Kotzebue en 1838 à propos de la chaussée de Socola (1), prouvent que les lois étaient mal appliquées et que les paysans étaient souvent obligés d'aller travailler très loin de leur district et de subir en silence les plus terribles abus.

Le service des cantonniers ne fut organisé qu'en 1843. Dans son message de l'année précédente, le prince avait déjà annoncé que l'entretien des routes nécessitant la présence constante d'ouvriers spécialisés, il envisageait la création d'un corps spécial de cantonniers qui travailleraient toute l'année sur des tronçons de chemins dont chacun d'eux aurait la garde. 21.051 tas de cailloux devaient être disposés le long des routes construites et consacrés aux petites réparations (2). Le 1^{er} septembre 1843, le Conseil administratif extraordinaire mit la dernière main à cette organisation : Chaque cantonnier entretiendrait 500 toises de route. Ces travailleurs étaient exempts de redevances et les propriétaires riverains étaient obligés de leur donner un terrain pour construire leur maison, ainsi qu'une falche et demie de culture. A chacun l'Etat donnait une brouette, une pioche, un rateau de fer, une serpe, une pelle de bois, une pelle de fer, une scie et un marteau. Si les propriétaires refusaient de donner de la terre aux cantonniers et de les exempter de droits seigneuriaux, l'Etat paierait cette terre sur les crédits affectés au service routier (3) — ce qui prouve que l'Etat ne se reconnaissait pas le droit d'affranchir une terre seigneuriale et que l'« obligation » prévue plus haut n'était, en réalité, qu'un appel à la bonne volonté des boïars riverains. La constitution du corps des cantonniers n'en était pas moins importante puisque, outre son utilité indiscutable en ce qui concerne l'entretien de voies laborieusement construites sur un sol d'ordinaire peu résistant, elle créait une catégorie nouvelle de travailleurs libres.

(1) HURMUZ, t. I^{er}, 192-3.

(2) URECHIA : *Drumurile noastre*, p. 58.

(3) MAN. ADM., II 236, 243.

On ne fit pas grand chose pour améliorer les voies navigables. Cependant, le Prut, le Siret et la Bistritsa servaient autant que les routes pour les transports. On plaçait les céréales en sacs, les bois et parfois d'autres marchandises sur des radeaux formés de troncs d'arbres à peine dégrossis et on les laissait flotter dans le courant de la rivière, jusqu'à destination (1).

En VALACHIE, le problème des voies de communication n'était pas moins important qu'en Moldavie, mais il se posait d'une autre manière. Ici, les rivières sont parallèles et aboutissent au Danube, magnifique voie navigable. Ces rivières sont d'un débit irrégulier, de forte pente, et ne peuvent servir qu'au flottage des bois, mais la circulation du Nord au Sud, grâce à elles, ne rencontre aucun obstacle et aucun point du pays n'était trop éloigné d'un port danubien pour pouvoir couvrir ses frais de transport par route. Il suffisait donc d'améliorer les routes qui aboutissaient à ces ports fluviaux. Les voies construites d'est en ouest, au milieu de la plaine, ou au pied des montagnes, devaient servir surtout au transport des voyageurs : on traça une route de Bucarest à Orsova, une autre de Bucarest à Tirgoviste, et d'autres qui rayonnaient autour de Craiova. En somme, rien de comparable avec l'œuvre importante accomplie en Moldavie où le réseau routier fut tracé avec persévérance suivant un plan général dressé au début du règne de Sturdza (2).

Par suite de la disposition des fleuves, si l'on voulait améliorer les relations d'est en ouest, il fallait porter une attention plus particulière à la construction et à l'entretien des ponts. A ce point de vue, Al. Ghica continua l'œuvre méthodique de Kisselef : 77 ponts furent construits. Si les ponts principaux étaient édifiés par les services de l'Etat, les autres furent l'œuvre des particuliers. Dans

(2) [AURELIAN, ODOBESCU] : *Notice sur la Roumanie*, p. 10.

(3) F., 95, et DE GRAMMONT : *De l'adm. provisoire russe...*, pp. 101-103. Sous l'administration russe et sous A. Ghica, d'après Grammont, on a construit 77 ponts et plusieurs chaussées dont il donne une liste. Mais Th. Lefebvre dit, en 1857, qu'on ne compte guère que 40 à 45 kilomètres de routes vraiment carrossables en Valachie, et que les ponts sont en très mauvais état (*Etudes dipl.*, pp. 188-186). Ghica exigeait les 6 jours de corvée pour l'entretien et la construction des routes, plus un impôt de 60 piastres par tête payé par les nobles campagnards (*ibid.*, p. 185).

ce dernier cas, le propriétaire du pont percevait un droit de péage (1).

Les céréales étaient transportées par des chariots attelés de 2, 4 ou 6 bœufs jusqu'aux petits ports du Danube. Là, de curieuses barques bulgares, longues et relevées aux deux extrémités, pourvues de larges voiles, élégantes et faciles à manœuvrer malgré leur faible tirant d'eau, les prenaient en charge pour les amener à Galatz ou à Braila. Il y avait, en 1852, 440 de ces barques en circulation sur le Danube. Quelques bateaux à vapeur circulaient aussi, ceux de la compagnie française qui assurait le service de Sulina à Vidin, et surtout les bateaux autrichiens qui franchissaient les Portes de Fer depuis 1834, et qui apportaient en Valachie les produits viennois ou leipsikains. Les voyageurs mettaient sept jours pour aller de Vienne à Constantinople en empruntant la voie fluviale jusqu'à Roustchouk (2).

On le voit, ce commerce fluvial était entièrement aux mains des étrangers.

Alexandre Ghica s'intéressa de plus près aux travaux d'édilité, qui sont surtout l'œuvre de l'ingénieur Blaremborg (3). Dans les principales villes ou entreprit de paver les rues, de les éclairer, d'amener l'eau potable, d'acheter des pompes à incendie, et surtout de construire des écoles, des prisons, des casernes, des maires (4). Le coût de ces travaux était amorti par des droits d'octroi. Les prestations des villageois envers l'Etat permettaient de les effectuer sans trop de frais. Citadins et paysans s'en plaignaient : les uns disaient que les taxes qui frappaient les produits d'alimentation, sous prétexte des nouveaux travaux d'édilité, étaient trop lourdes et qu'une partie de leur produit se perdait dans la poche des fonctionnaires, les autres protestaient contre des corvées pénibles accomplies trop loin de leur domicile (5). Bref, la série

(1) AN. PARL., IX (1), 398 sq. et F. 90, 91. Sur les ponts à péage, cf. GRAMMONT, p. 103. Certains ponts construits avec des fagots ne devaient pas pouvoir supporter de bien lourdes charges, cf. Amélie GHICA : *La Valachie moderne*, p. 158.

(2) THIBAUD LEFEBVRE : *Etudes...*, pp. 332, 336, 337, 349-350.

(3) F. 29.

(4) On en trouve la liste détaillée dans GRAMMONT, ouv. cit., pp. 88-93.

(5) Projet d'adresse, rédigé par Bibesco et Villara, au prince Ghica, rapporté par B. A. : *La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco*, p. 66 sq. et p. 75.

ordinaire des réclamations, justifiées en partie par une administration vénale et malhabile.

b) LA SÉCURITÉ DU COMMERCE

Le commerce intérieur fut rendu plus facile par les mesures que prirent les deux gouvernements pour réprimer le brigandage. En Moldavie, on forma des colonnes mobiles de gendarmes, on réprima le vagabondage, on exigea des personnes suspectes le versement de cautionnements, on pourchassa de toutes manières les criminels, et les paysans suspects de complicité dans les cas de meurtre, de pillage ou d'incendie furent déclarés solidairement responsables des dommages commis (1). Les négociants en grains s'aventurèrent avec moins de craintes dans un pays où jusqu'alors leurs marchandises n'étaient guère en sûreté. C'est dans leur intérêt aussi que le gouvernement accéléra le cours de la justice : trop de créances restaient à recouvrer, trop de contestations à régler.

En Valachie, ce fut l'armée, malheureusement peu nombreuse et peu disciplinée, qui fut chargée du maintien de l'ordre et de la répression du brigandage. La garde des frontières était assurée, en vertu du *Règlement Organique*, par les paysans eux-mêmes, moyennant quelques privilèges. Cette fonction de gardes-frontières était lourde. Au début le temps de service pour chaque famille avait été fixé à un maximum de 14 jours par an, mais il fallut le prolonger jusqu'à 36 ou 40 jours à cause des épidémies de peste, le service des quarantaines nécessitant un personnel très nombreux (2). Ces paysans se plaignaient aussi d'avoir à satisfaire aux exigences de deux autorités, l'une civile, l'autre militaire, et de faire deux fois plus de corvées que les hommes de l'intérieur (3). Le gouvernement lui-même reconnut le bien-fondé de ces réclamations, mais en temps d'épidémies, on ne pouvait prendre trop de précautions. Cet aveu officiel nous permet d'accorder foi à la

(1) *Quinze années...*, pp. 35-37.

(2) DEMIDOFF : *Voyage...*, pp. 204 et 255.

(3) *Projet d'adresse...*, dans B. A., ouv. cité, p. 72 sq.

sombre description que Demidoff nous fait, en 1837, des rives du fleuve, où le paysan, « traqué comme une bête fauve », a vu tant de pillages qu'il a abandonné le pays, en laissant « un désert de dix lieues entre le Danube et ses premières métairies, comme un espace abandonné aux courses des déprédateurs, un terrain maudit où, chaque année, se répandaient des bandes sorties de Giourjevo pour ruiner tout établissement nouveau et chasser vers les montagnes les cultivateurs épouvantés » (1).

Bibesco préféra laisser tomber en désuétude l'institution des garde-frontières et faire assurer les services de sécurité par l'armée régulière qui devint une police plutôt qu'une véritable armée.

c) LE MARCHÉ INTÉRIEUR

Le marché intérieur nous est très mal connu. Aucune statistique ne vient à notre aide. Et d'ailleurs, il était impossible d'en établir car les échanges échappaient à tout contrôle. Sur les marchés locaux, souvent le troc remplaçait la vente. Nous ne connaissons même pas le chiffre des consommateurs, car les recensements de la population sont beaucoup moins précis que ceux des bêtes de somme et des céréales. Les économistes du temps se livrent à des évaluations et à des calculs d'une fantaisie inimaginable. Jon Ghica évalue la « force productive » agricole des Principautés de la manière suivante :

Espèce humaine : 3.000.000, équivalant à 1.800.000 travailleurs effectifs ;

Bœufs de trait : 800.000, équivalant à 2.000.000 travailleurs effectifs ;

Chevaux de trait : 150.000, équivalant à 1.050.000 travailleurs effectifs ;

En tout : 4.850.000 travailleurs effectifs (2).

Statistique bien originale, qui fait d'un bœuf l'équivalent de 2 hommes 1/2 ! L'Etat ne fait de recensement que pour savoir le

(1) Ouv. cité, p. 127.

(2) CHAINOI : *Dernière occupation...*, p. 31 (en 1853).

nombre des corvéables, c'est-à-dire qu'il ne connaît que le nombre des familles. On convient de multiplier le chiffre des familles par 4 ou 5 pour évaluer le nombre des habitants.

Ce qu'il faut retenir surtout, c'est l'augmentation rapide de la population et, par conséquent, de la consommation intérieure. Voici quelques chiffres, toute réserve faite sur leur précision et sur la valeur de l'information de chaque auteur :

Moldavie :

En 1777 : 350.000 habitants (d'après Carra, qui compte 70.000 familles) (1).

En 1821 : 500.000 habitants (d'après Wilkinson).

En 1832 : 828.464 (d'après Demidoff) (2).

En 1838 : 1.002.605 habitants (d'après Demidoff) (3).

En 1844 : 2.324.484 habitants (d'après Vaillant) (4).

En 1849 : 1.462.105 habitants (d'après Soutzo) (5).

En 1850 : 1.500.000 habitants (d'après Bălcescu) (6).

En 1851 : 2.000.000 habitants (d'après Bolintineano) (7).

Valachie :

En 1837 : 1.751.182 habitants (d'après Demidoff) (8).

1.781.700 habitants (d'après une statistique officielle) (9).

(1) [CARRA] : *Histoire de la Moldavie et de la Valachie*, Iassy, 1877, mais l'auteur se laisse guider par sa fantaisie et il ne faut pas trop le prendre au sérieux.

(2) *Voyage dans la Russie méridionale...*, p. 246.

(3) *Ibid.*, Mais l'auteur ne connaît que le nombre des familles (200.521) qu'il multiplie par 5. Son tableau de l'accroissement de la population montre que le chiffre est exagéré, car il est peu probable que la Moldavie ait bénéficié, pendant cette période, d'une immigration :

Années	Naissances	Décès	Différence
1832....	23.905	13.359	10.544
1833....	22.415	22.661	246 (année de choléra)
1834....	24.255	17.315	6.940
1835....	23.704	12.906	9.915
1836....	25.504	12.906	12.598
1837....	25.942	11.632	14.310

Ce qui donne pour ces 6 années un excédent global de 54.061.

(4) VAILLANT : *La Roumanie*, t. III, pp. 33-34.

(5) *Notions statistiques...*, 76, 62, 153.

(6) *Questions économiques des principautés danubiennes*, pp. 34-35.

(7) *Les principautés roumaines*, p. 27.

(8) Ouv. cité, p. 188.

(9) AN. PARL., IX (1), 1162 sq.

En 1844 : 1.761.683 habitants (d'après Vaillant).

En 1849 : 2.500.000 habitants (d'après Soutzo).

En 1850 : 2.500.000 habitants (d'après Balcescu).

En 1854 : 3.000.000 habitants (d'après Bolintineanu).

Jon Ghica, en 1853, évalue la superficie de la Moldavie à 1907 lieues carrées, celle de la Valachie à 3.820 ; en tout : 5.727 lieues carrées (1). La densité de la population aurait donc été, à ce moment-là, en moyenne de 43 habitants au kilomètre carré.

L'augmentation rapide de la population est due à la forte natalité : De 1837 à 1839, on compte, en Valachie, 139.263 naissances, contre 90.270 décès, ce qui donne pour chacune de ces trois années une augmentation moyenne de 16.331 habitants (2).

Il n'est pas certain cependant que la consommation ait marché de pair avec l'accroissement de la population. Voici les chiffres de la consommation de la viande et du pain en 1840 et en 1849, d'après Soutzo (3) pour la principauté de Moldavie :

DÉPARTEMENTS	PAIN (EN OCA)		VIANDE (EN OCA)	
	1840	1849	1840	1849
Mihăileni	21.600	60.000	40.000	69.200
Botoșani.....	400.008	547.500	384.842	438.000
Fălticeni	178.560	240.000	55.800	211.000
Piatra	162.250	1.021.800	84.000	287.000
Iași	3.602.880	4.562.500	1.512.000	2.737.500
Roman	246.240	225.000	180.000	220.000
Vaslui	91.500	64.684	183.000	64.200
Bacău	53.726	91.000	142.310	138.000
Huși	109.800	243.000	109.800	111.517
Bârlad	216.000	466.000	648.000	540.000
Tecuciu	136.875	360.000	43.800	94.000
Galatz.....	2.158.975	783.750	459.200	564.850
TOTAUX.....	7.378.414	8.665.234	3.842.752	5.475.267

Ce tableau nous montre que, en 1849, chaque habitant de la Moldavie consommait en moyenne 6 ocas de pain et 3,74 de viande, soit environ, en kilogs : 7,740 de pain et 4,760 de viande par an. Encore faut-il remarquer que les gros consommateurs sont les centres

(1) CHAINOI, ouv. cité, p. 31. Je prends cette évaluation de la superficie comme la plus exacte. Bolintineanu donne, pour la Moldavie, 800 lieues carrées, et 4.810 pour la Valachie. Balcescu donne 9.000 lieues carrées pour les deux pays.

(2) AN. PARL., IX (1), 1156 sq. et F. 94.

(3) *Notions statistiques...*, p. 149.

urbains, comme Iassy ou Galatz, où les étrangers sont très nombreux. Les départements ruraux, au contraire, ne consomment presque pas de viande ou de pain ; la *mamaliga* (bouillie de maïs) remplace tout.

Le commerce intérieur des denrées est extrêmement faible, suivant toute vraisemblance. Chacun consomme ce qu'il produit. Dans les foires, on vend surtout des bestiaux. Encore ces foires n'ont-elles rien de comparable à celles du xvi^e siècle. Une fois par an, d'ordinaire, se tient la foire du chef-lieu du district, mais il n'est pas de centre qui dépasse très nettement les autres par l'importance des transactions ou par le caractère international du marché.

Les marchés étaient des propriétés particulières. Il fut un temps où les boïars multipliaient les *francs marchés* et rivalisaient pour attirer les négociants sur leurs terres. Il n'en était plus ainsi au xix^e siècle, bien que le Règlement Organique ait donné un statut légal à ces lieux d'échange. C'est que les boïars estimaient qu'ils n'y trouvaient plus leur compte : Ils étaient obligés d'enclore le champ de foire et d'organiser un service de garde. Les bêtes amenées par les paysans paissaient sur leurs terres et l'impôt spécial (*ierbărit*) que le Règlement les autorisait à percevoir pendant la durée des foires sur le bétail ainsi hospitalisé leur paraissait insuffisant. Cet impôt fut d'ailleurs supprimé par le prince de Valachie, Bibesco en 1845 (1). En retour, le boïar jouissait du monopole de la vente du pain et de la viande, mais il n'en vendait guère au paysan roumain, qui arrivait toujours avec ses provisions. Les propriétaires mettaient donc beaucoup de mauvaise volonté, même pour conserver les foires déjà existantes.

L'Etat fut donc obligé de prendre en mains l'organisation des *marchés*. Ainsi Alex. Ghica, en 1834, ordonna d'en tenir à dates fixes dans toutes les villes « pour faciliter les transactions des habi-

(4) *Règne de Bibesco*, t. II, p. 569. — Certains fermiers prennent sur eux de percevoir des taxes exorbitantes pour la nourriture du bétail amené à la foire. Le fait est signalé par un préfet en 1844. (АРН. СТАТ. Адм. нод, мин^{ре} де л'Інтеріур, n° 592) ; une circulaire de Bibescu tend à réprimer l'abus (Bull. of. n° 27, 1844 ; et F. 388).

tants » (1). A Jassy, le gouvernement moldave décida, en 1838, qu'il y aurait marché chaque jeudi sur quatre emplacements désignés (2). Pour faciliter les échanges avec la Galicie et la Hongrie, on organisa une grande foire à Mihăileni, dans le département de Dorohoi. Cette foire reçut un statut très libéral (3). Les marchands y payaient une redevance fixe, en deux termes. Tout négociant étranger qui viendrait s'y établir serait exempt d'impôts pour 5 ans. Au marché était annexé un communal où les paysans pouvaient envoyer paître les bêtes qu'ils allaient vendre. La caisse municipale pouvait prêter de l'argent aux marchands à un taux annuel de 5 %. La distillation et la vente du vin et de l'alcool étaient libres moyennant une taxe fixe. Les revenus du propriétaire, c'est-à-dire du prince, étaient principalement l'affermage des boulangeries, des boucheries, des cabarets, les taxes sur les poids et mesures, sur les contrats de vente, etc. Les juifs y étaient fort bien traités : ils participaient même à la perception de la taxe municipale.

Le marché de Mihăileni était entouré d'un fossé et d'une palissade et on y accédait par quatre barrières. Les marchandises de Leipzig et de Vienne s'y débattaient après avoir passé la frontière galicienne. Les paysans aisés allaient acheter aux « Lipsani » les draps, des vêtements, des souliers, des soieries, des meubles, des voitures, etc. Les juifs revendeurs allaient s'y approvisionner de marchandises qu'ils allaient ensuite étaler dans les boutiques de Jassy. Ce marché était donc destiné à favoriser le commerce avec l'Europe Centrale plutôt que le commerce intérieur.

(1) ARH. STAT., *adm. noi*, n° 508 (sept. 1834), F. 208.

(2) MAN. ADM., p. 120.

(3) Le premier statut a été publié en 1845 (Bull. of. n° 90, 14 nov.), puis, sur la demande des forains, le statut fut modifié en 1839 (Bull. of. n° 22), F. 575-576.

d) LES PORTS

La Dobrogea appartenant à cette époque à la Turquie, le commerce maritime se faisait par les ports du Danube. Galatz était le port de la Moldavie, Braila le port de la Valachie.

En 1834, le gouvernement moldave décida de faire de GALATZ un port franc (1), sur le modèle de celui d'Odessa, dont on imita les statuts. Un entrepôt spécial fut organisé pour les marchandises en transit. Un pâturage fut laissé à la disposition des rouliers qui amenaient des marchandises dans la ville. Un Comité de quatre commerçants étudia les aménagements qui s'imposaient (2). Les marchandises entreposées ne payaient qu'une taxe de 10 paras par chila de blé et 5 paras par chila de seigle ou millet. Les sujets étrangers y jouissaient des mêmes droits que les indigènes (3).

La ville se développa très vite. Elle n'avait, en 1836, que 1.450 maisons et 9.908 familles ; en 1841, le nombre des maisons était de 2.883 et celui des familles de 18.096, ce qui indique une population d'environ 90.000 habitants. Plus de 800 navires entraient chaque année dans le port (4). La ville prit peu à peu une fonction industrielle : en 1842, on y trouvait 6 fabriques, une de viande conservée, une de bière, une de bougies et trois de macaroni. Pourtant, la ville ressemblait encore à un vaste campement plutôt qu'à une cité de commerce. Les rues tortueuses, encore remplies de vieilles constructions turques, n'y portaient pas de noms et les maisons n'y étaient pas numérotées, si bien qu'il était très difficile à un étranger de s'y reconnaître (5). « *Des monticules de sable*, écrit Xavier Marnier (6), *s'élèvent çà et là entre les diffé-*

(1) Carta donnescă către pârcălăbia Galaților, 23 août 1834. MAN. ADM., II, 579 sq.

(2) MAN. ADM., II, 583. (Décret du 1^{er} oct. 1836) ; II, 592, 595, 599 sq. L'organisation définitive du port franc est de 1837, cf. AN. PARL., III (2), 187, et F. 577.

(3) AN. PARL., VII (2), 841.

(4) *Ibid.* XI (2), 967, et Soutzo, ouv. cité, p. 144 ; F. p. 578. D'après Cochelet il est entré à Galatz : en 1833, 236 bateaux ; en 1837, 528 ; en 1838, 400. La valeur des importations par Galatz était, en 1847, de 11.868.018 lei (AN. PARL., XV (2), 1048) ; le port exporta cette année-là 370.000 kilos de céréales, sur 1.065 bateaux. Cf. *Quinze années d'administration...*, pp. 47-50.

(5) THOUVENEL : *La Hongrie et la Valachie*, p. 268 sq.

(6) *Du Rhin au Nil*, t. I, p. 306. Même impression dans HAGEMEISTER : *Mémoire...*, p. 80 et dans THOUVENEL : *La Hongrie et la Valachie*, p. 268 sq.

rents quartiers ; des immondices, des cadavres d'animaux infectent les places publiques ; des nuées de corbeaux viennent s'abattre sur les cadavres en putréfaction, les déchirent et en dispersent les lambeaux... ». Le port d'ailleurs était très gêné par le peu de profondeur des bouches du Danube que les Turcs et les Russes laissaient s'ensabler. Le bras de Sulina n'avait plus que 9 pieds de profondeur, et les Russes, sous prétexte de payer un phare qu'ils y avaient construit, percevait sur chaque navire une taxe de 10 francs. La concurrence que Galatz et Braila faisaient à leur port d'Odessa leur était très désagréable.

Le port de BRAILA, création des Russes, principal débouché de la Valachie, était moins vaste, mais la ville, d'un plan régulier, était mieux tenue. Elle avait 8.000 habitants en 1840 (1). Bibesco y fit faire de grands travaux d'aménagement (2). Le port en avait grand besoin, car les grains, entreposés dans des magasins en bois, sur un terrain bas, fangeux pendant la pluie, poussiéreux à la sécheresse, s'y conservaient fort mal. Le nombre des bateaux entrés à Braila suivait une progression plus rapide encore qu'à Galatz : 280 en 1832, 449 en 1837, 465 en 1839, 494 en 1841, 509 en 1842, 844 en 1845 (3).

« *Le sceptre protecteur de la Russie*, écrit amèrement un fonctionnaire du tzar, Hagemeister, s'est créé ces rivaux formidables » (4).

Les autres ports danubiens étaient des fondations récentes. TURNU-SEVERIN fut créé au début du règne d'Alexandre Ghica, sur les plans de l'architecte Villacrose. GIURGIU, annexée par la

(1) THOUVENEL, *ouv. cit.*, p. 260. Les étrangers, libres d'y trafiquer, formaient la majorité de la population ; c'étaient des commerçants juifs, autrichiens, grecs, turcs (ceux-ci n'avaient pas la liberté du culte), anglais, napolitains, génois. Il n'y avait guère de Français. La France, qui avait un agent consulaire à Galatz, n'avait aucun représentant à Braila.

(2) *Règne de Bibesco*, II, 116 et F. 328.

Cochelet, dans son récit de voyage, dit qu'il est entré, en 1833, à Braila, 384 bateaux. Il a visité un bateau roumain de 100 tonnes appartenant à Villara. Les Turcs autorisèrent les Roumains à arborer sur leurs bateaux leurs couleurs nationales.

De Grammont (*de l'adm. prov. russe*, p. 53), moins bien informé, parle de 359 bâtiments entrés en 1838 dans le port de Braila. Il est au-dessous de la vérité.

(3) D'après VAILLANT : *La Romanie*, III, 62. Le chiffre de 1832 est fourni par HAGEMEISTER : *Mémoire...*, p. 78. Le chiffre de 1845 est indiqué par les *Documents sur le commerce extérieur, Principautés danubiennes*, avis divers 3^e série ; F. 389.

(4) HAGEMEISTER : *Mémoire...*, p. 76. Cependant les deux ports se développaient séparément. En 1834 il n'existait même pas de poste entre Galatz et Braila. *Ibid.*, p. 198.

Valachie en 1831, peut être considérée aussi comme une ville nouvelle puisqu'elle n'avait au début que 700 habitants. Les Roumains y favorisèrent l'immigration et elle devint une petite cité nonchalante, aux blanches maisons blotties dans les feuillages (1). Entre 1830 et 1840, il s'y établit de nombreux « bouviers serbes », venus du nord. C'étaient, en réalité, des rouliers bulgares, qu'on appelait bouviers parce qu'ils transportaient les céréales sur des chars à bœufs (2). Giurgiu envoyait à Braila les blés du département de Vlaşca et transmettait à Bucarest les marchandises autrichiennes qui lui arrivaient par la voie du Danube.

Tous ces ports importaient des produits manufacturés d'Occident qui manquaient complètement aux Roumains : L'Allemagne et l'Autriche y envoyaient des tissus, des vêtements confectionnés (on appelle encore en Roumanie « *nemşesc* », c'est-à-dire allemand, le vêtement occidental), des soieries de Leipzig, des chaussures, des chapeaux, des harnais et articles de carrosserie, de l'argenterie de table, des ustensiles de fer, des lampes, des porcelaines, etc. L'Angleterre, dont les affaires firent de très grands progrès dans les Principautés vers 1847, envoyait de la quincaillerie, des tissus de laine et de coton, des indiennes, mousselines, cachemires, de la bonneterie. La France, venant loin derrière, vendait du sucre, du café, des articles de mode ou de toilette, des parfums et des livres (3). Mais ces importations intéressaient presque exclusivement les boïars, car le paysan roumain n'avait pas assez d'argent pour acheter la camelotte des « leipsicains ».

(1) Aurelie GHICA : *La Valachie moderne*, décrit la ville en 1850, pp. 34-35.

(2) BOLDESCU : *Monografia oraşului Giurgiu*, pp. 99-100.

(3) Cf. une énumération complète dans Th. LEFEBVRE : *Etudes...*, pp. 293-298. Vers 1848, le commerce viennois était plus important que celui de Leipzig, grâce au service de bateaux à vapeur organisé sur le Danube par une compagnie autrichienne, dont les tarifs étaient cependant fort élevés. HERTZ (*La Moldavie et la Valachie*, pp. 19-25) donne beaucoup de renseignements sur ce trafic. Pour le commerce d'importation, vers 1839, on trouvera des informations copieuses dans COLSON : *Etat présent et à venir...*, p. 210 sq. (il copie souvent Hagemeister), et dans GRAMMONT : *De l'adm. prov. russe*, pp. 126-127.

e) LES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES

En obligeant les Turcs à ouvrir les détroits au commerce européen, les Russes espéraient profiter seuls de l'appel de la clientèle occidentale. Mais l'insurrection polonaise ne leur laissa, en 1831, que peu de stocks disponibles et, en 1833, ils eurent une très mauvaise récolte ; si bien que le traité d'Andrinople profita surtout au commerce roumain d'exportation qui fit un bond formidable (1).

Au début, les articles d'exportation sont très variés : fibres de lin et de chanvre, graines de lin qui vont à Trieste et à Marseille (2), cire et miel de Valachie (3), poissons et caviar à destination de l'Autriche (4), vin moldave envoyé à Odessa (5), sel, etc. Les bois de Moldavie (surtout ceux de Kiatra) descendent le Siret et sont expédiés en grands radeaux vers Constantinople ou vers Odessa, où ils servent pour les constructions navales (6). Les produits de l'élevage dépassent ceux de l'agriculture : bétail sur pied, « pas-trama », viande séchée très recherchée en Turquie (7) ; suif et savon (8) ; peaux (9) ; fromages, etc. La laine, de qualité assez médiocre, est envoyée en Autriche, et parfois en France (10).

Mais ce sont les exportations de céréales, maïs, blé, orge, qui

(1) Cette révolution économique a été fort bien analysée par HAGEMEISTER, chargé par le gouvernement d'Odessa de faire une enquête sur le commerce de la mer Noire. Cette enquête (*Mémoire...*), publiée en français et en anglais abonde en renseignements précis et en vues larges, parfois prophétiques. Elle est malheureusement introuvable en France, mais il en existe un exemplaire à l'Académie roumaine.

(2) HAGEMEISTER, 103.

(3) Hagemeister dit que ces produits sont très renommés, 113.

(4) Surtout les esturgeons, les perches, les brochets et les carpes, pêchés dans le Danube et expédiés fumés et salés. HAGEMEISTER, 148.

(5) *Ibid.*, p. 158.

(6) *Ibid.*, p. 111. Pour 1857 on trouve des renseignements détaillés sur les bois dans Th. LEFEBVRE : *Etudes...*, pp. 246-248.

(7) HAGEMEISTER, 135 : En 1832, Galatz en expédie 15.000 pounds.

(8) *Ibid.*, 132. En 1833, Galatz exporte 30 à 40.000 pounds de suif, Braila 60.000. Le suif de Moldavie est très demandé à Constantinople, où il sert pour la cuisine. La Valachie en exporte pour près de 7 millions de piastres en 1839, d'après Th. LEFEBVRE, *o. c.*, 124 et 265. Cf. aussi THOUVENEL : *La Hongrie et la Valachie*, 259.

(9) Hagemeister (p. 136) note qu'il n'y a pas de tanneries ; les peaux de bœufs sont simplement salées et exportées vers l'Autriche ou vers la Grèce. On exporte aussi beaucoup de peaux de lièvre (p. 143) en Autriche. Peu de fourrures, car elles restent dans le pays (LEFEBVRE, *o. c.*, 271). Les peaux de buffles sont très recherchées par les tanneurs hongrois.

(10) On l'expédie surtout en saint. HAGEMEISTER, 126 ; THOUVENEL, *o. c.*, 360. Cependant, vers 1855 on se mit à la laver (LEFEBVRE, *o. c.*, 266).

font surtout des progrès considérables. Elles font monter le chiffre global des exportations de la Moldavie de 11.862.000 piastres en 1832, à 12.386.000 en 1834 et à 18.953.000 en 1836 (1). A partir de 1837, Soutzo nous donne des chiffres, en valeur et en quantité pour les exportations moldaves de blé et de maïs (2) :

	Valeur en lei anciens	Quantités (en chile)
1837	10.455.336 ✓	123.564
1838	14.196.096	153.458
1839	22.011.336	187.920
1840	38.120.184	279.747
1841	15.410.592	90.826 (mauvaise récolte)
1842	21.121.416	165.531
1843	18.022.680	165.531
1844	23.680.120	227.039
1845	29.145.384	234.755
1846	44.465.616	298.353
1847	57.638.016	332.976

En Valachie, on s'aperçoit, d'après les renseignements fournis par Thibaut-Lefebvre (3), que les exportations sont aussi en croissance continue. Voici quelques chiffres pour Braïla :

1845 : exportations, 14.773.300 francs.

1847 : exportations, 28.124.397 fr. (disette en Occident).

1848 : exportations, 11.459.993 (les exportations baissent ensuite jusqu'en 1851, par suite de l'occupation étrangère, les soldats consommant beaucoup de pain).

1851 : exportations, 18.017.034 francs.

1852 : exportations, 19.106.013 francs.

1853 : exportations, 14.423.035 (guerre, obstruction de Sulina).

1855 : exportations, 38.093.000 francs.

Et la progression a continué, régulière, jusqu'en 1864.

(1) D'après DEMIDOFF : *Voyage...*, p. 241.

(2) *Notions statistiques...*, 142-145.

(3) *Etudes diplom. et écon. sur la Valachie*, p. 238.

C. — Les prix

a) CAUSES DE LA VARIATION DES PRIX

Quel que soit le pays envisagé, les prix dépendent de plusieurs facteurs : 1° *de l'organisation de la production et du perfectionnement de l'outillage*. Nous avons vu que, dans la Roumanie du Règlement Organique, les pratiques culturales et l'outillage sont toujours restés rudimentaires.

2° *Du nombre et des exigences des consommateurs à l'intérieur du pays*. Nous savons que le chiffre de la population roumaine a beaucoup augmenté, mais que le niveau de la vie est resté très faible. D'autre part, les paysans du Bas-Danube ne consomment presque pas de pain et de viande ; ce n'est donc pas leur demande qui influe sur les prix des deux grandes matières d'exportation : le blé et le bétail.

3° *Du prix des transports*. Il était énorme dans l'ancienne Roumanie et, avant la construction des chemins de fer, malgré les progrès des routes, il est toujours resté très élevé. Nous y reviendrons en parlant de la concurrence entre l'agriculture et l'élevage.

4° *De la demande extérieure*.

5° *De la concurrence et de la spéculation*.

6° De l'intervention du fisc et, plus spécialement, *des tarifs douaniers*.

Ces trois derniers facteurs sont ici les plus importants. Après l'ouverture des Détroits, les pays roumains qui, jusqu'en 1929, ne pouvaient vendre qu'à la Turquie, ont répondu à l'appel des consommateurs de l'Europe Occidentale et ils se sont mis à exporter leurs céréales, leur blé particulièrement, en quantités chaque année plus grandes, vers la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre.

La demande est telle que la concurrence des autres pays producteurs ne se fait guère sentir. Il est des années où la sollicitation des commerçants devient même dangereuse pour le pays : en 1846, 1.028 bateaux sont venus chercher à Braïla les blés valaques

et, en 1847, la récolte des deux Principautés a été achetée tout entière à l'avance, dès le mois de mars, si bien que cette année-là a battu les records de l'exportation, tandis que les paysans ont souffert de la disette. Le consul d'Autriche à Jassy écrit, le 8 mars, qu'on a déjà vendu en Moldavie plus de maïs que le pays ne peut en produire. Les prix ont monté en six mois de 1 à 4 ducats la kila. Les boïars sont pressés de vendre pour pouvoir disposer de numéraire (1). Le résultat de ces ventes prématurées fut la crise des derniers mois de 1847 et du début de 1848 et le mouvement de mécontentement qui devait provoquer quelques rumeurs en Moldavie et une révolution en Valachie.

L'influence des taxes d'Etat et des traités de commerce est beaucoup plus nette.

Le premier essai de législation douanière en Roumanie date des Règlements Organiques (2). Ils proclament la suppression des franchises douanières accordées aux boïars et aux monastères, abolissent les douanes intérieures et permettent la libre circulation entre les principautés des produits indigènes d'un usage commun aux deux pays. Ils fixent à 3% *ad valorem* la taxe à l'exportation ou à l'importation. En 1838 s'éleva une pénible contestation entre les pays roumains et la puissance suzeraine. Le traité Ponsomby, signé à Balta Liman entre l'Angleterre et la Turquie, porta le droit d'entrée à 5% et le droit d'exportation à 12%; le transit par mer devait rester libre et le transit par terre était grevé d'une taxe de 3%. Ce traité s'appliquait à tout l'Empire Ottoman. Le sultan, considérant les Principautés comme partie intégrante de son Empire, voulut les soumettre au nouveau régime, mais les princes roumains, soutenus par les Assemblées, protestèrent au nom des Règlements Organiques. L'Autriche et la Russie firent cause commune avec eux et les Turcs se résignèrent à laisser aux

(1) F. 582.

(2) Sur la question douanière on peut consulter (bien qu'il soit assez confus) l'ouvrage de JORDACHESCOU (v. Th) : *L'évolution de la politique douanière de la Roumanie de l'époque de la Dacie trájane à nos jours*, Th. droit, Paris, 1924, pp. 28 à 40.

La question est traitée avec plus de détails dans FILITTI : *Domniile române...*, pp. 189 sq., et 371 sq.

pays roumains leur liberté douanière. Les nouvelles taxes ne furent appliquées que pour les échanges avec le territoire ottoman. Encore Bibesco réussit-il à obtenir, en 1843, une révision du tarif assez avantageux pour la Valachie (1). Par suite des difficultés soulevées par l'Autriche, le tarif ne fut pas appliqué mais le fait que le firman avait reconnu l'indépendance économique des Principautés était important par lui-même.

La Moldavie et la Valachie, ayant les mêmes productions et sensiblement les mêmes intérêts au point de vue commercial, engagèrent de bonne heure des négociations pour la conclusion d'une union douanière. En 1835, une Commission mixte établie à Focșani mit au point un accord concernant les populations frontières et le transit. Les négociations reprirent en 1847 entre les princes Bibesco et Sturdza. L'union douanière fut réalisée aussitôt sans grandes difficultés (2). Les revenus des douanes des deux pays furent uniformisés, adjugés à une seule compagnie fermière et attribués suivant une proportion invariable : 1/3 à la Moldavie, 2/3 à la Valachie.

Cet accord, très important au point de vue national puisqu'il préludait à une union politique, mettait fin à une concurrence parfois gênante entre les deux pays et permettait au commerce extérieur de s'organiser d'une façon plus rationnelle (3).

b) LE PRIX DES DENRÉES

Des statistiques très précises nous permettent de suivre les prix moyens des denrées à partir de 1832 (4). Le tableau que nous dressons ici permet de comparer les prix en Moldavie et en Valachie. Nous avons choisi les prix à Galatz et à Braïla ; ce sont les plus élevés de toute la Roumanie. Ils sont calculés en lei anciens. Pour

(1) Firman du 29 oct. 1843. F. 372 ; IORGA : *Istoria comerțului românesc*, 164 ; *Règne de Bibesco*, II, 120.

(2) IORGA, ouv. cité, p. 167 ; HURMUZACHI, XVIII, 4-5 ; et F. 377 sq.

(3) Faire un exposé complet de la politique des traités de commerce suivie par les principautés pendant cette période nous entraînerait trop loin. On la trouvera exposée, par le menu, dans l'ouvrage de Filitti, particulièrement p. 371 sq.

(4) Elles forment la plus grande partie du vol. III, série I des *Actes și legiuri*, de STURDZA-SCHEEANU.

les mesures, dont le système varie énormément d'une statistique à l'autre, et parfois sur le même tableau, nous avons tout transformé en chila de 280 oca.

Pour connaître la puissance d'achat de l'ouvrier, nous avons indiqué le salaire moyen d'un charpentier-menuisier, c'est-à-dire de l'ouvrier qui touchait le salaire le plus élevé. Il est plus difficile d'apprécier la rémunération du travail agricole, car elle est très différente suivant le genre de travail que le paysan doit accomplir. En moyenne, d'après les chiffres des départements de l'intérieur, on peut admettre que l'ouvrier agricole gagne deux fois moins que l'ouvrier des villes.

On constate que les prix des céréales sont en relation avec l'importance de la récolte. Les prix tombent, en 1836, année de bonne récolte en Roumanie et aussi dans les pays acheteurs (c'est l'année aussi où, pour la première fois, on distribue les stocks accumulés dans les magasins de réserve). Ils montent beaucoup en 1847, année de mauvaises récoltes et de spéculation effrénée.

A partir de 1839, le cours des céréales ne subit pas de grandes variations. L'augmentation d'ensemble que se plaisent à souligner les économistes n'est qu'apparente, car il faut tenir compte d'une légère dépréciation du *leu* par rapport au *galben* (ducat) autrichien. Le ducat, stabilisé par Pahlen à 31 lei 20 paras, en valait 36 en 1847 ; son cours moyen est ensuite de 31 lei 1/2.

Remarquons d'assez grosses différences de prix entre Galatz et Braïla, qui cependant ne sont distantes que de quelques kilomètres. La seule cause semble être la différence du régime fiscal.

En général, les céréales roumaines se négocient à des prix légèrement inférieurs à ceux qui sont offerts dans les autres pays : l'offre est, en effet, plus forte et le prix du travail est faible dans les deux Principautés ; d'autre part, les négociants trouvent les grains roumains mal triés et parfois avariés à cause du manque de greniers ou des longs séjours dans les sacs ; ils offrent donc *a priori* un prix inférieur.

Quant au marché des bestiaux, il est très variable.

c) LE PRIX DU TRAVAIL

Le salaire du paysan est connu grâce aux tables qui ont été dressées par les préfets pour servir de base à la fixation du rachat des corvées. Malheureusement, les prescriptions de Kisselef n'ont pas été observées, et ces tables sont très incomplètes. Les tables de « *prix moyens* » peuvent aussi venir à notre aide, malgré leurs lacunes : en Moldavie, ces tables sont complètes de 1832 à 1859. En Valachie, il faut, pour se renseigner, combiner les tables des prix pour le travail de la terre, les tables dites des « *prix moyens* » et les tableaux des prix moyens du travail à la tâche dressés tous les trois ans pour le rachat des corvées ; et, tout compte fait, il nous manque de 1828 à 1859, neuf années (1838, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1854, 1855, 1857). Parfois, nous sommes trop bien servis, puisque les préfets ont envoyé deux tables, celle des prix moyens et celle des prix du travail de la terre ; mais, dans ce cas, nous constatons que les prix indiqués la même année pour le même travail dans le même département sont très différents sur les deux tableaux. Lequel devons-nous croire ? Il semble que, dans ce cas, il faille avoir un peu plus de confiance dans les tables de *prix moyens*, car les autres doivent indiquer les prix du travail au moment où il s'exécute ; or, nous savons que si le paysan est engagé six mois à l'avance, lorsqu'il a besoin d'argent, il conclut des contrats au plus bas prix. Mais il ne faut pas pour cela accorder une confiance absolue aux chiffres publiés dans les statistiques quelles qu'elles soient : ils nous donnent de vagues indications et rien de plus.

Ces tableaux ne peuvent nous fournir des éléments de comparaison en ce qui concerne le travail effectué avec des bœufs, puisque les prix de ce travail peuvent varier suivant la qualité des bêtes de somme et de l'outillage. Il faut donc étudier un travail à bras, le fauchage du foin par exemple, en observant que les prix maxima sont exceptionnels ; ils ont pu être offerts à la bonne saison, quand le travail était pressé, quand des pluies, par exemple, risquaient

PRIX MOYENS EN LIEI ANCIENS ET PARAS
POIDS DU BLÉ, MAÏS ET ORGE EXPRIMÉ EN CHILE DE 280 OCAS

	1881	1882	1884	1886	1889	1847	1853	1858
	Braila	Galaz	Braila	Galaz	Braila	Galaz	Braila	Galaz
Blé.....	75	90	?	56	130	120	100	170
Maïs.....	45	30	?	48	70	70	83	150
Orge.....	13	24	?	25	70	60	40	84
Pain (oca).....	0,16	0,20	0,28	0,12	0,22	0,36	0,18	0,27
Viande de bœuf (oca).....	0,24	0,24	0,24	1	0,26	0,30	1,8	0,32
Viande de mouton.....	0,26	0,24	0,24	1	0,26	0,28	1,2	1,24
Bœuf par tête.....	120	220	120	150	200	210	240	350
Vache.....	90	130	100	100	120	80	150	200
Cheval.....	400	500	350	200	250	125	400	180
Porc.....	30	40	25	?	30	20	80	180
Mouton.....	12	14	12	12	13	24	80	400
Buffle.....	150	300	?	?	30	65	75	92
Poule.....	1,20	1,20	1,30	?	?	21	18	25
Haricots (oca).....	0,25	0,14	0,32	0,50	0,32	0,80	0,70	1,20
Vin (vadra) } de.....	5	2,20	10	6	16	11	9	17,50
} à.....	3	1,20	6	4	10	8	3	11
Chandelles de suif.....	2	2,15	2,4	2,20	2,30	3,20	3	6
Savon ordinaire.....	2,20	2,30	3	3	3,20	3,2	3,22	4,20
Charrette de bois.....	20	25	?	3	3,20	2,15	3	6
Charrette de foin.....	30	45	18	5,20	?	9	?	8
Sucre.....	5,20	45	100	?	?	70	95	5
Huile.....	4	5	6	8	6	3,30	6	60
Café.....	15	7	4	6,20	5,70	4,15	5	184
Tabac.....	10	12	9	8,20	8,20	6,20	5	7
Jour de travail d'un charpentier.....	6	?	10	12	16	12	18	22
Jour de travail d'un paysan.....	3	3	8	8	10	?	11	36
(moyenne).....	?	?	?	?	?	?	?	12,10
								?

de compromettre la récolte. Nous sommes obligés de choisir les années pour lesquelles il a été dressé des tableaux dans les deux principautés, ce qui restreint encore notre champ d'informations. En donnant au début, pour mémoire, les chiffres extrêmes de 1832 en Moldavie et de 1831 en Valachie (les années qui nous manquent ne nous permettent pas d'établir ici une concordance absolue), nous choisirons une année aussi rapprochée que possible de la mise en application du Règlement Organique, une année choisie parmi celles qui s'écoulent depuis l'application des lois agraires de 1851, enfin, la dernière année où l'on nous donne encore des tableaux de prix avant la période de l'Union. Les chiffres que nous donnons désignent des lei anciens, qui valaient 0,32 lei or actuels.

Le prix du jour de fauchage du foin varie :

En 1831, en Valachie, entre 1 lei 30 (Gorj) à 4 lei 20 (Dâmbovitza et Slam Râmnic) ;

En 1832, en Moldavie, entre 1 leu (Dorohoi) et 7 lei (Huși) ;

En 1836, en Valachie, entre 1 leu 30 (Olt) et 2 lei 10 (Muscel et Gorj) ; en Moldavie, entre 2 lei 10 (Piatra Niamtz) et 5 lei (Fălticeni) ;

En 1853, en Valachie, entre 2 lei 10 (Olt) et 4 lei (Prahova) ; en Moldavie, seul chiffre : Dorohoi, 8 lei 20 ;

En 1858, en Valachie, entre 2 lei 10 (Mehedintzi) et 4 lei (Argeș) ; en Moldavie, entre 3 et 5 lei.

Nous constatons que, dans l'ensemble, il est très rare que le prix du travail agricole à bras dépasse ou atteigne 5 lei par jour. Jusqu'en 1850, il se tient en moyenne entre 2 1/2 et 3 1/2 lei anciens ; après 1850, il descend rarement au-dessous de 3 1/2 (1,12 lei nouveaux).

Je rappelle d'ailleurs que ces prix ont été notés par les préfets au moment où s'effectuait le travail. Or, nous savons que les propriétaires préféraient profiter de l'imprévoyance ou des besoins d'argent des paysans en les engageant dès l'hiver pour les travaux d'été, et qu'ils inscrivaient sur les contrats un travail à la tâche, plus sûr pour l'employeur et mieux accepté par l'embauché, qui

surestime toujours ses forces et pour qui l'indication d'un certain nombre de falches ou de pogones à cultiver parle moins aux yeux que celle d'un nombre de jours de labeur. En 1844, certains propriétaires ou fermiers généraux du district de Tutova avaient embauché dès l'hiver un certain nombre de paysans à raison de 14 à 20 lei pour moissonner, le temps venu, une falche de terrain (1 ha. 43, tandis qu'à la bonne saison ils auraient été obligés d'offrir 40 lei et plus (1).

Sur les prix courants pour le *travail à la tâche*, nous n'avons de renseignements que pour l'année 1849, et ils ne concernent que la Moldavie (2). Voici les prix extrêmes, en lei anciens, pour le travailleur sans bœufs (il faut ajouter 2 à 4 lei par paire de bœufs), sur une étendue d'une falche.

Défrichement : de 22 lei 1/2 (Turia, district de Jassy) à 70 lei (Stavnic, même district) ;

Labourage : de 16 lei (Tecuci) à 40 lei (Covurlui) ;

Binage : de 40 lei (Tecuci) à 80 lei (Covurlui) ;

Moissonnage du blé : de 16 lei (Copou, district de Iassy) à 36 lei (Stavnic, district de Iassy, et Sus, district de Neamțu) ;

Fauchage du foin avec mise en tas : de 14 lei (Bacău) à 35 lei (Covurlui et Codru, district de Iassy).

Les chiffres moyens indiquent une rémunération qui, selon Radu Rosetti n'est guère inférieure à celle de 1907 (3).

Cette enquête de 1849 nous donne aussi des renseignements sur les *fermages*. Voici quels sont, cette année-là, les chiffres extrêmes, en lei anciens, pour chaque falche :

	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité	3 ^e qualité
Terre en jachère	de 24 à 100	de 22 à 90	de 20 à 80
Terre défrichée	de 24 à 80	de 18 à 80	de 16 à 60
Prairie	de 26 à 180	de 24 à 140	de 18 à 80
Pâturage	de 14 à 50	de 10 à 40	de 9 à 32
Pâturage pour gros bétail	de 18 à 71	de 14 à 60	de 12 à 55

(1) A. L., I (1), p. 283, et R. R., II, 114.

(2) A. L., I (3, 1^{re} partie), pp. 218-219. Ceux de Botoșani et de Suceava manquent.

(3) E. R., II, 115.

Dans l'ensemble, on peut admettre comme prix moyen annuel pour le fermage d'une falcbe en Moldavie : pour une terre de labour, 35 lei anciens (11,20 lei nouveaux) ; pour une prairie, 50 à 60 lei anciens (16-19,20 lei nouveaux) ; pour un pâturage, 20 à 25 lei anciens (6,40 à 8 lei nouveaux). Notons que ce sont là des prix de détail, et que l'affermage de parcelles par les paysans est très rare ; les boïars préfèrent louer des bras et cultiver à leur guise. Quant aux paysans, qui craignent toujours de ne pas pouvoir se procurer du numéraire, ils préfèrent payer en journées de travail.

Les prix de gros — j'entends de l'affermage en bloc d'une propriété — sont beaucoup plus bas. Radu Rosetti a publié, dans l'un de ses livres (1), un intéressant tableau qui indique le prix des affermages successifs d'un grand nombre de propriétés appartenant à la caisse de Saint-Spîridon de Iassy. Il a montré l'énorme accroissement du prix des fermages jusqu'en 1864. L'année 1865 marque un fléchissement dû à la loi agraire de Cuza qui rend plus élevé le prix du travail des paysans. Puis la courbe continue son mouvement ascendant jusqu'à nos jours.

En voici quelques exemples :

NOM DE LA PROPRIÉTÉ	Surface cultivée et pâturages	Forêts	1828	1835	1840	1845	1850	1855	1860	1865	1870
	hect.	hect.	lei	lei	lei	lei	lei	lei	lei	lei	lei
<i>District de Iassy :</i>											
Borşa	5.132	109	»	5.776	»	11.267	12.384	12.728	21.342	8.288	»
Incunj.-Tg.Frumos	1.174	»	1.025	1.760	»	9.005	7.603	7.352	11.260	10.739	13.982
<i>Distr. de Neamţu :</i>											
Bodeşti-Precistei..	882	1.164	»	»	»	13.941	25.805	21.312	30.085	15.157	23.511
<i>Distr. de Botoşani :</i>											
Orăşeni	663	359	»	»	»	6.348	5.589	6.667	11.780	6.227	10.140
<i>Distr. de Dorohoi :</i>											
Sârbii.....	4.572	»	5.280	6.400	»	23.991	15.897	17.227	29.600	10.656	»
<i>Distr. de Vaslui :</i>											
Dumesti.....	1.866	2.643	4.016	»	»	»	»	26.060	15.207	15.984	18.800
<i>Distr. de Bacău :</i>											
Blăgeşti	2.716	5.018	4.566	11.040	19.600	»	»	»	»	26.048	31.490

(1) R. R., II, p. 672 sq.

On voit que, de 1828 à 1860, le prix des fermages a augmenté de 5 ou 6 fois sa valeur ; dans l'une des propriétés, il a même été décuplé.

Si nous comparons ce tableau avec les précédents, nous pourrions facilement conclure : car le prix de la vie a augmenté à peu près d'un tiers pendant cette période et la rémunération du travail des paysans est restée sensiblement la même.

Dans l'ensemble, il y a donc appauvrissement relatif de la classe paysanne et enrichissement prodigieux de celle des grands propriétaires fonciers.

d) LE PRIX DE LA TERRE

ET LES BÉNÉFICES NETS DES PRODUCTEURS

Nous ne sommes pas étonnés dans ces conditions d'apprendre que, de 1828 à 1849, le prix des propriétés rurales a doublé ou même triplé (1). Malheureusement, nous n'avons aucune statistique qui puisse nous permettre de dresser des tableaux comme ceux que nous présentons pour le prix du travail. Les ventes étaient rares et chaque propriétaire gardait ses actes chez lui. Il n'existe pas de notaires en Roumanie et les investigations des historiens de la propriété sont plus difficiles qu'en France.

Cependant, d'après des renseignements dignes de foi, nous savons que, vers 1812, on pouvait acheter une falche de terre par 1/2 ducat, soit environ 16 lei. En 1831, le postelnic Hermeziu paya une propriété 2 ducats la falche. Vers 1840, on payait déjà couramment 5 à 7 ducats ; et le prince Mihail Sturdza accepta l'achat d'une terre voisine d'une de ses propriétés à raison de 10 ducats la falche (312 lei environ à cette époque), ce qui fit sensation dans le pays (2). Et pourtant, les prix ont continué de monter après cette date. Soutzo nous dit que, dans le district de Suceava en 1849, la falche se vendait 10 à 12 ducats (360 à 432 lei au cours

(1) SOUTZO : *Mémoires*, p. 97.

(2) *Uricariul*, tome 14, p. 243) n.

de l'époque); dans celui de Iassy, de 8 à 10 ducats; dans celui de Covurlui, de 13 à 15 ducats (1).

Le même auteur, riche propriétaire foncier, l'homme le mieux renseigné de son époque sur la vie économique de son pays, nous dit que, dans la haute Moldavie, la culture d'une falche de terre subissait les frais d'exploitation suivants :

Labourage	35 lei anciens
Ensemencement	50 —
Récolte (avec transport jusqu'à l'aire)	40 —
Battage de 3 1/2 chile	35 —
TOTAL	160 lei anciens

Si l'on se reporte au tableau des prix courants pour 1849, on voit que cette année-là le blé se vendait dans les districts les plus éloignés de la mer 80 lei la chila. 3 1/3 chile valaient donc 280 lei. Le bénéfice du producteur était de 120 lei pour le propriétaire.

Dans la région de Suceava, la terre de labour s'affermait à raison de 93 lei la falche, ce qui laissait au fermier un bénéfice de 27 lei anciens, soit 8,65 lei or actuels par falche. Ce bénéfice est faible; mais il faut bien considérer que c'est un chiffre minimum. Plus on se rapproche de la mer, ou plus exactement de Galatz, port d'exportation des céréales, plus la culture est rémunératrice.

Nous n'avons pas de renseignements aussi précis sur la Valachie; et quant aux bénéfices des éleveurs, nous avons trop peu d'éléments pour les chiffrer.

(1) SOUTZO : *Notions statistiques...*, p. 101.

En Valachie nous disposons du tableau suivant, dressé en 1861 par Aurelian et Odobesco, dans *Notice sur la Roumanie*, p. 39 :

TERRES CULTIVÉES (en pogonés)						REVENUS (en ducats)			
vignes	jardins	terres ensemencées	foins	pâtis	total	vignes	terres ensemencées	pâtis	total
61.641	116.419	1.705.302	591.341	1.865.864	4.340.567	474.257	2.117.255	291.541	2.883.053

D'après ce tableau, le pogone de terre ensemencée rapporterait environ 1,23 ducat, soit 40 lei; ce qui donnerait environ 80 lei par falche.

Le prix toujours croissant de la terre et l'augmentation insuffisante des salaires rendaient impossible en fait l'accession du pauvre paysan à la propriété. D'inexorables lois économiques, ajoutant leur action à celles qu'avaient forgées les boïars sous l'administration russe, enfermaient chaque individu dans sa classe, créaient des castes rigides, tuaient l'espoir au cœur des paysans les plus travailleurs et les plus économes.

D. — La concurrence entre l'agriculture et l'élevage

La principale conséquence de l'augmentation du prix des céréales et de la demande toujours accrue sur les marchés de Galatz et de Braïla est une modification du genre de vie dans les deux principautés. Il serait intéressant de noter les progrès de la culture des céréales et particulièrement du blé ; malheureusement, les statistiques sont rares, incomplètes, mal établies, surtout en Valachie. Même en Moldavie, où nous pourrions suivre la question de plus près, l'irrégularité des informations transmises par les préfets restreindra beaucoup notre choix lorsque nous tenterons des comparaisons.

Remarquons d'abord le déclin relatif de l'élevage. Voici, à cinq ans d'intervalle, sans qu'il y ait une épidémie grave à signaler, le nombre des têtes de bétail en Valachie :

	1839 (1)	1844 (2)
Bœufs.....	452.240	312.890
Vaches.....	398.057	291.034
Chevaux.....	218.553	204.252
Buffles.....	35.561	12.756
Mulets.....	1.344	900
Anes.....	30.000(?)	1.654
Porcs.....	464.209	328.685
Moutons.....	1.825.374	2.046.591
Chèvres.....	278.392	220.416

(1) D'après un recensement officiel, AN. PARL., IX (1), 1167, et F. 210-211.

(2) D'après VAILLANT : *La Roumanie*, p. 28 ; malheureusement je n'ai pu trouver deux statistiques de même source, ce qui affaiblit beaucoup la valeur des conclusions.

Pour la Moldavie, nous trouvons deux statistiques complètes pour les bœufs, les chevaux et les moutons (1).

	1840	1846
<i>Bœufs de labour :</i>		
Appartenant aux propriétaires	40.225	57.675
— aux paysans	152.210	157.347
<i>Bœufs de boucherie :</i>		
Appartenant aux propriétaires	49.783	72.203
— aux paysans	195.518	207.251
<i>Chevaux :</i>		
Appartenant aux propriétaires	13.321	17.177
— aux paysans	29.687	29.372
<i>Moutons :</i>		
Appartenant aux propriétaires	139.540	158.530
— aux paysans	534.740	544.393

Ici, nous constatons un léger progrès, mais il ne devait pas se poursuivre dans les années qui ont suivi 1848. Comme les autres statistiques sont incomplètes, nous nous bornerons à étudier la variation en nombre du bétail dans le district de la Moldavie qui en élève le plus : Covurlui :

ANNÉE	BŒUFS DE LABOUR		BŒUFS DE BOUCHERIE		MOUTONS	
	aux proprié- taires	aux paysans	aux proprié- taires	aux paysans	aux proprié- taires	aux paysans
1840.....	2.323	16.252	2.332	20.312	6.475	42.770
1843.....	4.108	13.426	2.458	15.289	12.125	20.028
1845.....	2.671	15.207	2.602	19.070	3.737	37.100
1847.....	3.258	16.730	3.185	14.510	5.673	41.794
1848.....	2.832	14.002	1.737	13.002	4.441	34.930
1855.....	2.800	2.995	8.345	16.698	3.156	54.135

On voit que l'élevage reste, dans l'ensemble, stationnaire. L'augmentation du nombre des moutons sur les terres des paysans après 1851, est due aux lois de Grégoire Ghica qui accordaient à chaque villageois 20 perches de vaine pâture en plus. La diminution des bœufs de labour indiquerait cependant un appauvrissement de la classe inférieure.

(1) A. L., I (3) 1^{re} part., pp. 239 et 241.

Jetons maintenant les yeux sur les statistiques qui nous indiquent les superficies ensemencées.

TABLEAU (EN FALCHES) DES ENSEMENCEMENTS EN MOLDAVIE (1) (1 FALCHE = 14.322^m₂)

NATURE des ENSEMENCEMENTS	1829			1834			1840			1846			1849	1859
	propriétaires	paysans	total	propriétaires	paysans	total	propriétaires	paysans	total	propriétaires	paysans	total		
Blé	20.067	19.794	39.861	58.799	52.138	110.937	58.862			98.681				161.630
Seigle							12.576			19.227			268.996	84.272
Mais	27.071	98.593	125.664	43.015	112.758	155.773	47.801			76.053			197.423	232.674
Orge														
Avoine	11.499	13.326	24.825	11.659	19.339	30.998	11.317	215.091		19.734	230.740			68.894
							7.761			10.636				
Millet				1.516	3.229	4.745				?			47.112	6.442
Sarrasin	1.145	2.701	3.846	2.185	3.026	5.211				?				5.759
Pommes de terre	»	418	418	992	4.386	5.378	1.731			7.481			7.820	?
Total des surfaces ensemencées	59.782	134.832	294.614	118.166	194.876	313.042	139.448	215.091	354.539	231.822	230.740		521.351	539.671

(1) Les parties de tableau qui séparent les surfaces ensemencées par les paysans de celles des propriétaires sont empruntées à des statistiques officielles publiées dans A. L., I (3-1^{re} part.), p. 259 sq. Les autres sont empruntées à Soutzo : *Notions statistiques*, p. 95, à l'exception du dernier chiffre pris dans *Lucrări statistice făcute în anii 1859-1860*, Iași, Bermann, 1861, p. 216, utilisé dans R. R., II, 107.

Ce tableau nous montre que la surface cultivée en céréales par les paysans a augmenté de 44 % de 1829 à 1846. Elle ne pouvait guère s'accroître au delà de cette proportion puisque l'étendue de terre concédée à chaque paysan est restée la même et que les rendements n'ont guère varié. Seules les tenures données aux paysans nouveaux mariés ont pu, étant donné l'accroissement de la population, provoquer l'augmentation de la surface cultivée par cette classe sociale.

Au contraire, nous constatons un accroissement énorme des surfaces cultivées en céréales par les propriétaires. Ceux-ci peuvent faire des défrichements et travailler pour l'exportation. Cet accroissement est de 100 % de 1829 à 1834, de 20 % de 1834 à 1840, de 20 % de 1840 à 1846, et de 70 % de 1846 à 1859.

La surface cultivée par les propriétaires et les paysans a augmenté de 255.063 falches de 1829 à 1859, c'est-à-dire qu'elle a à peu près doublé en 30 ans.

Remarquons que le paysan cultive surtout du maïs, qui lui sert pour faire sa « mamaliga », tandis que les propriétaires, sans trop négliger le maïs dont les ensemencements ont presque triplé de 1829 à 1846, préfèrent cultiver le blé, qui leur est demandé par les marchands de Galatz ; la surface cultivée en blé sur leurs terres a quintuplé de 1829 à 1846.

En Valachie, il y avait, en 1839 :

618.082 pogones cultivés en maïs ;

254.703 pogones cultivés en blé ;

100.826 pogones cultivés en orge ;

49.459 pogones cultivés en millet ;

93.677 pogones cultivés en vigne (1).

Mais nous avons, sur les autres années, des renseignements trop incomplets pour pouvoir dresser des tableaux comme ceux que nous présentons pour l'autre Principauté (2).

La culture de la vigne et celle des arbres fruitiers subissent

(1) AN. PARL., IX (1), 1168.

(2) Vaillant dit que de 1830 à 1840 la surface cultivée a décuplé. C'est une exagération.

moins de modifications. En 1840, les boïars cultivent 12.801 falches en vigne, et les paysans 29.392 ; mais ici, la ligne de démarcation entre boïars et paysans est plus difficile à établir, car la culture de la vigne, comme toutes les cultures arborescentes d'ailleurs, est plutôt du domaine des petits paysans libres (*răzeși* et *moșneni*), qui sont propriétaires de leur terre de culture et qui peuvent donner à leurs plantations des soins assidus.

Le fait essentiel de l'évolution économique des pays roumains, depuis l'ouverture des Détroits jusqu'à la libération des terres de 1864, c'est donc la transformation des terres consacrées autrefois à l'élevage en terres de culture.

Il serait intéressant de montrer le progrès des défrichements district par district en analysant les causes des transformations, qui sont plus ou moins rapides selon les régions. Nous pouvons le tenter en Moldavie, mais en Valachie la documentation est trop pauvre, ce qui est fort gênant, car une comparaison des surfaces emblavées dans ces deux pays pourrait nous permettre d'entrevoir l'influence du régime social sur la culture, la Moldavie pratiquant surtout l'exploitation directe, la Valachie le système de la ferme générale.

L'influence de la qualité de la terre est loin d'être prédominante, car il existait alors dans les deux pays une telle quantité de bonne terre encore inutilisée que rares étaient les propriétés où il ne fût pas possible de doubler la surface emblavée.

Celle de la colonisation n'est pas négligeable, car beaucoup de paysans se sont transportés, avec l'assentiment des propriétaires, dans les steppes presque vides du Baragan ou de la Basse Moldavie où la bonne terre était surabondante.

Mais l'influence qui prime toutes les autres est celle des voies de communications. On s'en rendra compte en jetant les yeux sur le tableau suivant, où la production de chaque département est notée en « chile » (1).

(1) D'après les statistiques des récoltes, dans A. L., I (3, 1^{re} partie), p. 228 sq.

PRODUCTION (EN CHILE) DU BLÉ ET DU SEIGLE
PAR DÉPARTEMENT (1 chilă=515¹/₂) EN MOLDAVIE

DÉPARTEMENT	1841	1851	AUGMENTATION
Iassy	8.286	37.682	29.396
Fălciu	6.775	34.680	27.396
Galati	17.378	40.486	23.108
Neamțul	10.553	32.248	22.695
Vaslui	13.417	35.714	22.297
Bacău	11.103	31.692	20.589
Tutova	14.418	33.461	19.043
Suceava	12.099	29.217	17.118
Roman	33.633	50.639	17.006
Botășani	18.603	35.141	16.538
Dorohoi	21.279	32.671	11.392
Tecuciu	25.601	34.465	8.864
Putna	8.666	15.633	6.967

Pour interpréter ce tableau, il ne faut pas oublier que certaines régions, en 1841 (celle de Roman par exemple), approchaient déjà du degré de saturation et qu'il faut en tenir compte pour comprendre le sens de l'augmentation globale. D'autre part, la superficie des départements est loin d'être rigoureusement identique. Nous voudrions avoir des statistiques par *plasă* (arrondissement), qui seraient plus probantes, voire même des recensements par villages ou par propriétés. C'est un travail pénible et de longue haleine qu'il faudra faire un jour, car il n'est pas certain qu'on ne retrouve pas au moins des comptes de propriétaires. Mais dès maintenant il est possible de tirer une conclusion même d'un tableau aussi général que celui que nous présentons ici. Remarquons la forte augmentation des emblavures dans les plaines qui sont en bordure du Prut et de la route Jassy-Galatz, tandis que les districts éloignés, comme celui de Dorohoi et ceux de la frontière valaque, où les communications sont dirigées plutôt d'est en ouest, et qui ont toujours été, d'ailleurs, des régions plutôt vinicoles, ont une production de céréales en progression moins rapide.

Les frais de *transport*, en effet, dépassent souvent les frais d'exploitation. Ion Ghica nous donne sur cette question des vues intéressantes : « La construction d'une seule route, en Moldavie, écrit-il, a augmenté la production de cette principauté d'un tiers » (1). « Il

(1) CHAINOI : *Dernière occupation...*, p. 34.

a été fait [vers 1845 une chaussée qui traverse la Moldavie dans toute sa longueur, c'est-à-dire dans un espace de cent vingt lieues, par la vallée du Sireth. Cette chaussée a rendu les plus grands services à l'agriculture du pays ; une autre chaussée parallèle, qui partait de la frontière, et devait couper la Moldavie par le milieu dans sa longueur était à demi-achevée... » (1). A l'époque où il écrit sa brochure (1853), le prix du transport des céréales est de 45 centimes par hectolitre et par lieue. La valeur du bois est de 8 piastres à 12 lieues de Bucarest et le prix du transport jusqu'à la capitale est de 102 piastres.

« D'après cette donnée, la plus grande différence des prix d'un hectolitre de blé, dans une même année, étant d'environ 3 francs, il s'ensuit que le blé ne peut être transporté à plus de 20 lieues. Ainsi, il n'y a qu'une zone de cette largeur le long du Danube qui puisse exporter. Le reste de la production doit attendre des années extraordinaires, ou bien chercher à établir des brandvineries (des distilleries d'eau-de-vie), ce qui a lieu depuis quelque temps, et qui devient tous les jours davantage une cause de démoralisation et de ruine pour le paysan roumain » (2).

Notre consul à Iassy, Tissot, écrit en 1863, à sa famille : « De Galatz à Iassy, le transport coûte plus cher que de Marseille à Galatz ! ...Une charretée de foin quadruple de prix de la prairie à la ville, une sagène de bois, qui coûte 1/2 ducat à la forêt, en coûte 6 ou 7, c'est-à-dire 12 ou 14 fois autant rendue à Iassy, après un parcours de 5 lieues ! Les foin et la paille pourrissent sur place dans certains districts » (3).

Malgré cette difficulté, la culture du blé a gagné énormément sur la prairie jusqu'à la loi de 1864 sur l'individualisation des terres. Le genre de vie du paysan s'est-il complètement transformé à la suite de cette révolution économique ? On peut affirmer que non.

(1) *Ibid.*, p. 68.

(2) *Ibid.*, pp. 33-34. Même renseignement dans TH. LEFEBVRE : *Etudes dipl.*, p. 190, qui s'inspire manifestement de la précédente brochure. Dans [AURELIAN et OD.] : *Notice sur la Roumanie*, on lit que le transport, en 1868, coûte encore 1/2 piastre par chila et par kilomètre (p. 10).

(3) BIBL. NATIONALE, ms., France, N. A. n° 12400. Correspondance de Tissot, Iassy, 18 avril 1863, p. 577.

On a souvent présenté le paysan roumain comme un nomade, d'instinct tout au moins. Je ne suis pas sûr qu'il ait jamais beaucoup nomadisé. Pour plaire aux philologues qui veulent expliquer certaines particularités dialectales par des migrations de bergers des Carpates moldaves en Istrie, ou du Bihor aux cimes du Pinde, les géographes zèbrent parfois leurs cartes de flèches gigantesques qui vont de la Grèce à la Transylvanie et qui sont censés figurer les migrations pastorales. Mais l'historien qui a étudié tant soit peu l'histoire sociale et les anciennes institutions des Roumains est, au contraire, frappé par le caractère sédentaire de ce peuple, très attaché à son village, sinon à sa terre, très soucieux de préserver les droits de sa famille et de conserver son empreinte sur le sol hérité de ses ancêtres. Aussi bien ce paysan roumain aime la variété des occupations, ce qui implique une complications d'intérêts qui l'attache à la glèbe plus que les ordonnances princières. Il est à la fois cultivateur et éleveur. Une ou deux paires de bœufs, une vache, deux ou trois porcs, quelques moutons, des oies, des canards et des poules, tout cela vagabondant à la diable, mais sans s'éloigner du village, les pogones de labour nécessaires pour cultiver le maïs dont il vit, le lin dont il s'habille, voilà pour le paysan une exploitation complète et qui n'implique pas la possibilité de changer souvent de domicile.

La culture et l'élevage restent étroitement associées pendant la période de la grande extension de la culture de blé. Mais, si le genre de vie ne subit pas de modifications très sensibles, la question des rapports entre les propriétaires et les paysans va devenir de jour en jour plus délicate. Les propriétaires ont besoin de bras pour labourer, semer et moissonner leurs immenses champs de céréales, et ils ne peuvent compter que sur la corvée, cette *claca* sévère, de plus en plus âprement exigée, ou bien sur la stricte application de contrats de travail, parfois perfidement extorqués. Ce sont les rapports sociaux qui sont surtout influencés par cette révolution économique.

2^o LES CLASSES SOCIALES A L'ÉPOQUE DU RÈGLEMENT ORGANIQUE

A. DIVERSES CATÉGORIES DE PROPRIÉTAIRES FONCIERS.

B. LES RAPPORTS AGRAIRES.

C. LA VIE MATÉRIELLE ET MORALE DES PAYSANS.

A. — Diverses catégories de propriétaires fonciers

a) RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ

Si nous connaissions exactement la répartition de la propriété en Roumanie avant 1864, nous pourrions nous faire une idée plus précise des diverses catégories sociales représentées dans ce pays. Par malheur, il n'existe pas de cadastre qui puisse nous donner ce renseignement. En Valachie, les opérations cadastrales n'ont été terminées que sous Cuza, et elles sont très sommaires. En Moldavie, elles n'ont été effectuées que beaucoup plus tard. D'ailleurs, la répartition des terres variait beaucoup, non à cause des ventes, qui étaient peu nombreuses, mais à cause des changements qui se produisaient chaque année dans les familles paysannes : On sait que tout nouveau marié devait recevoir sa part réglementaire de terrain prise sur le domaine direct du propriétaire, et que la tenure du chef de famille revenait à sa mort au boïar, à l'exception de la maison et d'un jardin laissés à la veuve et aux enfants en bas-âge. Dans ce dernier cas, aucun des fils n'avait le droit absolu d'échanger sa tenure contre celle de son père défunt ; il ne pouvait le faire qu'après entente avec le propriétaire et il était rare de voir s'opérer de pareils échanges, car si la terre du père était mauvaise, le fils n'avait pas intérêt à la demander et si elle était bonne, le boïar préférerait la garder pour lui.

La terre en Roumanie n'était donc pas cultivée de père en fils, et les limites des exploitations paysannes étaient très variables.

Nous ne pouvons connaître que l'étendue globale des biens de chaque classe rurale. Pour la Moldavie, nous disposons de renseignements assez contradictoires fournis par Soutzo (1) en 1840 et par Aurelian et Odobesco en 1861 (2).

En Valachie, nous pouvons nous référer à une statistique officielle de 1864 qui classe les propriétés de la manière suivante :

	Nombre	Etendue en pogone
Propriétés appartenant à		
l'Etat	50	235.913
aux communes	20	29.056
aux établissements publics .	189	316.071
aux couvents dédiés	558	1.403.637
aux couvents non dédiés ..	1.191	1.536.893
aux particuliers	78.809	5.349.905
aux propriétaires indivis ...	66.035	1.781.825
TOTAL	146.852	10.653.300

Il ne s'agit que du terrain productif. Il faudrait ajouter à ce chiffre 3.843.055 pogones de terrain improductif et 128.128 de « terrain occupé par les communes » (3). Sur ce chiffre des terres cultivées, 4.340.567 pogones sont cultivés par les paysans (4), soit environ 40%.

Nous serions trop exigeants si nous demandions aux statisticiens du temps quelle fut la répartition de la propriété par région et par classe de paysans ou de propriétaires, car ces catégories, comme nous le verrons, sont loin d'être homogènes.

(1) *Notions statistiques*, pp. 38-39.

(2) *Notice sur la Roumanie*, p. 40.

(3) ACAD. ROUM. ms. n° 4869, fol. 160.

(4) *Notice sur la Roumanie*, pp. 38-39.

b) LES BOÏARS

Parmi les propriétaires, ni l'Etat ni les monastères ne nous intéressent en ce qui concerne les rapports avec les paysans, car leurs domaines sont toujours affermés, et nous aurons l'occasion plus loin de parler des *arendasi*, fermiers généraux qui ont partout le même esprit. Mais les propriétaires particuliers, les « boïars », comme disent les paysans (bien que ce titre fût uniquement celui des *nobles* reconnus par l'Etat), sont de plusieurs sortes. Tous les boïars, grands et petits, jouissent des privilèges suivants : 1° ils ne payent aucun impôt ; 2° ils ne sont pas soumis au recrutement militaire ; 3° ils ne peuvent être condamnés à aucune peine infamante ou corporelle. L'administration continue de distinguer les *boïars*, les *neamuri* (pourvus de privilèges héréditaires), et les *maziles* (pourvus de privilèges personnels). Au point de vue politique, les distinctions anciennes subsistent : les grands boïars peuvent fournir des candidats au trône, participer à l'élection de l'archevêque métropolitain, des évêques et des sous-préfets ; ils envoient 20 députés à l'Assemblée générale ordinaire ; ils ne peuvent être emprisonnés que par un décret du prince ; ils ne sont jugés que par leurs pairs ; seuls ils peuvent être ministres et membres de la haute cour de justice. Les petits boïars peuvent être députés des districts à la Chambre, participent eux aussi à l'élection du prince, des dignitaires de l'Eglise et des sous-préfets et peuvent arriver dans l'administration jusqu'aux fonctions de directeur de ministère. Mais ces privilèges politiques sont viagers : les fils des boïars sont électeurs et non éligibles dans les districts où ils possèdent une terre ; ils sont exemptés de l'impôt et du recrutement ; mais ces privilèges s'arrêtent à eux. Le petit-fils d'un prince doit payer l'impôt et peut être bâtonné comme un simple paysan. Il est vrai qu'il n'en est pas ainsi en fait, car il est rare que le fils ou le petit-fils d'un boïar n'arrive pas à acquérir un titre civil ou militaire qui lui confère, à lui aussi, la qualité de boïar. Le rang confère la noblesse, comme en Russie. Les passages d'une classe à l'autre

sont fréquents : la fortune la faveur des princes permettent ce passage autant que les talents. Sur les 400 familles qui, dans les deux principautés, composent la grande boïarie, 50 à peine appartiennent à la noblesse historique. Beaucoup de boïars sont d'origine étrangère et d'élévation très récente (1).

Au point de vue social, seule compte la fortune foncière. Comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la « concurrence entre l'agriculture et l'élevage », quelques chiffres permettent de nous donner une idée de la proportion de terres directement cultivées par les propriétaires et de terres dites paysannes, mais nous n'avons aucune indication précise sur le nombre et les dimensions des grands domaines et des petits. Les économistes de la première moitié du XIX^e siècle admettent généralement que les 3/4 des domaines des boïars sont répartis entre 200 familles qui ont ainsi la haute main sur la vie politique et économique des deux pays (2). Les domaines de plus de 10.000 hectares ne sont pas rares. 15 ou 20 familles possèderaient à elles seules en domaine direct ou indirect (tenures paysannes) plus du tiers du territoire des principautés.

S'ils sont pauvres en renseignements sur la répartition de la propriété foncière, les voyageurs nous renseignent abondamment sur la vie des boïars, qui reçoivent des étrangers avec cet esprit d'hospitalité, empreint à la fois de goût fastueux et de générosité franche, qui caractérise encore de nos jours le Roumain, le pauvre d'ailleurs aussi bien que le riche (3).

La plupart des boïars de 1830 portent encore la robe flottante, à la turque, les babouches et d'énormes turbans ronds, bulbeux à l'extrémité (ichlics). Mais, après 1830, le nombre des fils de boïars qui vont faire leurs études à l'étranger devient chaque année de

(1) VEGEZZI RUSCALLA : *Lettres sur les principautés*, p. 31. La statistique officielle de 1837 donne pour la Valachie : 1.623 boïars, 4.151 maziles, 4.758 neamuri (et 296.618 paysans), AN. PARL., IX, I, 1162 sq. Les chiffres sont très différents dans les statistiques indiquées par DEMIDOFF : *Voyage...*, p. 188, (année 1837), RUSCALLA (année 1858), p. 42, CHANOI (année 1853), p. 31, VAILLANT (année 1844), p. 33, BALCESCU (*Quest. écon.* (1850), pp. 34-35. En 1853, CHANOI (*Dernière occupation...* pp. 50-51) dit : « En Valachie, sur 30 familles dans lesquelles on trouve de grands boïars, il n'y en a que 19 qui datent d'au delà vingt ans. » En Moldavie il déclare qu'il y en a au plus 1 sur 10.

(2) V. par ex. RUSCALLA, ouv. cité, p. 71.

(3) Je renvoie aux innombrables récits qui sont catalogués et analysés par M. IORGA dans son *Istoria Românilor prin călători*, t. III.

plus en plus grand. On voit alors revenir dans leur pays une multitude d'étudiants romantiques, qui ont remplacé la longue barbe d'autrefois par une barbiche en collier, qui laissent tomber sur leur front de longues boucles et qui portent des redingotes, des chapeaux hauts de forme et des pantalons étroits.

Les femmes ont subi beaucoup plus tôt l'influence vestimentaire de l'Occident. Elles sont coquettes, comme l'ont toujours été les femmes roumaines ; elles aiment les fards, les parfums et les bijoux. La princesse Amélie Ghica (une française) raconte, en 1850, que les « modes » françaises ne mettent que 17 jours pour parvenir en Valachie et que nos couturiers ont là-bas une excellente clientèle (1). Si la femme roumaine est encore de nos jours la plus belle, la plus élégante, la plus séduisante des femmes de l'Europe, il ne faudrait pas croire toutefois qu'elle n'a pas évolué elle aussi depuis un siècle. Il faut reconnaître, à son honneur, qu'elle s'est débarrassée aujourd'hui de bien des défauts. Les voyageurs sont d'accord pour nous décrire la femme du boïar roumain au siècle dernier comme une personne indolente, futile et légère. Elle vit couchée, et ne s'occupe que de sa toilette. L'inaction en fait souvent une intrigante et la détourne de la vie de famille. Les divorces (autorisés d'ailleurs par l'église orthodoxe) sont extrêmement fréquents et le dérèglement des mœurs effarouche parfois l'étranger. Il est heureux que ces défauts, à la longue, se soient mués en deux qualités : l'absence de pudibonderie et une réelle franchise. Quant à l'esprit de charité, il a toujours existé dans le cœur des roumaines.

La maison de campagne des boïars n'était guère différente de la maison des paysans les plus aisés. Elle était seulement plus vaste et ornée de belles balustrades de bois. Par devant un jardin à fleurs ; à côté, un vaste verger (2). Chacune de ces demeures seigneuriales s'accompagne de petites maisons, souvent sordides, où vivent les gens de métier ou les esclaves tziganes.

Depuis le début du siècle, cependant, le nombre des boïars

(1) *La Valachie moderne*, p. 69.

(2) V. une étude très intéressante de N. IORGA : *La société roumaine au XIX^e siècle dans le théâtre roumain*, p. 1926.

résidant dans leurs terres diminue constamment. Les petits propriétaires sont bien obligés d'y rester, mais les grands préfèrent aller vivre à la ville où ils se font construire de somptueuses demeures et où ils se sentent en sécurité. Le goût des plaisirs urbains n'est pas la seule cause de ce déracinement qui s'est opéré dès la fin du XVIII^e siècle et qui affecte la plus grande partie de la noblesse rurale dans les années qui ont précédé la dernière occupation russe. « Lorsque le Règlement Organique fut écrit et introduit, écrit un pamphlétaire roumain (1), il n'y avait peut-être pas, dans la plupart des districts, comme Ialomitza, Braïla, Vlaska, Mehedinzi, Velza et autres, une trentaine d'individus réunissant, aux qualités voulues de rang et d'âge, la résidence matérielle inventée actuellement comme condition *sine qua non* du droit de voter. Les brigands qui infestaient les routes, le manque de ressources sanitaires et l'absence de tout moyen d'enseignement rendant l'habitation des campagnes impossible, les boyards de toute classe résidaient dans la capitale ou dans le peu de villes qui, comme Crajova et Pitesti, étant devenues des centres de populations, pouvaient offrir quelque commodité et quelque sûreté pour la vie... ». « ...Dans le district de Vlaska (voisin de Bucarest), le collège ne réunira peut-être pas trente électeurs, sur environ 400 boyards propriétaires dans ce même district... »

Les palais des villes permettent les grandes réceptions. Leurs salons sont très vastes, « dix fois grands comme ceux de Paris », dit Amélie Ghica. Des tapis et des tentures de France, des meubles de Vienne, des canapés surtout ; peu de tableaux et d'objets d'art. Un luxe de « toc », dit Le Cler (2). De grands poêles de faïence en forme de colonnes permettent de lutter contre la rigueur des hivers.

Les boïars vivent là une vie indolente. Ils font leur sieste l'après-midi, jusqu'à une heure convenue à laquelle un esclave tzigane vient leur gratter la plante des pieds — pour les éveiller et non pour les endormir comme le pense M. Iorga qui avoue (on le

(1) B. A. : *La principauté de Valachie sous le prince Bibesco*, p. 169.

(2) *La Moldo-Valachie*, pp. 30-31.

croira sans peine) n'avoir « jamais essayé ce procédé soporifique » ! (1).

Ils ont une multitude de domestiques, signe de richesse. Ce sont des esclaves tziganes crasseux et pouilleux, ou des « serviteurs libres « roumains » fort mal payés. Tous les volent effrontément et font un service des plus médiocres.

Les anciens boïars ne circulent qu'en voiture — encore un des attributs essentiels de la richesse. Ils ont de belles calèches conduites par un ou deux cochers tziganes et accompagnées par d'autres tziganes qui courent en criant. Derrière la calèche se tient un superbe albanais, le seul des domestiques dont le costume soit soigné, voire même éblouissant. Les voitures vont à fond de train dans les rues de Bucarest ou de Iassy, « *poduri* », comme on dit, (les « ponts ») parce qu'elles ont, en guise de pavés, de gros madriers placés d'un trottoir à l'autre, fort instables, et qui, par moment, laissent gicler la boue infecte du dessous.

La meilleure description de l'ancienne *Bucarest* nous est donnée par César Bolliac. Les descriptions de Iassy ne différeraient pas trop de celles-ci, en observant toutefois que la capitale moldave était plus petite, plus orientale, d'aspect et plus pauvre que la capitale valaque :

« Avant d'arriver à Bucarest, le voyageur qui vient de Giurgevo découvre, à l'extrémité d'une vaste plaine, de petits clochers et çà et là d'autres bâtiments ombragés d'arbres. Il avance, il gravit la hauteur. Alors, la scène change. Au lieu d'une masse noire et confuse, il voit un grand et magnifique jardin peuplé de maisons, de palais et de chaumières : c'est Bucarest. Ravi de ce spectacle féérique, il descend dans la ville : ce qu'il avait vu n'était qu'un mirage ! Des rues longues, mais étroites, sales, mal pavées, mal éclairées et bordées de pauvres habitations et de riches palais ; des chariots chargés de bois ou de foin, traînés par des bœufs amaigris ; puis, tout à coup, un dorobants à cheval frappant à droite et à gauche pour frayer un passage à de splendides équipages

(1) Ouv. cité, p. 23.

traînés par des chevaux superbes et où les élégants et les élégantes de Bucarest étalent les dernières modes parisiennes ; dans la foule, tous les costumes de l'Orient et de l'Occident mêlés et confondus ; des paysans vêtus à la manière des Daces, des Albanais drapés de la toge romaine ; dans les « Mahalas », ou faubourgs, de pauvres maisonnettes qui se cachent derrière les haies, à côté d'un magnifique hôtel de boyard s'élevant au milieu d'un grand jardin ; des rues couvertes de boue, surtout au printemps, à la fonte des neiges, et traversées, de temps à autre, par un pauvre tsgan, esclave en haillons, tête et pieds nus, pâle, maigre et portant sur son front et dans ses yeux tous les signes d'une intelligence déchuë ; tel est le spectacle qui frappe les regards du voyageur en traversant la capitale de la Valachie : c'est la ville des contrastes » (1).

L'afflux des boïars vers les villes a développé énormément les autres éléments de la population urbaine : ouvriers, parqués en corporations (bresle) — étrangers pour la plupart — ; commerçants, qui eux sont encore en majorité roumains, car les juifs aux lévites noires, aux longs cheveux à bouclettes tombant sur les oreilles, aux barbes incultes, les juifs russes ou polonais parlant le « idisch » n'ont guère envahi que les grandes villes de Moldavie, grâce à la bienveillance de Michel Sturdza. En Valachie, on trouve des juifs « espagnols » qui portent le costume occidental et qui sont peu nombreux, ou bien des grecs, des Albanais, des *Aroumains*, des Arméniens, tous rusés commerçants, mais qui ne font pas mauvais ménage avec les indigènes. Enfin, la *mahala* est peuplée de paysans sans terres qui font toutes sortes de petits métiers ou qui s'embauchent à la journée, si nombreux que la ville ne se distingue pas sensiblement du village.

Les distractions étaient rares dans les villes, et c'étaient des distractions purement domestiques : réceptions, bals (les bals masqués surtout plaisaient aux dames), interminables parties de

(3) BOLLIAC : *Topographie de la Valachie* (1856), pp. 20-21. Bucarest est encore de nos jours une ville de contrastes : il faut lire la brillante description qu'en fait Paul Morand dans son dernier livre. — En 1856, la ville avait 130.000 habitants, 17.000 maisons, 26 monastères et 100 églises. « Bourgade immense, bâtie au hasard », dit Le Clerc (p. 17).

cartes. Le théâtre était très intermittent. Aller au casino ou au restaurant était mal vu : c'était bon pour les étrangers. En somme, la vie du boïar à la ville ne différait guère de celle qu'il pouvait vivre à la campagne, mais elle avait l'avantage de la sécurité et des profits que pouvaient procurer les fonctions officielles lorsqu'on parvenait à en décrocher à force de sollicitation et d'intrigues.

La vie à la ville avait l'inconvénient de faire oublier au boïar ses devoirs de propriétaire. Déjà, à la campagne, le boïar était entouré de parents pauvres, de parasites professionnels, de petits fonctionnaires de ses domaines, de valets corrompus, d'esclaves tziganes pourris de vices, et, trop souvent cet entourage lui cachait le bon peuple roumain qu'il méprisait à l'égal de ses domestiques. A la ville, cette tendance s'accroissait encore. Quant à celui qui revenait de l'étranger, il n'avait plus que du mépris pour le village de ses pères, n'eût-il vu là-bas que la bourgade bucovinienne de Sadagoura, comme certain étudiant du théâtre d'Alexandrie. Le jeune homme « *voyagé* » (comme on disait alors en Roumanie) revenait des universités étrangères avec une bonne connaissance des langues et des civilisations des pays où il avait vécu. L'étudiant roumain actuel, celui du moins qui est issu des classes moyennes, n'est plus si apte à comprendre et à s'assimiler la civilisation occidentale parce qu'il arrive trop souvent à Paris sans savoir encore le français, que les fils de boïars d'autrefois avaient appris à la maison, puis dans les pensionnats de Bucarest ou de Iassy, et parce qu'il a trop tendance à vivre dans un milieu de Roumains émigrés qui n'existait pas au milieu du siècle dernier. Mais le fils du boïar, ébloui par la vie occidentale et par les beaux discours entendus dans les cafés libéraux, ne voulait plus connaître les institutions de son pays et il oubliait vite le pauvre paysan du Danube dont le dur labeur lui permettait de faire des voyages agréables et instructifs.

Les boïars roumains du début du xix^e siècle savaient mettre de l'ordre dans leurs affaires. On a retrouvé les comptes de certains d'entre eux et l'on est étonné de voir avec quel soin ils établissaient

leur budget de recettes et dépenses (1). Ces dernières étaient faibles, d'ailleurs, puisque les boïars jouissaient des dîmes, et qu'ils pouvaient tirer de leur domaine les grains, le vin, les légumes, les fruits, le miel, les porcs, les chèvres, les volailles, le gibier, le bois de chauffage, puisque les domestiques étaient, pour la plupart, des esclaves. Les boïars n'avaient donc à déboursier que pour l'achat de l'épicerie, des vêtements, des objets de luxe et pour l'instruction des enfants. Il faut dire à leur honneur qu'ils avaient le culte du savoir, à tel point qu'ils ne se contentaient pas de faire instruire leurs fils, mais que l'instituteur qu'ils entretenaient dans leur maison était souvent chargé d'apprendre aussi à lire à de jeunes paysans, que le précepteur français répandait aussi sa science (plus ou moins profonde) sur les petits boïars, maziles ou campagnards d'élite qui gravitaient autour de la résidence du maître ; ce dernier donnait même souvent des bourses pour que les fils de la petite noblesse pussent accomplir eux aussi des voyages à l'étranger (2).

La nouvelle génération, l'« occidentalisée », sera moins soigneuse de ses intérêts. Eblouie par les beaux bénéfices réalisés par l'ancienne après l'essor de la culture des céréales, elle n'aura que du mépris pour l'exploitation routinière et elle voudra innover à tout prix sans avoir une notion juste des conditions de l'exploitation rurale dans les plaines du Bas Danube et de la « rentabilité » d'une affaire. Sa hardiesse lui attirera bien des mécomptes. D'autre part, ses dépenses deviendront du gaspillage et, fâchée de ne pouvoir boucler son budget, elle va se ruer sur les fonctions d'Etat pour les exploiter à son profit (3). Ces tendances engendreront une corruption administrative qui atteindra son point culminant sous le règne de Cuza.

Enfin, et surtout, les nouveaux boïars cherchent à apurer leurs comptes en pressurant un peu plus la classe paysanne.

(1) Cf. RADU ROSETTI : *An. Ac. Rom.*, sect. hist., t. XXXI, pp. 217-351, résumé dans *R. R.*, II, 251. Sur la mentalité d'un boïar voir les mémoires publiés par XENOPOL dans *An. Ac. Rom.*, série II, t. XXXII.

(2) IORGA : *La soc. roum.*..., p. 20, et *R. R.*, II, 251. Cf aussi ELIADE : *La Roumanie au XIX^e siècle*, pass.

(3) CHAINOI : *Dernière occupation*..., p. 52.

La grande noblesse, accaparant les hautes charges civiles et militaires, évolue en se séparant de plus en plus de la PETITE NOBLESSE, moins instruite, plus attachée au sol, plus prudente. Obligée de vivre uniquement du produit de ses domaines, celle-ci est plus avare et plus tracassière à l'égard des paysans. Son avarice ne l'empêche pas de se ruiner beaucoup plus vite que la grande, puisque, sans avoir les revenus du pouvoir, elle veut elle aussi faire tous les sacrifices possibles pour donner à ses enfants une instruction supérieure, l'instruction étant considérée comme la source la plus sûre des honneurs et du profit. Elle est féroce-ment jalouse de la classe des grands boïars et, pour la combattre, elle cherche à former un parti démocratique, bien que cette tendance ne la rapproche nullement de la classe paysanne, méprisée plus que jamais. C'est ainsi que, à l'époque de l'Union, nous verrons souvent partir de cette classe des attaques farouches contre la haute aristocratie.

Avouons d'ailleurs que nous ne pouvons pas nous faire de ces petits boïars une idée aussi nette que les grands. Les documents historiques ou littéraires nous manquent pour bien connaître la vie de cette classe. Les satiriques ont surtout exercé leur verve aux dépens des bourgeois, des instituteurs, des bedeaux, de tous les « savantasses » de village pleins de rusticité et de prétentions, ou bien des cabaretiers juifs, des fermiers généraux grecs, des « *ciocoi* » de tout ordre. Les petits boïars et leur entourage (M. Iorga lui-même le reconnaît) (1) n'ont pas encore été étudiés et les éléments nous manquent pour essayer de reconstituer leur vie matérielle et morale.

Par moments, nous entendons parler d'eux : c'est lorsqu'il se produit une conspiration ; alors, ils suivent volontiers de grands boïars humanitaires, tel le fameux Ion CÂMPINEANU, chef *carbonaro*, fondateur en 1835 de la « Société philharmonique », groupement littéraire qui tendait à cultiver la langue roumaine, à abolir les caractères cyrilliques, à développer le théâtre, mais qui était

(1) IORGA : *Alte note despre cultura și viața socială românească subț vechiul regim*, An. Ac. Rom. Mem. sect. ist., sér. II t. XXXIX, [1916], p. 31.

aussi au fond une *hélairie*, un groupement politique. Câmpineanu voulait donner le droit de vote et l'éligibilité à tous les Roumains âgés d'au moins 25 ans ; mais il avait aussi un programme social : il affirmait la légitimité de la possession de la terre par les corvéables. Il voulait que tous les paysans fussent libres et dotés d'une terre communale, qui leur appartenait « *en vertu de l'ancienne coutume* ».

En 1837, lui-même, donnant l'exemple, avait émancipé tous les serfs de ses domaines. Plus tard, il vendit ses terres aux enchères pour mieux se consacrer à son apostolat (1). La *Société philharmonique* a été l'école des grands réformateurs roumains du XIX^e siècle.

c) LES PETITS PROPRIÉTAIRES

Les rezèches et les mochnènes (« *răzeși* » en Moldavie ; « *moșneni* », en Valachie) sont au nombre d'environ 70.000 en Valachie et de 50.000 en Moldavie (2). Ils sont surtout nombreux dans la région des collines, sans être toutefois inexistantes dans la plaine, comme l'atteste la statistique publiée par Poni (3) et le précieux témoignage du Dr Zucker pour la Bessarabie (4). Chacun possède en propre sa terre labourable et la cultive personnellement. Les terres de pâture sont en indivis. Ce régime favorise surtout la vie pastorale. Il ne va pas non plus sans inconvénients, car si des disputes éclatent entre les membres du village de rezèches, la justice doit intervenir pour opérer des partages et il est souvent difficile de déterminer la part de chaque famille dans le territoire indivis. D'autre part, les villages doivent se défendre contre les empiètements des grands boïars ou des monastères, qui les ruinent en procès. Par usurpation ou par achat la grande propriété mord

(1) D'après BOGDAN DUICA : *Gazeta Transilvaniei*, 22 juin 1921 (an LXXXIV, nos 132 et 133). L'œuvre littéraire de la société philharmonique est très bien connue, mais son influence sociale reste encore assez obscure.

(2) Vers 1850, d'après BĂLCESCU : *Questions économiques...*, p. 35.

(3) PONI : *Statistica răzeșilor*, dans : *Ac. Roum., studii și cercetări*, t. V, Buc., 1921 (malheureusement peu utilisable).

(4) ZUCKER : *Bessarabien*, p. 25 sq. Ce médecin allemand qui combattit en Bessarabie la peste et le choléra, nous a laissé un livre qui contient, au point de vue social, d'excellentes remarques.

constamment sur le domaine des rezèches ; elle triomphe le plus souvent de leur résistance et ainsi trouve moyen de se remembrer et de gagner en cohésion. Comme nous le verrons, les orateurs de-divans *ad hoc* feront de fréquentes allusions à cette ruine progressive des propriétaires-indivis pendant la première moitié du XIX^e siècle.

Antonovici, dans son histoire pénétrante et fortement documentée de la commune de Bogdana (1), nous en montre d'intéressants exemples : à la fin du XVIII^e siècle, beaucoup de rezèches sont sortis de l'indivision. Au début du XIX^e, leur lutte contre les empiètements des voisins a été acharnée. En 1800, procès avec le monastère de Lipovăţu (2) ; en 1812, lutte avec l'égomène grec du monastère de Floreşti qui cherche à s'emparer de la terre de Vlaşu (3) ; ce dernier procès dure jusqu'en 1834, date à laquelle les juges acquièrent la preuve que l'acte de donation dont se réclamait le monastère était faux ; long procès sur les limites du territoire de Floreşti appartenant au monastère et limitrophe de celui des Bogdani, procès qui ne se termine qu'en 1823, ce qui n'empêche pas des contestations de détail jusqu'à la délimitation définitive opérée en 1851 (4) ; de 1816 à 1818, lutte des rezèches de Boleşti contre le « căminar » Iordachi Miclescu ; en 1825, lutte contre un « serdar » qui a usurpé des terres de rezèches et qui bat et menace de mort ceux qui veulent y faire entrer leurs troupeaux ; condamné en justice, il refuse d'exécuter la sentence, et le procès ne se termine qu'en 1834, les habitants ayant acheté une partie des propriétés de ce boïar en usant de leur droit de préemption (5). Ces procès sont ruineux, car les juges exigent d'énormes pots de vin et font traîner les affaires le plus possible. La classe sociale des rezèches est donc en voie de disparition (6).

(1) ANTONOVICI : *Istoria comunei Bogdana*, p. LXXIII sq.

(2) P. 391, doc. CCXLVIII.

(3) P. 194, doc. CXXII.

(4) P. 325, doc. CXVII.

(5) P. XXVI.

(6) VÂLSAN, qui a étudié la répartition de la population en Roumanie, à diverses époques (*Bull. soc. geogr. rom.*, 1912, p. 218) remarque que la zone des collines était plus peuplée autrefois qu'aujourd'hui. La ruine des rezèches, l'exode de leurs enfants insuffisamment dotés et les facilités accordées aux paysans pour aller faire de la colonisation dans la plaine en sont certainement la cause.

Pourtant, les quelque 120.000 rezèches qui subsistent sont très fiers de leurs origines. Ils portent les mêmes vêtements que les plus aisés des paysans ; souvent, ils sont plus pauvres que des *fruntași* et pourtant ils ne veulent pas être confondus avec les *rumâni* de la plaine. Le rezèche porte les cheveux longs et il n'hésitera pas à donner des coups de canne au vilain à tête rasée qui essaiera de l'imiter. De nos jours encore, dans les villages de Bucovine, il se produit des incidents de ce genre. Le rezèche se considère comme un vrai noble, un boïar de race qui a le droit de mépriser les grands seigneurs des villes mâtinés de grecs ou de levantins. S'il méprise le paysan, il n'a pas pour lui de haine ; au contraire, vivant comme lui, il comprend ses misères et il est tout disposé à lutter à ses côtés contre les usurpateurs, les grands propriétaires laïques ou ecclésiastiques. Comme le rezèche, en général, n'a pas de corvéables établis sur ses terres (sauf quelques colons qui exercent, avec le consentement de la communauté, une espèce de droit de *purprise* dans les landes ou pâtures difficilement défrichables) il ne peut souffrir d'une réforme agraire et il ne lui serait pas désagréable d'apprendre que les boïars ont été obligés de renoncer à leurs privilèges. Producteurs de vin, de fruits, d'eau-de-vie, les rezèches ne peuvent que gagner à l'augmentation du pouvoir d'achat du laboureur de la plaine. Même l'abolition des monopoles seigneuriaux ne saurait les atteindre, car, chez eux, c'est le village qui a le cabaret et la distillerie, et il ne saurait être question de mettre en doute leur droit de propriété sur ces établissements qu'ils louent et dont ils se partagent les bénéfices.

Les rezèches sont donc des hommes fiers et aigris par les luttes judiciaires qu'ils ont dû mener, et ils sont très disposés à appuyer tout mouvement tendant à la suppression des privilèges et du régime de la corvée.

Il nous reste à étudier les divisions de la classe paysanne. Mais avant de le faire, il importe d'exposer les rapports agraires, sans la connaissance desquels on ne comprendrait pas la situation matérielle et morale des travailleurs de la terre.

B. — Les rapports agraires

a) LES CHARGES RÉELLES DES PAYSANS

Nous indiquons, dans les tableaux qui suivent, les droits et les obligations des paysans roumains tels qu'ils découlent de l'application du Règlement Organique. Il est difficile de les comparer avec les droits et les devoirs des paysans vivant sur les territoires de la Monarchie autrichienne, le régime de la propriété étant très différent dans ces pays. De même, en Turquie, l'étendue du champ que le propriétaire donne au cultivateur n'est pas fixée par la loi, et, d'un autre côté, le paysan n'est tenu à aucun service personnel vis-à-vis du propriétaire, ce dernier étant payé sur le produit net du champ cultivé par son tenancier : 1/10^e de ce produit revient au gouvernement ; 3/10^e au propriétaire ; 6/10^e au laboureur. Nous n'avons donc pu comparer la situation du Roumain qu'à celle du Bessarabien telle qu'elle a été fixée par l'ukase du tsar le 27 mars 1846 (1).

Le premier tableau nous présente la superficie de terrain que reçoit le paysan dans chacun des trois pays. On y voit que le mieux pourvu est le Bessarabien qui peut recevoir l'étendue de champ nécessaire pour la nourriture de 8 bœufs. Le paysan moldave reçoit 40% en moyenne de plus que le Valaque ; mais, en revanche, ses charges sont plus lourdes (2).

ÉTENDUE DE TERRE QUE REÇOIT LE PAYSAN

CATÉGORIE DU PAYSAN	EN VALACHIE		EN MOLDAVIE		EN BESSARABIE	
	En pogones	En hectares	En falches	En hectares	En stinjeni carrés	En hectares
Sans bœufs	p. praj 4,10	2,21	f. p. 2,30	3,40	8.640	3,45
Avec 2 bœufs	6,14	3,30	3,70	4,41	12.996	6,49
Avec 4 bœufs	8,19	4,40	5,30	7,70	17.712	8,85
Avec 6 bœufs	8,19	4,40	5,30	7,70	24.588	12,29
Avec 8 bœufs	8,19	4,40	5,30	7,70	30.384	15,19

(1) A. L., I (1), 610 sq. et 604-605.

(2) On trouvera un tableau détaillé des terrains de culture distribués à chaque catégorie de paysan dans notre chapitre sur les lois de 1851.

Le calcul des jours simples représentées par les journées à tâche réglementée diffère beaucoup suivant les auteurs. N. Bălcescu évaluait la corvée réelle à 56 jours en Valachie et 80 ou 120 jours en Moldavie (1). Radu Rosetti, après un calcul assez compliqué, fondé sur des observations personnelles (2), évolue la corvée en Moldavie de la façon suivante :

Pour le laboureur qui a 4 bœufs :

8 jours avec 4 bœufs.

11 jours avec 2 bœufs.

37 jours de travail personnel.

Total : 56 jours.

Pour le laboureur qui a 2 bœufs :

21 jours avec 2 bœufs.

37 jours de travail personnel.

Total : 58 jours.

Pour le laboureur qui n'a pas de bœufs :

6 jours de travail avec 2 bœufs.

54 jours de travail personnel (3).

Total : 60 jours.

Il est sans doute préférable de s'en tenir à une évaluation faite par l'Administration de Barbu Stirbei, qui n'avait pas intérêt à forcer les chiffres :

« 1. Le paysan possesseur de 4 bœufs (en Valachie)... travaille avec ce nombre de bestiaux 20 jours, soit 40 *journées simples* par an ; par conséquent... une journée pour chaque $284 \frac{3}{4}$ toises carrées qu'il reçoit du propriétaire.

« En Moldavie... ses prestations montent à $61 \frac{1}{4}$ *journées simples par an*, ce qui fait $264 \frac{1}{2}$ sting. c. par journée de travail...

« 2. Le paysan possesseur de 2 paires de bœufs travaille (en

(1) N. BĂLCESCU : *Questions économiques...*, p. 30.

(2) R. R., II, 49-51.

(3) R. R., II, 72.

Valachie) avec ce nombre de bestiaux... 30 *journées simples* par an et 284 1/2 stinj. c. par journée de travail.

« En Moldavie, ... le travail qu'il doit faire (est) de 58 2/12 *journées simples*, ce qui fait 204 stinj. c. par journée...

« 3. Le paysan qui ne possède pas de bestiaux (en Valachie)... donne 20 journées par an ; ce qui fait 286 1/5 st. par journée de travail.

« En Moldavie, ce paysan... travaille 37 journées par an. Il a donc 204 1/3 stinj. c. pour une journée de travail... » (1).

La valeur de la DÎME est plus difficile à chiffrer, ainsi que celle de la confection des séchoirs en Moldavie (cette dernière charge, importante dans les 10 premières années, a duré jusqu'en 1851). Si la dîme des récoltes est fixée au dixième, la dîme du foin, comme nous l'avons vu, varie d'ailleurs beaucoup selon les régions. Ion Ghica évalue les dîmes à 30 lei en moyenne pour l'exploitation du paysan valaque possesseur de 4 bœufs (2). Les enquêtes faites en 1851 en Moldavie donnent une moyenne de 72 lei pour le paysan de la première classe, 57 pour celui de la seconde, 42 pour celui de la troisième. Radu Rosetti, pour l'ensemble de la période réglementaire, donne une évaluation très modérée : 48, 39 et 28 lei (3) (en Moldavie) et adopte, pour la Valachie, les chiffres indiqués par Lenj, député des grands propriétaires (plutôt disposé à les diminuer) en 1848 : 43,10 ; 36,2 et 28,54 (4).

En admettant que les propriétaires aient eu un droit de propriété absolue sur les tenures paysannes, les charges des tenanciers correspondaient-elles vraiment au loyer de la terre ?

En nous fondant sur les tableaux qui ont été dressés pour calculer les prix moyens du travail pendant la période réglementaire — nous avons vu qu'ils ont peu varié — nous pouvons évaluer en moyenne la journée de travail avec 4 bœufs à 5 lei ; avec 2 bœufs à 3 lei 5 paras ; et la journée de travail à bras, à 1 leu 1/2. En Moldavie, si nous comptons, en moyenne générale, la journée

(1) A. L., I (1), 621-622.

(2) *Dernière occupation...*, p. 100.

(3) R. R., II, 73.

(4) *Ibid.*, p. 155.

de travail simple à 3 lei, voici quelles doivent être les charges de chaque catégorie de paysans :

D'abord pour la corvée :

Fruntaş (4 bœufs) : environ 186 lei.

Mijlocaş (2 bœufs) : — 174 1/2

Codaş (sans bœufs) : — 111

Le total des charges s'établit alors ainsi :

Pour les fruntaşi :

Corvée 186 lei

Dîme 48

Confection des séchoirs . 8

242 lei

Pour les mijlocaşi :

Corvée 174 1/2

Dîme 39

Séchoirs 8

221 1/2

Pour les codaşi :

Corvée 111 lei.

Dîme 28

Séchoirs 8

147 lei.

Nous avons dit plus haut que, d'après Soutzo, la valeur moyenne de la falche en Haute Moldavie était de 360 lei en 1846. Les 2 falches 30 perches données au paysan de la dernière classe valaient donc 855 lei. Laissées aux paysans, elles donnaient ainsi au propriétaire un revenu de 17,2 %. Louées à des fermiers généraux qui n'en auraient pas donné plus de 35 lei par an, elles auraient rapporté 83 lei seulement. Les propriétaires préféraient donc obliger les paysans à conserver leurs tenures. Plus tard, ils réclameront le remplacement du système réglementaire par celui des arrangements de gré à gré, parce qu'ils savent bien que la liberté des contrats leur permettra de dicter aux paysans des conditions

qu'ils ne peuvent imposer aux fermiers généraux, petits capitalistes ruraux. Mais surtout ils estiment que, le prix de la terre et de ses produits augmentant de jour en jour, ils auraient intérêt à transformer les tenures paysannes en propriétés directement exploitées qui rapporteraient au moins, comme nous l'avons constaté au chapitre précédent, 120 lei par falche, soit 270 lei pour une terre de « codaş ».

On constate aussi que c'est le paysan le plus pauvre qui paye le plus : Le « codaş » verse annuellement environ 64 lei par falche, tandis que le « fruntaş » verse seulement par falche 30 lei environ. Par hectare, le « codaş » verse 43 lei, et le « fruntaş » un peu plus de 31 lei.

En VALACHIE, pour avoir une base plus sûre, nous pouvons nous reporter au prix auxquels les paysans dans certaines propriétés consentent à racheter les corvées. En faisant la moyenne des chiffres que nous trouvons dans les contrats de six villages (banlieue de Zimnicea, Zimnicea, Cârsteasca, Cogeasca et Corneşti, Comisani et Lazurile, Lăceni), (1), nous obtenons pour le « fruntas », 99 lei ; pour le « mijlocaş », 87 lei, et pour le « codaş », 51 lei. Ces chiffres mettent la journée de travail à 2 lei 3/4 en moyenne, ce qui, d'après les tableaux publiés, correspond au prix moyen normal.

(1) Publiés dans R. R., II, 211. Cependant, un peu plus haut (II, 154) le même auteur compte ainsi :

Paysan avec 4 bœufs :	12 jours de corvée avec 4 bœufs....	36 lei
	transport du bois.....	6 lei
	journée de labourage.....	6 lei
		48 lei
Paysan avec 2 bœufs :	12 jours de corvée avec 2 bœufs....	24 lei
	transport du bois	4 lei
	journée de labourage	4 lei
		32 lei
Paysan à bras :	12 jours de corvée à bras.....	18 lei
	6 jours supplémentaires.....	7,20
		25 20

Mais il utilise les prix courants de 1832 qui sont des prix inférieurs. Il ajoute ensuite 21 lei pour les « jours de servitude » fournis (on payés) pour remplacer les « serviteurs libres » qu'on n'arrivait pas à recruter.

Le paysan qui a 4 bœufs paye :

En corvées	99 lei.
La dîme	43,10 (1)
En tout	142,10

Le paysan qui a 2 bœufs paye :

En corvées	87 lei.
La dîme	36,2
En tout	123,2

Le paysan sans bœuf paye :

En corvées	51 lei.
La dîme	28,34
En tout	79,34

Le « codaş » valaque verse donc 18 lei par pogone, et le « fruntaş » 17 lei environ. L'hectare de terrain est rémunéré à raison de 36 lei environ par le plus pauvre et de 34 lei par le plus riche.

Or, en Valachie, à l'époque de Bibesco, si l'on en croit Ion Ghica, le pogone se vendait de 40 à 100 lei, soit, en moyenne, 70 lei. La tenure paysanne rapporte donc au propriétaire un intérêt annuel de 26 %.

A ce taux, les propriétaires valaques ont certainement intérêt à conserver fidèlement le système de Règlement Organique, et surtout à s'opposer énergiquement à tout projet qui tendrait à permettre aux tenanciers de racheter la terre qu'ils occupent. S'ils réussissent à les chasser de leurs tenures, il est possible qu'ils n'y gagnent pas grand chose, car l'exploitation directe leur rapportera difficilement un revenu dépassant 26 % du capital, mais, le prix des terres augmentant, tandis que le prix de la main-d'œuvre reste stationnaire, ils peuvent encore espérer mieux, et tout au moins ils peuvent profiter un peu du système des contrats de gré à gré qui, s'ils deviennent la règle, peuvent être une source illimitée de profits. Enfin, n'oublions pas que les propriétaires vala-

(1) Evaluation donnée par Lenj en 1848. C'est un chiffre minimum.

ques disposent de domaines immenses, qu'ils afferment en bloc pour éviter les soucis d'une exploitation directe plus difficile qu'en Moldavie ; or, plus le paysan sera chargé et plus le propriétaire pourra hausser le prix du fermage.

Radu Rosetti prétend que le paysan moldave le plus pauvre payait une rente de 57 lei 6 paras pour une falche dont la valeur était de 18 lei (1), et que le Valaque de la même catégorie payait annuellement 17 lei pour un pogone d'une valeur de 8 lei (2). Mais ses évaluations du prix de la terre sont prises dans des déclarations de Kisselef qui n'avait aucune donnée en cette matière, car il n'avait pas fait d'enquête, et il lui eût été bien inutile d'en faire à une époque d'épouvantable misère, où il était impossible de rien vendre. Si la tenure paysanne avait procuré au seigneur un revenu de 300 %, ce dernier n'aurait pas fait tant d'efforts pour rogner la terre que le Règlement l'obligeait à céder et pour établir le plus vite possible le régime des Conventions de gré à gré.

Notre calcul, où la partie conjecturale n'est pas plus grande que dans celui de Radu Rosetti, explique au contraire la politique des boïars depuis le Règlement Organique jusqu'en 1864 : supprimer ces institutions qui réglementent le revenu du maître pour des parcelles de terre exploitées par des hommes qui, pour lui, ne sont que des « locataires », agrandir le domaine direct de manière à en tirer des revenus supérieurs soit en l'exploitant personnellement, soit en le livrant à un entrepreneur de culture, voilà le but caché de la classe dirigeante.

Si le revenu que les terres paysannes procurent aux propriétaires est loin d'égaliser celui que ces derniers tirent de leur « réserve », il ne faudrait pas en déduire d'ailleurs que la charge des paysans est légère. Les redevances des paysans sont faibles quand on les calcule en journées de travail au prix courant. Or, les salaires, dans les campagnes, sont très modestes précisément parce que le villageois n'a pas assez de terrain pour faire vivre sa famille et parce qu'il est bien obligé de s'embaucher chez un propriétaire

(1) II 73-74.

(2) II,

ou chez un fermier pour gagner quelque argent. L'offre étant très abondante, le salaire offert est minime. Le prix des céréales ne baisse pas pour cela. Tandis que le niveau de vie dans la classe paysanne est affreusement bas, le grand propriétaire ou son représentant spéculent tant qu'ils peuvent sur cette discordance entre la richesse générale du pays et la misère des travailleurs tués par une terrible concurrence.

Prenons l'exemple du paysan pauvre en Moldavie : Il doit fournir au boïar 37 jours de corvée. Nous avons évalué sa dîme à 28 lei, et la journée de travail à bras est payée 1 leu 1/2 ; la dîme est donc pour lui l'équivalent de 19 jours de travail. Il doit fournir à l'Etat 6 jours de corvées pour les routes et un chiffre minimum d'impôt de 41 lei (si l'on y comprend les contributions communales), soit l'équivalent de 28 jours de travail. Le compte est facile à faire :

Corvée seigneuriale	37 jours.
Dîme	19
Corvée d'Etat	6
Impôts	28
	90 jours.

Or, l'année agricole ne comprend guère que 210 jours. Si l'on en retranche 30 dimanches et 10 jours fériés, restent 170 jours. Les corvées et les redevances en enlèvent 90 ; restent 80 jours. Et nous ne comptons pas les charges imposées par les monopoles seigneuriaux, ni celles qui résultent des abus de toutes sortes. Il reste au malheureux *codaș*, pour nourrir sa famille, 80 jours ouvrables dont il sera bien obligé de déduire un certain nombre de journées de mauvais temps !

Il serait trop heureux encore si le Règlement qui règle la vie sociale était appliqué avec rigueur dans sa lettre et dans son esprit ! Mais, après ces considérations théoriques, il est bon d'examiner les faits.

b) MONOPOLES SEIGNEURIAUX ET INDUSTRIES RURALES

Le Règlement Organique a conservé la plupart des monopoles privés. Tandis que les salaires restent stationnaires, ces monopoles élèvent le plus possible le coût de la vie. Ils s'attaquent à l'industrie domestique qui permet au paysan de tirer quelque profit des 155 jours de chômage que lui imposent les intempéries. Ils asservissent les loisirs du paysan, comme le régime de la corvée asservit sa période de travail.

Voici la liste de ces monopoles :

1° *La chasse et la pêche.* — Le propriétaire ayant seul à sa disposition les forêts et des étangs, seul il peut chasser, pêcher et couper des roseaux (très employés dans la *balta* comme moyen de chauffage). Il entretient des gardes, des Turcs de préférence, qui entendent mal le roumain et qui sont des employés inflexibles, honnêtes, peu suspects de connivence avec les villageois. Généralement, le droit de pêche est affermé : Il est livré à un fermier général ; ou bien il est laissé aux usagers des villages moyennant une taxe annuelle dont le montant est fixé par le propriétaire.

2° *Les moulins.* — Il n'existait pas, en Roumanie, de minoteries perfectionnées. Les moulins à vent, invention musulmane, n'ont jamais été employés dans le pays (1). Mais les boyars avaient une multitude de moulins à eau qu'ils faisaient entretenir par leurs corvéables. La plus grande partie des « jours de réparations » (*zilele de meremet*) était employée pour le curage des canaux d'aduction d'eau.

La farine qui sortait de ces moulins était assez médiocre, et parfois les boulangers des villes étaient obligés d'importer de la bonne farine de froment de Russie ou de Hongrie.

Le maïs qui servait à faire la « mamaliga » du paysan était, le plus souvent, moulu à la maison. Ceux qui utilisaient le moulin du propriétaire payaient jusqu'à 6 lei par famille (2).

(1) D'après DEMIDOFF (*Voyage...*, p. 174), on compte en Valachie, en 1837, 2.299 moulins à eau, 6 moulins à vent et 9 moulins mûs par des chevaux.

(2) Cf. plainte de plusieurs villages valaques. R. R. II, 238 (6^e grief).

Les Règlements Organiques ne parlent pas d'un monopole du four. Mais le boulanger était d'ordinaire un esclave du boïar. Il n'aurait pu vendre de pain au village, car le paysan, nous l'avons vu, en consommait très peu, et il le cuisait lui-même.

3^o *Les boucheries.* — Les propriétaires ont le monopole de la vente de la viande sur leurs terres ; mais ce monopole n'est rémunérateur que dans les bourgs où il y a des marchés, car le paysan ne consomme guère de viande de boucherie. Dans les villes, le commerce de la viande est libre ; la corporation des bouchers, qui imposait souvent des prix onéreux aux consommateurs et leur livrait de la viande de très mauvaise qualité, a été abolie en 1835 (1). Au village, chaque éleveur fume et sale ses porcs, ses oies et ses chèvres (la *pastrama de capră* se conserve très longtemps) et ne risque pas de manquer de viande pendant l'hiver. Le sel provient des salines de l'Etat, où travaillent les forçats ; il est abondant et ne se vend pas très cher (2).

Le monopole de la vente de la viande est donc le moins gênant de tous aux yeux de paysan.

4^o *Les boutiques.* — Les boutiques sont gérées par un représentant du propriétaire, qui seul a le droit d'en ouvrir sur ses domaines. Ce privilège est plus gênant que les précédents. L'hiver, en effet, le paysan file et tisse la laine, le lin et le chanvre. La femme tient la quenouille pendant que l'homme fait fonctionner son métier à pédales. Les jeunes filles savent exécuter de magnifiques broderies. Avec la peau des moutons et des renards, on confectionne des gilets, des manteaux, des bonnets. Le paysan aisé possède parfois de grands métiers qui lui servent à tisser de magnifiques tapis en laine teinte aux couleurs végétales, inaltérables et délicatement harmonisées. Les tapis d'Olténie, avec leur décoration d'animaux et de fleurs stylisées, leurs couleurs sobres, assemblées avec un goût parfait, sont particulièrement renommés.

(1) DE GRAMMONT : *De l'adm. prov. russe...*, pp. 110-111.

(2) D'après HAGEMEISTER (*Mémoire* ..., pp. 115-116) il vaut, en 1834, 10 piastres (environ 3 francs or) les 100 ocas.

Les paysans tirent profit de la vente des objets variés ainsi fabriqués dans leurs petits ateliers familiaux, étoffes, fourrures, tapis, ustensiles de bois. Des colporteurs viennent les leur acheter à domicile, ou bien les producteurs les portent eux-mêmes à la foire voisine. Mais ils pourraient en tirer beaucoup plus d'argent s'ils avaient la possibilité d'ouvrir des boutiques de village. Les humbles magasins du boïar ne rapportent pas grand chose à leur propriétaire (boutique et cabaret sont d'ailleurs généralement réunis), mais ils servent à paralyser le commerce rural et à empêcher la production domestique de se faire rémunérer selon ses mérites.

5° *Les cabarets*. — Seul, le propriétaire peut vendre de l'alcool, du vin ou toutes autres boissons. C'est, pour lui, le monopole le plus profitable et le meilleur instrument d'oppression. Ces cabarets sont, en même temps, des épiceries et des auberges. Point confortables, ces gîtes de village ! On y couche sur des lits de planches jetés sur une traverse à un mètre du sol et couverts de mauvais matelas ou, plus souvent, de nattes de jonc. Souvent, il n'y a qu'une chambre où couchent pêle-mêle les voyageurs et les membres de la famille, hommes et femmes ; à toute heure n'importe qui vient s'étendre à côté de vous (1). Et c'est le paradis des pûnaïses !

Dans les villes, il y a de grands caravansérails, formés de quatre corps de logis en rectangle autour d'une vaste cour. Les écuries sont au rez-de-chaussée. Un escalier permet d'accéder à une galerie de bois qui fait le tour de la cour, au premier étage, ce qui s'ouvre sur les chambres. Il n'existe qu'à Bucarest des établissements qui méritent à la rigueur de porter le nom d'hôtels. Remarquons, en passant, que, même de nos jours, les hôtels sont infects en Roumanie, à l'exception de ceux des grandes stations de villégiature : c'est une conséquence de l'esprit d'hospitalité des Roumains ; car il est rare qu'un voyageur ne trouve pas un hôte. Le plus humble paysan lui donnera sa chambre d'apparat, dût-il aller coucher dans sa grangé.

Dans le village roumain du siècle dernier, où il n'existait pas

(1) THIBAUT LEFÈVRE : *Études...*, pp. 326-329.

d'autre lieu de réunion, le cabaret jouait un rôle de premier plan. La plupart des écrivains du temps qui ont cherché à analyser les causes de la misère des classes rurales lui ont attribué la plus grosse part de responsabilité (1). Le paysan roumain n'est pas ivrogne de nature, mais il ne déteste pas la « drojdie » (alcool de vin), la « tsuica » (alcool de prune) ou même les infects alcools de grain que les cabaretiers lui servent en lui consentant de larges crédits. Et quand un tzigane fait vibrer son violon, il est si facile de perdre la tête !

En Moldavie, le cabaretier est d'ordinaire un juif. En Valachie, c'est un grec ou un albanais. De toutes façons, c'est un prêteur et il peut compter sur l'appui du propriétaire, lequel profite indirectement de ce commerce, pour obtenir des moyens de coercition nécessaires lorsqu'il faudra faire rentrer les créances. Les juifs sont des « véritables sangsues du paysan », écrit Istrati, « qui répandent l'alcoolisme, malheur moral, physique, matériel » ; il pourrait ajouter, s'il était logique, que les propriétaires, en louant leurs cabarets aux juifs et en protégeant l'usure, sont les premiers responsables de cet état de choses. Il faut dire aussi que les cabaretiers sont souvent victimes eux-mêmes de spoliations, car, si elles émanent des agents du gouvernement ou du propriétaire, ils doivent les endurer sans recours. Le fermier de Foltești, en 1832, oblige son cabaretier, qui n'est pas un juif mais un prêtre, forcé paraît-il d'accepter cette fonction, à lui donner du vin gratis, et il ne se gêne pas pour le soumettre à la corvée bien qu'il ne lui ait pas donné de terre (2).

Dans la première moitié du xix^e siècle, les boïars ont installé, en Moldavie surtout, une multitude de *distilleries*. Dans les districts éloignés de la mer, au lieu de payer des frais de transports énormes pour envoyer les céréales dans les ports d'embarquement, les boïars trouvaient souvent plus avantageux de produire de l'alcool

(1) Cf. par ex ISTRATI : *Chestia relațiilor...*, p. 5. C'est la thèse des boïars. Le cabaretier juif est responsable de tous les maux !

(2) ARH. STAT., Iași, Op. 2013, vos. n° 183. R. R., II, 118.

de grains, d'une vente plus sûre et d'un transport plus facile. Ils se mirent aussi à faire quelques plantations de pommes de terre destinées à la distillation. Ces cultures sarclées demandaient beaucoup de soin, et la corvée était, en général, sévèrement exigée sur les terres des distillateurs (1). D'autre part, une grande quantité de produits était ainsi soustraite au commerce d'exportation pour alimenter les brûleries et pour venir empoisonner ensuite de pauvres campagnards roumains (2).

Il existe enfin, pour les boïars, des sources accessoires de revenus qui ne sont pas à proprement parler des monopoles : ce sont des *péages*. Beaucoup de ponts ont été construits par des particuliers et ceux qui y font passer leurs attelages doivent payer une taxe. Pour éviter d'installer un collecteur à chaque tête de pont, on procède souvent par abonnement. Ces contrats d'abonnement peuvent être très onéreux : Le *grand vistier* Filip Lenj ayant fait construire un pont sur la Ialomitsa, décida de faire payer aux usagers 2 lei 1/2 par an ; mais son fondé de pouvoirs Georges Lenj (son propre fils) fit signer aux habitants un contrat qui imposait un versement annuel de 12 lei 30 p. pour chaque « fruntaş », de 10 lei pour le « mijlocaş » et de 3 lei pour le « codaş », ces redevances étant fournies en travail suivant le tarif légal ; en outre, il obligea les usagers à réparer eux-mêmes le pont (3). C'était un moyen très ingénieux d'augmenter le nombre des jours de corvée.

Tout compte fait, les monopoles seigneuriaux ne devaient pas être très onéreux pour la classe paysanne, mais ils avaient le grave inconvénient de laisser l'industrie rurale dans un état de somnolence, d'interdire l'initiative individuelle et surtout de favoriser bien des abus.

(1) R. R., II, 100-101.

(2) HAGEMEISTER : *Mémoire...*, p. 97.

(3) R. R., II, 239.

c) L'ADMINISTRATION DES DOMAINES PRIVÉS

Les domaines de l'Etat et ceux de l'Eglise étaient tous affermés et l'adjudicataire les administrait à sa guise. Ceux des particuliers étaient tantôt exploités par faire-valoir direct, tantôt livrés eux aussi à un fermier général (« *àrendaş* »).

Etudions d'abord le système de l'*exploitation directe*, celui qui était pratiqué par la majorité des propriétaires en Moldavie.

Les boïars avaient souvent plusieurs propriétés (*moşie*), de grandeur inégale, certaines couvrant plusieurs milliers d'hectares. A la tête de chacune de ces propriétés, ils plaçaient un administrateur général (*vechil*). C'était la plupart du temps un petit boïar élevé chez eux et dont la fidélité avait été éprouvée. Dans les documents, il est cité avec son titre de noblesse : *pitar*, *şatrar*, *medelnicer*, *serdar*, etc. Ces fondés de pouvoir n'avaient, en agriculture, que des connaissances médiocres (1), et certains grands propriétaires préféraient les remplacer par des étrangers, allemands ou polonais, qui, sans être pourvus de connaissances spéciales, possédaient l'avantage d'avoir connu, dans leur pays, des exploitations plus rationnelles. L'administrateur dirigeait toute l'économie du domaine, assurait l'exécution des travaux et surveillait les comptes, tenus par des secrétaires (*logofeţi*) ou comptables (*gramatici*) (2).

Quand la propriété était grande, il y avait plusieurs sous-administrateurs ou intendants (*vataji*), chacun avec sa spécialité : intendant des labours, intendant des moulins, intendant des prairies, etc. Ces intendants étaient aussi de petits boïars, ou bien des *maziles*, des fils de rezèches, quelquefois de simples paysans pourvus d'un rudiment d'instruction et ayant eu la chance d'être distingués par le boïar ou par l'administrateur. En contact direct avec les corvéables, ils étaient d'ordinaire les plus détestés des *ciocoi*. Ils avaient sous leurs ordres des maîtres-valets (*feciori*

(1) MACRY : *Regimul nostru agrar*, p. 19.

(2) Liste de tous ces employés dans R. R., II, 103-104.

boierești), simples paysans chargés de conduire les hommes de corvée et d'assurer l'exécution de la tâche fixée.

Le cellérier (*chelarul*) était chargé de surveiller et d'entretenir les greniers, de percevoir la dîme (quand elle n'était pas vendue d'avance), et souvent il servait en même temps de meunier. Il distribuait les semences pour les champs et la nourriture aux ouvriers et employés.

Les forêts étaient administrées par un *pristav*, qui avait sous ses ordres les gardes-forestiers. Des bouviers (*boari*), vachers (*vacari*), bergers (*ciobani*) s'occupaient des troupeaux. Les plus grandes exploitations avaient aussi des rouliers engagés au mois.

Les maîtres-valets, bergers et valets de ferme étaient presque tous, en Moldavie, des « *serviteurs libres* », pris dans les villages, et dispensés de l'impôt d'Etat. Les boïars leur devaient un salaire, mais généralement ils préféraient leur donner la nourriture et une certaine étendue de terre sur laquelle ils pouvaient élever quelque bétail pour leur propre compte. L'argent était rare dans le pays, et les propriétaires n'aimaient pas embaucher des serviteurs à gages. Il existait cependant des valets de ferme, le plus souvent des Polonais ou des Transylvains embauchés pour la saison d'été, moyennant le logement, la nourriture (qui ne coûtait rien au maître) et un gage extrêmement faible, car ces étrangers n'étaient guère exigeants.

Le bureau de la propriété tenait le registre des corvées, sur lequel était indiquée la tâche exigible de chaque paysan. Pendant la période des fêtes de Noël, on faisait les règlements de comptes : on payait au paysan les travaux qu'il avait accomplis en dehors des jours de corvée réglementaire (c'était le plus souvent des transports de blé), et on prévenait le corvéable qui, pour quelque raison, n'avait pas encore rempli toutes ses obligations, qu'il avait à s'acquitter pendant les premiers mois de l'année suivante, soit en travail, soit en argent, au gré du propriétaire. Généralement, le nombre des jours de corvée fournis par les habitants des villages était suffisant pour l'exploitation des plus grands domaines.

Les propriétaires n'avaient donc à peu près rien à déboursier

et n'engageaient pas de capital. La vente des produits du domaine, celle du blé en particulier, constituait donc pour eux un bénéfice net, gagné sans aucun risque.

Quant à la dîme, elle était le plus souvent vendue d'avance à des juifs qui se chargeaient de la percevoir et qui la livraient ensuite à des commerçants travaillant pour l'exportation. Sous Michel Sturdza, ils se sont multipliés en Moldavie. Ils n'étaient pas citoyens roumains, mais cette situation avait pour eux plus d'avantages que d'inconvénients. Ces juifs cabaretiers et décimateurs (*orândari*) s'arrangeaient pour bénéficier d'une protection étrangère. Moyennant finance, il n'était pas difficile d'obtenir une patente d'un des starostes, agents subalternes nommés par les consuls dans les districts (1). Après quoi, les juifs bénéficiaient du régime des capitulations et obtenaient justice beaucoup plus facilement que les sujets roumains. Le gouvernement moldave aurait mieux fait de limiter l'entrée de ces étrangers et de faire des citoyens de ceux qui étaient déjà installés dans le pays (2).

Le second système d'exploitation consiste à affermer l'ensemble d'une propriété à un FERMIER (*arendas*), sorte d'entrepreneur de culture comme l'est encore aujourd'hui le fermier anglais. Il signe un contrat, valable pour plusieurs années, par lequel il s'engage à verser annuellement au propriétaire une somme fixée ; moyennant quoi il se substitue à lui pour l'exercice de tous les droits qui lui sont reconnus par le Règlement et il exploite à sa guise le domaine propre (la « réserve », comme on dit en droit féodal).

Il faut relever ici une erreur commise par les historiens les mieux informés. Ils nous disent que ces fermiers étaient, pour la plupart, des juifs. La classe des fermiers ayant été chargée par les propriétaires de l'époque de l'Union et par les historiens modernes de tous les péchés d'Israël, il est bien naturel de prétendre qu'ils furent tous des israélites. Ceux qui n'ont pu nier les abus ont

(1) *Coresp. ştirbei vodă*, pp. 58-59.

(2) Vegezzi Ruscalla écrit du prince Sturdza : « Pendant quinze ans il a pompé au moyen de ces 120.000 sangsues le sang et la sueur du peuple. » Mais il regrette que la loi prive les juifs des droits civiques pour des raisons purement religieuses. (*Lettres...*, pp. 77-78).

essayé de dégager la responsabilité des boïars roumains et de faire des juifs les seuls persécuteurs de la classe paysanne. Pure légende ! Les juifs sont des commerçants qui n'entendent rien à la culture. Comment auraient-ils mené à bien l'exploitation, assez compliquée au fond, d'un grand domaine ? Les métiers de cabaretier, de prêteur à gages, de marchand de grains, de décimateur sont ceux qui conviennent aux juifs, et non celui d'*arendaş*. Je ne dis pas qu'il n'y ait pas eu quelques fermiers juifs dès l'époque du Règlement Organique, mais ce fut l'exception. Parmi les fermiers dont Radu Rosetti dénonce abondamment les terribles abus, je n'en trouve pas un dont le nom soit juif (1). En Moldavie, à part deux Russes, Ivanovici et (peut-être) Vârgolici, il ne cite que des Roumains, la plupart nobles : le *comis* Nicolae Străjescu, le *logofête* Lupu Balș, Manolache Miclescu, Neculai Albu, le *vornic* N. Mavrocordat, le *stolnic* Sofiano (ces deux derniers peuvent être d'origine grecque, mais ils sont roumanisés), le *spatar* Petrache Cozmița et le *beizade* Grigore N. Sturdza (le propre fils du prince régnant). En Valachie, nous lisons les noms de Grigore Bilciurescu, de Ienache Bulala, du *serdar* Pantazi Chirițoiul, de Costea Ghiorghiu, et d'Anton Pavăl ; à côté de ces noms roumains, nous trouvons quelques noms grecs : Triandaf Paciurea, M. Hagiadi, et enfin celui d'un supérieur de couvent, particulièrement voleur et brutal, Teofilact.

En réalité, les fermiers moldaves et la plupart des fermiers valaques étaient des Roumains, petits boïars comme les vechils. Ceux des couvents étaient même de grands boïars alléchés par la perspective de splendides bénéfices. En Valachie, on trouvait aussi beaucoup de Grecs, ou d'Albanais hellénisés, et quelques Bulgares. Les Albanais surtout étaient d'habiles entrepreneurs : l'un d'eux, nommé Zappa, a publié en grec un traité d'agriculture qui ne manque pas d'intérêt (2). Il atteste qu'un fermier, en Vala-

(1) R. R., II, 116 à 136, et 236 à 248.

(2) Publié à Bucarest en 1847, compte rendu par N. IORGA, *An. Ac. Roum.*, Bull. sect. 1st., 1920, p. 131.

Les renseignements fournis par UBICINI (*Les provinces danubiennes...*, pp. 160-161) sur ces étrangers sont vagues et inexacts.

chie, n'était pas un simple commerçant, comme le déclare Radu Rosetti (1), mais qu'il pouvait être un parfait agriculteur.

On peut se demander maintenant pourquoi les propriétaires valaques et une partie de plus en plus considérable des propriétaires moldaves n'ont pas songé à créer de petits fermages au lieu de pratiquer le système de la ferme générale. Leur paresse en est la première cause : il n'est rien de plus agréable que de recevoir chaque année une somme fixe qui permet de vivre sans souci à la ville. Mais il y avait des raisons plus sérieuses : Le système des petites fermes aurait diminué considérablement le revenu que procuraient au propriétaire les tenures paysannes, puisque, la corvée devenant inutile, il aurait bien fallu la transformer en redevance pécuniaire suivant le tarif très modéré établi par l'Assemblée générale ordinaire. Surtout le revenu du domaine direct ainsi affermé serait devenu très incertain : Les baux proposés aux paysans auraient dû fixer un prix de location très modéré, car ces derniers, travaillant peu pour l'exportation, n'auraient pas accepté de louer cher la terre qui n'était pas indispensable pour leur subsistance personnelle ; d'autre part, ces paysans peu habitués à vendre en gros et à manier de l'argent n'auraient souvent pas eu, au moment des échéances, assez de numéraire pour tenir leurs engagements. Il aurait fallu recourir à la Justice, distribuer des pots de vin, pour obtenir en fin de compte une ordonnance de saisie difficilement exécutable. Que faire ensuite du bétail saisi et de la ferme dont le bail a été cassé ? Le boïar aurait dû organiser un service de contentieux et d'administration compétent et actif pour sauvegarder ses intérêts. Il craignait les mauvais payeurs (2). En s'adressant à un *arendaş*, il ne risquait rien. Il faut reconnaître que le système de la ferme générale a conservé l'intégrité des propriétés valaques, alors que les grands propriétaires moldaves, ayant éprouvé bien

(1) R. R., II, 210.

(2) Ils connaissaient la mentalité du débiteur au moins aussi bien que les commerçants qui refusaient de faire les achats de céréales ailleurs que dans les ports d'embarquement. « Ce n'est que depuis l'année 1833 qu'on s'est hasardé, en Valachie, à faire des achats sur les lieux de production mêmes, mais on a trouvé beaucoup de difficulté pour faire respecter l'inviolabilité des contrats. » écrit HAGEMEISTER, p. 99.

des mécomptes, après 1848, avec leur système d'exploitation directe, ont été obligés d'aliéner d'importantes parties de leurs domaines.

Ce système enlevait donc aux paysans la possibilité de devenir petits fermiers. C'était même pour eux une grosse difficulté que d'obtenir de louer le « *surplus* » (*prisos*) nécessaire pour la nourriture du bétail qui excédait la quantité réglementée. Dans les premières années du régime réglementaire, ils obtenaient assez facilement ce qu'ils demandaient, mais lorsque les fermiers généraux se sont mis eux aussi à la culture en grand des céréales, ils ont exigé des prix excessifs et souvent ils ont refusé net de donner du *surplus*. Nous avons déjà vu comment se présentait la question dans le domaine d'Etat de Giurgiu.

Les conditions souscrites par les paysans pour le *surplus* sont très variables. Radu Rosetti a publié les conditions des contrats pour 90 propriétés de Valachie (1), mais il n'en a tiré aucune conclusion, et, à vrai dire, il n'est guère possible d'en tirer une. Outre que ces contrats dépendent de la qualité de la terre et de la loi de l'offre et de la demande, il est difficile de traduire en chiffres les obligations contractuelles : en effet, ce sont tantôt des versements en argent, tantôt des dîmes, tantôt des prestations en travail, le plus souvent une combinaison de ces trois systèmes de paiement. L'impression d'ensemble qui se dégage de la lecture des clauses de ces contrats, c'est que la prairie se loue plus cher que la terre arable (13 en plus) et que la terre louée revient au paysan plus cher que celle qu'il reçoit en vertu du Règlement Organique.

d). LES ABUS

L'application du Règlement Organique n'aurait pas été possible sans l'emploi de *moyens de coercition* dont le propriétaire (qui cependant n'a jamais eu le moindre droit de justice sur ses terres) était investi par l'usage.

(1) R. R., II, 213-226.

Le principal, c'est la BASTONNADE. Tout personnage pourvu de quelque autorité administrative ou sociale peut l'infliger au malheureux corvéable. Les archives sont encombrées de pétitions villageoises qui signalent des actes de brutalité inouïe. En Moldavie, le propriétaire de Coșușca bat les hommes à tel point « *que six en sont morts* » (1). L'aga Iordache Cuza accable de coups de bâton les habitants de Tatomirești, et le préfet ne peut le mettre à la raison, car, dès qu'il a le dos tourné, l'aga, avec ses tziganes, « *s'empresse de s'emparer des pauvres hommes et de les frapper* » (2). En Valachie, les habitants de Târnova se plaignent des fermiers (3) qui les battent et les torturent ; « *Sans aucune raison, ils envoient leurs tziganes nous barbouiller la figure de fumier et de crotte, chose absolument inhumaine* » et, à la moindre protestation, « *ils ordonnent aux tziganes de nous cracher dans la bouche, chose contraire à la religion.* » Le fermier de Pătroaia accumule les abus et les tromperies ; il bat les paysans à commencer par les élus du village et le délégué du propriétaire (4). Vegezzi Ruscalla a vu un fermier grec mettre l'épine dorsale et une partie des côtes d'un paysan à nu ; « *il l'avait frappé pendant plusieurs minutes avec la partie contondante d'une hache* ». Et le sous-préfet, chargé de faire une enquête, força la victime à baiser la main de son bourreau (5).

Les femmes ne sont pas épargnées. Quand le travail presse, le maître ne se gêne pas pour soumettre à la corvée les femmes et les enfants qui, légalement, ne doivent rien. Et les coups pleuvent ! Témoins les habitants de Gărcina et Cujești qui dénoncent le fermier Albu (6). A Dămileni, le fermier bat tout le monde furieusement, même les femmes ; il s'est jeté sur deux d'entre elles et les a piétinées avec son cheval. « *Ses intendants battent et torturent les habitants et leurs femmes* » (7). Le fameux Albu, lui, préfère le fouet,

(1) R. R., II, 119. Année 1832.

(2) Année 1841, *ibid.*, 120.

(3) Sept. 1843, *ibid.*, 228.

(4) 1855, *ibid.*, 244.

(5) *Lettres...*, p. 139.

(6) Pétition de 1843. R. R., II, 127.

(7) 1843, *ibid.*, 128.

que doivent porter tous ses maîtres valets, et il faut ramper à leurs pieds pour éviter de subir ce genre de torture (1).

Parfois, les boïars infligent à leurs corvéables la peine du *butuc*, espèce de carcan qui leur emprisonne les pieds, et ils les laissent ainsi longtemps gémir dans un grenier.

Malgré les règlements, ils se permettent aussi d'infliger des AMENDES. Ivanovici, « possesseur » (c'est-à-dire fermier) de la propriété de Foltești, en Moldavie, inflige une amende illégale de 31 lei à un prêtre et à un laboureur pour 6 chevaux qu'il a pris dans un pâturage, et il exige 117 lei 20 paras pour 16 bœufs qu'il a saisis à la limite de sa propriété, bien qu'ils n'aient point pénétré sur ses terres (2). Pour deux bœufs qui se sont échappés il exige d'une paysan 27 lei ; pour quatre bœufs, il exige d'un autre 78 lei, sans compter le remboursement du dommage. Pour certains, le rapt des bestiaux est une véritable industrie : A Deleni, les rezèches racontent que le vornic Bogdan, nouvel acquéreur de la propriété limitrophe est venu, un jour, avec ses tziganes et a démoli, sur une longueur de 86 toises, une puissante barrière qui séparait ses terres de celles du village libre, si bien que maintenant leur bétail peut s'échapper et pénétrer facilement chez ce mauvais voisin ; il arrive même que son administrateur vient avec ses hommes faire des rafles de bestiaux sur les terres des rezèches ; ils sont à cheval avec des fouets, et malheur à qui s'approche ! Le bétail n'est rendu que lorsque les rezèches ont payé l'amende, ou bien se sont engagés à en fournir l'équivalent en travail (3). Le gouvernement ordonne une enquête judiciaire et il est prouvé que les rezèches de Deleni ont ainsi payé, en 9 ans, 6.672 lei 20 paras, que le vornic est invité à rembourser. Mais il ne l'a jamais fait.

Enfin, quand les paysans ne se plient pas assez docilement aux exigences des propriétaires, ceux-ci peuvent appliquer l'article du Règlement qui les autorise à EXPULSER les mauvaises têtes. A Pașcani, en 1851, les paysans protestent parce que les administra-

(1) *Ibid.*, 127.

(2) 1832, *ibid.* 118.

(3) L'affaire dure de 1841 à 1850, *ibid.*, 126.

teurs se moquent des règlements, et ils malmènent un surveillant. Le ministère prescrit une enquête, et, bien que le propriétaire eût commis la faute initiale, 4 habitants sont déportés dans un village éloigné, et plusieurs autres sont condamnés à recevoir publiquement 25 coups de bâton (1).

Les gendarmes (*dorobanți*) sont à la disposition du maître, qui a aussi toute liberté pour utiliser ses serviteurs personnels et ses gardiens, ses « cosaques », comme disent les campagnards.

Voyons maintenant quel usage faisaient les maîtres de la terre de leurs pouvoirs sans contrôle. Le matériel ne manque pas pour étudier les abus. Radu Rosetti en a tiré des archives de Iassy et de Bucarest une magnifique collection. Il ne nous reste qu'à mettre de l'ordre dans ce chaos de réclamations et de plaintes.

1^o *Les corvées illégales.* — Jamais la coutume roumaine n'a admis le travail forcé des femmes et des enfants. Le Règlement Organique ne parle que du travail imposé au chef de famille comme loyer de la terre qu'il reçoit. Or, les fermiers ne se gênent pas, comme nous l'avons vu plus haut, pour forcer les femmes et les enfants à faire la moisson. Ils ne s'inquiètent même pas des enfants en bas-âge que leurs malheureuses mères employées au travail forcé dans les champs sont obligées de laisser tout le jour sans manger (2). Voici un passage d'une pétition de paysans valaques : « *M. Nița Murgeanul, quand nous étions au travail, c'est-à-dire pendant les jours de corvée, ne nous laissait pas prendre de repos, comme c'est l'usage pour les travailleurs, et venait nous sortir de table avec les morceaux dans la bouche, et en menaçant de nous frapper du bâton pour que nous nous levions plus vite pour aller au travail. Ces choses là, ça ne s'est jamais vu même chez les Turcs ; c'étaient des païens, mais ils ne nous sortaient jamais de table avant que nous n'ayons fini de manger... Quand il venait pour prendre des hommes de corvée, il ne venait que la nuit pour les chercher [de la cave] au grenier, pensant qu'ils étaient cachés, et il faisait peur à nos filles et aux en-*

(1) *Ibid.*, 133.

(2) Cf. la déclaration de Lejan en 1848, traduite plus loin. AN. 1848, III, 344.

fants... » (1), et il emmenait au travail même les enfants en bas âge.

Il en est qui osent imposer les corvées aux veuves, lesquelles ne reçoivent que l'emplacement d'une maison et d'un jardin. L'un d'eux les emploie à bêcher les jardins et aux travaux du lin (rouissage, séchage, etc...), sans même leur donner à manger (2). Une veuve de Ghimpeneti est bâtonnée parce qu'elle n'a pas voulu faire la corvée ; mais le propriétaire se justifie en disant aux enquêteurs que c'est elle qui a voulu le battre (3).

La corvée est parfois imposée à des habitants qui n'ont pas reçu le terrain réglementaire (4). Souvent, elle excède de beaucoup la tâche prescrite par la loi : A Tîrnova, en Valachie, on fait communément deux jours pour un (5). Même réclamation à Coțușca en Moldavie (6). A Strâmba, on compte un seul jour pour 8 jours de labourage réellement faits, 3 jours au lieu de 5 pour le travail du maïs. etc. (7). A Islaz, on exige les corvées en dehors des périodes normales, si bien que les villageois doivent négliger leurs champs et que leur récolte est compromise parce qu'elle n'a pu être faite à temps (8). Le propriétaire ou le fermier change souvent la nature du travail exigible : A Măcărești, les 4 jours prévus pour les réparations sont utilisés pour le labourage, la moisson ou le battage du maïs (9). Les corvéables sont souvent envoyés sur d'autres propriétés pour fournir les journées réglementaires et on leur fait perdre leur temps illégalement : Ceux de Dămileni se plaignent d'avoir perdu ainsi leurs bœufs, leurs porcs et leurs animaux de basse-cour, qui n'ont pu être soignés en leur absence (10). Grégoire

(1) Pétition des villages de Mărculești, Luciu, Tândărei Giurgeni (Saloia). R. R., II, 238.

(2) Le fermier Albu à Gărcina, *ibid.*, 128.

(3) 1855, *ibid.*, 244.

(4) *Ibid.*, 118.

(5) *Ibid.*, 228 (sept. 1843).

(6) 1832, *ibid.*, 119.

(7) *Ibid.*, 237-238.

(8) *Ibid.*, 231.

(9) *Ibid.*, 124.

(10) Enquête du préfet de Dorohoi, mars 1843, *ibid.*, 128.

Sturdza, fils de l'ancien prince de Moldavie, envoie même ses paysans de Borca faire la corvée sur ses terres de Hongrie (1).

Les corvéables se plaignent surtout des abus au sujet des *transports*, que la loi cependant a minutieusement réglementés. Or, c'est en effectuant des transports de céréales pendant leurs journées de liberté que les paysans peuvent se procurer un peu de numéraire. Privés de cette ressource, ils risquent de ne pouvoir payer leurs impôts. Ce sera la partie capitale des réclamations de leurs députés en 1848. Pour citer des exemples, nous n'avons que l'embarras du choix : Le village de Fântânelile devait faire un transport de vin à Galatz ; on a obligé les hommes à aller jusqu'à Braïla, dans l'autre principauté, où ils ont perdu trois jours (2). Les villages de Braniştea et de Lozova doivent faire 4 transports au lieu de 2 (3). Pour un charroi les hommes de Dealu Nou (district de Bacău) perdent quelquefois un mois (4). Un fermier oblige les paysans pauvres à louer des bœufs et des charrettes pour aller chercher du bois (5). Pour les transports qui excèdent le nombre réglementaire, les propriétaires imposent le prix (6) : les habitants d'Oinacu (Muscel) sont forcés de conduire du foin à Hodivoea avec 15 charrettes pendant 4 jours et on ne leur donne que 2 lei par charretée ; on les envoie ensuite conduire 40 chile de blé à Bucarest et ils y consacrent deux semaines sans pouvoir se faire payer ; l'hiver, on les a envoyé porter du bois à Giurgiu, à 2 ou 3 jours de route et on leur a donné 1 leu par charretée au maximum, etc... (7).

2° *Dîmes illégales*. — En ce qui concerne les dîmes, la loi est souvent violée : Les habitants du village de Turbatu se plaignent d'avoir payé deux fois la dîme du blé et de l'orge (8). Certains fer-

(1) Rapport de 1850, *ibid.*, 132.

(2) En 1832, *ibid.*, 118.

(3) *Ibid.*, 122.

(4) *Ibid.*, 130.

(5) Prisacanii et Costuleni, *ibid.*, 124.

(6) Ex. à Borca, *ibid.*, p. 132, et Tîrnova, p. 228.

(7) *Ibid.*, 246.

(8) *Ibid.*, 247.

miers prélèvent le dixième des chaumes du maïs (1), ou bien font leurs prélèvements sur le maïs sec, au lieu de le faire sur le maïs frais (2). A Țuțora, on exige une poule et un poulet par famille (3). A Coțusca, en 1832, les paysans, accablés de corvées illégales, n'ont pu s'occuper de leurs champs et la récolte du maïs est nulle ; ne pouvant percevoir de dîme, le propriétaire leur fait payer 21 lei par falche (4).

L'abus le plus fréquent c'est le retard avec lequel les dîmes sont perçues, — abus que les paysans de l'ancienne France ont bien connu eux aussi. — A Foltești, le fermier a interdit la vendange jusqu'à ce que les vigneronns lui aient consenti une redevance de 4 lei 20 paras par *seau*, et pendant ce temps la gelée a détruit une bonne partie du raisin (5). Ce fermier a pris à certains plus de la moitié de leur orge, le cinquième de l'avoine, la moitié du chanvre, et il a enlevé au curé toute l'avoine qu'il avait semée. A Islaz, en 1845, la dîme est perçue le 1^{er} septembre ; ce qui constitue un bénéfice pour le maître, car les paysans, fatigués d'attendre, ont déjà fait les battages, et on leur prend la dîme du grain au lieu de prendre celle des gerbes (6). A Pœnari, en 1858, le fermier a attendu jusqu'au mois de février ; une partie du grain a été détruite par la pluie et la neige, et les prunes ont pourri (7).

Ce n'est pas seulement de la négligence ; c'est un calcul égoïste : Pendant que le paysan attend le décimateur, le propriétaire seul peut vendre sa récolte. Si la pluie survient, il n'y perdra pas grand chose ; au contraire, il vendra plus sûrement les productions de sa propre terre, car il a eu soin de les mettre en sûreté (8).

3^o *Les irrégularités dans la distribution des terres.* — Les nouveaux-mariés ne reçoivent pas toujours le terrain que le

(1) *Ibid.*, 125, 232.

(2) *Ibid.*, 130.

(3) *Ibid.*, 124.

(4) *Ibid.*, 120.

(5) Encore un exploit du fermier Ivanovici ! *Ibid.*, 117 et 118.

(6) *Ibid.*, 231.

(7) *Ibid.*, 245.

(8) VEGEZZI RUSCALLA : *Lettres...*, p. 132.

Règlement prescrit de leur donner. Après 1857, nous verrons que les propriétaires tarderont beaucoup à donner de la terre aux nouveaux ménages parce qu'ils craindront le vote d'une loi agraire laissant les paysans en possession de leurs tenures.

Beaucoup de villageois se plaignent de n'avoir pas reçu toute l'étendue de terrain qui leur revient : par exemple, en Moldavie, ceux de Prisacanii et de Costulenii (1), ceux de Măcăreştii (2), ceux de Liuzii Călugăra ; en Valachie, ceux de Tîrnova (3), ceux de Islaz (4) dont le fermier a ensemencé les pâturages, ou les a loués à des voisins.

Ce fermier d'Islaz s'est arrangé aussi, comme sans doute beaucoup d'autres, pour donner à ses paysans les plus mauvaises terres, celles qui sont tous les ans inondées par l'Olt, ou bien les landes où ne peuvent paître que des porcs et des oies. Quand une terre a été bien défrichée, il la prend au laboureur et l'ensemence lui-même, en donnant en échange des étendues de broussailles.

4° *L'inexécution des contrats.* — Le paysan endetté signe le contrat le plus onéreux, et, comme il est illettré, il ignore parfois à quoi il s'engage. Il est des propriétaires qui s'arrangent pour faire signer un contrat par quelques paysans et qui imposent ensuite ce contrat à tous les autres sous prétexte que l'engagement concerne la totalité du village. On signale cet abus à Islaz et dans plusieurs villages du département de Vlaşca (6).

Les habitants de Fintînele ont conclu un contrat avec le fermier qui a accepté de leur laisser la disposition d'une grande prairie moyennant 2.400 lei, 3 poules et 3 ocas de haricots par famille, ainsi 30 ocas de lait et 30 ocas de fromage « en général » (« în deobştie »). Ce terme vague voulait dire que le lait et le fromage devait être fourni par l'ensemble du village, mais, en 1854, le

(1) R. R., II, 123.

(2) *Ibid.*, 124.

(3) *Ibid.*, 129.

(4) *Ibid.*, 231-232.

(5) Romanaţi (Valachie), *Ibid.*, 227.

(6) *Ibid.*, 233-234.

fermier prélève cette quantité sur chaque maison. Les villageois ayant protesté, le sous-préfet leur fait distribuer des coups de bâton par ses gendarmes (1).

La location du « surplus » nécessaire pour l'élevage du bétail est surtout l'occasion de toutes sortes de conventions onéreuses, compliquées, que le bailleur interprète ensuite à sa guise (2).

Le procédé le plus courant consiste à ne pas spécifier le terrain qui sera donné aux éleveurs : Le fermier de Vœtenu (3) ose ainsi donner aux habitants du village une terre salée où rien ne pousse, si bien qu'une partie du bétail meurt de faim.

5° *Vols et violences*. — Il est des abus qui ne résultent même pas d'une application frauduleuse du Règlement. Le fermier Ivanovici, déjà plusieurs fois cité, vend les champs de maïs des paysans à d'autres villages et leurs pâturages à des Bulgares. Il prend leurs bœufs pour labourer ses propres terres. Les habitants de Foltești ayant protesté, il les a battus à peu près tous, même le curé (4).

Celui de Rotopănești (5) comprend à sa manière le recrutement des « *serviteurs libres* ». Il enlève 8 paysans, en pleine nuit, de leurs maisons, et les enferme dans un grenier ; mais les pauvres gens, à aucun prix, ne veulent accepter d'être ses « *serviteurs libres* », et leurs femmes font une réclamation à la préfecture. Alors, le fermier libère les hommes, mais enlève leurs femmes pendant la nuit et les enferme à leur tour dans le grenier.

Les règlements de comptes sont l'occasion de toutes sortes de fraudes. Le *beizade* Grégoire Sturdza réclame aux habitants de Borca et des villages voisins 160.680 lei pour des trains de bois qu'ils devaient fournir. Le préfet, Lascar Catargiu, vérifie les comptes et s'aperçoit que les paysans ne doivent, en réalité, que 168 lei 20 paras (6) !

(1) Prahova (Valachie), *ibid.*, 243.

(2) Cf. Plusieurs exemples dans R. R., 229, 232, 239.

(3) Distr. Slam-Rîmnice, *Ibid.*, 229.

(4) *Ibid.*, 117.

(5) Dept. de Suceava, *ibid.*, 119.

(6) *Ibid.*, 132.

On oublie parfois de donner aux travailleurs les quittances pour les corvées qu'ils ont effectuées (1). On oublie de leur payer les fournitures qu'ils ont faites. Les habitants de Malu-de-Jos, en Valachie, présentent ainsi une liste interminable de travaux, de charrois, de fournitures de blé, d'orge, de laine, de foin, pour lesquels ils n'ont reçu que des coups de bâton (2).

Le fermier de Braniştea et Lozova permet aux troupeaux en déplacement de pâturer sur les terres des villageois, si bien que ceux-ci sont obligés d'acheter du fourrage ailleurs (3). Le fameux Ivanovici fait mieux : Il envoie les habitants de Fîntanele faire la corvée à l'autre bout du domaine et, pendant ce temps, il vend leur foin à des étrangers qui s'empressent de le faucher et de l'emporter avant le retour des villageois (4).

Ce concert de lamentations ne doit pas nous amener à penser qu'il n'y avait pas, dans les pays roumains, d'honnêtes propriétaires et d'honnêtes fermiers. Mais le nombre et surtout l'accent déchirant de ces plaintes ne peuvent que nous convaincre de l'oppression des faibles par des forts, de l'inobservance très fréquente des Règlements et de l'iniquité des fonctionnaires et des juges qui soutenaient les bourreaux ou qui couvraient de leur silence les plus révoltants abus.

Il ne sert à rien de réclamer. Les paysans victimes d'une injustice peuvent envoyer une pétition au prince, dont la bonne volonté est incontestable. Mais arrivera-t-elle jusqu'à lui ? Tout le monde n'a pas la chance des habitants d'Osica (5). Ces villageois ont défriché « à la hache » de belles terres. Le fermier les leur a prises. La justice, saisie de l'affaire, a donné raison à ce dernier. Heureusement, Alexandre Ghica étant passé un jour par là, les gens du village lui présentent leurs doléances, et le prince régnant oblige le fermier à rendre le bon terrain. Mais, d'ordinaire, le prince est

(1) *Ibid.*, 231.

(2) *Ibid.*, 247.

(3) Dépt. de Covurlui (Mold.), *ibid.*, 122.

(4) *Ibid.*, 118.

(5) Le 7 mars 1845, R. R., II, 233.

loin, et ses ordres ne sont pas toujours exécutés par les agents subalternes. Les dommages ne sont jamais payés et celui qui a été blâmé sait se venger cruellement de ceux qui ont osé parler contre lui : A la suite d'abus innombrables, 300 habitants d'Islaz décident un jour de se rendre à Bucarest pour présenter une supplique au prince régnant ; mais le sous-administrateur appelle les gendarmes qui les disperse à coups de bâton (1). Ceux de Crestești protestent parce que le fermier perçoit des dîmes illégales ; le sous-préfet se venge en les faisant terriblement rosser (2). Au milieu de l'année 1847, la Valachie souffre de la famine. On distribue les dépôts des magasins de réserve. Ils sont insuffisants. Reste dans un magasin la part des prêtres qui n'a pas été distribuée parce que ceux-ci n'en ont pas eu besoin. Des paysans demandent au propriétaire à prendre cette quantité de grains, qu'ils rendront après la récolte, et ce dernier y consent. Le fait étant parvenu aux oreilles du sous-préfet, celui-ci envoie des gendarmes dans le village et fait rouer de coups les villageois qui ont pris les grains. Si bien que, cette fois-ci, c'est le propriétaire lui-même qui proteste auprès du ministre.

C'était, en effet, le sous-préfet qui avait dans ses attributions la surveillance des rapports agraires. Le préfet était un grand boïar, nommé par le gouvernement, qui n'agissait que dans les circonstances importantes. On ne pouvait d'ailleurs exiger de lui qu'il prît le parti des pauvres, car ce haut fonctionnaire, qui gagnait 300 francs par mois, devait en dépenser au moins 3.000. « Il faut être très riche ou très voleur pour accepter une préfecture », écrivait Vegezzi Ruscalla (3). Un juge gagnait 180 francs par mois et ne pouvait qu'être sensible aux beaux pots de vin (4). Mais la corruption des sous-préfets dépassait toutes les bornes. Ces personnages, rémunérés à raison de 140 francs par mois, étaient élus par

(1) Août 1846, *ibid.*, 237.

(2) Chiojdenii Mari, nov. 1847, *ibid.*, 240.

(3) *Lettres...*, p. 75 n.

(4) « L'avocat met en tête de la note présentée à son client le compte des sommes payées aux juges. » Comtesse STOURDZA : *Régime actuel des principautés danubiennes*, 1856, p. 7.

les propriétaires de l'arrondissement ; mais le collège électoral se composait d'une douzaine d'électeurs tremblants à qui le préfet imposait ses candidats, c'est-à-dire ceux qui plaisaient aux grands propriétaires. Le collège électoral présentait trois noms, et le prince choisissait sur cette liste le plus digne... ou le plus généreux (1). Une fois installé, ce fonctionnaire élu recevait la visite des administrateurs et des fermiers qui lui apportaient les cadeaux d'usage ; moyennant quoi ils pouvaient ensuite dépouiller et battre les paysans « sans que l'autorité s'en mêle autrement que pour faire donner un surcroît de bastonnade à ceux qui y trouveraient à redire ». On s'abonnait ainsi aux abus ! Le sous-préfet, écrit Vegezzi Ruscalla, « est la plus grande calamité que connaisse le paysan roumain, et sa plaie incurable » (2). Ce devait être aussi l'impression de la Commission européenne envoyée en 1856 pour examiner la situation des Principautés.

Quant aux « réviseurs » envoyés par le ministère, le moins qu'on en peut dire, c'est qu'ils n'ont rien à envier à celui de Gogol... (3).

C. — La vie matérielle et morale des paysans roumains

a) SITUATION MATÉRIELLE

L'étude des rapports agraires nous a permis d'évaluer les charges les plus lourdes qui pèsent sur le paysan à l'époque du Règlement Organique, dîmes et corvées seigneuriales. Ce ne sont pas les seules. Bien que le budget de l'Etat soit très modeste, les impôts qui pèsent sur le peuple des campagnes sont écrasants.

En effet, sont exempts d'impôts les boïars, les fils de boïars, les neamuri (4), le clergé (en Valachie tout au moins), les employés de l'Etat, les gendarmes, les soldats, les gardes-frontières, les tzi-

(1) Vegezzi Ruscalla prétend que le prince Stirbei avait fait monter l'enchère à 500 ducats (6.000 fr.). *Lettres...*, p. 127.

(2) *Lettres...*, p. 125.

(3) Un réviseur envoyé à Branistea est acheté par le fermier et force les habitants à signer une déclaration où ils se déclarent satisfaits. *R. R.*, II, 123.

(4) Cependant le renouvellement de ce titre de noblesse donne lieu à la perception d'une taxe. Bibesco l'a élevée à 40 piastres et l'a fait payer par tête au lieu de la percevoir par titre B. A. : *La principauté de Valachie...*, p. 141.

ganes des particuliers, les veuves, les sujets étrangers, les domestiques et quelques paysans dispensés pour divers motifs. La charge des impôts d'Etat retombe donc sur les patentés, les maziles, les colons, les tziganes de l'Etat, les juifs et surtout sur les paysans (1).

Dans les années qui suivirent l'application du Règlement Organique, les dispenses d'impôts furent accordées avec circonspection, suivant la règle constitutionnelle. En 1837, on compte en Valachie 53.000 familles de non contribuables et 349.000 familles de contribuables (2). La proportion des premiers par rapport aux seconds est donc à peu près de 1/6^e. En 1844, Vaillant compte 482.000 non contribuables et 1.761.000 contribuables en Valachie, 275.000 non contribuables et 863.000 contribuables en Moldavie. La proportion serait donc devenue de 1/4 (3). En 1858, Vegezzi-Ruscalla déclare que « le tiers de la population roumaine s'est soustrait à toutes les charges de l'Etat » (4); cet italien, nous l'avons vu, aime assez l'exagération, mais la plupart des écrivains politiques de l'époque dénoncent la facilité avec laquelle les boïars font exempter d'impôts leurs protégés. La charge devient donc de plus en plus lourde pour le vilain.

Cependant, le Règlement Organique a fixé une fois pour toutes les impôts directs : 30 piastres de capitation par paysan, quelle que soit sa situation de fortune, 2 paras par bête d'attelage pour droit d'entrée et de circulation dans les villes et 4 paras pour la capitale ; il existe aussi des droits de péage pour le passage sur les ponts particuliers ou publics. Viennent ensuite les obligations envers la commune : 3 piastres par famille pour la caisse communale, 6 piastres par famille pour les préposés du village, 2 piastres pour l'instituteur primaire (s'il existe) et une taxe variable pour la construction ou les réparations de la maison commune et de l'école (5). Le paysan doit fournir en outre la corvée des routes dont le maximum a été fixé par le Règlement à 6 jours par an. En 1847,

(1) Cf. BOLINTINEANU : *Les principautés...*, p. 29.

(2) DEMIDOFF : *Voyage...*, p. 188.

(3) VAILLANT : *La Roumanie*, t. III, pp. 33-34.

(4) *Lettres...*, p. 28, note.

(5) Ces charges sont étudiées dans BOERESCO : *La Roumanie après le traité de Paris*.

le ministère de l'Intérieur évalue le montant des impositions payées par chaque famille paysanne à 150 piastres, ce qui équivaldrait à 50 jours de travail par an. Cette charge est surtout lourde pour le pauvre puisqu'elle est personnelle et non proportionnelle au revenu de chacun.

Si le paysan ne peut pas payer ses impôts à l'époque voulue, il s'endette. Un usurier, qui est souvent le fermier général, lui avance de l'argent à 45 ou 50 % d'intérêt pour 40 jours. S'il ne peut rembourser, on l'oblige à s'acquitter en travail (1). Le fisc est inexorable. Un voyageur a vu une saisie opérée chez un paysan qui n'avait pour tout bien qu'un mauvais chaudron : comme sa femme et ses enfants s'y cramponnaient, on le mit en pièces (2).

Un tel régime social explique, autant que les grands malheurs d'un pays souvent foulé par les armées étrangères l'impression, de désolation que nous rapportent tous les voyageurs du temps. Dans les collines, moins exposées aux invasions et de ressources plus variées, les villages peuvent être serrés et les maisons assez bien construites ; là, les paysans ont conservé fidèlement des motifs décoratifs qui souvent datent de l'époque préhistorique et qui sont assemblés avec beaucoup de mesure et de goût (3). Mais dans la plaine, les villages sont disséminés et les maisons misérables. L'une des grandes préoccupations des réformateurs roumains à l'époque de l'Union fut de resserrer les villages de façon à faciliter l'entraide et à créer la vie municipale (4). Le régime social, qui obligeait chaque nouveau marié à accepter la terre que lui choisissait le propriétaire, et à construire une nouvelle maison, au lieu d'améliorer la maison paternelle, était en grande partie responsable de cette situation. La maison de la plaine, aux murs de terre battue, aux toits de chaume, était misérable, et on s'explique que le Règlement Organique n'ait pas prévu d'indemnité

(1) V. RUSCALLA, *ouv. cité*, pp. 138-139.

(2) *Ibid.*, p. 139.

(3) Pour la partie artistique, que nous ne pouvons pas traiter ici, on peut se reporter à N. IORGA : *L'art populaire en Roumanie*, bel ouvrage, copieusement illustré.

(4) A. L., I (1), 8.

pour le villageois qui était obligé de la quitter pour aller s'établir ailleurs. Les plus pauvres vivaient dans des « *bordeiuri* », habitations creusées dans la terre et surmontées d'un toit en pente presque au niveau du sol. On imagine l'état sanitaire d'une famille entassée dans ce trou humide.

Notons que le Règlement Organique a eu pour conséquence une modification complète de la maison de la montagne. Au début du siècle, les habitants des régions forestières se construisaient des maisons faites de troncs d'arbres mis les uns au-dessus des autres, comme les isbas russes. On revêtait ensuite les murs extérieurs avec de l'argile pétrie avec de la paille. On y plantait de gros clous, pour que les femmes puissent y attacher les fils avec lesquels elles faisaient la trame de leur toile. Les maisons avaient souvent deux pièces, séparées par un corridor (*tiuda*). La couverture était faite de bardeaux. Ces maisons de bois étaient solides et très chaudes l'hiver. Mais quand les paysans n'eurent plus la faculté d'utiliser à leur guise les forêts, ils se mirent à faire des maisons de torchis, comme leurs frères de la plaine ; la couverture seulement restant en planches. Ces maisons étaient moins chaudes et les fenêtres y étaient réduites au strict minimum. Les vitres étaient faites de vessies d'animaux.

Pour le chauffage de leurs habitations, les paysans se construisaient des poêles de terre (*cuptioare*). Après 1830, se répandit de plus en plus l'usage des grands poêles de briques, dits « moldaves ».

On s'éclairait avec des lumignons de terre, pourvus d'une mèche qui trempait dans la graisse de porc. Seuls, les plus riches allumaient, aux grands jours, des chandelles de cire.

Dans la plaine, les jardins n'existaient d'ordinaire qu'en théorie, car le paysan n'avait pas le temps ou la patience de les enclore et de les cultiver convenablement. « L'absence de petite propriété, écrit la princesse Ghica, enlève à l'aspect général du pays cet air habité si remarquable en France et en Belgique » (1).

(1) *La Valachie moderne*, p. 150. Même impression dans X. : *La Moldo-Valachie et la race roumaine*, p. 104.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, le paysan roumain, au milieu du siècle dernier, ne mangeait guère de pain. La bouillie de maïs (*mamaliga*) était, encore plus qu'aujourd'hui, l'essentiel de son alimentation. Dans ses discours, il parlait souvent du « pain qu'il avait arrosé de ses larmes » ou « de ses sueurs », mais c'étaient là de simples figures de rhétorique forgées deux siècles plus tôt, au temps où le maïs était inconnu en Roumanie. Il dédaignait aussi les légumes, à l'exception des piments et des concombres. Si l'on prenait à la lettre la statistique publiée dans le chapitre précédent, on serait obligé de conclure qu'il ne mangeait pas de viande. Mais les 4 kilogs 760 de viande qu'il était censé consommer chaque année ne comprennent que celle dont la vente a été contrôlée aux abattoirs. En réalité, le paysan du siècle dernier mangeait plus de viande qu'aujourd'hui. A la Noël, il tuait deux ou trois porcs qu'il engraissait avec des glands ou des faines. En été, il tuait des agneaux, en hiver un mouton ou une chèvre. Des basses-cours lui fournissaient aussi à peu de frais un peu de volaille toute l'année. Le paysan roumain n'a jamais élevé de lapins ; il tient cet animal comme particulièrement répugnant ; mais il avait des poulets, élevés en liberté, et toutes sortes d'oiseaux domestiques. Le pâturage qu'il recevait était suffisant pour que le plus pauvre eût la possibilité d'élever une vache, quelques brebis et quelques chèvres, et personne ne manquait de lait ni de fromage. C'est à la fin du siècle, quand l'individualisation des terres a ruiné l'élevage, que le paysan a manqué de viande et ses enfants de lait (1).

Cette nourriture, plus variée qu'aujourd'hui, empêchait le développement des maladies de carence. La pelagre était inconnue et, en dehors des grosses épidémies : typhus, peste ou choléra, l'état sanitaire du paysan était plutôt bon (2).

(1) ANTONOVICI : *Ist. com. Bogduna*, p. CLXVI sq.

(2) *Ibid.*, p. CLXX. Les maladies vénériennes se répandirent malheureusement beaucoup après l'occupation turque de 1849. Stirbei fonda des hôpitaux spéciaux dans les districts pour combattre ce mal. Corresp. lui Știrbei Vodă, p. 266, mém. du 3/15 av. 1853. La pellagre a fait son apparition en 1841, d'après XENOPOL : *La condition économique du paysan roumain*, art. du « Mouvement économique », Buc., 1904-1905, p. 478.

Le Règlement Organique, dont on a dit tant de mal, avait au moins l'avantage de donner à chacun quelques moyens d'existence. La Roumanie ignorait le prolétariat en guenilles (1). A part quelques tziganes, il n'y avait point de mendiants dans le pays (2).

b) DIVERSES CATÉGORIES DE PAYSANS

Les historiens ont toujours considéré jusqu'ici les paysans roumains en bloc. L'absence de documents en est la cause ; car les récits de voyageurs sont toujours trop superficiels pour que nous puissions y trouver des indications sur les catégories de paysans et il n'existe jusqu'en 1864 aucune statistique publiée qui nous renseigne sur le nombre des paysans de la 1^{re}, de la 2^e et de la 3^e classe. Les dossiers des commissions de recensement ne contiennent rien sur ce chapitre, puisque l'Etat ne s'intéressait qu'au nombre des paysans, lesquels étaient soumis à un impôt sans relation avec l'état de fortune.

Les Règlements Organiques divisent les paysans en trois catégories : les *fruntași*, paysans qui ont 4 bœufs au moins ; les *mijlo-cași*, c'est-à-dire les « moyens » paysans, qui ont 2 bœufs ; et les *codași*, paysans de la classe inférieure, qui n'ont rien ou qui n'ont qu'une vache. Il est assez difficile de passer d'une catégorie à l'autre puisque l'impôt d'Etat, égal pour tous, pèse proportionnellement plus sur le pauvre que sur le villageois aisé, et puisque chacun reçoit du propriétaire un nombre d'arpents proportionnel à celui de ses bœufs.

Le genre de vie de ces diverses catégories n'est pas très différent ; la nourriture est sensiblement la même ; mais la maison du « fruntaș » est probablement mieux construite et plus vaste que celle des autres, et surtout son costume est plus perfectionné et plus orné (3).

(1) ANAGNOSTI : *La Valachie et la Moldavie*, p. 10, note ce fait avec beaucoup d'admiration.

(2) AMÉLIE GHICA : *La Valachie mod.*, p. 51.

(3) On trouve quelques bons renseignements dans ANTONOVICI : *Istoria comunei Bogdana*, CLXVIII sq.

Le PAUVRE ne porte l'été que sa tunique (qui, en Roumanie, passe toujours par dessus le pantalon) et un manteau de bure (*suman*). Aux pieds, il a des *opinci* formées d'une seule pièce de cuir relevée tout autour et attachée à la cheville par des ficelles. La femme porte la chemise de chanvre (*camaşa*), qui sert de corsage, et une jupe de laine ; sur la tête, un *stergar*, grand mouchoir de toile, au tissu simplement croisé avec un métier à deux rateaux.

L'hiver, il porte un gilet (*cojoc*) plus ou moins long, en peau de mouton, et ne quitte pas ses *opinci*. Il enfouit ses oreilles sous un bonnet de peau de mouton (*căciula*) en forme de long pain de sucre. Sa femme se couvre d'une humble *caţaveca*, manteau court de fil doublé de peau de mouton.

Le MOYEN (*mijlocuş*) a déjà un vêtement un peu plus perfectionné. L'hiver, il est mieux vêtu. Il met sur ses épaules un *conţeş*, longue pelisse fourrée de laine d'agneau, par dessus sa casaque de bure, noire ou grise, et ses *birnevigi*, large pantalon de bure, le tout tissé à la maison. Certains portent même des *poturi*, pantalons fourrés, très serrés sur le haut de la jambe, plus larges par le bas et fendus sur le côté au-dessous du genou. Il trouve souvent moyen d'acheter des bottes, presque indispensables pour marcher dans la boue et dans la neige. Sa femme porte une jupe (*justa*) de grosse laine, un *stergar* sur la tête, des bottes l'hiver et un manteau court doublé d'agneau et orné de bandes de renard.

Le FRUNTAŞ (qu'on pourrait comparer à nos paysans français qui, avant 1789, s'appelaient les « *laboureurs* ») porte, l'été, sur sa tunique et ses pantalons de chanvre, ou de drap *muntenien*, comme on disait autrefois, un manteau court avec manches (*minteau* ou *antereu*), sur la tête une *căciula* de peau d'agneau, aux pieds des bottes montant jusqu'aux genoux, ou bien des chaussures fermées, appelées *imini*, qui ne peuvent être faites que par des cordonniers de profession. Les femmes portent la chemise de chanvre, parfois avec le devant en lin, finement brodé aux manches, la jupe, un manteau de laine à manches tombant jusqu'aux genoux (*scurteice*), des *papuci* (babouches) et, sur la tête, un mouchoir de toile. L'hiver,

le laboureur porte une longue pelisse fourrée, en drap noir ou bleu (*conteş*), parfois orné de renard, le *cojoc*, casaque courte en peau d'agneau, parfois très ornée, et des *nădragi*, larges chausses, dites moldaves. En outre, lorsqu'il est en route, il s'enveloppe dans une *chebe*, grand manteau de drap blanc. Il conserve naturellement ses longues bottes et il couvre sa tête d'une *căciula* de peau d'agneau. Sa femme sort de son coffre sa *malota*, manteau épais garni de renard et des jupes de laine plus serrée. Lorsque la neige tombe, elle met des bottes comme les hommes.

Tous les vêtements sont faits à la maison. L'hiver, le paysan a le temps de faire marcher son métier à tisser et les femmes exécutent des broderies qui n'ont d'analogues dans aucun pays d'Europe. Car, fait curieux, la misère n'a jamais pu tuer le sens artistique de la classe paysanne dans les pays roumains.

Les paysans de la classe supérieure, en temps de paix, profitaient dans une assez large mesure du mouvement commercial, de la hausse du prix des céréales et de la prospérité du pays en général. Barbu Stirbei écrivait, en 1858 : « *Sait-on que la cinquième partie des paysans valaques sont propriétaires fonciers et que les autres, parmi lesquels il y en a qui possèdent 30, 50 jusqu'à 80 têtes de gros bétail et qui cultivent pour leur propre compte de 20 à 50 arpents de terre, peuvent le devenir aisément, la loi les y conviant et leur en facilitant les moyens ?...* » (1). Le prince de Valachie a trop tendance à voir en beau la situation de ses sujets : Il n'était point facile, dans son pays, de devenir propriétaire (après l'ordonnance Stirbei de 1851 beaucoup moins qu'avant), mais il est bien possible que certains paysans industriels et économes aient réussi, en concluant de bons contrats de fermages, à pratiquer en grand l'élevage du bétail. Quoi qu'il en soit, il est certain que le régime du Règlement Organique favorisait beaucoup plus l'élevage que celui de la propriété individuelle telle qu'elle a été instituée plus tard par Cogălniceanu.

(1) Nice, 9 fév. 1858, publiée par N. IORGA, dans *Bull. sect. ist. Acad. Rom.*, t. I, p. 46 sq.

Parmi ces *fruntași* se distinguent parfois des hommes habiles, entreprenants, qui savent capter la confiance des boïars et la protection de l'administration et qui sont comme ceux qu'on appelait dans l'ancienne France les « coqs de village ». Ils deviennent conseillers municipaux ou juges de paix. Voici ce qu'écrivait un de nos excellents diplomates, Thouvenel (1) : « Dans le but de diminuer autant que possible les frais des procès et d'éviter des déplacements toujours coûteux et difficiles, on avait décidé que les paysans choisiraient parmi eux un certain nombre d'arbitres chargés de statuer sur toutes les contestations. Qu'arriva-t-il ? C'est que, dans chaque localité, les élus devinrent des maîtres insupportables ; ils jetaient en prison, faisaient battre et rançonner leurs administrés tant et si bien que ces derniers, comme des animaux de la fable, implorèrent avec instance le rappel de leurs tyrans ».

On voit que la société villageoise était, au fond, assez complexe. Les statistiques, les chiffres seraient impuissants à nous renseigner. Souvent, les témoignages littéraires ont plus de valeur. Les historiens qui voudront plus tard faire l'histoire des paysans roumains de notre temps tireront plus de profit de la lecture des pénétrants et émouvants romans de Panaït Istrati que des tableaux ou des graphiques dressés par les économistes. Mais le xix^e siècle n'a pas eu son Panaït Istrati ! (2).

c) ETAT INTELLECTUEL

Quel que fût leur degré d'aisance, les paysans roumains étaient à peu près tous illettrés. C'était sur eux que reposait la charge de construire une maison d'école, mais d'ordinaire ils ne prenaient pas ce soin. Il était d'ailleurs difficile de trouver des instituteurs. Le chantre de l'église en faisait fonction (quand le village voulait bien le rémunérer), mais lui-même était fort ignorant. Quant au curé, il dédaignait généralement d'apprendre à lire à ses ouailles.

(1) *La Hongrie et la Valachie* (1840), p. 216.

(2) Le théâtre ne nous présente guère de paysans ; ou bien ce sont des paysans de convention. Filmon lui-même s'est beaucoup plus intéressé aux *ciocoi* qu'aux véritables travailleurs de la terre.

Quelques monastères avaient des écoles, mais ils les entretenaient avec beaucoup de négligence ; enfin, certains boïars amis des lettres prenaient sur eux d'entretenir un instituteur, mais ils étaient une infime minorité.

Colson remarque, en 1839, « *les progrès rapides dans les écoles fondées par des propriétaires, et surtout dans celle de Kimpina...* » (en Valachie), mais il avoue un peu plus loin qu'« *il n'existe pas une seule école pour les paysans moldaves* » (1). L'intelligence vive et pénétrante du villageois roumain ne demandait cependant qu'à être cultivée. Le « paysan du Danube » ne mérite pas la réputation que lui a faite notre grand fabuliste ; il n'est point stupide : au contraire, sa curiosité est insatiable et son esprit d'assimilation est illimité.

Les gouvernements faisaient chaque année de beaux rapports où ils montraient les progrès étonnants de l'instruction publique dans leurs pays. Théoriquement, il devait y avoir une école communale par village, une école *préparatoire* par arrondissement, une école *normale* par département, des écoles *centrales* dans les grands centres et des *cours complémentaires* dans les capitales. Il est inutile de parler ici des écoles secondaires ou supérieures dont l'histoire est bien connue (2). En ce qui concerne les écoles primaires, on peut affirmer que la loi n'a pas été appliquée : Les paysans prétendaient obliger le propriétaire à fournir les locaux scolaires et ce dernier, le plus souvent, refusait parce que le règlement invitait les villageois à les construire eux-mêmes. En 1840, le gouvernement valaque annonce qu'il existe dans son pays 1.990 écoles et 49.995 élèves (3) ; mais les rapports des professeurs départementaux chargés d'inspecter les écoliers démentent l'enthousiasme officiel (4) : Ils trouvent les écoles vides ; on les a installées dans des greniers ; il n'y a ni tables, ni bancs ; on ne trouve pas de livres

(1) *Etat présent et à venir des principautés*, pp. 136-137.

(2) On se reportera à N. IORGA : *Istoria învățământului românesc*, à URECHIA : *Istoria școalelor*, ou, pour la période 1834 à 1848, à FILITTI : *Principatele române...*, pp. 225-238, 391-404 et 598-634.

(3) AN. PARL., IX (1), 159.

(4) ARCH. STAT., dos. n° 5390, 2^e part. et dossiers 5390-5391. F. p. 233.

pour apprendre à lire aux enfants et ceux-ci sont dans un état « *plus mauvais que celui des forçats* ». En 1842, le ministère annonce qu'il existe 2.213 écoles et 54.890 élèves (1). Sous Bibesco, en 1847, il y a officiellement 2.309 écoles et 48.545 élèves (2). En réalité, on n'a rien fait, ou presque rien, pour instruire les fils de paysans. Si les paysans construisent un petit local pour l'école, ils ne veulent rien donner pour le chauffer pendant l'hiver, et, de son côté, le propriétaire refuse de loger l'instituteur et de lui donner une terre pour son jardin, tandis que les petits privilégiés, quels qu'ils soient, ne se considèrent pas comme obligés de verser à la caisse du village les 2 lei par an dûs par chaque contribuable pour l'entretien du maître d'école. Petits boïars, prêtres et fermiers font tous leurs efforts pour empêcher le paysan de s'instruire, les uns parce qu'ils ont peur d'enlever des bras à l'agriculture, les autres parce qu'ils craignent la concurrence des villageois instruits qui pourraient leur enlever plus tard quelques bonnes places de fonctionnaires (3).

Même situation en Moldavie où Michel Sturdza s'intéresse uniquement à l'enseignement supérieur et aux études secondaires (4). On se hâte de rédiger des livres de classe, mais on considère que seuls les fils de propriétaires sont dignes de recevoir l'instruction.

Les éducateurs de villages n'avaient guère les moyens de se tenir au courant de la vie du pays, des civilisations étrangères, des idées ou des méthodes nouvelles. On fonda quelques revues de vulgarisation : En Valachie, l' « Instituteur rural » (*Invățătorul satului*) (5) ou le « Magasin historique de la Dacia » (*Magazinul istoric pentru Dacia*) de N. Bălcescu (6), qui y prôna la réforme agraire. En Moldavie, « La feuille paysanne » (*Foaia sâtească principatului Moldovei*), fondée par Cogălniceanu (7). Mais ces

(1) URECHIA, *o. c.*, II, 213.

(2) *Ibid.*, p. 315.

(3) F. 233.

(4) F. 598-634.

(5) Paraît en 1843 à la typographie du collège St.-Sava.

(6) Commence à paraître en 1844.

(7) Commence à paraître en 1839. En 1840 on lui donne un supplément : *Foaie pentru agricultură, industrie și negoț*. La revue fut ensuite successivement dirigée par C. Rolla et par Asachi. Elle donnait des informations officielles, les prix courants, des renseignements sur les épidémies, des conseils aux paysans, etc.

petites publications semblent avoir été peu lues, et elles étaient incapables de toucher directement les paysans.

On ne s'étonnera donc pas si les députés des paysans aux divans *ad hoc*, députés choisis parmi les meilleurs des *fruntași*, ont été tous illettrés, et si le porte-parole des cultivateurs valaques en 1848 est un curé de campagne, Neagu. Si le paysan est inculte, il ne manque pas de bon sens ; mais il est évident que, s'il avait su lire et écrire, il aurait su mieux défendre ses intérêts et qu'il aurait pu se débarrasser de dangereuses superstitions.

Il aurait pu, par exemple, s'habituer à combattre les maladies autrement qu'en s'adressant à son curé, qui pratiquait des exorcismes, sous prétexte que tout mal vient du diable, ou bien aux sorcières qui ordonnaient des frictions bizarres, des bains de fleurs de foin ou des infusions de simples (*buruene de leac*) accompagnées d'incantations. Antonovici raconte que le premier médecin qui s'est installé à Bogdana n'est apparu qu'en 1862 : Les malades le fuyaient de peur qu'il ne leur coupe un membre ou qu'il ne leur arrache un œil, car ils n'avaient encore vu que des chirurgiens militaires qui amputaient les blessés (1).

d) ETAT MORAL

Si l'on en croyait les discours des boïars, le paysan roumain devrait être considéré comme un homme indolent, passif, et d'une paresse incurable (2). Il est, certes, moins laborieux que le colon bulgare ou allemand (3), mais on peut obtenir beaucoup de lui si l'on sait agir sur sa volonté. Les abus de pouvoir de ses maîtres ont développé chez lui une résignation, une sorte de fatalisme qui ont fini par former en apparence le fond de son caractère. Pourtant, en proie aux pires malheurs, il se laisse rarement entraîner par le désespoir. La servitude a simplement aiguïté la verve railleuse par laquelle il sait se venger de ses souffrances (4). Il est

(1) *Monogr. com. Bogdana*, p. CLXX.

(2) A. L., I (2), 153 sq.

(3) HERZ : *La Moldavie et la Valachie*, p. 10.

(4) *La Moldo-Valachie et la race roumaine*, pp. 105-106.

imprévoyant parce qu'il a vu trop souvent l'ennemi emporter son pécule, et aussi parce qu'il vit dans un milieu charitable : Les pauvres savent s'entr'aider dans un village roumain, avec simplicité et générosité cordiale. Le Roumain ne comprend pas l'individualisme orgueilleux du Français ; il étale volontiers ses misères et ses défauts et chacun fouille librement dans la vie intime du voisin. Les Français sont souvent choqués par l'indiscrétion roumaine ; ils ne voient pas généralement qu'elle comporte une réelle cordialité.

L'esprit de charité chez le paysan roumain s'exerce avec légèreté et sans affectation de système. La religion n'a, dans la vie courante, qu'une influence des plus modestes. L'esprit d'ironie du Roumain n'épargne pas les sujets sacrés, ni les prêtres orthodoxes. Les curés sont de bons pères de famille (car il faut être marié pour avoir une cure), souvent fort ignorants, en dépit des efforts des princes de l'époque du Règlement Organique pour organiser de bons séminaires, et leur influence morale est minime (1). Le paysan roumain respecte les rites religieux, il est attaché à la croyance traditionnelle qui se confond un peu chez lui avec le patriotisme, mais il n'est nullement bigot.

Le paysan roumain est de caractère doux. Les assassinats, les vols même sont rares dans le pays. Le Roumain n'est pas bon payeur, mais il n'est pas coupeur de bourses.

Quant à la sobriété du paysan, elle a toujours été grande. La nécessité de se restreindre est devenue une seconde nature. L'ivrognerie n'est pas un vice roumain ; si l'homme des champs aime vider de temps en temps son petit verre de « tсуica » (alcool de prune), il n'en abuse pas souvent. Au siècle dernier, il respectait encore scrupuleusement les 4 carêmes et les 110 jours de jeûne que lui imposait son église (2).

C'est donc avec beaucoup de résignation qu'il supporte la pauvreté et les diverses formes de l'oppression qu'il subit. On ne

(1) LE CLER : *La Moldo-Valachie*, pp. 153-154 (insiste sur la corruption du haut clergé).

(2) *Ibid.*, p. 158.

compte pas une seule révolte pendant les 30 années qui s'écoulent de 1832 à 1862. Colson signale qu'il se produit quelques petits mouvements dans la population rurale, mais dépourvus d'importance : « *Souvent, poussés par la misère la plus grande, ces infortunés se révoltent, accourent par bandes aux portes de Bucarest, et se dissipent en un clin d'œil dans la crainte d'être emprisonnés et bâtonnés* » (1) Quand il le peut, le paysan préfère se soustraire à la domination des *ciocoi* en prenant la fuite.

Il y a eu surtout de gros courants d'émigration en 1833, au moment de la mise en application des Règlements Organiques : Les paysans riverains du Danube passaient le fleuve, car, en Turquie, les charges étaient en droit très minimes et, si l'on met à part quelques fiefs de spahis destinés à surveiller le pays, la petite propriété était la règle en pays bulgare. Les moldaves s'enfuyaient au delà du Prut, en Bessarabie où la surface de terrain accordée à chaque corvéable était plus grande et où les fermages étaient sévèrement réglementés (2). L'émigration continua en 1834 et il s'ajouta un autre courant aux deux premiers : Les hommes de la montagne passaient sur l'autre versant des Carpathes en territoire autrichien.

Certains Roumains essayaient aussi de passer d'une principauté à l'autre, croyant naïvement trouver le bonheur de l'autre côté de la frontière. Les deux pays conclurent, en 1835, une convention à ce sujet (3) ; « *Art. 1. — ...Les habitants contribuable des villages et des villes, aussi bien que les tziganes esclaves soit de l'Etat soit des monastères ou des particuliers, de l'une des principautés qui auront émigré dans l'autre seront rendus, et ceux qui leur auront donné asile seront condamnés, en guise de châtiment, à payer le double de la capitation des fugitifs libres ou esclaves, objets de leur protection...* ».

Malgré les mesures prises, le mouvement d'émigration a continué régulièrement. L'hiver, quand les fleuves étaient gelés, il était facile

(1) *Etat présent...*, p. 135.

(2) Ce sont parfois des villages entiers qui se vident. Cf. A. L., I (1), 154 sq., 157.

(3) Convention du 8 juillet 1835, conclue à Iassy. « Annexes au memorandum explicatif des quatre points », p. 45.

aux riverains du Danube et du Prut de passer à l'étranger. Ceux qui restaient dans les villages continuaient d'être solidairement responsables de la rentrée des impôts jusqu'au recensement suivant et devaient chaque année payer pour les fuyards. Si la charge devenait trop lourde, ils prenaient le même chemin, si bien que l'émigration, une fois commencée, allait en s'amplifiant jusqu'à l'abandon complet du village. De 1837 à 1845, 40.000 familles valaques auraient ainsi émigré en Turquie ou en Autriche (1). Golesco évalue à plus de 100.000 familles le nombre des émigrants, de 1832 à 1850 (2). Or, le Roumain est sédentaire par nature, très attaché à son pays et, sous le régime réglementaire, il était très surveillé par l'administration, par les propriétaires et par ses concitoyens intéressés à éviter les fuites. Il faut donc qu'il ait enduré des souffrances terribles pour qu'il se soit résolu ainsi à tenter l'aventure.

Au point de vue démographique, ce mouvement est, en grande partie, compensé, il est vrai, par une immigration encouragée par les propriétaires. Ceux-ci continuent d'attirer des Galiciens, des Hongrois, des Allemands ou des jardiniers bulgares pour les travaux agricoles soignés. Les fermiers trouvent aussi des avantages à exploiter eux-mêmes avec l'aide de ces journaliers, même pourvus de privilèges, la terre de réserve, au lieu de la louer au paysan roumain pour la nourriture du bétail qui excède la quantité réglementée. Aussi, ce dernier regarde-t-il avec jalousie ces nouveaux venus qui ne parlent pas sa langue et qui colonisent son pays (3).

Il faut signaler enfin les migrations intérieures, qui sont loin d'être négligeables. Quand ils peuvent trouver le moyen d'éluder la loi, les campagnards abandonnent la vie agricole et deviennent

(1) ARICESCU : *România sub prințul Bibescu*, p. 17. Renseignement confirmé par UBICINI : *Les provinces danubiennes*, p. 169, et par CHAINOI : *Dernière occupation...*, p. 101.

(2) *De l'abolition du servage...*, p. 37.

(3) On trouve l'écho de ces sentiments dans KOGALNITCHAN : *Défense du ministère du 30 av. 1860*, p. 22. Ion GHICA (Chainoi : ouv. cité, p. 101) remarque, il est vrai, que beaucoup de Bulgares et de Transylvains s'en retournent chez eux. « Pendant les années 1834, 1835 et 1836, plus de 12.000 familles transylvaines, établies depuis près d'un demi-siècle, retournèrent dans leur pays. »

manœuvres dans les villes. Ils peuplent les quartiers infects de la *mahala*, où la mortalité est très forte (1), mais où continue de s'entasser une population misérable de paysans sans terre, qu'on astreint à la corvée (2), mais qui réussissent à échapper à certaines charges et qui espèrent trouver du travail comme journaliers ou devenir artisans.

Tous ces indices nous permettent d'apprécier le mécontentement de cette classe paysanne passive, résignée en apparence, mais fort mécontente du sort qui lui a été réservé par ces Règlements Organiques à l'élaboration desquels elle n'a pas participé. Elle a l'impression d'avoir été dupée, volée par une coterie de boïars et son sentiment dominant est une haine sourde qui attend l'occasion pour éclater.

Cette occasion, la révolution de 1848 va la lui offrir.

¶(1) J. Ghica (CHAINOI, ouv. cité, 101) dit que, à Bucarest, sur une population de 120.000 habitants, les cas de mort dépassent d'un millier chaque année le nombre des naissances.

(2) Attesté par l'art. 8 de la loi cogălniceanu, publiée dans A. L.. I (2). np. 735-736.

QUATRIÈME PARTIE

L'Individualisation de la propriété foncière

1^o LA RÉVOLUTION DE 1848 ET LA CLASSE PAYSANNE

Une révolution lamartinienne en Valachie

Le vent révolutionnaire qui bouscula les traditions féodales ou aristocratiques en Europe a eu sa répercussion en Roumanie. L'agitation galicienne ou hongroise ne pouvait pas rester sans écho dans les Principautés danubiennes. En Europe centrale, le mouvement était national et social, c'est-à-dire qu'il tendait à faire triompher le principe de l'indépendance des Nationalités et de l'union des peuples de même race et, d'autre part, à remplacer des régimes de monarchie encore teintés de féodalisme agraire par des républiques soucieuses de modifier le sort des paysans en les transformant en véritables propriétaires. En Roumanie, les patriotes cherchèrent de même à réaliser l'union des Principautés et leur émancipation complète, pendant que les paysans demandaient l'abolition du Règlement Organique et l'adoption d'un statut nouveau qui les rendrait indépendants vis-à-vis des propriétaires despotiques et de fermiers tracassiers et rapaces.

Mais ce n'est pas seulement l'esprit de l'Europe centrale qui vient secouer la torpeur du peuple roumain, c'est aussi celui de la France libérale. Les fils de boiars sont allés en foule faire leurs études à Paris. Ils ont fréquenté en France les clubs d'étudiants et les cafés républicains. Ils se sont enthousiasmés pour les idées humanitaires d'un Edgard Quinet, d'un Michelet, d'un Lamartine.

A la première annonce de la révolution européenne, cette bouillante jeunesse quitte nos écoles et nos universités et revient dans son pays natal où elle retrouve une foule de camarades moins fortunés, moins « voyagés », comme on dit alors en Roumanie, mais gagnés eux aussi aux idées nouvelles. Ces libéraux vont essayer de fonder, dans leurs petites principautés encore soumises à la tutelle ottomane et à la « protection » intéressée du tzar, une république démocratique, fondée sur les Droits de l'Homme, la libre représentation des citoyens, la responsabilité des ministres, l'égalité et la fraternité. Déjà depuis plusieurs années une société « Droit-Fraternité » entretenait ces idées occidentales dans la société cultivée.

Ces deux courants, l'un venu d'Autriche, l'autre de Paris, ne concourent pas toujours au même but. Le patriotisme déclamatoire, l'idéalisme et l'esprit humanitaire du second ne tient pas toujours compte de l'état réel des Principautés. Les jeunes juristes de l'école française connaissent mieux le code Napoléon que le Règlement Organique ; ils ne tiennent pas assez compte de la tradition. Les paysans roumains jouissent d'un statut qui présente des avantages à côté des inconvénients notoires, et qui ne peut être modifié sans de grandes précautions. Enfin, ces jeunes roumains parlent un langage que le villageois ne peut comprendre, et dont le boïar cultivé s'effraiera. Les principes lamartiniens sont une semence délicate qui tombe ici sur un terrain non labouré et que le moindre souffle de crivetz poussera sans peine jusqu'au Danube.

a) LE MOUVEMENT EN MOLDAVIE

En Moldavie, le parti des jeunes roumains n'eut même pas eu le temps d'ébaucher son action. Le prince fit mine de prêter une oreille attentive aux réclamations. Il réunit, le 28 mars, dans le salon de l'hôtel Pétersbourg, à Iassy, une assemblée de pétitionnaires sous la présidence de son propre ministre de l'Intérieur, St. Catargiu. Il laissa discourir les bavards. L'assemblée était composée d'éléments disparates, boïars, commerçants, étrangers même ; car y entra qui voulut et qui sut jouer des coudes. On lui fit élire

une commission chargée de rédiger un projet de réformes à réaliser « dans le cadre du Règlement Organique ». La Commission présenta au prince une « pétition » en 35 points (1). On fit de cette pétition une « proclamation » dont le public s'arracha les exemplaires : Les réformateurs réclamaient des écoles, un tribunal de commerce, une banque d'escompte, une banque nationale, l'inamovibilité des fonctionnaires et leur responsabilité, la publication des séances de l'Assemblée nationale, la création d'une garde nationale, etc., enfin, la liberté personnelle de l' « *amélioration du sort des paysans* ».

Plus tard, en août 1848, l'un des chefs du mouvement, celui-ci bon connaisseur de l'âme moldave et de l'histoire de son pays, *Mihail Cogălniceanu*, publia ses « *vœux du parti national de Moldavie* », avec un classement plus rigoureux et une rédaction plus précise : La suppression des privilèges personnels, l'égalité devant l'impôt, la création d'une caisse d'assistance alimentée par les fonds consacrés jusqu'alors à l'indemnisation des anciens possesseurs de scutelnici, la suppression de l'esclavage, avec indemnité « pour ceux qui la réclameront », la suppression par rachat de la corvée seigneuriale, tels sont, selon lui, les principales réformes sociales que le parti national aurait voulu réaliser (2).

Mais Michel Sturdza n'avait cherché qu'à gagner du temps et à obliger ses adversaires à se faire connaître. Il se réfugia, avec sa famille, dans une caserne, au milieu de ses soldats fidèles et, dans la nuit du 28 au 29 mai, il fit arrêter chez eux les chefs « révolutionnaires ». Ses sbires, échauffés par le vin, firent même leur besogne sans trop de douceur. Les opposants furent ensuite expédiés par les voies les plus rapides jusqu'à la frontière turque.

Michel Sturdza, sûr de la reconnaissance de la Russie, put annoncer le lendemain, par une affiche, l'avortement du mouvement révolutionnaire.

(1) *AN.*, 1848, I, 177.

(2) *Ibid.*, VI, p. XLII sq.

b) LA RÉVOLUTION EN VALACHIE

En Valachie, le mouvement prit plus d'ampleur. Chez le prince Bibesco, l'énergie et l'esprit de décision n'étaient pas à la hauteur de l'intelligence. Son accession au trône, fruit d'une intrigue habilement menée, lui avait valu la haine de tout un parti qui tenait encore pour son prédécesseur. Enfin, les jeunes valaques étaient particulièrement remuants et hardis : Au premier rang, les membres de la société « *Droit-Fraternité* », *Ion Ghica*, économiste diplomate, remarquable écrivain ; *Nicolae Bălcescu*, historien, bon connaisseur des questions sociales, très pressé de déployer les qualités d'homme d'action qu'il sentait en lui ; *Eliade Rădulescu*, « éducateur du peuple roumain », écrivain nébuleux et déclamatoire, républicain sentimental, très populaire dans le milieu des boutiquiers de Bucarest ; puis des boyars humanitaires, comme les trois frères *Golescu*, très riches, très influents auprès d'une partie de la classe des propriétaires, celle qu'entraînaient surtout les sentiments nationalistes ; quelques jeunes gens venus de France, comme les frères *Brătianu* et *C. A. Rosetti*, très échauffés par la révolution à laquelle ils avaient assisté le 28 février à Paris. Enfin et surtout quelques officiers, comme *G. Magheru* et *Christian Tell*, capables, par haine des russes, d'entraîner l'armée et de la mettre au service de la république valaque.

Ces révolutionnaires savaient bien que leur mouvement pouvait être brisé dans l'œuf par les Cours protectrices ; c'est pourquoi ils essayèrent d'abord de mettre à leur tête le prince Bibesco lui-même. Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que celui-ci, conseillé par le général russe Duhamel, mettait en réalité sur pied un plan de répression. Le 7 juillet, une proclamation du prince demandait aux paysans de s'emparer des agents révolutionnaires qui agitaient le pays et de les remettre aux autorités locales (1).

Les républicains réunirent alors, à *Islaz*, le 9 juin 1848, une Assemblée révolutionnaire et firent acclamer un gouvernement provisoire.

(1) I, 485.

Les quatre éléments, écrivains patriotes, boïars anti-russes, jeunes intellectuels venus de France et militaires ambitieux, formaient un parti républicain peu cohérent et, pour se faire soutenir par la masse, les chefs furent bien obligés de faire aux paysans de superbes promesses. A Islaz, ils réussirent à réunir la population des villages d'alentour. Tout le monde s'agenouilla pour entendre la prière dite par le prêtre Radu Șapca, puis on lut la proclamation que I. Eliade avait déjà fait imprimer dans une typographie qu'il possédait à Bucarest, et qui contenait tout le programme du parti révolutionnaire :

« Frères roumains ! Le temps de la délivrance est venu ; le peuple roumain s'éveille au son de la trompette de l'ange de la rédemption et connaît son droit de souverain... Le peuple roumain se lève, s'arme, et non pour dresser une classe contre l'autre, non pour rompre ses relations avec l'extérieur, mais pour freiner et tenir en respect les ennemis du bien public... » (1).

Il y avait dans cette proclamation beaucoup de choses que le brave paysan ne comprenait guère. Le langage abstrait des hommes de 1848, qui était trop souvent un français à peine roumanisé, ce style ridicule et touchant dont les pièces d'Alexandri et de Carageale ont tiré leurs plus grands effets comiques n'était pas encore familier aux oreilles des campagnards. De nos jours, il ne l'est que trop ; mais, à ce moment-là, pour un villageois qui n'avait jamais parlé que le vrai, le pur roumain, le volapuk libéral des cafés de Bucarest était moins intelligible que du ture ou du tatar. Les idées en elles-mêmes ne l'étaient guère plus : Indépendance administrative et législative sur la base des traités de Mircea et de Vlad ; aucune immixtion des puissances étrangères dans les affaires intérieures du pays ; un prince responsable élu pour cinq ans par toutes les classes de la société ; responsabilité des ministres et des fonctionnaires ; droit pour chaque département d'élire ses administrateurs ; liberté absolue de la presse ; institution d'une garde

(4) *Ibid.*, I, 490.

nationale ; suppression de la peine de mort « en fait comme en droit » ; émancipation des tziganes ; égalité des droits pour les israélites ; « émancipation » des monastères dédiés, etc... Mais certaines paroles évoquaient une notion des droits du peuple, une reconnaissance des injustices dont il avait souffert, et le paysan était heureux d'entendre de vrais amis parler ce langage. Surtout, il prêta l'oreille à la lecture de l'art. 13 : « *Emancipation des corvéables qui deviendront propriétaires après indemnisation* » (1).

Ils acclamèrent le gouvernement provisoire : le prêtre Șapca, St. Goleșcu, I. Eliade, le commandant Ch. Tell, le capitaine N. Pleșoianu. Ils apprirent peu après que ce gouvernement avait effectué une marche triomphale sur Bucarest, que la révolution avait éclaté aussi dans la capitale, où l'armée avait abandonné le prince, où les citadins avaient acclamé une nouvelle proclamation plus complète, plus radicale que la première, que le prince Bibesco avait cédé au formidable courant révolutionnaire et pris un ministère où figuraient les frères Goleșcu, le colonel Odobescu, I. Eliade, N. Balcescu et Maghiaru, que le C. A. Rosetti avait été tiré de prison pour être placé à la tête de la police, enfin que le prince, le lendemain de la constitution du ministère, avait signé son abdication.

Bibescu, en effet, préféra laisser aux révolutionnaires toute la responsabilité de leurs actes, et s'enfuit en Transylvanie avec ses hauts fonctionnaires et les boïars qui avaient soutenu le régime déchu. Le gouvernement provisoire s'installa en maître à Bucarest, et se donna comme président le métropolite *Neofit*, dont il espérait utiliser l'autorité religieuse pour faire sacrer en quelque sorte la Révolution et pour fonder son prestige dans la classe paysanne.

Ce gouvernement n'avait pas d'argent, pas d'armes. Il était composé d'hommes mal préparés à remplir les lourdes fonctions d'organiseurs d'un Etat auquel manquaient les cadres et les moyens d'action et que menaçaient la Turquie, peu sensible aux flatteries qui lui furent prodiguées, et le tzar, hostile par principe

(1) *Ibid.*, I, 490 sq., particulièrement p. 496.

à tout élément républicain ou même simplement libéral. Le drapeau tricolore, la devise « Droit-Fraternité », les principes de liberté et d'humanité ne pouvaient enthousiasmer que les bourgeois de Bucarest. La masse paysanne, la seule force réelle sur laquelle pût s'appuyer le nouveau régime, voulait de la terre et rien de plus. Mais opérer une réforme agraire, c'était s'aliéner les boïars, c'est-à-dire la classe instruite, la seule capable de fournir au nouvel Etat des chefs, des administrateurs, des diplomates aussi pour apaiser les Puissances protectrices.

Les novices, qui prenaient si hardiment le gouvernail, n'eurent pas une conscience bien nette de ces dangers.

c) LES RÉPUBLICAINS EN FACE DE LA QUESTION AGRAIRE

La première annonce de la révolution n'avait pas été accueillie sans méfiance dans les villages de Valachie. Les vieux avaient hoché la tête : Ils avaient l'habitude du malheur, et ils savaient qu'un changement de gouvernement n'amène pas toujours une amélioration du sort des pauvres, bien au contraire... D'ailleurs, ils craignaient les fausses nouvelles lancées par de machiavéliques *ciocois* pour compromettre les jeunes exaltés. Pourtant, en quelques jours (les nouvelles vont vite en ces pays malgré le mauvais état des voies de communications), ils apprenaient d'une façon certaine que le prince était renversé et que des hommes compatissants dirigeaient maintenant le pays. Et quelles belles promesses ces idéalistes osaient-ils faire aux paysans de leur pays ! Il faut lire leur proclamation, datée du 16 juin :

« Frères paysans, Dieu a été miséricordieux. Après tant d'épreuves, il apaise nos douleurs et, par la révolution accomplie, le bonheur vient à nous. Désormais, vous ne serez plus arrêtés par les gendarmes, battus, torturés, et arrachés à votre demeure pour être traînés à la corvée d'Etat ou à la corvée de routes, car on vous dispense des six jours de travail ; de la corvée seigneuriale et du servage on vous libère aussi et, dans trois mois, vous serez tous propriétaires (*moşneni*) d'un lopin de terre. Mais, si de braves gens ont pensé à

nous, vous devez, vous aussi, penser au grand préjudice que souffrirait le pays si vous vous obstinie^z à ne pas moissonner les terres des propriétaires et des fermiers. Par conséquent, donnez tous votre concours, fournissez pendant trois mois l'aide que vous fournissiez sous forme de corvée, et toutes vos journées de travail *seront payées 2 lei par jour*. Et s'il arrive que les fermiers ne peuvent payer comptant, acceptez des bons qui vous seront remboursés lorsque les commerçants auront pu vendre leurs produits. Ce retard de trois mois n'a pas d'autre motif que votre intérêt aussi bien que celui des propriétaires, car il importe de cueillir cette année-ci le fruit du travail de la terre.

« Frères, vos ennemis ne sont pas et n'ont jamais été les boïars, mais les mauvaises lois et les fautes des princes. Mais écoutez-bien et comprenez bien. On va instituer une Assemblée générale où plusieurs d'entre les paysans vont être appelés à montrer au gouvernement tous vos soucis et alors à tous on fera justice. Ecoutez, frères paysans, et comprenez bien. Le roumain a toujours eu la crainte de Dieu et n'a jamais voulu de mal à personne. Le Saint Evangile dit : « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit » ; de même à vous qui ne voulez pas qu'on vous fasse de tort, Dieu ne pardonnerait pas que vous fissiez du tort aux propriétaires et aux fermiers. Donnez encore votre aide ; d'ici trois mois le travail des champs sera terminé et le gouvernement avisera aux moyens de dédommager les maîtres fonciers des droits de propriété pour que vous puissiez rester maîtres de vos terres qui vous seront données sans que vous n'ayez plus rien à payer. Ce n'est que jusqu'à ce moment là que nous vous prions de remplir encore vos devoirs envers la propriété *contre rémunération*. Frères roumains ! Le gouvernement actuel, à la tête duquel est notre Saint-Père le Métropolitain, n'a d'autre désir que de faire votre bonheur. Il vous jure que vous serez heureux si vous avez un peu de patience, si vous gardez le bon ordre, si vous avez confiance et si vous lui obéissez » (1).

(1) *Ibid.*, I, 615.

Le même jour, le gouvernement provisoire envoie une proclamation aux propriétaires et une autre aux mochnènes. A ces derniers, il dit : « Les propriétés, la terre en Valachie ont appartenu autrefois aux habitants. Tous les paysans dans les temps anciens étaient mochnènes comme vous... » et il raconte comment la plus grande partie des villageois a dû vendre ses terres et tomber en servage ; il explique que le même sort attend tous les mochnènes qui finiront par se faire absorber par la grande propriété s'ils ne soutiennent pas le gouvernement dans sa lutte pour la justice.

Dans sa proclamation aux propriétaires, le gouvernement provisoire se défend d'être communiste. Personne n'a jamais eu l'idée de prendre les propriétés et de les partager entre les paysans. Mais le pauvre a besoin d'un lopin de terre pour subsister lui et sa famille. On le lui donnera au nom de la fraternité, mais cette portion de terrain sera rachetée. En attendant le vote de la loi qui fixera l'étendue des parcelles qui seront laissées en toute propriété aux paysans (la proclamation ne donne, sur ce point, aucune indication), ceux-ci continueront à remplir les obligations fixées par le Règlement. La proclamation ne dit pas un mot des 2 lei par journée de travail que le gouvernement promet le même jour aux paysans.

Ces trois documents expriment des sentiments très généreux et leur ton est d'une modération extrême. Mais ils attestent aussi la profonde ignorance de ceux qui les ont rédigés. Ils parlent de donner « de la terre » au paysan, sans indiquer s'il s'agit de l'étendue de terrain qu'il cultive déjà, si on établira une proportion entre cette étendue et le nombre des bœufs ou l'importance de la famille villageoise ; ils ne disent pas si on tiendra compte du droit des nouveaux mariés : ils ne prévoient aucune réglementation des fermages ; ils n'indiquent pas si c'est la terre ou si c'est la corvée et la dîme qui seront rachetées. Enfin, ce gouvernement, semblable à la chauve-souris de la fable, d'un côté promet aux paysans une rémunération de 2 lei par jour de corvée et, lorsqu'il parle aux propriétaires, n'en souffle mot.

Les contradictions qui se découvrent dans trois proclamations

du même jour nous font penser que trois mains différentes les ont écrites. D'après Ion Ghica, le réformateur le plus hardi de l'équipe gouvernementale était Nicolae Bălcescu, qui n'aurait pas hésité à confisquer purement et simplement les terres des boïars. Les militaires et les frères Golesto étaient désireux, au contraire, de ménager les propriétaires : Ils pensaient que le patriotisme des hautes classes leur serait d'un plus grand secours que la satisfaction d'une apathique masse populaire. Enfin, Eliade s'intéressait surtout à la question politique et ses idées en matière d'économie sociale étaient d'une puérilité déconcertante.

Les boïars ne tardèrent pas à réagir. Dans quelles conditions se ferait ce rachat des terres concédées aux paysans et quelles parcelles de terrain y seraient soumises ? Pour discuter de ces questions, quelques propriétaires se réunirent le 19 juin dans le salon Momolo à Bucarest. La discussion fut tumultueuse. Les partisans du gouvernement provisoire en sortirent avec leurs vêtements en lambeaux. Les historiens roumains sont généralement d'avis que les russes, Kotzebue et le général Duhamel, portent la plus grande responsabilité dans cette affaire : Ils étaient très pressés de provoquer le renversement du gouvernement provisoire par les roumains eux-mêmes pour ensuite pouvoir intervenir par les armes en invoquant la nécessité de mettre fin à l'anarchie dans ces malheureuses provinces secouées par une poignée d'agitateurs. Mais ce n'est là qu'une conjecture, et je crois que la crainte de perdre tout ou partie de leurs propriétés était, pour les boïars, une raison suffisante de manifester une grande indignation et de former un complot contre les idéologues.

Le même jour, deux officiers qui avaient participé à la réunion du salon Momolo, les colonels Odobescu et Salomon, réunirent les chefs de l'armée ; à la tête d'un détachement de soldats, ils pénétrèrent au Palais où le gouvernement délibérait, et arrêtèrent le général Tell et A. G. Golesto. Dès que la nouvelle de cet attentat se fut répandue dans la ville, une foule immense, criant son indi-

gnation, courut au palais. Elle s'arma des ustensiles les plus divers et cerna les soldats qu'elle trouva campés dans la cour. Ceux-ci se dégagèrent en tuant 7 citoyens et en blessant un certain nombre. Mais la foule réussit à se saisir du colonel Odobescu. Puis, elle se porta vers la caserne où le colonel Salomon s'était enfermé, en exigeant qu'il lui fût livré. Ion Brătianu, pour éviter une effusion de sang, lui donna les moyens de s'enfuir à l'étranger ; mais le peuple ne voulut pas entrer dans cette combinaison, et s'empara du colonel dès que, confiant en la vertu de son passeport, il essaya de sortir de son gîte.

Cette tentative de coup d'Etat montre bien que, dès le début de la révolution, les boïars ont vu d'un mauvais œil l'avènement du nouveau régime.

Ils n'avaient point tort, car les paysans, enchantés de la proclamation gouvernementale que les curés leur avaient lue à l'église, refusaient en masse de payer les redevances et de fournir les corvées. Beaucoup se rendaient dans les villes pour s'acquérir exactement de leurs droits. Puisque personne ne voulait plus travailler, qui allait faire la moisson ? La récolte risquait beaucoup de périr sur pied.

Le 21 juin, le gouvernement fut obligé de faire une nouvelle proclamation aux paysans pour les appeler au travail. Avec éloquence, il leur rappelait leurs devoirs envers leur pays ; mais il ne parlait plus des 2 lei par jour qu'ils leur avait promis pour rémunération de leur travail (1). Les paysans furent mécontents et plus méfiants que jamais.

Des agitateurs parcouraient les campagnes et des actes de violence commençaient de se produire. Boïars et fermiers se terraient chez eux craignant une jacquerie.

Il aurait fallu une main ferme pour contenir ces éléments déchaînés. Or, les membres du gouvernement provisoire, intarissables bavards, s'occupaient de propagande plutôt que de l'organisation du nouveau régime. Leur triomphe trop facile leur faisait

(1) AN., 1848, II, 17.

peur. Ils sentaient bien que l'aventure pouvait avoir des suites fâcheuses si les Puissances protectrices faisaient le moindre geste. Il se produisit le soir du 28 juillet une scène qui n'était pas faite pour renforcer le prestige de la République. Le bruit ayant couru que les Russes s'apprêtaient à envahir la Valachie, le gouvernement provisoire s'enfuit, Eliade à Pietroșani, les autres à Rucăr. Ils ne laissèrent à Bucarest que le métropolite Neofit, qui passa aussitôt du côté des blancs, et Ion Brătianu, plus avisé, qui préféra attendre un supplément d'information. Une caïmacamie réglementaire fut instituée, et les colonels Odobescu et Salomon prirent le commandement de la garnison de Bucarest... Puis, on s'aperçut que la nouvelle était fausse.

Le peuple s'ameuta contre les nouveaux maîtres; le métropolite redevint tout rouge; les colonels Odobescu et Salomon obtinrent de l'accommodant Brătianu l'autorisation d'aller faire un petit voyage à l'étranger; et les membres du gouvernement revinrent très fièrement dans la capitale.

Ils se mirent de nouveau au travail: Ils avaient chargé une Commission d'étudier les moyens de libérer les esclaves des particuliers. Cette commission, composée de Cesar Bolliac, de Petrache Poenaru et de l'archimandrite Ioasaf Znağoveanu prêcha la libération volontaire, et elle fut bien étonnée de constater que rares étaient les propriétaires qui consentaient à affranchir les tziganes sans indemnités. Alors, elle décida que tous les propriétaires d'esclaves devaient comparaître devant elle, à Bucarest, pour montrer leurs titres de propriété. Tous les esclaves se présenteraient aussi devant la Commission pour recevoir leurs billets de libération. Naturellement, les propriétaires refusèrent de se déplacer et déclarèrent qu'ils ne reconnaissaient pas la compétence de cette Commission. Quant aux tziganes, apprenant qu'il leur suffisait de venir dans la capitale pour se faire reconnaître le droit à la liberté, ils vinrent en foule de tous les coins de la Valachie. Les bucarestois virent d'un mauvais œil ces hôtes inquiétants qui auraient bien pu mettre leur ville à sac. Les paysans n'étaient guère satisfaits eux aussi en voyant revenir ces affranchis pour

qui les droits de l'homme et du citoyen consistaient surtout à avoir la possibilité de reprendre la vie nomade et les larcins dans les fermes. Au lieu de faire de ces tziganes des artisans de village, la Commission Bolliac en faisait des vagabonds de grand chemin. Bel ouvrage !

Le 9 juillet, le gouvernement institua par décret une Commission chargée de débattre la question de la propriété et de soumettre ses conclusions à la future Assemblée constituante. Le décret abonde en phrases éloquentes :

« ...Frères propriétaires, vous êtes la partie la plus éclairée de la Nation, et vous, qui jouissez de la richesse de la Roumanie, pourriez-vous être la cause de son malheur ? Non, mes frères. Soyez Roumains maintenant comme pendant les journées des 9 et 11 juin, et n'oubliez pas ce qui s'est dit : Respect à la propriété ! N'oubliez pas que la parcelle de terre [que vous donnerez] ne peut pas être plus grande que celle que la patrie pourra vous rembourser dans un délai très bref, que ce ne sera pas plus que ce que fixera l'Assemblée Constituante, la main sur la conscience... ».

Le décret proclamation du 9 juillet ordonnait à tous les propriétaires et aux délégués des villages de se réunir au chef-lieu de chaque département pour élire leurs députés (un député des propriétaires et un député des paysans par département). L'Etat promettait aux membres de la Commission une indemnité journalière. Ils devaient commencer leurs travaux à Bucarest le 1^{er} août.

On voit que le gouvernement avait fait en sorte de ne pas effrayer les boïars et qu'il pouvait d'avance décliner toute responsabilité au sujet des décisions prises. Il dissimulait très habilement sa perplexité et son impuissance et laissait à d'autres le soin de mettre la main dans le buisson d'épines.

Les propriétaires ne trouvèrent pas la solution de leur goût. Les élections faites, ils s'abstinrent de paraître à la Commission. On les attendit jusqu'au 10 août. A cette date, le gouvernement décida l'ouverture des débats. 14 paysans et 8 propriétaires seulement y participèrent, sous la présidence d'un grand boïar libéral,

Alexandre Racovița et sous la vice-présidence d'un économiste d'origine moldave, Ion Ionescu (1).

On discuta d'abord la question des semailles d'automne. Le prêtre NEAGU, député des paysans, prit la parole d'un ton agressif : Quel est le propriétaire qui a jamais travaillé de ses mains ? Ce sont ses hommes de corvée qui labourent, sèment, récoltent, tandis que lui ne fait qu'emmagasiner ses grains pour attendre le client qui les paiera au prix le plus haut. Et que fait-il de l'or et de l'argent qu'il entasse dans sa maison ? S'en est-il jamais servi pour secourir le pauvre paysan malade ou ruiné par quelque calamité ?

« Voici, vous dis-je : Nous respectons suffisamment le droit de propriété si nous consentons à vous payer la dîme habituelle, parce que c'est ainsi que les choses se sont passées anciennement ; en effet, le Règlement Organique ne pouvait en rien changer la coutume ; votre terre, d'autre part, pourrait rester longtemps improductive si nous ne remplissons vos greniers de récoltes et vos caisses d'or et d'argent.

Peut-être voudriez-vous dire que vous l'avez conquise par le sabre depuis des siècles oubliés ; mais nous, où étions-nous alors ? n'étions-nous pas avec vous ?... Il me semble même que vous avez plutôt préféré la propriété de votre vie, car aussitôt que vous avez senti que l'ennemi s'approchait ou qu'une puissance se ruait contre une autre, vous avez craint, en effet, pour la propriété de votre vie.

Vous avez laissé que la terre conquise par le sabre soit violée par le sabre et vous vous êtes enfuis pour sauver la propriété de votre vie...

Mais votre propriété, la terre, qui donc l'a gardée pour que d'autres ne la prennent pour eux ?

C'est le laboureur, c'est le vigneron, c'est le paysan qui l'a gardée avec le sabre de son humilité et la sueur de son front. Avec l'humilité, il a adouci le sabre de l'ennemi ; avec la sueur de son front, il a nourri l'ennemi...

Et vous, monsieur le propriétaire de la terre, vous qui restez indifférent à ce que je viens de décrire, vous avez préservé et sauvegardé

(1) V. décret-proclamation du 9 juillet, *ibid.*, II, 359.

vosre vie. Vous l'avez, gardez-la. Pourquoi ne vous contentez-vous pas maintenant de la dîme des produits de vosre propriété, que vous aviez abandonnée ?...

« Les cultivateurs libres produiront plus qu'autrefois et créeront la prospérité, parce que chaque travailleur de la terre s'astreindra à travailler plus, sachant que chacun travaille pour son intérêt et non pour autrui... et vous qui prélèverez la dîme de cette récolte vous en tirerez un grand profit et en fin de compte vous ne perdrez rien... » (1).

Un autre député, Radu CEUȘESCU, d'accord avec le représentant des paysans du département de Braïla va plus loin dans cette voie, puisqu'il propose de laisser les laboureurs cultiver, cet automne, toute la terre qu'ils voudront, à charge pour eux de donner au propriétaire la dîme des récoltes. Un autre, Robescu, propose aussi de laisser les paysans labourer tout le terrain qu'ils voudront, à condition d'en réserver 1 pogone 1/2 pour le propriétaire ; « on paierait ensuite de chaque côté la terre du propriétaire et le travail du paysan » (?) (2).

Mais les députés paysans préférèrent la proposition du prêtre Neagu. Quant aux propriétaires, ils soulevèrent la question préalable : D. LENJ déclare qu'il n'est mandaté que pour préparer un projet de statut de la propriété à soumettre à la future Assemblée Constituante et que, jusqu'à ce que la question soit résolue d'une façon légale, il importe de conserver l'ancienne loi.

Le vice-président conclut en disant qu'il en référerait au gouvernement, et il n'inscrit à l'ordre du jour de la seconde séance que les questions suivantes : *Le travail du paysan est-il libre ? La terre du propriétaire est-elle libre ?*

On ne pouvait mieux faire pour égarer le débat.

Le lendemain, le président Ionescu déclara que les paysans ne comprenaient pas bien le sens de « libre » et proposa la modifi-

(1) La traduction de BALCESCU (*Questions écon.*, pp. 13-14) ne correspond pas exactement avec le texte publié par le « Monitorul Român », n° 13, 23 août 1848, reproduit dans AN., 1848, III, 321 à 325. Il est probable que le journal officiel l'a un peu épuré, puisqu'il dit : « Au cours de ce discours le prêtre emploie certaines paroles venimeuses à l'égard des propriétaires et le vice-président le rappelle à l'ordre. »

(2) AN., 1848, III, 326.

cation suivante à la rédaction de l'ordre du jour. « La propriété est sacrée, parce que c'est le produit du travail ; le travail est sacré, parce que c'est la sueur du travailleur ». Proposition qui fut adoptée avec enthousiasme (1). Et Ionescu continua en retraçant l'histoire de la propriété et en combattant l'idée d'un partage des terres. Un tel partage serait injuste et deviendrait vite inutile, la population augmentant constamment ; ce qui importe, c'est de libérer le travail du cultivateur.

Lenj lui donne aussitôt la réplique : La corvée n'est pas un servage, c'est un moyen d'acquitter le loyer de la terre. Mais cette déclaration fait bondir le bouillant ecclésiastique Neagu :

« *Qu'est-ce que c'est que cette location quand, par exemple, vous venez et vous me dites : Mets le joug à tes bœufs, et allez donc ! Conduis-moi jusqu'à ce village, par exemple jusqu'à Domnița ? Je pars, je vous conduis jusque-là, et vous, au lieu de me payer ma peine vous me donnez 5 lei, et moi je les accepte, parce qu'il ne vous plaît pas de me donner plus ; pour demander justice je n'ai pas où aller ; parce que vous êtes tous d'accord pour me payer non d'après le travail fait mais au bas prix. C'est ça qu'on appelle une convention ?* ». Un autre député paysan, LIJAN, crie à son tour son indignation : « *Est-ce qu'il y a pire comme servitude ? Il y avait trois jours que ma femme avait accouché, sans personne à côté d'elle, que moi qui tenais l'enfant. Il vient un gendarme, il me prend et il me conduit aux champs à coups de bâton. Il y a 10 ans de ça et j'ai encore les bleus du bâton sur mon dos. Il me met au travail sans me donner ni à manger ni à boire. Il ne me permet pas d'aller voir ma femme et mon enfant, il ne me laisse pas aller chercher à manger pour eux ni pour moi. Je gémis, et eux ils me battent. Au temps des Turcs, on vous tuait à coups de sabre, mais le dos ne vous cuisait pas à cause des coups de bâton. Nous, nous n'avons rien su du Règlement que vous avez fait, mais nous l'avons senti sur notre dos !* » — « *Oui, oui ! on n'a rien su ! Ils nous ont asservis !* », crient les députés paysans. — « *Une autre fois, ma femme avait été emmenée pour moissonner et moi pour faucher,*

(1) *Ibid.*, 342, séance du 11 août.

avec un gendarme derrière moi ; nous avons laissé l'enfant qui n'avait que trois mois, l'enfant qui ne savait dire ni papa ni caca (sauf votre respect) en plein soleil, avec des tas de mouches sur la bouche et des guêpes et des moustiques qui le piquaient. C'est pas de la servitude, ça ? C'en est en plein, mes frères ! Ma femme depuis le matin jusqu'à la soupe n'avait pas la permission d'aller donner le sein à l'enfant » (1).

Le long discours que prononça le député LAHOVARI, au cours de la troisième séance pour défendre l'inviolabilité de la propriété n'effaça pas l'impression produite par les douloureux souvenirs de Lipan. Et voici les paroles d'un autre député paysan, nommé BADEA :

« J'ai travaillé toute une semaine avec un char à deux bœufs pour transporter du maïs au grenier. Ce n'est pas de la servitude, ça ? Mon père allant à la propriété pour charger du vin, surgit le propriétaire avec des tziganes ; ils lui ont pris les bœufs et le vin et ils l'ont battu à mort... Ce propriétaire a fait de grands bâtiments sur la propriété de mon père. Moi, je reste avec les actes de la propriété en poche et c'est lui qui détient ma terre. Voilà ce qui m'est arrivé, à moi, avec un propriétaire ». Un autre paysan, CIOJOCARU, ajoute : « ...Est-ce que l'homme n'est pas serf, attaché à la glèbe quand il n'a pas le droit d'aller d'un domaine à l'autre ? Nous n'avons même pas la possibilité de fuir, du moment que le gendarme nous ramène à coups de bâton... » (2). Lenj objecte que la loi est faite dans l'intérêt de l'Etat plutôt que dans l'intérêt du propriétaire ; cette interdiction est une mesure financière et policière et non un signe de servitude. Mais le fisc trouve toujours le contribuable, riposte Cojocarui ; c'est le propriétaire qui a fait cette loi pour ne pas perdre ses serfs.

La séance devient tumultueuse. Pour conclure, le président Ionescu demande que l'Assemblée se prononce sur la question suivante : *« L'homme est-il libre ? son travail est-il libre ? »*. Tous les députés paysans se lèvent pour acclamer la motion. Mais les propriétaires font mine de quitter la salle. Le président les apos-

(1) *Ibid.*, 344.

(2) Séance du 12 août ; *ibid.*, III, 364.

trophe rudement, en leur demandant de réfléchir aux lourdes responsabilités qui leur incombent et aux suites possibles d'un acte inconsidéré. Ils se résignent à s'asseoir et à écouter encore la voix des paysans : « *Dieu a fait le ciel et la terre*, dit SCURTULESCU ; *il a donné la vie à Adam et à Eve et il nous a dit : Croissez et multipliez, fécondez la terre et possédez-là... Et en l'année 1831, voilà qu'on nous a imposé un joug de fer, ce sacro-saint Règlement...* ». Mais après avoir fait le procès de ce Règlement qui asservit le laboureur, Scurtulescu exprime sa foi en la Constitution nouvelle qui a promis au paysan une parcelle de terrain suffisante pour assurer sa subsistance et la nourriture de son bétail. Lui aussi proclame que la dîme seule est légitime, et que le paysan doit pouvoir cultiver toute la terre dont il a besoin à condition de fournir le dixième du produit (1).

Un autre paysan, Stan STANICA, prend la parole : « *...C'est après qu'on aura donné au corvéable sa part de terre que la propriété sera sacrée* ». Tous les députés campagnards d'approuver bruyamment.

« *Oui, la propriété est sacrée*, dit le prêtre Neagu ; *et n'ayez plus peur de dire, mes frères paysans, que la propriété est sacrée, car dès que vous l'aurez dit, messieurs les propriétaires vous diront : étant donné que le travail est sacré et la propriété aussi ; prenez votre travail et allez où vous voulez... !* » (2).

Les paysans commençaient à comprendre le piège où les députés des boïars voulaient les faire tomber. Gênés, ces derniers esquissèrent une retraite. « *Mes frères*, dit CEAUȘESCU, *si nous vous donnons votre part de terre, est-ce que vous déclarerez sacrée la propriété qui nous restera ?* » « *Oui !* », répondirent tous les paysans en se levant d'un seul bond. Et, puisque leurs adversaires semblaient tenir compte de leur réserve, ils acceptèrent la clôture de la discussion et l'ordre du jour fixé par le président pour la 4^e séance : « *Quelqu'un peut-il devenir propriétaire par rachat ?* ».

Cette quatrième séance commença comme une nuit du 4 août.

(1) *Ibid.*, 366-367.

(2) *Ibid.*, 369.

Le boïar libéral CEAUȘECU prit la parole pour déclarer qu'il tiendrait le serment du 11 juin et qu'il donnerait par conséquent aux paysans la terre qui leur avait été promise par la Constitution. Quelle étendue de terre ? « Vous la connaissez ; vous l'avez depuis Radu Voda et vous l'avez possédée jusqu'en 1812. A cette date, nous, les grands et les petits boïars, nous nous sommes unis à Caragea, nous vous l'avons prise, nous vous l'avons donnée, puis nous vous l'avons prise encore jusqu'en 1831 ; et quand on nous a encore demandé notre avis, nous vous avons imposé une charge : vous étiez esclaves et plus esclaves encore que les tziganes. Moi aussi je vous ai asservis, mes frères, je vous ai battus, je vous ai dépouillés. Il y a 36 ans que vous me maudissez ! Pardonnez-moi, je vous en prie, frères paysans ! Reprenez ce que je vous ai pris. Laissez-moi vous donner votre lopin de terre ! » (1). Ce fut un tonnerre d'applaudissements. « Dieu te pardonne, mon frère ! criaient les paysans. Soyons frères, vivons en paix ! Hurrah ! Vivat ! Vive la Constitution ! ».

Mais cette manifestation, à laquelle participa le public qui assistait aux débats, n'entraîna pas le moindre geste de générosité de la part des autres membres du petit groupe des propriétaires fonciers. Lenj contesta avec force la valeur des arguments de Ceaulescu : Les paysans n'ont jamais été que locataires de la terre ; la corvée et la dîme sont le prix de la location, et ce prix est loin de correspondre au prix normal. Voici, selon lui, comment il faut chiffrer les charges imposées au paysan en vertu du Règlement :

La corvée	63 lei
Dîmes de toutes sortes	44,10
Total	107,10

pour les 8 pogones 19 prăjines laissés au corvéable de la première classe, ce qui fait un loyer de 12 lei 6 paras par pogone. Or, ce chiffre est très loin de correspondre aux prix courants des baux ruraux.

Est-ce naïveté ? Est-ce fourberie ? Le président Ionesco,

(1) *Ibid.*, 390 sq.

pédant économiste, abonde dans ce sens : selon lui, le Règlement, justement maudit par toutes les classes rurales, a asservi le régime contractuel. Il est temps, dans l'intérêt général, d'en venir à la liberté, c'est-à-dire aux arrangements de gré à gré.

« *Oui, mais qu'on nous donne d'abord la terre* », s'écrient les paysans !

N'ayant pu régler la question par des discours emphatiques et obscurs, il faut bien que les propriétaires se résignent à discuter pendant la cinquième séance la question de l'expropriation. Toujours généreux « *parce qu'il a fait de vilaines choses dans sa vie* », Ceaușescu est d'avis de donner gratis aux paysans tout le terrain qu'ils ont occupé jusqu'en 1812 (1). La plupart des autres propriétaires admettent le principe de l'expropriation, mais ils refusent de dire quelle superficie de terrain ils désirent accorder et quelle indemnité ils exigent. « *Qu'est-ce que vous voulez ?* dit l'un d'eux, *de la terre, soit ! Mais avez-vous de l'argent ?* ». Et la discussion devient de plus en plus confuse, et même tumultueuse.

Un fait est certain, c'est que les paysans, qui n'ont pas encore de plan, qui connaissent mal le langage abstrait, et qui n'ont aucune méthode de discussion, ont été amenés, sans le savoir, à accepter un principe qu'ils auraient dû combattre avec une énergie intraitable : Ils reconnaissent que la dîme et la corvée sont le loyer de la terre, que la propriété de leur tenure n'est pas à eux et qu'il est nécessaire, s'ils veulent devenir des mochnènes, de racheter, non les charges, mais la terre elle-même. D'autre part, aucun d'entre eux ne pense aux générations futures, aux nouveaux-mariés qui, si la propriété absolue est établie, resteront à la charge de leurs parents. Dans ces conditions, on se demande quel avantage pouvait leur procurer la suite de la discussion.

Mais ceux d'entre eux qui voyaient clair (le prêtre Neagu, par exemple) espéraient sans doute que le rachat serait fixé à un chiffre infime. Cette question devait être étudiée au cours des séances ultérieures.

(1) *Ibid.*, 438

Que font les propriétaires au cours de la sixième séance ? Ils cherchent à se dérober. Le député Lenj propose d'ajourner les débats parce que 11 propriétaires seulement se sont décidés à y assister. Dans ces conditions, il est impossible de prendre des décisions qui engageront toute une classe. On discute longuement sur cette résolution d'incompétence.

Les paysans finissent par comprendre qu'on cherche à les duper. Pour mettre leurs adversaires au pied du mur, il leur faut établir un projet précis. Le prêtre Neagu le rédige et le présente au cours de la septième séance.

Il propose aux propriétaires de donner à chaque famille paysanne 14 pogones si elle habite dans la plaine, 16 dans la région marécageuse, 11 dans les collines, 8 en montagne. C'est donc une moyenne de 6 ha. par famille qu'il juge indispensable de distribuer.

Ionescu exprime aussitôt sa stupéfaction : « *Cela nous donne un total de 3.600.000 pogones... Si nous fixons le pogon à 2 ducats seulement en moyenne... pour 3.600.000 pogones on demandera 7.200.000 ducats. Messieurs, cette somme est monstrueuse ; en y pensant le sang me monte à la tête... !* ». Le travail global de tous les paysans ne leur rapporte que 1.200.000 ducats par an. Comment trouveront-ils la somme gigantesque nécessaire pour le rachat de leurs terres ? Et Lahovari d'appuyer : « *Messieurs, si l'on tirait tant d'argent de la Valachie, ce serait un grand miracle !* ».

Mais Neagu riposte aussitôt : « *Messieurs les propriétaires, pourquoi craignez-vous tant que nous n'ayons pas d'argent pour payer ces arpens ? Je vous interroge en confesseur : Est-il vrai que vous avez amené de l'argent de l'étranger avec des bateaux, des voitures, etc. ? Est-ce que ce ne sont pas nos bras travaillant la terre et moissonnant les récoltes qui ont fait venir l'argent dans le pays ? Comment osez-vous dire que l'Etat n'a pas d'argent dans ses coffres pour payer cette quantité de terre ? Pourquoi ne pensez-vous pas que c'est nous qui sommes l'Etat, que c'est nous qui sommes le Trésor ?...*

Nous, si l'Etat est pauvre, nous ferons un pas de plus. Nous

(1) *Ibid.*, 465. Séance du 16 août.

ajouterons nos sueurs à celles que nous avons versées en vain dans le passé. Nous réunirons nos forces et nous ferons surgir de nos bras l'or et l'argent. Ne comptez pas que 300.000 habitants ne seront pas en état de payer cette terre. Si l'Etat n'en a pas le pouvoir, nous le lui donnerons, nous. Nous ne permettrons pas que notre Etat ait honte en face des nations étrangères » (1).

Et voici la contre-proposition des propriétaires :

ARTICLE PREMIER. — A chaque habitant, on donnera gratis un pogone sur le territoire du village.

ART. 2. — Le paysan est libre d'habiter ou de ne pas habiter dans le village et s'il s'en va, il est libre de vendre sa maison et tout ce qu'il possède.

« ART. 3. — On donnera au villageois 10 pogones de terre cultivable à charge pour lui de la labourer, de l'ensemencer et de récolter.

« ART. 4. — De toute la récolte qu'elle produira il donnera au propriétaire le cinquième en nature.

« ART. 5. — Si le paysan veut cultiver plus de terre, il est libre d'en cultiver autant qu'il le veut, à condition de donner le cinquième du produit.

« ART. 6. — Il donnera de même le cinquième du foin. (Lahovari proteste : « *Pour le foin le paysan ne travaille pas ; il faut qu'il en donne le tiers !* »).

« ART. 7. — Le bétail pourra paître sur le domaine. Pour chaque tête de gros bétail, on paiera 1/2 « sfantz » par an, et pour chaque mouton, 1 « fierfic » (2).

« *Avec cette proposition, vous voulez nous enlever du dos une sacoche et nous mettre une besace !* » s'écrie Badea Albulescu, dans son langage imagé.

Tous les propriétaires, d'ailleurs, ne souscrivent pas à cette proposition. Pleišoianu est d'avis qu'il faut donner à chaque paysan

(1) *Ibid.*, 494-495.

(2) *Ibid.*, 495-496.

2 pogones moyennant une indemnité qui variera suivant la localité. Pour le reste, on concluera des arrangements de gré à gré.

Entre la septième et la huitième séance, les propriétaires ont achevé de prendre courage.

C'est maintenant ROBESCU leur porte-parole : Il dénonce les esprits mal intentionnés qui présentent les propriétaires comme les ennemis de la classe paysanne. La preuve que les boïars ne sont pas des monstres, c'est que les villageois sont mieux traités chez eux que sur les domaines de l'Etat et des monastères. *« Si le caractère sacré du droit de propriété ne peut être violé sous aucun prétexte, de même d'ailleurs que le caractère sacré du travail, qu'exigez-vous encore de nous ? Vous voulez que nous nous rendions propriétaires... Bien que nous n'ayons peut-être pas de terre à vendre, bien que beaucoup d'entre nous peut-être en aient à peine pour leurs indispensables besoins, car nos besoins, vous le savez, sont plus étendus que les vôtres, pour vous donner une preuve de nos sentiments fraternels, nous sommes disposés de notre propre gré à exaucer ce vœu. Car, après que les villages se seront resserrés et installés là où la configuration de nos domaines et notre intérêt l'exigerait, nous nous vendrons l'emplacement des villages avec un rayon de 20 perches alentour, cette surface, mesurée en perches carrées, nous étant payés 1 leu la perche, au comptant et non en promesses et vagues espérances dans lesquelles nous ne pouvons trouver aucune garantie. Nous garderions le droit au cabaret et nos autres revenus intangibles comme ils l'ont toujours été »* (1).

Voici donc en quoi consiste l'acte généreux de Robescu ; Les propriétaires conserveront l'ancien régime, mais obligeront les villages à leur payer comptant quelques parcelles de terrain à raison de 1 leu la perche, soit 40 ducats le pogone, tandis que Ionescu, ainsi que nous l'avons vu plus haut, évalue la valeur marchande du pogone à 2 ducats en moyenne !

La proposition provoqua un tel vacarme que le président fut obligé de lever la séance.

(1) *Ibid.* 514.

Le lendemain paraissait un décret qui ajournait *sine die* les séances de la Commission.

« *Considérant que la Commission destinée à réaliser l'accord sur le chapitre de la propriété, au lieu de se pénétrer de l'esprit de justice, de fraternité et de paix, manifeste qu'elle sort de son rôle, que ses séances deviennent de jour en jour plus tumultueuses...* », le gouvernement, désireux de rétablir la paix et l'union, décrète de suspendre les séances, de demander à chaque député ses desiderata par écrit et, en se fondant sur les principes de la Constitution, de dresser lui-même un projet qui donnera satisfaction à tous (1).

Il n'était guère possible de faire autrement. Les journaux français du temps le reconnaissent, même « le National » qui attribue l'échec aux intrigues des Russes.

On sait d'ailleurs que la Révolution valaque de 1848 ne donna de résultat dans aucun domaine. Les Russes occupèrent la Moldavie et les Turcs la Valachie. Les chefs de la révolution s'enfuirent et les deux Puissances protectrices rétablirent le Règlement Organique et nommèrent de nouveaux princes, Grégoire Ghica en Moldavie, Barbu Știrbei en Valachie, plus étroitement surveillés que les anciens.

Si les interventions militaires sont la cause principale de l'échec de la révolution, il faut reconnaître que la question sociale aurait suffi à elle seule à faire échouer cet essai de république démocratique.

Ni les paysans ni les propriétaires ni les chefs du gouvernement n'avaient de conception précise sur l'organisation du nouveau régime social. Personne ne sut trouver une base de discussion.

Les paysans, nous l'avons vu, ont passé leur temps à se plaindre de leurs souffrances passées et à réclamer l'abolition de la « servitude » (*iobagie*) ; mais ils n'ont su présenter que des idées vagues et contradictoires. Neagu a réclamé d'abord la suppression de la corvée et le maintien de la dîme. Puis, poussé par les autres députés, il a demandé le rachat des portions de terre nécessaires pour créer

(1) *Ibid.*, 541.

des exploitations paysannes complètes, indépendantes et vraiment viables. Mais son projet est trop en avance sur son temps, et il ne se préoccupe pas des modalités du rachat.

Quant aux boïars, ils n'ont sur l'histoire de leur pays que des idées fort vagues. D'aucuns n'ont même pas lu le Règlement Organique. Le vice-président de la Commission, l'« économiste distingué » Ionescu découvre, entre la septième et la huitième séance, que le texte du Règlement publié en 1831 donnait au paysan établi sur les petits domaines le droit de recevoir des terres jusqu'à concurrence des 2/3 de l'étendue de la propriété, tandis que l'édition de 1847 ne parle pas de ce droit, et il signale avec indignation cet « *escamotage* ». Ce brave homme ignore donc que le Règlement a été révisé en 1833 ! Ce n'est cependant pas de l'histoire ancienne. Ce qui est plus curieux, encore c'est que personne, à l'Assemblée, ne relève l'erreur du vice-président.

Enfin, le gouvernement, à qui on ne saurait reprocher d'avoir su concilier les propriétaires et les paysans, car sa situation était vraiment difficile, mérite le gros reproche d'avoir fait des promesses irréalisables et d'avoir adressé aux uns et aux autres des proclamations peu cohérentes. Il a manqué aux hommes politiques de 1848, dont certains avaient du talent et ont su acquérir par la suite des qualités d'hommes d'Etat, une connaissance suffisante de leur pays et de la délicate question sociale.

2^o LES RÉFORMES DE 1851

A. — Causes des réformes

La révolution de 1848 n'a pas été complètement inutile. Elle a remué beaucoup d'idées. Elle a intéressé le peuple à ses affaires, et les grands mots de Liberté et de Démocratie qui résonnèrent à ses oreilles ont développé en lui une inquiétude qui persistera longtemps. Pendant l'occupation les Russes se sont aperçus des causes du malaise roumain. Les généraux ont sans doute signalé au gouvernement, mal renseigné jusqu'à cette date par des consuls ignorants ou exclusivement préoccupés de questions politiques, les causes apparentes du mécontentement de la classe paysanne, car le tsar a fait faire une enquête rapide et reconnu la nécessité d'introduire des amendements au Règlement Organique « *dans le double dessein d'assurer plus fortement le droit des propriétaires et de soulager les travailleurs de la terre* » (1). Les Russes étaient, d'ailleurs, assez mécontents des boïars dont le nationalisme ombrageux avait été l'une des causes de la révolution.

En vertu de l'article III de la Convention de Balta Liman, des commissions de réforme se rendirent dans les Principautés pour étudier les rapports entre les propriétaires et les paysans, et dresser des projets de réformes à soumettre aux nouveaux princes. La Commission moldave travailla du début de 1850 au mois d'avril 1851. En Valachie, le prince Știrbei nomma, lui-aussi, le 15 octobre 1849, une Commission présidée par le Dr Arsachi et composée de boïars qui connaissaient fort bien la question agraire et qui, bien que très attachés aux privilèges, étaient enclins à faire les

(1) A. L., I (1), 535.

concessions utiles. Ils étaient impressionnés par la vague révolutionnaire qui venait de secouer toute l'Europe, et les réformes sociales opérées dans les pays de la monarchie autrichienne leur paraissaient un dangereux exemple pour les paysans moldovalaques. Il faut tenir compte, en même temps que de la pression russe, du courant émancipateur venu de Transylvanie, si l'on veut comprendre l'étendue assez considérable des concessions admises par les boïars roumains en 1851. A ce sentiment de crainte, il faut ajouter aussi une connaissance un peu plus claire de leurs intérêts. Certains avaient observé que le régime du Règlement Organique avait été funeste aux magnifiques forêts qui couvraient les flancs des Carpathes, une grande partie des collines et les rives des affluents du Danube : Les paysans ne disposant plus que d'une superficie de pâturage manifestement insuffisante, profitaient de toutes les occasions pour introduire leur bétail dans ces forêts dont la destruction allait devenir inévitable (1). Enfin, les plus éclairés des propriétaires commençaient à penser que leurs gains étaient liés à la prospérité générale du pays plutôt qu'à l'oppression des travailleurs; ils escomptaient, à la suite de leurs réformes, une augmentation progressive de la valeur des propriétés foncières (2).

Si forts qu'ils fussent, ces sentiments n'auraient pu se faire jour si les deux princes n'avaient pas guidé avec beaucoup d'énergie et d'esprit de persuasion le travail des deux commissions.

GRÉGOIRE GHICA, prince de Moldavie, après avoir fait ses études en Allemagne, était devenu l'un des principaux membres du parti national roumain. A ce titre, il avait participé au mouvement de protestation de 1848 et combattu son oncle Michel Sturdza. Il s'intéressait surtout aux revendications nationales des Roumains, mais, âme ardente et généreuse, il ne pouvait rester indifférents au sort de la classe paysanne. Bien que son énergie ne fût pas à la hauteur de ses bonnes intentions, nous constatons qu'il a réalisé dans son pays des réformes notables.

(1) LAHOVARI : *La question agraire...* p. 48.

(2) *Coresp. lui Stirbei Vodă*, p. 271 : mémoire du 3/15 av. 1853.

Le prince de Valachie, BARBU ȘTIRBEI, était d'un caractère bien différent. Bien qu'il portât le nom de son oncle Barbu Știrbei qui l'avait adopté, c'était un Bibescu, le frère de son prédécesseur (1). Comme son frère, c'était un esprit brillant, d'une étonnante facilité d'assimilation. Il avait étudié à Paris la philosophie, le droit et l'économie politique, et en Valachie il avait eu les moyens de connaître à fond les questions d'administration puisqu'il avait franchi, depuis 1825, toutes les étapes du *cursus honorum* d'un grand boïar : Il avait été successivement préfet de l'Ilfov, directeur des finances, triumvir en 1830, chargé spécialement du département de l'Intérieur, membre de la Commission de rédaction du Règlement Organique, puis de celle qui fut chargée de la révision, ministre des Affaires Etrangères (en cette qualité, il avait présenté à Kisseleff un rapport détaillé sur l'état de la Valachie en 1832, rapport qui a orienté les réformes du général russe et que ce dernier utilisa en grande partie pour dresser en 1834 le bilan de son activité) (2), ministre des cultes en 1834, ministre de la justice en 1837, de nouveau ministre de l'intérieur sous le règne de son frère Bibescu de 1844 à 1847. C'était un homme habile, d'esprit pratique (ce qui n'était pas la qualité dominante de la classe supérieure à cette époque), connaissant bien son pays, ses traditions et ses besoins, connaissant bien aussi les hommes et la manière de les conduire. Enfin, malgré les attaques inévitables dont il a été l'objet en pareille matière, il n'est guère possible de soupçonner son intégrité.

Ce n'est pas à l'un des rédacteurs du Règlement Organique qu'il faut demander de renoncer aux principes qui sont à la base de cette constitution. Cependant, Barbu Știrbei reconnaît les graves inconvénients du système. Déjà, en 1831, lorsqu'il siégeait à la Commission de révision, il avait fait remarquer que la réduction excessive de l'étendue de terre concédée au paysan pouvait entraîner de grosses difficultés sociales. L'un des membres de la

(1) Sur sa biographie cf. N. IORGA : *Viața și domnia lui Barbu Știrbei*, An. Ac. Rom., II, XXVII, 1905, p. 347 sq.

(2) Le rapport Știrbei a été publié dans les *Convorbiri literare*, XXII, nos 9, 10, 12 et XXIII, 1 et 2.

Commission ayant proposé que les 5 pogones de terrain de fauche laissés aux villageois fussent réduits à 3, sur les 43 membres de l'Assemblée, il n'y en eut qu'un pour s'opposer à cette mesure, ce fut Barbu Știrbei (1). Depuis, il a souvent reconnu que l'application du Règlement entraîne certains abus, particulièrement en ce qui concerne la corvée à tâche définie. Il est donc partisan d'augmenter légèrement l'étendue de terre concédée au paysan et d'adoucir le régime des corvées. Qu'on ne s'y trompe pas : Ce sont des considérations d'ordre pratique et non des sentiments humanitaires qui guident la politique de ce prince.

B. — Le droit de propriété de Barbu Știrbei

Un mémoire en français, rédigé sur l'ordre de Barbu Știrbei, « *sur la corvée et sur le droit de propriété en Valachie* » (2), nous renseigne parfaitement sur les idées de ce prince et sur l'opinion des boyars en ce qui concerne le droit de propriété et le fondement légal de la corvée et de la dîme. Le mémoire commence par admettre que les mouvements de 1848 ont eu pour cause la situation lamentable des paysans encore soumis dans une partie de l'Europe au régime seigneurial. Il définit ce régime, souligne son caractère injuste à une époque où les charges militaires ne retombent plus sur la noblesse, mais déclare que la Valachie n'a jamais été soumise au régime féodal : Les terres appartenaient jadis « *librement et franchement* » aux paysans valaques et toutes étaient de la catégorie qu'on appelle aujourd'hui terres de moșneni. « *Les grandes propriétés se sont fondées peu à peu par des ventes que ces moșneni ont faites successivement.* » « *Les paysans ne peuvent donc légalement élever aucune prétention sur des terres qu'ils ont une fois vendues en bonne et due forme, et dont ils ont reçu le prix ; et le gouvernement ne risquerait-il pas de manquer à un devoir sacré pour lui, celui de protéger la propriété s'il voulait intervenir dans cette affaire autre-*

(1) AN. PARL., I, 562.

(2) Mémoire publié dans A. L. I (1), pp. 607-616.

ment que sur le principe d'un arrangement de gré à gré ? Il résulte de cet état de choses que le propriétaire a été de tout temps maître absolu de son bien en Valachie, ou pour me servir des termes adoptés en pareille matière, en Valachie il n'y a que des francs alleux, tandis que, partout ailleurs, tous les biens sont supposés liges » (1).

On voit tout le chemin parcouru depuis le début du xix^e siècle. La théorie de la propriété absolue des boyars est maintenant soutenue sans restriction aucune. Les propriétaires supposent que, depuis le Règlement Organique, les paysans ont oublié complètement leurs droits anciens, et que les nouvelles générations n'auront plus l'idée d'invoquer la tradition. En présentant les paysans non propriétaires comme d'anciens mochnènes qui ont jadis vendu leurs propriétés, le parti des boyars fait un exposé simplifié de la question de droit, à l'usage de l'Occident, et les privilégiés conserveront jusqu'en 1918 la position prise.

Le mémoire ne reconnaît qu'un seul défaut au Règlement Organique : croyant avoir tout fait pour le paysan, il a laissé en dehors de ses prévisions tout ce qui dépasse la limite de ses besoins. « *Pour tout ce que le Règlement a prévu et réglé d'une manière définitive, les relations les plus paisibles, les plus satisfaisantes ont régné entre le paysan et le propriétaire ; ...il n'y a eu de plaintes que pour ce que le Règlement a cru devoir abandonner au libre arbitre des deux parties. Il résulte de cet état de choses que le moment n'est pas encore arrivé pour la Valachie d'introduire le principe d'un arrangement de gré à gré, et qu'une loi générale régulatrice est encore indispensable.*

Il en résulte de plus que cette loi, telle qu'elle est aujourd'hui, est sage, qu'elle est bonne, parce qu'elle assure aux paysans le travail et à l'agriculture les bras nécessaires ; ces bras qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, de trouver autrement que de cette manière, sont la seule force motrice dans ce pays éminemment agricole ; ce serait le tuer que de l'en priver.

Le manque d'argent d'un côté, et de l'autre celui des bras, a donné lieu à la première institution des corvées dans tous les pays.

(1) *Ibid.*, p. 608.

L'idée de s'en racheter ou de s'en affranchir s'est réveillée avec la facilité de se procurer ces deux moyens. »

« ...Pour le moment, il suffit d'étendre progressivement, à l'exemple de l'ucaze qui règle cette matière pour la Bessarabie, l'échelle des charges et des bénéfices que le Règlement a établie déjà, afin que l'activité du paysan ne soit pas arrêtée dans sa marche par des arrangements spéciaux, auxquels il est obligé de recourir aujourd'hui à chaque pas. L'article 141, § 4 et 5 nous indique d'ailleurs ce qu'il y a à faire sous ce rapport.

Si le propriétaire, y est-il dit, ne peut pas donner au paysan l'étendue de terrain qu'il est en droit d'exiger, ses charges alors seront réduites en proportion. Pourquoi ne pas augmenter ces dernières de la même manière, et jusqu'à un certain degré au moins, lorsque le paysan est dans le cas de demander et le propriétaire dans celui de donner plus de terrain (1). »

La Commission, réunie par Barbu Știrbei pour étudier une révision du code des rapports entre propriétaires et paysans, fut influencée par ce mémoire et elle n'hésita pas à insister sur certains points dans un sens qui n'était pas pour déplaire aux propriétaires de droit divin. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'« *Exposé des motifs et projet de loi concernant les relations entre propriétaires et paysans* », où les articles du Règlement Organique sont cités avec, en regard, les propositions du Comité et les observations du prince Știrbei (2). Voici, par exemple, ce que devient dans le projet de la Commission, l'article 140 du Règlement (3) :

Règlement Organique

ART. 14. — Le travail des paysans établis sur une terre étrangère devant être prêté, ainsi qu'il a été dit plus haut, en retour des avantages qui leur sont accordés par les propriétaires, il devient indispensable, pour prévenir désormais toute contestation ou mesure arbitraire, et jusqu'à ce que les fermages des terres puissent

(1) *Ibid.*, p. 615-616.

(2) En français, A. L., 623-697.

(3) A. L., p. 626.

avoir lieu par des arrangements de gré à gré, de déterminer par une disposition, d'un côté la totalité de ces avantages, et de fixer, de l'autre, les obligations auxquelles seront soumis en retour soit les paysans qui les auraient reçus en entier, soit ceux qui ne jouiraient que d'une partie.

Comité de révision

ART. 140. — § 1. D'après les lois du pays, et notamment d'après le § 1, chapitre VI, sect. III du code de Caradja, le paysan établi sur la propriété d'un autre ne saurait être regardé que comme le fermier de cette partie de terrain qu'il occupe, et l'argent qu'il paye en travail qu'il fournit au propriétaire n'est autre chose que le fermage de ce terrain. Cependant, pour prévenir toute sorte de malentendu et jusqu'à ce que les arrangements puissent se faire individuellement de gré à gré, arrangements qui, d'après le § 7 de cet article, pourraient commencer dès à présent, il est indispensable qu'une loi commune règle d'un côté l'étendue de terrain qu'un propriétaire doit donner à chaque paysan auquel il permettrait de s'établir sur sa terre et qui doit suffire à l'entretien du paysan...

En droit, il n'y a donc plus aucune distinction entre la tenure paysanne et la terre affermée. Cependant, si le droit des paysans est nié avec énergie, le droit des propriétaires à la dîme est renforcé :

« § 21. Chaque paysan doit absolument prendre et cultiver comme il faut les pogons destinés au labour et fauchage par le § 2, afin de pouvoir donner au propriétaire la dîme qui lui en revient : car s'il refuse ces pogons, ou si, en les acceptant, il ne les cultive pas convenablement, il sera alors obligé d'en indemniser le propriétaire en prenant pour mesure la production du champ voisin » (1).

La Commission ne pousse pas très loin l'esprit de logique ! La dîme est, pour elle, tellement sacrée que si le propriétaire ne la prélève pas dans les délais voulus, — délais fixés pour que les paysans puissent enlever à temps leurs propres produits — « alors,

(1) A. L., p. 644.

les paysans, accompagnés des prêtres et des députés du village, prêteront eux-mêmes au prélèvement de la dîme, et ils transporteront dans la cour du propriétaire ce qui lui revient à ce titre » (1).

De même, les restrictions à la liberté de déplacement seront rendues, sinon plus strictes, du moins plus précises.

Ainsi, une fois de plus, le droit des paysans était diminué en proportion des améliorations qui étaient admises pour sa situation matérielle. Il faut dire que la loi moldave de 1851 a été plus libérale en ce sens, puisque son article 1 dit : « *Le propriétaire est TENU de donner de la terre pour la subsistance des villageois établis sur sa propriété; en retour ceux-ci sont tenus de travailler pour le compte du propriétaire* » (2). Mais, dans le texte définitif de la loi valaque, c'est le projet de la commission cité plus haut qui est adopté en ce qui concerne l'article 140 : On insiste sur le fait que le paysan n'est qu'un LOCATAIRE et que c'est par bonté d'âme que l'Etat règle ses redevances en attendant que puissent s'établir entre les intéressés des arrangements de gré à gré (3).

C. — La loi de 1851 en Valachie

Voici maintenant, brièvement exposées, les dispositions qui furent adoptées dans les deux principautés en 1851.

EN VALACHIE, les propriétaires sont tenus de donner (4) à chaque paysan sans distinction :

- 1^o 400 st. c. pour sa maison et son jardin ;
- 2^o 3 pogones de terre de labour ;

Et, en outre, au paysan qui n'a pas de bœufs (ou qui n'a qu'une vache) :

- 3^o 15 perches de prairie ;
- 4^o 1 pogone de pacage ;

Au paysan ayant deux bœufs et une vache :

(1) A. L., p. 658.

(2) A. L., p. 536.

(3) Texte publié dans A. L., 700, et dans R. R., II, 202.

(4) A. L., 700-701.

3^o 1 pogone 19 perches de prairie ;

4^o 3 pogones de pacage ;

Au paysan ayant quatre bœufs et une vache :

3^o 3 pogones de prairie ;

4^o 5 pogones de pacage.

La grande réforme consiste donc à DOUBLER L'ÉTENDUE DE PACAGE donnée à chaque paysan, puisque le Règlement valaque ne prévoyait que 1/2 pogone de pacage par bête de somme. Le reste ne change rien.

Pour le bois, le § 4 de l'article 140 modifié dit seulement :

« Sur les propriétés où il y aura des bois, le propriétaire donnera aux paysans le droit de prendre du bois sec et de couper dans les taillis le bois de chauffage qui lui est nécessaire ». Le Règlement Organique plus vague sur ce chapitre, laissait aux paysans toute liberté de choisir dans les forêts leur bois de chauffage. Mais il était nécessaire de mettre fin à certains abus.

Si le paysan veut disposer d'une étendue de terre plus grande que celle qui est prévue ci-dessus *« et qui est suffisante pour ses besoins, cette terre est pour lui un moyen de spéculation »* ; il doit donc conclure à ce sujet avec le propriétaire un arrangement de gré à gré. Pas plus que le Règlement Organique, la loi de 1851 ne réglemente ces contrats. Pour faciliter le contrôle fiscal, elle se contente de dire que ces contrats se feront dans le cours de la 4^e année de chaque période de recensement (§ 6) et de prévoir une révision des charges si la situation du fermier change notablement au cours de leur exécution :

« § 13. Le paysan dont la situation (appréciable surtout d'après le nombre de têtes de bétail) souffrira considérablement pendant cette période d'un événement imprévu et indépendant de sa volonté, comme mortalité, dotation, paiement de dettes contractuelles, et autres éventualités semblables, si bien qu'il ne pourrait plus travailler tout ou partie de la terre affermée, sera dispensé de la somme due pour la quantité de terre qu'il sera contraint d'abandonner.

§ 14. Le paysan qui tombera dans une telle circonstance est tenu

de la porter à la connaissance du propriétaire trois mois au moins avant le mois de mars ; il lui est rappelé qu'il devra payer régulièrement jusqu'à ce qu'il aura rempli cette formalité.

§ 15. *Le paysan qui demandera une modification de ce contrat dans ce sens est tenu de prouver que la diminution de son bétail a été vraiment la cause de ladite demande ; la déclaration doit se faire par écrit et par l'intermédiaire de l'administration communale » (1).*

Voyons maintenant quelles sont les charges du paysan.

ART. 141. — § 1. *« Le paysan qui jouira des dispositions ci-dessus indiquées fournira légalement au propriétaire comme loyer 22 JOURS de travail par an, avec un ou deux bœufs, suivant le nombre [de bêtes] qu'il possèdera et pour la nourriture desquelles il recevra l'étendue de terre nécessaire.*

Si le paysan n'a pas de bétail et s'il jouit de l'étendue de terre indiquée par le Règlement pour sa catégorie, il travaillera pendant ces jours avec ses bras ».

Ces 22 jours de corvée seront disposés ainsi : 7 le printemps, 8 l'été et 7 l'automne (§ 3).

Le § 10 supprime toutes les autres corvées : transport de bois, jours de labourage et service domestique.

Rappelons que le Règlement valaque avait fixé à 12 le nombre de jours de corvée, mais il y ajoutait 1 jour de labourage et 1 jour environ consacré au transport du bois. Celui qui n'avait pas de bœufs devait remplacer ces deux dernières corvées par 6 jours de travail à bras, ce qui élevait pour lui le nombre de jours de corvée à 18. D'autre part, les villages devaient fournir 4 hommes sur cent pour le service domestique permanent à la résidence du boïar : calculée sur 365 jours, cette dernière charge équivalait à plus de 14 jours de corvée supplémentaire pour chacun des habitants du village. L'homme qui n'avait que ses bras fournissait donc, en réalité, 32 jours de corvée. Avec le nouveau règlement, il gagne 10 jours.

L'évaluation du travail à fournir pendant les jours de corvée

(1) A. L., 702.

est légèrement modifiée. Pour le fauchage, bien que l'évaluation de la journée de travail, en vertu du Règlement Organique, ne fût nullement exagérée (19 perches), on réduit le chiffre à 12.

La loi de 1851 prévoit, en outre, la suppression de quelques abus :

ART. 142, XIV. — § 4. « *Les paysans ne seront pas astreints à battre le blé et les autres produits de même nature, appartenant au propriétaire, avec leurs bêtes ; ce travail le propriétaire l'accomplira avec ses bêtes à lui, ou par accord de gré à gré* ».

§ 4. « *Le propriétaire ne pourra jamais envoyer ses paysans travailler dans une autre propriété pour le compte d'un autre, ni recevoir pour cela de l'argent ou toute autre rémunération* ».

§ 5. « *Le propriétaire peut envoyer les paysans travailler sur d'autres propriétés que celle où ils habitent, mais jamais à plus de 6 heures de route*.

§ 6. « *Le propriétaire qui emploiera ses paysans sur une autre propriété que celle où ils habitent leur comptera un jour pour l'aller et le retour si la distance entre cette propriété et leur résidence est de moins de 2 heures 1/2, et deux jours si elle excède 2 heures 1/2* » (1).

Enfin, le propriétaire, s'il n'a pas besoin de la corvée réglementaire, peut encore la remplacer par une somme d'argent, le prix du rachat de la journée de travail étant fixé pour 5 ans suivant le mode prévu par le Règlement ; mais il est entendu qu'une distinction sera faite entre les propriétés de montagnes et les propriétés de plaines.

La dîme est conservée dans les mêmes conditions qu'autrefois, mais il est admis (art. 140, § 2 A.) qu'elle ne s'applique pas au jardin potager qui est prévu à côté de la maison du paysan.

La loi de 1851 organise aussi les *communes rurales*. Elle prévoit (art. 143) que chaque village aura un conseil municipal composé du maire (*pîrcălab*), d'un fondé de pouvoir du propriétaire et de

(1) A. L., 706. Je traduis les articles car l'interprétation qu'en donne Radu Rosetti (II, 204) n'est pas très exacte. Quant à Xenopol (*Istoria Romînilor*, XII, 128) il se trompe complètement quand il parle de la diminution de la journée de travail : son tableau des obligations prescrites par le règlement Org. est copié sur le texte primitif et non sur le texte définitif dressé à la suite de la révision demandée par K sseleff et qui seul a été appliqué.

« députés » des villageois à raison de 2 si le nombre des familles ne dépasse pas cent, de 4 s'il excède ce chiffre. Le maire et les « députés » (appelons-les plutôt *conseillers municipaux*) sont élus par les paysans pour un an parmi ceux qui ont 4 bœufs, buffles ou chevaux, ou, à défaut de candidat de cette classe, parmi ceux qui possèdent 2 têtes de bétail.

Ce conseil municipal a les attributions suivantes : Il s'occupe des magasins de réserve, gère la caisse municipale, lève la capitation (dont il est responsable), les recrues et les gardes, assure l'exécution des ordres du gouvernement, veille à la stricte exécution des lois agraires et des contrats, instruit tous les différents entre propriétaires et paysans. Les fonctionnaires doivent s'adresser à lui pour toute affaire intéressant la vie rurale, et le conseil ne tiendra compte que des demandes qui lui seront faites par écrit. Pour toute cause criminelle ou correctionnelle, le représentant du gouvernement doit se rendre en personne au village pour prendre, sur sa responsabilité, les mesures nécessaires.

Le maire continuera d'être rémunéré. En outre, maire et conseillers municipaux seront dispensés de corvée pendant la durée de leur mandat. Cette dispense doit être considérée comme une juste indemnité pour compenser une charge assez lourde. Ils ne peuvent être élus deux ans de suite.

C'est une intéressante tentative pour décentraliser un peu l'administration et pour amener les paysans à s'occuper de leurs propres affaires. Elle n'est pas absolument nouvelle, car le *pîrcălab* a toujours existé, mais la nouvelle loi donne au maire et à son conseil une autorité plus grande vis-à-vis du propriétaire et de l'administration. Elle permet à l'opinion publique de se manifester dans une certaine mesure et elle donne aux abus une publicité de nature à faire réfléchir ceux qui sont susceptibles d'en commettre.

Reste la question du *droit de migration*.

L'article 144 commence par une déclaration de principe : « *De même que le paysan est complètement maître de lui-même et de son avoir, de même le propriétaire est maître de sa terre* ». Nouvelle affirmation du droit de propriété absolue du boïar. Elle entraîne cepen-

dant la conséquence suivante : « § 1. *Libre est le paysan de se déplacer et d'établir son habitation et son travail au moment et au lieu où il le jugera bon* » (1). Mais ce droit a sa contre-partie ; il enlève au paysan la sécurité de son établissement : « § 2. *Libre est le propriétaire d'utiliser sa propriété comme il le jugerait bon et d'y laisser ou d'en expulser autant de paysans qu'il voudra* ».

D'autre part, le déplacement du paysan est soumis à une réglementation si sévère qu'il restera, en fait, à peu près impossible. Pour permettre à l'Etat d'exercer un contrôle plus facile en ce qui concerne la capitation, le recrutement, l'ordre public et surtout la délimitation des villages, les paysans ne pourront quitter une propriété, que ce soit de leur bon gré ou sur la demande du propriétaire, qu'à la fin de chaque période quinquennale fixée par le service de recrutement (§ 4). Celui qui prend l'initiative de la mutation doit prévenir un an à l'avance l'administration du village et la préfecture, laquelle transmet la requête au ministère de l'Intérieur (§ 5). Le propriétaire et le paysan doivent régler leurs comptes avant de se séparer. Le paysan qui s'établit dans une nouvelle propriété doit le faire avant le passage de la Commission de recensement (§ 6). Je cite textuellement la suite :

« § 7. *Le paysan qui fera l'acquisition d'une propriété pour son propre compte a la permission de changer de résidence sans tenir compte de l'époque indiquée, mais :*

a) *Après l'avoir fait connaître un an à l'avance au propriétaire de la propriété sur laquelle il se trouve ;*

b) *Après s'être acquitté envers lui de toutes ses dettes, qu'elles soient la conséquence des dispositions ordinaires du Règlement ou celle de conventions particulières ou de contrats qu'il aura conclu avec lui ;*

c) *Après avoir garanti au fisc le paiement de la capitation pour toutes les années qui s'écouleront jusqu'au nouveau recensement ;*

d) *Après avoir payé à la caisse municipale les 3 lei par an qui lui sont dûs jusqu'au nouveau recensement ;*

(1) A. L., 708.

§ 8. *Le paysan qui, par mauvaise volonté, ou pour toute autre cause, ne remplira pas ces conditions n'aura pas le droit de se déplacer.*

§ 9. *Les paysans peuvent se déplacer au terme ci-dessus indiqué en tel nombre qu'ils voudront ; même le village entier peut se déplacer ; mais un propriétaire n'est pas autorisé à recevoir sur sa propriété plus de 12 familles à la fois provenant d'un seul et même village.*

§ 10. *Le propriétaire qui contreviendra à ces dispositions sera tenu de ramener ces paysans sans délai, à ses frais, jusqu'à leur village où, étant inscrits par la Commission du recensement sur le registre municipal, ils resteront jusqu'à la période suivante de recensement.*

§ 11. *Quand le déplacement se fera par la volonté et sur la demande du propriétaire, alors les émigrants pourront s'établir tous ensemble sur une seule et même propriété.*

§ 12. *Le propriétaire qui voudra éloigner de sa propriété quelques paysans indociles et qui répandent le désordre et l'insubordination dans le village, sera tenu, après qu'il aura rempli les dispositions 5 et 6 de cet article, de dédommager ces paysans des plantations qu'ils pourront avoir faites, comme pruniers, etc. (1).*

§ 13. *Le paysan célibataire et non inscrit sur le registre municipal, lorsqu'il se marie, est libre de choisir son domicile et de s'inscrire où il voudra. Là, il paiera la taxe fixée pour sa catégorie par l'art. 105, § 3 du Règlement ».*

Le Règlement Organique, en ce qui concerne le déplacement des paysans, est donc précisé et rendu plus sévère. L'intérêt du fisc est évidemment d'éviter une fluidité trop grande de la population. Mais n'est-on pas étonné par le soin que prend le gouvernement d'empêcher l'accession du paysan à la propriété ? Car il est clair que les dispositions du § 7 rendent à peu près impossible l'achat d'une terre par un corvéable travailleur et économe : Après en avoir acquitté le prix, il lui faudra attendre une année avant

(1) L'article ne parle pas des ensemencements, ni même de la maison. Le paysan pourra évidemment essayer de vendre cette dernière, mais le terrain bâti lui appartient-il ? La loi ne s'intéresse qu'aux plantations de pruniers car le propriétaire, qui fabrique l'acool de prune (tsuica) pourrait être tenté d'accaparer par des expulsions les plantations de certains de ses paysans si elles sont importantes.

de pouvoir s'y établir et, dans cet intervalle, payer d'avance ses dettes, ses impôts d'Etat, ses impôts municipaux et garantir le paiement des impôts qu'il aurait dû payer jusqu'à la fin de la période du recensement. Cette dernière garantie surtout est monstrueuse puisque le nouveau propriétaire restera taxé comme paysan corvéable, sans échapper probablement aux impôts qui vont peser sur le lopin de terre dont il a fait l'emplette. L'article n'indique pas d'ailleurs en quoi consiste cette « garantie ». Est-ce une hypothèque légale sur la terre nouvellement acquise ? Le législateur fait vraiment tout ce qu'il peut pour empêcher la création de la petite propriété et pour l'étouffer si elle se constitue malgré lui.

D. — La loi de 1851 en Moldavie

En Moldavie, l'influence des idées généreuses de Grégoire Ghica se fait sentir dans le texte de la nouvelle loi. L'article 1^{er} dit que « *Le propriétaire est tenu de donner une terre de subsistance aux villageois établis sur sa propriété* » (1) et l'article 16 stipule que, dans les villages où l'espace est exigü et où le propriétaire n'aura pas assez de terre pour donner à ses paysans les lots prévus par le Règlement, la propriété sera divisée en trois parties, l'une d'elles restant au maître, les deux autres étant distribués suivant les proportions réglementaires entre les habitants. Ces deux articles semblent reconnaître aux paysans un droit qui leur est refusé avec insistance par la loi valaque.

La nouvelle loi augmente de 3.580 mc. l'étendue du pâturage (2), et supprime la *dîme*, excepté pour les vergers et les vignes (3).

Le chapitre des *corvées* subit quelques modifications : Le nombre de jours reste théoriquement fixé à 12, mais on préfère indiquer en bloc la tâche que doit accomplir dans le cours de l'année chaque corvéable :

a) Le paysan qui a 2 beufs ou 2 chevaux doit labourer, semer

(1) A. L., I (1), 536.

(2) Art. 13, A. L., 539.

(3) Art. 5, A. L., 537.

et herser 28 prăjini de terre défrichée, ou 18 prăjini de terre en friches. La tâche est double pour celui qui a 4 bœufs ou 4 chevaux ;

b) Tout paysan doit sarcler, récolter et transporter au grenier 42 prăjini de maïs ;

c) Couper 56 prăjini de blé, ou en masser 70 prăjini, les transporter à l'aire et les mettre en meule ;

d) Faucher 1 falche (80 prăjini) de foin, les ramasser et les mettre en meule, avec le matériel du propriétaire.

Ces trois dernières tâches concernent tous les paysans, qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas de bêtes de somme (1).

L'article 7 introduit dans la loi une certaine souplesse d'interprétation au profit du propriétaire. Si celui-ci n'a pas besoin de l'un des travaux ci-dessus indiqués, il peut exiger en échange un autre travail, en se fondant sur un tableau d'analogies ainsi fixé : 12 prăjini de labourage en terre défrichée = 9 prăjini en terre en friches = 12 prăjini de binage = 16 prăjini de moisson = 20 prăjini de fauchage ; étant entendu qu'il ne pourra transformer de cette manière que le quart de l'un des travaux prévus, et qu'il ne pourra augmenter en aucun cas le binage.

On conserve, mais seulement pour les paysans qui ont 2 ou 4 bœufs, les corvées de transport et les corvées de bois (art. 8). On fixe enfin à 4 le nombre des jours à travaux indéterminés (*zilele proaste*) dûs par tous : réparation des moulins, des bâtiments, construction de toits de paille ou de roseaux, confection de parcs à bestiaux, battage du maïs, etc., à l'exclusion des travaux des champs (2).

Si le propriétaire ne peut donner aux villageois la quantité de terre réglementaire, ceux qui ne voudront pas consentir à une diminution des superficies qui leur reviennent légalement, pourront émigrer (art. 9). Dans ce cas, ils seront autorisés à vendre aux autres paysans du même domaine leurs plantations ; le pro-

(1) Art. 3, A. L., 536.

(2) D'après le Règlement organique les paysans sans bœufs devaient remplacer les corvées de transport par 4 jours à travaux indéterminés. La nouvelle loi prévoit pour eux un allègement qui n'est pas négligeable

priétaire aura seulement un droit de préemption à la vente. Quant à leurs maisons, ils peuvent les emporter s'ils le veulent. Ne rions pas de cet article : en Roumanie, ce n'est pas toujours impossible (art. 18).

Le déplacement des paysans est légèrement facilité : Celui qui veut s'établir sur une autre propriété doit, 6 mois avant le 23 avril, envoyer une demande au sous-préfet, qui a la charge de prévenir le propriétaire. En outre, il doit s'acquitter envers le propriétaire de toutes ses dettes et de toutes ses obligations envers la commune. Sa maison et toutes ses plantations restent au propriétaire. (art. 19). Les obligations envers l'Etat ne sont dues que jusqu'au moment de son départ ; elles sont reportées ensuite à sa nouvelle résidence, ce qui prouve que l'opération n'était pas si compliquée et que les clauses les plus inhumaines de la loi valaque n'étaient nullement indispensables. La commune qui reçoit un fugitif doit, s'il n'a pas accompli ses obligations, le ramener à son ancien domicile dans le délai d'un mois. Passé ce délai, elle paiera le montant de ses obligations. Passé un an, nul recours ne peut être exercé vis-à-vis du fugitif ou vis-à-vis de la commune (art. 21.)

Enfin, l'article 39 stipule que, à l'avenir, les contrats qui char-geraient le paysan plus lourdement que la loi ne le prévoit seront considérés comme nuls.

Rien ne fut changé à la loi de 1844 concernant les travailleurs de la région des montagnes.

E. — Critique de la législation de 1851

Ces lois ont généralement été accueillies en Roumanie par des commentaires défavorables provenant aussi bien du parti des boïars que du parti des révolutionnaires de 1848. Ion Ghica critique avec une ironie amère les rapports des commissions ; sur la foi d'informations peu précises, il prête aux gouvernements de Moldavie et de Valachie l'intention de pressurer un peu plus le paysan sous prétexte « *qu'il est l'homme le plus heureux de la terre, en ce*

qu'il est infiniment moins vexé que les paysans des pays voisins », de supprimer les arrangements amiables, de restreindre la faculté de déplacement (1). Il écrit à I. Filipescu, le 11 février 1850 : « Les commissions pour la révision des règlements ne font rien de bon ; au sujet des paysans, on veut faire 20 journées de claca et empêcher toute transaction, afin d'éviter le mauvais exemple que pourraient donner quelques propriétaires en faisant des concessions » (2). Et, le 25 février : « Voici en substance la nouvelle loi proposée par la Commission valaque : ...Le paysan, en change de la terre qu'il reçoit : 1^o travaillera 20 jours au propriétaire, et il sera tenu de travailler à la tâche 2 pogones par an, pendant lesdits 20 jours ; 2^o donnera la double dîme de tous les produits obtenus sur la terre que lui accorde le propriétaire. Tout compte fait, le paysan se trouve surchargé et la terre renchérie de 25 % ; je vous enverrai prochainement un petit travail que j'ai rédigé sur la question ; vous en jugerez.

En Moldavie, la Commission, par une longue dissertation, trouve que le paysan possède la terre à trop bon marché ; et s'il est malheureux, il ne le doit qu'aux abus de l'administration ; elle finit par proposer l'abolition de la dîme. C'est quelque chose, si ce n'est pas beaucoup » (3). Mais I. Ghica, qui se trouve à ce moment-là à Constantinople, est bien mal informé. « Un valaque », qui est probablement Ganesco, accuse Știrbei d'avoir facilité les déplacements de paysans parce qu'il désire augmenter sa fortune en les attirant sur ses propriétés personnelles. Quelques lignes plus bas cependant il accuse ce même Știrbei de faire peser sur ses paysans des charges beaucoup plus lourdes que celles imposées par les autres propriétaires (4). Cette contradiction prouve assez la mauvaise foi de l'auteur.

Un peu plus tard, Golesco dénonce l'aggravation du sort du

(1) G. CHAINOI (pseudonyme de Ion Ghica) : *Dernière occupation des principautés danubiennes par la Russie*, Paris 1853, 8°, p. 120, sur le rapport valaque, p. 121 sur le rapport moldave.

(2) ARICESCU (C. D.) : *Correspondința secretă... ale capilor revol. dela 1848*, p. 25.

(3) *Ibid.*, pp. 27-29.

(4) *Coup d'œil sur l'administration de la Valachie*, par un Valaque, Bruxelles, 1854, 8°, pp. 38-39.

paysan, en se fondant sur la multiplication apparente des jours de corvée en Valachie (1). Il s'indigne des facilités qui sont données aux propriétaires pour expulser autant de paysans qu'il leur plaît, et, au contraire, des multiples entraves qui sont mises aux migrations volontaires des corvéables. Mais Goleesco a lu un peu vite les lois de 1851 : Le recensement a lieu tous les 5 ans, et non tous les 7 ans, comme il le dit. Il n'est pas exact non plus que la loi Știrbei supprime l'indemnité accordée au paysan pour ses plantations au cas où c'est le propriétaire qui l'expulse de sa terre : la loi dit exactement le contraire (2). Ce plaidoyer en faveur d'une réforme agraire pourrait être plus équitable et plus précis.

Boreesco, juriste averti et critique subtil, fait un exposé plus sérieux des réformes de 1851. Lui aussi insiste sur la partialité du législateur qui empêche par des moyens draconiens le paysan roumain de quitter la terre d'un propriétaire qui l'opprime, tandis qu'il donne toute facilité à ce propriétaire pour l'expulser de son domaine (3).

Le meilleur plaidoyer en faveur de la réforme, nous le trouvons dans la correspondance de Barbu Știrbei. Voici ce qu'il écrit à l'ambassadeur russe Titoff et dans un mémoire à Nesselrode sur le projet de comité de révision : « *Ce travail, je le crois aussi bien fait que possible. Non seulement les redevances du paysan sont allégées, et l'étendue du terrain de vaine pâture doublée, mais la liberté de se déplacer et de s'établir à volonté sur la terre qui lui conviendrait le mieux sera un correctif à la loi, et surtout aux exigences onéreuses des fermiers et de quelques-uns des propriétaires pour les arrangements de gré à gré, qui étaient jusqu'ici imposés au villageois. Car celui-ci, empêché de se déplacer sur une autre propriété, ne pouvait profiter des avantages, quelque considérables qu'ils fussent, qu'il aurait pu obtenir ailleurs* » (4).

(1) GOLESCO : *De l'abolition du servage dans les principautés danubiennes* [Paris 1856], 8^e, p. 83.

(2) *Ibid.*, p. 37 n.

(3) B. BOERESCO : *La Roumanie après le traité de Paris...*, Paris, 1856, p. 131 sq.

(4) *Corespondența lui Știrbei Vodă*, p. 378 : Buc., le 13/25 avril 1850, Știrbei à Titoff ; et pp. 382-383, dans les mêmes termes, Știrbei au comte de Nesselrode, Buc., le 12/24 av. 1850.

Les représentants diplomatiques des grandes Puissances ont vu généralement la réforme d'un bon œil; tel le consul français à Bucarest qui en fit un éloge modéré dans un mémoire envoyé à son gouvernement (1).

La question étant fort compliquée, puisque des charges nouvelles sont compensées par des avantages ou inversement et puisque la législation en Moldavie et en Valachie devient de plus en plus différente, quels que soient les efforts accomplis par les deux princes pour essayer d'harmoniser leurs réformes, nous avons préféré dresser deux tableaux qui nous feront constater dans quelles directions ont été modifiées les prescriptions du Règlement Organique.

Ces tableaux ne nous permettent pas d'apprécier la différence des charges entre le paysan moldave et le paysan valaque puisque le système des prestations en travail n'est pas le même dans les deux pays. Le seul élément de comparaison peut être le fauchage, si l'on admet que la proportion de ce travail par rapport à l'ensemble des travaux agricoles est la même en Valachie et en Moldavie. Dans ce dernier pays, nous constatons que la proportion est de 1/3 environ. Le paysan moldave y consacre donc probablement 4 jours sur les 12 jours de corvée prévus; c'est-à-dire que la journée de travail consiste pour lui à faucher 14.320 mètres carrés : $4 = 3.580$ mètres carrés de prairie. Pour le paysan valaque, la journée de travail est désormais de 12 *prăjini*, c'est-à-dire de 2.508 mètres carrés. Le paysan moldave, si le reste est en proportion, serait donc un peu plus chargé que le valaque; mais il ne paye plus la dîme.

On pourrait se fonder aussi pour apprécier cette différence sur le temps de travail fourni par le paysan par rapport à l'étendue globale de terre qu'il reçoit dans chacune des deux Principautés. La tentative a déjà été faite (2), mais on ne peut discuter que sur la base des journées réelles de travail, et l'estimation de leur nombre

(1) ARCH. DU MIN. DES AFF. ETR. PARIS (Corr. pol. des consuls. Bucharest), t. 25, f. 67 sq.

(2) A. L., I (1), 621.

DROITS ET DEVOIRS DU PAYSAN EN MOLDAVIE (1)

CLASSE		TERRES QUI LUI SONT LAISSÉES				CHARGES DU PAYSAN (la dîme est supprimée en 1851)							
de.	PAYSAN	SUPERFICIE EN MÈTRES CARRÉS		EN JOURNÉES DE TRAVAIL A LA TÂCHE		TÂCHE ANNUELLE		Valeur en francs fauc- ons					
		NATURE	Règl. organ.	Après 1851	Différ. +	NATURE	Superficie en mètres carrés Règl. 1851 organ.		Diffé- rence				
Avec 4 bœufs													
	Terrain p ^r maison et jardin.	1.790	1.790	0		Jours avec 4 bœufs...	12	12	Labourage en terre défrichée	10.000	10.000	0	13,32
	Terrain de labour	21.483	21.483	0		Réparations	4	4	Défric. (semailles comprises)	6.440	6.440	0	5,704
	Prairie.....	28.640	28.640	0		Charroyages	4	4	Hersage.....	4.296	10.000	+5.704	+4,272
	Pâturage.....	25.060	28.640	3.580		Corvées de bois.....			Moissonnage du blé.....	5.728	10.000	+3.214	24
Avec 2 bœufs													
	Terrain p ^r maison et jardin.	1.790	1.790	0		Jours avec 2 bœufs..	12	12	Labourage en terre défrichée	5.000	5.000	0	6,66
	Terrain de labour	21.483	21.483	0		Réparations	4	4	Défric. (semailles comprises)	3.220	3.220	0	704
	Prairie.....	17.900	17.900	0		Charroyages	4	4	Hersage.....	4.296	5.000	+704	+4,272
	Pâturage	14.320	17.900	3.580		Corvées de bois.....			Moissonnage du blé.....	5.728	10.000	+3.214	24
Sans bœufs													
	Terrain p ^r maison et jardin.	1.790	1.790	0		Jours de travail à bras	12	12	Fauchage du foin	14.320	14.320	0	14,80
	Terrain de labour	21.483	21.483	0		Réparations	4	4	Charroyages	»	»	»	14,80
	Prairie.....	7.160	7.160	0		Charroyages			Corvées de bois.....	»	»	»	2,22
	Pâturage.....	3.580	7.160	3.580		4 jours simples.....	4	4	Réparations	»	»	»	7,40

(1) Pour la valeur en argent les évaluations différent; j'ai choisi, comme la plus digne de foi, celles du consulat français, indiquées dans le document des archives des Aff. Etr. que je viens de citer.

DROITS ET DEVOIRS DES PAYSANS EN VALACHIE

CLASSE du PAYSAN	TERRES QUI LUI SONT LAISSÉES				CHARGES DU PAYSAN (non comprise la dime, qui est conservée, et celles qui résultent des monopoles)			
	QUANTITÉS EN MÈTRES CARRÉS				JOURNÉES DE TRAVAIL (FICTIVES)			
	NATURE	d'après le Règl. organ.	Après 1851	Différ. +	NATURE	Nombre Rég. org.	Nombre 1851	NATURE
Avec 4 bœufs et 1 vache	Pour maison et jardin	1.548	1.548	0	Jours avec 4 bœufs .	12	22	Labourage en terre défrichée.
	Terre de labour	15.036	15.036	0	Jour de labour.....	1	»	Labourage en terre en friches
	Prairie.....	15.036	15.036	0	Transport de bois ...	1	»	Hersage.....
	Pâtûre	12.530	25.060	12.530	Service domestique..	14	»	Semailles à la volée.....
								Semailles en lignes.....
Avec 2 bœufs et 1 vache	Pour maison et jardin	1.548	1.548	0	Jours avec 2 bœufs .	12	22	Semailles au pied
	Terre de labour	15.036	15.036	0	Jour de labour	1	»	Fauchage moisson.....
	Prairie.....	8.983	8.983	0	Transport du bois....	1	»	Fauchage du foin
	Pâtûre	7.518	15.036	7.518	Service domestique..	14	»	Travail du maïs.....
Sans bœufs	Pour maison et jardin	1.458	1.548	0	Jours de trav. à bras	12	22	Même travail que par le
	Terre de labour	15.036	15.036	0	Remplacement des			paysan de la classe précé-
	Prairie.....	3.035	3.035	0	corvées de labour et			dente maïs effectué avec
	Pâtûre	2.506	5.012	2.506	de transport.....	6	»	le matériel du propriétaire.
					Service domestique..	14	»	
								Labourage en terre défrichée.
								Labourage en terre en friches
								Hersage.....
								Semailles à la volée.....
								Semailles en lignes.....
								Semailles au pied
								Fauchage moisson.....
								Fauchage du foin
								Travail du maïs.....
								Labourage en terre défrichée.
								Labourage en terre en friches
								Hersage.....
								Semailles à la volée.....
								Semailles en lignes.....
								Semailles au pied
								Fauchage de moisson.....
								Fauchage du foin
								Travail du maïs.....
								Même travail que par le
								paysan de la classe précé-
								dente maïs effectué avec
								le matériel du propriétaire.

diffère selon les auteurs, si bien qu'il y a dans ce calcul une telle part d'hypothèse qu'il ne mérite pas grand crédit (1).

Ce que nous pouvons apprécier avec plus de certitude, c'est l'allègement des charges qui résulte du nouveau règlement. Nous le saisissons mieux en Valachie où il peut être chiffré par des superficies de terrain travaillé. En *Moldavie*, pour établir une table de comparaison, nous avons dû supposer que, sous le régime du Règlement Organique, le paysan pourvu de bœufs avait ses corvées ainsi distribuées, en moyenne : 2 jours de labourage (avec semailles), 2 jours de hersage, 2 jours de moisson, 2 jours de travaux consacrés au maïs et 4 jours de fenaison ; pour le paysan sans bœufs, nous avons admis 4 jours de moisson, 5 jours de travaux pour le maïs et 4 jours de fenaison.

D'après ce tableau, nous constatons que, en *Moldavie*, le paysan qui a 4 ou 2 bœufs, s'il voit diminuer d'un peu plus de 1/10^e la corvée de hersage, voit augmenter des 2/5^e la corvée de moisson et le travail du maïs dans la proportion de 5 à 2. C'est payer cher les 3.580 mètres carrés de pâture qu'il recevra en plus. Il est vrai que tous les paysans étaient dispensés de la confection des séchoirs (*coșere*), mais comme il s'agit de grands greniers permanents en

(1) Le système que j'ai employé pour dresser ce tableau comparatif, bien qu'il comporte lui aussi sa partie conjecturale, aboutit, je crois, à un tableau plus exact et plus clair que celui qui a été dressé par Radu Rosetti (II, 97). L'éminent historien, qui était en même temps agriculteur, a converti en jours de travail les superficies prévues par la loi de 1851, et les a mis en regard des jours *réels* de travail exigés, selon lui, par le Règlement organique. Il aboutit au tableau suivant :

RÈGLEMENT ORGANIQUE	ORDONNANCE DE GRÉGOIRE GHICA
Le paysan qui possède 4 bœufs fournit :	
8 jours avec attelage à 4 bœufs ;	8 jours avec attelage à 4 bœufs ;
11 jours avec attelage à 2 bœufs ;	11 jours 1/2 avec attelage à 2 bœufs ;
37 jours de travail à bras ;	42 jours à bras ;
Le paysan qui possède 2 bœufs fournit :	
21 jours avec attelage à 2 bœufs ;	21 jours 1/2 avec attelage à 2 bœufs ;
37 jours de travail à bras ;	42 jours à bras ;
Le paysan sans bœufs fournit :	
6 jours avec attelage à 2 bœufs ;	6 jours avec attelage à 2 bœufs ;
54 jours à bras.	46 jours à bras.

Cet inventaire montre aussi l'augmentation des charges du paysan de la 1^{re} et de la 2^e classe, et l'allègement de celles du paysan sans bétail ; mais il a l'inconvénient d'être fondé sur des évaluations personnelles des deux côtés du tableau.

bois qui, une fois construits, peuvent durer longtemps, il est bien probable qu'il n'y en avait plus guère à édifier, et l'avantage est illusoire. La suppression de la dîme pour tous les paysans est une réforme plus importante.

Le paysan sans bœufs bénéficie d'allègements assez considérables. Il gagne 4 jours simples de corvée par an et, si le travail du maïs devient un peu plus lourd, la corvée de moisson est diminuée pour lui de plus de 1/3.

Nous avons des rapports de préfets qui nous permettent d'évaluer en lei les allègements et les aggravations de charges (1). Ils donnent des chiffres très différents les uns des autres (il arrive même que les évaluations changent du tout au tout dans les deux rapports d'un même préfet) ; la confection des séchoirs est évaluée à 5 lei 3 dans le département de Botoșani et à 28 lei 20 dans celui de Dorohoi ; l'augmentation de la superficie de la pâture est comptée pour 4 lei 20 à Fălciu et pour 10 lei 33 à Tutova ; les 4 jours simples valent 6 lei à Dorohoi et à Suceava, 10 lei dans 5 autres départements. Si nous considérons les totaux, les chiffres les plus bas sont fournis par le préfet de Botoșani, qui compte un allègement de 18 lei 18 pour le paysan sans bœufs et de 10 lei 18 pour le paysan qui a des bœufs ; les chiffres les plus élevés par ceux de Neamțu (42,20 et 32,10) et de Dorohoi (40,20 et 34,30). La moyenne générale donne un allègement d'environ 30 lei pour le paysan sans bœufs et de 22 lei pour le paysan qui a 2 ou 4 bœufs.

La suppression de la dîme est beaucoup plus importante. Nous avons malheureusement sur elle peu d'informations précises. Radu Rosetti évaluait cette charge à 72 lei pour les paysans de la classe supérieure, à 57 pour les paysans moyens et à 42 pour ceux de la classe inférieure (2).

Le même auteur chiffre à 15 lei l'augmentation du travail exigé des corvéables des deux classes supérieures.

Voici donc, d'après ces évaluations, la valeur en argent

(1) Aux archives de l'Etat à Iassi, publiés dans A. L., I (1), pp. 555 à 577.

(2) R. R., II, 98.

des modifications apportées en 1851 au Règlement Organique :

CLASSE DU PAYSAN	CHARGES NOUVELLES	DÉGRÈVEMENTS	DIFFÉ- RENCE	
			+	—
Paysan ayant 4 bœufs.	Augmentation des superficies cultivées... lei 15	Augmentation de la pâture, grenier, etc.. 30 Dîme 72 TOTAL 112		97
Paysan ayant 2 bœufs.	Augmentation des superficies cultivées... lei 15	Augmentation de la pâture, grenier, etc.. 30 Dîme 57 TOTAL 87		72
Paysan sans bœufs...		Diminution sur la mois- son et suppression des jours simples 22 Dîme 42 TOTAL 64		64

Réserve faite de ce que nous avons dit sur la valeur relative de ces chiffres, nous voyons par ce tableau que, dans l'ensemble, les paysans de toutes les classes, en Moldavie, ont été assez sérieusement dégrévés par l'ordonnance de Grégoire Ghica. Il faut ajouter que les facilités plus grandes données au paysan qui désirait se déplacer pouvaient être un correctif aux abus les plus criants.

Pour la *Valachie*, le tableau est plus facile à consulter. Nous y voyons que le paysan bénéficie à la fois d'un accroissement de la surface de pâture, accroissement qui est de 7.518 mètres carrés pour les deux classes inférieures et 12.530 pour la classe supérieure, et d'une réduction des corvées : réduction de 836 mètres carrés pour la journée de fenaison et diminution du nombre des jours (en théorie 8 jours de moins pour les classes supérieures, 19 jours pour le paysan sans bœufs).

Il est vrai que les 14 jours de service domestique étaient en parti compensés en vertu du Règlement Organique par certains avantages pécuniaires et qu'ils n'enlevaient pas, en réalité, les chefs de famille à leur travail ; car la loi disait seulement que les villages

devaient fournir 4 hommes sur 100 familles pour le service personnel du propriétaire, et on choisissait pour cette fonction, qui durait toute l'année, des jeunes gens célibataires et, par conséquent, non pourvus de terre. D'autre part, les « jours simples » ne sont pas équivalents aux journées à tâche réglementée. Il n'est donc pas possible de chiffrer avec précision, comme le font abusivement certains auteurs, le nombre de journées gagnées par les paysans en vertu de l'ordonnance de Barbu Știrbei. En réalité, la diminution de ces jours de corvée fut à peine sensible.

Il faut reconnaître toutefois que Barbu Știrbei a fait un effort pour adoucir le sort du paysan valaque sans toucher aux principes et aux dispositions essentielles du Règlement Organique qui était en partie son œuvre et qu'il n'aurait jamais consenti à abolir. L'augmentation du pâturage rend plus facile la vie du pauvre éleveur de bœufs et surtout de moutons et de chèvres. Les pâtures sont d'ailleurs meilleures en Valachie qu'en Moldavie où les boïars s'arrangent pour laisser aux vilains des terres marécageuses ou des landes sans valeur (1). Pour les terres que le paysan voudra affermer, la loi nouvelle donne des garanties nouvelles. Il est seulement fâcheux que le gouvernement ait exercé une sévérité implacable à l'égard des malheureux travailleurs qui avaient la tentation de fuir un oppresseur pour chercher dans un autre village un propriétaire libéral et généreux.

F. — L'application des réformes sociales

Comme toute réforme partielle, les lois de 1851 allaient provoquer des colères du côté des propriétaires astreints à faire quelques concessions et des déceptions dans la classe moyenne qui s'attendait à des mesures plus radicales. Craignant des désordres, et tout au moins des difficultés économiques résultant de l'application en cours d'année des nouvelles lois sociales, Barbu Știrbei, avec l'assentiment du général Duhamel, décida de ménager une période

(1) A. L., I (1), 22.

de transition et de n'appliquer son ordonnance qu'en 1852. Grégoire Ghica était partisan au contraire d'une application immédiate. Il écrivait, le 25 janvier 1851, à son collègue de Valachie :

« L'application du nouveau régime est sans doute destinée à amener une perturbation dans les intérêts des propriétaires ; néanmoins, la transition plus importante opérée par le Règlement Organique n'a été assujétie dans le temps à aucun délai, sans que cela ait produit de graves inconvénients. De plus, une considération majeure vient compliquer pour la Moldavie l'état de la question. La combinaison du nouveau régime avec la perception d'une demi-dîme destinée à combler le déficit des finances ne saurait permettre un ajournement de nature à déjouer de nouveau les calculs qui ont servi de base tant au règlement des comptes qu'à l'emprunt contracté en Valachie à terme fixe. Une seconde considération commune aux deux Principautés est que les propriétés des monastères étrangers, qui forment en Moldavie plus que la cinquième part du total des propriétés foncières, vont être nécessairement affermées dans le courant du printemps prochain. Or, si l'application du nouveau régime ne date que de l'année 1852, tous ces contrats seraient à refaire, ou bien, en présence des embarras qui en surgiraient, l'adjudication des susdites fermes serait à recommencer. Il faut enfin avoir en vue que le soulagement qui va être opéré dans les obligations des villageois ne manquera pas, quelque équitable et nécessaire qu'il soit, d'indisposer fortement les propriétaires et de produire des rumeurs qui fourniront un aliment à l'intrigue et à la malveillance. Dans ce cas, plus l'application de la nouvelle mesure sera prompte, plus le gouvernement s'épargnera d'embarras et de complications » (1).

A quoi Știrbei répliqua :

« Les observations de V. A. S. sont, certes, d'un très grand poids et très judicieuses ; toutefois, la gravité des inconvénients et des difficultés qui résulteraient pour la Valachie, où toutes les terres se donnent à ferme, de la brusque application, sans transition aucune,

(1) *Corespondența lui Știrbei Vodă*, pp. 41-42.

des nouvelles modifications apportées aux rapports entre propriétaires et cultivateurs, me fait une loi de rassurer les intérêts réciproques, qui pourraient se croire menacés par là, et de prévenir une foule de plaintes et de difficultés, en donnant un terme d'une année pour la mise en vigueur de la nouvelle loi ; ce que je me propose de faire publier simultanément à la prochaine promulgation. Je conviens que, pour la Moldavie, ces inconvénients sont beaucoup moins sérieux, la plus grande partie des propriétaires faisant valoir leurs terres eux-mêmes, mais je n'en suis pas moins convaincu que le mécontentement de ces propriétaires serait beaucoup plus fort si on mettait en exécution le nouveau régime immédiatement, sans leur donner un délai suffisant pour s'y préparer » (1).

La loi fut appliquée en Moldavie dès le printemps, mais la démarche de G. Ghica n'a pas été vaine puisque, en Valachie, nous constatons qu'elle commença d'être mise en vigueur dès le mois de juillet 1851.

Les délais que réclamait Barbu Știrbei furent considérés comme la preuve de sa mauvaise volonté. Il n'en était rien cependant. Si ce prince voulait retarder un peu la mise en application de son ordonnance, il n'avait pas du tout l'intention d'en annuler l'effet. Il a consacré l'année 1851 à préparer le terrain et à rédiger des instructions à l'usage des propriétaires et des autorités locales. La plus importante est celle du 26 juin (2). Elle ordonne aux propriétaires :

1^o *De s'entendre avec les paysans pour faire mesurer et répartir sans retard les terrains qui seront donnés à chacun d'eux ;*

2^o *De remplir des formules distribuées par l'administration, où seront indiquées en détail les terres données à chaque paysan : d'une part, suivant les dispositions réglementaires ; d'autre part, suivant les arrangements conclus de gré à gré. Ces formules, signées par les deux parties, seront remplies à trois exemplaires, l'un restant au propriétaire, l'autre au paysan, le troisième à l'administration du*

(1) *Ibid.* (Știrbei à G. Ghica, Buc., 30 janv./11 fév. 1851), pp. 43-44.

(2) Circulara departamentului din năuntru către cărmuitori. A. L., I (1), 719 sq.

village. Ce dernier exemplaire doit être examiné par la Commission de recensement, à son passage ;

3^o Pour chaque jour de corvée effectué, le paysan recevra un billet imprimé par les soins de l'administration. Le billet, fort commode pour le travailleur qui ne sait pas lire, porte le dessin de 4 bœufs, de 2 bœufs ou d'une main pour indiquer que le travail a été accompli avec 4 ou 2 bêtes de somme, ou à bras. Chaque année, à la Saint Georges et à la Saint Demètre, le corvéable remettra ses billets et recevra un certificat pour solde de tout compte ;

4^o Sur les papiers, il est interdit d'inscrire une somme de travail plus grande que celle qui est prévue pour le Règlement pour le paysan qui reçoit toute la terre réglementaire ou pour celui qui, faute de place, en reçoit moins. Supplément de précaution qui nous paraît bien inutile, mais dont l'ancienne Roumanie faisait un large usage, car elle n'était que trop habituée à l'inobservance des lois !

5^o Le propriétaire et le paysan peuvent conclure librement des conventions de gré à gré si tous deux y trouvent leur intérêt ; mais ces conventions seront examinées par la commission de recensement qui, si elle juge qu'une des parties est dupée et que l'esprit de la loi n'a pas été observé, peut casser les contrats.

Il y a, dans cette circulaire, l'empreinte d'un sens administratif remarquable et d'une saine méfiance. Elle prouve la bonne foi du prince Știrbei.

Celui-ci, d'ailleurs, fit ce qui était en son pouvoir pour faire respecter la loi et pour surveiller la loyauté des transactions. Il convoqua à Bucarest le métropolitain, les évêques et les égoumènes des monastères pour leur communiquer son ordonnance et pour les prier de veiller à son exécution stricte et sincère. Il fit de fréquentes tournées dans son Etat et ne perdit pas une occasion de faire appel à l'esprit de conciliation, montrant que la bonne foi de toutes les classes de la société rurale était l'unique moyen de consolider la tranquillité publique et d'accroître le bien-être de tous (1).

Nous ne trouvons pas, chez Grégoire Ghica, le même esprit de

(1) *Coresp. Știrbei Vodă*, pp. 264-265 (mémoire sur l'état du pays, 3/15 av. 1853).

suite, le même sens pratique et la même habitude de l'administration. Le prince de Moldavie, dont j'ai signalé déjà le cœur noble et généreux, les élans juvéniles et la parfaite honnêteté, était un nerveux, très influençable, très accessible au découragement. Il se livrait avec ardeur au travail, mais il était toujours impatient d'en finir, et il précipitait les affaires (1). Il ne savait pas approfondir ses connaissances, et son amour de l'équité était paralysé par la mauvaise qualité de ses fonctionnaires qu'il ne savait ni récompenser quand c'était nécessaire, ni punir. Sa faiblesse, ses fluctuations continuelles ont beaucoup nui au peuple moldave qu'il avait le sincère désir de défendre contre ses insaisissables bourreaux.

Nous trouvons cependant quelques traces de son action personnelle pour la défense de son ordonnance de 1851. En 1853, par exemple, le propriétaire de Călinești refuse de régler les comptes de certains paysans qui désirent se transporter ailleurs en exécutant les prescriptions légales. Le prince, l'ayant appris, ordonne au sous-préfet d'intervenir et d'obliger le propriétaire à appliquer les règlements (2).

Hélas, l'administration moldave ne pouvait tout contrôler, et d'ailleurs elle ne fit pas toujours preuve de l'impartialité et de l'activité qui eussent été indispensables pour assurer le respect scrupuleux de la loi.

G. — Autres aspects de l'œuvre des princes Ghica et Știrbei

a) LES OBLIGATIONS DES PAYSANS ENVERS L'ÉTAT

Grigore Ghica et Barbu Știrbei ont continué l'œuvre de leurs prédécesseurs en ce qui concerne les voies de communications. C'est au premier que l'on doit la création d'un ministère des travaux publics (institution qui fut imitée ensuite en Vala-

(1) Soutzo : *Mémoires*, pp. 168 et 206-213.

(2) Cité par XENOPOI : *Istoria românilor*, XII, 140.

chie) (1), ainsi que d'une école d'ingénieurs. G. Ghica n'osa pas supprimer la corvée exigée des paysans pour la construction des routes, mais il en réduisit la durée (2).

Barbu Știrbei fut, en ce sens, plus libéral encore, puisqu'il supprima les 6 jours de corvée prévus par le Règlement Organique, en les remplaçant par une imposition spéciale de 9 lei par paysan, dont 6 payés par le paysan lui-même et 3 par le propriétaire ; intéressante tentative pour soumettre à l'impôt la classe privilégiée, principale bénéficiaire des grands travaux publics. Il fit venir, en Valachie, l'ingénieur français Lalanne qui créa une école des ponts et chaussées et qui fit entreprendre la construction de la grande route Bucarest-Ploiești-Prédéal, destinée à faciliter les relations commerciales du pays avec la Transylvanie (3). La route de Bucarest à Giurgiu, par laquelle s'effectuaient les communications avec la Turquie, fut rendue carrossable « tant bien que mal. » (4) Dans le budget de 1859, nous voyons qu'il existe en Valachie 262 kilomètres de « *chaussées systématiques* » (5). Les premières lignes télégraphiques furent construites (6). Enfin, Știrbei fit faire des études pour l'établissement d'une voie de chemin de fer Orsova-Bucarest et d'une ligne Brașov-Ploiești-Bucarest (7). Cette dernière aurait permis à la Roumanie d'envoyer facilement son sel en Autriche, puisqu'elle aurait pu desservir la grande saline de Slănic et, continuée jusqu'à la mer Noire, à travers la Dobrogea turque, elle aurait pu assurer à la Principauté moldave le bénéfice d'un commerce de transit en même temps que des facilités pour l'ex-

(1) Cf. lettre de Șirbey à Ghica, Buc. 26 sept./8 oct. 1850, « *Coresp. lui Știrbei V.* » p. 36.

(2) Il ne l'a pas « introduite » en Moldavie, comme le dit Xenopol (*Ist. românilor*, XII. 138) : car le Règlement organique prévoyait six jours de corvée chaque année pour ces travaux.

(3) *Annales des Ponts et Chaussées*, 1893, 1^{er} sem., p. 703.

(4) A. BOUÉ : *Sur l'établissement de bonnes routes dans la Turquie d'Europe*, p. 6.

(5) URECHIA : *Drumurile noastre*, p. 60.

(6) *Coresp. Știrbei*, *Vodă*, Știrbei à Ghica, 14/26 janv. 1855, p. 87.

(7) *Ibid.*, Știrbei à Fuad pacha, 8/20 mars et 17/29 mai 1856, pp. 603-604 et 614 ; Știrbei au comte Coronini, 4 déc. 1855, p. 206.

Pour le sel, les Autrichiens mettaient des entraves à l'importation du produit des salines de Valachie, et essayaient même de leur faire concurrence sur la rive droite du Danube. Cf. *ibid.*, p. 37.

portation de ses céréales. Mais les négociations avec la Compagnie viennoise qui avait dressé le projet, et avec le gouvernement ture, furent longues et stériles.

Les finances des Principautés avaient été très lourdement grevées par les troubles de 1848 et par l'occupation turco-russe. La dette publique, peu considérable, à vrai dire, mais fort lourde pour des pays dont le crédit à l'étranger était nul, les déficits budgétaires constants pendant les premières années rendirent pénible la situation des deux gouvernements. Heureusement, le train de vie des deux petits Etats était très réduit et, en 1853, des excédents budgétaires permirent dans les deux pays (en Valachie surtout, car en Moldavie la dette, avant l'occupation russe de 1854, était insignifiante) d'opérer des amortissements considérables (1). L'impôt direct était faible et les princes évitèrent de l'augmenter afin de ménager les paysans. En Moldavie, l'Etat se borna à percevoir provisoirement en 1851 une demi-dîme, mais comme la dîme due aux propriétaires avait été supprimée, le paysan n'y vit qu'un allègement de son sort. Les deux gouvernements trouvèrent des ressources nouvelles en appliquant strictement les dispositions du Règlement Organique sur les patentes (2) et en taxant les monastères nationaux. C'est en vain qu'ils tentèrent de soumettre à l'impôt les monastères dédiés aux Lieux Saints, très soutenus à Constantinople et à Saint-Pétersbourg. Les Turcs, toutefois, ne s'opposèrent pas à une révision des tarifs douaniers : c'est ainsi que la taxe à l'exportation, qui était, en Moldavie, de 12 %, fut réduite à 5 % (3) ; le trafic des céréales fut grandement facilité par l'application du nouveau tarif et le prix des terres augmenta sans cesse.

(1) *Coresp. lui Știrbei*, p. 260. Știrbei déclare dans un rapport du 3/15 avril 1853 que la dette valaque a été réduite de 16.785.075 piastres au 1^{er} janvier 1852, à 6.931.594 piastres au 1^{er} janvier 1853.

(2) *Ibid.*, p. 33.

(3) *MAN. ADM.*, II, p. 111.

b) LA SÉCURITÉ DU PAYS

Le Règlement Organique avait institué des gardes-frontières, milice de paysans chargés de veiller à la sécurité le long du Danube ou le long des Carpates, moyennant certains privilèges. Mais cette institution n'existait que sur le papier et c'est, en réalité, l'armée régulière, trop peu nombreuse, qui exerçait les fonctions des gardes-frontières, avec beaucoup de négligence d'ailleurs, car elle était mal commandée et peu disciplinée.

Le prince de Valachie voulait, au contraire, concentrer l'armée à l'intérieur et la réorganiser, avec le concours des jeunes officiers qu'il fit instruire dans une école militaire instituée en 1850 à Bucarest. Pour cela, il organisa 5 bataillons de garde-frontières, 3 sur le Danube, 2 dans les montagnes, avec un roulement de service qui permettait d'utiliser ces paysans sans trop les distraire de leurs travaux agricoles.

Il ne voulut pas non plus disperser son armée en l'astreignant à remplir, comme elle l'avait fait jusque là, une besogne policière. Pour assurer l'ordre dans les campagnes, il créa les *dorobantz*, gendarmes à cheval, armés d'une carabine et d'un sabre. Les 200 ou 300 *dorobantz* dont étaient dotés chacun des 17 districts du pays eurent la mission de poursuivre les « haïdoucs », paysans aventureux que la misère et le désespoir poussaient au crime.

c) L'ÉMANCIPATION DES DERNIERS ESCLAVES

Nous avons vu que, si l'Etat et les établissements religieux avaient libéré leurs tziganes, les particuliers en avaient encore. Il était difficile, après la Révolution de 1848 (1), de ramener les fugitifs chez leurs anciens maîtres et, en Valachie, l'esclavage était aboli en fait quand Barbu Știrbei l'abolit en droit. Le prince, cependant mit longtemps à sanctionner le fait accompli. En 1851, il se borna à interdire aux particuliers de vendre leurs tziganes, si ce n'est à l'Etat, qui les libérait aussitôt après en avoir payé

(1) J. HELIADE RĂDULESCU : *Mémoires...*, p. 71.

le prix. Ce n'est qu'en 1856 qu'il fit abolir définitivement l'esclavage (1).

En Moldavie, les tziganes n'avaient pas eu à bénéficier de perturbations intérieures et il existait encore 4 à 5.000 familles d'esclaves appartenant à des particuliers. Grégoire Ghica les affranchit d'un seul coup, moyennant des indemnités qui furent payées par l'Etat à leurs anciens propriétaires sous forme de rentes annuelles. Le budget en fut lourdement chargé, car on s'aperçut après la promulgation de la loi que les esclaves étaient plus nombreux qu'on ne l'avait cru. L'intérêt prévu de 10 % fut payé irrégulièrement (2).

Cette réforme est sévèrement critiquée par Soutzo dans ses mémoires :

« Je puis avancer sans me tromper, écrit-il, que les 3/5^e étaient contents de leur sort ; chez la plupart des propriétaires, les tziganes agriculteurs avaient leurs champs à l'instar des paysans libres et ne travaillaient pas plus que ces derniers et, qui plus est, ils ne partageaient aucune des charges publiques auxquelles les paysans sont assujettis ; ceux attachés au service de la maison étaient entretenus et rétribués souvent par leurs maîtres. L'affranchissement subit, ayant rompu tout lien entre le maître et l'esclave, a laissé un grand nombre de tziganes dans le plus cruel embarras sur leur position, le gouvernement ayant négligé de prévoir et de régler du moins d'avance le sort de ces affranchis et le moyen de les caser. Insouciants jusque-là de leurs destinées, qui étaient à la charge du maître, ils se virent tout d'un coup soustraits à la sollicitude, grevés d'impôts et de corvées et livrés à la merci des autorités. J'en ai vu beaucoup demander à chaudes larmes à leurs ci-devant maîtres de ne pas les abandonner. Il y en eut sans doute un grand nombre pour qui l'affranchissement fut un véritable bienfait, mais, dans tous les cas, je ne saurais accorder qu'une mesure de cette nature, qui soulève des questions sociales, humanitaires et financières de première importance n'eût dû être adoptée avec plus de pré-

(1) DOC. REN. ROM., II, 899, 961.

(2) Les titres tombèrent deux ans après de 100 à 35. Cf. ARCH. AFF. ETRANG. DE PARIS, CORR. consul. Bucarest, t. 25, f. 74 verso.

voyance, plus de précaution et une sage gradation propre à ménager tous les intérêts et à rendre le bienfait effectif et efficace » (1).

Il est certain que le sort des tziganes n'a pas été beaucoup amélioré par cette réforme, qui peut être considérée comme de minime importance à côté des lois agraires de 1851, mais Soutzo tient trop peu de compte de la puissance des mots. A-t-il bien réfléchi aux réactions possibles des Puissances si quelque délégué à la Conférence de Paris était venu rappeler que les Roumains, qui réclamaient leur liberté, avaient encore chez eux des esclaves ? Pareille déclaration eût été de nature à modifier les dispositions des meilleurs amis de sa patrie.

(1) SOUTZO : *Mémoires*, pp. 219-220.

3° LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE DE CRIMÉE

A. LA FIN DU PROTECTORAT RUSSE.

B. LES DIVANS « AD HOC » ET LA QUESTION RURALE.

C. LA CONVENTION DE PARIS (1858).

D. LA PÉRIODE DE TRANSITION (1859) ET L'ÉLECTION DU PRINCE CUZA.

La grande lutte qui s'est engagée en 1853 entre la Russie et les trois puissances, Angleterre, France et Turquie, intéressées à lui barrer la route de la mer Noire, a eu comme principale conséquence la constitution de la Roumanie moderne. Elle a permis surtout de réaliser l'union des deux Principautés et de remplacer le double protectorat de la Russie et de la Turquie par la garantie collective des Puissances européennes. En mettant fin au régime du Règlement Organique, œuvre des Russes, elle a fait entrer la question agraire dans une nouvelle phase. Le paysan roumain va trouver une nouvelle occasion de faire valoir ses revendications, puisque les nouvelles Puissances garantes désirent faire de la nouvelle Roumanie un Etat fort capable de surveiller les bouches du Danube et puisque leur programme ne peut être réalisé sans le consentement de toute la nation roumaine, des paysans comme des boyars.

A. — La fin du protectorat russe

Lorsque les Russes ont fondé leur protectorat, ils se sont fait donner, par le traité d'Andrinople, le droit d'organiser les Principautés et ils ont créé le Règlement Organique qui a réglé soigneusement les rapports entre les propriétaires et les paysans. Après les troubles de 1848 et l'occupation turco-russe, le traité de Balta Liman a stipulé encore une révision de l'organisation sociale du pays moldo-valaque et il en est résulté les lois de 1851. Après la

guerre de 1853 qui avait commencé par une occupation russe, remplacée peu après par une occupation autrichienne, des territoires roumains, les nouvelles Puissances protectrices ne pouvaient faire moins que l'ancienne. Il ne s'agissait pas seulement de fortifier le pays en renforçant l'union des classes sociales, il fallait aussi fonder leur prestige. Les Autrichiens ne se faisaient pas faute d'exploiter le mécontentement des paysans pour les dresser contre les boïars partisans de l'union des deux principautés et pour trouver des appuis solides dans un pays qu'ils espéraient pouvoir annexer un jour. Leurs ingénieurs chargés de lever le plan topographique du pays répandaient le bruit que l'Autriche partageait les terres entre les « corvéables » (1). La France, l'Angleterre et le Piémont ne pouvaient rayer la question sociale de la liste de leurs préoccupations.

Aussitôt après la chute de Sébastopol, les puissances alliées, fatiguées de la guerre et l'Autriche, pressée désormais de jouer un rôle sans danger, avaient ouvert à Vienne des conférences pour définir les conditions de paix qui pourraient être raisonnablement proposées au nouveau tzar, Alexandre III. Les gouvernements des Principautés étaient un peu désorganisés, car les princes s'étaient réfugiés en Autriche pendant la tourmente ; ils envoyèrent, toutefois, des délégués que les plénipotentiaires des grands Etats consultèrent pour connaître les besoins des provinces danubiennes. Les instructions, non publiées encore, qui furent données au délégué moldave Costache Negri, sont très remarquables. Celles qui concernent la question agraire (*Observațiuni relative la obligațiile reciproce a proprietarilor și cultivatorilor Moldoviei*) expriment, mais avec modération, le point de vue des grands boïars. Elles affirment que le paysan n'est pas propriétaire mais conviennent qu'il est usufruitier de droit, et que ni la tradition ni l'intérêt général ne peuvent admettre qu'on lui retire cette qualité. Mais elles s'opposent aussi à tout projet qui ferait le paysan propriétaire de ses tenures : Il en résulterait, en effet, de longues pertur-

(1) BOERESCO : *La Roumanie après le traité de Paris*, p. 118 note.

bations et des pertes énormes. Le paysan ne pouvant racheter les terres en versant d'un seul coup le prix fixé, serait obligé de payer par annuités, ce qui serait très préjudiciable aux actuels propriétaires et très onéreux pour l'acheteur. Si la terre lui était donnée gratuitement, la question sociale ne tarderait pas à se poser de nouveau, car cette terre ne tarderait pas à être divisée entre les enfants et l'émiettement de la propriété créerait la misère. Dès qu'il arriverait un melheur, le paysan serait obligé de vendre sa terre, que le propriétaire ancien rachèterait ; et la grande propriété pourrait ainsi se reconstituer tandis que le paysan ne jouirait plus des garanties du règlement actuel, qui lui assure quoiqu'il arrive, le minimum vital. D'ailleurs, le paysan-propriétaire produirait moins et le pays n'exporterait plus de céréales ; il se ruinerait et les Etats d'occident actuellement importateurs de blé roumain seraient gênés dans leur ravitaillement : argument décisif à l'usage particulièrement des plénipotentiaires anglais ! (1).

Ces instructions, à côté d'idées d'une justesse contestable, contiennent des prévisions fort justes et un sens assez remarquable des réalités économiques.

Les plénipotentiaires, sentant bien que l'envoyé roumain Negri n'exprimait que l'opinion du milieu conservateur, se méfièrent et ne voulurent pas conclure sans un supplément d'enquête. Le § 3 de protocole adopté se borne à exprimer l'espoir que la Porte s'entendra avec les autres Puissances contractantes pour perfectionner la législation des provinces danubiennes après avoir recueilli les vœux des populations (2).

Les conditions générales de la paix étant fixées, l'Autriche envoya un ultimatum à la Russie et celle-ci accepta de laisser régler la question d'Orient par un Congrès réuni à Paris dans les premiers mois de 1856. Le Congrès fut précédé par des conférences qui se tinrent à Constantinople en janvier et février. Les ambassadeurs des grandes puissances s'y occupèrent plus spécialement

(1) Art. de BOGDAN-DUICA, in *Gazeta Transilvaniei*, 7 juillet 1821. Sur C. Negri, v. la notice de G. Misail, reproduit dans *Uricariul IV*, 144-148.

(2) A. D., II, 627.

de la question roumaine. L'Autriche, pour les raisons indiquées plus haut, était favorable à une réforme agraire donnant satisfaction aux paysans. Son *intendant*, le baron de Prokesch, préconisa, dans un long mémoire, une réforme sociale analogue à celles que son gouvernement avait accomplies, dans un milieu analogue, en Galicie, en Hongrie et en Transylvanie. Il demandait la suppression des immunités et monopoles seigneuriaux et la mise au point d'un projet sur le rachat des corvées. Les lois nouvelles seraient votées par un Sénat sur la proposition du sultan. « *Sans l'intervention du suzerain, cette question n'est pas à régler. Il n'est pas de progrès possible sans qu'elle soit réglée. Les principes fondamentaux doivent être octroyés; le Sénat serait chargé d'élaborer les détails* » (1).

L'Autriche se méfie donc beaucoup des boïars, dont elle dénonce les vices, écrit l'ambassadeur français « avec une grande et honnête énergie ». Au contraire, l'ambassadeur anglais, lord Stratford, défend avec acharnement les privilèges de la noblesse roumaine qu'il espère ainsi soustraire à l'influence des Russes. La question politique seule intéresse les Anglais.

La France est représentée à ce moment-là à Constantinople par un diplomate remarquable. Thouvenel cherche à concilier les intérêts des boïars, qu'il ne voudrait pas, certes, jeter dans les bras de la Russie, et les légitimes revendications des travailleurs de la terre sans l'appui desquels il sait bien qu'il serait vain de vouloir fonder une Roumanie forte. Voici le texte de son projet :

« *...Les rapports des paysans et des propriétaires seront réglés de gré à gré par des contrats passés devant l'autorité, et sans que la loi, en pareille matière, puisse, à l'avenir, supposer, d'un côté ou de l'autre, un consentement tacite, si ce n'est pour le renouvellement des baux qui n'auraient pas été dénoncés par l'une des parties dans les délais convenus. Les services et les servitudes personnelles, encore existantes, sous quelque dénomination que ce soit, seront déclarées*

(1) A. D., II, 925 sq.

rachetables par une loi spéciale, qui devra être rendue et exécutée au plus tard dans un an... » (1).

En fin de compte, c'est ce texte, simplifié par lord Stratford, qui fut adopté par la Conférence et inséré à l'art. XVII du protocole du 11 février 1856 :

« Les rapports entre les propriétaires et les paysans seront réglés d'une manière équitable et autant que possible de gré à gré.

Les corvées et servitudes personnelles encore existantes, sous quelque dénomination que ce soit, seront déclarées rachetables, par une loi spéciale qui devra être rendue et exécutées au plus tard dans un an, de manière à les faire cesser entièrement à une époque rapprochée... » (2).

Le Congrès de Paris s'ouvrit aussitôt ; mais les délibérations y furent trop rapides pour que toutes les questions y fussent traitées à fond. Celles qui pouvaient provoquer des divisions dans le bloc des alliés furent écartées et soumises de nouveau à l'examen des diplomates en vue de négociations ultérieures. C'est ainsi que la question de l'union des deux principautés roumaines ne fut pas résolue, les délégués de Napoléon III s'étant heurtés à l'intransigeance de l'Autriche et de la Turquie, la première peu soucieuse de se voir barrer la route des bouches du Danube par un Etat fort qui, au demeurant, pouvait entretenir une dangereuse agitation chez ces Roumains de Transylvanie, la seconde mécontente d'être payée de ses peines, après une guerre qui la comptait au rang des vainqueurs, en se faisant dépouiller de deux provinces qu'elle considérait comme « partie intégrante » de son empire. Turcs et Autrichiens déclarèrent donc qu'il n'était pas certain que les populations de Moldavie et de Valachie fussent favorables à l'Union de ces deux pays, et Napoléon III, fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, eut la faiblesse d'accepter l'ajournement de la question, les populations devant être consultées pendant les mois qui suivraient. Les Turcs, conservant

(1) *Ibid.*, p. 942.

(2) *Ibid.*, p. 917-921.

dans l'intervalle la haute main sur l'administration des Principautés danubiennes, savaient bien que, soumises à certains procédés orientaux, les populations, à coup sûr, répondraient « non ».

En ce qui concerne la question agraire, les diplomates furent impressionnés par un mémoire que leur envoya le prince de Moldavie, Grégoire Ghica, à titre d' « *observations sur le protocole des conférences de Constantinople* ». Nous y trouvons les mêmes arguments que ceux dont Negri avait fait usage à Vienne, exprimés dans le même ordre et presque dans les mêmes termes.

Le mémoire commence par faire l'éloge des lois de 1851 :

« Sous un pareil régime, le paysan, assuré de sa subsistance et n'ayant (indépendamment du travail déterminé de la terre) que trois jours par an de prestations à fournir pour la confection ou l'entretien des grandes routes, ne saurait attribuer qu'à sa paresse le défaut de toute aisance. Aussi, toutes les fois que des circonstances extraordinaires n'ont pas pesé sur le pays, le paysan moldave a-t-il pu, en peu de temps, réparer ses pertes et voir son sort amélioré. L'industrie agricole, en lui procurant une occupation sûre et lucrative, exclut de sa vie la mendicité, le vagabondage et le crime.

« Est-il convenable de toucher à de pareilles conditions ? Est-il avantageux pour le paysan de changer son sort d'usufruitier ou de fermier contre celui de propriétaire ?

« Non, quant à ce qui est du terrain qu'il reçoit en échange de son travail ; oui, quant à ce qui est de son habitation et de l'enclos de 360 toises carrées où elle est située... ».

Il montre ensuite les conséquences d'une loi qui créerait une propriété paysanne absolue : émiettement rapide de cette propriété, misère des nouveaux mariés, reconstitution fatale des grands domaines sans que le minimum vital fût assuré aux villageois. « Il en adviendra d'eux ce qui est déjà arrivé aux Rezèches, ces anciens propriétaires du sol en Moldavie ; obligés de fractionner leurs terres à l'infini, ils ne laissaient en héritage à leurs enfants que des procès inextricables ; ruinés par des démêlés sans cesse renaissants, ils ne

pensèrent qu'à vendre leurs parts qui ont concouru à arrondir les grandes propriétés ; dépossédés de cette manière, ils sont venus se ranger, d'eux-mêmes, sous le régime actuel et payer par leur travail le terrain qu'ils exploitent... » (1). C'est la théorie de la propriété absolue de la terre, achetée jadis par les ancêtres des propriétaires actuels, théorie chère, comme nous le verrons, aux grands boïars, que nous voyons ici soutenue sous la plume d'un prince modéré et humanitaire. Enfin, G. Ghica déclare que la remise des terres aux mains des paysans ruinerait l'agriculture.

Perplexes, les diplomates se bornèrent à décider, à l'article XXIII du protocole de Paris, une révision des lois et du statut des Principautés, sans rien préciser. Les divans *ad hoc*, élus par le peuple moldo-valaque, et chargés de donner leur avis sur la question de l'Union, seraient invités en même temps à présenter ces vœux précis sur les réformes administratives qu'il leur paraîtrait utile d'imposer à leurs pays. Il n'était point dit que ces « réformes administratives » dussent comporter une réforme agraire. On laissait les Etats généraux, affublés du nom bizarre de « divans *ad hoc* », libres d'en parler ou de n'en point parler.

Les boïars roumains pouvaient donc à leur gré enterrer la question. Cependant, bon nombre d'entre eux pensaient qu'il était impossible de l'éliminer complètement.

Le logothète Basile Ghica communiquait le mois suivant à Thouvenel un projet de résolution qui paraissait être le maximum des concessions que feraient les propriétaires :

« ...Le peuple roumain émet le vœu que le paysan cultivateur soit considéré désormais comme fermier, qu'il soit tenu, pour tout fermage, de payer en culture ou en argent une somme égale aux $\frac{2}{3}$ du terrain que le propriétaire est tenu de lui concéder pour ses besoins (?); qu'il puisse devenir propriétaire et le soit dès à présent des 300 ou 400 toises carrées de superficie que la loi lui assigne pour son habitation, moyennant, par respect pour la propriété, la faible indemnité de 20 paras par toise dans la plaine, et de 15 paras dans

(1) *Ibid.*, p. 966 et A. L., I (2), 4-7.

la montagne... » (1). La « faible indemnité » de 20 paras est à peu près le double du prix courant des terres à ce moment-là en Moldavie !

Mais les Roumains faillirent même ne pas pouvoir obtenir une véritable représentation nationale, puisque le *caïmacam* Vogoridès, grec perfide et rampant que les Turcs chargèrent d'administrer provisoirement la Moldavie, se chargea de falsifier les élections avec une science inégalable (2). Ses procédés furent tellement cyniques que les ambassadeurs, alertés par le consul français Victor Place et la Commission européenne envoyée à Bucarest pour surveiller les opérations électorales et recueillir les vœux, protestèrent avec énergie et que Napoléon III obtint des Turcs qu'il ne serait tenu aucun compte de cette caricature de consultation nationale.

B. — Les divans « ad hoc » et la question rurale

a) LES ÉLECTIONS AU DIVAN DE MOLDAVIE

Après l'annulation des premières élections moldaves, le *caïmacam* Vogoridès procéda à une nouvelle réunion de collègues électoraux et, cette fois-ci, observa la neutralité la plus absolue. Grâce à l'ambassadeur français à Constantinople, Thouvenel, les paysans roumains eurent la possibilité de faire entendre leur voix ; en effet, cédant à ses suggestions, la Porte publia un décret, en date du 13 janvier 1857, qui assurait à toutes les classes de la population roumaine une représentation inégale certes, mais complète.

Les divans *ad hoc* devaient être composés :

1^o *Des délégués du clergé* : le métropolite et les évêques, membres de droit ; quatre députés élus par les supérieurs des monastères ; un député élu par le clergé de chaque résidence épiscopale ;

2^o *Des délégués des grands propriétaires* : tous les boïars et fils

(1) A. D., III. 444.

(2) Sur ces événements, je renvoie à mon livre : M. EMERIT : « *Victor Place...* » Bucarest, 1931.

de boïars possédant une propriété de 100 falches au moins devaient se réunir au chef-lieu du département pour élire 2 députés. Etaient éligibles ceux qui jouissaient d'un revenu de 300 ducats au moins ;

3° *Des délégués des petits propriétaires* : ceux qui possédaient de 10 à 99 falches devaient se réunir eux aussi au chef-lieu de chaque département et désigner 5 électeurs qui choisiraient parmi eux un député ;

4° *Des délégués des villes* : ceux-ci, au nombre de 20 en tout, devaient être élus par les propriétaires d'immeubles, par les citoyens exerçant des professions libérales, par les commerçants patentés (que le Règlement Organique divisait en trois classes) enfin par les starostes des corporations ;

5° *Des délégués des paysans* : dans chaque village les paysans éliraient deux électeurs du 2^e degré qui, au siège de l'arrondissement, éliraient 2 électeurs du 3^e degré. Ces derniers, réunis au chef-lieu du département, choisiraient parmi eux un député au divan.

Ainsi le divan de Moldavie fut composé de 87 députés :

- 8 députés du clergé ;
- 28 députés des grands propriétaires ;
- 14 députés des petits propriétaires ;
- 20 députés des villes ;
- 15 députés des paysans.

Les députés paysans formaient donc une infime minorité, d'autant plus que plus de la moitié des électeurs des villes étaient des propriétaires.

Les choix ne furent pas mauvais. Les députés des grands propriétaires étaient généralement des hommes éclairés qui, plus tard joueront un grand rôle dans la vie politique de la Roumanie : citons Vasile Sturdza, Manolache Costache, Petru Mavrojeni, Mihail Cogălniceanu, Dimitrie Rallet, Costache Rolla, Costache Rosetti-Tetscanu, Nicu Catargiu, Alecu Teriachiu, Grigore Balș. Il y avait aussi quelques vieux boïars comme Ghiorghieș et Costache Sturdza mais c'étaient des patriotes sincères, désireux de faire ce qui était nécessaire dans l'intérêt du pays.

Les députés des petits propriétaires sont moins bien connus, mais quelques-uns étaient à coup sûr d'idées avancées, par exemple Vasile Zaharia, Dimitrie Cracte, Costache Morțun, Nicolae Bosie.

Les députés des villes étaient d'idées très modernes pour la plupart. Citons Alecu Cuza, le docteur Costin, Costache Negri, Petrache Brăescu, Grigore Vârnăv, Dimitrie Grigoriu. L'un d'eux semble avoir bien connu les malheurs et les aspirations de la classe paysanne, c'est Vasile Mălinescu.

Les députés paysans étaient des « laboureurs » probablement illettrés, mais intelligents et très conscients des droits et des devoirs de leur classe.

Lorsque le divan se réunit le 3 octobre la première question qui se posa fut celle du mode de vote à l'assemblée et de la constitution des commissions. Le vote par tête fut admis, mais il fut décidé que tous les projets seraient préparés à l'assemblée de chaque classe, ou dans des comités formés de délégués d'une seule classe. « Chaque comité étudie les questions, propositions et amendements qui le concernent spécialement et qui lui sont adressés par de ses membres ou recommandés par l'assemblée générale. » (Art. 86 du règlement.)

Dans ces conditions, les Etats généraux avaient peu de chances de mettre sur pied des réformes sérieuses ; mais les classes supérieures du pays ne pensaient qu'à l'union des principautés et voulaient subordonner à cette idée toutes les autres questions. Le divan de Valachie refusa même de discuter sur les réformes administratives avant d'être fixé sur le sort que les puissances réservaient au pays, et il se retira sans avoir rien fait. Celui de Moldavie décida de siéger et d'étudier sérieusement toutes les questions intéressant l'organisation politique de l'Etat ; mais dans le programme de ses travaux dressé le 15 octobre on ne voit rien qui intéresse la condition des paysans.

Ces derniers cependant arrivaient aux Etats généraux avec une volonté de lutte, contenue certes, mais ferme et orientée vers un but précis. Les élections s'étaient faites dans le calme, mais beaucoup de discours avaient été prononcés et les paysans avaient entendu

de bien flatteuses paroles. Les petits propriétaires et les intellectuels des villes, fiers de leur culture occidentale, étaient impatients d'arriver au pouvoir, source d'honneurs et de profits, et ils ne doutaient pas de leurs talents d'hommes d'Etat. Ils savaient que l'union des principautés créerait une atmosphère nouvelle et qu'elle amènerait au premier plan des éléments sociaux jusque-là tenus à l'écart. L'ancien régime, au contraire, c'était le règne des 5 ou 6 familles princières traditionnelles soutenues par une oligarchie de grands boïars maîtres des forces locales. Pour briser les vieux cadres, les hommes de la génération nouvelle ne négligeraient rien. Sachant que, sans le consentement de la classe paysanne, rien de durable ne pourrait s'établir dans la Roumanie nouvelle, ils avaient fait chanter aux oreilles des « corvéables » de belles paroles d'espoir. Le paysan valaque avait déjà entendu ces promesses en 1848 et il les accueillait désormais avec plus de scepticisme ; mais le Moldave, qui n'avait pas encore vu de révolution et qui, d'autre part, entendait dire que tout était changé puisque le tsar ne protégeait plus ses maîtres, attendait un changement complet de l'ordre social. Grâce au « *grand empereur des Français* », vainqueur des Moscovites, protecteur des faibles et des opprimés, il semblait qu'il pouvait mettre bas une féodalité privée de ses soutiens traditionnels. Radu Rosetti observe très justement, d'après des souvenirs d'enfance, que la mentalité du paysan moldave a changé d'une façon notable du printemps à l'automne de l'année 1857 (1). De passif qu'il était encore au moment du Congrès de Paris, le paysan est devenu ambitieux et combattif au moment de la réunion des Etats généraux. Il veut non pas une révision hypocrite du Règlement comme celle de 1851, mais la suppression pure et simple de l'institution la plus humiliante et la plus onéreuse de toutes celles qu'il subit, la corvée.

(1) R. R., II, p. 283, n. 1. Cf. aussi ses intéressantes *Amintiri din copilărie*.

b) LA PROPOSITION DE DÉPUTÉS PAYSANS

Pendant la séance du 9 novembre les députés paysans déposent à l'assemblée une pétition qu'il est nécessaire de citer en entier (1) :

« En vertu des stipulations du traité conclu entre les sept grandes puissances dans la ville capitale de S. M. l'Empereur des Français, nous, députés des communes rurales, envoyés dans cette assemblée de la part des habitants soumis à la corvée seigneuriale dans les quatorze districts de la Moldavie, ayant été convoqués pour exprimer les vœux de notre pays, et après avoir délibéré entre nous sur les besoins et les souffrances de douze cent mille âmes, qui nous ont délégués pour être l'écho de leurs plaintes au milieu de cette grande Assemblée, composée des représentants des diverses classes de la société, au nom de nos commettants, nous élevons notre faible voix pour confesser la vérité comme en face du Dieu vivant.

« Nous osons dire que, jusqu'à ce jour, toutes les charges les plus lourdes de l'Etat ont pesé uniquement sur nous et que nous n'avons joui de presque aucun des avantages sociaux ; ceux qui étaient exempts de toute charge ont eu toute la jouissance des biens de ce fécond pays.

« Nous avons seuls payé de lourdes taxes par tête ; seuls nous avons fourni des conscrits pour l'armée ; seuls nous avons rétribué les fonctionnaires, administrateurs, magistrats, sous-administrateurs, gendarmes ; seuls nous avons fait les corvées pour les chemins, les transports gratuits, les corvées de toute sorte et pour quelque envahisseur étranger que ce fût ; seuls, d'un autre côté, obligés au travail forcé sur les terres du seigneur, nous leur donnions la main-d'œuvre pour les réparations nécessaires à leurs fermes ; toute corvée rurale, bon gré mal gré, nous devions seuls le faire dans leurs exploitations. Aux juifs monopoleurs nous avons été vendus, livrés comme matière inépuisable à exploiter. La boisson est ainsi devenue chère et empoisonnée pour nous.

« Nous avons seuls, dans ce pays abondant en grains, mangé

(1) A. D., VI, 842-847.

toujours un pain noir et amer, trempé souvent de nos larmes. Une guerre, une agression étrangère éclatait-elle sur notre pays, nous seuls en supportions le fléau ; les armées étrangères nous les avons nourries, servies, transportées ; car la plupart du temps les seigneurs puissants abandonnaient le pays et s'en allaient chercher un refuge au-delà des frontières ; et quand, par la grâce de Dieu, la paix était faite et le calme rendu à notre patrie, quand l'abondance renaissait, tous revenaient pour en jouir ; les seigneurs n'avaient senti aucune de nos peines ; tout le poids et tous les malheurs des temps devaient être endurés par ceux qui n'avaient pas abandonné leurs foyers. Pendant les hivers rigoureux, les armées étrangères exigeaient de nous des transports lourds et à destinations éloignées ; nous les transportions au Danube et au-delà du Danube ; nos bœufs, transis de froid, tombaient roides morts, et souvent l'homme aussi tombait à côté d'eux ; dans sa case chétive ses enfants souffraient la faim, car ce que l'ennemi n'enlevait pas pour ses besoins, les agents avides de nos autorités le prenaient pour eux et devenaient ainsi de riches seigneurs.

« Cependant, dès que le torrent de l'invasion étrangère était écoulé, dès que la tourmente s'apaisait, nos guérets recevaient la semence, les moissons reverdissaient et nos champs, fécondés par notre sueur, refleurissaient. Notre pays n'exploite aucune mine d'or, nous n'avons ni arts ni industrie avancée comme d'autres pays ; toute richesse, toute abondance, ce sont nos bras et nos bêches qui les procurent.

« Notre large et beau Danube emporte au loin les produits de nos sueurs, et c'est de ces contrées lointaines que reviennent tout l'or et tout l'argent qui sont répandus dans ce pays ; mais ici toute équité, toute justice nous manquent.

« Lorsque nous osions faire entendre une plainte ou formuler des doléances, ou articuler des griefs, le préfet du district nous frappait, le sous-préfet nous frappait, le gendarme nous frappait, l'agent du fisc nous frappait, le sous-intendant du seigneur nous frappait, l'intendant nous frappait, le fermier nous frappait, le seigneur terrien nous frappait : quiconque se levait le premier et

était le plus fort, celui-là était notre maître. Le bœuf et la vache, fruit péniblement acquis par nos labeurs, nous ne savions point s'ils étaient bien à nous ; le produit de nos basses-cours et le lait qui devait fournir la nourriture à nos enfants nous étaient, la plupart du temps, injustement enlevés.

« La corvée rurale, primitivement fixée à six jours, a été portée à douze, chaque jour comptant depuis le lever jusqu'au coucher du soleil. Plus tard on a fait des lois pour interpréter la journée du corvéable, et la corvée a été élevée ; puis, par suite de nouvelles interprétations, la corvée est devenue encore plus pesante ; si bien que maintenant la corvée est, non plus de douze journées, mais de douze mois : nous travaillons du printemps à l'automne, nous travaillons dès la fonte des neiges, sans cesser même les jours de fête, et nous n'en venons jamais à bout dans l'année.

« La récolte est belle et abondante dans les vastes champs des seigneurs ; mais le cœur se fend lorsqu'on jette ses regards sur nos terrains ; souvent nos guérets sont à l'abandon, et si nos maïs poussent, les mauvaises herbes les font dépérir et ils n'ont pas le temps de mûrir avant la saison des brumes ; cependant le maïs des seigneurs est déjà récolté et luit à l'égal de l'or dans leurs granges. Quand arrivent les froids et la morte saison et que nous nous trouvons sous l'empire du besoin, nous allons racheter même notre propre travail, afin de nous mettre en état de pourvoir à l'entretien de nos pauvres familles, et, pour comble, il nous faut, dans cette triste extrémité, entendre les reproches habituels des cœurs endurcis, qui mettent sur le compte de notre paresse l'impossibilité où nous avons été de travailler nos terrains.

« Avant le Règlement en vigueur, tout villageois avait la jouissance de dix, quinze et même douze falches de terrain ; nous pouvions élever du bétail, qui nous aidait à faire face à nos besoins, et le pays en tirait avantage ; car les nombreux troupeaux qui s'exportaient étaient élevés par nous. Par le Règlement actuel, la corvée rurale a été aggravée et l'étendue de nos terrains diminuée. On a attribué quatre falches seulement à ceux qui possédaient deux bœufs ; à ceux qui n'ont point de bœufs on en a accordé moins

encore. Toutefois, dans le Règlement, il est dit que « là où le seigneur terrien n'aura pas assez de terrain pour donner aux villageois, il devra leur laisser les deux tiers de l'étendue totale de la terre ». Quelques-uns donnent, d'autres ne donnent pas, chacun suivant son bon plaisir.

« Nous n'avons été consultés ni sur la confection de cette loi, ni sur celle des autres ; nous ne sommes engagés par aucun accord. Seuls les seigneurs, les possesseurs des terres, ont fait ces lois, auxquelles nous avons obéi cependant malgré le poids et l'amertume qui devaient nous en revenir. Mais Dieu ne pouvait nous oublier et il a touché de son esprit de miséricorde le cœur des plus puissants monarques du monde ; et ainsi, cette fois interrogés, nous devons exposer nos griefs et nos doléances. Qu'un passé douloureux soit effacé de notre mémoire ! Que l'image en soit bannie de nos cœurs ! Loin de nous tout ressentiment ! Plus de place dans nos âmes pour la discorde et les dissensions sociales ! Il est encore parmi nos seigneurs des hommes craignant Dieu ; ils se souviendront que, dans le principe, nous avons tous à l'envi combattu et versé notre sang pour la défense de notre foi et de nos foyers ; alors ils étaient comme nos pères et nous étions leurs enfants ; ce n'est que du règne des princes grecs, nous le savons du reste, que date la décadence des institutions du pays et de notre classe.

« C'est pourquoi nous ne faisons ici ni récriminations ni reproches à l'adresse de personne, et nous demandons en grâce d'être excusés pour toute parole qui, en disant la vérité, pourrait aller blesser quelqu'un.

« Nous souhaitons ardemment que le peuple roumain tout entier soit uni de cœur et vive dorénavant en paix et content sur ce sol vénérable de la Roumanie, afin que la nation grandisse et prospère ; car ainsi qu'il est écrit : toute cité qui se divise périra.

« Ainsi donc, pour qu'à l'avenir soit écarté tout sujet de mésintelligence et de mécontentement entre la classe des habitants des communes rurales et les seigneurs terriens, au nom de Dieu tout-puissant et de la sainte justice, nous vous demandons et très humblement nous vous prions d'exaucer nos vœux.

« Outre les grands vœux que, de concert avec les autres classes, nous avons émis dans cette réunion générale des représentants du pays, la classe des habitants des communes rurales soumis à la corvée seigneuriale demande qu'à l'avenir le cultivateur soit aussi compté parmi les hommes ; qu'il ne soit plus, ainsi qu'il l'a été jusqu'à présent, assimilé au bétail sans parole ; que les châtimens corporels, dont le fisc et les seigneurs font depuis longtemps l'instrument de notre dégradation morale, que le fouet et les verges, qui trop souvent ont déshonoré les cheveux blancs de nos pères et maintes fois provoqué des avortemens douloureux chez nos pauvres femmes, que la fustigation soit abolie à jamais ; que les pénalités nous soient justement appliquées comme aux autres classes et que nous ne soyons plus condamnés sans jugement.

« Nous demandons également qu'à l'avenir toute corvée prescrite ou non par une loi, que toute avanie, aussi bien que la taxe par tête soit abolie pour toujours. Au lieu et en place de toutes ces charges et taxes, qu'on établisse un impôt sur l'avoir de chacun sans distinction, et non pas d'après la règle inique suivie jusqu'à présent et par laquelle celui qui était presque dénué de tout payait beaucoup, tandis que celui qui possédait de grands biens ne contribuait pas aux dépenses de l'Etat.

« Nous demandons et prions encore qu'à l'avenir les communes soient réellement assurées d'avoir des autorités électorives sorties de leur sein : ces autorités communales veilleront, sous la haute surveillance du gouvernement, à tous les besoins des communes, ainsi qu'au maintien de l'ordre au village, dans les champs, sur les chemins, à la sûreté, à la garantie, à la défense de la fortune, des revenus, des contributions, des dépenses, des travaux, des contrats ruraux, en un mot de tous les droits et devoirs des communes rurales.

« Que l'état de choses actuel soit irrévocablement condamné ; car nos maires de villages et nos juges de paix, qui sont institués par les suffrages communaux, n'ont pas toujours été respectés par les autorités supérieures ; car nos caisses communales, que nous avons toujours régulièrement alimentées et qui auraient dû présenter déjà tout un trésor d'épargnes montant à des milliers et à

des milliers de piastres, formées par nos deniers, ont été comme un tonneau sans fond : le gain de notre dur travail y passait aussitôt qu'il était réalisé. Dieu seul peut dire dans quelles mains il s'en allait ; les communes ne possèdent point d'écoles, ni aucune des améliorations qu'elles auraient pu réaliser elles-mêmes.

« En somme, nos soupirs, nos doléances de chaque jour, le principal vœu de notre classe, l'objet des prières que nous élevons jour et nuit à Dieu, c'est l'abolition de la corvée seigneuriale.

« Aussi voulons-nous la racheter, cette corvée, avec toutes les obligations onéreuses qui s'y rattachent et qui rendent les seigneurs terriens si oppressifs à notre égard. Nous voulons nous affranchir, nous racheter du servage où nous sommes ; nous voulons nous racheter pour nous appartenir, pour n'être plus à personne qu'à notre pays, pour qu'aussi bien le pays soit nôtre ; nous sommes à genoux, nous sommes tous affaissés : un pareil état nous ne pouvons plus l'endurer... Nous n'entendons cependant léser en rien le droit de qui que ce soit ; mais que notre droit non plus ne soit pas anéanti.

« Nous tenons de nos pères et de nos aïeux le droit de cultiver autant de terrain qu'il en faut pour assurer la subsistance de nos familles et de notre bétail, sans que personne puisse nous chasser de ce sol. Tous les actes publics les plus respectables, tous les règlements anciens et nouveaux consacrent ce droit, ainsi que le droit qu'ont nos enfants d'être dotés de terrains de subsistance jusqu'à concurrence des deux tiers de chaque fonds de terre ; le Règlement même encore aujourd'hui en vigueur nous donne le droit de cultiver autant de terrain que nous pouvons ; de leur côté les seigneurs terriens ont le droit de nous demander le travail seigneurial.

« Qu'une assemblée législative soit donc convoquée. Là, nos propres représentants ayant place, on délibérera sur les droits des seigneurs et sur nos propres droits, et telle redevance que le pays tout entier trouvera bon de nous imposer, nous l'acquitterons à la sueur de nos fronts ; car tous comme un seul homme nous voulons nous racheter de l'esclavage, et pour être maîtres dans nos familles,

maîtres de nos foyers, aussi bien que de nos champs, nous travaillerons de bon cœur, et nous nous rachèterons.

« Telles sont nos très humbles prières et demandes.

« Nous prions cette grande assemblée du pays de fixer les regards de son esprit sur nos doléances en même temps que sur la sainte justice ; qu'elle veuille bien délibérer dans sa sagesse sur ce qui convient et sur ce qui ne convient pas, et communiquer ensuite son opinion aux sept délégués réunis à Bucarest et qui sont, à nos yeux, l'image des sept puissances.

« Quant à ce que nous avons à dire en notre nom à ces hauts personnages, c'est les prier de laisser pénétrer dans leurs cœurs ce faible écho de nos plaintes, ces demandes unanimes de douze cent mille âmes, qu'ils voudront bien déposer aux pieds de Leurs Majestés Impériales, les puissants arbitres, desquels, après Dieu, nous attendons notre salut. Les grandes puissances qui ont pris et qui tiennent à cette heure en leurs mains les destinées de la Roumanie peuvent seules accomplir ce grand acte, d'aider tout un peuple vivant à soulever la pierre sépulchrale, sous laquelle on s'efforce de l'étouffer. Les glorieuses victoires remportées peuvent s'effacer sur les colonnes où elles sont gravées, mais la mémoire de la régénération de la Roumanie, gravée au fond de tous les cœurs roumains, se transmettra d'âge en âge, au milieu d'un concert incessant de bénédictions, qui recommanderont à la postérité les noms des régénérateurs d'un peuple. »

Iassy, 26 octobre-7 novembre 1857.

Malgré ses imprécisions et son allure de complainte, remarquons que la pétition des paysans fixe quatre principes que leurs députés veulent faire reconnaître préalablement comme base de la réforme :

1^o La souveraineté réside dans la Nation et la loi ne doit être appliquée que si elle a été consentie par tous les intéressés sans exception. C'est un des principes fondamentaux de notre Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;

2^o L'Assemblée reconnaîtra l'égalité de tous devant la loi et devant l'impôt ;

3^o En Roumanie, les boïars ne sont pas les propriétaires de la terre (le texte, à dessein, n'emploie pas une seule fois le terme de *proprietar*), mais des « maîtres terriens » (*stăpăni de moșie*).

4^o La tenure du paysan est une propriété, mais elle est grevée de servitudes féodales, dont la plus dure est la corvée. Les paysans offrent de la racheter. Mais leur doctrine est bien nette : ce n'est pas la terre qu'ils rachèteront, c'est la corvée seigneuriale.

Enfin, les députés de vilains laissent entendre à la fin, à travers leurs longues phrases d'un style traditionnellement respectueux, que, si satisfaction ne leur est pas donnée, sans se départir de leur calme et tout en respectant la légalité, ils n'hésiteront pas à faire appel aux puissances protectrices.

Cette pétition, dont la traduction française rend mal la beauté, est écrite dans une langue ferme et harmonieuse, et par endroits atteint les plus hauts sommets de l'éloquence. Sa précision et surtout le ton de sincérité ardente, la vérité profonde des faits, exprimée avec une véhémence farouche, tranche avec le style ordinaire des polémiques sur la question agraire. Ce qui s'exprime ici, c'est l'indignation longtemps contenue d'un peuple fier, qui a conscience de ses devoirs envers la patrie, qui aime l'ordre, mais qui ne peut supporter plus longtemps le servage qui lui a été imposé par des maîtres cupides. Il veut faire toutes les concessions compatibles avec sa dignité, mais il ne peut supporter plus longtemps de se voir priver de sa liberté personnelle et du minimum de biens nécessaire pour faire vivre sa famille. Il connaît ses droits et il les rappelle dans la rude et belle langue de ses ancêtres aux boïars soi-disant cultivés et humanitaires, qui l'ont cru abruti par un siècle de servitude.

Par qui la pétition a-t-elle été écrite ? Certains passages sont dûs, à coup sûr, à la plume d'un homme instruit, exercé à sérier les idées et à ménager des effets. Radu Rosetti compare le texte avec celui du projet déposé le 18 décembre par l'évêque Melhisedec Ștefănescu, l'archimandrite Neofit Scriban, et le député urbain Vasile Mălinescu ; ce dernier a prononcé aussi, en 1860, à la commission centrale, un remarquable discours où sont repris les prin-

cipes de la pétition paysanne de 1857; l'historien en conclut que l'auteur de cette fameuse pétition ne peut être que Mălinescu (1). Xenopol, dans son histoire des Roumains, partage cette opinion (2). Il est certain que ce texte n'est pas dû à un ecclésiastique. Il est très différent du style du prêtre Neagu, porte parole des paysans valaques en 1848, et il ne porte aucune trace du ton papelard et des lourdes citations, empruntées aux théolociciens grecs, qui sont les caractéristiques du style des évêques de l'époque. Ici nous trouvons la somme des plaintes oralement exprimées par de vrais paysans, mais ordonnées et pourvues d'une forme littéraire par un homme qui n'était point influencé par les modèles étrangers, et dont le talent naturel et la flamme révolutionnaire était capable d'exprimer sans les déformer les justes doléances des travailleurs de la terre.

En entendant ces paroles d'une vérité poignante, les boïars furent un peu déconcertés. Panu, après avoir lu la pétition, y répondit par ces quelques mots embarrassés et bienveillants :

L'Assemblée a écouté avec beaucoup d'attention la proposition faite par les députés paysans. Leurs plaintes, les besoins qu'ils expriment avec l'espoir d'un avenir plus heureux ont trouvé un écho impartial dans tous les cœurs (sic). L'amélioration du sort des villageois est un des vœux formés par chacun des Roumains. Conformément à l'article 58 du règlement de l'Assemblée, la présente proposition sera inscrite pour venir en discussion dès que sera terminée celle des questions d'intérêt général (3). »

Après lui, C. ROSETTI prend la parole pour présenter immédiatement quelques réserves : il reconnaît que les paysans ont beaucoup souffert, mais il sait aussi que beaucoup de griefs qui viennent d'être énoncés ne sont pas absolument exacts. Pareilles inexactitudes, ajoute-t-il, ne peuvent que nuire à la cause de ceux qui les présen-

(1) A. R., II, 289-291.

2) *Istoria românilor*, p. 274 n.

(3) A. L., I (2), 8. Nous avons heureusement les procès-verbaux détaillés de toutes ces séances. Ils ont été publiés dans *Acte și Documente*, tome VI, et dans les *Acte și Leguiri*, tome II.

tent, et il demande que la question soit étudiée sérieusement au cours des séances ultérieures. Lui-même apportera un projet sur l'amélioration du sort de la classe paysanne.

Les jours suivants les boïars préparèrent leur riposte.

c) LES PROPOSITIONS DES GRANDS PROPRIÉTAIRES

Le 26 novembre, l'assemblée des grands propriétaires nomma une commission chargée d'étudier les propositions des paysans et de déposer, s'il y avait lieu, un contre-projet. Cette commission de 5 membres (G. et V. Sturdza, Lascar Catargiu, Grigore Balș et D. Miculescu) discuta longuement et chargea G. Balș de rédiger son rapport, qui fut lu au cours de la séance du 3 décembre.

Ce document est trop long pour que nous le citions en entier. Il est cependant très important, car il exprime bien les idées et l'état d'esprit des grands boïars au milieu du siècle dernier.

Le rapport commence par poser la question préalable : la proposition n'a pas été discutée au Comité des paysans, comme le règlement le prévoit, et par conséquent elle *ne peut être considérée que comme écrite par des personnes qui n'ont eu d'autre but que de troubler la tranquillité publique, profitant de ce que les députés paysans ne savent ni lire ni écrire et cherchant à introduire les principes d'une théorie subversive et à attiser la discorde et la haine entre les propriétaires et les paysans, comme le prouve particulièrement la terminologie nouvelle de « boïeri de moșie » (seigneurs de la terre) employée tout au long de la proposition pour éviter le mot de « propriétaires »*. Ni le style ni les tendances communistes de cette doléance ne peuvent être imputés aux députés paysans qui se trouvent être les signataires ; seuls sont responsables les rédacteurs qui ont abusé de leur confiance.

Suit une critique de la question de fait. *Bien que certaines des doléances présentées par ladite proposition soient véritables et justes,...* La situation actuelle des paysans moldaves est encore bien meilleure que celle des villageois de beaucoup d'autres pays plus civilisés et mieux organisés. La plupart des propriétaires ont fait ce qu'ils ont pu pour dégager leurs paysans des charges que les événements

politiques et les abus des administrateurs imposaient au pays. « Les intérêts des propriétaires ont souffert beaucoup plus que ceux des paysans ; car, tandis qu'on ne réclamait de ceux-ci pour les armées étrangères que des transports et du travail manuel, les propriétaires ont été obligés de donner toujours tout ce qui était nécessaire pour le ravitaillement d'armées innombrables et toujours renouvelées, pain, foin, bois, paille, boissons, cantonnements, et même souvent, pendant les années 1828 et 1829, des charrettes et des bêtes de somme. Souvent ils ont acheté du pain non seulement pour les armées étrangères, mais aussi pour les paysans établis sur leurs propriétés, afin de pourvoir à leurs besoins en temps de disette provoquée par la sécheresse ou par les dévastations des sauterelles ; il va sans dire que la plus grande partie des propriétaires a toujours aidé ses paysans, tant en argent, pour le paiement de l'impôt, pour l'achat de bétail ou pour d'autres besoins, qu'en bois destiné aux maisons, au granges, aux enclos, aux outils agricoles, etc.

« La triste situation des villageois, quoique exagérée dans les présentes doléances, est due plutôt aux gouvernements que nous avons eus, lesquels sont seuls responsables des abus décrits et, par conséquent, loin de pouvoir être imputée aux propriétaires, elle n'est qu'une conséquence inévitable des guerres continuelles, des occupations militaires et des changements de princes et de ministres, en un mot une conséquence inévitable de l'instabilité à laquelle les Principautés ont été condamnées pendant une période de plus de 150 ans. »

L'argument est habile pour amener les paysans à ajourner leur demande et à soutenir les boïars qui, préoccupés exclusivement par la question nationale, réclament l'union des Principautés sous un prince étranger.

Le rapport reprend ensuite l'étude de la question sociale depuis ses origines. Il développe d'abord une *théorie historique* :

« La plus grande partie des paysans moldaves fut composée de *serfs*. Tous les serfs, sans distinction d'origine, étaient corvéables à merci pour le compte de leurs maîtres... »

L'ordonnance de Basile le Loup défend à qui que ce soit de recevoir un serf qui s'est enfui de la propriété de son maître.

« Le 6 avril 1749 les classes privilégiées, clergé et noblesse, ont aboli de leur bon gré le servage et leurs tristes privilèges en déclarant unanimement que les serfs (*vecini*) ne sont pas des esclaves (*robi*) mais que « *vecin* » signifie paysans libre (*megies*) sans propriété. Ils ont décidé qu'on ne vendrait pas les hommes lorsque l'on vendrait la terre... » Enfin ils se sont bornés à exiger 24 jours de corvée (et non 6 ou 12 comme disent les députés paysans) et une dîme des récoltes. Puis Grégoire-Alexandre Ghica a réduit cette corvée à 12 jours, mais en déterminant le travail de chaque journée. Il a confirmé la légitimité de la dîme et du monopole de la vente des boissons, enfin par un décret du 30 septembre 1777 il a astreint, en outre, les paysans à faire deux corvées par an, à réparer les moulins et à transporter deux charretées de bois.

Le Règlement Organique a conservé ces 12 jours de corvée « conformément au vieil usage ».

On rappelle enfin que l'ordonnance de 1851 a supprimé la dîme, les jours de réparations et l'obligation pour les paysans de construire les greniers, qu'elle leur a donné en plus 20 perches de pâturage et qu'elle a adouci considérablement par ces concessions le sort de la classe inférieure.

Il n'est pas un règlement depuis l'abolition du servage qui n'ait prévu la somme de travail que le paysan doit fournir pendant chaque jour de corvée. Les Moldaves ne sont pas *glebae adscripti*, mais hommes libres ; ils ont le droit de se déplacer et de faire le métier qui leur plaît.

Après cette leçon d'histoire qui résume bien ce que les propriétaires de 1857 croyaient être la vérité, vient l'exposé de leur *théorie économique*.

Le rapport admet que le paysan, avant le Règlement Organique, disposait pour ses besoins personnels d'une étendue de terre plus grande que maintenant. « Parce qu'il était chargé alors, à côté du travail mentionné plus haut, d'une multitude d'autres redevances

en nature qui ont été supprimées en vertu du Règlement Organique, et parce que, à cette époque, le pays étant beaucoup plus grand et la population beaucoup moins nombreuse qu'aujourd'hui, les propriétaires, pour tirer le moindre profit de leurs champs immenses qu'ils ne pouvaient cultiver faute de bras ou de capitaux, permettaient avec plaisir de les exploiter à quiconque s'engageait à leur donner seulement la dîme des produits qu'il récoltait... Mais maintenant que la population est devenue nombreuse et grandit tous les jours par des immigrations continuelles des pays voisins où les paysans sont impropres, maintenant que les propriétaires ont mis une grande partie des champs autrefois stériles à la disposition des nouvelles générations de villageois, maintenant que, en conséquence du rapide développement du commerce, l'agriculture a pris une telle extension, si bien que rares sont les propriétés de la plaine qui ont encore de la place pour l'élevage du bétail, qui fit autrefois la principale renommée de la Moldavie, maintenant que les prix de la terre ont atteint une élévation en relation avec ce développement, que d'autre part le prix du travail à cause de la multiplication des travailleurs et de leur remplacement par des machines n'a pu s'élever dans la même proportion, le Règlement Organique et la présente ordonnance ont dû mettre et ont mis en proportion plus équitable la valeur de la terre que le propriétaire donne annuellement au paysan avec le travail que celui-ci fournit au premier. »

On ne peut mieux résumer l'évolution économique de la Roumanie et exprimer d'une façon plus formelle ce que nous avons démontré dans un des chapitres précédents : l'appauvrissement progressif du travailleur et l'enrichissement du propriétaire par suite du développement du commerce des céréales. La sécheresse, la dureté, l'intransigeance des grands boyars, qui veulent s'en tenir à la lettre du Règlement sans prendre en considération le déséquilibre social créé par l'évolution économique des pays roumains depuis 1829, s'évalent ici, sans qu'ils s'en aperçoivent sans doute, véritablement en pleine lumière.

Enfin nous arrivons à l'argument capitaliste que nous attendions depuis longtemps :

« L'or et l'argent qui entrent dans le pays proviennent non seulement de la sueur des plaignants (*tânguitarilor*), mais aussi en grande partie des importants capitaux employés par les propriétaires pour les achats de bétail et instruments agricoles, pour les gages des domestiques et des ouvriers, qui ne sont pas seulement leurs propres paysans, mais aussi ceux de villages étrangers et de contrées éloignées, voire même des travailleurs d'autres pays, comme la Bucovine, la Galicie et la Transylvanie. » La confusion entre le capital foncier, le capital mobilier et la rémunération de la main-d'œuvre tourne ici au sophisme. Au demeurant, est-ce un moyen de faire entrer de l'argent dans le pays que d'y attirer des travailleurs étrangers au lieu de stimuler l'ardeur des Roumains en leur offrant des salaires convenables qui seraient intégralement dépensés dans le pays ?

Plus loin, le rapport reviendra sur ces arguments : ce sont les pauvres propriétaires qui sont à plaindre, car la corvée ne représente plus le loyer de la terre que les propriétaires laissent aux paysans étant donné que « le prix de la terre a considérablement augmenté, tandis que la quantité de travail qui revient aux propriétaires est restée invariable. »

Les boïars s'aperçoivent-ils qu'en signalant la croissance du capital ils s'aventurent sur un mauvais terrain ? Peut-être, car ils s'empressent de quitter le domaine économique pour défendre avec acharnement des principes plus difficiles à réfuter si on en admet la base et pour développer la *théorie juridique* des rapports agraires.

« Si les paysans n'ont pas été consultés pour la confection des lois qui les concernent, les propriétaires non plus n'ont pas été consultés pour la confection de la législation en vertu de laquelle on a aboli sans indemnité beaucoup de profits qu'ils tiraient de leurs paysans, particulièrement la dîme qui, partie de la rémunération reconnue aux propriétaires pour l'exploitation de leur terre par les paysans, en qualité de loi civile, n'a été abolie dans tous les pays civilisés que moyennant rachat. » Aussi bien le Règlement lui-même

rappelle qu'il n'existe que provisoirement en attendant qu'il puisse être remplacé par des arrangements de gré à gré.

Le fait que le Règlement admet que, dans les propriétés d'une étendue insuffisante pour que les paysans puissent recevoir la part fixée, le propriétaire n'est tenu de donner que les 2/3 de son domaine, ne doit pas être pris comme argument pour démontrer que les paysans ont des droits sur les 2/3 du sol. C'est une mesure exceptionnelle, prise pour protéger les petits propriétaires. La preuve que les paysans n'ont aucun droit, c'est que ceux qui ne sont pas contents sont invités à conclure avec le propriétaire un contrat de gré à gré ou à s'en aller ailleurs.

Ceci dit pour couper court à des revendications communistes et fonder définitivement la propriété individuelle, les boïars acceptent la suppression de la corvée « qui n'est pas un droit féodal, un vain privilège des boïars, qui n'est pas un reste du servage... » mais une rémunération pour « l'usage de la terre que les paysans reçoivent, comme moyen d'existence, des propriétaires, le prix annuel de la possession payé en travail aux propriétaires, et non seulement aux boïars mais aux monastères et aux propriétaires rôturiers ».

Et le rapport insiste longuement sur cette idée :

« La terre que les villageois reçoivent en exploitation, à charge pour eux de rémunérer en travail la permission d'en user, est une terre appartenant sans contestation aux propriétaires, acquise par des titres légaux, par des titres reconnus par toutes les législations du monde et par la nôtre en particulier, comme héritages, partages, délimitations judiciaires, dons, échanges, achats, tous confirmés par les princes... »

« La propriété des maîtres terriens s'étend sur l'intégralité du domaine, comme il est prouvé :

« 1^o Par des milliers et des milliers de ventes et d'achats, qui comprennent tous non seulement la terre réservée à l'usage des propriétaires fonciers, mais aussi la terre qui est donnée aux villageois pour être exploitée par eux et qui est payée par les acheteurs absolument comme la première, au même prix ;

« 2° Par des milliers d'achats faits aux rezèches qui maintenant sont paysans sur les terres vendues par eux ;

« 3° Par les dotations aux nouvelles mariées et aux immigrants... ;

« 4° Par des milliers et des milliers d'hypothèques qui pèsent sur l'intégralité du domaine ;

« 5° Par les lois du pays... qui affirment sans une ombre de doute que la terre donnée aux villageois pour leur subsistance est une propriété incontestable du maître du domaine ;

« 6° et 7° Par le fait que le Règlement Organique ne prévoit pas la moindre indemnité même pour sa maison et ses plantations à tout paysan qui quitte le domaine, tous ses biens immobiliers revenant dans ce cas au propriétaire, sauf dans le cas où l'expulsion du paysan est réclamée par le propriétaire (dans ce dernier cas seulement ce dernier doit verser une indemnité pour les arbres fruitiers déjà plantés, mais non pour la maison) ;

« 8° Par les lois de la principauté de Valachie et de la Bessarabie, qui reconnaissent aux maîtres le droit de propriété illimitée, et aux paysans établis sur ses terres le simple droit de locataires, de possesseurs ;

« 9° Par tous les actes judiciaires qui constatent que, dans les procès auxquels ont été exposées les terres des propriétaires de la part des propriétaires voisins ou d'autres réclamants, les paysans établis sur ces terres n'ont jamais été partie ni dans ces procès ni dans leurs suites, parce que les paysans n'ont jamais eu le droit d'aliéner la terre reçue des propriétaires du domaine pour leur subsistance, de même qu'ils n'ont jamais pu la transmettre à leurs descendants ou à des étrangers ni à titre d'héritage, ni à titre de vente ou d'échange. »

Le rapport invoque ensuite le droit sacré de la propriété reconnu par le Règlement Organique, par le divan *ad hoc* de Moldavie et par toutes les législations du monde. Longuement il insiste sur les principes intangibles que personne n'a le droit de mettre en doute. Si le paysan veut devenir propriétaire, il n'a qu'à acheter la terre

qu'il convoite ; s'il ne veut plus du régime de la corvée il n'a qu'à admettre le remplacement des dispositions réglementaires par des contrats libres de fermage et par des arrangements de gré à gré. L'intérêt des propriétaires est de mettre fin à la réglementation existante de leurs rapports avec les paysans.

Et la longue plaidoirie des boïars se termine par l'énoncé du seul PROJET DE RÉFORME qu'ils puissent admettre :

« 1^o Le mode actuel de paiement de la terre en travail serait complètement aboli ;

« 2^o L'assemblée législative, au cours de sa première session, fixera un délai dans lequel les relations entre les propriétaires fonciers et les paysans cultivateurs établis sur leur domaine seront réglées par des conventions de gré à gré ;

« 3^o L'assemblée législative fera une loi à laquelle seront soumis ceux des propriétaires et paysans qui n'auront pas profité du délai fixé pour le règlement des relations réciproques par conventions de gré à gré ;

« 4^o Cette loi sera fondée sur le principe du respect de la propriété et en même temps veillera à la stabilisation et au mode d'existence des villageois actuellement cultivateurs. »

Ainsi, ce monumental rapport qui dénote chez son rédacteur un beau talent d'avocat, aboutit à un projet vague, obscur et sans aucune portée pratique !

d) PREMIÈRE FISSURE DANS LE BLOC DES PRIVILÉGIÉS

Le rapport des grands propriétaires fut signé par 13 des membres de leur assemblée, ceux d'entre eux qui étaient nettement d'esprit « vieux boïar ». Il faut reconnaître qu'ils n'étaient qu'une faible majorité. Les onze autres députés, en effet, refusèrent de s'associer à l'exposé de doctrine de ces propriétaires de droit divin. C'étaient des boïars instruits ; d'éducation occidentale pour la plupart, et d'esprit plus réaliste. Ceux-ci ne niaient pas le droit de propriété de leur classe mais ils pensaient que l'intérêt général du pays s'ac-

commodait mal des discussions de principes et qu'il fallait avant tout songer à l'amélioration du sort des paysans sur la misère desquels il était insensé de vouloir fonder la prospérité de la nouvelle Roumanie. Ils souhaitaient une entente entre « ces deux éléments, les propriétaires et les paysans, qui ont sauvé la France des révolutions où voulaient la lancer les chercheurs de système » (1). Ils savaient qu'une mesure violente et intempestive « peut paralyser l'agriculture sans apporter une amélioration réelle dans la situation des villageois, comme cela eut lieu en Bucovine, d'où viennent des centaines de paysans pour gagner leur vie en Moldavie ». L'application immédiate du système de la liberté des contrats, qui aurait laissé le paysan sans terre et à la merci des propriétaires, leur paraissait dangereuse tant au point de vue national qu'au point de vue social.

Ils déposèrent donc sur le bureau de l'assemblée une motion ainsi conçue :

Les soussignés proposent que, pour l'organisation future, on prenne comme base les vœux suivants :

1° *L'abolition de la redevance en travail fournie par les paysans aux propriétaires conformément aux institutions actuelles ;*

2° *Le règlement définitif des relations entre les propriétaires et les paysans, et la fixation de principes qui, sans léser les droits des propriétaires, donneront satisfaction aux intérêts des paysans ;*

3° *La future assemblée constituante, au cours de sa première session, votera une loi à laquelle seront soumis les propriétaires et les paysans et qui, en éclaircissant ces principes, résoudra cette question si importante et vitale pour les Principautés Unies. »*

La motion n'était pas plus claire ni mieux rédigée que celle de la majorité, mais elle attestait le désir de quelques boïars de consentir certaines concessions et de faire passer la question économique avant les stériles déclarations de principes.

(1) A. L., I (2), 28. Les 11 boïars de la minorité étaient : M. Kogălniceanu, D. Mi-clescu, D. Rallet, M. Iora, N. Canano, M. Costaché, I. Fotea, C. Rolla, P. Mavrojeni, N. Sturdza et A. Terachiu. C'est ce dernier qui déposa la motion.

Un grand propriétaire, C. ROSETTI-TETCANU, vint proposer une autre solution : selon lui, les propriétaires ont grandement raison de se plaindre puisque pour un travail qui ne vaut pas plus de 12 ducats, ils donnent aux paysans une terre qui en vaut maintenant 120. Mais les paysans ont raison de se plaindre des nombreux abus dont ils ont souffert, abus dont le gouvernement est responsable. Il propose donc :

« 1^o *L'abolition de la corvée, c'est-à-dire du paiement en travail par les paysans du revenu de la propriété ;*

2^o *Le don de 15 perches sur le territoire du village, y compris la maison, à chaque paysan à titre de propriété perpétuelle, et l'institution de communes ;*

3^o *L'autorisation pour les paysans d'être possesseurs des terres de subsistance dont ils auront absolument besoin, de les prendre de la propriété en les payant en argent d'après les prix courants de l'endroit au moment de la prise de possession ; la possession serait de 12 ans, étant entendu qu'elle ne doit jamais cesser si le paysan lui-même ne renonce pas à son droit, seuls les prix seront modifiés de 12 en 12 ans suivant leur taux à la fin de chaque possession... »*

Cette proposition hybride est encore plus mal rédigée que les précédentes et elle n'a pas été prise au sérieux. Elle est toutefois intéressante puisqu'elle montre que l'un des députés des grands propriétaires était capable d'admettre qu'il serait absurde et inhumain de déposséder le paysan des terres qui jusqu'alors avaient assuré sa subsistance. Elle montre que, si aucun des propriétaires ne transigeait sur les principes, certains étaient d'avis de tenir compte, dans l'intérêt du pays, de la situation de fait.

e) LES PROJETS DES PETITS PROPRIÉTAIRES

Les propriétaires de moins de 100 faches (14 ha. 300) de terre étaient surtout des habitants des collines, « de la montagne », comme on disait alors. Ils exploitaient eux-mêmes leurs terres et connaissaient mieux que les grands boïars de la plaine le droit tra-

ditionnel des Roumains. Vivant côte à côte avec le simple paysan, ils savaient ses besoins et ses peines. Les luttes sociales étaient moins vives dans les districts montagneux, où cependant le paysan n'avait pu recevoir l'étendue de terrain réglementaire, que dans ceux de la plaine où la plèbe rurale, foulée aux pieds à chaque invasion et en butte aux tracasseries et à la cupidité des fermiers généraux ou d'orgueilleux magnats, était considérée comme un bétail utile mais sans valeur morale (1).

Après délibération, la majorité du comité des petits propriétaires présenta un rapport beaucoup plus libéral que ceux que nous venons de lire :

« 1. *D'après les lois anciennes, d'après le Règlement Organique et d'après l'ordonnance de 1851, les droits et les devoirs des villageois et les droits et les devoirs des propriétaires sont unis et réciproques. Les villageois ont eu et ont le droit d'avoir des terres de subsistance sur les domaines sur lesquels ils habitent, les propriétaires ont eu et ont le droit de recevoir pour ces terrains des dédommagements en travail...* »

Suivent des remarques qui battent en brèche la théorie des grands propriétaires. Si la propriété était absolue le loyer de la terre réglementaire pourrait être versée en argent ; or

« 4. *...les paysans des grandes propriétés sont tenus de donner au propriétaire... du travail et seulement du travail...*

5. *...Les paysans des propriétés de « rāzeși » sont dispensés de cette charge, ils versent en argent l'équivalent de 12 journées de travail. S'il y avait propriété absolue, ils paieraient en argent le loyer de la terre reçue ; mais, au contraire, lorsqu'ils ne reçoivent pas, par force majeure, une superficie de terrain suffisamment grande, ils doivent racheter comme les autres 12 jours de corvée. C'est donc un travail qui est dû au boïar, et non le loyer de la terre.*

Sur les grandes propriétés les vieillards de 60 ans et les pauvres veuves peuvent s'établir à leur gré et on leur donne 10 perches de terre sans aucune redevance. (Ici l'argument contre le principe de

(1) Je n'exagère rien. Il faut relire la statistique, citée plus haut, de Chainoi (*Dernière occupation...* p. 31) où un bœuf est compté comme l'équivalent de 2 hommes 1/2

la propriété absolue est moins bon, car cette disposition est une mesure humanitaire qui n'existe que dans l'ordonnance de 1851.)

« 7. Sur les terres des « răzeși », les paysans, de quelque condition qu'ils soient, n'ont rien à payer pour le terrain bâti et l'enclos qu'ils reçoivent... » (C'est encore un allègement qu'ils ont obtenu en 1851 et dont on ne peut tirer un argument juridique bien sérieux.)

« Cette inégalité dans la rémunération de la propriété vient certainement du seul fait que lors de la rédaction et de la préparation de la loi tous les intéressés n'ont pas été consultés. C'est ainsi que le principe établi pour les grandes propriétés que le paysan n'a pas le droit de payer en argent le prix du travail a donné cours en beaucoup d'endroits à des abus sans fin. »

Les petits propriétaires ont plus de sens pratique que les paysans et ils leurs signalent les inconvénients de leur projet qui peut être générateur de misère et de troubles. Si l'on donne au paysan, en toute propriété, sa maison et 10 perches de terre (1.400 m²), la liberté du travail qu'il y gagnera en retour sera illusoire, car, privé de la terre qui assurait l'existence de sa famille, il sera obligé de louer ses bras à des prix infimes, d'affermier des pâturages pour son bétail au prix fort, et il subira les conséquences, désastreuses pour le pauvre, de la loi de l'offre et de la demande.

La majorité des petits propriétaires est donc d'avis de laisser aux paysans les terres dont ils ont joui jusqu'à ce jour, et de leur consentir le droit de racheter chaque année leurs corvées. En outre, avec une prévoyance que n'avaient pas les intéressés, elle demande que les descendants des possesseurs actuels puissent cultiver dans les mêmes conditions les terres de leurs parents, si le droit des « nouveaux mariés » est aboli. Enfin elle se prononce pour une réglementation des contrats agricoles (1).

Mais ce projet a l'inconvénient de sacrifier d'avance de droit des nouveaux mariés. C'est pour cela probablement que l'un des petits propriétaires, V. ZAHARIA, refusa de le signer et demanda que la

(1) A. L., I (2), 32-35.

législation existante fût conservée en y ajoutant seulement le droit pour le paysan de racheter annuellement ses jours de corvée par le versement d'une somme d'argent dont le montant serait fixé d'avance pour chaque localité.

Un autre député, C. HURMUZACHI, soutenu par son collègue C. S. Sturdza, refuse de souscrire à la décision de la majorité pour de toutes autres raisons. Il accuse les petits propriétaires de faire de la démagogie sans aucun risque puisque, pour la plupart, ils n'ont pas de paysans établis sur leurs terres : les rezèches ont une petite terre à titre de propriété personnelle et le reste est propriété collective ; dans ces conditions, s'il y a des paysans établis sur leur domaine, auquel des co-propriétaires devraient-ils fournir la corvée si le rachat n'était pas obligatoire, comme il l'est en pratique dans cette catégorie de villages ? On ne peut pas tirer une conclusion générale d'un fait particulier, puisque le rachat de la corvée n'existe que dans des villages où il était impossible de trouver du travail pour le corvéable.

Quant aux abus ils sont aussi fréquents lorsqu'on applique le système du paiement en espèces que lorsqu'on applique celui du paiement en travail. La preuve en est la loi de 1844 sur l'usure. Pour qui connaît la mentalité du paysan roumain il est certain que les versements en argent seront pour lui une charge beaucoup plus lourde que l'exécution des corvées.

D'ailleurs aucune loi du monde n'admet que des prestations fondées sur un contrat bilatéral puissent être rachetées sans le consentement des deux parties.

L'argument est étrange. Il y en a d'ailleurs bien d'autres dans l'exposé décousu de C. Hurmuzachi. Quant à son projet de réforme il n'a aucune portée pratique. « Les relations entre les propriétaires et les paysans établis sur leurs terres seront réglées par arrangements de gré à gré, lesquels permettront aux paysans non seulement de transformer la corvée en redevance en argent, mais de devenir possesseurs et même propriétaires. » Ces arrangements doivent avoir lieu dans un délai de deux ans. Pendant ce temps, on permettra aux paysans de s'établir sur la propriété qui leur

plaira. Puis l'Assemblée législative fera une loi sur les rapports entre les propriétaires et les paysans qui n'auront pas profité de ce délai. Le nouveau gouvernement instituera des établissements de crédit pour permettre l'accession des paysans à la propriété.

Ce projet est le plus obscur de tous. Comment Hurmuzachi pouvait-il croire que les paysans achèteraient en deux ans toute la terre qui leur était nécessaire sans même que les propriétaires fussent obligés par la loi de la leur vendre ? Quel intérêt d'ailleurs y verraient-ils puisque le projet prévoyait l'étude d'une nouvelle réglementation que voterait l'Assemblée législative ? Toutefois la proposition Hurmuzachi est intéressante parce qu'elle exprime l'état d'esprit des petits boïars, aussi âpres que les grands lorsque leurs intérêts sont menacés, tandis que le projet de la majorité exprimait celui des rezèches qui formaient sans doute la grande masse des électeurs dans cette classe dite des « petits propriétaires ». Ecrasés par cette majorité les petits boïars manœuvrèrent pour enterrer la réforme.

f) LA RIPOSTE DES DÉMOCRATES

Les paysans ne tardèrent pas à trouver des appuis solides dans les autres classes. Vinrent à eux des rangs des petits propriétaires, cinq députés : C. Bădăraș, N. Bosie, I. Hrisanti, D. Cracte et Stiun ; des rangs du clergé, l'évêque Ghenadie Șendre, les archimandrites Neofit Scribăn et Melhisedec, l'économe Dimitrie Mateaș ; enfin, la plupart des députés des villes, parmi lesquels V. Mălinescu, D. Cozadini, D. Ghidionescu, T. Sacalov, L. Galiardi et D. Romov.

Ces députés déposèrent, à l'Assemblée, un « *amendement à la proposition des paysans* » qui est, en réalité, une réfutation complète du rapport des grands boïars (1).

Ils commencent par un *exposé historique* : En citant pêle-mêle Eutrope, Dion Cassius, Gibon et Petru Maior ils admettent que les Roumains descendent des colons de Trajan, qui n'ont connu que la propriété individuelle suivant le droit romain. Tous les paysans,

(1) A. L., I (2), 39 sq.

à l'origine, auraient été propriétaires. Les princes après les guerres dévastatrices ont fait ensuite beaucoup de donations de terres incultes et créé les boïars : pour se protéger, les paysans ont été obligés, pour la plupart, de se recommander aux seigneurs et sont devenus des corvéables. Pour mieux les fixer on en a fait des serfs.

Au début, ils ne payaient que la dîme, mais on prit l'habitude de leur demander aussi des corvées, dont le nombre fut bientôt fixé par les princes à 12. Mais c'est la dîme qui est le paiement de la terre concédée, et non la corvée. Celle-ci est due au seigneur en tant que seigneur et non pas en tant que propriétaire. L'exposé cite des décrets du XVIII^e siècle qui semblent le démontrer. Celui à qui était fournie la corvée s'appelait autrefois « maître terrien » (*stăpân de moșie*) ; des centaines d'actes publics donnent aux prestations en travail le nom de « corvée seigneuriale » (*claca boierească*) ; puis le Règlement, « ayant en vue la constitution de la bienfaisante institution de la propriété, a introduit le mot de *propriétaire* » (1).

Un acte émis par l'assemblée générale, en 1749, déclare que les *vecini* ne sont pas des serfs (*robi*), et que personne n'a le droit de les vendre.

L'argumentation est habile et il est dommage que les rédacteurs ne puissent citer que des actes du XVIII^e siècle, qui concernent une société déjà évoluée, et qu'ils ignorent une foule d'actes privés, publiés depuis, qui attestent la complexité de la question.

Le mémoire rappelle ensuite que le boïar a été tenu, jusqu'en 1805, de donner aux villageois toute l'étendue de terre qui leur revenait, quelle que fût l'étendue du domaine. Ce n'est qu'à partir de cette date qu'il reçut le droit de réserver pour lui le tiers au moins de la superficie des terres. Avant le Règlement Organique le jardin des travailleurs n'était pas soumis à la dîme. Les travailleurs conservaient leur terre de subsistance toute leur vie. Ils jouissaient librement des forêts. Le Règlement a changé tout cela : la terre est reprise aux vieux paysans et à ceux qui ne peuvent plus faire les corvées ; le droit aux forêts se réduit au ramassage du bois

(1) *Ibid.*, p. 44.

mort. Mais la loi nouvelle ne doit pas faire oublier les droits anciens des paysans.

On vient dire que le fait que les boïars peuvent vendre librement leurs terres, y compris les tenures paysannes, est une preuve que leur droit de propriété est absolu. Mais peuvent-ils vendre les droits du cultivateur ? Et l'acquéreur n'est-il pas obligé de laisser, lui aussi, aux paysans, la terre réglementaire ? Avant le Règlement organique, l'*urbarium* de Ioan Calimah, en 1768, prévoit même en cette matière toute espèce d'abus et les condamne formellement.

Le mémoire montre ensuite comment la corvée a été rendue de plus en plus lourde. De 12 jours (et même de 6 dans certaines contrées) elle a été portée, par l'institution du travail à la tâche, à 40 jours, et rendue plus pesante encore par le Règlement Organique, voire même par l'ordonnance de 1851 puisque le paysan sans bœufs fournit maintenant en réalité 48 à 50 jours de travail, le paysan qui a deux bœufs, 65 à 70, le paysan qui a 4 bœufs 76 à 80, sans compter les déplacements, le dressage des meules, etc.

Les *conséquences économiques* du régime de la corvée sont ensuite examinées : Depuis 30 ans le travail forcé des paysans a considérablement augmenté, et cependant l'agriculture reste stationnaire, parce que les exploitants, comptant uniquement sur la corvée, ne se sont pas souciés de perfectionner l'outillage ou les pratiques culturales. De leur côté, les paysans ne s'intéressent guère à leurs terres, qui ne sont pas absolument leur propriété. L'augmentation de la population contribue à la routine, car les boïars ne veulent pas faire des améliorations sérieuses sur des parties de leur propriété qu'ils seront peut être un jour obligés de céder à de nouvelles familles de paysans.

Les rédacteurs du mémoire critiquent ensuite le système des contrats volontaires que voudraient instituer les grands propriétaires. Ce système écrase le faible, et si l'Etat intervient pour réglementer les fermages, il mécontente infailliblement les uns et les autres. D'ailleurs le paysan qui est un *copropriétaire* n'acceptera jamais de n'être plus qu'un fermier.

De cet exposé, fermement écrit et bien documenté pour l'époque, les députés signataires tirent le projet suivant :

1^o Rachat de la corvée seigneuriale et remise aux paysans des droits complets de propriété sur la quantité de terre accordée réglementairement jusqu'à ce jour ;

2^o Suppression des monopoles, reconnaissance de la commune comme personne morale et institution de conseillers municipaux élus par les paysans pour gérer tous les intérêts locaux.

La conclusion est curieuse et d'une timidité déconcertante. Après une magistrale plaidoirie qui semblait avoir démontré que les paysans avaient un droit incontestable sur la terre — et même sur une superficie de terrain bien supérieure à celle qui leur était concédée par le Règlement et l'ordonnance de Grigore Ghica —, après avoir longuement soutenu que la corvée n'était qu'une servitude féodale et non la rente en travail d'une terre concédée, les signataires du mémoire abandonnent toute revendication sur l'étendue de terre dont jouissaient les paysans antérieurement au Règlement, sacrifient le droit des nouveaux mariés et légitiment la corvée en en réclamant le rachat.

Pourtant, si modéré qu'il fût, le projet des démocrates fut combattu dédaigneusement par le grand boïar Manolache Costache Iepureanu qui demanda d'écarter tout simplement l'« amendement » comme contraire au règlement ; et sa proposition fut votée par 37 voix contre 32 et 9 abstentions.

Les démocrates ne se tiennent pas pour battus, et aussitôt la proclamation du vote, un député des villes, dont la Roumanie appréciera, plus tard, la haute culture, les qualités de diplomate et la grandeur d'âme, COSTACHE NEGRI, prend la parole.

Il montre qu'une nation forte ne peut se fonder que sur l'union de toutes les classes de la société et il adjure les boïars de faire passer l'intérêt général avant leur intérêt particulier. La classe la plus cultivée de la nation doit donner l'exemple du patriotisme en consentant à faire les sacrifices indispensables pour la régénération de la nation roumaine. Il propose :

Que les boïars propriétaires vendent aux habitants de la campagne les terres dont ils jouissent en vertu de la constitution, et que ces derniers payent ces terres à leur véritable valeur ;

Que, provisoirement, en attendant que les acquéreurs puissent trouver les fonds nécessaires ou qu'on puisse leur procurer des facilités de paiement, le règlement actuel reste en vigueur. Cette vente, d'abord obligatoire, ne serait plus que facultative 15 ans après la promulgation de la loi. La future assemblée législative fixerait le prix des terres suivant la qualité et déciderait que les propriétés achetées par les paysans seraient inaliénables pendant un certain nombre d'années.

Cette proposition sans valeur pratique montre que Negri, préoccupé par les questions nationales, ne connaissait nullement la question agraire et qu'il avait conservé trop fidèlement l'esprit de 1848.

g) LA FIN DES DIVANS « AD HOC »

Le divan moldave, soit dans les comités des divers ordres, soit en assemblée générale, discuta longuement les projets qui lui avaient été présentés.

Les orateurs des grands boïars, C. Rosetti-Tețcanu, Grigore Balș et A. Panu développèrent successivement à la tribune les idées exprimées déjà dans leur rapport. Ils le firent avec beaucoup de véhémence, et, au lieu de se placer, comme le demandait Negri, sur le terrain national, ils agitèrent à qui mieux mieux le spectre rouge : céder aux paysans ce serait, selon eux, non pas consolider la nation roumaine, mais la livrer au communisme qui nie la propriété et qui combat l'ordre social : il ne faut pas donner ce spectacle aux puissances qui s'occupent de régler le sort des pays roumains et qui se détourneraient d'eux avec horreur si elles constataient qu'ils sont gagnés à des idées subversives (1). Le patriotisme, au contraire, commande de proclamer la « sainteté de la propriété ».

Cogălniceanu lui-même, partisan ferme de la suppression de la corvée, n'approuve pas le ton de la pétition des députés paysans

(1) *Ibid.*, p. 69, discours de G. Balș.

et estime qu'ils ont gâté une belle cause en attaquant le principe de la propriété. Enfin, inquiets peut-être des divisions qui commençaient à se produire au sein même de leur classe, les boïars déclarent qu'il s'agit d'une question complexe. Elle ne peut être résolue en quelques séances par une assemblée qui n'a été élue que pour exprimer des vœux sur le statut du nouvel Etat et pour répondre à des questions précises, d'ordre national et administratif, posées par le Congrès de Paris. C'est donc à la future assemblée législative qu'il appartient de régler la question agraire et non aux députés des divans *ad hoc* qui ne sont pas mandatés pour cela.

De fait, le divan était de plus en plus divisé et l'âpreté des discussions risquait de nuire à la cause de l'Union des Principautés réclamée par la presque unanimité des députés. Si les grands propriétaires avaient un jour quitté la salle des séances, l'événement aurait pu être commenté à l'étranger avec beaucoup de malveillance.

La méfiance était telle que la proposition la plus anodine était repoussée parce qu'on y voyait toujours une ambiguïté exploitable plus tard par ses auteurs. Le consul français à Iassy, Victor Place, renseigné évidemment par un des grands boïars du divan, écrit au ministère Walewski le 3 décembre : « Le divan *ad hoc* ne veut pas se retirer sans voter sans discussion et à l'unanimité :

« Le respect de la propriété de toute nature. »

Ce principe, assez vague dans sa formule, cache un piège de la part des radicaux qui l'ont proposé. Au moment où viendra la question des paysans, ils s'efforceront, j'en suis convaincu, de faire reconnaître les paysans comme véritables propriétaires du sol qu'ils cultivent et d'arriver ainsi au partage des terres dont ils poursuivent la réalisation (1). »

Après une série de discussions violentes et stériles, les diverses propositions ayant été mises aux voix, aucune d'elles ne put réunir la majorité.

Quant au divan valaque, après des élections qui, du premier coup, avaient donné aux unionistes une grosse majorité et qui

(1) A. D., t. V, p. 822.

avaient permis de nouveau de porter aux oreilles des paysans l'exposé de leurs droits et de superbes promesses d'avenir, il n'eut pas à entrer dans le feu des discussions du même genre, puisqu'il refusa de se mettre au travail avant de connaître quel sort les grandes puissances réservaient aux Principautés danubiennes.

C. — La Convention de Paris

a) LE RAPPORT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

En présence des délibérations confuses du divan *ad hoc* de Moldavie et des résultats fragmentaires auxquelles elles avaient abouti, la Commission européenne présidée par le baron de Talleyrand-Périgord fut bien embarrassée pour donner des avis sûrs à la conférence qui devait établir à Paris, en mai 1858, le statut des Principautés. Son rapport prudent est cependant un modèle de clarté et d'impartialité (1).

Sa deuxième partie commence par un exposé historique du droit public dans les deux Etats. Leur administration est ensuite passée en revue, et la commission signale la surcharge d'attributions du ministère de l'Intérieur qui, en Valachie, s'occupe aussi des Travaux publics et des Postes. Cette surcharge empêche le ministre de rien approfondir ; prétendant cependant tout administrer, tout contrôler, il contribue à tout entraver. Dans les districts, le préfet nommé par le Prince n'a pas, lui non plus, les moyens de contrôler de près l'exécution des lois. Le rôle du sous-préfet, choisi en Moldavie sur une liste dressée en réalité par les grands boyars, et en Valachie, depuis 1851, par le Gouvernement, qui peut ne pas le choisir sur la liste de 4 membres présentée par les électeurs locaux, est plus important en réalité que celui du préfet. Les contestations entre les propriétaires et les paysans sont en effet de son ressort. Les commissaires sont d'avis que l'autorité du sous-préfet est « arbitraire, corrompue, oppressive pour le paysan, et même quelquefois

(1) Ce rapport est publié dans A. D., VI (2), 597 sq., et les parties qui nous intéressent reproduites dans A. L., I (2), pp. 152-175.

pour le propriétaire ». Les communes sont mal administrées et doivent être réformées. Les tribunaux rustiques, qui ont été supprimés, doivent être rétablis. Les commissaires de Grande-Bretagne et de Sardaigne sont d'avis qu'il faudrait créer, en outre, des conseils de districts élus, pour contrôler l'administration et proposer des mesures d'intérêt local. Le commissaire russe craint qu'ils ne soient, en réalité, à la merci du préfet, ou bien qu'ils réduisent à néant son autorité. Les représentants de l'Autriche et de la Turquie estiment que ce serait une institution prématurée, voir même dangereuse.

En ce qui concerne, à proprement parler, les rapports entre les propriétaires et les paysans, la commission signale l'importance de la question et l'âpreté des discussions à ce sujet. « Il serait difficile d'établir si, dès l'origine, la propriété foncière dans les Principautés a été constituée sur des principes analogues à ceux reconnus en Occident ; car ses bases et les droits réciproques des seigneurs et des paysans cultivateurs étaient alors si peu définis, qu'il serait presque impossible de les analyser aujourd'hui en se plaçant au point de vue européen du droit de propriété. »

Elle est moins prudente lorsqu'elle prétend que le Règlement Organique « a affranchi les paysans de la glèbe, en leur reconnaissant pour la première fois le droit de quitter les villages auxquels ils étaient attachés ». La restriction du terrain alloué aux paysans, l'augmentation de la corvée, l'établissement de monopoles nouveaux (?) sur la viande et le pain, le droit de lever des « serviteurs volontaires », aurait été la rançon des paysans libérés. Néanmoins la loi n'a pas dépossédé les paysans du sol qu'ils occupaient sur les domaines des boïars. « Grâce cependant à l'insouciance des gouvernements, intéressés beaucoup plus à ménager les boyards que les paysans ; grâce à la corruption des sous-administrateurs... on a vu toutes les dispositions bienfaisantes, garanties par le Règlement en faveur de la population rurale, violées et tombées en désuétude. L'action du gouvernement fut entièrement paralysée dans les campagnes, les paysans furent livrés à la merci des propriétaires et une sorte de droit féodal fut réintroduit en Moldavie. »

Elle expose ensuite les lois de 1851, et résume les projets de réforme qui ont été soutenus aux divans « *ad hoc* ». De toutes ces propositions « il est résulté un fait concluant et que toutes les classes ont admis : la nécessité urgente d'améliorer la condition de la population rurale, en prenant pour base de la nouvelle réforme l'abolition de la corvée au moyen d'une indemnité et la constitution des paysans en propriétaires fonciers ».

Les commissaires d'Autriche, de France et de Prusse se fondent sur ces vœux pour exprimer l'opinion qu'il faut « améliorer l'état des paysans, en les libérant de la corvée contre indemnité et en les constituant propriétaires de ce qu'ils ont aujourd'hui en possession ; de l'autre côté affranchir les seigneurs terriens des obligations, extrêmement nombreuses, qui leur incombent envers les corvéables et leurs descendants mâles ».

Les commissaires de la Grande-Bretagne, de Russie et de Sardaigne reconnaissent la nécessité d'une organisation nouvelle, mais pensent que les lois réglant les rapports entre les propriétaires et les paysans doivent être discutées et votées dans le pays même. La Conférence se bornant à inviter les nouveaux gouvernements à s'occuper immédiatement de ces questions. Le commissaire britannique ajoute qu'il ne peut pas admettre « la conversion du laboureur en propriétaire du terrain qu'il exploite aujourd'hui ; car en imposant un tel changement, on violerait (selon lui) le principe de la propriété et de plus on porterait à la longue un notable préjudice au paysan, au propriétaire et même à l'agriculture. » Nous avons déjà montré que les diplomates britanniques étaient gagnés aux idées des grands boïars, qu'ils cherchaient à attirer dans leur sphère d'influence.

Quant au commissaire de Turquie il veut « réserver à la Sublime Porte de se prononcer sur la matière en question ».

Dans les commentaires personnels qu'il annexe au rapport, Talleyrand exprime lui aussi l'idée qu'il est insensé de vouloir faire résoudre la question par des assemblées indigènes, qui vont être composées de grands boïars. L'âpreté des discussions aux divans *ad hoc*, qui pourtant n'avaient que des attributions consultatives,

en est la meilleure preuve. Il faut que le principe au moins de la réforme agraire soit fixé par la Conférence, si l'on veut que les gouvernements et les chambres de Moldavie et de Valachie mettent sur pied la moindre réforme.

Mais c'était un peu trop demander à une conférence d'ambassadeurs. C'est le 19 août seulement que les plénipotentiaires, réunis à Paris, se mirent d'accord sur le texte de la convention qui devait régler le sort des Principautés-Unies. La question paysanne n'y tient qu'une bien petite place :

« Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles aux emplois publics dans l'une ou l'autre Principauté. Leur liberté individuelle sera garantie. Personne ne pourra être retenu, arrêté ni poursuivi que conformément à la loi. Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public et moyennant indemnité. Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives. Tous les privilèges, exemptions ou monopoles dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs en vue d'améliorer l'état des paysans. Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les développements que comportent les stipulations de la présente convention (1). »

Mais les plénipotentiaires en fixant les règles des opérations électorales dans les Principautés-Unies appliquent, d'une façon bien étrange, les principes d'égalité proclamés par eux : Pour les élections aux Assemblées législatives les citoyens sont divisés en trois groupes. Sont électeurs du premier degré à la campagne ceux qui jouissent d'un revenu foncier de 100 ducats au moins (environ 1.000 lei or actuels). Sont électeurs du deuxième degré : à la campagne ceux qui jouissent d'un revenu foncier de 1.000 ducats au

(1) Art. 46 de la convention de Paris, A. D., VII, 306 et A. L., I (2), 179.

moins (10.000 lei or), dans les villes ceux qui peuvent prouver qu'ils possèdent un capital foncier, industriel ou commercial de 6.000 ducats au moins (60.000 lei or). (Interprétant cette disposition dans le sens le plus étroit, les régents des Principautés n'ont même pas admis dans ce compte le chiffre des créancés ou du numéraire (1). Est éligible tout Moldo-Valaque âgé de 30 ans au moins qui jouit d'un revenu de 400 ducats au moins (4.000 lei or). Les électeurs ruraux du premier degré élisent un député par département ; les électeurs ruraux du deuxième degré deux députés par département ; les électeurs urbains un député par chef-lieu de département, excepté à Bucarest et à Iassy où ils en élisent trois, ainsi qu'à Craiova, Ploiești, Braila, Galatz et Ismaïl où ils en élisent deux. Les 4/5 des députés sont donc choisis par les grands propriétaires parmi les membres des 200 familles les plus riches du pays, et, dans les villes, l'élite intellectuelle n'est ni électrice ni éligible. Il y a en tout 2.072 électeurs en Valachie et 1.724 en Moldavie ! Le district d'Ismaïl n'a qu'un seul électeur du deuxième degré : il s'élit lui-même (2).

Dans ces conditions, la réalisation de toute réforme agraire devient impossible, car le gouvernement ne peut décider une aristocratie de 200 familles à se dépouiller elle-même. La classe paysanne ne peut même pas faire entendre sa voix, et les intellectuels, mécontents d'être écartés du « pays légal », attiseront les haines des classes inférieures. Ce monstrueux régime électoral rend très instable la situation d'un pays qui ne peut supporter le règne d'une oligarchie égoïste et dure.

D'autre part, le statut politique des principautés arrêté par la conférence rend ces pays ingouvernables : les deux Etats porteront le titre de « Principautés-Unies » ; ils auront chacun leur drapeau, mais avec une frange bleue identique ; ils auront chacun leur armée, mais pourvue d'une organisation semblable ; il y aura deux princes et deux assemblées, l'une à Iassy, l'autre à Bucarest, mais la cour

(1) XENOFOL : *Ist. Rom.*, t. XII, p. 282.

(2) *Mon. Of. al Mold.*, 16 mars 1860.

de cassation sera commune et les lois seront identiques. Une commission centrale siègera à Focşani, à la frontière, pour préparer ces lois.

Une loi nouvelle devra donc être présentée par l'un des princes à la Commission centrale, puis votée par les deux chambres, puis sanctionnée par les deux princes. Si l'une des chambres y introduit des amendements, il en résultera des « navettes » interminables. Il en sera de même en cas de désaccord entre des deux princes. A-t-on jamais rencontré pareille chinoiserie dans l'histoire des constitutions du monde ?

D. — La période de transition (1859) et l'élection du prince Cuza

a) L'INCERTITUDE AU DÉBUT DE 1859

En attendant l'élection des princes, la Porte nomma dans chaque principauté trois *caïmacams* (régents) pour gouverner provisoirement le pays et réunir les électeurs. Ces *caïmacams* ne s'entendirent pas, car il y avait parmi eux des candidats possibles au trône et ces derniers ne pensaient qu'à échauffer le zèle de leurs partisans, tandis que leurs collègues les combattaient par jalousie et que les affaires courantes restaient en souffrance.

En Valachie, en vertu de l'ordonnance de Barbu Ştirbei, les contrats agricoles devaient être conclus ou renouvelés au commencement de chaque période « catagraphique », c'est-à-dire l'année où se faisait le recensement. C'est cette année-là aussi que les paysans pouvaient aller s'établir avec leur famille dans un autre village s'ils avaient rempli les obligations réglementaires. Or les *caïmacams* de la principauté avaient négligé de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution du recensement, et les Valaques ne savaient plus ce qu'ils devaient faire. Dans certaines régions on renouvelait les contrats, dans d'autres on restait dans l'expectative, ne sachant si les baux seraient considérés comme valables. Beaucoup de

paysans déménageaient, estimant qu'ils en avaient le droit, sans qu'aucun contrôle fût possible. Le conseil de régence donna l'ordre de commencer les opérations du recensement, puis, craignant des troubles, il ordonna de les suspendre ; enfin il décida que l'on continuerait d'appliquer les dispositions de la période précédente. Personne n'y comprenait plus, rien (1).

Le Conseil administratif provisoire, saisi de la question, décida :

1^o Que les contrats en vigueur en 1858 seraient prolongés pendant l'année 1859 ;

2^o Que les contrats nouveaux se feraient suivant les règles admises pour la période écoulée ;

3^o Que les propriétaires et les paysans seraient libres de conclure des contrats de gré à gré tant pour l'étendue de terre réglementaire que pour le surplus ;

4^o Que ces derniers contrats devraient être certifiés par les députés du village, le curé, le notaire de village et le sous-administrateur ;

5^o Que tout individu qui serait pris en train de parcourir les villages pour y faire de l'agitation contre la propriété et l'ordre public serait aussitôt traduit devant les tribunaux (2).

Mais, pour dégager sa responsabilité, avant de requérir l'exécution de sa décision, le Conseil administratif la soumit à l'examen de l'Assemblée.

Si anodin qu'il fût, le projet fut l'occasion de violents débats. Le prince Dimitrie Ghica prit violemment à partie les signataires de la proposition, des « rouges » de 1848, à qui il dénia le droit de parler des questions de propriété en raison de leur attitude antérieure. J. Brătianu lui répliqua que, si l'on admettait ce principe, il y avait aussi des questions nationales qui ne pouvaient être traitées avec la collaboration de certains personnages en raison de leurs antécédents. Et cette cinglante réplique souleva des tempê-

(1) R. R., II, 329-330.

(2) A. L., I (2), 181-182, Monit. of. al Teri-Românești, 12 mars 1859.

tes... (1). Toute réglementation rendait les boïars inquiets ; le moindre texte administratif, même provisoire leur paraissait cacher des pièges, créer des précédents dont les communistes tireraient plus tard argument pour nier leur droit de propriété absolue. Ils déployaient des moyens d'obstruction pour empêcher le vote des mesures les plus urgentes, car ils s'accommodaient fort bien de l'absence de réglementation. « J'ai entendu parler, dit Barbu Catargiu, au cours de la séance du 6 mars, de contrats très oppressifs que le propriétaire aurait imposés au paysan. Je repousse cette idée, parce que je sais qu'il ne peut pas exister un propriétaire assez misérable pour exiger de la population villageoise pareilles conditions ; car, au contraire, il est de son intérêt de rivaliser avec les autres propriétaires en donnant plus d'avantages au paysan, et cette concurrence est en faveur du paysan et préjudiciable au propriétaire oppresseur. A l'étranger, dans les pays civilisés, il y a 10 paysans par arpent ; ici c'est le contraire... Les contrats de maintenant aboutiront un jour aux transactions libres ; et nous verrons plus tard que tout ce qui était fait par le législateur, la liberté et l'entente le font d'elles-mêmes... (2) »

Les mesures furent adoptées, mais cette atmosphère de méfiance, cette intransigeance farouche de la classe des grands propriétaires laissaient aisément prévoir l'impossibilité d'une réforme agraire dans une Roumanie gérée par la constitution oligarchique que lui avait imposée la Conférence de Paris.

Cependant, les hommes de toutes les classes de la société qui constituaient le parti National, le parti qui travaillait de toute son âme à réaliser l'unité du pays, souhaitaient de pouvoir réaliser une réforme sans laquelle le paysan roumain ne pouvait s'intéresser à leur œuvre d'émancipation politique. Ces hommes, dont les chefs étaient cependant fort riches, dénonçaient les méfaits de l'esprit « vieux boïar ». Ils préparaient l'avènement d'un nouveau personnel politique qui balayerait, en même temps que le vieux particu-

(1) Mon. of., n° 32, séance du 5 mars 1859, et A. L., I (2), 182 sq.

(2) Mon. of., n° 34, et A. L., I (3), 199.

larisme, l'égoïsme étroit des magnats de la génération précédente.

La double élection du prince Cuza fut le symbole de cet esprit nouveau. La plupart des Moldaves pensaient que l'Assemblée élirait comme prince le représentant d'une des anciennes familles du pays ; on lançait les noms de l'ancien prince Michel Sturdza et de son fils Grégoire. Le parti national, après avoir hésité lui-même longtemps, réussit à faire élire un homme nouveau, Alexandre Cuza. Cuza était, lui aussi, un boïar, mais sa fortune n'était pas considérable et il s'était toujours déclaré l'ennemi des privilèges. Quelques jours après l'assemblée valaque élisait le même Cuza, éludant ainsi les absurdes dispositions de la Conférence et inaugurant une politique habile qui devait fonder réellement l'unité roumaine.

1^o L'ESPRIT PUBLIC A L'ÉPOQUE DE L'UNION ET LA QUESTION AGRAIRE

- A. LES SENTIMENTS DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS.
 - B. LA POLÉMIQUE AU SUJET DES DROITS DES CULTIVATEURS
ET DES PROPRIÉTAIRES.
 - C. L'EXEMPLE DE L'ÉTRANGER.
 - D. MIHAIL COGĂLNICEANU.
-

A. — Les sentiments des nouvelles générations

a) L'IMPATIENCE DES PAYSANS

Les documents écrits nous manquent pour connaître l'état d'esprit de la classe paysanne après 1853. Il n'a pas été conservé de compte-rendu des séances du Comité des paysans au divan *ad hoc*. Lorsque les archives de l'Etat seront ouvertes au public pour cette période importante de l'histoire roumaine il faudra lire les pétitions de village (qui nous ont été si utiles pour analyser l'état d'âme du paysan à l'époque de Kisselef) et les analyser avec soin. Pour l'instant nous ne pouvons qu'utiliser des mémoires et des extraits d'actes officiels qui nous donnent une connaissance indirecte des faits.

Un fait certain c'est que les paysans ne s'intéressaient aucunement à la question de l'Union. Alors que la Révolution de 1848 avait eu dans la campagne valaque de profondes répercussions, car le paysan y voyait l'élaboration d'un ordre nouveau qui mettrait fin à sa servitude et à sa misère, le mouvement national qui suit la guerre de Crimée le laisse absolument froid. Peu lui importe que les boïars patriotes prennent en mains la direction politique du pays, conservent deux principautés ou réussissent à les fondre en une seule ; de toutes façons ils l'obligeront à fournir les corvées et

l'empêcheront de choisir son domicile. L'esprit national est encore beaucoup plus faible dans la classe paysanne à l'époque de l'Union qu'à l'époque de Tudor Vladimiresco, et la conscience de classe est beaucoup plus forte.

Les chefs du parti patriote qui connaissaient cet état d'esprit n'étaient pas sans inquiétude. Dirigées par une administration au service de la Turquie ou de l'Autriche, les masses paysannes pouvaient aisément être utilisées contre eux. Un journal ose l'avouer : « Les paysans, dénués de toute éducation politique, livrés à l'omnipotence des sous-administrateurs (*priveghetori*), habitués à obéir à tous les ordres du gouvernement, étaient, en effet, par leur nombre, un moyen des plus efficaces pour organiser une manifestation contre l'Union (1). »

Au moment des élections aux divans *ad hoc* le parti national fit une propagande active dans la campagne. Ses orateurs montraient aux paysans que l'union des Principautés renforçait le gouvernement et leur permettait de mieux tenir en mains ses fonctionnaires et de mettre fin à beaucoup d'abus ; les grandes puissances exigeraient certainement la constitution d'une Roumanie qui serait capable de ne pas se laisser déchirer par les luttes de classes, enfin la forme nouvelle de la nation roumaine exigerait un changement complet du personnel politique, et les travailleurs de la terre, qui avaient tant souffert du régime des vieux boïars, ne devaient pas refuser leur confiance aux hommes nouveaux.

Ce que le paysan retint de ces discours, c'est que « *quelque chose allait changer* », et ses délégués au divan *ad hoc* surent exprimer avec l'énergie que l'on sait des sentiments qui, en Moldavie du moins, avaient été refoulés, par prudence ou désespoir, depuis l'époque du « président plénipotentiaire » (2). Sans entrevoir les inconvénients du système qu'il proposait, le paysan s'enflammait à l'idée que le moment était venu de réclamer la suppression de la corvée et l'acquisition d'un droit d'absolue propriété sur la terre concédée.

(1) *L'Etoile du Danube*, 8 janvier 1857.

(2) Cf. R. R., II, 283, n° 1.

Ces revendications furent présentées avec dignité, et le calme fut parfait dans les campagnes jusqu'à l'automne de 1858.

Mais lorsqu'on apprit en Roumanie que la Conférence de Paris livrait le pays pieds et poings liés à la caste des grands propriétaires, l'agitation commença. Les intellectuels, les petits fonctionnaires, les commerçants et les artisans privés du droit de vote manifestèrent leur indignation et la communiquèrent aux travailleurs de la terre (1). Beaucoup de propriétaires s'inquiétèrent et prirent des mesures de défense : ils firent garder leurs résidences par des serviteurs armés ; certains firent fabriquer de petits canons en bois de cerisier renforcé de cerceaux de fer, dont ils faisaient tirer quelques coups le dimanche plutôt pour intimider les villageois que pour les convier à des réjouissances (2).

Ces précautions n'avaient rien d'excessif, car outre les « nationaux » rouges, anciens révolutionnaires de 1848, hommes de valeur souvent, résolus à arriver coûte que coûte au pouvoir, une foule d'agitateurs de lignée plus basse exploitait les colères et la crédulité du pauvre cultivateur. Un gouvernement moins prudent que celui de Cuza aurait pu déclencher une formidable jacquerie.

Lorsque fut avérée la faiblesse du nouveau gouvernement et l'impossibilité de réaliser une réforme agraire sous le régime de la Convention de Paris, il y eut un commencement de révolte. Les paysans du district de Buzău prirent les armes. Sous la conduite d'un certain Nița Mălăieru, ils marchèrent sur Bucarest en demandant la tête des vautours « qui empêchent le prince de leur rendre justice ». Ils maltraitèrent les autorités locales et pillèrent en cours de route les biens des propriétaires et des fermiers généraux. Il fallut envoyer contre eux une force armée. La révolte fut vite étouffée. L'alerte avait été chaude et, lorsque Ion Brătianu interpella le gouvernement sur le nombre considérable d'arrestations qu'il avait faites (plus de 200), il fut accueilli par des cris d'indignation. Barbu Catargi déclara : « La révolte aurait pu donner au pays

(1) L'article 5 du projet du Conseil administratif provisoire, que nous citons au § D a, du chapitre précédent, en fait foi.

(2) Radu Rosetti raconte qu'il en a vu dans sa jeunesse (II, 327 n.).

un ébranlement qui aurait pu le faire sombrer dans un abîme de calamités dont nos arrière-petits fils n'auraient pu sortir (1). »

b) LA PERPLEXITÉ DES LIBÉRAUX

Il n'existait pas, à proprement parler, en Roumanie, de classe moyenne. Les petits commerçants roumains étaient de plus en plus écrasés sur le terrain économique par la concurrence des juifs et des Grecs. L'élément urbain qui avait joué un certain rôle dans la révolution valaque de 1848 avait eu de trop profondes déceptions pour pouvoir aspirer encore à jouer un rôle politique. Dans les campagnes la classe des rezèches et des mochnènes cherchait à servir de médiatrice entre les propriétaires et les paysans, mais, ruinée par des procès continuels, elle perdait de plus en plus d'importance.

Il faut signaler toutefois la naissance d'une classe nouvelle, celle des *intellectuels*. Ces intellectuels sont fiers de savoir au moins lire et écrire, et ils jouissent d'une grande considération. Leur origine est très diverse : ce sont des fils de paysans libres qui ont réussi à acquérir quelque instruction grâce à la protection d'un curé, d'un chantre de village ou d'un pauvre aventurier qui a vu du pays ; ou bien ce sont des fils de petits commerçants ou d'artisans que leurs parents ont fait instruire de leur mieux au prix de dures privations ; plus souvent encore ce sont des fils de popes.

Dès qu'ils savent tenir une plume et dire « *bonjour* » en français, ils cherchent à devenir fonctionnaires. Les services publics se perfectionnent et exigent un personnel plus nombreux ; les municipalités ont besoin de scribes ; les nouveaux « intellectuels », paysans à peine dégrossis, trouvent très facilement à se caser. S'ils connaissent quelques rudiments de droit, ils peuvent même devenir juges ou fonctionnaires des finances, c'est-à-dire d'importants personnages. Les salaires sont misérables, mais les fonctions sont lucratives. L'intellectuel, habillé « à l'allemande », est un homme orgueilleux, brutal au besoin, mais il ne dédaigne pas les pourboires. Celui qui

(1) Mon. of., 21 fév. 1862 ; R. R., II, 359 ; XENOPOL, XIII, 139.

a du bagoût se fait avocat. Comme la noble institution des notaires n'existe pas, l'avocat est là souvent pour embrouiller les affaires les plus claires et pour gérer à sa manière les biens de la veuve et de l'orphelin (1). Il y a, certes, dans les Principautés Unies, des avocats de bonne souche qui exercent leur métier avec conscience, mais combien compte-t-on aussi d'hommes d'affaires véreux qui s'enrichissent aux dépens du faible ou de l'ignorant ! Lorsqu'ils réussissent à épouser la fille d'un gros fermier ou d'un négociant enrichi ils peuvent se lancer dans de plus grandes affaires. La liquidation des biens des couvents grecs a été l'occasion de vastes opérations dont l'Etat roumain a fait les frais (2).

Cette classe fort corrompue était mal vue des boïars qui, dans l'ensemble, gardaient une vieille dignité à quoi les historiens n'ont pas assez rendu justice. Par dépit, elle adoptait des idées plus avancées. Elle faisait volontiers cause commune avec les paysans qui pourtant avaient beaucoup à souffrir de ces déplorables administrateurs.

Le parti qu'on appellera plus tard « libéral » avait pour lui ces hommes nouveaux. Mais il puisait aussi à une autre source : de grands boïars cultivés, patriotes, très opposés, par ambition ou par principe, aux anciennes familles régnantes et à leurs suppôts, anciens révolutionnaires de 1848 pour la plupart, formaient l'élément agissant du parti. Ce qui intéressait ces derniers c'était surtout la question de l'indépendance et de l'union des Roumains. Ils prétendaient monopoliser le patriotisme.

Par sentimentalisme quelques-uns des chefs libéraux s'intéressaient aux paysans. C. A. ROSETTI soutenait dans « *Românul* » le parti des réformes (3). Mais la plupart cherchaient à ajourner indéfiniment la question agraire. Ils étaient guidés avant tout par le sentiment national : la réalisation de l'Union leur paraissait, pour le moment, le but essentiel et il leur semblait dangereux d'aborder

(1) Il n'y avait pas non plus de ministère public. Le gouvernement devait donc, chaque fois qu'il avait intérêt à poursuivre énergiquement un procès criminel, désigner un avocat qui faisait provisoirement fonction de procureur. Cf. COGĂLNICEANU : *Défense du ministère du 30 octobre 1860*, p. 44.

(2) R. R., II, 379.

(3) Cf. sa défense de Cogălniceanu, dans le numéro du 7 juin 1862.

une question qui créerait une perturbation dans le pays et qui mécontenterait l'élite de la nation (9). Mais aussi ils ne pouvaient oublier qu'ils étaient eux-mêmes des propriétaires et que leur intérêt était en jeu.

Ils préféraient donc lutter d'abord pour obtenir une réforme électorale. Lorsque les chambres se réunirent à Bucarest, au début de 1862, un député, D. S. Miclescu, donna sa démission en déclarant qu'une assemblée élue par une seule des classes de la nation n'avait pas qualité pour discuter une loi rurale (1). C. A. Rosetti et Ion Brătianu suivirent bientôt son exemple. Pour ne pas avoir l'air d'avoir un programme vide, ils réclamaient d'abord des réformes économiques. BRĂTIANU imputait aux barrières douanières la crise commerciale qui s'était produite en 1859 (tandis que le conservateur Barbu Catargiu en voyait la cause dans le malaise causé par l'annonce des lois nouvelles sur la propriété) (2). Il fit une campagne pour la suppression de la taxe d'exportation (3). Au cours de la séance du 11 février 1863, à la chambre roumaine, il déclara que la discussion de la question agraire ne devait pas venir en premier lieu, qu'il fallait commencer par « moraliser » les fonctionnaires, créer des institutions de crédit et faciliter le commerce : « Il est entré dans la tête du paysan que la seule cause de la maladie dont souffre le pays, c'est le propriétaire. Qu'il pleuve, qu'il vente, la cause c'est que la propriété est aux propriétaires (4) ! »

Ce n'est qu'en 1864, lorsqu'il vit que l'examen de la question ne pouvait plus être ajourné, qu'il se décida, de peur d'être accusé de carence, à intervenir dans les débats sur le statut des paysans. Il exposa ses idées dans une série d'articles parus dans *Românul* (5). Il essayait de soutenir une théorie qui faisait balance égale entre celle des paysans et celle des grands propriétaires. Mais son attitude embarrassée montrait qu'il redoutait fort les conséquences d'une réforme quelle qu'elle fût.

(1) Mon. of., 1862, n° 59.

(2) *Ibid.*, 11 mars et 4 avril 1859.

(3) I. C. BRĂTIANU (Sin saierile lui...), p. 254.

(4) *Ibid.*, I, 285.

(5) Les 11, 12, 13, 15, 17 et 18 avril 1864.

c). L'INTRANSIGEANCE DES GRANDS BOÏARS

Les grands boïars de l'époque de Cuza ne sont plus les seigneurs orientaux que décrivait Kisselef. Ils ne portent plus les vêtements tures mais des redingotes à la française. Ils ont fait des études à Paris ou à Vienne, ou tout au moins ils ont reçu des leçons de précepteurs français ou suisses. Et cependant, ils sont restés des hommes durs, autoritaires, intransigeants. De plus en plus ils se sont détachés du peuple. Ils méprisent le paysan qu'ils déclarent unanimement paresseux et stupide. Toute réforme présentée aux chambres tendant à adoucir la condition du « corvéable » est rejetée par eux *a priori* comme entachée de communisme.

Dans les chapitres qui suivent nous leur laisserons la parole et ils se peindront eux-mêmes dans leurs discours mieux que nous ne saurions le faire. Ce que nous voudrions montrer ici ce sont les raisons de leur politique bornée, de leur cupidité insatiable.

Le grand boïar du milieu du *xix^e* siècle dépense beaucoup. Sa maison continue d'être encombrée de serviteurs, qui ne sont plus des esclaves et qu'il faut maintenant rémunérer. Les marchands de Leipzig sont de terribles tentateurs et le boïar ne sait pas leur résister lorsqu'ils lui présentent le dernier modèle de voiture ou la multitude d'objets d'ameublement ou de parure dont raffole la noblesse roumaine. Le boïar est aussi très joueur et il perd aux cartes ses champs et ses moulins sans trop s'en soucier. Enfin il aime voyager à l'étranger où il veut vivre comme chez lui, ce qui n'est guère facile dans les pays où la vie est chère et où les domestiques reçoivent des gages élevés. Il est très affligé si ses enfants tout au moins ne vont pas faire leurs études dans les pays « civilisés ».

Celui qui a vu la France ou l'Angleterre s'imagine en revenant qu'il va tout changer dans son pays. Il croit que l'agriculture la plus perfectionnée est celle qui emploie le plus de machines, et il en commande à grands frais, sans se douter qu'il ne faut pas confondre le perfectionnement de l'outillage avec celui de la culture. La notion de rentabilité lui échappe complètement. Sa négligence lui

taient perdre beaucoup d'argent. La comptabilité d'un boïar de 1860 est généralement beaucoup plus mal tenue que celle d'un propriétaire de l'époque de Kiselef.

Quand le boïar a besoin d'argent il accuse le paysan de ses malheurs. Il devient rapace et injuste. Il reproche aux règlements de le dépouiller de ses droits les plus légitimes, et il résiste à la loi. En maints endroits les propriétaires refusent même de donner la terre réglementaire aux nouveaux mariés (1). Au lieu de limiter son train de vie, il s'endette. L'hiver on peut trouver prêteur dans les villes moyennant 10% d'intérêt, mais, à la saison des grands travaux, on voit le taux de l'intérêt monter à 16, 18, 24 % (2). En cas d'urgence il faut conclure chez le juif un emprunt à la petite semaine et payer de 4 à 6 % par mois, sans compter 1/2 % de commission pour le courtier. Il n'existe pas encore d'institution solide de crédit foncier dans les pays roumains. Pour obtenir un prêt hypothécaire il faut s'adresser encore à l'usurier juif ou grec. La meilleure hypothèque coûte 14 à 15 % d'intérêts, les autres peuvent dépasser 24 %. Voici ce qu'écrivait le ministre Cagălniceanu : « La propriété foncière est tellement grevée d'hypothèques que, je puis le dire sans crainte de me tromper, les propriétaires ne sont plus propriétaires que de nom ! Que dis-je ? Ils ne sont plus que les intendants des usuriers ! Les revenus que nous retirons de nos biens ne suffisent pas même à payer les intérêts ordinaires, qui sont aujourd'hui de 14 à 24 %, et cela sur bonnes garanties (3) ! »

Radu Rosetti en a conclu que « *la ruine de la noblesse était à peu près complète* » à l'époque de Cuza. Il faut être plus prudent et tenir compte des exagérations possibles d'un orateur politique comme Cagălniceanu.

Il existe une statistique inédite de 1864 qui donne les chiffres suivants (4) :

- (1) Cf. une circulaire de Cagălniceanu, A. L., I (2), 919.
- (2) AURELIAN et ODOBESCU : *Notice...* (1868).
P. A. M. : *Encore quelques mots sur la question rurale*, p. 14.
CHAINOI : *Dernière occupation...*, p. 123.
- (3) *Défense du ministère du 30 octobre 1860*, pp. 42-43.
- (4) Stat. officielle qui se trouve dans les papiers de Cuza. *Acad. Roum.*, Ms. n° 4869, t. 161.

« Valeur approximative de la propriété foncière : 110.281.500 ducats ;

Revenu : 7.353.100 ducats ;

Total des hypothèques :

sur les immeubles des communes urbaines.	89.315.780	piastres
sur les immeubles des communes rurales..	267.876.598	piastres

Total.....	537.192.469	piastres
------------	-------------	----------

soit 11.162.265 ducats. »

Ainsi les propriétés, dans les Principautés-Unies, sont grevées d'une dette hypothécaire qui, dans l'ensemble, n'est que de 10%. Il n'y a pas là de quoi pousser des cris d'alarme.

Mais les propriétaires souffrent moralement de cet état de choses. Ils voudraient se débarrasser de leurs créanciers juifs et ils ne le peuvent, car les propriétés se vendent mal. Les créanciers qui sont généralement sujets de pays étrangers ne peuvent, en vertu des lois roumaines, devenir propriétaires fonciers dans le pays. Les acquéreurs ne pourraient donc être que des boïars, et tous sont à peu près dans la même situation.

Le propriétaire accuse donc l'Etat d'être responsable de ses difficultés financières. Il veut abolir ces réglementations qui l'empêchent de réclamer au paysan autre chose que du travail. Ce qu'il lui faut c'est de l'argent, et il se figure naïvement qu'en remplaçant la corvée par une redevance il échappera à ses usuriers. Mais comment le paysan se procurera-t-il du numéraire, quand le grand propriétaire lui-même est incapable d'en trouver ?

Le boïar le plus au courant de l'économie politique ne comprend rien à la crise du numéraire en Roumanie. La balance commerciale est très favorable ; pourquoi les capitaux semblent-ils fuir le pays ? Il n'a aucune notion de la balance des comptes, très différente de la balance du commerce. Or il sort du pays beaucoup d'argent, par suite des fortes dépenses de ceux qui voyagent à l'étranger, des sommes considérables que les monastères dédiés envoient chaque année aux Lieux-Saints, de l'insécurité des capitaux dans un pays

mal administré et dépourvu d'institutions bancaires solvables, enfin du manque de crédit qui résulte de cette situation. Pour le grand propriétaire, parfaitement sincère dans ses convictions, c'est le paysan qui est responsable de l'anémie financière du pays : sa paresse et ses mauvais procédés de culture ne permettent pas de laisser à l'exportation une marge suffisante. Le problème économique et financier ne peut être résolu que par une confiscation des tenures paysannes, permettant aux propriétaires de cultiver une plus vaste étendue de sol arable avec des procédés perfectionnés et de forcer le paysan à travailler beaucoup plus.

Il est impossible de comprendre l'attitude des représentants de la grande propriété au cours des discussions qui vont se dérouler au sein des assemblées roumaines si l'on ne se rappelle cette tournure d'esprit et ces théories économiques particulières. Le boïar n'est pas méchant ; il défend avec une conviction farouche ce qu'il croit être son intérêt et l'intérêt général du pays.

B. — La polémique au sujet du droit des cultivateurs et des propriétaires

La question agraire en Roumanie a fait couler des flots d'encre au milieu du siècle dernier. Nous trouvons dans les ouvrages des polémistes à la fois le reflet des circonstances politiques du moment et les modèles auxquels les orateurs empruntent la plus grande partie de leur documentation et de leurs projets.

a) LES ÉCRITS DES DÉFENSEURS DES PAYSANS

Jetons d'abord les yeux sur les écrits de ceux qui désirent améliorer la situation de la classe paysanne. Ceux-ci n'ont pas évolué d'une façon bien sensible de 1850 à 1864.

Voici d'abord N. BĂLCESCU, dont Michelet a dit : « C'était un érudit de premier ordre, et pourtant un esprit pratique, très net, très lumineux. Il eût été le grand historien de son pays, et sans nul

doute un des chefs les plus sages (1). » Dès 1846, Bălcescu a écrit, dans le « Magasin historique de la Dacie », un mémoire où il a soutenu le droit des paysans soumis à l'oppression séculaire des boïars (2). Dans un article publié en 1850, il exprime ensuite les idées des révolutionnaires valaques de 1848 qui, selon lui, ont voulu « que le Roumain soit libre, mais aussi *propriétaire*, sans quoi la liberté et l'égalité sont mensonge (3). » Il a été à l'école de nos historiens-philosophes : selon lui, l'Etat a été soumis d'abord à un régime monarchique, puis aristocratique, puis phanariote ou bourgeois, puis bureaucratique (*ciocoesc*) et il tend à devenir Roumain et démocratique. De même, le peuple a été serf, puis prolétaire, puis possesseur ; il est temps qu'il devienne propriétaire, en vertu de la loi du Progrès.

Dans sa brochure : *Question économique des principautés danubiennes* (4), il voit l'origine de la grande propriété dans les donations faites par les princes aux boïars, aux bourgs et aux églises. Ainsi l'*ager publicus* s'est individualisé, puis la grande propriété s'est étendue constamment en accaparant la petite, tuée par la concurrence économique ou réduite par la force. Rendre aux paysans leurs terres est une mesure « juste, utile et possible ».

Le porte-drapeau des révolutionnaires valaques de 1848, le romantique HELIADE-RADULESCO, dans son style biblique émaillé de métaphores et d'antithèses, de sentences amères et dignes, de phrases infinitives et définitives, nous décrit abondamment les malheurs de son pays où la vie cependant « a toujours été facile et joyeuse, la terre large et fertile » (5). Il chante la gloire des vaincus, des républicains qui se sont soulevés « pour assurer la propriété

(1) J. MICHELET : *Les principautés danubiennes* (p. 1853), p. 9 Notre sentimental historien verse quelques larmes de pitié sur les malheureux paysans valaques.

(2) LAURIANU ȘI BĂLCESCU : *Magazin istoricu pentru Dacia* (5 vol. Buc., 1846-47). Ce mémoire signé N. B., se trouve au tome II, pp. 229 à 247 : « Despre starea socială a muncitorilor plugari în Principatele Rumâne în deosebite timpuri. »

(3) BĂLCESCU : *Mersul revoluțiunii în istoria*, publié en 1850 dans : « România viitoare », pp. 9-15.

(4) P. 1850, in-8°, 88 p. Anonyme. Il propose de faire racheter la terre par le paysan. Une banque hypothécaire verserait d'avance un capital de 240 millions en « lettres de gage » portant intérêt de 5 %. Les paysans amortiraient ce capital en 15 ans.

(5) J. HELIADE-RADULESCO : *Souvenirs et impressions d'un proscrit*, Paris, 1850, p. 218.

privée et publique menacée par le règlement appelé organique », « pour sauver les biens contre le communisme du Nord qui usurpe toute propriété pour le compte d'un seul despote » (ce « prophète », on le voit, devance beaucoup son temps !), « en un mot pour *conserver* et pouvoir produire » (1). Que veut-il dire au juste ? Il ne le sait pas bien lui-même. Toutefois, le disciple de Victor Hugo désire la suppression de la corvée (2), sur laquelle il a une théorie tout à fait particulière : il rapproche le mot *claca* du mot *claque*, employé, paraît-il, en Corse, et qui désigne un secours volontaire que les forts distribuent aux faibles au cours de bruyantes réjouissances. En retour, le faible soutiendrait le fort comme le claqueur soutient l'acteur. Donc, il n'y a plus de doute : la *claca* du paysan roumain est le « secours volontaire qu'il a toujours accordé à la veuve, à la vieillesse et à la jeunesse encore débile, au malade, et même au boyar ! » (3) Elle date des Romains ou des Sarrasins (?) ; à moins que ce ne soit une imitation du jubilé juif célébré en claquant des mains. Les « *ciocoï* » ont ensuite transformé ce service volontaire en service forcé.

« Claquons » des mains à notre tour pour cette réjouissante démonstration, et passons à un autre auteur qui est beaucoup plus terre à terre.

GOLESCO, dans une étude un peu décousue sur l'évolution sociale de la Roumanie (4), attribue l'origine du servage à des actes de *recommandation*. Le paysan, aux siècles d'insécurité, aurait abandonné ses libertés entre les mains d'un seigneur protecteur. Michel le Brave a sanctionné cet état de choses, et, si Maurocordato, plus tard, a libéré le serf, il n'a pas affranchi la terre. GoleSCO voit dans le régime social la cause de la décadence de la Roumanie et plaide, sur un ton d'ailleurs modéré, en faveur d'une réforme sérieuse. Son étude sur les avantages et les inconvénients du rachat des terres est très judicieuse. Il prévoit une crise agricole dans les

(1) *Ibid.*, p. 220.

(2) Du même : *Mémoires sur la Régénération roumaine ou sur les événements de 1848...*, Paris, 1851, p. 69.

(3) *Souvenirs...*, pp. 66-67. On sait que « *claca* » est un mot slave.

(4) *De l'abolition du servage dans les principautés danubiennes* [Paris, 1856].

années qui suivront la réforme, le morcellement à l'excès de la propriété à mesure que la population augmentera et le rétablissement possible d'une classe de prolétaires. Mais les avantages lui paraissent supérieurs : la petite propriété sera favorable à l'amélioration de la culture, le niveau de la vie s'élèvera et la consommation intérieure croîtra régulièrement, ce qui profitera même aux boïars, lesquels d'ailleurs n'auront pas perdu grand'chose puisque la terre aura été rachetée (1).

Golesco montre qu'il y a plusieurs modalités possibles de rachat : 1^o le rachat opéré au prix courant de la terre ; 2^o celui qui serait fondé sur le prix légal de la corvée ; 3^o celui qui serait fondé sur le prix réel du travail. Tout bien pesé, il préconise le système suivant : Pendant 11 ans les paysans seraient dégrévés chaque année d'une partie de la corvée, moyennant paiement d'un *impôt de rachat* se montant à la moitié du prix légal du travail pour chacun des jours rabattus (2).

Ces écrits, publiés en français, ont eu le mérite d'attirer l'attention des diplomates sur le problème paysan en Roumanie. Il en est de même de ceux d'EDGARD QUINET (3), qui montrait la nécessité de confisquer les biens des couvents et de distribuer des terres aux paysans, et de Paul BATAILLARD (4) qui s'écriait, s'adressant aux boïars : « Le moment des sacrifices est venu ! Abdiquez vos privilèges, ayez votre nuit du 4 août !... Soyez les premiers à demander l'abolition des avantages iniques dont vous jouissez, au grand détriment de tous et au prix de la ruine de votre patrie. Ce n'est plus une classe distincte qui doit diriger la Roumanie et s'enrichir des produits de son sol ; il est temps de faire sa part au peuple. C'est lui que vous a conservé une patrie, quand vous, les maîtres, vous la traitiez comme morte : c'est par lui surtout qu'elle doit être régénérée. Retrempez-vous dans le baptême populaire... » Mais il n'est

(1) *Ibid.*, pp. 62-65.

(2) Pp. 80 sq.

(3) *Les Roumains* p. II, paru d'abord dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1^{er} mars 1856.

(4) BATAILLARD (Paul) : *La Moldo-Valachie dans la manifestation de ses efforts et de ses vœux* (extrait de la *Revue de Paris*), P. 1856, p. 40.

pas sûr que ces objurgations aient fait beaucoup avancer solution du problème agraire !

L'étude de la question sociale sort définitivement du domaine de la déclamation avec le livre clair et sensé de Petre OPRAN. L'auteur avait quitté de bonne heure la Valachie pour aller étudier à l'étranger. A son retour (il n'avait encore que 18 ans) il fut frappé de l'état de servitude des paysans de son pays et de leur haine sourde mais implacable contre les propriétaires de la terre. En 1848 il a essayé de réaliser l'union entre les deux classes et c'est lui qui a rédigé, à l'ouverture de l'Assemblée, l'adresse au prince où la question se trouve exposée. Cependant lorsque les révolutionnaires ont voté le principe de l'abolition de la corvée, il a protesté en tant que propriétaire parce qu'il jugeait cette mesure trop brusque et « préjudiciable aux intérêts publics ». Après le Congrès de Paris il réfléchit de nouveau à la question et sa brochure est le fruit de longues méditations.

Il veut « *abolir les causes de discorde entre les classes* », et pour cela supprimer les « *réciprocités imposées* ». La corvée est « en opposition avec les progrès du siècle ». Il n'y a pas à craindre une diminution de la production agricole, parce que le paysan cultivera mieux ses terres, tandis que le propriétaire compensera la perte de main-d'œuvre en employant des machines perfectionnées. « Ajoutons que les propriétaires seront assurés de ne point manquer de bras, parce que, les paysans devant traiter de gré à gré avec eux pour le surplus des pogones dont ils auront besoin en sus du nombre réglementaire, ils seront (les propriétaires) toujours libres de convertir le prix du loyer en journées de travail. »

Certains sont d'avis qu'il ne faut laisser aux paysans que le sol de leur demeure et un pâturage. Certains veulent même leur enlever le pâturage. Des contrats libres remplaceraient le système actuel. Ils croient que les propriétaires sont maîtres absolus de leur domaine car la féodalité n'a jamais existé en Roumanie. Mais Opran leur

(4) OPRAN (Petre) : *Cestia proprietatii de mosii în principatulu Romania*. Question de la propriété foncière dans la principauté roumaine, P. 1858, en roumain, avec la traduction française en regard.

objecte qu'il a toujours existé des obligations réciproques et qu'on ne peut parler par conséquent de droit absolu de propriété. Ils sont d'avis que si l'on donne au paysan le droit de se déplacer librement les abus ne seront plus possibles. Mais Opran sait que les propriétaires s'entendent trop bien entre eux pour que toute concurrence ne soit pas illusoire. D'ailleurs il est hostile aux solutions qui impliquent des luttes de classes.

Il combat ensuite les idées de ceux qui voudraient faire de leurs paysans des métayers ou qui voudraient transformer les corvées en redevances pécuniaires. De tous les systèmes dont il a entendu parler il préfère celui qui consisterait à reconnaître à l'Etat un droit prééminent sur le sol. Le paysan recevrait la terre qu'il cultive et s'acquitterait envers l'Etat, à charge pour ce dernier de dédommager le propriétaire ; cette solution, en effet, évite les conflits privés.

Certains préconisent un régime corporatif : on évaluerait la valeur du terrain du propriétaire, celle des semences et des autres frais de culture, enfin celle du travail fourni par les habitants, et ensuite on attribuerait à chacun une part de la récolte proportionnelle à sa mise. Mais ce système compliqué rendrait le paysan esclave de la société ; il le considère comme mauvais.

Opran examine ensuite, avec beaucoup de soin et de largeur de vue, les avantages et les inconvénients de l'individualisation des terres pour chacune des deux classes en présence. Il lui semble que l'abolition des privilèges et des corvées est inévitable, et que les propriétaires auraient intérêt à la hâter, car, plus elle s'opèrera tardivement et plus ils devront distribuer de terre, le chiffre de la population augmentant chaque année. Lui-même, qui possède 10.000 pogones et qui jouit du travail de 400 familles villageoises, y est tout disposé ; « dégoûté comme je le suis, écrit-il, de certains droits actuels passablement embrouillés, dont je n'ai que la jouissance nominale, et qui en réalité me font dépendre d'autrui ». « De plus, ajoute-t-il, j'ai la pleine conviction que nous (les propriétaires) ne saurions jamais être reconnus maîtres absolus sur toute l'étendue

de la propriété, ainsi que plusieurs l'espèrent... » : et il faut craindre que l'intransigeance n'engendre les plus grands maux (1).

Il est donc d'avis de rendre les paysans propriétaires de la quantité de terrain concédée par le Règlement, moyennant dédommagement du revenu de ce terrain. Pour éviter l'émiettement de la propriété on décidera que la terre cédée sera inaliénable et transmissible aux premiers nés seulement. Ceci fait, on respectera à l'avenir le principe de la liberté complète des contrats.

Cette intéressante brochure montre qu'il existait, au plus fort de la lutte, des propriétaires qui voyaient clair.

Opran était un réaliste, c'est-à-dire qu'il ne se préoccupait que fort peu des droits des propriétaires ou des paysans ; mais pour le Roumain, juriste de vocation, les questions de principe sont généralement de première importance. C'est pourquoi d'autres auteurs ont cherché à fonder la réforme sur une théorie juridique.

G. PETRESCO remarque que le code Caragea qualifie le droit du paysan d'*emphytéose*, et que le Règlement Organique pose en principe qu'il doit jouir d'une possession perpétuelle jusqu'à la limite des $\frac{2}{3}$ du domaine. Il en résulte que le paysan n'est pas un locataire ordinaire ni un simple fermier. Il a un droit *réel* (2). Cette théorie, comme nous le verrons, inspirera la commission du Conseil d'Etat chargée d'étudier la loi de Cogălniceanu. Petresco propose d'appliquer aux tenures paysannes le principe d'expropriation pour cause d'utilité publique, qui consiste à faire fléchir l'intérêt individuel devant l'intérêt commun.

La question fut reprise complètement, en 1861, par CONSTANTIN BOERESCO, dans son livre intitulé : « De l'amélioration de l'état des paysans roumains ». Ce dernier cherche à accréditer l'idée du droit primitif des paysans sur la terre. D'après lui, au moment de la fondation des Principautés, il n'existait que la propriété libre. Elle était absolue dans les montagnes, où les mochnènes se sont per-

(1) *Ibid.*, p. 61.

(2) PETRESCU (G.) : *Essai sur l'organisation de la propriété foncière dans les principautés unies*, Paris, 1859. Il ne faut pas le confondre avec I. PETRESCU, auteur d'une *Propunere asupra chestiei proprietății*, Buc., 1862.

pétués ; elle était incertaine dans la plaine. De ces terres « sans aucune consistance » du bas-pays, l'Etat fit un *ager publicus* : Il y admit tous ceux qui voulaient s'y établir. Mais, au ^{xiv}^e siècle, « la grande propriété se développa rapidement, par suite des émigrations des sujets de l'empire d'Orient qui cherchaient sur notre territoire un refuge contre les attaques incessantes des Turcs. Cette circonstance, aussi bien que l'exemple de la Pologne et de la Hongrie, donna à penser aux riches qu'ils pourraient tirer un meilleur parti de leurs domaines. Dès lors, l'indépendance des paysans et le sort de la petite propriété furent compromis » (1).

A la fin du ^{xiv}^e siècle se produisit une révolution politique et sociale. Le peuple mit à sa tête Michel le Brave. Mais les guerres incessantes favorisèrent le développement de l'aristocratie, et le paysan finit par être attaché à la terre. Au milieu du ^{xvii}^e siècle, comme les villageois, pour se soustraire à ce régime de servage, émigraient en masse, les princes les déclarèrent libres. Mais le régime de la corvée subsista et il devint plus lourd lorsque, en 1790, Alexandre Moruzi convertit les journées de travail en une tâche déterminée.

Les lois écrites du ^{xviii}^e siècle fixaient l'étendue de terrain que le propriétaire était tenu de céder à chaque catégorie de paysan. Mais une quatrième période commence avec le Règlement Organique qui fait des paysans des locataires, qui ne leur laisse que des étendues de terre insuffisantes et qui exige d'eux un revenu trois fois supérieur à l'intérêt du prix de la propriété foncière.

Constantin Boeresco montre donc qu'il est injuste d'enlever aux paysans une partie des terres qui leur étaient confiées, pour rétablir la liberté des transactions, car ce serait violer un droit certain et donner libre cours aux abus des propriétaires et des fermiers. Il est non moins injuste d'obliger le paysan à racheter les terres qui lui seront laissées par une indemnité fondée sur le travail fourni jusqu'à ce jour, car ce travail à la tâche peut atteindre 99 journées réelles.

(1) C. BOERESCO : *De l'amélioration de l'état des paysans roumains*, P. 1801, p. 20.

Il critique ensuite les solutions proposées par Goleseo et N. Bălcescu, le premier système imposant de trop lourdes charges à l'État, le second étant trop onéreux pour le paysan. Et voici celui qu'il propose :

On rendra le paysan propriétaire absolu d'une portion de terrain nécessaire à sa subsistance (12 pogones environ, soit 6 ha). La dîme et la corvée seront maintenues, mais la journée ne sera plus mesurée à la tâche. La suppression de la dîme, dit-il, « causerait de trop grandes pertes aux propriétaires ». (Sait-il que la dîme a été supprimée en Moldavie ?) Dîmes et corvées seront rachetables, en bloc ou par parties, et les caisses rurales faciliteront l'opération. C'est ainsi que sera créée la petite propriété qui donnera la prospérité au paysan et à l'État, tout en n'infligeant aux propriétaires qu'une perte momentanée.

Le livre généreux et bien conçu de Constantin Boeresco a exercé une grande influence sur le milieu démocratique en Roumanie. Les avocats de la cause paysanne n'en ont pas toujours retenu le meilleur. Ce qui les a frappé surtout c'est la démonstration du droit primitif des paysans à la terre, droit dont les historiens modernes, en dépit d'un matériel documentaire aujourd'hui considérable, n'arrivent pas à démontrer l'existence. Vouloir mettre ce droit à la base de la réforme c'était entraîner les assemblées dans des discussions historiques interminables et vaines. C'était aussi prêter le flanc aux attaques de ceux qui cherchaient à influencer l'opinion étrangère en présentant les réformateurs comme de dangereux théoriciens communistes.

b) LES POLÉMISTES RÉACTIONNAIRES

De ce terrain juridique les défenseurs des boyars se gardent bien de sortir. Leurs écrits, destinés principalement à être lus à l'étranger, soutiennent à fond la théorie de la propriété absolue. Les juristes et les diplomates de l'Occident ne connaissant guère que le droit romain ou les législations qui en dérivent, il sera facile d'abuser de leur bonne foi. Pénétrés du principe de l'inviolabilité de la

propriété privée ils verront ensuite inévitablement dans toute tentative pour régler les rapports entre les propriétaires et les paysans des entreprises horriblement communistes.

Remarquons que les arguments d'ordre économique sont surtout maniés par des étrangers, qui voient les choses de plus haut et se préoccupent des conséquences des réformes plus que du maintien des principes. Nous les voyons sous la plume de VAILLANT, porte-parole du prince Grigore Ghica (1) ou du chevalier VEGEZZI RUSCALLA, renseigné par un grand boïar, probablement Bălăceanu (2).

Pour Vegezzi, si le paysan devient propriétaire, on assistera à la ruine de la production. D'ailleurs la petite propriété s'éparpillera et sera de nouveau absorbée par la grande. On peut évidemment interdire l'aliénation des terres, mais alors le paysan ne serait qu'un usufruitier, et comment se procurerait-il du crédit pour l'exploitation si on le déclarait légalement insolvable ? En ce qui concerne la question de droit, Vegezzi n'a aucun doute : la corvée n'est pas un service féodal, c'est le prix de la location des terres. La grande propriété s'est formée par la protection accordée aux paysans par les seigneurs. La population descendue des Carpathes « s'y fixa sous la protection du château féodal » (3). La seule solution équitable consiste donc à vendre à tempérament, au chef de chaque famille villageoise, ce que la loi lui accorde pour son enclos. Pour le reste il s'arrangera librement avec le propriétaire ; il sera fermier ou métayer.

Si V. Ruscalla tient pour l'origine « carpatique » du paysan roumain, d'autres le font venir de la péninsule balcanique ; mais le résultat au point de vue juridique est le même. BOLINTINEANO croit

(1) LANTIVAL (pseudonyme de Vaillant) : *Mémoire et observations de S. A. S. le prince régnant de Moldavie G. A. Ghika X, sur le protocole des conférences de Constantinople et envoyées au congrès de Paris, 28 fév. et 8 mars 1856.*

Dans une petite brochure bourrée de lieux communs et de fleurs de rhétorique, *Originea agriculturii și dezvoltarea ei la romani* (Buc., 1862), le bon professeur cherche à découvrir la clef du problème social à travers les auteurs anciens. Il voudrait que les paysans roumains deviennent propriétaires sans préjudice aucun pour les propriétaires actuels.

(2) VEGEZZI RUSCALLA : *Lettres sur les principautés*, Genève, 1858.

(3) P. 148.

que la Roumanie a été peuplée par des colons valaques venus de Moesie et fuyant devant les Turcs (1). Avant le x^ve siècle le pays était donc vide ! Les propriétaires avaient alors divisé leur domaine. Ils recevaient les colons à condition que ceux-ci cultiveraient à leur profit une portion de terre qu'ils se réservaient. C'est l'origine de la corvée. Bolintineanu connaît l'histoire de Cogălniceanu et le *Magasin historique*, mais il n'a pas très bien compris ce qu'il a lu (2).

Le livre de Basile BOERESCO : *La Roumanie après le traité de Paris*, est plus sérieux. L'auteur s'apitoie beaucoup sur le sort du corvéable qui, d'après son calcul, supporte une charge moyenne de 103 piastres, hors de proportion avec le nombre légal de jours de corvée, et qui doit pâtir de beaucoup d'abus. Lorsqu'il en arrive à l'étude de la condition juridique du paysan roumain, Boeresco se laisse entraîner par le flot de sa verve brillante :

« Qu'est-ce donc que le paysan roumain ? Est-ce un homme libre ? Est-ce un serf, un emphytéote, un locataire, un copropriétaire, un usufruitier, un colon partiaire ? La question est difficile à résoudre. Il est toutes ces choses et il ne l'est pas. C'est une abstraction bigarrée créée par le règlement.

En effet le paysan est homme libre, car il est maître de sa personne et de sa fortune ; il peut se transporter là où il veut ; il transfère à ses héritiers sa maison, ses enclos, jardins et plantations. Mais en même temps il n'est pas libre, car il doit un travail personnel, perpétuel au propriétaire, et c'est celui-ci et non l'Etat qui hérite de ses maisons, clos et jardins, quand il n'a pas d'autre héritier.

Il est serf en ce sens que le propriétaire hérite de lui en partie « ab intestat », et qu'il est vendu avec la propriété ; les restrictions relatives à sa mutation le rattachent presque à la glèbe. Mais, d'un autre côté, il n'est pas serf, car c'est lui qui figure directement dans ses rapports avec l'Etat, et il peut quitter le domaine s'il se soumet aux sacrifices exigés.

(1) *Les principautés roumaines*, Paris, 1854, p. 31.

(2) Paris, 1856, 175 p. En 1844, le même auteur avait publié dans le *Magasin historique* un essai : *De l'état social des cultivateurs de la terre*.

Il est emphytéote, car la concession de terre est perpétuelle, et il en perçoit les fruits moyennant une redevance annuelle. Mais il ne l'est pas absolument ; car à côté de la redevance il doit un travail personnel ; il ne peut transmettre par testament qu'une partie de ses terres, c'est-à-dire ses plantations, etc. : l'aliénation entre vifs lui est absolument interdite ; le propriétaire peut faire cesser son droit, quoiqu'il continue à payer ses redevances.

Il est locataire, comme le veut la loi de 1851, à cause de la grande facilité qu'a le propriétaire de l'expulser de son domaine. Mais autrement il ne présente aucun caractère de vrai locataire, attendu que sa possession n'est ni provisoire ni volontaire mais perpétuelle et nécessaire ; la redevance ne consiste pas seulement en argent, mais aussi en nature ; le propriétaire ne s'oblige pas à entretenir la chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ; le paysan transmet une partie de ses droits à ses héritiers.

Il est copropriétaire en ce sens qu'il a un droit indivis sur la terre domaniale ; mais il ne l'est pas parce qu'il n'a pas la faculté de sortir de l'indivision ; parce que le propriétaire peut le priver malgré lui de son droit réel.

Il est usufruitier si l'on veut, parce qu'il a le droit de se servir et de jouir de la chose, et que ses droits sur une partie du fonds ne sont que viagers. Le propriétaire ne s'oblige pas à le faire jouir mais à le laisser jouir : *tenetur in abstinendo, sed non in faciendo*. Mais d'un autre côté le paysan est plus qu'un usufruitier attendu que son droit ne peut pas être limité par un terme ; il est transmissible en partie à ses héritiers ; il ne le perd pas par cela même que la substance de la chose a été changée ; il n'est tenu de donner aucune caution ou gages pour la conservation de la chose, etc.

Enfin on peut dire qu'il est colon propriétaire en ce sens qu'il est obligé de donner au propriétaire une partie des fruits naturels. Mais il est plus qu'un simple colon, car ses droits sur le fond ont leur origine dans la loi même et non dans la convention des parties ; ils sont perpétuels et appartiennent *ipso jure* à ses héritiers...

...Suivant nous, c'est un caméléon qui change de couleur suivant le point de vue où vous vous mettez (1). »

Boeresco, qui récite si bien ses cours de droit, est moins clair lorsqu'il s'agit de donner son avis sur la réforme agraire. Il demande une expropriation moyennant rachat, l'Etat servant d'intermédiaire.

Mais attention ! B. Boeresco s'aperçoit bien vite que l'expression dans son livre a dépassé la pensée. Voilà maintenant qu'on le considère comme le champion de la classe paysanne ! L'excellent juriste s'empresse dans une série d'articles du *Naționalul* de relever cette grosse erreur (2). Personne ne doit être exproprié que légalement et pour cause d'intérêt public, par exemple pour embellir ou assainir les villes, ouvrir des voies de communication, etc. De ce que la Convention a décidé qu'on procède à la révision des lois réglant les rapports entre les propriétaires du sol et les cultivateurs, il ne s'ensuit pas que la propriété doive être accordée aux paysans. La convention prescrit de réviser les lois et non de les refaire. Nous verrons plus loin que le projet de loi de Boeresco fut rédigé tout à fait dans cet ordre d'idées.

Au moment des divans *ad hoc* les polémistes réactionnaires n'ont pas chômé. Le plus violent et le plus borné de tous est le futur président du Conseil, BARBU CATARGIU. Sa brochure : *De la propriété en Moldo-Valachie* (3), est un discours vague et incohérent où il prétend démontrer que la situation du paysan n'est pas telle que la présentent des hommes « tourmentés par le démon de l'envie et de la convoitise ». Pour lui, ce sont les boïars qui ont souffert des empiètements des paysans pendant la domination des Phanariotes : Pour ces bêtes il ne faut envisager aucune réforme. Tout au plus peut-on leur vendre quelques parcelles des biens de l'Etat ou des couvents.

(1) Pp. 133-134.

(2) Publiés en traduction française en une brochure intitulée : *Examen de la Convention du 19 août relative à l'organisation des principautés danubiennes*. Paris, 1858, pp. 57-50.

(3) Publiée sous les initiales B. K., à Bucarest, en 1857, en français d'abord, puis en roumain. Il a publié aussi en 1860 une brochure anonyme : *Inca cite-va idei asupra proprietatii în Principatele Unite*, autre diatribe contre les disciples du « fanatique Prudon ».

Les événements influent beaucoup sur les conceptions des polémistes. Au début du règne de Cuza ils pensent surtout à constituer des *communaux*, ce qui leur procurera un prétexte pour s'emparer d'une bonne partie des tenures paysannes. Puis, grisés par leurs propres théories, ils s'enhardissent : ils n'acceptent plus que de laisser au villageois la terre qu'il cultive à titre viager, moyennant redevance en argent, de manière à remplacer peu à peu le règlement par des *contrats de gré à gré*. Les derniers veulent établir sans délai la liberté des contrats, enlever aux paysans *la terre des bœufs* et obliger l'Etat à leur livrer ses domaines.

Ceux qui prônent la constitution de domaines communaux sont surtout Gheorghiu, Istrati et A. Cantacuzène.

GHEORGHIU est d'avis d'inviter chaque propriétaire à vendre la cinquième ou la dixième partie de son domaine. Pour éviter une division excessive des terres les communes se constitueront des capitaux qui seront employés à acheter, à l'occasion, des propriétés. Le revenu de ces communaux servirait à améliorer les services publics et à donner des écoles, et, plus tard, la commune pourrait offrir des terres aux nouvelles générations. Gheorghiu oublie de nous dire comment se constitueront ces capitaux communaux (1).

La brochure d'ISTRATI a eu plus d'influence (2). Pour lui les serfs (*vecini*) sont des étrangers que les nobles ont introduits en Moldavie au moment de la fondation de la principauté, parce que les terres étaient désertes. Les paysans n'ont donc aucun droit à la propriété. D'ailleurs, depuis la loi de 1851 ils sont dans une situation qui leur permet de vivre d'une façon satisfaisante. S'ils sont malheureux c'est à cause des abus des fermiers juifs, des corvées excessives exigées par le gouvernement (3 jours !), des transports qu'il a fallu faire pour les armées étrangères, des mauvais fonctionnaires, de la multiplicité des distilleries d'alcool, de l'avidité des cabaretiers, enfin de l'ignorance où languissent les populations de la campagne.

(1) GHEORGHIU (I) : *Ceva despre adunarea ad hoc a Moldavei și cheștiunea țăranilor* [1857], pp. 22-24.

(2) N. ISTRATI : *Cvestia relațiilor dintre proprietarii de moșii din Moldova cu locuitorii-lucrători de pământ*. Iași, 1857. Traduite en français l'année suivante.

On charge le propriétaire de tous les péchés ; mais rien n'empêche le paysan d'acheter des terres et de jouir des droits du maître. Le propriétaire n'est nullement égoïste ; il développe l'agriculture, entretient des écoles, et se contente sur ses terres d'un bénéfice de 4 ou 5 %. — Ici, N. Istrati exagère, car il vient de dire que les paysans sont illettrés ! Et nous savons par la statistique citée au chapitre précédent que les propriétés foncières en Roumanie rapportent 7 % en théorie et beaucoup plus en réalité, car la statistique devrait normalement déduire des frais d'exploitation la valeur du travail fourni gratuitement par le corvéable.

Si l'on décide de rendre le paysan propriétaire sur quoi basera-t-on l'indemnité ? « Sur le travail fourni », disent les amis du paysan, mais ils reconnaissent par là que ce travail est inférieur au revenu de la valeur du terrain. Dès qu'il sera propriétaire, le paysan ne fera plus rien, s'endettera, sera réduit à la famine et forcé d'émigrer. N'est-ce pas ce qui s'est passé en Hongrie, en Galicie et en Bucovine après 1848, dans des pays où l'administration est prévoyante, les ressources abondantes et variées et l'instruction développée ? Et, même si le paysan se met à cultiver sa terre, qui est-ce qui cultivera le domaine du boïar ? Les machines ? Elles coûtent cher, et on ne peut les faire réparer qu'à l'étranger.

Le régime du Règlement Organique paraît donc excellent à cet avocat des boïars, mais, puisqu'il faut le supprimer, voici la solution qu'il préconise : on abolira la corvée ; le villageois recevra 360 toises carrées ($1/8^e$ de falche, soit 1.790 m²) moyennement indemni-té ; on donnera à chaque village $1/2$ fache par famille ; le propriétaire abandonnera gratuitement la place pour le marché, le cimetière, le tribunal et les chemins ; il bâtera une église dans le plus petit village ; il donnera au villageois le droit de conduire leur bétail aux abreuvoirs (c'est vraiment trop de générosité !) enfin il laissera au paysan le droit de s'approvisionner comme il l'entendra, mais seul il aura le droit de tenir cabaret. Au demeurant, l'Etat s'arrangera pour éduquer, civiliser et industrialiser le pays.

A. A. CANTACUZINO attribue aussi un rôle étendu à la com-

mune (1). Le rachat des terres se fera de préférence de bon gré, mais, à défaut d'accord possible, la commune procédera à l'expropriation et fixera l'indemnité. Une loi générale ne peut prévoir tous les cas, et il est préférable de laisser les pouvoirs locaux s'arranger pour le mieux.

Cette idée du renforcement du pouvoir de la commune, qui serait pourvue d'un pâturage, n'est pas seulement un moyen de paraître donner au paysan ce qu'on ne lui donne pas. C'est un système politique qui ne peut conduire qu'à la domination de la noblesse : Les boïars, qui ne manquent pas de moyen de pression et d'agents d'exécution, domineraient les pauvres communes plus facilement que l'Etat.

Plus tard, lorsque les boïars s'apercevront qu'il n'est plus possible d'éviter la loi agraire, ils ne soutiendront plus la nécessité des communes ; au contraire ils en auront plutôt peur, car ils savent que si on leur remet le soin de verser les indemnités ils ne peuvent pas s'attendre à beaucoup de ponctualité. A ce moment-là c'est l'Etat au contraire qu'ils voudront utiliser comme intermédiaire : seul il peut verser des capitaux d'avance, seul il peut garantir l'authenticité des lettres de créances, seul il peut intervenir pour éviter des contacts irritants entre les acheteurs et les expropriés. C'est le point de vue de l'auteur d'une petite brochure intitulée : *Encore quelques mots sur la question rurale* et signée P. A. M. (probablement MORUZI-PECHEANU) (2).

En général, au début du règne de Cuza, les boïars deviennent plus hardis. Ce qu'il leur faut maintenant c'est la terre, toute la terre. Ils acceptent de laisser les paysans en possession de leurs champs à titre viager, mais la seconde génération sera dépouillée impitoyablement et ne vivra plus que sous le régime des *contrats de gré à gré*.

Celui qui signe P. A. M. a déjà publié, en 1860, une brochure : *L'abolition des monopoles et l'amélioration de l'état du paysan rou-*

(1) *Soluția legală a chestiunii rurale*, Galatz, 1861, 43 p.

(2) Galatz, 1864, 32 p.

main en Moldavie (1) où il défend farouchement cette doctrine, le rachat des terres devant être fatal au commerce, aux capitaux et aux finances de l'Etat. Il ose même soutenir le principe de la légitimité des monopoles seigneuriaux que les autres boïars abandonnent et que la convention de Paris condamne. Selon lui c'est une conséquence du principe de la propriété : le propriétaire a bien concédé de la terre aux paysans à titre de fermage à vie, mais il ne leur a pas concédé le droit de vente sur cette propriété. Il est donc naturel qu'il ait seul le droit d'ouvrir des auberges et des débits de boisson dans ses domaines. Il ne s'agit pas d'un monopole, mais du droit strict d'un propriétaire. On conservera donc au propriétaire le droit exclusif d'avoir des cabarets, mais on donnera au paysan le droit de se fournir ailleurs (c'est-à-dire chez d'autres boïars, s'il le peut !).

Gregori Costachi IEPUREANU (qu'il ne faut pas confondre avec Manolachi Costachi Iepureanu, auteur d'une petite brochure : *Tăranul proprietar*, où il soutient lui aussi, que la terre ne fait pas le bonheur) (2) est un des grands défenseurs du principe de l'inviolabilité et du caractère absolu et sacré de la propriété (3). Les Règlements n'impliquent pas une limitation de ce droit, car, tandis que les peuples germains « procédant du principe de la liberté individuelle qui caractérise leur origine, sont arrivés au système féodal qui anéantit complètement la force de la centralisation de l'Etat », les peuples latins, au contraire, sont restés fidèles au principe de l'autorité et de la centralisation du pouvoir. Il est donc naturel que les gouvernements en Roumanie aient imposé des règlements, mais ces derniers n'ont jamais eu qu'un caractère provisoire. Quant à la Conférence de Paris, elle a décidé d'améliorer le sort de la classe paysanne, mais elle n'a pas prescrit de porter atteinte à la propriété. Une expropriation pour cause d'intérêt public fait passer la propriété aux mains d'une collectivité, pour permettre

(1) Galatz, 1860 46 p.

(2) I. M. K. : *Tăranul proprietariu* [Iassy, 1864], 20 p.

(3) *Question de la propriété foncière en vue de l'amélioration du sort des paysans*, publié en roumain et en français, à Iassy, en 1859, 20 p.

le fonctionnement d'un service public, et non pas aux mains des individus.

On peut conserver aux paysans la terre dont ils jouissent en vertu du Règlement Organique, mais ils ne doivent pas avoir le droit de la transmettre par héritage, car se serait nier la propriété du maître.

Il ne faut laisser au paysan que sa maison ; il jouira du reste en viager moyennant une redevance en argent ; et ses fils n'auront qu'à conclure des arrangements de gré à gré. — N'oublions pas que cette opinion n'émane pas d'un polémiste ordinaire, mais d'un homme qui fut premier ministre en Moldavie au début du règne de Cuza.

Le plus important des mémoires du temps est celui d'ARSAKE (1). « Les propriétés dans les Principautés-Unies sont, sans exception, de nature allodiale, et, par cela même, elles ne sont sujettes à aucune charge, à aucune condition. L'Etat n'a aucun droit sur elles. » Il n'y a jamais eu de féodalité en Roumanie. Le droit du propriétaire est celui des colons de Rome. Certains colons ont vendu librement leurs terres que « les autres plus laborieux et plus économes ont acheté ». Il ne peut donc être question de « rendre » la terre aux paysans. Les « antipropriétaires » vont jusqu'à soutenir que les paysans ont droit à une indemnité pour le travail dont le propriétaire a tiré bénéfice. Quel paradoxe ! « Il est incontestable que la terre n'a d'autre valeur que celle que lui donnent les bras du laboureur ; mais il ne l'est pas moins que les bras du laboureur n'ont d'autre valeur que celle que leur donne la terre travaillée par lui... si donc nous pouvons dire que la valeur que leurs bras donnent à la terre confère à ceux-là un droit sur celle-ci, on ne saurait refuser d'avouer que la valeur que la terre donne aux bras confère également à celle-là un droit sur ceux-ci. » (2)

L'obligation du propriétaire de pourvoir à la subsistance du paysan est tout simplement un droit « synallagmatique », un con-

(1) ARSAKE (Ap) : *La question de la propriété devant les Assemblées législatives*. Bucarest, 1860. Il en existe aussi une édition roumaine.

(2) *Bazele unui proiectu de lege rurală*, Iași, 1864, p. 14

trat qui assigne aux deux parties des obligations et des bénéfices. Donner la terre au villageois en le déchargeant du travail à fournir serait détruire le contrat au profit d'une seule des deux parties.

D'ailleurs sait-on ce que veulent les paysans ? Les a-t-on consultés ? Va-t-on les rendre propriétaires par force ? (Arsake s'aperçoit-il qu'il manie ici un argument dangereux ?)

Les partisans du rachat des corvées invoquent la nécessité politique. Mais les gouvernements sont institués pour maintenir le droit de chacun. « Un gouvernement qui violerait cette base... abdiquerait lui-même par ce seul fait. » — On s'est souvenu de l'argument, nous le verrons, en 1866 !

Puisqu'on ne veut plus conserver l'ancienne loi, qui était bonne, il faut, certes, supprimer la corvée, mais on ne peut la remplacer que par le bail à ferme « laissé au libre arbitre des parties intéressées ».

Ce mémoire clair, précis, généralement habile, a certainement été lu par les députés qui ont fait la loi de 1862.

Les polémistes que nous venons de passer en revue s'accordent jusqu'ici sur un point : il n'est pas possible d'enlever au paysan les terres qu'il cultive en vertu des règlements passés ; seule la nouvelle génération subira le régime des libres contrats.

Mais, à mesure que le temps passe, les polémistes ont tendance à surenchérir. Ceux de 1864 ne veulent même plus laisser aux paysans leurs prairies et leurs pâturages. Il suffit de leur laisser 2 faches 50 perches en Moldavie, 6 pogones 1/2 en Valachie et 4 falches en Bessarabie, car il n'y a pas de raison pour que la loi donne plus de terre à celui qui a des bœufs qu'à celui qui n'en a pas. « Căci animalele bovine nu potu avé aspirațiune de proprietate. » Il faut reprendre immédiatement la *terre des bœufs*, car le droit actuel des paysans à cultiver une partie de la terre est personnel et non bovin (« este personalu ear nu bovin ! ») Quant à l'Etat, il doit garantir le paiement des indemnités par une hypothèque sur ses *domaines*. Ce projet a servi de base aux contre-propositions présentées par les boiaîrs à Cogălniceanu en 1864.

Quant aux modalités du rachat, elles ont été elles-aussi très discutées. Chacun avait son petit projet dans sa poche. Il en est d'ingénieux, comme celui qui propose une distribution par lots tirés au sort en 11 ans (1), ou comme celui du Consul français, VICTOR PLACE, que nous avons amplement analysé dans notre livre sur ce curieux diplomate et dans un article de la « Revue historique du Sud-Est européen » (2).

Si nous avons si longuement insisté sur les projets des théoriciens, c'est parce qu'ils nous permettent de comprendre l'œuvre législative accomplie de 1857 à 1865. L'accroissement des exigences des boyars pendant cette période suit de très près le rythme de cette surenchère.

C. — L'exemple de l'étranger

Bien que la question agraire en Roumanie se présente d'une façon très particulière, il faut tenir compte aussi d'un certain esprit d'imitation si l'on veut bien comprendre les discussions qui vont suivre. Le Roumain ne veut être ni « oriental », ni surtout « balcanique », et il lui déplaît d'être considéré par les peuples plus avancés comme un barbare indolent. Cette susceptibilité bien légitime lui inspire souvent des actes très hardis.

Plusieurs pays de l'Europe centrale et orientale avaient accompli d'importantes réformes agraires, aboli le servage, la corvée et même toute prérogative des seigneurs. Suivre leur exemple paraissait le devoir de tout civilisé et il ne manquait pas de Roumains des plus riches capables de sacrifier leurs intérêts à l'amour-propre national. Les boyars réactionnaires ne manquaient pas d'ailleurs l'occasion de protester contre cette tendance, car, selon eux, les Etats qui avaient émancipé les paysans n'avaient fait qu'abolir une féodalité qui n'avait jamais existé en Roumanie, et ils met-

(1) V. *Improprietărire succesivă a locuitorilor agricoli*, s. d., 16 p.

(2) VICTOR PLASU : *Chestiunea Țeranilor sau mai bine afranșicarea proprietății prin emanciparea Țeranilor*, in Foia de agricultură practică, de Ioan Ionescu, n° 10, an II, oct. 1859, pp. 153-166. M. IORGA en a publié récemment le texte français dans la « Revue historique du Sud-Est européen », IV, 283-300. Le texte avait déjà été analysé et critiqué par Marcel EMERIT, dans la même revue, IV, 108-113.

taient les esprits éclairés en garde contre un funeste esprit d'imitation capable de conduire aux pires aventures (1).

La première influence que nous discernons est celle de la PRUSSE. Dans ce pays, les seigneurs, à l'époque moderne, avaient accru constamment l'étendue de leurs domaines, transformé les tenures héréditaires de beaucoup de paysans en tenures viagères (*lassgüter*) et accentué la dépendance des tenanciers vis-à-vis du maître (*unterthaenigkeit*). La défaite écrasante que Napoléon avait infligée à la Prusse avait montré aux hommes politiques de ce pays les inconvénients d'un régime où des sujets opprimés se désintéressaient du sort de l'Etat. Déjà, au XVIII^e siècle, les rois de Prusse, pour mettre leur pays en valeur, avaient supprimé la sujétion dans leurs provinces du Nord et du centre (2). En 1807 on la supprima en Silésie. En 1808 Stein transforma en propriétaires les paysans du domaine de l'Etat (3). Le servage fut aboli dans tout le royaume. Hardenberg aurait même voulu rendre tous les paysans, quels qu'ils fussent, propriétaires de leurs tenures. Les nobles y consentirent, mais, en retour, les anciens tenanciers durent abandonner, selon leur catégorie, le tiers ou la moitié de leur terre. Après 1815 les hobereaux s'arrangèrent pour reprendre indirectement une partie des concessions qu'ils avaient faites. En 1821 on supprima cependant les charges réelles. Enfin la Révolution de 1848, à laquelle les classes paysannes n'étaient pas restées indifférentes, eut pour résultat la suppression, en 1850, de la plupart des droits féodaux et le rachat des rentes foncières.

Ces réformes, très imparfaites, furent très admirées par les démocrates roumains. « Loin d'être des théories abstraites ou extrémistes, dit Malinescu dans un de ses discours, elles sont des choses pratiques accomplies dans un pays éclairé par les déterminations d'hommes sages (4). »

(1) Ex. discours de Brăiloiu. A. L., I (2), 271.

(2) Cf. KNAPP : *Bauernbefreiung in Preussen*, 2 vol., 1887, et BÖHME : *Gustherrlich-bäuerliche Verhältnisse in Ostpreussen...*, von 1770 bis 1830, 1902. Il existe sur ces réformes agraires un exposé bref et clair de Henri SÉE : *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles*. P. Alcan, 1921, mieux informé sur l'Europe centrale et occidentale que sur l'Europe orientale.

(3) MAX VON LEHMANN : *Der Freiherr von Stein*, Leipzig, 1902-1905, 3 vol.; et les études de E. von MEIER.

(4) A. L., I (2), 254.

Il est vrai que leurs adversaires ripostaient en montrant que les réformes de Stein et de Hardenberg étaient des mesures de circonstance destinées à tirer des masses populaires les soldats dévoués dont la Prusse avait besoin, que la noblesse ne s'y était pas opposée et que les paysans n'avaient reçu de la terre qu'au prix d'une grosse indemnité (1).

L'influence de l'AUTRICHE-HONGRIE est plus nette ; car ce pays, limitrophe des Principautés, comprenait en Transylvanie et en Bucovine, beaucoup de Roumains dont l'élite parfois franchissait la frontière pour aller rendre d'éminents services intellectuels à ses frères moldo-valaques. Les souverains-philosophes du XVIII^e siècle avaient déjà fait de grands efforts pour hâter la transformation sociale de leurs Etats. Marie-Thérèse avait fixé et réglementé les charges de ses paysans. Joseph II avait sécularisé les couvents et aboli le servage ; il s'était efforcé de transformer la possession précaire en possession héréditaire, et d'affranchir la propriété paysanne de toutes les restrictions imposées par les seigneurs ; il avait procédé à une régularisation de l'impôt et des charges seigneuriales (2). Le demi-siècle qui suivit fut une période de réaction. Le régime de la corvée subsista, et les abus des propriétaires devinrent de plus en plus graves pendant la première moitié du XIX^e siècle. En 1846 ils provoquèrent une révolution en Galicie. Pour apaiser les paysans le gouvernement leur promit la suppression des abus et favorisa les affranchissements par contrats volontaires. Les nobles eux-mêmes lui proposèrent la suppression des redevances : le rachat serait négocié par chaque communauté (*gemeinde*) de paysans. C'est, nous le verrons, un système analogue qui a été préconisé par les boïars roumains en 1862. Enfin le Reichstag de 1848 supprima toute sujétion personnelle : les droits personnels furent abolis sans indemnité ; les droits réels et les dîmes ecclésiasti-

(1) Discours de Docan, *ibid.*, 268.

(2) Les principaux travaux sur l'histoire de la question agraire en Autriche sont ceux de GRÜNBERG : *Die Bauernbefreiung in Böhmen, Mähren und Schlesien* (Leipzig, 1894, 2 vol.) ; *Studien zur oesterreichischen Agrargeschichte und Agrarpolitik* (Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft, t. XX, 1896) ; *Die Grundentlastung* (1899), etc. V. aussi KNAPP : *Die Bauernbefreiung in Oesterrich und in Preussen* (Grundherrschaft und Rittergut, 1897).

ques furent déclarés rachetables moyennant une indemnité égale à 20 fois le revenu annuel de ces charges. Le paysan ne fut astreint à payer que le tiers de cette indemnité. Cette œuvre révolutionnaire subsista, malgré la réaction qui suivit l'échec du mouvement de 1848. En 1851, l'indemnité fut même déclarée payable en 10 ans, et les paysans, dont les charges devinrent très légères, firent de rapides progrès économiques, bien que le régime de la grande propriété fût conservé.

N'oublions pas que la *Bucovine*, lorsqu'elle fut annexée par l'Autriche, jouissait du statut moldave fixé par Grigore Calimah, en 1768 ; c'est-à-dire que les paysans bénéficiaient de très grandes facilités pour cultiver les terres qui leur plaisaient ; ils n'avaient pas connu, comme leurs frères de la Moldavie indépendante, les spoliations imposées par des *urbaria* et des règlements organiques. Lorsqu'ils devinrent propriétaires de leurs tenures, leurs conditions de vie devinrent très enviables aux yeux des paysans moldaves (1).

Le parti national de Moldavie, en 1848, tira argument de cette situation : il invita les propriétaires à se rappeler les scènes de violence qui s'étaient déroulées deux ans plus tôt en Galicie, et il essaya de les amener à reconnaître qu'il était impossible de conserver le régime de la corvée, alors que toute l'Europe l'avait aboli et que les Roumains de Transylvanie et de Bucovine ne le connaissaient plus (2).

L'argument fut aussi manié par le député Malinescu à la Commission centrale, en 1860. « Pourquoi, dit-il, ce qui s'est fait dans cette Bucovine, qui n'a été jusqu'en 1774 que la Haute-Moldavie, ne se ferait-il pas dans les autres pays roumains (3) ? »

A quoi son contradicteur Docan objectait que l'argument pouvait se retourner, car beaucoup de ces Roumains de Bucovine, devenus propriétaires, s'étaient fait dépouiller presque aussitôt par des spéculateurs allemands ou juifs. « Voilà, messieurs, le résultat

(1) Cf. KAINDL : *Das unterthanswesen in der Bukowina*, Vien, 1899.

(2) [Kogălniceanu] « *Dorințele partidei național în Moldova* », p. 45.

3) A. L., I (2), 258.

de l'impropriation forcée ; le bien mal acquis ne profite jamais. Et je crois M. Malinescu trop bon Roumain pour souhaiter à nos villageois le sort des Bucoviniens (1). »

Le polémiste Arsake partageait ces idées : « ...Le nombre considérable des laboureurs qui ne cessent d'affluer chez nous, en quittant les Etats limitrophes où l'on a pratiqué une pareille loi, suffirait pour nous faire réfléchir sérieusement avant de tomber dans la même erreur. Je sais que quelques-uns attribuent ce phénomène à l'influence des juifs ; mais quand cela serait, le phénomène ne prouve-t-il pas le peu d'intérêt que les paysans attachent à la propriété acquise par ce moyen, alors qu'une si faible influence suffit pour les porter à la rejeter avec dédain (2)? »

L'objection était faible, et les réformateurs pouvaient répondre qu'il était facile au contraire de profiter de cette expérience et de protéger le paysan roumain contre son imprévoyance en rendant inaliénables, pendant un certain temps, les terres distribuées aux cultivateurs.

La troisième influence vient de BESSARABIE.

Quand cette grande province fut annexée par la Russie elle vivait sous le régime de la réglementation de Moruz. Il fut modifié sous le tzar Nicolas I^{er}, en 1846 : Le « Contrat normal », comme nous l'avons vu, prévoyait cinq catégories de paysans, depuis les travailleurs manuels jusqu'à ceux qui possédaient 8 bœufs, et l'étendue de terrain donnée à chacune de ces catégories était de 3 à 10 1/2 falches (de 3 ha 39 à 15 ha), ce qui permettait de pratiquer l'élevage dans des conditions avantageuses. Les charges, il est vrai, étaient un peu plus lourdes qu'en Moldavie et en Valachie : 12 journées de travail à bras pour les paysans sans bœufs ; 12 pour ceux qui avaient 2 bœufs ; 16 pour 4 bœufs ; 20 pour 6 bœufs ; 28 pour 8 bœufs. Les paysans possédant des bœufs devaient four-

(1) *Ibid.*, p. 268.

(2) *La question de la propriété*, pp. 34-35.

N. ISTRATI (*Question des relations des propriétaires...*, pp. 18-19) dit que la réforme agraire en Hongrie, Galicie et Bucovine a engendré la famine, après 1848, car les paysans habitués à la corvée ne veulent plus travailler dès qu'ils sont libérés. Il prévoit des conséquences plus terribles encore en Moldavie où le paysan est plus ignorant et l'administration moins puissante et moins prévoyante.

nir 4 de leurs jours de corvée avec leur bétail et leur charrue. Tout paysan devait faire deux fois par an un transport jusqu'à une distance de 4 lieues ; celui qui possédait du bétail devait y ajouter un transport supplémentaire avec son attelage jusqu'à 16 lieues, cette tâche étant remplacée pour le « palmaş » par une journée de travail à la main. Tout paysan devait fournir aussi 4 jours de travail pour les réparations. Enfin il devait donner la dîme et la transporter lui-même au domicile du propriétaire (1).

Ce régime était envié par les paysans de la Moldavie. L'exemple de la Bessarabie fut souvent invoqué par les polémistes (2).

Lorsque, après le traité de Paris, trois districts bessarabiens furent annexés par la principauté moldave, les propriétaires voulurent y introduire le régime du Règlement Organique. L'expérience fut désastreuse : les Roumains du pays passèrent en masse la frontière. Cogălniceanu, alors président du Conseil, déclara un jour à la tribune que, à la suite de cette tentative, la rive du Danube était restée déserte (3). Les propriétaires se résignèrent, mais trop tard, à suivre le régime du « Contrat normal ». Mais le problème inverse pouvait se poser si l'on conservait en Roumanie cet îlot privilégié, et si l'on permettait un jour au paysan moldave de se déplacer.

La dernière influence, la plus importante, est celle des RÉFORMES D'ALEXANDRE II EN RUSSIE ET EN POLOGNE.

En 1857, Kisselef, alors ministre des domaines, avait considérablement diminué les charges des paysans de l'Etat (qui étaient déjà libres). La même année, le tzar avait réuni un comité secret pour lui faire étudier une réforme agraire. L'enquête se poursuivit ensuite au ministère de l'Intérieur jusqu'en juillet 1859. Après quelques hésitations, le 19 février 1861, le tzar se décidait enfin à

(1) R. R., II, 426 ; A. L., I (1), 610-611.

(2) « Il y a 16 ans, en Bessarabie, on a voulu rétablir le système des arrangements de gré à gré. Mais les habitants allaient de village en village pour offrir leurs services au taux le plus fort ; la production baissa et la famine sévit ; si bien que deux ans après on fut obligé de rétablir le système d'obligation. » N. ISTRATI : *Question des relations...*, p. 22. Kostachi YEPUREANO, au contraire, dit que les arrangements de gré à gré ont fait la prospérité des paysans en Bessarabie et accru le nombre des petits propriétaires (*Question de la propriété foncière* p. 20).

(3) A. L., I (2), 777.

signer l'ukase de libération. La corvée fut supprimée et les anciens serfs reçurent des lots de terre variables suivant les régions. Le rachat pouvait s'opérer, soit par l'intermédiaire d'une organisation collective de village, le « mir », soit par convention imposée par le propriétaire. Dans ce dernier cas, l'Etat versait 80 % de la somme fixée et les paysans s'acquittaient envers lui en 49 annuités à 6 %. Les paysans du domaine de l'Etat purent devenir propriétaires en versant d'abord le cinquième du prix de rachat et le reste en 20 annuités à 5 %.

En 1863 on introduisit la réforme en Pologne. Comme le tzar désirait punir les seigneurs qui s'étaient révoltés contre lui, et détacher d'eux les paysans, il accorda à ces derniers des conditions plus avantageuses qu'en Russie. Les Ukases de 1864 accordèrent aux Polonais toutes les terres dont ils avaient la jouissance depuis 1846, moyennant une indemnité assez faible, avancée par l'Etat. Chaque famille reçut ainsi de 3 à 15 ha. En outre, on ne toucha pas au droit d'usage sur les forêts et les pâturages des seigneurs. Enfin, la liquidation fut faite par des commissaires russes qui ne ménagèrent pas les anciens propriétaires (1).

Ces réformes accomplies dans le grand empire voisin gênaient beaucoup ceux des boyars qui voulaient présenter toute proposition de loi agraire en Roumanie comme une entreprise communiste (2). Les députés roumains suivirent avec intérêt, dès 1860, les travaux préparatoires de la réforme russe (3). Le prince Cuza fut piqué d'émulation (4). Mais Cogălniceanu surtout sut exploiter dans ses discours l'exemple magistral donné par le « tzar libérateur » (5). Est-ce à dire que le réformateur roumain n'ai su que

(1) Il existe sur les réformes d'Alexandre II une littérature abondante qu'il n'est point nécessaire de citer ici. Sur la réforme agraire en Pologne, on peut se référer aux ouvrages suivants : A. J. von ROSTWOROWSKI : *Die Entwicklung der bäuerlichen Verhältnisse im Königreich Polen im 19. Jahrhundert*, Iéna, Fischer, 1896. LIFZYE (I) : *Die agrarfrage in Polen*, diss. Volksw. Univ. Zurich, Lodz (1929).

(2) Il y avait d'ailleurs des précédents. C. BOERESCO (*De l'amélioration de l'état des paysans roumains*, p. 15) écrit en parlant du principe du rachat des corvées : « Certainement il n'y a rien là qui ressemble à une spoliation ; autrement il faudrait donner cette qualification à l'acte de l'empereur de Russie, Alexandre I^{er}, qui supprima le servage en Livonie, en Courlande et en Esthonie. »

(3) A. L., I (2), 258.

(4) *La France, le prince Cuza et la liberté en Orient*, p. 18.

(5) A. L., I (2), 404, 418, 421.

copier la loi polonaise comme l'ont dit ses détracteurs (1) ? Il suffit de jeter les yeux sur cet ukase pour voir qu'il diffère profondément de la loi roumaine. L'étude des influences subies par le monde politique roumain à l'époque de Cuza nous fait comprendre certains états d'âme, mais ne nous amène nullement à nier la profonde originalité des réformes sociales accomplies à cette époque dans les Principautés-Unies.

D. — Mihail Cogălniceanu (2).

L'homme qui a joué le plus grand rôle dans l'histoire de la réforme agraire est Mihail Cogălniceanu. Il avait eu le bonheur de naître à une époque où la société roumaine était profondément secouée par les idées de régénération nationale et jetait des regards avidement curieux sur les civilisations occidentales, et surtout sur celle de la France. Son père, Ilie, était un boïar qui ne négligeait pas les jouissances de l'esprit et qui n'était pas peu fier d'être le neveu d'un chroniqueur connu, Ienaché ; sa propriété de Râpile, dans le département de Fălciu, ne lui assurait peut-être pas de gros revenus, mais il avait épousé une jeune fille de 15 ans, Catinca Stavila, qui lui avait apporté en dot de beaux domaines en Bessarabie. Catinca était belle et cultivée. Elle savait le grec, et sans doute le français, et sa nombreuse famille (six filles et cinq garçons, dont Mihail était l'aîné) hérita de sa curiosité d'esprit. Cette jolie femme ne dédaignait pas non plus les plaisirs chorégraphiques, et c'est en sortant d'un bal, en 1832, qu'elle prit froid et fut obligée de s'aliter. Elle mourut quelques jours après. Mihail n'avait que 15 ans, mais l'influence de sa mère ne fut pas anéantie par ce malheur. Le boïar Ilie continua de marcher sur la voie déjà tracée et il donna à ses enfants une éducation des plus soignées : Après avoir reçu les leçons d'un moine du Maramureș, un certain Gherman Vida, qui était l'auteur d'une grammaire française, les enfants avaient été mis

(1) *La vérité sur la Roumanie*, p. 30.

(2) Voir la bibliographie à la fin du volume. — A son époque on écrivait Kogălniceanu, parfois même Kogalnitcan (prononciation française du nom) ; mais le k n'existe plus dans l'alphabet roumain.

daus des pensionnats de Iassy tenus par des Français, les garçons chez Victor Cuénin, les filles à l'Institut Garet. Outre le français, Mihail apprit le grec et l'allemand, et il se lia d'amitié avec un camarade sentimental et fin, Vasile Alexandri, le futur diplomate et poète.

En l'automne 1831, s'ouvrit à Iassy une pension pour « fils de nobles », l'Institut de Miroslava, dirigé aussi par un Français nommé *Lincourt*. Mihail y fut envoyé. Il y resta après la mort de sa mère, et il fit son profit des humanités que l'institut avait la prétention d'enseigner. Les professeurs dictaient des cours fastidieux, sous prétexte qu'on manquait de manuels. Mais ils laissaient aux élèves des loisirs dont ces jeunes têtes tiraient profit : Alexandri taquinait la Muse, et Cogălniceanu, moins sentimental (encore qu'il fût, dit-on, amoureux de la fille du professeur de grec) laissait libre cours à une verve gouailleuse qui, disciplinée plus tard, devait faire de lui le plus écouté des orateurs politiques. Il dévorait les livres de voyages et d'histoire et enrichissait constamment sa bibliothèque où il collectionnait tout ce qui avait été écrit sur le passé de son pays. Mais il avait bien conscience de ce qui manquait à son éducation, guidée par des magisters de qualité médiocre, et il aspirait ardemment à connaître de près les pays d'occident, la France surtout. Son père hésitait, craignant la dépense.

En 1834, Mihail Sturdza arriva au trône. Depuis longtemps les Cogălniceanu étaient liés d'amitié avec ce prince. On le savait disposé d'ailleurs à faire tous les efforts nécessaires pour créer, à Iassy, une élite intellectuelle imprégnée de culture française. Presque aussitôt Mihail Cogălniceanu est envoyé en France, aux frais du prince.

Il est bien entendu qu'on ne l'envoie pas à l'étranger pour son plaisir personnel. Il n'ira pas à Paris, ville de révolutions et de plaisirs malsains. M. Lincourt, chargé d'accompagner les jeunes bourgeois, les conduit, à travers la Galicie, l'Autriche et la Bavière, vers *Lunéville*, où ils vont être encasernés. La pension (que M. Lincourt a probablement choisie lui-même) est tranquille et modeste. Son cadre austère donne confiance au digne mentor. Pourtant les fenê-

tres n'y sont pas assez closes pour que la fumée des révolutions n'y laisse pénétrer par moments ses parfums roussis. Quatre-vingts ans pèsent lourdement sur les épaules du bon abbé qui dirige l'établissement, et sa vigilance aurait besoin de fortes bécicles. Il y a beaucoup de journaux politiques sous les pupitres. L'élève Mihail les dévore et s'étonne de la liberté avec laquelle ils attaquent la personne même du roi des Français.

L'imprudent ose confier à ses parents et à ses amis les hardiesses des journaux et des livres qu'on peut lire sous la monarchie bourgeoise. Les amis sont bavards. Sturdza Vodă n'a pas eu l'intention, en donnant des bourses aux enfants bien doués de ses boïars, de se constituer une couvée de jacobins moldaves ; et S. E. M. le consul de Russie ne plaisante pas lorsqu'il apprend ce qu'on peut lire en France dans un digne pensionnat de province ! Pour soustraire cette jeunesse à de fâcheuses influences, le prince moldave retire soudain ses boursiers du collège de Lunéville et les expédie à *Berlin* (1).

Les collèges n'inspirent plus confiance. Dans la capitale prussienne, où il va rester deux ans et demi, d'août 1835 à février 1838, Cogălniceanu sera instruit à la maison avec les fils du prince Sturdza.

Il faut bien pourtant lui donner quelque liberté pour lui permettre de faire ses études de droit à l'Université. Il y suit pendant quatre ou cinq mois les cours de l'illustre Savigny. Il fréquente les bibliothèques, se fait envoyer des livres de Roumanie, forme le rêve de devenir le grand historien de son pays. Il se fait la main en écrivant (en français ; la langue étrangère qu'il connaît le mieux) une étude sur les tziganes. Puis il ose écrire une histoire de la Roumanie, qui, en dépit de l'insuffisance de l'information, ne manque pas de véritable sens historique.

La Prusse a-t-elle tué son jacobinisme ? Pas le moins du monde. On l'a mis en pension chez un pasteur de la colonie française, et il fréquente beaucoup de descendants des émigrés du temps de la révocation de l'édit de Nantes. Il est gagné par le libéralisme qui règne

(1) Pour la jeunesse de Cogălniceanu, nous utilisons surtout CARTOJAN : *Conv. lit.*, 1913, p. 582 sq.

dans ce milieu protestant. Il écrit à l'une de ses sœurs : « La vraie civilisation consiste dans l'amour de la patrie et de son prochain, dans le respect des lois, dans l'abolition de l'esclavage, qui subsiste encore dans notre pays, à notre honte, dans l'égalité des personnes, sans distinction de rang et de naissance (1). »

C'est à Berlin, et non en France, que Cogălniceanu a conçu l'idée de sa réforme sociale. Le pasteur Ionas, le romancier Wilibald Alexis lui exposent les réformes effectuées en Prusse depuis 1806 et celles qui sont encore à l'étude (2). Il s'intéresse particulièrement aux lois qui abolissent les corvées et les redevances, et il reviendra en Moldavie en emportant dans ses bagages la copie des actes d'émancipation et des notes sur la question paysanne. Il écrira plus tard, dans une confession intime, destinée à figurer dans son essai de roman « Tainele înimii » : « J'ai toujours eu la passion d'étudier de près toutes ces institutions faites par l'Europe pour donner aux classes inférieures les bénéfices dont jusqu'alors jouissaient seulement les classes possédantes. »

Cependant Cogălniceanu n'est pas revenu en Moldavie avec les allures d'un réformateur politique et social. Il a laissé mûrir ses idées et il a su attendre l'heure propice pour les dévoiler. Il avait une dette de reconnaissance envers Mihail Sturdza, et il s'attachait à justifier la confiance que ce prince avait mise en lui. Cogălniceanu entra dans l'armée et gravit rapidement les échelons de la hiérarchie : cornette, lieutenant, capitaine en 1840, major en 1844, colonel en 1853. Mais, à cette époque, l'officier était un porteur d'uniforme dont les occupations étaient loin d'être exclusivement militaires. Ainsi, en 1840, notre capitaine est directeur d'une feuille hebdomadaire, *Les feuilles paysannes*. Il dirige en même temps, avec Negruzzi et V. Alexandri, le théâtre français de Iassy, section du théâtre national. Quelque temps après, le prince ayant fondé l'« Académie Mihailienne », Cogălniceanu y commence, en novembre 1843, un cours d'histoire nationale. C'est un cours un peu trop nationaliste au gré du consul russe, et il est obligé de l'inter-

(1) DRAGNEA : *M. Cogălniceanu*, pp. 14-21.

(2) BURGHELE : *M. K.*, p. 62.

rompre. Il écrit alors des articles. Sa *Dacia literară* inquiète encore les Russes et le brouille un moment avec Sturdza, peu soucieux de s'attirer des ennuis. Cogălniceanu reconnaît cependant la valeur de l'effort réformateur accompli par le prince moldave. C'est avec des accents d'enthousiasme qu'il salue, dans le journal *Le Progrès*, l'émancipation des tziganes de l'Etat et des monastères, votée le 31 janvier 1844 par l'assemblée moldave (1).

Cette année 1844 est marquée par une véritable révolution dans son âme de patriote. Jusque là il s'est contenté de manifester une grande activité d'écrivain et une certaine ferveur nationaliste et libérale. Il a gardé pourtant à l'égard du prince une fidélité fondée sur une sincère estime plus encore peut-être que sur une gratitude profonde. Soudain le jeune historien s'enhardit. Il veut aller puiser en France, à Paris même, aux sources pures du libéralisme des raisons nouvelles de transformer sa patrie en un Etat démocratique, administré suivant les méthodes occidentales. Il part pour Vienne, sous prétexte d'y accompagner sa sœur, malade des yeux. Les oculistes viennois auraient-ils tout à coup trahi sa confiance ? Il va faire prolonger son passeport jusqu'à Paris. Mais, désespoir ! Les policiers autrichiens confisquent le passeport (2).

Le prince de Moldavie a l'œil prompt et le bras long ; et c'est à l'instigation du baron Philippsborn, son agent diplomatique à Vienne, que la police autrichienne vient de jouer ce mauvais tour au jeune écrivain qui rêve un peu trop haut de barricades.

Cogălniceanu revient en Moldavie en proie à la plus vive irritation. Il guette la première occasion d'exercer sa vengeance sur un terrain où la nation tout entière ne pourra que chanter ses louanges. Le prétexte est vite trouvé : Un procès éclate entre les habitants de Botoșani et les moines grecs du monastère de Popăuți qui, peu à peu, ont réussi à accaparer les terres environnantes. Cogălniceanu, comme avocat des plaignants, va dresser un réquisitoire contre les moines étrangers, parasites malfaisants, rapaces,

(1) Pour cette partie de sa vie, cf. HANES : *Tineretia lui M. K. Conv. lit.*, 1911, pp. 1243-1250 et 1344 sq.

(2) CARTOJAN, ouv. cité, p. 1231 sq.

qui sucent la sève du pays au profit des Lieux-Saints, c'est-à-dire des riches monastères grecs qui dorment à l'ombre de l'Empire ottoman. C'est le procès de tous les couvents dédiés que veut faire l'ardent avocat, et la cour de Iassy donne gain de cause aux réclameurs.

Mihail Sturdza, déjà irrité parce qu'il sait Cogălniceanu en rapports avec un de ses ennemis acharnés, le publiciste français Vaillant, cette fois-ci se fâche tout rouge. Cogălniceanu est prié d'aller méditer au couvent de Râșca sur l'utilité des monastères dans une principauté orthodoxe.

Il y reste six mois, gardé par un piquet de soldats. Quoi qu'en pense le pamphlétaire il est heureux que la principauté soit encore soumise au protectorat du tzar, car, fait surprenant, c'est à l'intervention du consul russe Kotzebue que Cogălniceanu, ainsi que son confrère Negruzzi, «exilé» pour un motif analogue, est tiré de captivité. Il revient à Iassy avec les palmes du martyr. Nouveaux articles incendiaires. Nouvelle riposte, cinglante. La revue *Propășirea* est suspendue, et il est interdit au citoyen Cogălniceanu d'exercer son métier d'avocat.

Ce soir-là il déclare aux consuls de Russie et d'Autriche qu'il veut devenir citoyen d'un autre Etat, la vie en Moldavie devenant impossible. Les consuls ont beaucoup de peine à le calmer. Ils l'invitent à mériter l'indulgence du prince en s'abstenant désormais de toute violence de langage. Un écrivain de talent doit consacrer à sa patrie tous les trésors qu'il porte en son âme et, pour exercer sa fonction sociale, s'astreindre à certaines concessions... Ces consuls, qui voient en Cogălniceanu un cerveau d'élite avec qui, plus tard, bon gré mal gré, il leur faudra compter, sont des hommes charmants, et le jeune lion, vaincu par leurs caresses, rentre ses griffes (1). Il publiera, l'année suivante, le deuxième volume d'une œuvre d'histoire : *l'Archiva românească* ».

Mais qu'on ne l'empêche plus de se rendre en France ! Cette fois-ci il obtient son passeport, et va à Paris se griser de littérature

(1) GRĂMADĂ : *C. Negruzzi et M. K.* Conv. lit. 1913, pp. 257-260. Publie le rapport d'Eisenbach sur ces faits.

antiguizotiste. Il n'y reste pas longtemps, C'est un voyage et non un séjour en France que Cogălniceanu a accompli en 1845, et, en 1848, lorsque ses idées libérales trouveront l'occasion d'être appliquées, cet homme politique sera très différent des « docteurs en droit » revenus de France pour tenter de faire de leur pays une république lamartinienne. Cogălniceanu n'a jamais perdu le contact avec la Moldavie. S'il connaît bien les civilisations occidentales, il connaît mieux encore son pays et sait qu'il est vain de vouloir faire table rase pour installer dans les pays roumains des institutions calquées sur celles des démocraties d'occident.

La Révolution de 1848 n'eut d'ailleurs que de faibles échos en Moldavie. Cogălniceanu était l'un des chefs du « parti national », et, après l'échec du mouvement protestataire, il se réfugia à Tchernowitz, où il écrivit ses « Doléances du parti national de Moldavie », puis à Paris. Mais a-t-il cru vraiment à la réussite possible d'une révolution en Roumanie ? C'est peu probable.

Sous Grégoire Ghica, Cogălniceanu reprend sa place à Iassy comme chef politique, tout en continuant ses travaux d'histoire et son œuvre de journaliste. Son prestige devient si grand qu'il accède bientôt à de hautes fonctions. Il est, en 1859, directeur des travaux publics, et l'année suivante directeur de l'Intérieur.

C'est un gros homme chauve dont les yeux sarcastiques étincellent derrière de minces lunettes. Tantôt amer, tantôt jovial, lanceur de boutades qu'il ponctue d'un gros rire, travailleur acharné et méthodique, esprit réaliste qui voit clair et vise juste. En politique, il sait attendre ; il se fait humble (ses adversaires disent même « poltron ») (1), quand son heure n'est pas encore venue. Mais dès qu'il se sent le maître, il est autoritaire et hautain, parfois même despotique. C'est un remarquable orateur, qui sait grouper les arguments et les exposer dans une langue claire, sans images, mais d'une concision et d'une souplesse étonnantes. Il est admirable surtout dans la riposte, lorsqu'il importe de décontenancer son adversaire par des coups brefs et vigoureusement assénés, des sar-

(1) Sourzo : *Mémoires*, p. 405.

casmes cruels, des traits de caricature qui soulèvent les rires. Il y a, à vrai dire, dans la plupart de ses discours, un ton de défi qui dénote une nature plus autoritaire que persuasive. Et, certes, ce Mirabeau roumain s'accommode mieux du despotisme éclairé que de la vie parlementaire.

Député au divan *ad hoc*, député à l'assemblée législative de Iassy puis aux chambres réunies de Bucarest, Cogălniceanu, par sa solide culture, par sa préparation administrative, se trouve être dans cette jeune Roumanie, qui commence à s'occuper elle-même de ses affaires, un des rares hommes qui voient clair, qui savent ce qu'ils veulent et qui ont en eux de vrais talents d'hommes d'Etat.

50 — LA RÉSISTANCE DES PRIVILÉGIÉS

A. L'ŒUVRE DE LA COMMISSION CENTRALE (1860-1861).

B. LA QUESTION RURALE APRÈS L'UNION : LA LOI DE 1862.

A. — L'Œuvre de la Commission centrale (1860)

a) LA LUTTE DE CUZA CONTRE LES CHAMBRES

En vertu de la nouvelle constitution la solution de la question agraire dépendait du prince, des chambres et de la commission centrale de Focșani. Le prince Cuza était secrètement favorable aux réformes démocratiques et particulièrement à la suppression de la corvée, mais il devait ménager les boïars jusqu'au règlement définitif de la question de l'Union. Les chambres étaient composées des plus riches propriétaires. Quant à la commission centrale elle était formée de 16 délégués, 8 nommés par le prince, 4 par la chambre valaque, 4 par la chambre moldave ; elle soutenait, elle aussi, les intérêts de la grande propriété ; toute loi nouvelle devait être votée d'abord par elle. Dans ces conditions il était pratiquement impossible au prince de ne pas faire une politique résolument conservatrice.

Cuza essaya d'abord de former des ministères d'union, mais les conservateurs supportaient mal la collaboration avec les « rouges ». Comme on avait besoin d'argent pour l'organisation du jeune Etat, le prince proposa le vote d'un emprunt forcé (de 5 millions de lei en Moldavie et de 8 millions en Valachie) sur la propriété foncière. A l'appui de sa demande il invoqua l'article 46 de la Convention qui prescrivait l'égalité devant l'impôt (1). Les privilégiés ne

(1) *Mon. of. a Moldovei*, 12 fév. 1859.

l'entendirent pas de cette oreille. Ils virent dans l'emprunt forcé une mesure communiste, et ils accusèrent les ministres rouges de préparer un remaniement de la propriété foncière. Les deux ministères furent renversés (1).

Les nouveaux n'eurent pas des bases plus solides. Cependant ils essayèrent de réaliser l'égalité devant la loi sans la collaboration des chambres. L'article 47 de la Convention disait que les lois existantes seraient maintenues provisoirement, à l'exception de celles qui étaient contraires au statut fixé par les puissances. Or la Convention condamnait les privilèges ; par conséquent les ministres s'arrogèrent le droit de les supprimer par décrets. En Moldavie il décidèrent que tous les citoyens devaient fournir les prestations pour la construction ou l'entretien des routes, ces prestations pouvant être rachetées à raison de 16 lei par an (2). Ils supprimèrent aussi les « serviteurs volontaires » qui furent soumis à l'impôt ; les propriétaires qui voulaient les garder à leur service durent garantir le paiement des contributions de ces serviteurs, qui désormais étaient vraiment des « volontaires » (3). En Valachie, la capitation fut appliquée par décret aux classes privilégiées, de même que le service militaire, et le gouvernement se réserva la nomination des sous-préfets. Cette méthode plaisait aux hommes de gauche mais le parti « du passé » la qualifiait d'illégale. L'application fidèle des formes constitutionnelles était, en effet, le seul moyen de maintenir à coup sûr les privilèges.

Dès qu'il fut officiellement reconnu par la Porte et les puissances garantes, le prince Cuza procéda à la dissolution des chambres. En exerçant une pression discrète sur les électeurs il renforça un peu les partis avancés. Mais la droite disposait encore d'une majorité écrasante, inévitable avec le système électoral en vigueur. Les rivalités personnelles étaient féroces et c'est en vain que le prince essaya de constituer des ministères disposant d'une véritable majorité

(1) Sur les causes véritables de renversement des deux ministères, voir le livre publié à La Haye, en 1864, par un grand boiar : *La vérité sur la Roumanie*, p. 8.

(2) *Monit. of. a Mold.*, 4 juin 1859.

(3) *Ibid.*, 6 juin 1859.

aux chambres. Il finit par en prendre son parti et par charger deux chefs progressistes, connus pour leurs opinions particulièrement avancées, *Cogălniceanu* et *Neculai Golescu* de former le premier le ministère moldave, le second le ministère valaque. Le ministère *Cogălniceanu* dura du 3 mai 1860 au 3 février 1861. En Valachie, le ministère *Golescu* ne dura que 40 jours, mais celui qui le remplaça et qui fut présidé par *Costache Epureanu*, était de même teinte et dura lui aussi jusqu'au mois de février de l'année suivante. Quelques réformes purent être réalisées par décrets, parfois par simples circulaires ministérielles.

b) RÉALISATION DE L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

Il n'était pas facile de faire perdre aux féodaux leurs vieilles habitudes. L'égalité devant l'*impôt* leur répugnait particulièrement. Voici un exemple de la façon dont ils comprenaient l'égalité des charges. Le ministère moldave présenta un projet de loi sur des mesures à prendre pour exterminer les sauterelles. Les boïars en acceptèrent le principe, mais ils décidèrent que les propriétaires fourniraient pour ce travail deux hommes quand les paysans en fourniraient 10, ceci sans tenir compte de l'étendue respective des terres cultivées. Il fallut de vives instances pour décider la Commission centrale à modifier la loi et à donner au gouvernement un pouvoir étendu pour organiser la lutte contre ce fléau. Répondant à Gr. M. Sturza qui chicanait sur les crédits, *Cogălniceanu* manifesta son impatience : « Si vous voulez laisser le pays à la discrétion des sauterelles plutôt qu'à celle du gouvernement, vous n'avez qu'à repousser le projet de loi (1). »

Malgré l'Assemblée, qui estimait qu'une dépense d'administration n'intéressant que les paysans ne devait pas être à la charge des boïars, le ministre soumit tous les propriétaires à la taxe communale au même titre que les villageois.

Pour instituer des juges de villages, il ne prit même pas la peine de consulter la chambre (2).

(1) *Ibid.*, 25 oct. 1860.

(2) R. R., II, 348.

La question de l'égalité des *charges militaires* lui procura bien des ennuis. Le principe du recrutement par tirage au sort avait été admis pour les deux principautés. Mais les fonctionnaires en comprenaient mal le mécanisme. Les fils de boïars trouvaient toutes sortes de moyens pour se dispenser de cette obligation, et les paysans étaient fort mécontents de cette charge nouvelle. « Pourquoi fournissons-nous des soldats ? disaient-ils. Nous n'avons rien à défendre dans ce pays. C'est à ceux qui ont des propriétés de fournir des hommes pour l'armée. C'est aux boïars de servir la patrie (1) ! » En certaines contrées ils essayèrent de s'opposer aux opérations de recrutement. A Cudalbi, dans le département de Covurlui, 40 villages refusèrent de se prêter au tirage au sort et prirent une attitude menaçante, en disant qu'ils accepteraient cette charge si on leur donnait d'abord la terre. Cogălniceanu dut venir leur parler lui-même et ses exhortations éloquentes ramenèrent l'ordre.

Le ministre comptait beaucoup sur le bon sens et la patience du paysan roumain et, en attendant la sérieuse réforme agraire qu'il souhaitait de pouvoir réaliser, il estimait indispensable une politique de douceur et de confiance. Dans une circulaire aux préfets, il leur recommande de surveiller l'application des lois, car il existe des « oppresseurs » « qui, imposant aux villageois du travail et des redevances plus que ne le prescrivent le règlement et les contrats légaux, les maltraitant illégalement et inhumainement, provoquent la haine et l'hostilité (2) ». Il vaut mieux conseiller que sévir : les préfets et les sous-préfets sont donc invités à aller voir souvent les paysans et à les prier de réserver leur confiance au prince et au gouvernement qui saura leur procurer un avenir meilleur (3).

Le jour même de son arrivée au pouvoir Cogălniceanu abolit les *peines corporelles*. « Je vous invite à interdire complètement les punitions corporelles, car on ne moralise pas à coup de bâton. La

(1) *Ibid.*, II, 337.

(2) Circulaire aux préfets, *Mon. of.*, 1860, n° 25, A. L., I (2), 211.

(3) *Ibid.*, 212. Circulaire renouvelée le 18 nov. 1860 : A. L., I (2), 338-340.

loi actuelle prévoit assez d'autres moyens de répression. Je suis décidé à me servir de tous les pouvoirs qui me sont conférés par les lois pour empêcher toute atteinte légale qui serait portée dans l'avenir à l'honneur et à la liberté individuelle...

...Toutes les classes de la société ont un droit égal à la protection du gouvernement. Mais s'il est une classe qui la mérite en particulier, c'est celle des travailleurs de la terre, des paysans. On ne peut certes pas dire de leur passé qu'il a été heureux ; leur sort doit changer.

L'article 16 de la Convention réclame sans faute des améliorations à la condition des paysans. Le cœur paternel du prince et le concours éclairé et patriotique des pouvoirs législatifs fera que, dans un avenir prochain, le vœu d'amélioration devienne une réalité dans les Principautés-Unies. Mais jusqu'alors, la loi actuelle qui régit les relations entre la propriété et les paysans doit être conservée fidèlement par les deux parties.

Vous mettrez un soin particulier et vigilant à veiller à ce que cette loi ne soit pas violée, que rien n'en soit enfreint ni dans la lettre ni dans l'esprit. Ce n'est pas tant la loi que son inobservance qui a accumulé sur la tête des paysans roumains un monceau de souffrances et de misères qui leur font plier les genoux. La décision définitive du gouvernement est que la loi, désormais, soit la loi. Vous protégerez les travailleurs de la terre de toute oppression, de toute obligation forcée qui transgresserait le texte de l'ordonnance ou des contrats légaux ; et vous aurez recours à la rigueur des lois pour punir immédiatement les oppresseurs quels qu'ils soient. Mais autant vous aurez à protéger les paysans, autant vous veillerez à ce qu'ils remplissent les devoirs qui leur sont prescrits par la législation actuelle. Vous vous transporterez souvent parmi eux, vous apporterez à leur cœur la consolation et la foi en une prochaine amélioration... (1) ».

Ces paroles provoquaient beaucoup de colères dans le milieu des boïars et elles ne suffisaient pas peut-être pour protéger le pay-

(1) R. R., II, 334-335.

san des coups de bâton. Il n'y avait pas que des agents de la force publique qui appliquaient ces peines d'un autre âge. Le boïar qui faisait battre un vilain lui épinglait la circulaire dans le dos et disait aux bourreaux : « Attention à la circulaire ! Ne touchez pas à l'ordre du gouvernement ! » pendant que les coups tombaient sur le derrière le gras des jambes ou la plante des pieds.

Le gouvernement ne pouvait détruire en un jour de très vieilles habitudes. Il faut lui reconnaître le mérite d'avoir entrepris la lutte pour le relèvement de la dignité humaine. Il fit voter l'année suivante une loi qui remplaçait tous les châtimens corporels par une peine de réclusion (1). Cogălniceanu utilisa la corvée d'Etat (instituée théoriquement pour les routes) pour construire une prison dans chaque village.

D. Brătianu, en Valachie, interdit aussi aux agents du gouvernement toute brutalité, toute violation de domicile et toute atteinte à la liberté individuelle ; car « spécialement à l'égard du paysan, le sous-préfet, le gendarme, le garde, le député même (son confrère et son élu) n'ont été considérés que comme des oppresseurs qui pour lui n'avaient aucune pitié, aucune compassion, aucun intérêt à adoucir ses souffrances » (2).

c) LA PRÉPARATION DE LA LOI RURALE

La question des rapports entre les propriétaires et les paysans étant commune aux deux principautés, c'était à la *Commission centrale* qu'il appartenait d'en discuter d'abord.

Dès le mois de mai 1859 cette assemblée s'en était occupée et avait nommé une commission spéciale pour préparer un projet ; mais elle était d'avis de voter d'abord tous les articles de la constitution et, cinq mois après, la question paysanne n'avait même pas été effleurée. Un message du prince, lu à la séance du 16 septembre, invitait la Commission centrale à l'étudier sans retard et avec tout le soin désirable (3). Mais celle-ci (c'était le point de vue de

(1) A. L., I (2), 396.

(2) Circulaire du 17 juin 1860. *Ibid.*, 209.

(3) Compte rendu de la séance dans A. L., I (2), 207-208.

Cogălniceanu lui-même) fut d'avis que la proposition princière était contraire à l'esprit de la Convention. Le gouvernement devait soumettre à l'examen des assemblées des projets de loi et non pas les inviter à présenter elles-mêmes leurs propositions. Cette querelle de procédure dissimulait la mauvaise volonté de la Commission de Focșani, car on se demande à quoi pouvait bien servir la commission spéciale qu'elle avait déjà constituée en l'absence de tout projet gouvernemental, si à ce moment-là elle ne se reconnaissait pas le droit de dresser elle-même son plan de réforme. Mais n'oublions pas que huit au moins sur les seize membres de la commission étaient franchement réactionnaires et que le président, un vieux boïar intransigeant et agressif (1), *Radu Rosetti*, avait voix prépondérante en cas de partage égal des votes.

La Commission centrale finit pourtant par accéder au désir du prince Cuza. Le 23 juillet 1860, *Ion Docan*, rapporteur de la commission d'étude, lui présenta trois sujets, le premier sur la réglementation des rapports entre les propriétaires et les paysans, le second sur la vente des terres de l'Etat et des terres d'Eglise, le troisième sur la constitution territoriale des communes rurales.

La discussion de ces projets est longue et animée : le député valaque Arghiropol et le député moldave Malinescu défendent avec énergie les droits des paysans pendant que les boïars Arsachi, Brailoïu, Nicu Cartagiu, Docan, voire même Brătianu soutiennent avec intransigeance les droits des propriétaires. Ces discussions confuses sont loin d'avoir la belle tenue oratoire de celles qui se sont déroulées trois ans auparavant au divan *ad hoc* de Moldavie. Les mêmes arguments reviennent indéfiniment. Tout compte fait, les députés n'en ont trouvé qu'un nouveau : puisqu'on a aboli la peine du bâton, il faut à toute force abolir aussi la corvée, car il n'y aura plus moyen de faire travailler les corvéables ; si on les met en prison cela n'avancera à rien ; on sent qu'un soupir de regret gonfle ces poi-

(1) L'esprit réactionnaire de l'Assemblée est reconnu nettement par Nationalul et même par l'organe officiel « Curierul Principatelor Unite », du 21 juin 1859. Quant à Radu Rosetti, son président, il écrit dans la *Tribuna* du 2 octobre 1859 : « Au premier abus de pouvoir de la part d'un agent du gouvernement, on appliquera la loi du talion » phrase qui constitue un appel éventuel à l'insurrection si la politique libérale triomphe en Roumanie.

trines nobles au souvenir du beau régime de la bastonnade supprimé par un méchant ministre (1).

Ces députés sont prétentieux, ignorants et hypocrites. Frottés d'une teinture occidentale, ils croient tout savoir et ils étalent leur érudition de fraîche date : ils citent Proudhon et Blanqui (2) ; ils ont dans la tête une nuée d'arguments historiques qu'ils n'ont pas pris la peine de contrôler. *Malinescu* déclare, un moment, qu'en France, sous la Révolution, on a fait un partage des propriétés au profit des paysans, ce qui donne l'occasion à *Docan*, plus au courant de l'histoire française, de donner une juste leçon à l'« honorable préopinant » (3). Mais le même *Docan* a entendu dire que l'un des meilleurs rois de France voulait que chaque paysan ait son pot-au-feu. C'est pour lui la preuve que le paysan français est plus malheureux que celui du Danube, car « quel est le Roumain qui n'a pas son chaudron dans son âtre ? » (4). L'amateur d'histoire a cru que le « pot » désignait seulement un instrument de cuisine ! Est-il plus au courant de l'histoire orientale ? « Quand les Turcs, dit-il, envahissaient le pays, ils se contentaient de prendre la moitié des biens des chrétiens ; au siècle de la civilisation on nous demande beaucoup plus (5) ! » Les « anciens » le lui ont dit ; mais les historiens ne s'en sont jamais doutés !

Soyons indulgents pour ces amateurs d'histoire ; mais soyons-le beaucoup moins pour des législateurs qui n'ont même pas pris la peine de lire les Règlements Organiques et les lois de 1851. *Teriachiu*, partisan des paysans, déclare que ceux-ci ont des droits certains sur la terre car le propriétaire « ne peut les chasser du domaine que pour des infractions policières, et même dans ce cas il doit les dédommager » (6). L'éloquent *Malinescu* a lu, à l'article 118 *a* du Règlement moldave, que le propriétaire est tenu de nourrir les paysans en temps de disette ! Pardonnons à ce citadin qui lit vite et qui n'a pas eu sans doute à appliquer le Règlement sur ses pro-

(1) A. L., I (2), 266.

(2) *Ibid.*, pp. 223 et 216.

(3) *Ibid.*, p. 268.

(4) *Ibid.*, p. 220.

(5) *Ibid.*, p. 221.

(6) *Ibid.*, p. 227.

priétés. Mais que penser de l'ignorance de grands propriétaires fonciers ? Le rapporteur Docan et son collègue Catargiu avouent que lorsqu'ils ont rédigé le projet, ils ignoraient que la dîme existait encore en Valachie (1). *Sufu*, au cours de la discussion, s'avise de demander quel est le maximum de la terre concédée suivant le règlement valaque (2). Ces législateurs votent des textes sans même connaître les mesures de superficie dans chacune des principautés : *Catargiu* dit que 180 perches moldaves font beaucoup plus que 5 pogones valaques ; *Brailoiu* affirme que non. *Docan* admet que 2 falches 1/2 valent 5 pogones (il y a pourtant 10 ares de différence). Dans le projet définitif on admet que 6 pogones valent 190 perches moldaves, alors qu'il y a environ 20 ares d'écart.

Les grands boïars étalent dans leurs discours une hypocrisie révoltante : La dépossession des paysans est pour eux une réforme bienfaisante, très conforme à l'esprit de la Convention de Paris, puisqu'elle crée des « hommes libres et égaux, arrangeant leurs affaires eux-mêmes » (3). « Le projet, pour moi, déclare *Brăiloiu*, est fondé sur des principes forts, sains et libéraux et correspond à l'état de la législation des autres pays civilisés de l'Europe (4). » L'article 46 de la Convention a prescrit la suppression de tous les privilèges ; « je ne crois pas, dit *Catargiu*, que cet article soit seulement en faveur d'une classe », or les paysans sont aussi des privilégiés puisqu'ils jouissent d'un règlement qui interdit au propriétaire de les chasser de leurs terres ». Si le travail doit être payé suivant la libre volonté du travailleur, à plus forte raison je crois qu'il convient que la terre du propriétaire soit aussi payée selon sa libre volonté, suivant un prix débattu de gré à gré (5). »

Voici maintenant les articles essentiels du « Projet de loi rurale » voté par la Commission centrale (6) :

(1) *Ibid.*, pp. 280-281.

(2) *Ibid.*, p. 300.

(3) *Ibid.*, p. 229, discours de *Brăiloiu*, séance du 23 juin 1860.

(4) *Ibid.*, p. 231.

(5) *Ibid.*, p. 233.

(6) Le texte a été publié (en lettres latines) : « *Proiectu de lege rurală votatu de comisiunea centrală în sedința sa din 2 augustu, sesiunea 1860* », *Foxiani*, 1860, 15 p. Reproduit dans *A. L.*, I (2), 314-319.

Chapitre I : *Sur les paysans cultivateurs.*

« Article premier. — Les lois jusqu'ici en vigueur, par lesquelles sont réglées les relations réciproques entre les paysans cultivateurs et les propriétaires de la terre sur laquelle ils sont établis, sont et demeurent abrogées en tant qu'elles sont contraires aux dispositions de la présente loi.

Art. 2. — Les paysans cultivateurs sont libres de disposer par conventions de toute nature de leurs habitations et de leurs plantations de vignes et d'arbres fruitiers, ces constructions et plantations n'étant soumises à aucune autre redevance envers le propriétaire du domaine qu'au paiement régulier de l'annuité emphytéotique soit en argent soit en nature suivant l'usage de chaque localité.

Art. 3. — Les habitants sont absolument libres de se transporter avec leur habitation où ils voudront et quand ils voudront.

Art. 4. — Dorénavant les paysans cultivateurs s'entendront directement avec leur propriétaire respectif pour toutes les terres de culture, de prairie et de pâturage dont ils auront besoin, suivant la forme en usage pour les arrangements de gré à gré.

Aucune loi, aucune mesure administrative ne pourra intervenir pour régler d'autorité semblables arrangements.

Art. 6. — Un terme de 3 ans à dater de la promulgation de la présente loi est accordé à ceux des paysans cultivateurs qui se trouvent dans les conditions stipulées par le règlement jusqu'à maintenant en vigueur, dans les domaines où ils sont établis, pour transformer en arrangements de gré à gré les relations qui existent actuellement entre eux et les propriétaires.

Art. 7. — Ceux de ces paysans qui ne pourront pas contracter de nouveaux arrangements avec leurs propriétaires respectifs auront le droit, pour leur compte personnel, de suivre les conditions du règlement jusqu'à maintenant en vigueur, avec faculté de payer en argent suivant les prix courants dans chaque localité le travail qu'ils fournissent actuellement comme loyer de la terre.

Art. 9. — Tous ceux qui jusqu'à la promulgation de cette loi ne se trouveront pas dans les conditions du règlement en vigueur jusqu'à maintenant, riches ou nouveaux mariés, et ceux qui viendront d'ailleurs sur le domaine, ne jouiront pas des dispositions des articles 7 et 8, et resteront soumis aux règles ordinaires des arrangements de gré à gré.

.

Art. 16. — Ceux des paysans mentionnés à l'article 6 qui ne respecteront pas les accords conclus perdront, après trois sommations faites de 15 en 15 jours par la sous-préfecture, le droit qui leur est donné par l'article 7, et suivront la règle des conventions libres...»

Est-il besoin de commenter cette monstrueuse dépossession de 4 millions de travailleurs, désormais livrés sans défense au bon ou au mauvais vouloir des propriétaires de droit divin ?

Le chapitre II sur la vente des BIENS DE MAIN MORTE a la prétention d'ouvrir une soupape de sûreté pour le cas où les nouvelles dispositions rendraient désastreuse la situation de certains paysans :

« Art. 18. — L'Etat est autorisé à vendre de ses domaines, des propriétés des établissements religieux et de bienfaisance, ainsi que de toutes les propriétés des établissements publics, par vente ferme ou par emphytéose, des parcelles de terre de culture aux paysans établis sur ces domaines ou à des nouveaux venus qui voudraient faire de semblables acquisitions... » Les étrangers eux-mêmes seront admis à condition qu'ils soient d'origine roumaine et qu'ils renoncent à la protection et à la nationalité du pays dont ils viendront.

« Art. 21. — Sous aucun prétexte, on ne pourra vendre ou donner en emphytéose à une seule et même famille plus de 190 perches, mesure de Moldavie, ou de 6 pogones, mesure de Valachie. »

La Commission ne s'est pas demandée comment ces colons pourront vivre avec 3 hectares de terre !

L'argent que rapporteraient ces ventes serait versé au Trésor public et employé à l'achat d'autres biens immobiliers (art. 25).

Il ne s'agit donc pas, dans l'esprit du législateur, de diminuer l'étendue des biens de main morte.

Le chapitre III concerne les COMMUNES RURALES.

Chaque propriétaire devra donner à chaque village ou hameau un terrain limitrophe qui servira de communal. Cette cession sera faite à raison de 40 perches en Moldavie et d'un pogone en Valachie par famille dans la plaine. Cette étendue est réduite à 20 perches ou 1/2 pogone en montagne. Le domaine ainsi constitué sera loué à la commune suivant les prix courants dans chaque localité pour l'affermage des pâtures.

Un fait curieux qui est dû à l'intransigeance des délégués valaques, c'est que chaque famille en Valachie recevra 600 m² de moins que la famille d'un paysan moldave. De toutes façons d'ailleurs le paysan ne pourra tirer une ressource suffisante de la jouissance d'un communal concédé, moyennant finances, à raison de 5.000 à 5.600 m² par famille.

Le chapitre IV prescrit l'institution d'un établissement de CRÉDIT FONCIER destiné à favoriser le développement de l'agriculture et à venir en aide aux paysans qui voudraient acheter des terres.

En somme, ces chapitres II, III et IV, véritables trompe-l'œil, n'apportaient aucun soulagement aux paysans, tandis que le chapitre I constitue la plus formidable machine de guerre que les boïars aient dressée contre la classe des travailleurs de la terre.

d) L'EXAMEN DU PROJET

ET LA RÉUNION DES CHAMBRES A BUCAREST

Le projet des « 200 familles » (suivant l'expression de Malinescu) fut transmis à l'assemblée législative de chacune des deux principautés. Son examen devait servir de prétexte pour la réalisation de l'Union politique. En effet, lorsque la chambre moldave fut appelée à en discuter, un député, I. CANTACUZINO, déposa la motion suivante :

« Considérant que la question rurale est une des plus vitales et en même temps une des plus urgentes pour les Principautés-Unies ;

Considérant que l'expérience de plus de deux années nous a montré suffisamment les difficultés, les retards et les obstacles qui résultent du système suivi jusqu'à maintenant dans le débat de toutes les questions d'intérêt commun ;

Considérant l'urgence non seulement de résoudre cette question, mais de la résoudre d'un seul coup et définitivement ;

Considérant que nous ne pourrons arriver à ce résultat que par la réunion des deux chambres pour discuter cette question ;

Le soussigné propose :

L'assemblée soumettra par une adresse à Son Altesse le Prince régnant le désir de la chambre de voir convoquer ensemble les deux assemblées dans ce but (1). »

Cogălniceanu soutint cette proposition en disant que la commission centrale ne pouvait prendre de décisions en parfaite connaissance de cause : les Moldaves ignorent (ils l'ont reconnu) la loi valaque ; les Valaques ignorent la loi moldave ; et cependant tous votent et légifèrent. Au sein des chambres réunies les discussions seraient plus sérieuses.

La proposition fut votée par 34 voix contre 16, et une délégation fut envoyée au prince, qui fit d'abord une réponse évasive, car il attendait les propositions des autres chambres, et l'attitude de la Turquie l'inquiétait encore. Son délégué à Constantinople, C. Negri, très partisan cependant de l'union des chambres, lui conseillait de ménager la susceptibilité de la puissance suzeraine (2).

La chambre valaque et la commission centrale elle-même lui firent quelque temps après la même demande. Alors le prince accepta la réunion.

L'horizon diplomatique s'était éclairci. La Porte acceptait le fait accompli, et Alexandre Cuza, recueillant le fruit de ses habiles

(1) Séance du 27 mars 1861, *ibid*, pp. 341-342.

(2) ACADEMIE ROUMAINE, Ms. n. 4857, f. 201. Lettre de Negri, du 14 av. 1861, conservée dans les papiers Cuza.

négociations, pouvait, le 11 décembre 1861, annoncer au peuple roumain la réalisation de l'UNION.

L'œuvre législative allait pouvoir s'accomplir sur un rythme accéléré. Mais l'union ne changeait pas grand'chose au point de vue social, car, pour ne pas briser une formation au début bien frêle, le prince fut obligé de former le premier ministère de la Roumanie-Unie avec les chefs des partis de droite, susceptibles de réunir une majorité parlementaire solide. Ce ministère, composé à nombre égal de Moldaves et de Valaques, fut présidé par un des plus rudes adversaires des réformes libérales, Barbu Catargiu.

B. — La question rurale après l'Union La loi de 1862

a) LA CRITIQUE DU PROJET DE LA COMMISSION CENTRALE

Avant la réunion des deux chambres à Bucarest il s'est écoulé un délai d'une année qui a été utilisé par les deux assemblées à poursuivre l'examen du projet de la commission de Focșani. Mais les députés, sachant qu'ils faisaient œuvre vaine, n'ont pas manifesté beaucoup d'activité. L'assemblée valaque a conservé le projet intégralement. L'assemblée Moldave n'a eu à discuter que quelques amendements (1).

Le premier, celui d'ALCAZ, s'applique à l'article 7, mais son adoption aurait en réalité mis fin au projet de réforme. E. Alcaz parle en économiste. C'est un partisan de la petite propriété. Le pays le plus riche, selon lui, est celui qui compte le plus de propriétaires. — C'était vrai à une époque où le machinisme n'avait pas encore envahi les campagnes. — Alcaz reconnaît cependant que la Roumanie ne peut encore vivre sous le régime de la petite propriété, pour trois raisons : 1^o parce que le paysan roumain n'est pas dans une situation matérielle qui lui permette d'améliorer la culture du sol ; 2^o parce que son éducation d'agriculteur n'est pas

(1) Ces délibérations ne sont pas publiées dans le recueil de Sturdza-Scheeanu. J'utilise l'étude qu'en a faite Radu Rosetti, II, pp. 360-364. Quant au texte des amendements il existe dans A. L., I (2), p. 459 sq.

encore commencée et que son imprévoyance peut lui faire perdre la propriété acquise ; 3^o parce que, si l'on admet le principe d'une indemnité payée aux anciens propriétaires, le paysan supportera de trop lourdes charges et sera peut-être obligé de vendre son bétail pour se procurer du numéraire. Alcaz propose donc de modifier ainsi qu'il suit l'article 7 :

« Les lois actuelles resteront en vigueur ; les travailleurs auront la faculté de s'acquitter envers les propriétaires en travail ou par un versement en espèces, suivant des prix qui seront établis une fois pour toutes. »

GRIGORE COSTACHE propose la suppression pure et simple du chapitre IV.

STEFAN CATARGIU demande la suppression totale du chapitre II. Il lui semble inutile de spécifier dans une loi rurale que l'Etat et les grandes communautés ont le droit de vendre des parcelles de leur domaine.

D. S. MICLESCU veut donner à chaque famille de paysans 1 falche 1/2 de terre de labour et 1 falche de prairie, moyennant indemnité. Des commissions paritaires fixeront les prix par département ; elles prendront comme base le revenu de la terre pendant 15 ans. C'est à la commune, déjà mise en possession des pâturages prévus au chapitre III, que sera vendue la terre et non aux particuliers. Les magistrats communaux en feront ensuite la répartition. La banque de crédit foncier avancera le capital devant servir au rachat. L'intérêt de l'argent prêté sera versé par le propriétaire, et les paysans l'en dédommageront en lui fournissant du travail. Les nouveaux mariés pourront s'établir sur les domaines de l'Etat, sans pour cela perdre leurs droits à l'héritage paternel.

Ce projet est intéressant parce qu'il étudie le financement d'une entreprise de rachat des terres ; mais il a le grave inconvénient de laisser les paysans en contact pendant de longues années avec le propriétaire. Comprendront-ils pourquoi, après avoir été dépouillés d'une partie de leurs terres, ils sont encore obligés de fournir des corvées au boïar — et des corvées certainement plus lourdes que les anciennes ?

Costache COSTACHESCU, à son tour, attaque vivement le projet de la commission centrale qui ne donne au paysan qu'une seule liberté, « celle de mourir de faim » « ...Ce projet créant dans les Principautés-Unies le prolétariat, plaie des pays surpeuplés et des vieilles sociétés, entraînera inévitablement l'émigration des paysans et par suite la ruine des propriétaires eux-mêmes. » Il veut prendre pour modèle la réforme qui a été accomplie, après 1848, en Bucovine, pays moldave, où la constitution sociale était la même que dans les pays roumains indépendants, réforme accomplie par un gouvernement qui n'est certes pas communiste. Il faut donc : remplacer la corvée par une redevance en argent, laisser les paysans en possession des terres qui leur ont été données jusqu'alors, les en rendre complètement propriétaires au bout de 15 ans ; faire fixer l'indemnité par des commissions paritaires, confier à ces commissions le soin de remembrer les terres ; enfin supprimer tout monopole et toute réglementation à l'avenir. Inutile de dire que ce projet hardi et juste ne fut guère goûté des membres de l'assemblée.

Vasile STURDZA propose : 1^o de remplacer la corvée par une rente annuelle et perpétuelle ; 2^o de donner à chaque paysan 120 perches de terres de labour et 40 perches de prairie, en dehors des 10 perches de terre à bâtir et des 40 de prairie prévues pour la constitution du communal. La rente de ces 160 perches serait de 4 ducats par an. Les droits et charges des paysans seraient transmissibles à leurs descendants. Enfin un délai de 3 ans serait prévu avant l'application de cette loi pour négocier autant que possible la conclusion de libres contrats.

Tous ces projets, à l'exception de celui de Miclescu, qui inspirera plus tard la réforme de 1864, ne tiennent aucun compte des réactions possibles de la classe paysanne. Elle n'a pas, pour le moment, la possibilité d'exprimer son opinion ; mais n'est-il pas insensé de supposer qu'elle se laissera déposséder par des propriétaires dont tout le monde sait l'enrichissement rapide, sans tenter une résistance soit passive soit armée ? 4.000 boïars pourraient-ils, dans ce cas, lutter contre 1 millions de travailleurs ? La sottise ou

simplement la rapacité de la classe dominante vouaient la nouvelle Roumanie à la guerre civile.

b) LES IDÉES DE COGALNICEANU

Lorsque, après de nouvelles élections, l'assemblée unique des députés roumains tint séance à Bucarest, le seul homme qui essaya avec une vigueur remarquable de réagir contre les tendances spoliatrices des grands propriétaires fut Cogălniceanu. Le grand orateur, qui avait déjà fait son apprentissage d'homme d'Etat, était alors en pleine possession de son talent.

« Je ne doute du patriotisme de personne, dit-il en commençant, tous nous voulons l'amélioration du sort de nos frères. » Mais il accuse en même temps les députés de se laisser entraîner par la passion et d'oublier les heures graves qu'ils traversent. L'esprit de parti empêche les hommes les mieux intentionnés de trouver les solutions équitables et pacificatrices qui peuvent consolider la nation roumaine.

« C'est ainsi que, au sein de la commission centrale, deux camps se sont formés : les défenseurs des propriétaires et les défenseurs des paysans, quand, selon moi, en cette matière particulièrement, la commission centrale ne devait montrer que des défenseurs de la nation (1). »

Il attaque autant les démocrates que les conservateurs. Ces derniers au moins ont mis sur pied un projet « tandis que, je le dis avec peine, les défenseurs des paysans n'ont présenté que des discours, des discours très bien sentis, très solides, mais qui, ne se traduisant pas par un projet précis, ne présentaient rien de pratique en ce qui concerne la solution du problème. » L'assemblée n'a donc pas eu à choisir.

Il montre ensuite que le projet de la commission centrale n'est pas conforme à l'esprit du protocole de Paris. Il n'améliorerait pas la situation des corvéables. « Il arracherait au sein de la patrie la classe la plus nombreuse de notre population, parce que les paysans

(1) Le discours a été publié plusieurs fois ; j'utilise ici A. L., I (2), 404 sq.

n'étant astreints par aucun intérêt à la défense du sol ancestral, nous en ferions des étrangers dans leur propre patrie et parce que nous les obligerions, par désespoir, ou bien à une désastreuse émigration ou bien à une terrible résistance à l'intérieur du pays. »

Il démontre ensuite, textes en mains, la légèreté des rédacteurs du projet : les Moldaves Catargiu et Docan n'avaient pas lu la législation de Stirbei ; les Valaques Arsache et Brăiloiu croyaient qu'en Moldavie on comptait encore les corvées par jours. Qui plus est, à l'assemblée de Iassy les députés ont même démontré qu'ils ne connaissaient pas les lois de leur propre pays : ils n'avaient jamais entendu parler par exemple de la loi qui régissait, depuis 1815, les habitants de la montagne ! Quant aux trois districts de Bessarabie qui viennent d'être annexés à la Roumanie, tous ignorent son régime social.

Cogălniceanu fait une petite leçon de droit à ses ignorants collègues. Il passe en revue les réformes sociales accomplies dans les pays voisins. Il fait honte aux Roumains de n'avoir encore rien fait de comparable.

Longuement, minutieusement, il analyse ensuite les droits des paysans roumains ; et il termine en faisant appel à l'esprit d'humanité et au patriotisme des représentants de la Roumanie-Unie.

Les séances suivantes se passèrent en discussions stériles, les députés Grigore Cuza et Apostoleanu soutenant la cause des paysans, d'autres, Dimitrie Ghica, Grigore Sturdza, Alexandru Moruz, les ministres Brăiloiu et Arsache défendant les intérêts des propriétaires. Le plus applaudi des boïars, BARBU CATARGIU, appelle le discours de Cogălniceanu « *une chimère à tête de colombe, au corps de vipère, plein de venin, et à la queue de lézard charmeur* ». Il voit dans son adversaire un disciple déguisé de Proudhon qui ferait des Roumains « *des mendiants, des Calabrais qui, l'espingle à la main, exigeraient des hommes plus fortunés qu'eux la bourse ou la vie* » (1). Il nie le patriotisme de ces hommes subversifs : « *Soutenir la propriété c'est soutenir la nation*. » Peu lui importe ce qui s'est fait

(1) *Ibid.*, p. 523.

dans les autres pays. Dans ces pays-là la propriété était le résultat d'une conquête, d'une confiscation des terres des indigènes au profit de l'élément étranger (Augustin Thierry a sans doute été beaucoup lu en Roumanie), tandis que dans le pays roumain c'est le résultat de ventes qui sont prouvées par des documents incontestables. La Convention de Paris n'a jamais dit de donner aux uns les biens des autres. Elle a voulu seulement fortifier la Roumanie et ce serait l'affaiblir que d'émietter la propriété.

« L'agglomération des capitaux et des grands domaines est dans l'ordre économique ce que le Créateur a fait sur notre terre dans l'ordre physique : il a couvert une partie de la surface de terre avec des mers, des océans, des lacs, des torrents, des rivières d'où montent les vapeurs qui, se condensant en pluies, viennent rafraîchir et fructifier une grande partie du monde ; si, au contraire, toutes ces choses avaient été réparties uniformément en petites gouttes clairsemées et en petites flaques d'humidité, la terre se serait transformée en un corps triste et sec comme la lune, en un corps mort qui n'aurait plus rien produit (1). »

L'essentiel, pour l'orateur, est de moraliser les paysans. S'ils veulent ensuite avoir des propriétés, qu'ils en achètent ! Il ne doit pas être question *« de prendre aux uns pour donner aux autres, d'étendre tout le monde sur le lit de Procuste, car alors on ne fera que des troncs défigurés par le besoin et la misère, la paresse et l'entêtement, et ainsi la nation roumaine se transformera en un être mutilé, en une société de pygmées estropiés et rachitiques... Le peuple roumain est infesté par la paresse, ...vice qui lui vient en partie de la race latine dont il tire son origine, en partie du manque de besoins factices qui sont le premier moteur de l'activité humaine. NOTRE PAYSAN EST UNE SORTE DE DIOGÈNE VOLONTAIRE. En attendant que se développent les besoins factices... il lui faut un stimulant. Si vous donnez un lopin de terre au paysan, vous ferez de lui un être dont la vie n'aura pas de but. Qu'est-ce qu'il fera, lui, avec cette petite parcelle de terrain qui ne pourrait même pas assurer sa subsistance ? (2) »*

(1) *Ibid.*, p. 526.

(2) *Ibid.*, p. 527.

Et le président du conseil des ministres, satisfait de ses fleurs de rhétorique, conclut en demandant d'opposer à la violence des rouges la douceur et la modération des grands propriétaires qui veulent la liberté, l'union et le régime des contrats de gré à gré.

Pendant la séance du 1^{er} juin, Cogălniceanu répond, d'un ton sarcastique, à ses contradicteurs. Il leur montre que c'est une folie que de vouloir essayer d'enlever au paysan la terre qu'il a toujours cultivée. Mais il est clair qu'il n'a guère l'espoir de convaincre des aristocrates aveugles et sourds. Il se déclare hostile à l'autocratie, mais il loue « un grand homme qui a transformé les conditions sociales d'un empire », Alexandre II : « J'ai dit que la Russie n'a pas de parlement, n'a pas d'enquêtes parlementaires, n'a pas de ministres responsables et que pourtant ce grand empereur a donné la propriété à 25 millions de Russes. » — Quand Cogălniceanu fera son coup d'Etat, deux ans plus tard, on ne pourra pas dire qu'il aura changé d'opinion.

La discussion n'apporte rien de nouveau. Barbu Catargiu accuse Cogălniceanu d'avoir pris pour modèles Pythagore, Lycurgue, Platon, Numa, les Gracques, Licinius, Carpocrate, Thomas Moor, Campanella, Saint-Simon, les Dulceriens, les Tertuliniens et les Anabaptistes (1).

Vingt-deux députés acceptent cependant de signer le projet de loi présenté par Cogălniceanu :

Les paysans deviendraient propriétaires des terres qu'ils occupent moyennant une indemnité qui serait de 2 ducats, payables en deux ans, pour la maison et le jardin et qui pour le reste serait fixée par l'Assemblée, la valeur de la corvée, établie par des commissions arbitrales, étant prise pour base. Les paysans qui ne pourraient jouir des avantages de cette loi pourraient acheter des terres des domaines de l'Etat ou des monastères. En outre on constituerait des pâturages communaux à raison de 3 pogones par famille en Valachie, d'une falche 1/2 en Moldavie et de 3 falches en Bessarabie. Cette dernière disposition est importante puisqu'elle aurait permis

(1) *Ibid.*, p. 581.

aux paysans de continuer de pratiquer l'élevage sans être obligés de subir les exigences abusives des propriétaires pour la conclusion des baux ruraux. Il est fâcheux, comme nous le verrons, que Cogălniceanu y ait renoncé par la suite (1).

Le projet du député « *boute-feu* » (comme on l'appelait dans les milieux réactionnaires), fut naturellement repoussé par une majorité qui comprenait les deux tiers de l'assemblée.

c) LA LOI DE 1862

Le beizade GRIGORE STURDZA présenta le seul amendement qui fut considéré comme acceptable par la chambre : le communal serait constitué à raison de 3 pogones par famille dans la plaine, d'1 1/2 pogone dans la montagne et de 2 pogones dans les régions intermédiaires. C'était tripler à peu près (la maison et le jardin du paysan étaient comptés dans ce total) la quantité de terre que la commission avait consenti à louer à la commune rurale.

A part cette modification et des corrections de forme, le projet de la commission centrale fut voté le 11 juin 1862 par 62 voix contre 35. Mais le prince Cuza, qui en comprenait l'absurdité et qui savait bien les graves conséquences qu'elle entraînerait inévitablement, refusa de sanctionner la loi.

Les libéraux se montrèrent très réservés : ils n'étaient pas d'avis de régler la question de la propriété avant d'avoir consolidé l'union. Les questions politiques, pour eux, passaient au premier plan. Ils supportaient mal le régime autoritaire instauré par Cuza et ils pensaient déjà à renverser le prince pour le remplacer par un étranger issu d'une des familles régnantes de l'Europe occidentale. Pour réaliser ce projet, qui était déjà celui du « parti national » issu de la révolution de 1848, il leur fallait l'appui d'une partie des grands boïars. Ils évitèrent donc de mécontenter les propriétaires. Seul C. A. Rosetti, dans le *Românul* rendait hommage à Cogălniceanu et laissait prévoir, dans un avenir prochain, l'avènement de ses idées (2).

(1) Texte du projet, *ibid.*, p. 594 sq.

(2) *Românul*, 7 juin 1862.

Cogălniceanu avait signalé, dans un de ses discours, l'impossibilité d'appliquer la loi monstrueuse de 1862 sans déclencher la guerre civile. Il rappelait que, lorsqu'on avait appliqué le Règlement Organique en Moldavie et qu'il avait fallu enlever des parcelles de terre aux paysans, l'opération n'avait pu s'effectuer que sous la protection des baïonnettes russes.

Le journal *Tăranul român* (Le paysan roumain) partageait cette opinion : il montrait que l'application de la loi provoquerait de grands mouvements de population, car le paysan chercherait ailleurs que chez lui des conditions meilleures d'existence, même si elles étaient purement chimériques. Ceux qui resteraient subiraient de si dures exigences de la part des propriétaires que la misère et le désespoir deviendraient dans le pays des phénomènes permanents. « Quant à nous, nous nous lavons les mains du sang innocent que verseront les auteurs du projet de loi rurale (1)... »

N'est-il pas étonnant de constater que c'est au moment où s'achevait la discussion de la loi rurale que se produisit un étrange événement : le ministre qui était considéré comme le plus grand adversaire de la cause paysanne, *Barbu Catargiu*, fut assassiné en pleine rue d'un coup de pistolet. On n'a jamais su qui était l'assassin et quel était le motif du crime. D'aucuns ont répandu le bruit absurde que l'auteur du crime aurait été un assassin aux gages de Cuza et Cogălniceanu. D'autres ont parlé d'une simple vengeance privée. N'est-ce pas plutôt la vengeance d'une classe sacrifiée ?

Heureusement les boyars ne surent pas s'entendre pour imposer au prince leurs décisions. La plus grande partie de l'année 1863 se passa en intrigues, en querelles de personnes, en récriminations contre les ministres. L'instabilité du gouvernement empêcha toute réforme d'aboutir. Cuza eut l'habileté d'user les conservateurs et ne perdit pas une occasion d'étaler devant l'opinion européenne l'impossibilité de gouverner suivant les formes constitutionnelles un pays régi par une oligarchie indisciplinée. Le moment favorable

(1) *Tăranul român*, 14 janv. et 11 fév. 1862.

venu, le 12 octobre 1863, il prit un ministère selon son cœur, le second ministère Cogălniceanu.

Le premier ministre connaissait trop le milieu parlementaire pour oser présenter d'emblée une loi libérale sur la propriété. Il préféra consolider d'abord ses positions en présentant un projet qui devait plaire aux boïars comme aux démocrates, la sécularisation des couvents grecs.

6° LE COUP D'ÉTAT DE COGĂLNICEANU ET LES LOIS RURALES DE 1864

- A. LA SÉCULARISATION DES COUVENTS DÉDIÉS.
 - B. LE NOUVEAU PROJET DE LOI ET LES FORCES DE RÉSISTANCE.
 - C. LE COUP D'ÉTAT.
 - D. LA LOI SUR LA LIBÉRATION DES TERRES ET SES CONSÉQUENCES.
-

A. — La sécularisation des couvents dédiés

Les révolutionnaires de 1848 avaient, dans leur programme, l'« émancipation des couvents dédiés ». Ioan Pașu (alias Popovici), dans sa petite brochure (1), admet qu'une redevance légitime soit envoyée aux Lieux-Saints mais désire que le « surplus » soit conservé par l'Etat pour faire « d'autres choses » utiles à la patrie. Le pieux Pașu dédaigne encore d'être clair. Mais la Révolution sonne sa fanfare et, à cette occasion, les desseins des hommes du jour s'illuminent. L'un d'eux, C. Brezoianu, explique aux paysans de Nucșoara ce que signifient ces mots, extraits du programme national : « *Emanicipation des couvents dédiés* ». « Le revenu des monastères dédiés qui était envoyé chaque année aux moines étrangers du Sinaï, de l'Athos, etc., » restera dans le pays, et l'on se contentera d'expédier aux religieux de Grèce « de l'huile et de la cire, car ce sont là les offrandes que reçoit l'Eglise et le Seigneur et non la sueur et les larmes des corvéables de ces propriétés » (2). Le paysan l'entendait bien de cette oreille quand il disait : « Que ce qui est en Grèce soit grec et que ce qui est en Roumanie soit roumain (3). » Et A. G. Golescu était d'avis que le gouvernement provisoire de Valachie

(1) JOAN PASSU : *O scurtă cuvîntare spre deslușirea tinerei Constituții a României în înțelesul popular țesută*. Buc., 1848 (tip. de C. A. Rosetti et Vinterhalder). Art. 12 de son « programme ».

(2) Constituția explicată de C. BREZOIANU, 12 juin 1848. ANUL 1848, t. II, 431.

(3) Constituția explicată într' o școala de sat. *ibid.*, II 767.

rendît un décret en vertu duquel les fermiers des monastères dédiés enverraient leurs redevances directement à l'Etat (1).

En Moldavie, mêmes griefs exprimés dans les *Doléances du parti national*. Les Moldaves accusent leurs monastères dédiés de ne pas remplir leur rôle qui est de donner l'instruction et d'assister les malades et les pauvres. Ils veulent que l'Etat, devenu détenteur de ces services publics, mette la main sur les revenus de ces moines incapables. Qu'on leur donne de l'encens, de l'huile et de la cire, ce sera bien assez de générosité (2).

Les deux cours suzeraines n'étaient pas d'accord sur la suite qu'elles donneraient au vœu des Moldo-Valaques concernant les couvents dédiés. La Turquie eût volontiers abandonné à leur sort les moines orthodoxes. Au cours d'une entrevue avec N. Goleseo, le commissaire de la Porte semblait accepter le principe de la nationalisation des monastères lorsqu'il admettait que leur sort fût prononcé par une commission mixte nommée par l'Assemblée nationale constituante (3). Mais la Russie était décidée à exiger le maintien du statu quo. En vain les Valaques, par la voix de ION GHICA montraient-ils aux puissances amies que les moines n'avaient jamais observé les prescriptions des donateurs, qui les invitaient à avoir une école ou un hôpital, à doter des jeunes filles et à élever des orphelins, et que les revenus de leurs domaines ne servaient qu'à « alimenter la fainéantise et la débauche de quelques moines corrompus ou bien à faire taire les hommes influents », en vain montraient-ils que le Règlement Organique, qui les obligeait à une contribution annuelle de 3 % pour la caisse des écoles n'avait jamais été respecté par les égoumènes, bien que les bénéfices de leurs exploitations eussent triplé par suite de la liberté du commerce et de l'augmentation des redevances des paysans (4), les Saints-Lieux étaient décidés à se défendre par tous les moyens,

(1) *Ibid.*, p. 621 ; 19 juillet 1848. A. G. Goleseo à N. Bălcescu. Il est vrai qu'il pense surtout à se procurer de l'argent immédiatement pour acheter des armes. Le mois suivant il est tout disposé à hypothéquer tous les monastères pour se procurer, en France, 50.000 fusils, des munitions et des capitaux liquides. — *Ibid.*, III, 530.

(2) *Ibid.*, IV, 103.

(3) *Ibid.*, III, 94. Le Consul français Hory au ministre Bastide, 31 juillet 1848.

(4) *Ibid.*, III, 129.

et l'ambassadeur russe ne leur marchandait pas ses services (1). Les Roumains savaient bien, parbleu ! que les Russes « y mettraient leur museau » ! (2) Ils auraient bien voulu éviter cette nouvelle occasion de frottement avec le puissant voisin, mais céder sur ce point c'était priver le gouvernement révolutionnaire de la seule ressource financière qu'il pût escompter immédiatement. « Ne cédez jamais ni sur les monastères ni sur la garde nationale, dit le bonhomme Golesco, car ce sont les seules ressources matérielles du pays (3). » Et d'argumenter, en essayant d'exploiter la haine du Turc contre l'ennemi orthodoxe qui fait tout pour limiter son indépendance : « En droit, la Russie n'a rien à voir dans la question des monastères ; dans le fait, elle ne s'en est jamais mêlée jusqu'en 1831. D'où lui vient donc aujourd'hui cette arrogance, qui la fait disposer en maître dans une question où les assemblées nationales des Principautés sont seules compétentes ? Et qui lui donne le droit de protéger les intérêts de l'Eglise dans d'autres Etats que les siens ? Croit-elle parvenir à légitimer cet excès de zèle, en singeant une dévotion outrée ? Mais elle oublie qu'elle a elle-même sécularisé les biens de l'Eglise chez elle, tandis que les Etats généraux des Principautés n'en sont jamais venus là !

Qu'on ne s'y trompe point, ce que veut la Russie c'est exercer une influence absolue sur l'administration des biens immenses des monastères dédiés, c'est parvenir à posséder pour ainsi dire les terres les plus riches des Principautés, et c'est là ce que la S. Porte ne devrait tolérer à aucun prix, car c'en serait fait de son influence à jamais... Puisse-t-elle empêcher que plus de 20.000.000 de piastres ne sortent tous les ans des Principautés, grâce à l'arbitraire du cabinet de Saint-Petersbourg, pour aller grossir les poches des moines grecs en récompense des coupables services qu'ils rendent à la cause du panslavisme (4). »

Mais la Turquie, prudente, ne répondit ni oui ni non.

(1) *Ibid.*, 310, extr. de la Gazeta de Transilvania, 9 VIII, 1848.

(2) *Ibid.*, 172, même gazette, 5 VIII, 1848.

(3) *Ibid.*, IV, 271, A. G. Golesco à la Lieutenance princière de Valachie, 9 sept. 1848.

(4) *Ibid.*, VI, 297-298.

L'échec de la révolution fit perdre aux Roumains l'espoir de pouvoir, de longtemps, régler cette épineuse question, et c'est en vain que le prince Stirbei voulut, en 1851, obliger les monastères à contribuer à l'amortissement de la dette publique. Elle ne se posera de nouveau qu'en 1855, à l'époque où la guerre de Crimée ouvrira pour les Principautés des perspectives nouvelles. Les deux Etats danubiens n'attendirent pas la fin du conflit pour réclamer à la Porte l'autorisation de prélever une partie des revenus des monastères ; mais l'éloignement des Russes ne servait pas autant qu'ils le pensaient la cause des Roumains. La Porte avait maintenant à compter avec des alliés qui, dès qu'une question chrétienne se trouvait en jeu, prenaient facilement ombrage. Aussi bien, les moines grecs, par leur richesse, par leur influence sur les raïas, par leur esprit d'intrigues, inspiraient au sultan certaines inquiétudes, et le gouvernement turc était enclin à conserver l'expectative. Pour gagner du temps il nomma une commission chargée d'étudier de près le problème.

Alors s'engage une grande *controverse* qui ne prendra fin qu'en 1863.

Le journal *Zimbrul* publie en feuilleton un mémoire intitulé : « La question des monastères dédiés », où pour la première fois la légitimité même des droits de possession des couvents grecs est vigoureusement contestée (1) : Les couvents « dédiés » n'auraient été que « voués » et non « donnés » aux Lieux-Saints. D'ailleurs ces fondations ont été faites pour des raisons humanitaires et les Grecs n'ont pas accompli les actes charitables prévus par les fondateurs ; c'est un abus de confiance qui doit être réparé.

La commission conclut au bien fondé des réclamations roumaines, mais quand les Principautés soumirent la question au Congrès de Paris, les diplomates s'empressèrent de l'ajourner.

La commission européenne envoyée dans les Principautés pour s'enquérir du vœu des populations avait qualité pour élucider cette épineuse question des couvents. Les Roumains n'eurent garde de

(1) *Kestia monastirilor închinat*. « *Zimbrul* » de Iași, 27 et 28 oct. 1855.

laisser passer l'occasion et ils réunirent une importante documentation : actes de donations, de dédicaces, lois et règlements d'autrefois sont traduits en français et publiés avec les commentaires appropriés. Moldaves (1) et Valaques (2) essayent de démontrer que la dédicace n'est qu'une demande de protection et non une donation, que les revenus des monastères dédiés ne doivent pas être perçus par les Saints Lieux dont ils ne sont pas la propriété, mais rester dans le pays, déduction faite de certaines redevances légitimées par la « protection » et prévues par les chrysobules, enfin que les moines ont le devoir de respecter la destination des fondations pieuses, et que les princes sont toujours intervenus dans leurs affaires pour les forcer à remplir leurs obligations, preuve évidente de leur dépendance vis-à-vis de l'Etat.

Les Grecs ripostent : on les accuse d'usurpation en traduisant « *închinat* » par « *dédié* » et en prétendant que le mot n'implique qu'une vague protection ! Mensonge ! Qu'on se reporte aux « traductions textuelles » des actes de fondations et de « donations » aux Saints-Lieux que contiennent les *Eclaircissements sur la question des monastères grecs situés dans les Principautés danubiennes* ! (3) On les accuse d'abus de confiance, puisqu'ils n'auraient jamais rempli les actes charitables prévus par les fondateurs ! Infâmie ! La même brochure refait l'historique de la question pour montrer que les couvents sont victimes des convoitises des princes et des boyars qui les ont déjà spoliés à plusieurs reprises. C'est de leurs deniers que les bons moines ont acheté leur beau patrimoine. « Ils se faisaient une tâche louable de constituer les faibles épargnes de l'Eglise et le fruit de leurs peines et fatigues en biens immeubles, pour être le domaine indéniable de l'Eglise (4). » (Certes on ne peut nier l'esprit

(1) *Mémoire sur les églises et biens conventuels de la principauté de Moldavie et le règlement qui les régit*. Iassy, 1857, in-8, 76 p.

(2) BENGESCO (Grégoire) : *Memorandum sur les églises, les monastères, les biens conventuels et spécialement sur les monastères dédiés de la principauté de Valachie*, avec les pièces justificatives. Bucarest, 1858, in 8, 87 p. (15 pages de texte, suivies de la traduction des principaux chrysobules et d'un rapport sur l'exploitation des forêts des convents dédiés).

(3) *Eclaircissement sur la question des monastères grecs situés dans les principautés danubiennes* (?), oct. 1857, 93 p.

(4) *Ibid.*, p. 8.

d'économie de ces serviteurs de Dieu qui ont réussi à acquérir le septième du territoire des Principautés !) N'ont-ils pas le droit de posséder « comme tout le monde ? » Ne payent-ils pas les mêmes impôts que les autres particuliers : capitation, impôt des routes, double décime, *corvée* ? (1)

L'argumentation est habile parfois, mais les moines auraient fait preuve de plus d'adresse s'ils s'étaient abstenus de parler de leurs peines et fatigues et de se glorifier de fournir des corvées qui n'ont fait perler la sueur que sur la peau de paysans affamés.

Ces arguments philologiques, historiques et politiques rendirent la commission européenne fort perplexe, et la Conférence de Paris, dans sa séance du 30 juillet 1858, décida que la question des couvents serait réglée par un accord amiable entre les parties ou, à défaut, par un arbitrage.

La question de l'union détourna un moment l'attention des Roumains et de l'Europe (2). En 1860, les besoins d'argent du gouvernement des Principautés-Unies la remettent à l'ordre du jour. De nouveau, voici les polémistes à l'œuvre : G. Atanasiu (3), N. Istrati (4), Brezoianu (5), César Bolliac (6) assènent de vigoureux coups. La *Voix de la Roumanie* (7) les accompagne d'une basse continue. Les arguments restent les mêmes. L'argument philologique d'abord : ceux qui, par testament, dit ISTRATI, ont élevé ou doté des monastères ne déclarent pas qu'ils les ont voués (*înkînat*) mais donnés (*dat*, *Xépézit*, *afîepocit*), tandis que les testaments

(1) *Ibid.*, p. 15.

(2) Citons toutefois un ouvrage de 1859, aujourd'hui introuvable : I. A. COMĂNEANU : *Questia monastirilor închinat pe la sf. Locuri din Principatele-Unite, Moldova și România*, tratată sin punctul de dreptate și naționalitatea. Bucarest (n'existe pas à l'Académie roumaine).

(3) ATANASIU (G.) : *Despre cestia monastirească* (disertatiune istorică, filosofică juridică și politică). Bucarest, 1860, 8°, 64 p.

L'auteur veut qu'une partie des biens soit confisquée par l'Etat et qu'une autre soit laissée aux églises pour l'entretien du culte.

(4) N. ISTRATI : *Questia monastirilor înkinate din moldova*. Iassi, 1860. Puis une traduction française : *Question des monastères de Moldavie voués aux lieux saints*. Iassy, 1860, 8°, 40 p.

(5) BREZOIANU : *Mănăstirile zise închinat și călugării străini*. Bucuresti, 1861 8°, 169 p.

(6) BOLLIAC (César) : *Monăstirile închinat*. București, 1862. *Ibid.* : *Monăstirile din România*. București (Tip. Rosetti), 1863, 8°, 250 p. Du même : *Les monastères dits Brâncovenesti*, Buc (impr. Rosetti), 1862, 8°, 169 p.

(7) „ La voix de la Roumanie, année 1862 pass.

faits en faveur des autorités spirituelles de l'Eglise se contentent de « vouer » les monastères. Le terme « închinat », qu'il faut traduire par voué et non par dédié, n'éveille d'autre idée que celle de « surveillance, protectorat, tutelle, défense, inspection, suprême sauvegarde, palladium, appui ». Selon Istrati, les prétentions des Lieux-Saints ne sont fondées que sur un contre-sens.

Nous retrouvons aussi l'accusation d'abus de confiance : les monastères ont été fondés non seulement pour servir d'asiles à ceux qui veulent quitter la vie du siècle, mais pour faire fonction d'établissement de bienfaisance. Or, les monastères voués aux Saints-Lieux laissent tomber en ruines les édifices.

Enfin les polémistes brandissent l'argument politique : les monastères ont toujours été des foyers d'agitation contre la Turquie. Ils ne doivent pas échapper au contrôle de l'Etat. Les princes roumains ont toujours revendiqué un droit d'intervention dans leurs affaires et ont voulu, en vain il est vrai, les faire contribuer aux charges publiques ; à plusieurs reprises des règlements leur ont été imposés qu'ils ont toujours violés.

Ces arguments font une certaine impression en Occident. AD. D'AVRIL les résume clairement dans la *Revue des Deux Mondes* et admet que les moines grecs sont des « administrateurs bénéficiaires » et non des propriétaires, qu'ils laissent tomber en ruines les édifices du culte et que, bien qu'il soit souhaitable d'aboutir à une solution à l'amiable, il est impossible de conserver un « statu quo nuisible à tout le monde » (1).

Entre temps, la Conférence avait prié Cuza d'engager des négociations avec les moines (2). Au bout d'un an la solution à l'amiable escomptée par les diplomates n'étant pas encore survenue, les puissances invitèrent Cuza à se soumettre à un arbitrage. Cuza demanda le 20 novembre 1861 un délai pour tenter de nouveaux pourparlers. Il obtint un ajournement de trois mois (3). Mais il ne désirait mani-

(1) AD. D'AVRIL : *La question des monastères dans les Principautés Unies*. Rev. des deux Mondes, t. XLI, 1^{er} oct. 1862, pp. 728 à 736.

(2) Cf. *Culegere de documente diplomatice și piese oficiale după conferințele de la Paris din 1858*. Paris, 1863.

(3) *Précis sur la question des monastères grecs dans les principautés unies* [Vienne], oct. 1863, p. 13.

festement que gagner du temps, car les trois mois s'écoulèrent sans qu'aucune solution intervînt et, pendant que le clergé grec nommait ses arbitres, Cuza s'abstenait de désigner les siens.

Cuza, en la circonstance, se sentait soutenu par ses boïars. L'un d'eux ne venait-il pas d'intenter un procès au monastère de *Mărgineni*, dédié au mont Sinaï ? Action curieuse qui montre bien l'état d'esprit des patriotes : *Nicu Rosetti*, en qualité de descendant de l'un des fondateurs de ce monastère, intente un procès à l'égoumène parce que les conditions de l'acte de fondation ne sont pas remplies et il demande que soit annulée la dédicace au Mont Sinaï et que lui soit remis l'exercice de ses droits de fondateur. Embarrassé, craignant de créer un précédent qui eût révolutionné le pays, le tribunal trouva toutes sortes de raisons pour débouter le demandeur : il contesta la valeur des actes, l'ascendance de N. Rosetti, et fit observer que cette famille, depuis 130 ans, n'avait pas exercé ses droits de fondateur. En fin de compte le plaignant dut payer les frais du procès (1).

Cuza savait donc que s'il réussissait à nationaliser les couvents grecs, il satisferait à la fois les boïars, les paysans et le clergé roumain. Il était plus difficile de faire admettre aux puissances que cette question fût d'ordre purement intérieur. Le gouvernement roumain proposa de leur appliquer le même régime qu'aux monastères nationaux, moyennant la détermination d'un capital fixe dont le revenu serait affecté aux besoins éventuels des Saints Lieux (2).

Cette manière de voir fut développée au début de 1863 (3) dans deux mémoires officieux. Le premier, *Mémoire sur la question des couvents dédiés*, œuvre anonyme mais que nous savons être sortie de la plume vaillante et ferme de ION GHICA, alors ministre des Affaires étrangères, traite la question surtout du point de vue

(1) [N. ROSETTI] : *Un nou procesu sau soluția împiedicăței cestei a monastirilor din țarra dise încinate*. [1862], 54 p.

(2) MINISTERIUL DE EXTERNE : *Memoriu asupra monastiriloru-române puse sub invocafia locurilor sânte din Orient*. București, 1863, 142 p. (dont 70 de pièces justificatives).

(3) L'ouvrage n'est pas daté, mais I. Ghica en parle dans une dépêche du 15 mai 1863 que nous avons retrouvée à l'A. R. ms. 4861, f. 244.

historique : il montre que les dédicaces se sont multipliées à partir de 1436, date de la première, jusqu'au xvi^e siècle, à tel point que l'Etat a dû intervenir pour en éviter l'abus. Sans se prononcer sur le sens exact du mot « îchinat », Ghica affirme que les monastères dédiés ont abusé de la situation particulière qui leur était faite en refusant toute surveillance et en envahissant même les propriétés des couvents libres. Ils ont fini par former un Etat dans l'Etat : actuellement plus que jamais, puisqu'ils se sentent soutenus à Constantinople, les moines grecs rendront impossible une entente directe. Va-t-on recourir à l'arbitrage ? Les Principautés y verront une atteinte à l'autonomie qui a été solennellement consacrée par le traité de Paris.

La sentence arbitrale porterait-elle seulement sur l'indemnité ? Ce serait une solution abusive, la question étant exclusivement d' « intérêt privé » (1).

Le second mémoire, fort bien documenté et très clair, traite la question du point de vue juridique. Il est signé de l' « archimandrite AGATHON OTMENEDEC », pseudonyme qui cache le nom d'ALEX. ION ODOBESCU (2).

L'argumentation est habile. D'après Odobescu, les biens dits « biens des monastères grecs » sont, en réalité, propriété des monastères indigènes dédiés à ces Saint-Lieux. Les biens fonciers auraient été donnés aux couvents roumains, qui avaient ensuite toute liberté pour se rattacher à des autorités ecclésiastiques supérieures. Mais dédicace ne signifie pas possession. Les couvents dits « dédiés » sont de deux catégories : soit des *métouches* (succursales) qui ne sont que des clients des monastères auxquels on les a rattachés, soit des monastères *stavropygiaques* qui sont indépendants et qui ne reconnaissent d'autre autorité que celle du patriarche et du Très Saint Synode. Ces derniers n'ont fait que mettre leur indépendance sous la garantie des chefs supérieurs de l'Eglise. Ceux qui les ont « dédiés » n'en avaient pas le droit, car les canons de l'Eglise ne le

(1) [I. GHYKA] : *Mémoire sur la question des convents dédiés*, s. d. [1863]. Le mémoire fut distribué aux ambassadeurs à Constantinople.

(2) Archimandrite Agathon OTMENEDEC : *Etude sur les droits et obligations des monastères roumains dédiés aux Saints-Lieux d'Orient*. Bucarest, 1863, 8°, 39 p.

permettent pas ; le fondateur lui-même ne le pourrait. L'Etat a le droit d'annuler ces dédicaces illégales. Certes quelques propriétés appartiennent aux Lieux-Saints comme ayant été achetées par eux, mais c'est au mépris de la coutume qui veut que les étrangers n'aient pas de propriétés en Roumanie (c'est Odobescu, tout au moins, qui l'affirme !). Au demeurant, les canons interdisent qu'un moine soit égoumène dans un couvent auquel il n'appartient pas. C'est par abus que le gouvernement a laissé des étrangers s'introduire ainsi dans les couvents roumains. Enfin, les égoumènes ne doivent être que des chefs spirituels.

On voit que l'auteur du mémoire reprend des thèses anciennes et y ajoute une réponse à certains arguments nouveaux que les moines ont sans doute fait valoir à Constantinople. Il en vient ensuite au 2^e ordre de griefs : Quelle était la destination des biens du clergé régulier ?

1^o L'entretien des couvents. — On les laisse en ruines ;

2^o Des œuvres charitables destinées à l'amélioration morale et matérielle des habitants. — Or, les moines ne fondent ni hôpitaux ni imprimeries. Ils devraient, au besoin, venir en aide à la patrie. Ils n'en font rien. Et Odobescu d'insinuer que l'Etat pourrait bien les forcer à remplir ce dernier devoir, en confisquant les biens ecclésiastiques et en prenant à sa charge le service d'assistance et d'instruction publique.

D'après Odobescu, il faut donc :

1^o Distinguer entre couvents nationaux et couvents dédiés, ces derniers n'étant liés d'ailleurs que spirituellement ;

2^o Nommer des égoumènes nationaux et faire administrer le domaine temporel par des laïcs ;

3^o Employer les revenus de ces domaines pour l'entretien des monastères, pour la bienfaisance et pour l'« utilité générale ».

Quant aux Saints-Lieux, ils recevront des aumônes et une redevance prise sur « l'excédent du revenu » (?), mais seulement à titre de « secours ».

Ces arguments furent maniés avec beaucoup d'énergie par l'agent que Cuza avait envoyé à Constantinople, C. NÉGRI. Négri a peut-être été le personnage le plus remarquable de l'époque de l'Union. C'était un homme d'une solide culture, puisée en France, et d'une sûre expérience, acquise à Paris et à Constantinople, où il avait vécu exilé après avoir pris part au mouvement de Iassy en 1848. Sa probité, sa sincérité ardente et son désintéressement étaient à la hauteur de son intelligence et de son énergie. Il avait refusé d'être candidat au trône de Moldavie et avait activement travaillé, dans l'intérêt national, à la double élection de son ami Cuza. Il refusa de se mêler aux intrigues qui déchirèrent la Roumanie. Unie dans les premières années de son existence, et préféra travailler dans l'ombre à la consolidation de l'Union. Les rapports qu'ils envoyait de Constantinople et qui sont conservés dans les papiers de Cuza à l'Académie roumaine sont des modèles de clarté de précision et aussi de passion généreuse. Ils sont écrits dans une belle langue française souple et imagée. Quand saura-t-on dans tous leurs détails les services que Négri rendit à sa patrie pendant sa mission à Constantinople ?

Sans attendre le résultat des négociations menées par C. Négri, Cuza prit des mesures contre les couvents. Prenant prétexte de réclamations élevées par les patriarches contre les égoumènes, le 25 janvier 1862, il décida que les revenus de leurs propriétés seraient versés dans la caisse de l'Etat. La déclaration de principe ne devait pas tarder à suivre la prétendue mesure d'opportunité. Le 15 mai 1863, une circulaire du ministère des cultes déclare, pour la première fois, que « l'Etat roumain, d'après les coutumes et les lois du pays, est le seul propriétaire des monastères dédiés et de leurs biens » (1). Le gouvernement refusa de reconnaître les égoumènes grecs et fit savoir qu'il n'accepterait que les Roumains. Il défendit l'usage de la langue grecque dans l'office divin. Il décréta enfin que les biens des monastères seraient afferchés par le Conseil

(1) Cf. la Réponse des Saint-Lieux d'Orient (citée plus loin), p. 33.

des ministres et que les contrats seraient signés par le ministère des Cultes (1).

Les égoumènes grecs protestèrent, refusèrent de quitter leurs couvents et ne cédèrent qu'à la force des baïonnettes. Les Roumains eux-mêmes firent beaucoup de difficultés pour remettre au gouvernement les objets précieux et les documents qui leur furent demandés. Il fallut engager contre eux des poursuites et parfois employer la violence. Les Grecs multiplièrent les démarches à Constantinople et dénoncèrent avec véhémence les spoliations dont ils étaient victimes.

En vain ! Un décret du 17/29 décembre 1863 ordonna la *sécularisation* de tous les biens des monastères de Roumanie. Un capital inaliénable de 27 millions de francs devait être affecté aux Saints-Lieux, simple « aumône » due à la libéralité du prince.

Les Grecs firent un grand effort sur le terrain diplomatique. Ils écrivirent mémoire sur mémoire : « La « *Réponse des Saints Lieux d'Orient* (2) affirme une fois de plus que les couvents dédiés sont la propriété absolue des Saints-Lieux, sujets de la Sublime Porte, que les actes disent nettement « je donne et dédie le monastère aux Saints-Lieux pour qu'ils l'aient et le tiennent » (*hotarim de o dăm și o închinăm... ca să aibă și o fie...* », que, pendant 300 ans personne ne l'a contesté, que la validité des donations n'est nullement subordonnée à l'accomplissement des conditions stipulées ; que, si les canons interdisent aux moines de posséder, ils le permettent aux communautés, et que l'Eglise n'a pas le droit d'aliéner ni d'hypothéquer ses biens ; que, si les monastères ont été enrichis au dépens du domaine de l'Etat, il était parfaitement licite de recevoir des donations des princes qui en faisaient aussi aux particuliers (boïars, méfiez-vous !) ; enfin, que l'ingérence récente de l'Etat dans les affaires de ces monastères est un abus et un sacrilège.

Un « PRÉCIS SUR LA QUESTION DES MONASTÈRES GRECS... » refait

(1) Cf. le Précis sur la question des monastères grecs (cité plus loin), p. 16.

Sur le détail de ces mesures, lire XENOPOL : *Ist. rom.*, XIII, 195 sq.

(2) *Réponse des Saints-Lieux d'Orient* au mémoire du gouvernement des principautés Unies sur les monastères grecs. Paris [octobre] 1863, 4^o, 79 p.

l'historique de la question et signale avec violence les abus de Cuza et son mépris des décisions de l'Europe (1). Un boïar, G. A. MANO, dans son livre verbeux, emphatique et pédant, reprend l'affaire au déluge et, après bien des digressions, dénonce le « procès le plus inique qui ait jamais été fait à des membres vénérables de l'église de Jésus-Christ » (2). Un « Moldave » écrit la « *Vérité sur la question des couvents dédiés en Moldo-Valachie* », où il invoque en leur faveur le droit intangible de propriété (3). Les boïars ennemis de Cuza n'ont pas négligé jusqu'à sa chute d'agiter cette question des Couvents, qui les intéressait peu, mais qui leur semblait un des meilleurs moyens de ruiner à l'étranger le crédit du prince. Le fanatique Nicolas ROSETTI-ROZNOVANO (4) s'indigne de voir des soldats postés dans les églises pour surveiller l'application des édits, proteste contre l'interdiction de la langue grecque dans l'Eglise et au séminaire, contre l'application du Code Napoléon qui ne reconnaît comme obligatoire que le mariage civil, laisse prononcer des divorces par les tribunaux et va même jusqu'à autoriser les mariages incestueux par dispense princière. Il déclare que les réformes de Cuza, faites sans le consentement de l'Eglise, créent une perturbation complète des rapports entre l'Eglise et l'Etat, qu'elles sont en contradiction avec les dogmes orthodoxes et même avec les dogmes de toutes les communautés chrétiennes, enfin qu'elles donnent un fâcheux spectacle aux Roumains du dehors quand les Russes et surtout les Autrichiens favorisent depuis six ans, tant qu'ils le peuvent, cette Eglise roumaine. L'auteur, qui aurait dû nous donner ses sources d'information sur ces prétendues « faveurs » russes et autrichiennes, a oublié, il va sans dire, les lointaines réformes de Joseph II !

La Russie, d'ailleurs, n'a-t-elle pas donné l'exemple, risposte

(1) *Précis sur la question des monastères grecs dans les principautés unies* [Vienne], octobre 1863, 4^e, 20 p.

(2) G. A. MANO : *Intérêts religieux de l'Orient au sujet des biens conventuels dans les principautés unies*. Avec une annexe contenant les pièces officielles et les documents diplomatiques relatifs à cette question. Paris, 1864, 8^e, 371 p.

(3) *La vérité sur la question des couvents dédiés en Moldo-Valachie, par un Moldave*. Paris, 1863, 8^e, 52 p.

(4) Nicolas DE ROSETTI-ROZNOVANO : *Exposé de la situation religieuse dans les principautés unies*. Cernovitz, 1865, 8^e, 36 p.

un député roumain, en sécularisant le couvent moldave de Neamțu qui possédait des biens considérables en Bessarabie ? Et d'opposer à la « Vérité sur la question des Couvents » la loi fondamentale des Principautés qui exclut tout étranger du droit de propriété (1). C'est à la France que ce député s'adresse pour obtenir justice.

La France fut, en effet, la seule grande puissance qui soutint énergiquement la Roumanie dans cette affaire (2). Le ministère roumain n'en faisait pas mystère. Lorsque la Chambre roumaine, par 97 voix contre 3, approuva la confiscation des biens des couvents dédiés et vota un emprunt de 51 millions de piastres dont le revenu serait consacré aux Lieux Saints, les bucarestois illuminèrent et firent une manifestation de sympathie devant le Consulat français (3). Notre ministre des Affaires Etrangères, Drouyn de Lhuys, donna des instructions à l'ambassadeur du Moustier pour que la discussion se réduisit à la fixation de l'indemnité que le gouvernement roumain accorderait aux Lieux Saints et, pendant que les agents d'Angleterre, d'Autriche et de Russie agissaient pour empêcher la Chambre roumaine de voter les 51 millions, la France soutenait que ce chiffre était fort acceptable (4).

En 1864, la discussion ne porta plus que sur le chiffre de l'indemnité. La Russie, préoccupée par la révolte polonaise, les Puissances centrales engagées dans l'affaire des Duchés, finirent par se résigner. Par esprit de conciliation, le prince Cuza autorisa Negri à offrir 150 millions de piastres (5). Mais les moines grecs

(1) *Quelques mots sur la sécularisation des Biens conventuels en Roumanie*, par un député roumain. Paris, 1864, 8, 47 p.

(2) Sur l'attitude des puissances, v. XENOPOL, ouv. cité, p. 203 sq.

(3) ARCH. AFF. ÉTR. DE PARIS, Bucarest 1863, t. 24 f. 178 et 185. Nous n'entrons pas ici dans le détail des négociations diplomatiques. Il existe aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, à Paris, des mémoires clairs et détaillés sur la question : Buc., 1863 t. 23, f. 340 sq. et 367 sq. ; t. 24, f. 66 et 346 sq., 353. On y trouve aussi les instructions que l'ambassadeur sarde a reçues de son gouvernement : Corr. pol. Turquie, t. 359, f. 134-137.

(4) ACAD. ROUM., Ms. n° 4865 (2), f. 174, Cuza à Alexandri, Buc., 25 janvier 1864.

(5) Un emprunt fut conclu à Londres (cf. Ac. Roum., ms. 4865 (2), f. 322). Le ministre des Finances, Steege, avait d'abord sondé les milieux financiers français (*ibid.*, n° 4860, f. 240).

Negri publia un mémoire pour faire réduire l'indemnité. Il contestait les chiffres des revenus donnés par les moines grecs à une époque où ceux des monastères roumains étaient en baisse. Voici les chiffres fournis par les Grecs :

furent complètement intransigeants. Mal leur en prit, car ils perdirent leurs appuis diplomatiques les plus fermes et, en fin de compte, ils perdirent tout (1).

Les *conséquences sociales* de la sécularisation sont très importantes. L'Etat s'est procuré par cette réforme des revenus supplémentaires considérables, augmentés encore par l'arrêt de cet exode de numéraire qui rendait toujours précaire la balance des comptes dans les pays roumains. Il a disposé ainsi d'une masse de manœuvre qui lui a permis de réaliser d'autres réformes que le pays attendait depuis longtemps. Mais surtout, comme nous le verrons, l'augmentation considérable du domaine de l'Etat a permis une exécution plus facile de la réforme agraire.

Si les revenus des couvents dédiés sont assez bien connus, il est pourtant impossible de préciser l'étendue de leurs propriétés. Il ne faut pas se fier aux chiffres fournis par les voyageurs et les polémistes. La plupart nous déclarent que les couvents grecs détenaient le quart ou le tiers de la superficie de la Roumanie; Vegezzi Ruscalla dit même les 2/3 (2). Les Saints Lieux, qui ont intérêt à se faire pauvres, disent qu'ils n'occupent que « la neuvième partie du territoire » (3). Les *Anale statistice* de 1861 disent : le septième (4). Le *Mémoire sur la question des couvents dédiés*, bien renseigné puisqu'il a été rédigé par Ion Ghica, ministre des Affaires Etrangères, dit : le huitième, et son intérêt est plutôt de grossir le chiffre. Une statistique manuscrite que nous avons trouvée dans

	ANNÉES 1858-1863	ANNÉES 1863-1868
Valachie	12.827.921	15.184.461
Moldavie	5.941.113	10.839.212
Total	18.769.034	26.023.673
Monastères non dédiés (pour les deux principautés).....	18.371.687	18.179.706

C. NEGRI : « *Mémoire avec pièces justificatives* présenté à la commission internationale pour les convents dédiés » et supplément. 2 vol. in-4°, Constantinople, 1865.

Sur l'offre faite par Negri, d'une indemnité de 150^m., v. dépêche de Negri à Aali pacha, 8/20 sept. 1864, AFF. ETR. PARIS : *Corr. pol. Bucharest*, t. 25, f. 194.

(1) Nous n'entrons pas dans le détail de cette affaire qui relève de l'histoire diplomatique. Elle est très bien exposée par XENOPOL dans son *Istoria românilor*, t. XIV, pp. 37-42.

(2) VEGEZZI RUSCALLA : *Lettres sur les principautés*, p. 43.

(3) *Réponse des Saints-Lieux*, p. 62.

(4) 1861 ; n^{os} 5-8, pp. 134-135.

les archives de Cuza donne des précisions sérieuses sur la répartition de la propriété en Valachie (1). Nous y voyons que, sur une superficie totale de 10.653.300 pogones, les monastères dédiés possédaient, en 1864, 1.403.637 pogones, soit environ 14 % du sol. Mais, pour la Moldavie, nous n'avons pas de renseignements analogues, car seule la Valachie avait terminé à cette époque son travail cadastral. Une *Notice sur la Roumanie*, publiée en 1861 (2), nous indique que les propriétés des couvents dans ce pays couvrent 297.580 falches, sur une superficie totale de 2.925.674 falches, mais elle ne sépare pas les biens des couvents dédiés de ceux des couvents nationaux. La proportion totale des biens ecclésiastiques étant plus faible en Moldavie qu'en Valachie, on voit que, pour l'ensemble de la Roumanie le chiffre doit se placer entre le *neuvième* des terres (chiffre indiqué par les moines) et le *huitième* (chiffre admis par le gouvernement).

Ces biens de main-morte étaient probablement mal exploités car nous constatons que ceux des couvents dédiés de Valachie rapportaient annuellement 438.982 ducats, soit 0,3 par falche, tandis que ceux des particuliers rapportaient plus de 0 d, 5 par falche. Ils étaient livrés à des fermiers généraux cupides et brutaux et c'est sur ces terres ecclésiastiques que les paysans corvéables avaient le plus à souffrir.

On verra plus loin, que l'Etat, dont le domaine a presque doublé en Moldavie et quintuplé en Valachie par suite de la confiscation des biens des couvents dédiés, a pu ainsi améliorer sans peine la vie de 60.000 familles de paysans, tenter une colonisation intérieure, et atténuer les inconvénients de la loi de 1864 en vendant aux nouvelles générations de cultivateurs des parcelles de terre à bas prix.

Le succès éclatant de la politique de Cuza et de Cogălniceanu ne diminua pas l'hostilité de la Chambre à leur égard. Le clergé séculier et les moines nationaux s'étaient imaginés que les couvents grecs leur seraient remis. La sécularisation ne profitant qu'à

(4) ACADEMIE ROUMAINE, Ms. n° 4869, fol. 160.

(5) [AURELIAN et ODOBESCU], p. 41.

l'Etat, ils manifestèrent une certaine mauvaise humeur. Dans ses lettres à Baligot (le secrétaire français du prince Cuza) Negri signale ce sentiment : « Vous dites que l'élément prêtre va être hostile dans la future Chambre. Je le crois bien que ces gens-là ont cru qu'en chassant les prêtres grecs, ce n'était point pour autre chose que pour les mettre à leur place. Inde irae ». (1). Mais ce n'est pas cette opposition qui l'inquiète. Voltairien gouailleur, il parle, au contraire, « d'allumer un cierge en l'honneur du saint spécial que vous savez ». (2) (Voltaire ?).

C'était, en effet, l'opposition des boyars qui était la plus à craindre. Ceux-ci avaient accepté avec enthousiasme la sécularisation parce qu'ils comptaient bien en profiter. Ils ne niaient pas le droit qu'avait l'Etat de garder pour lui les domaines ecclésiastiques, mais ils pensaient que ces belles propriétés étaient destinées, un jour ou l'autre, à venir grossir les leurs. Ils sentaient inévitable une loi rurale qui laisserait aux paysans la propriété entière de leurs tenures, mais ils espéraient bien que l'Etat dédommagerait les propriétaires en leur livrant son domaine propre agrandi de celui des monastères nationaux, qu'il contrôlait à son gré et des monastères dédiés. L'ensemble formait plus du quart de la superficie de la Roumanie. Nous verrons bientôt le moyen pratique qu'ils imaginèrent pour essayer de réaliser cette fructueuse opération.

B. — Le nouveau projet de loi et les forces de résistance

a) LE PROJET DE COGALNICEANU

Le ministère n'était que toléré par la Chambre. Il le savait bien, et il évitait de rien proposer qui pût motiver un vote de blâme. Au contraire, il se montrait conciliant, caressant. Cette mansuétude était faite, à vrai dire, moins pour rallier les partis de droite, que pour éviter de leur laisser le beau rôle devant l'opi-

(1) ACAD. ROUM., Ms. n° 4857, f. 478-479. Negri à Baligot, Constantinople, 2/14 sept. 1864.

(2) *Ibid.*, f. 475.

nion, soit en Roumanie, soit à l'étranger. La Chambre ayant fait grise mine à deux projets de lois, l'un sur la liberté individuelle, l'autre sur l'inviolabilité du domicile, le ministre les retira avant la fin de la discussion.

De son côté, la Chambre, qui comprenait cette tactique, évitait les conflits trop violents. Elle attendait les résultats de la campagne de dénigrement que les libéraux organisaient dans la presse étrangère contre le « *tyran* » Alexandre Cuza, et elle craignait qu'une dissolution prochaine ne la mit trop tôt en présence de ses électeurs.

Tant qu'il n'était pas encore question d'une loi sur la propriété, la Chambre des 4.000 boïars ne voulait donc pas manifester une disposition trop combattive. Mais cette question était pour elle l'épée de Damoclès. Les boïars apeurés en voyaient la pointe chaque fois qu'une question d'organisation intérieure se posait, même lorsqu'elle n'avait rien à voir avec le problème social.

Les débats sur l'organisation et le renforcement de l'armée laissent percer cette inquiétude. Cuza voulait une armée forte autant pour en imposer à ses ennemis du dedans que pour défendre son pays en cas d'invasion étrangère, car la Roumanie était assez défendue par les traités et par la Turquie suzeraine : Si la vassalité froissait l'amour-propre des Roumains, elle était en fait peu gênante et elle avait le grand avantage de constituer une garantie contre un risque d'agression. Les libéraux, pour se défendre contre la « tyrannie » voulaient instituer une *garde nationale*, et ils déposèrent un amendement dans ce sens. D'autres, allant plus loin, voulaient organiser la nation armée : La garde nationale ne pouvait protéger que les citadins ; ils voulaient aussi l'armement des masses (1). Les conservateurs feignirent de retenir cette dernière idée. Ils savaient qu'elle provoquerait des débats interminables et ils espéraient que, dans l'intervalle, la loi rurale serait appliquée (2). D'aucuns pensaient toutefois que c'était jouer avec le feu et que le gouvernement pourrait bien profiter d'un vote de surprise pour armer les paysans. « Qui nous protégera des masses

(1) Séance du 7 fév. 1864. Mon. of. n° 101, 1864 suppl. ; XENOPOL, XIII, 229.

(2) *Ibid.*, n° 97.

armées, dit un député (1), quand nous traiterons la question rurale ? ».

Cogălniceanu n'avait pas des idées si subversives. Au contraire il combattit le projet d'armement des masses qui, disait-il ne pouvait conduire qu'à la guerre civile. Pour des raisons de politique extérieure, il repoussa même l'ensemble du projet militaire.

La Chambre fit preuve ensuite d'une activité débordante. Elle expédia une loi sur le Conseil d'Etat, des lois d'administration civile, la loi communale, la loi sur l'organisation judiciaire, etc. C'était un moyen de gagner des titres à la reconnaissance du pays et à la considération des Puissances garantes. C'était aussi un beau prétexte pour empêcher le ministre de déposer son projet de loi rurale sur le bureau d'une Assemblée déjà écrasée par le poids des affaires.

Le 16 mars 1864, Cogălniceanu trouva cependant le moyen de déposer cette redoutable proposition. Les députés demandèrent aussitôt la clôture de la session ; mais le ministre s'y opposa. Il rappela que la Chambre disposait encore de 35 jours jusqu'à Pâques, et il mit ses adversaires au pied du mur : « Si vous voulez ajourner la loi rurale, alors je serai en droit de supposer que le blâme que vous avez voulu m'infliger jadis, était dû au fait que je vous ai présenté la plus importante de toutes les lois » (2). La menace eut son effet et un ordre du jour de défiance fut écarté sans difficulté.

Voici quel était le contenu de la *proposition de loi* du ministère (3) :

Ch. I, art. 1. — « La corvée, la dîme, les transports, les jours de réparations, les charroyages de bois et autres charges semblables dues par les paysans aux propriétaires fonciers... sont abolies pour toujours sur tout le territoire de la Roumanie... ». Les propriétaires ont droit à une indemnité. Les paysans resteront proprié-

(1) COSTAFORU ; *ibid.*

(2) *Ibid.*, n° 116, 16 mars 1864.

(3) Publiée dans A. L., I (2), 734-745.

taires des terres qui leur ont été concédées par les lois jusqu'à ce jour (art. 2).

Sont propriété absolue des communes, sans indemnité, les places, rues, églises, cimetières, écoles, magasins de réserve et autres bâtiments d'intérêt commun (art. 3).

L'art. 5 abolit tous les monopoles privés dans les villages.

Sur les domaines où des contrats ont remplacé les dispositions réglementaires, aucun paysan ne pourra devenir propriétaire de plus de terrain qu'il n'en est attribué légalement jusqu'à ce jour à celui qui a 4 bœufs et une vache. (art. 6).

Sur les petits domaines, le propriétaire conservera le tiers au moins de sa propriété. Les paysans qui n'auront pu recevoir l'étendue de terre réglementaire ne paieront qu'une indemnité proportionnelle à ce qu'ils ont reçu (art. 7.).

Ceux des paysans qui, tout en fournissant des corvées n'entrent pas dans la catégorie de ceux qui reçoivent des terres de subsistance, resteront en possession de leurs terrains bâtis et de leurs jardins et paieront une indemnité de 2 ducats (art. 8).

Deux ingénieurs topographes seront envoyés dans chaque département pour délimiter et borner les propriétés des paysans (art. 9). Des commissions paritaires opéreront des remembrements.

Art. 11. — « Chaque paysan devenu propriétaire en vertu de cette loi peut affermer, hypothéquer et vendre sa propriété. Il peut, de même, la transmettre par testament ou ab intestat. Cependant, pendant 20 ans après la promulgation de cette loi, la vente ou la donation de ces terres ne pourra se faire qu'en faveur d'autres paysans qui n'auraient pas de propriété rurale ».

La loi conserve pour le villageois le droit de prendre du bois dans les forêts de la montagne (art. 12).

Des exceptions sont prévues en faveur des paysans pour les vignes et les vergers plantés par eux.

Les paysans peuvent affermer des terres, collectivement ou individuellement, par contrats bilatéraux mais « en aucun cas on n'acceptera de corvée comme paiement » (art. 16).

Ceux qui ne voudront ni jouir des avantages de la présente loi, ni conclure avec les propriétaires des contrats de gré à gré, pourront se déplacer à leur guise, après avoir acquitté leurs dettes envers le propriétaire et le fisc. Ils pourront vendre avant de partir leurs maisons et leurs plantations. L'Etat leur propose d'acheter des terres de ses domaines (art. 17).

Le projet de loi indique nettement que c'est la corvée que le paysan doit racheter et non la terre ; et le chapitre II traite des conditions de ce rachat. Le prix est calculé d'après la valeur annuelle du travail fourni multipliée par 15. D'après ce système :

Le paysan qui a 4 bœufs et une vache paiera 60 ducats

Le paysan qui a 2 bœufs et une vache paiera 75 ducats

Le paysan qui n'a pas de bœuf, paiera 45 ducats.

Les paysans de la montagne en Moldavie paieront 1.470 lei.

Une Commission spéciale dans chaque circonscription fera, en 6 mois, le recensement des corvéables par catégorie. Les comités permanents des départements examineront les réclamations et délivreront des titres de créances aux anciens propriétaires.

Le chapitre III concerne le financement de la réforme : Il institue un *Comité de liquidation des obligations rurales*, qui sera chargé d'échanger les bons de créances contre des titres d'Etat portant intérêt de 5 %. Il purgera les hypothèques. Chaque année, il remboursera par tirage au sort 1/20^e des obligations rurales.

Les revenus de l'établissement seront : 1^o la contribution foncière des paysans devenus propriétaires, contribution fixée suivant leur catégorie à 4, 3, 2 1/2, ou 2 ducats par an. Cette contribution sera diminuée de 5 en 5 ans en proportion avec les amortissements effectués.

2^o La moitié du revenu des cabarets des villages pendant 10 ans, l'autre moitié servant à pourvoir aux besoins de la commune ;

3^o Le produit de la vente du maïs et du millet conservés dans les magasins de réserve ;

4^o Le produit de la vente des parcelles détachées du domaine de l'Etat.

Le chapitre III traite de la vente de ces *terres appartenant à l'Etat*. Chaque famille paysanne pourra acheter jusqu'à 12 pogones de terre (env. 6 ha.) à raison de 5 ducats par pogone, payables en 5 ans. Les acquéreurs ne pourront aliéner ces terres qu'au profit d'autres familles paysannes (art. 44)...

Le projet comprend aussi quelques dispositions transitoires : Les fermiers des domaines de l'Etat pourront résilier leurs baux, ou, s'ils les conservent, bénéficieront d'une diminution proportionnelle au préjudice qui leur est causé par la suppression de corvées ou par la vente de parcelles de terres aux paysans ou colons.

Le projet de loi du ministre fut transmis à une Commission de 5 membres : *Lascar Cartargiu, Ioan Brătianu, D. Cornea, Ion Ghica* et B. BOERESCU. Ce dernier fut chargé du rapport. Il avait déjà publié six ans auparavant une brochure (1) où il déclarait que la Convention exigeait que les lois fussent révisées et non refaites, et que les paysans n'avaient aucune raison valable pour réclamer la propriété. Ses idées depuis n'avaient guère évolué et on ne pouvait s'attendre de sa part à des concessions bien sérieuses.

b) LES EXIGENCES DES BOÏARS

LE DOMAINE DE L'ÉTAT ET LA « TERRE DES BŒUFS »

Cogălniceanu connaissait d'avance la réponse de la Chambre ; aussi employa-t-il tous les moyens en son pouvoir pour l'intimider. Il fit publier son projet dans le « Moniteur » (2), pour communiquer à tous les données du problème. Le paysan roumain ne savait pas lire, mais il ne manquait pas de gens à la campagne pour lui apprendre qu'un courageux ministre osait proposer de les rendre propriétaires et qu'une chambre de *ciocoi* cherchait à le renverser pour conserver les privilèges. En outre, il est à peu près certain que le ministre envoya aux préfets une circulaire où il leur recommandait de faire dire des prières dans les églises pour que fût amélioré le sort des opprimés. C'était le seul procédé de publi-

(1) « Examen de la Convention du 19 août... », pp. 57 et 60.

(2) Mon. of., 1864, nos 167, 168.

cité qui eût des chances de toucher les masses. Beaucoup de paysans se rendirent à Bucarest, peut-être encouragés par le ministère, peut-être aussi de leur propre mouvement, et se massèrent dans les rues qui avoisinaient la salle des séances de l'Assemblée. Bien qu'ils ne fussent pas armés, leur attitude n'avait rien de rassurant.

Depuis deux ans, les grands propriétaires avaient eu le temps de réfléchir. Ils comprenaient que leur loi de 1862 était inapplicable, et il n'était plus un seul député à l'Assemblée qui n'admit le principe de la remise de la propriété aux mains des paysans ; mais ils entendaient réduire à l'extrême les parcelles de terrain qu'ils abandonneraient moyennant rachat. Ils ne croyaient pas à la valeur des bons que le ministère leur offrait en échange de leurs droits. Le projet qui leur était présenté leur paraissait entaché de communisme. L'un d'eux appelait le projet Cogălniceanu : « la loi spoliatrice » (1).

L'exposé de motifs présenté par Boerescu en tête de son rapport est donc une véritable déclaration de guerre. Il rappelle que la Commission, à la suite de la publication du projet de loi dans le « Moniteur », a demandé au ministre de lui fournir des explications et de s'entendre avec elle pour rédiger un texte plus acceptable, mais qu'elle s'est heurtée à une complète intransigeance (2).

La Commission s'est demandé, d'abord, pourquoi le ministre abolit la corvée partout sauf sur les terres des rezèches et mochnènes. Le ministre s'est borné à répondre qu'il ne voulait pas mécontenter une classe nombreuse de la population. Le droit est-il donc fonction du nombre des individus auquel il s'applique ? Non, « la multitude, la force brutale, ne constitue pas le droit » (3).

Elle déclare ensuite que l'indemnité prévue n'est ni juste ni réelle ; car rien ne garantit aux propriétaires que les obligations d'Etat qui leur seront remises ne tomberont pas à rien dans l'espace de 20 ans. La caisse d'amortissement tirerait surtout ses ressources

(1) *La vérité sur la Roumanie*, p. 43.

(2) Texte du rapport et compte rendu de la séance du 13 avril dans A. L., I (2), p. 748 sq.

(3) *Ibid.*, 751.

de la contribution foncière ; mais le budget d'un pays est variable. Que deviendra la caisse si les contributions qui l'alimentent diminuent ? Croit-on que des obligations gagées sur une garantie aussi flottante puissent être facilement escomptées ? Les prêts hypothécaires les plus sérieux en Roumanie se font à 10 % d'intérêts. Que la valeur accordera-t-on à des titres peu sûrs rapportant 5 % ?

Il est vrai que le gouvernement escompte une ressource supplémentaire : le revenu des *cabarets*. Mais n'est-il pas étrange de voir que ce monopole supprimé à l'article 5 reparaît à l'article 34 ? C'est une bien mauvaise plaisanterie que de vouloir indemniser les propriétaires avec le revenu de leurs propres biens ? « Le monopole est une mauvaise chose, une illégitimité quand il existe en faveur d'un individu, et voilà qu'il devient une chose bonne et légitime dès qu'il se constitue en faveur d'une communauté, d'une multitude ? » Comment admettre, d'autre part, que celui qui n'acceptera pas d'acheter la propriété soit ainsi taxé indirectement pour payer aux autres les terres qu'il leur plaira d'avoir ?

Enfin, n'est-il pas dangereux de conférer aux paysans le droit absolu d'acheter des terres de l'Etat jusqu'à concurrence de 12 pogones ?

« Tout cela n'est autre chose que la mise en œuvre d'un principe depuis longtemps connu et prôné par l'école socialiste, et qui s'appelle « le droit à l'instrument de travail » (1).

Plus tard, viendront des cultivateurs qui, n'ayant pas de terres, en réclameront au nom de ce principe dans les domaines de l'Etat d'abord, puis dans les domaines privés. Au nom de quel principe les leur refuserait-on ? « Nous en arriverons alors à un communisme général. »

Après cette critique violente du projet gouvernemental, la Commission présente un contre-projet : Elle estime injuste de donner plus de terres au paysan qui a 4 bœufs qu'à celui qui en a deux ou à celui qui n'en a pas. Si l'on veut donner à la loi une base logique, il faut concéder à chaque paysan, moyennant indemnité,

(1) *Ibid.*, 754.

un lot de terre fixe. Ce sera, en superficie, celui qui était laissé autrefois au paysans qui n'avait comme bétail qu'une simple vache. Il faut se préoccuper des personnes et non des bêtes. Déclarer le paysan « maître absolu du produit de son travail, de tout son capital et de tout son avoir, c'est donner des avantages beaucoup plus grands que celui de l'humiliante protection dont il jouit aujourd'hui ; c'est faire de lui un citoyen bon et fort ; c'est enfin pour l'Assemblée législative une œuvre, une réforme qui va perpétuer sa gloire dans les annales de notre histoire » (1).

Après avoir ainsi admis qu'on dépouillerait les paysans propriétaires de bœufs de leurs prairies et de leurs pâturages, la Commission garde à peu près les prix fixés par le gouvernement pour le rachat de la corvée (45 à 60 ducats).

Pour garantir le paiement des annuités dues aux anciens propriétaires, la Commission imagine de fonder les titres sur une hypothèque légale qui pèserait sur les domaines de l'Etat. L'Etat, à son tour, serait garanti par une hypothèque sur toutes les terres cédées aux cultivateurs. Ceux des propriétaires qui voudraient échanger aussitôt leurs titres contre des terres appartenant à l'Etat auraient la permission de le faire. Les intérêts payés par les paysans serviraient à faire des avances à la caisse de liquidation.

L'amortissement se ferait en 7 ans au lieu de 12, et l'intérêt serait de 8 % au lieu de 5.

Enfin, la loi ne serait mise en vigueur que trois ans après sa promulgation.

Ce qu'il y a d'intéressant dans ce plan compliqué, c'est le paragraphe en apparence très anodin qui vise à mettre les boïars en possession des *terres de l'Etat*. Or, ces domaines d'Etat étaient constitués surtout par les propriétés sécularisées des anciens monastères dédiés. Les boïars ont toujours jeté les yeux de convoitise sur les biens considérables des moines et, après avoir aidé le gouvernement à les déposséder, ils sont très pressés de recueillir le fruit de leurs efforts. Au lieu de consacrer ces richesses à perfectionner

(1) *Ibid.*, 758.

les services publics ou à sauver de la misère quelques milliers de familles de paysans, ils estiment qu'il est bien préférable de s'en servir pour arrondir leurs propres domaines.

De ce projet, qui montrait que les boïars, depuis deux ans, n'avaient rien oublié et rien appris, Cogălniceanu fit une critique âpre et vigoureuse.

« Vous voulez maintenant faire de moi une sorte de Spartacus de la Roumanie parce que j'ai montré au pays le projet du gouvernement et votre projet à vous ? Vous faites de tous les paysans des travailleurs à bras, vous prenez la terre des bœufs, et après vous parlez de spoliation ! » (1).

Ce n'est pas simplement pour nourrir des bœufs qu'on a donné de la terre aux paysans, c'est aussi pour que cette terre soit défrichée, travaillée de toutes manières. Seuls, les paysans qui avaient leurs paires de bœufs pouvaient le faire. La terre leur doit une partie de sa valeur, et maintenant on parle de la leur enlever !

On reproche au gouvernement de donner aux paysans le monopole des cabarets. Mais la Convention a aboli les monopoles. Les propriétaires ont gardé leurs cabarets : Par conséquent, ils ont estimé qu'ils ne constituaient pas des monopoles. Voilà 5 ans de cela et les députés proposent de conserver encore cet état de choses 3 ans ! Si les cabarets servent à racheter les paysans, c'est un monopole ; s'ils servent à enrichir les propriétaires, ce n'en est pas un !

Vendre les terres de l'Etat, aux paysans c'est du socialisme ; mais exiger que ces propriétés absolues soient données aux propriétaires en échange de terres grevées de servitudes, ce n'en est pas !

Quant au prix que la Chambre demande de fixer pour le rachat des corvées, il est colossal par rapport au nombre de falches qu'elle accepte de laisser aux paysans. En Bessarabie, où la loi antérieure à l'annexion est conservée, le paysan sans bœufs reçoit 3 falches et la valeur de la falche est de 6 ducats. Et l'on fera payer 60 ducats

(1) *Ibid.*, 820.

les 2 falches 1/2 qu'on lui laissera ! Le résultat, c'est que tous les Roumains du pays passeront la frontière (1).

Et il termine en adjurant la Chambre de faire une œuvre grande, une œuvre sérieuse : « *N'entrez pas avec la « perche* » (2) dans les champs du paysans ? ».

« Il faut faire preuve de courage et trancher le nœud gordien. Il faut donner à l'Europe le beau spectacle d'une assemblée capable de résoudre cette question comme le demande la liberté et la justice ».

Les réactionnaires intransigeants n'avaient pu empêcher quelques boïars libéraux de faire entendre leur voix. Ion BRATIANU obtint, non sans difficultés, la lecture en séance publique d'un contre-projet dont il était l'auteur (3). Il conservait la plus grande partie du chapitre I du projet du gouvernement. Il y ajoutait que les paysans seraient libres de prendre du bois mort dans les forêts des propriétaires (art. 12) ; et il n'admettait aucune entrave pour l'aliénation des terres dont les corvéables deviendraient propriétaires (art. 11). La valeur de l'indemnité due pour le rachat de la corvée était laissée en blanc, en attendant les statistiques préfectorales. Seule l'indemnité des hommes de la montagne était arrêtée au chiffre de 98 lei. Les obligations rurales seraient amortissables en 10 ans et porteraient intérêt de 7 1/2 %. Les fonds provenant du revenu des cabarets seraient remplacés par un impôt indirect sur les boissons.

L'Etat pourrait vendre des parcelles de ses domaines, dont le nombre serait déterminé par département, chaque lot ne devant pas dépasser 5 pogones. Le produit de ces ventes servirait à combler le déficit de l'amortissement annuel.

Ce compromis ne fut pas du goût de la Chambre, qui ne pensait plus qu'à renverser le ministère.

(1) *Ibid.*, 777.

(2) C'est-à-dire avec la chaîne d'arpenteur.

(3) Publié dans A. L., I (2), 788-789.

c) LA MOTION DE BLAME

Pendant cette même séance du 13 avril 1864, aussitôt la lecture de l'amendement de Ion Brătianu, Dimitrie Ghica demanda au président de lire une motion déposée par l'opposition :

« L'Assemblée nationale, comme suite aux innombrables preuves qu'elle a données, pendant cette session, de son dévouement au bien public ; comme suite aux grandes concessions qu'elle a faites à un ministère qui est sorti de son sein ; comme suite à la constatation des actes arbitraires du président du Conseil des Ministres, dénoncés à maintes reprises, était en droit de s'attendre, de sa part, au moins en ce qui concerne la question rurale, à des sentiments de bonne foi ; mais voyant que ce ministère, après plusieurs provocations, se sert aujourd'hui de la question rurale comme d'une arme de vengeance et d'inimitié entre la classe des agriculteurs et celle des propriétaires ;

« Voyant que, bien avant que soit débattue et résolue cette grande question sociale par la Chambre législative, qui est le représentant légal de la nation entière, M. le Président du Conseil a songé à exercer une véritable pression sur la Chambre par une publication officielle et de grande envergure accompagnée de circulaires de nature à donner le caractère d'un acte définitif à son projet que la Commission des délégués de l'Assemblée déclare être une illusion ;

« Voyant que, par ce procédé, le Ministre met en conflit les mandataires de la nation avec le pouvoir exécutif, répand la défiance et l'épouvante dans toutes les classes de la société, ruine le crédit et encourage la haine et la discorde entre les possédants et les non possédants, à tel point qu'on a vu publiées et répandues dans les villages des prières à Dieu pour qu'il fasse que soit nivelée la société *en abaissant les grands et en élevant ceux qui sont relégués dans une situation trop inférieure* ;

« Considérant qu'il est même impossible de débattre la loi rurale avec un semblable ministère qui n'offre pas la plus petite

garantie quelle que soit la solution qui serait donnée à cette question ;

« La Chambre enfin, craignant de se faire complice par son silence des désordres qui peuvent en résulter et dont les signes précurseurs ont commencé à se montrer, a manifesté pendant la séance du 10 avril, à une grande majorité et d'une façon suffisamment claire, sa défiance à l'égard du ministère actuel.

« Mais aujourd'hui, voyant que le ministère ne s'est pas retiré à la suite de ce vote, l'Assemblée déclare quelle ne peut plus travailler avec ce ministère qui mérite son entière désapprobation (1). »

Une discussion tumultueuse se déroula ensuite, sous l'œil narquois de Cogălniceanu.

Le prince D. Ghica accusa le ministre d'avoir distribué des armes aux paysans et d'avoir organisé des manifestations dans les villages, voire même dans la capitale.

Un des députés, G. COSTAFORU, fut particulièrement violent. Il déclara que la Chambre ne pouvait pas supporter plus longtemps de délibérer sous la menace d'une dissolution. « *Vous allez la noircir avec vos idées, ...vous allez dire que c'est une oligarchie. Vous allez déclarer dans le pays que vous êtes les défenseurs des paysans, que vous êtes leurs rois... Vous êtes constitutionnels en paroles, mais vous ne l'êtes pas en fait...* (2) ».

D. GHICA surenchérit : « *Projet spoliateur, incendiaire... il provoquera la guerre civile..., il ruine des milliers de familles... Il a apporté la consternation dans le commerce et une perturbation générale dans le pays...* ». Il paraît impossible à l'orateur de discuter avec un ministre qui a enlevé aux boïars... « *la possibilité de nourrir leurs familles* » (3).

Le « libéral » Ion Brătianu ne fut guère moins violent : C'est la question nationale qui préoccupe le tribun. La guerre civile, les complications internationales qui en découleront vont entraîner le pays dans l'abîme. Il faut se hâter de renverser un ministère

(1) *Ibid.*, p. 789-790.

(2) *Ibid.*, p. 801.

(3) *Ibid.*, p. 818.

dont tout le monde a reconnu les funestes desseins. Et Cogălniceanu, toujours caustique, de demander à Brătianu pourquoi, dans ces conditions, il avait cru devoir déposer un contre-projet qui contenait toutes les dispositions essentielles de la proposition du gouvernement.

Il était inutile de prolonger indéfiniment la discussion. Le ministre en connaissait d'avance le résultat. La motion de blâme fut votée par une majorité écrasante. Le ministère démissionna. Mais le prince n'accepta pas cette démission et prorogea la Chambre jusqu'au 2 mai.

La période du conflit masqué était terminée. Le prince Cuza sortait définitivement de la voie constitutionnelle.

C. — Le coup d'Etat du 2 mai

Un acte aussi grave qu'un coup d'Etat dans un pays faible, régi par des conventions internationales, ne pouvait s'opérer sans de sérieuses précautions. La Chambre avait agi habilement en refusant de discuter la loi agraire et en transformant la question sociale en question politique. Cogălniceanu ne pouvait décemment suspendre la constitution parce que son ministère était victime d'un vote de blâme qui l'atteignait personnellement. Au contraire, si la chute du ministère était causée par le refus de la Chambre de voter une loi améliorant le sort du paysan, il se donnait le beau rôle. Au point de vue international, c'était l'Assemblée qui violait la Convention de Paris puisque celle-ci avait formellement prescrit la suppression des privilèges et l'établissement d'un statut nouveau destiné à soulager le peuple des campagnes. Au point de vue intérieur, c'était mettre en présence de leurs responsabilités des députés soi-disant élus par la nation et qui allaient être obligés d'avouer leur désir de ravir aux travailleurs ruraux la plus grande partie des terres dont ils jouissaient jusqu'à ce jour ; c'était opposer nettement 4.000 boïars à 4 millions de paysans.

Le prince Cuza saisit avec clarté les données du problème.

Dans son message du 15 avril, il disait : « Je n'ai pu recevoir la démission [du ministère], parce que l'Assemblée n'est même pas entrée dans la discussion de cette importante question : l'amélioration du sort des travailleurs, que le pays entier attend avec une légitime impatience, dans l'intérêt même de la sécurité de la propriété foncière. C'est pourquoi je charge le ministère de présenter à l'Assemblée la loi électorale qui seule pourra assurer à la Roumanie une Assemblée dans laquelle les intérêts de toutes les classes de la société seront pleinement représentés ». Il invitait les députés à se réunir en session extraordinaire le 2 mai pour discuter et voter un projet de loi électorale.

Il savait bien que l'Assemblée n'accepterait pas de se laisser guillotiner par persuasion ; mais il trouvait le moyen bon pour montrer à l'Europe qu'il était impossible de réaliser par la voie légale l'article 46 de la Convention prescrivant l'amélioration de la condition des paysans.

Le 2 mai l'assemblée s'empresse de voter une motion où elle déclarait qu'elle ne pourrait travailler avec des ministres qui n'avaient pas sa confiance et qu'elle refusait de s'occuper de la loi électorale. Cogălniceanu lui opposa les droits du prince : « Le Prince a le droit de faire appel au pays, mais au pays représenté suivant une nouvelle loi électorale et, puisque la Chambre déclare qu'elle ne peut plus discuter avec le ministère actuel, nous aussi, les ministres, nous disons que nous ne pouvons pas accepter que l'Assemblée se prononce sur autre chose que sur la loi électorale et les crédits jusqu'au 15 août, lorsque se réunira une nouvelle Chambre, car celle-ci nous allons la dissoudre » (1). La Chambre, furieuse, mit aux voix la discussion d'urgence de la motion qui fut votée presque à l'unanimité. Un député veut alors prendre la parole ; mais Cogălniceanu s'élance à la tribune, coupe la parole à l'orateur et tire de sa poche un papier qu'il commence à lire avec véhémence. Un tonnerre de cris et de menaces s'élève de tous les

(1) Mon. of., n° 209, 2 mai 1864. Un partisan de Cuza, Bolintineanu, reconnaît lui-même que la pression du gouvernement n'a pas été négligeable (Viața lui Cuza, 31). Napoléon III avait fait de bons élèves dans les pays danubiens.

bancs, couvre sa voix, « et ne laisse apercevoir que deux mâchoires s'ouvrant et se fermant convulsivement, sans qu'on puisse distinguer un son » (1).

Cogălniceanu, très pâle, jette son papier au président, et se précipite tête nue hors de la salle des séances. La motion de blâme est lue de nouveau et acclamée. Puis le président ouvre le papier du ministre : C'est le décret de dissolution de la Chambre. Il en donne lecture et quitte son fauteuil. Les députés sortent en tumulte. Dehors, ils aperçoivent deux bataillons de soldats, l'arme au bras.

Le même jour, le prince publiait une proclamation où il expliquait au peuple les causes de la dissolution de la Chambre. Au premier rang, il mettait la question agraire : « *J'ai voulu que les corvéables en rachetant leur travail puissent détenir leur lopin de terre en toute propriété* ». Il appelait ensuite la nation à se prononcer elle-même sur la loi électorale dressée par le ministère et sur un projet de « *Statut additionnel à la Convention* ».

Le plébiscite qui se déroula du 10 au 14 mai lui donna 683.928 oui contre 1.307 non et 50.232 abstentions. Les boïars eux-même ont-ils donc lâché leurs élus, ou bien ont-ils dédaigné de voter ? Mais il est inutile de poser cette question dans un pays où, sous le régime du suffrage universel, le gouvernement est toujours sûr d'avoir pour lui la presque unanimité des votants.

L'opinion européenne, mal informée, vit généralement dans ce coup d'Etat du 2 mai l'acte de tyrannie d'un prince ambitieux, désireux depuis longtemps de remplacer un régime parlementaire par la monarchie absolue (2). Mais la Conférence était dans l'impossibilité d'intervenir, car la Russie n'avait pas fini de réprimer le soulèvement polonais, la Prusse et l'Autriche venaient de s'engager dans la guerre des Duchés, et la France soutenait manifestement l'action de Cuza : Napoléon III, dans son message aux Chambres, en novembre 1863, reconnaissait que la Convention était inapplicable en Roumanie et qu'il importait de faire dans ce

(1) *La vérité sur la Roumanie* (pamphlet anonyme contre Cuza), pp. 36-38.

(2) Xenopol, au début de son tome XIV, étudie avec beaucoup de pénétration les réactions des puissances en présence du coup d'Etat du prince roumain. Pp. 11 et 12, il donne d'intéressants extraits des journaux du temps.

pays une nouvelle intervention collective pour faciliter les réformes dont l'opportunité serait reconnue. Seule la Turquie, soutenue par l'Angleterre, était disposée à tenter une action pour obliger le prince roumain à respecter les traités ; mais Cuza fit un voyage à Constantinople au cours duquel il réussit à faire fléchir l'opposition du sultan et des ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche. A son retour, il n'avait plus à craindre que les complots des boïars, mais ceux-ci, avant d'essayer de renverser le prince, essayèrent d'abord de le priver de ses appuis à l'étranger en commençant contre lui une longue campagne de calomnies.

Cuza et Cogălniceanu avaient donc les moyens d'agir, à condition de ne pas perdre de temps.

Le « Statut additionnel » donnait au prince le droit d'émettre des décrets-lois, sur proposition du Conseil des ministres et après avis favorable du Conseil d'Etat.

Cuza n'attendit pas de nouvelles élections pour promulguer la nouvelle loi rurale. Le 2 juin, le projet Cogălniceanu était soumis au Conseil d'Etat. Cette Assemblée de juristes nommés par le prince ne pouvait faire aucune opposition, et les modifications qu'elles apporta au texte primitif sont insignifiantes.

Le Conseil nomma une Commission de trois membres. C. Bozianu, Bengescu et Crețescu pour étudier le projet. C'est CREȚESCU qui fut chargé du rapport (1).

Le rapporteur n'étudie pas la question agraire du point de vue historique ; il ne s'intéresse qu'à la question de droit. Il observe que la loi de 1851 se réfère au code de Caragea, c'est donc que ce code a été considéré comme encore en vigueur pour tout ce qui concerne la règle de droit. Caragea considérait la corvée comme un contrat ; or, un contrat est toujours limité dans le temps. A l'art. 8 du Code, on lit que le maître ne peut pas prendre la terre défrichée que le corvéable a reçu de ses parents. D'après l'article 15, le maître ne prendra pour lui la maison, le jardin et les champs du corvéable que si celui-ci s'enfuit ou meurt sans héritiers.

(1) Les comptes rendus des travaux du Conseil d'Etat sont déposés aux Archives de l'Etat à Bucarest : *Consiliul de stat*, 1864, n° 26. Reproduits dans A.L., I (2), 836 sq.

Le domaine du paysan est donc sa propriété puisqu'il peut le transmettre à ses héritiers. Crețescu l'assimile à une possession emphytéotique (*embatic*). Or, l'emphytéose est un droit réel et non personnel. En outre, si le paysan ne paye pas ses impôts, le Code Caragea donne à l'Etat une hypothèque légale sur sa terre. Or, les privilèges et hypothèques ne peuvent grever que des biens qui sont l'authentique propriété du débiteur.

En Moldavie, après avoir étudié les ordonnances de Gr. Ghica (1776), de A. Moruz (1805) et de Sturdza (1829), le rapporteur constate :

1^o Que le propriétaire ne peut pas reprendre aux paysans les terres qui ont été mises en leur possession ;

« 2^o Que le droit de propriété absolue du maître du domaine a été limité à la fin du tiers du domaine ; qu'auparavant il était limité au quart, et que dans les temps anciens il ne l'était sur aucune partie. En consolidant ainsi son droit personnel de propriété sur une partie du domaine, le maître terrien reconnaissait implicitement qu'il n'était pas seul propriétaire de l'autre partie.

« 3^o Que, pour le terrain bâti et le jardin, le paysan n'a été astreint à aucune prestation envers le propriétaire ;

« 4^o Que la seule prestation pour les terres de subsistance était autrefois la dîme de un dixième ; que la corvée s'est introduite beaucoup plus tard comme un privilège accordé par le Prince à certains boïars seulement, puis à tous les boïars, ce qui est prouvé, en dehors des actes sus-nommés, par le nom de « boieresc » sous lequel il est connu au-delà du Milcov, par la qualification de privilège que lui a donné le prince Caradzea dans le Code civil et, enfin, par le fait que les moșneni ne peuvent exiger la corvée des paysans établis sur leurs propriétés.

« Bref, au-delà comme au-deçà du Milcov, le corvéable a l'exercice du droit de propriété sur l'étendue de terre fixée par la loi. Le maître dans ses rapports avec la dite terre porte le nom de propriétaire. Mais ainsi le premier a la chose sans avoir le nom, le second a le nom sans avoir la chose ».

Ce droit de propriété limité, cette répartition féodale des droits et des devoirs ne peuvent être conservés. C'est « un reste de la barbarie des temps passés ». Dans les pays civilisés, déclare le rapporteur, ces régimes d'autrefois ont tous évolué vers la propriété absolue, sans laquelle l'agriculture moderne n'est pas possible. Il faut stimuler l'intérêt que la terre peut inspirer au paysan en installant en Roumanie aussi la propriété de droit romain.

Pour le rachat des droits du maître terrien, le rapporteur estime qu'il est juste de prendre comme base les prix légaux du travail tels qu'ils sont déterminés par la loi valaque de 1852. Pour la Moldavie, où il n'existe pas de tables des prix légaux, on choisira les mêmes chiffres qu'en Valachie.

Ce qui est intéressant dans ce rapport, c'est que c'est la seule étude qui tienne compte des droits des nouveaux mariés. Voici le passage :

« 5. Dans l'indemnité qui revient au propriétaire pour le rachat des charges du corvéable, il ne faut pas perdre de vue que doit entrer aussi en ligne de compte l'étendue de terre qui, comprise dans les deux tiers du domaine, aurait excédé les superficies distribuées légalement aux paysans.

D'après la loi ancienne, il n'était pas propriétaire absolu de cette terre ; plus tôt ou plus tard, il devait la concéder aux nouveaux mariés. En vertu de la présente loi, il devient seul propriétaire de ce surplus. Les propriétaires qui ont à profiter de cet important bénéfice ne forment pas le moins grand nombre, des propriétaires du pays. »

Le rapport de Crețescu était donc une étude juridique claire, précise, sérieuse qui étayait solidement le projet de Cogălniceanu.

D. — La loi sur la libération des terres et ses conséquences

a) LA LOI DU 14 AOUT 1864 (1)

La nouvelle loi abolit la corvée et donne aux paysans la propriété des terres qui leur étaient concédées en vertu des règlements antérieurs. Ce qui différencie la loi du projet précédemment déposé par Cogălniceanu, c'est le mode de rachat des corvées et autres charges. Au lieu de multiplier par 15 la valeur annuelle du travail à racheter, la loi la multiplie par 10. Les obligations rurales qui seront remises aux propriétaires porteront intérêt de 5 % et seront amorties en 15 ans. D'autre part, l'Etat prend à son compte le tiers de l'amortissement, cette dépense devant être couverte par les ventes de terrains qu'il effectuera sur ses domaines. Les paysans qui voudraient quitter leur village ou les nouveaux mariés pourront acheter jusqu'à 12 pogones de terres d'Etat, à raison de 5 ducats le pogone (environ 59 francs pour 5.012 mètres carrés) payables en 15 ans sans intérêts. L'Etat ne peut élever le prix du pogone qu'à l'expiration de cette période de 15 années.

De même, le gouvernement peut vendre des lots de 100 à 500 pogones, pris sur les domaines de l'Etat, par adjudication publique, et pour le paiement, il recevra les obligations rurales comme argent comptant (c'est le seul emprunt que fait la loi au projet des propriétaires). Les coupons des intérêts échus provenant des obligations rurales seront reçus dans toutes les caisses de l'Etat comme bonne monnaie et les obligations elles-mêmes comme caution valable pour tous dépôts ou entreprises.

La nouvelle loi maintient comme base générale l'ancienne dispo-

(1) La loi a été publiée plusieurs fois. On en trouve le texte in extenso dans A. L., I (2), pp. 892-903 et dans I. M. BUJOREANU : *Lege pentru regularea proprietății rurale* (1864), *colecțiune de legirile României vechi și noi*, vol. I, p. 887 sq. Il en existe deux bons résumés aux Archives du ministère des Affaires étrangères de Paris, l'un par Alex. Stirbei (*Corr. pol. des consuls, Bucarest*, t. 25, f. 197 sq.) et l'autre par le chargé d'affaires Bayard (*ibid.*, f. 172 sq.). La *Voix de la Roumanie*, du 1^{er} sept. 1864, a publié, en français, le texte de la loi et la proclamation de Cuza aux corvéables en date du 19 août 1864.

sition en vertu de laquelle la portion de terrain qui devient la propriété des paysans ne peut dépasser les $\frac{2}{3}$ de la terre sur laquelle ils sont établis. Enfin, il est interdit d'une manière absolue aux paysans de vendre, aliéner ou hypothéquer pendant 30 ans leurs parcelles de terre, si ce n'est en faveur de la commune ou d'autres paysans.

Le tableau suivant montre ce que le paysan reçoit dans chaque région et la valeur globale de l'indemnité qu'il doit au propriétaire.

b) L'APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI

L'application de la loi par un gouvernement somme toute illégal, par des administrations locales indolentes et vénales, par des Commissions composées surtout de boïars, n'était pas des plus faciles. Cuza chercha le plus possible un appui dans les masses paysannes. Après la promulgation de sa réforme, il fit une tournée dans le pays. « C'était peu d'avoir promulgué la loi rurale avant de l'avoir présentée à la Chambre, écrit un boïar farouchement hostile au prince. Il voulait la publier, la prêcher lui-même partout avant le retour des députés. Il fallait qu'on crût que ce chef-d'œuvre de libéralisme émanait de lui seul, émanait de sa pure affection pour le peuple. Il lui fallait les masses : il lui fallait l'appui des passions aveugles et brutales pour intimider la chambre et braver toute résistance. Il lui fallait une litanie de télégrammes menteurs, pleins d'ovations et de hurras pour en imposer à l'étranger et berner libéraux et démocrates.

Il s'arrête donc à chaque taverne. On appelle à son de tambour, on fait venir de gré ou de force, on ramasse autour de l'auguste voiture tout ce qu'on peut trouver d'hommes désœuvrés et de vagabonds. Le Prince adresse la parole à ces pauvres gens étonnés : il leur annonce qu'un libérateur leur est né, que le règne de la justice va commencer, que la Providence l'a envoyé pour les venger eux et leurs pères, pour forcer les propriétaires à acquitter enfin envers eux les sueurs répandues par leurs aïeux au profit de ces tyrans et de leurs descendants. Il leur dit qu'il vient de faire une

LOI DE 1 64. — DROITS ET CHARGES DE CHAQUE PAYSAN

CATÉGORIE du PAYSAN	NATURE des TERRAINS REÇUS	EN VALACHIE		EN MOLDAVIE		EN BESSARABIE		INDEMNITÉ ANNUELLE (1)		
		En pogones et toises	En mètres carrés	En falches et perches	En mètres carrés	En falches et perches	En mètres carrés	en lei	en plaines	en Moldavie (montagne)
Fruntaş (4 bœufs et 1 vache)	Terrain bâti et jardin (en plaine)									
	Terre de culture ou d'élevage.....	400 toises carrées	1.540	10 perches	1.789	12 perches	2.148			
Mijlocaş (2 bœufs et 1 vache)	Terrain bâti et jardin									
	Terre de culture ou d'élevage.....	11 pogones	55.132	5 f. 40 p.	78.770	6 f. 30 p.	90.100	133	49.33	94.10 34,20
Codaş (1 vache, ou simplement sa cognée)	Terrain bâti et jardin									
	Terre de culture ou d'élevage.....	400 toises carrées	1.540	10 perches	1.789	11 perches	1.540			
		7 pogones 19 perches	39.035	4 falches	57.288	4 f. 30 p.	62.658	100,24	37,20	73,20 27,05

loi pour les rendre propriétaires, mais que l'Assemblée a refusé de la sanctionner, parce que les riches veulent continuer d'exploiter les pauvres : Mais qu'il est leur père, que la loi passera, et que ce printemps encore ils recevront en propriété les terres qu'ils cultivent actuellement ; qu'ils portent la bonne nouvelle à tous leurs amis et que les hommes de bonne volonté se liguent avec lui contre l'ennemi commun ! » (1). C'est par ces écrits sarcastiques qui dénoncent au monde civilisé la prétendue tyrannie de Cuza que les boïars préparent méthodiquement le renversement du prince.

En attendant, ils font ce qu'ils peuvent pour tourner la loi. Voici quels sont les principaux moyens employés :

1^o Ils distribuent aux paysans *la plus mauvaises terre*. La loi a prévu que les terres remises en toute propriété aux cultivateurs sont celles dont il a joui jusque là ; mais elle contient aussi un article qui prescrit de remembrer autant que possible les propriétés :

« Art. XVI. Quand les terrains mentionnés dans l'article précédent seront disséminés, on les réunira autant que possible. Ce travail sera fait par des commissions *ad hoc* composées de deux membres choisis l'un par le propriétaire en question et l'autre par l'autorité communale du lieu. En cas de mésentente entre les membres de la commission au cours de leurs travaux, elle tirera au sort entre les membres du Comité permanent du district un super-arbitre » (2). Or, cet élément nouveau, le Comité permanent, délégation du Conseil départemental, était composé de propriétaires ou de protégés des boïars locaux. Sous prétexte de remembrement, ils ne se firent pas faute d'arracher aux paysans de bonnes terres et de leur en donner le plus possible de mauvaises (3).

2^o Ils procèdent à de *mauvaises mensurations*. Il n'y avait pas, en Roumanie, assez de topographes pour les opérations d'arpentage. La plupart étaient de qualité médiocre. C'étaient des Polonais chassés de leur pays par la révolution ou des aventuriers alle-

(1) *La vérité sur la Roumanie*, pp. 34-35.

(2) A. L., I (2), p. 895, et circulaire explicative du Ministère de l'Intérieur, p. 912.

(3) FILOTTI : *Chestia agrară*, pp. 28-29.

mands qui savaient à peine compter. Ils ne dédaignaient pas le pourboires généreux des propriétaires en cause (1).

Les opérations de bornage se font donc d'une manière fantaisiste et le grand propriétaire y trouve toujours son compte. En 1890, les paysans de Falcu déclarent qu'ils ont été frustrés en 1845 de 20 % des superficies de terrain qui leur revenaient et qu'ils réclament en vain depuis lors (2).

3° A l'occasion du remembrement, les propriétaires s'arrangent pour se faire donner des *pâturages qui encerclent les villages* et, comme ils se gardent bien d'y faire des clôtures, ils sont certains qu'un jour ou l'autre ils y trouveront du bétail échappé, que leurs fermiers confisqueront sans autre forme de procès (3).

4° Ils donnent autant que possible aux paysans des terres auxquelles *aucun chemin ne conduit*, si bien que le malheureux cultivateur est obligé, pour s'y rendre, de traverser les terres du boïar, qui le rançonne à volonté (4). Ils retiennent de même les abreuvoirs pour pouvoir taxer au passage le bétail du paysan (5).

5° Si la loi n'avait pas prévu l'inaliénabilité des terres remises aux paysans, les boïars n'auraient pas tardé à profiter des besoins d'argent ou de l'imprévoyance des pauvres gens pour accaparer de nouveau les terres qui les faisaient vivre. Cependant, la vente de terrains aux autres paysans du village étant permise, les boïars trouvent aisément le moyen d'*acheter des terres* par l'intermédiaire de prête-noms. En 1879, on s'est aperçu que beaucoup de terres avaient ainsi échappé aux bénéficiaires de la loi de 1864 et le corps

(1) R. R., II, 412. Une circulaire de Cogălniceanu prescrit, en cas de contestation de s'adresser à l'ingénieur du district (« qui va être nommé incessamment » !), A. L., I (2), 907. Une autre circulaire déclare que si les indigènes sont responsables de l'exactitude de leurs mesures, et en cas de nécessité ils sont passibles des pénalités établies par les lois. (*Ibid.*, p. 913). Mais ces instructions restèrent lettre morte.

(2) *Lupta*, n° du 12 juin 1890.

(3) R. R., II, 413.

(4) DOBROGEANU-GHEREA : : *Neoiobagia*, p. 58.

Cf. une lettre de village, du 3 juillet 1865 (dont nous respectons l'orthographe) : « Prea Inalte Doamne, Locuitorii din comuna Vallea Măcrișului, districtulu Jalomița, prin petiția dată Mărici Voastre la 17 alle trecutei luni Maiu s'au plânsu că proprietarul acei moșii fără asistența vreunui delegatu din partea comunei, le-au măsuratu și însemnatu pământurile ce li se cuvinu dupe legea rurală în uă parte a moșiei depărtată de islazii ca la 1.200 stinjeni, lăssandu-le uă comunicație uumai ca de șesse stinjeni pe care nu potu trece cu vitele, ca să nu fie espuși la felurite pretenții și globiri din partea proprietarului în cătă ei au rémassu fără arături. » Acad. Roum. Ms. n° 4861, f. 74.

(5) R. R., II, 413.

législatif a été obligé de voter une loi nouvelle qui a annulé toute aliénation opérée de cette manière (1).

Parfois, ils se contentent de décourager le paysan, de l'inciter à s'en aller chercher fortune ailleurs, et d'affermir son lot à vil prix. En 1906, on constate, dans le département de Vlaşca, les faits suivants :

Dans la commune de Cucuruz, les trois quarts des paysans ont affermé leurs lopins de terre à des propriétaires plus riches ou à des étrangers. A Putneiu, le quart des paysans a de même affermé les petites propriétés à raison de 20 à 24 lei l'hectare. La statistique de ce département montre que 14 % du total des petites propriétés rurales sont passées ainsi aux « arendaşi » (gros fermiers), 30 % sont affermées en partie ; par conséquent, 56 % seulement sont cultivées par les paysans propriétaires (2).

Une *administration déplorable* facilitait toutes sortes d'abus. Le grand boïar Suţu lui-même le reconnaît dans ses Mémoires (3) : « Nous manquons généralement de gens capables, non seulement de mettre en pratique ces institutions mais de les comprendre, d'en saisir la portée, de les dépouiller en un mot des instincts égoïstes passionnés et intéressés qui sont encore les seuls motifs de nos volontés, et de nos actions, pour n'avoir en vue que l'honneur et l'intérêt public ». L'Administration roumaine, à l'époque de Cuza, écrit Radu Rosetti, était « inculte, incapable, corrompue jusqu'à la moelle des os, mal payée et habituée à considérer son traitement comme un revenu accessoire, le principal étant le pot-de-vin » (4). Les institutions avaient pu changer, les mœurs restaient les mêmes que dans le passé. Grands propriétaires et fermiers généraux continuaient de poindre le vilain. Les nouveaux maîtres, férus de culture occidentale, étaient peut-être plus brutaux et plus injustes que les hommes de l'ancien régime (5). Quant aux fonctionnaires, ils se moquaient ouvertement des belles circulaires

(1) AURELIANU : *Terra nostra*, p. 92 ; NICULESCU-TELEGA : *Chestia agrară*, p. 70.

(2) *Patruzeci de ani de săracie, de robie şi ruşine* (1906), p. 14.

(3) p. 403.

(4) R. R., II, 413.

(5) *Ibid.*, 440.

ministérielles qui pleuvaient sur leur tête. Dans un de ses discours, Cogălniceanu dit qu'il existe des propriétés où les sous-préfets ne peuvent même pas pénétrer : Dans un domaine du district de Roman, le propriétaire a séquestré les brouettes, les charrettes et les bœufs d'un entrepreneur du Département des Travaux publics (1). Quand le gouvernement est si peu respecté, il est bien naturel que les fonctionnaires préfèrent s'entendre avec les plus riches de leurs administrés, surtout lorsque ces derniers ont la main large.

Les anciens corvéables ne furent pas les seuls à souffrir de cette administration corrompue. Citons parmi les autres victimes :

1° Les *créanciers hypothécaires*. Ils ne trouvent plus de garanties suffisantes : Lorsque les débiteurs, sous prétexte que la loi rurale les a mis en difficulté, refusent de leur payer les intérêts et d'amortir le capital, ils ne peuvent récupérer leur créance, car la vente forcée d'un domaine dans les années qui suivent l'application de la loi agraire donne au vendeur le tiers à peine du prix normal (2). D'autre part, les agents du gouvernement chargés de purger les hypothèques gardent souvent l'argent pour eux et, dans ce cas, ce sont les débiteurs qui sont bien ennuyés, obligés qu'ils sont de payer leur dette une seconde fois (3).

2° Les anciens paysans libres (*răzeși* et *moșneni*) continuent de se ruiner en procès. En cette même année 1864, Cuza promulgue 4 codes qui sont, à peu de choses près, la traduction des codes français. Or, notre code civil, fondé sur le droit romain ne connaît pas la propriété collective. Les rezèches et mochnènes, qui tous possèdent des pâturages en indivis, voient désormais se poser toutes sortes de questions difficiles à résoudre sous un régime juridique qui ne tient pas compte de la législation traditionnelle du pays (4).

3° Enfin, les *fermiers de l'Etat* obligés de changer leur mode d'exploitation puisqu'ils ne peuvent plus jouir des corvées qui

(1) Discours à l'assemblée moldave, 17 février 1861.

(2) SOUTZO : *Mémoires*, p. 399, cf. aussi *Mémorial diplomatique*, 11 juin 1865.

(3) FILOTTI : *Chestia agrară*, p. 29.

(4) Cf. BREZULESCU : *Contribuțiuni la studiul proprietății în devălmășie*, pp. 7, 8, et TOCILESCO : *L'emphytéose*, pp. 410-411.

existaient au moment de la signature des baux, se trouvent en sérieuse difficulté : Le ministère des Finances ayant décidé que tous ses fermiers qui ne voudraient pas continuer leurs contrats sous le régime de la nouvelle loi, n'ont qu'à en faire la déclaration dans le délai de trois semaines, tous renoncent à leur bail. Le gouvernement, très gêné, puisqu'il risque de perdre 20 à 25 millions de lei, s'adresse au Conseil d'Etat pour essayer de trouver le moyen d'ajourner cette résiliation. Les juristes, heureusement, découvrent qu'un article du contrat quinquennal de 1862 oblige les fermiers à conserver les baux une année après la promulgation de la loi rurale.

Toutefois, le gouvernement sait bien qu'il est impossible d'obliger les fermiers à remplir les clauses de leurs contrats puisqu'on leur enlève le droit aux corvées, la dîme (en Valachie) et les revenus des monopoles. Il propose donc une nouvelle loi, votée le 23 février 1865, qui accorde aux fermiers de l'Etat une réduction de 10 % sur leurs baux (1). Malgré cela, les fermiers ont beaucoup souffert de la loi rurale car, en 1865 et 1866, ils ont eu de grandes difficultés pour se procurer des ouvriers agricoles (2).

Enfin, les *obligations rurales*, que le gouvernement a fait circuler comme des billets de banque (3), ont affecté dangereusement le marché des capitaux. Leur cours a vite baissé et l'argent est devenu de plus en plus cher (4).

(1) A. L., I (2), p. 1011.

(2) Il existe un rapport assez détaillé du consul français Tillos sur la question aux ARCH. DU MINIS. DES AFF. ÉTRANG. DE PARIS, *Corr pol. des consuls, Bucarest*, t. 25, 15 déc. 1864.

(3) ACADÉMIE ROUMAINE, *Ms.* n° 4865 (2), f. 315. Lettre de Cuza à Alexandri ; Buc., av. 1865 : « Les obligations rurales devant être payables au porteur et reçues dans toutes les caisses, le gouvernement veut qu'elles soient faites avec les mêmes conditions de sécurité que les billets de banque... Demandez si le gouvernement [français] permettra que la banque de France soit priée de confectionner nos obligations. »

(4) La rente annuelle d'amortissement payée par les paysans se monte :

En Valachie, à 26.783.808 lei
En Moldavie, à 10.983.158 lei

Soit 37.766.966 lei anciens, ou 13.987.765 lei nouveaux (or). D'après AURELIAN : *Terra Nostra*, p. 105.

c) LES CONSÉQUENCES DE LA LIBÉRATION DES TERRES

La loi agraire de 1864 (appliquée à partir du 23 avril 1865) a exercé une très grande influence sur l'évolution de la Roumanie. 406.894 familles paysannes ont reçu en toute propriété une superficie de 3 millions de pogones de terre, c'est-à-dire le huitième de la superficie du pays. Voici comment ces nouveaux propriétaires se répartissent en catégories (1) :

En VALACHIE :

	Nombre de paysans	Pogones de terre reçus
De 1 ^{re} catégorie (4 bœufs) ...	64.592	688.356
De 2 ^e catégorie (2 bœufs) ...	138.746	1.022.700
De 3 ^e catégorie (sans bœufs).	76.342	326.789
Total.....	279.680	2.037.846

En MOLDAVIE :

	Nombre de paysans	Falches de terre reçues
De 1 ^{re} catégorie (4 bœufs)...	7.516	41.413
De 2 ^e catégorie (2 bœufs) ...	61.045	244.073
De 3 ^e catégorie (sans bœufs)..	58.653	144.338
Total	127.214	429.825

ou : 955.167 pogones

Mais cette statistique générale nous fait mal comprendre les conséquences réelles de la réforme. Pour les connaître avec précision, il faudrait étudier la vie de certains villages, pris dans des régions différentes de la Roumanie, avant et après la loi agraire. Par malheur, bien qu'il existe une foule de monographies de communes rurales, aucune d'elles ne nous renseigne sur l'histoire de la propriété. Le travail de ces auteurs de monographies, qui sont

(5) En négligeant les fractions. AURELIAN, ouv. cité, p. 104.

pour la plupart des curés ou des instituteurs, a été mal dirigé et les questions qui intéresseraient l'historien de la société ont été passées sous silence ; il est vrai que, en l'absence de cadastre, ce travail est extrêmement difficile (1).

En attendant que les érudits locaux nous donnent des informations plus précises, nous pouvons, en nous fondant sur les témoignages des contemporains, essayer de classer les principales conséquences de la réforme.

1^o *Conséquences sociales.* — Nous pouvons constater, en premier lieu, une notable *diminution des charges* qui ont pesé sur les paysans rendus propriétaires en 1864. A l'époque, les boïars et, depuis, beaucoup d'économistes ont soutenu le contraire : Soutzo prétend qu'il y aura dès les premières années de l'application de la loi, beaucoup de paysans « accablés de besoins : le possesseur de plusieurs têtes de bétail, privé de la faculté de la vaine pâture tolérée jusque là par le propriétaire (?), ne pourra affecter moins de 2 falches de pâturage et une de prairie à l'entretien de son bétail et ne s'en réservera qu'une seule pour une culture qui, en tout cas, sera insuffisante à lui assurer sa subsistance. Les charges qui pèsent sur le paysan, par suite du changement de sa condition peuvent être évaluées sans exagération, à 15 ou 16 ducats par famille, ou le sextuple au moins de celles qu'il subissait jusqu'ici. Comment y fera-t-il face ? à quel excès de travaux ne devra-t-il pas se résigner pour en arriver, après 15 ans à ne posséder qu'un tiers ou un quart de la parcelle qu'on lui fait acquérir ? ». L'argutie est un peu grosse, car la loi assure au paysan une étendue de terrain qu'il avait déjà et rien ne prouve que les propriétaires aient été plus généreux avant qu'après 1854 en ce qui concerne l'usage de

(1) L'un d'eux, M. TITU : *Geografia comunei Comîndărești*, essaye d'étudier la répartition de la propriété dans son village, mais il s'embrouille dans ses chiffres. La grande propriété (représentée par deux propriétaires seulement) couvrirait 3.318 hectares (mais il dit plus loin que le premier en a 2.700 et le second 680, ce qui ferait 3.380 hectares ; les razeși ont 896 hectares, les paysans « impropres » en 1864 : 1880 hectares ; ceux qui ont acheté des terres de l'Etat ont 1.461 hectares ; enfin l'Etat conserve 100 hectares. Cela fait au total 7.855 hectares, et, selon lui, la superficie de la commune serait de 5.838 hectares ! Il est vrai que, plus loin, il est dit que les paysans ont acheté seulement 483 hectares de terres d'Etat ! Il est impossible de rien tirer de pareilles études.

la vaine pâture. Reste à savoir si l'indemnité annuelle payée en exécution de la loi était vraiment plus forte que la valeur de la corvée fournie jadis, corvée à laquelle il faut ajouter la dîme en Valachie et bien d'autres charges. Or, nous avons sur cette question des renseignements précis : Il résulte d'une enquête faite sur l'ordre de Cogălniceanu que la valeur annuelle des prestations fournies au propriétaire en Moldavie était, pour le paysan de la 1^{re} classe : 233 lei ; pour celui de la 2^e, 174 ; pour celui de la 3^e, 115. En Valachie, corvées et dîmes valaient : pour le paysan de la 1^{re} classe, 236 lei ; pour celui de la 2^e, 162 lei ; pour celui de la 3^e, 74 lei. Or, le rachat des charges est fixé, pour la première catégorie à 133 lei, pour la 2^e à 100 lei 24 paras, pour la 3^e à 71 lei 20 paras (1).

Tout compte fait, tout en rachetant sa terre, le paysan gagne au nouveau régime :

Pour la 1^{re} catégorie, en Moldavie : 100 lei ; en Valachie : 130 lei environ ;

Pour la 2^e catégorie, en Moldavie : 74 lei ; en Valachie : 62 lei environ ;

Pour la 3^e catégorie, en Moldavie, : 44 lei ; en Valachie : 3 lei environ.

Le tableau ci-joint montre le détail des anciennes charges, avec leur évaluation d'après le résultat de l'enquête de 1864 et d'après celui d'une enquête antérieure, celle que fit le consulat de France, en 1851 (2). On verra que les chiffres, puisés à ces deux sources très différentes, sont presque les mêmes, ce qui préserve l'évaluation de Cogălniceanu de tout reproche de partialité (3).

La meilleure preuve que les charges imposées par la loi n'étaient pas excessives, c'est que beaucoup de paysans payèrent d'un seul coup l'indemnité due aux propriétaires (4).

Mais la loi a complètement sacrifié les intérêts de la *seconde*

(1) A. L., I (2), 881-884.

(2) ARCH. AFF. ÉTRANG. PARIS, *Corr. pol. des consuls, Bucarest*, t. 25, f. 67.

(3) Nous choisissons la Moldavie parce que les charges du paysan y étaient, comme nous l'avons vus, plus lourdes qu'en Valachie.

(4) A. L., I (2), 922-923.

CHARGES DU PAYSAN EN MOLDAVIE

CATÉGORIE SOCIALE	TRAVAIL DU CORVÉABLE	VALEUR EN LEI (évaluation de 1864)	ÉVALUATION du Consul de France en 1851		INDEMNITÉ annuelle de rachat (en lei)
			en lei	en francs	
Paysan ayant 4 bœufs	Labourer 56 perches	28	36	13,32	"
	Sarclet et récolter 42 p. de maïs.....	52	65	24 "	"
	Couper 56 p. de blé.....	25	32	11,80	"
	Faucher 1 f. de foin	32	40	14,80	"
	Transport de 16 h. avec 4 bœufs.....	72	80	29,60	"
	Transport de 2 palmes de bois.....	12	12	4,44	"
	4 jours de réparations avec 4 bœufs	12	34	12,59	"
	TOTAL	233	299	110,55	133
Paysan ayant 2 bœufs	Labourer 28 perches	14	18	6,66	"
	Sarclet et récolter 42 p. de maïs.....	52	65	24 "	"
	Couper 56 p. de blé.....	25	32	11,80	"
	Faucher 1 f. de foin	32	40	14,80	"
	Transport de 16 h. avec 2 bœufs.....	36	40	14,80	"
	Transport de 2 palmes de bois avec 2 bœufs.....	6	6	2,22	"
	4 jours de réparations avec 2 bœufs	9	20	7,40	"
	TOTAL	174	221	81,68	100,24
Paysan sans bœufs	Sarclet et récolter 42 perches de maïs	52	65	24 "	"
	Moissonner 56 p. de blé	25	32	11,80	"
	Faucher 1 f. de foin	32	40	11,80	"
	4 jours de réparations	6	8	3 "	"
	TOTAL	115	145	53,60	71,20

génération. Il eût été juste de faire racheter aux propriétaires le droit des « nouveaux mariés », puisque d'après les règlements anciens tout paysan qui se mettait en ménage avait le droit d'exiger la quantité de terre allouée à chaque famille suivant le nombre de bœufs dont elle disposait. Ceux qui n'étaient pas arrivés à l'âge d'homme en 1864 s'aperçurent, plus tard, du sacrifice imposé à la classe paysanne, puisqu'ils restèrent à la charge de leurs parents ou à la merci des employeurs (1). Le droit des « nouveaux mariés » valait beaucoup plus que la corvée due aux seigneurs (3), et il eût été équitable de supprimer toute indemnité pour le rachat des prestations, dîmes, etc. puisque la loi faisait cadeau aux propriétaires d'une servitude bien supérieure en valeur aux droits abandonnés par eux. On vit surgir ainsi quelques années plus tard une classe de prolétaires que la Roumanie n'avait jamais connue (2). Les lois d'Alexandre II ont eu le même résultat, mais la Russie avait les moyens d'utiliser ces prolétaires : elle les envoya dans ses colonies d'Asie où elle en fit des ouvriers d'usines. La Roumanie n'avait ni colonies ni grande industrie, et les lots vendus aux nouveaux mariés sur les terres de l'Etat furent toujours très insuffisants.

Une conséquence du nouveau régime, c'est l'*émiettement de la propriété paysanne*. Les paysans roumains ont reçu en moyenne 4 ha. par famille, alors qu'il en faut 8 ou 10 pour faire vivre normalement un ménage de cultivateurs dans ce pays où il n'est pas facile de faire de la culture intensive.

Les laboureurs les plus favorisés ont reçu à peu près 6 hectares, les « moyens » 4 1/2 et les « manuels » 2 1/2 ; enfin, 60.000 paysans n'ont reçu que leur maison et leur jardin (3). Les premiers seuls, au nombre de 72.000, pouvaient fonder des exploitations sérieuses. Les autres n'eurent pas la possibilité de vivre librement de leur travail sur leurs propres terres, d'autant plus qu'ils avaient reçu dans leurs lots tout ce que la Roumanie comptait de pierrailles,

(1) Cf. par ex. DRAGU : *Cestiunea țărănească*, p. 24.

(2) SOUTZO, dans ses *Mémoires*, p. 399, le prévoyait très bien. Cogălniceanu, lui-même, reconnaissait les défauts de sa loi : Il disait qu'elle ne représentait pas ses idées, mais qu'il n'avait pu obtenir mieux. Cf. une lettre de lui publiée dans Iorga : « M. Cogălniceanu », p. 207.

(3) DOBROGEANU-GHEREA : *Neoibagiu*, pp. 56-57.

de sables et de mottes d'argile. Dans les pays roumains dominés par l'étranger, en Transylvanie, dans le Banat, en Bucovine, leurs frères avaient reçu deux fois plus.

Et chaque fois qu'un chef de famille meurt, ses terres sont partagées également entre ses enfants, puisque le code Napoléon est devenu la loi dans la Roumanie moderne ! Résultat : au bout de trois générations, les terres distribuées par Cuza aux travailleurs ruraux se sont éparpillées en poussières impalpables.

La loi de 1864 rendait inévitable le démembrement de la petite propriété puisqu'elle déclarait les terres inaliénables pendant 30 ans. En 1884, cette inaliénabilité a été prolongée encore pour 32 ans et on a rendu très difficile la cession des terres entre paysans. Le villageois qui n'a que des parcelles restreintes est donc obligé de quitter son village et de louer à vil prix des champs qu'il garde malgré lui. D'autre part, il n'est pas un habitant de la campagne qui sente la nécessité de faire des économies puisqu'il ne peut acheter la terre qu'il convoite. Il suit passivement son destin et n'attend plus le bonheur que d'un bon prince qui fera une nouvelle loi agraire (1). Il lui faudra attendre jusqu'à la grande Guerre, avec la misère qu'elle a engendrée et les menaces du bolchevisme, pour voir se réaliser ce partage des terres que les hommes politiques et les économistes quelques années auparavant déclaraient impossible.

Une autre cause de la misère des paysans fut le déclin des petites *industries accessoires* qui leur procuraient dans la première moitié du xix^e siècle, un supplément de ressources appréciables. La construction d'un réseau de chemins de fer, l'amélioration du commerce extérieur ont rendu inutiles les charrois auxquels les paysans se livraient, surtout pendant l'hiver quand les routes glacées sont praticables et quand le travail des champs est impossible. Elles ont provoqué aussi l'envahissement de la Roumanie par la camelotte à bon marché fournie par l'Occident. Les boyars se sont mis à acheter des tapis parisiens au lieu de ces « *covoure* »

(1) Bien noté dans LAHOVARI : *La question agraire*, pp. 15-16.

aux dessins sobres, aux couleurs délicatement harmonisées et inaltérables que tissaient les travailleurs ruraux d'Olténie ou de Bessarabie ; les coqs de village ont trouvé distingué de s'habiller « à l'allemande » ; les paysannes elles-mêmes ont délaissé les fins tissus de lin, confectionnés et finement brodés par elles-mêmes, pour acheter de plus en plus de vils « calicots » aux couleurs voyantes sortis des usines anglaises. Une foule de petits métiers qui occupaient les campagnards l'hiver pendant la période des loisirs forcés, disparut, et une torpeur désespérée s'empara des villages. Les loisirs devinrent du chômage. Ajoutons que la concurrence des produits agricoles transocéaniques, surtout après qu'on eût construit de grands cargos à vapeur, fit baisser considérablement le prix des céréales roumaines. Le paysan n'était plus comme autrefois le maître de la circulation des denrées et il fut de plus en plus exploité par l'industriel agricole et par le gros commerçant (1).

Ce n'est certes pas là une conséquence de l'individualisation des terres ; mais ces phénomènes économiques généraux ont eu des répercussions plus graves en Roumanie qu'ailleurs parce que l'économie sociale y était particulièrement malsaine.

Le paysan, qui ne pouvait plus nourrir sa famille, était donc obligé plus que jamais de louer ses bras à l'entrepreneur de culture, au fermier général du grand propriétaire. Or, la loi de 1864 ne prévoyait *aucune réglementation des fermages*. Le gros fermier ou le propriétaire exploitant, (mais cette catégorie n'a fait que diminuer en nombre jusqu'à la fin du siècle) lui faisait signer au moment favorable, c'est-à-dire en temps de détresse, un contrat de longue durée (cinq ans en général). Le paysan, alléché par les avances qu'on lui faisait, pressé souvent aussi par des besoins d'argent, imprévoyant comme il l'a toujours été, promettait plus qu'il ne pouvait tenir et se laissait entraîner dans une véritable servitude. Le propriétaire avait de la main d'œuvre à bon marché et, grâce à des lois coercitives, il était sûr que le travail serait exécuté (2).

(1) MADGEARU : *Revoluția agrară*, in « Archiva pentru știința și reforma socială », an. IV, p. 281.

(2) Cf. MACRY *Regimul nostru agrar*, p. 24.

Les lois économiques rétablirent en fait la servitude féodale que Cogălniceanu avait voulu abolir (1).

2° *Conséquences économiques.* — Il suffit de jeter les yeux sur une statistique pour constater *la crise de la production* qui a suivi l'application de la loi de 1864 (2) :

ANNÉE	BLÉ		MAÏS	
	Surface cultivée	Production	Surface cultivée	Production
	hectares	hectolitres	hectares	hectolitres
1862.....	697.885	9.373.468	996.066	13.772.256
1864.....	893.650	13.302.937	1.214.826	18.376.391
1865.....	434.794	2.842.064	886.541	8.794.803
1866.....	777.372	6.466.275	1.000.068	5.127.512
1867.....	876.740	10.229.239	1.068.162	13.129.168
1868.....	903.103	15.960.478	1.070.105	21.515.739
1876.....	1.046.446	7.526.542	1.384.760	22.912.594
1886.....	1.175.121	15.733.495	2.316.838	49.063.394
1896.....	1.505.210	25.088.700	1.939.080	23.056.700

La production des céréales est devenue soudain extrêmement faible. Les paysans, heureux de n'être plus des « corvéables », n'ont plus voulu travailler, même avec des salaires élevés, pour le compte des boïars. Ils ont même négligé leurs propres champs, car ils se sont imaginés que la loi Cuza leur amenait l'abondance par elle-même et qu'il n'était pas utile de travailler pour l'exportation. Les circulaires de Cogălniceanu n'y ont rien fait (3). Les paysans n'ont pas voulu ensemençer et les grands propriétaires ont manqué de bras (4).

Les économistes ont été un moment désorientés en apprenant le résultat de l'individualisation des terres en Roumanie, car le principe qui liait le progrès de l'agriculture au progrès de la petite propriété était alors un dogme. Mais la petite propriété, même à cette époque où le faire-valoir direct avec des procédés traditionnels n'était pas concurrencé comme de nos jours par l'industriali-

(1) Cf. IONESCU : *Creditul ruralu*, p. 2.

(2) D'après ROBIN et STĂIOVICI, pp. 70-71.

(3) Publiées dans A. L., I (2), 940 sq.

(4) DOBROGEANU-GHEREA, ouv. cité, pp. 60-61 ; LĂLESCU : *Agricultura noastră*, pp. 17-18.

sation de la culture, pouvait donner de meilleurs résultats que la grande à une seule condition : c'est d'avoir été formée par le travail patient, l'esprit d'économie et l'amour de la terre. En France, elle était le résultat d'une longue convoitise. Il n'en était pas de même en Roumanie où le paysan n'était pas habitué à recueillir le résultat de l'effort, où les mêmes champs n'avaient jamais été cultivés par le père et par le fils, et où la population agricole n'attendait son salut que d'une Providence d'Etat. Le même phénomène économique s'est produit après la loi agraire de 1920.

Cependant, le paysan roumain n'a pas été trop long à comprendre qu'il avait intérêt à travailler pour produire, pour améliorer son train de vie, pour exporter et enrichir ainsi l'ensemble du pays. A partir de 1868, les chiffres de production dépassent ceux qui avaient été atteints avant la réforme, et depuis cette date, le progrès est continu. Est-ce dû à l'amélioration de la culture dans les domaines des grands propriétaires, ou aux soins plus grands que le paysan a donnés à sa propre terre ? C'est plutôt la première réponse qui est la bonne, mais nous sortirions de notre cadre en essayant de le démontrer ici (1).

Il faut constater, par contre, le *déclin continu de l'élevage*. La loi de 1864 n'a pas prévu ces pâturages communaux que le projet de la commission centrale et le premier projet de Cogălniceanu (celui de 1^{er} juin 1862) tendaient à constituer (2). Par suite de l'augmentation de la population et de l'émiettement de la petite propriété, le paysan a été obligé de convertir en terres de culture les terres de pâture que le Règlement lui avait accordées autrefois. Pour faire vivre son bétail, il fut obligé d'affermier des terres nouvelles que les grands propriétaires lui donnaient à des conditions très onéreuses, et qu'ils refusaient même souvent de lui livrer, car eux-mêmes cherchaient à les emblaver. L'ancien corvéable était donc obligé de vendre ses bêtes. Maior (3) cite un village de 420 familles où l'on ne trouve que deux vaches ; il en connaît

(1) Ce sera l'objet de notre prochain volume, qui passera en revue l'évolution de la question agraire depuis la libération jusqu'à la division des terres.

(2) R. R., II, 427 ; GEBLESCU : *Problema agrară*, p. 17 ; etc.

(3) Ouv. cité, p. 243.

d'autres où les enfants de 10 à 12 ans n'ont jamais connu le goût du lait de vache ; le bœuf de trait étant indispensable pour la culture, on l'a conservé, mais on a sacrifié le reste du bétail. De plus en plus, le paysan roumain est privé de lait et de viande.

Au contraire, il y a, après 1867, un *progrès de l'agriculture* : Le paysan, ayant fini par comprendre ses véritables intérêts, s'est mis à bêcher avec plus d'ardeur les champs les plus ingrats. La division des terres de l'Etat a été aussi pour beaucoup dans cette évolution (1). Quant aux grands propriétaires fonciers, qui parfois manquaient de main d'œuvre, ils ont fait appel au machinisme, ils ont cherché à obtenir de meilleurs rendements et des produits de qualité supérieure (2).

3^o *Conséquences morales.* — L'esprit du paysan roumain ne s'est pas profondément modifié après la loi Cuza. La propriété lui est venue d'en haut, sans qu'il ait perdu son sang ni ses efforts pour en effectuer la conquête. Il n'a pas eu le temps de sortir de sa torpeur, de sentir se développer aussi sa dignité d'homme. Il continue de subir les coups de bâton, bien qu'ils soient illégaux. Il se résigne à attendre une nouvelle intervention céleste qui adoucira encore un peu sa misère. « Quoi faire... ? nous, pauvres gens... » (« ce să fac? noi oameni săraci... »), c'est une phrase qu'on entend encore bien souvent en Roumanie, bien que le paysan soit maintenant un propriétaire capable de vivre de son travail, ce qui n'était pas le cas de celui de 1865.

Il ne faudrait pas croire cependant que le paysan roumain est un chrétien modèle. Il est très attaché à sa religion traditionnelle, mais c'est plus par nationalisme que par croyance. Il n'est guère de pays où l'esprit religieux soit plus faible. N'est-ce pas dû en partie aux lois de Cuza ? La lutte farouche du gouvernement, soutenu par les boïars, contre les moines grecs avait eu son écho dans la campagne. Les Pouvoirs publics avaient maltraité les auto-

(1) Soutzo, déjà, le prévoyait très bien (*Mémoires*, p. 399).

(2) MACRY, ouv. cité, p. 24 : « Legea rurală a lui Cuza vodă ar fi îndrumat agricultura noastră pe cale sciifică. »

rités ecclésiastiques les plus vénérables, confisqué les biens des couvents dédiés, chassé en maints endroits les moines et les religieuses. Une polémique violente avait vilipendé les représentants des Lieux Saints, qu'on avait présentés à tous comme des voleurs et des bourreaux. Tout cela n'était pas fait pour augmenter le prestige de l'église orthodoxe. D'autre part, les prêtres, après la sécularisation, furent laissés par le gouvernement dans une situation assez précaire, et les hommes cultivés ne se laissaient plus tenter par une carrière qui rapportait peu, si bien que la qualité du clergé roumain laissa de plus en plus à désirer. Et le paysan roumain négligea de plus en plus les Conseils des ministres du culte.

Enfin, l'agitation organisée autour de la loi rurale a contribué à aigrir le paysan. Il a vaguement entendu dire que des orateurs à l'Assemblée législative ont démontré ses droits imprescriptibles. Les discours de Cuza, et surtout les harangues plus ou moins pondérées des politiciens de village ont semé dans son âme quelques germes d'esprit révolutionnaire. Il a vaguement conscience qu'il a été spolié. Pourquoi l'empêche-t-on maintenant d'aller dans les forêts ramasser du bois mort ? Ce droit n'a-t-il pas toujours existé ? A-t-il été racheté par les boïars ? Il commence à croire aussi que le prince ne lui a pas donné assez de terre, car les propriétaires sont des usurpateurs et le sol jadis était à tous les habitants. Cependant, il faut noter que ces sentiments, au début, sont très vagues, qu'ils ne perceront que lorsque des générations nouvelles auront atteint l'âge d'homme et souffriront de n'avoir plus que leurs bras pour gagner leur vie. L'impression de soulagement domine au moment de la réforme agraire et dans les années qui suivent. Le paysan se laisse bercer par la douce vanité d'être enfin lui aussi un « propriétaire ».

4^o *Conséquences politiques.* — Bien que le droit de suffrage n'ait pas été accordé aux paysans, la vie politique a été influencée dans les dernières années du siècle par l'existence d'une opinion publique de plus en plus consciente des intérêts du pays. Cependant, le régime politique de la Roumanie a gardé jusqu'à la dernière

guerre un caractère aristocratique. Les boïars ont fait ce qu'ils ont pu pour tirer le meilleur parti possible d'une situation qui leur avait été imposée par un gouvernement dictatorial.

Ils se sont résignés à subir la loi sur l'abolition de la corvée, mais ils ont veillé à ce que le gouvernement ne fasse pas un pas de plus sur la voie des réformes. Les plus avisés comprirent bien que, si la loi leur imposait momentanément quelques sacrifices, elle jouerait plus tard en leur faveur. Ils n'ont plus pensé qu'à avancer le plus possible l'époque où la servitude économique remplacerait l'ancienne servitude féodale.

Pour que cette évolution pût se faire, il suffisait d'empêcher toute réglementation des fermages destinée à protéger les travailleurs de la terre. Or, Cuza continuait, après la loi agraire, de créer des inquiétudes à la classe dominante. Il fallait à toute force chasser le « spoliateur ». C'est la raison de la formidable campagne de diffamation que les boïars, les libéraux comme les conservateurs, organisèrent à l'étranger contre le prince choisi jadis par eux. Lorsqu'ils l'eurent privé de ses appuis extérieurs ils le détrônèrent.

La chute de Cuza a eu, certes, d'autres causes, et il ne faut par nier les graves défauts de ce prince ; mais les nouveaux projets qu'il préparait pour la défense de la classe paysanne ont certainement précipité sa chute (1).

Le paysan roumain n'est pas ingrat. Le prince que les boïars ont renversé était pour lui le « libérateur ». Il a été fidèle à son souvenir. Encore aujourd'hui, on trouve souvent dans la chambre d'apparat de la maison rurale la plus pauvre un portrait d'« Alexandre I^{er} -Cuza » en costume pompeux, médiocre chromo-lithographie installée là comme une icône. Et lorsqu'on demande au paysan qui est ce personnage, il répond : « C'est celui qui nous a donné la terre ».

(1) R. R. II, 438.

(2) La princesse Elena Cuza l'a nettement déclaré au cours d'une interview accordée à l'« Adevărul » et rapportée par DOBROGEANU-GHEREA, dans *Neoiobagă*, pp. 69-70 n.

CONCLUSION

Pour pouvoir définir avec précision et certitude les grands traits de l'évolution sociale de la Roumanie contemporaine, il faudrait poursuivre cette étude, avec les mêmes méthodes, jusqu'au partage des terres effectué à la suite de la dernière guerre. En attendant l'achèvement de cette tâche, nous devons borner nos ambitions.

Dès maintenant, nous devons toutefois souligner le caractère particulier de l'évolution sociale des Etats du sud-est de l'Europe. Ces pays n'ont pas connu au moyen-âge un système féodal comparable à celui qui réglait la vie des Etats occidentaux, et leur société rurale s'est transformée d'une façon toute différente. Cette particularité a trois causes :

La première est de nature *géographique* : Les plaines roumaines sont, comme la Russie du Sud, un pays de steppes très propices à l'élevage. Leur terre riche peut donner naissance à une agriculture florissante, mais à condition d'être consacrée à la production des plantes annuelles et de pouvoir bénéficier de débouchés faciles. Or, elles ne touchent qu'à une mer presque fermée, la mer Noire, dont Constantinople a longtemps asservi la vie commerciale. Les Etats modernes, en ouvrant largement la voie au commerce lointain de ces pays, ont pu changer les genres de vie des populations de la steppe et leur procurer une économie variée.

La seconde est une cause *démographique* : Ces plaines, ouvertes largement aux envahisseurs, constituent un large couloir que les conquérants ont souvent traversé. Périodiquement dévastées, elles n'ont eu, jusqu'au xix^e siècle, qu'une population faible, qui ne manquait pas de terres et qui pouvait pratiquer la culture extensive. Ce sont là de mauvaises conditions pour le développement d'une féodalité.

La troisième cause est d'ordre *politique*. Les guerres fréquentes, la fluidité de la population, l'économie incomplète, les exigences des conquérants ou des Puissances protectrices ont toujours contribué à la centralisation de l'Etat (d'ailleurs influencé par des traditions byzantines) et à laisser l'individu isolé devant lui.

En même temps que les malheurs du pays ralentissaient considérablement son développement, les influences que nous venons d'énumérer aboutissaient à faire des principautés roumaines des pays d'une structure simple : Le pouvoir politique étant très centralisé entre les mains d'un prince conseillé par un petit groupe de grands boïars, et la société restée presque exclusivement rurale, étant dominée par de grands propriétaires, maîtres des rapports entre les paysans et la terre.

Le genre de vie et la nature particulière de ce féodalisme agraire sans hiérarchie politique ont établi en Roumanie un régime foncier caractérisé par l'indivision et par le caractère variable des tenures paysannes, qui ne se transmettaient pas de père en fils. Dans ces conditions, le paysan n'est pas aussi amoureux de son sol que dans nos pays d'occident et il ne convoite pas la propriété de la même manière. D'autre part, la classe dominante a plus de facilité pour priver les cultivateurs de la propriété des terres où ils travaillent. Tandis qu'en Occident, profitant des circonstances politiques, le paysan avec beaucoup de patience et d'esprit de suite acquiert peu à peu sa liberté personnelle et la propriété du sol qu'il cultive, dans les pays roumains, comme d'ailleurs en Russie et en Pologne, le servage se crée à l'époque moderne et va en s'accroissant jusqu'au milieu du xix^e siècle. L'ouverture des débouchés, l'appel de la clientèle étrangère, l'appât du gain que procure la vente des céréales, hâte la transformation de l'élevage en agriculture ; or, l'agriculture réclame des bras, et la corvée devient de plus en plus lourde et sévèrement exigée. L'enrichissement du pays renforce la puissance économique des maîtres de la terre et plonge dans la servitude et dans la misère la classe paysanne, c'est-à-dire les 9/10^e de la population.

L'époque contemporaine se caractérise donc, dans ces pays,

par un dangereux déséquilibre social. Les gouvernements cherchent à y remédier et réussissent en partie à le faire par deux moyens : D'abord, par une réglementation étroite des rapports agraires (ordonnances des Phanariotes, Règlements Organiques de Kisseleff, lois sociales des princes de l'époque du protectorat, Ordonnances de 1851); mais leurs règlements s'avèrent insuffisants parce qu'ils doivent ménager une classe dont la richesse croissante développe l'influence politique. Lorsque le temps presse et que les privilégiés veulent accroître encore leur pression sociale, au risque de provoquer une explosion, on recourt au second moyen : le coup d'Etat.

Il faut signaler aussi que la question paysanne en Roumanie est devenue plus complexe qu'ailleurs par suite des influences extérieures que le pays a dû subir. *L'intervention de l'étranger* a tendu souvent à aider la classe paysanne : rappelons, à ce point de vue, l'importance des réformes du général russe Kisseleff, et les dispositions de principe arrêtées par la Conférence de Paris. Mais quelquefois aussi elle est responsable de ses défaites : L'occupation turco-russe a brisé les tentatives de réformes des révolutionnaires de 1848; la constitution étroitement aristocratique imposée dix ans plus tard par la Conférence rendait pratiquement impossible le vote d'une loi améliorant le sort des paysans, et c'est en violant les traités, en face d'une Europe momentanément retenue par d'autres soucis, que Cuza a pu libérer les terres.

Enfin, il est un fait incontestable qui peut étonner les occidentaux : L'affranchissement des paysans n'a pas eu les résultats bienfaisants qu'en attendaient les réformateurs. L'éducation de l'ancien « corvéable » était trop insuffisante ; ses convoitises n'étaient pas de celles qui provoquent l'effort, mais de celles qui attendent leur accomplissement d'une action politique. En Roumanie, depuis le XVIII^e siècle, c'est l'Etat qui a réglé les rapports sociaux et qui a transformé le régime de la propriété. Mais il a donné au pays des institutions qui sont en partie d'origine étrangère et qui se sont mal adaptées au milieu. Dans les pays de l'Europe orientale, où les formes de la possession du sol n'avaient rien à voir avec le

droit romain, il fallait agir sans trop s'écarter de la tradition. Des régimes d'indivision du sol, de co-propriété, de rapports compliqués entre le capital foncier et le travail, ne peuvent impunément se transformer d'un seul coup en un régime de propriété absolue. Ils exigent un solidarisme économique qui contraste avec l'individualisme très tenace de l'Occident. On s'en aperçoit maintenant que les grands propriétaires ont été expropriés en Russie, en Pologne et en Roumanie ; En Russie on est obligé pour renforcer la puissance de production du pays, d'établir un pur régime communiste que les vieux bolcheviks n'avaient pas imposé à la campagne. En Roumanie, on est obligé d'établir peu à peu un régime de coopératives de production et d'échanges. La libération et la division des terres, qui ont fait la prospérité et la grandeur de la France, ont développé la stagnation économique et la misère des travailleurs en Europe Orientale ; elles ont créé le *prolétariat*, cause de déséquilibre pour une nation. La Russie, après les réformes d'Alexandre II, avait au moins la ressource de développer son industrie et ses entreprises de colonisation, si bien qu'elle n'a souffert que beaucoup plus tard des conséquences de l'individualisation des terres. Mais la Roumanie n'avait ni colonies, ni industries puissantes. Plus que tout autre pays, elle a souffert ensuite de l'émiettement des propriétés paysannes et de la domination économique des maîtres du marché de la terre et de ses produits. Cette situation pouvait conduire à une révolution que l'esprit de résignation du paysan et les concessions des grands propriétaires ont permis d'éviter.

Mais l'évolution historique, autant que les exigences de la lutte économique entre les nations modernes, semble vouer la Roumanie à l'économie dirigée.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES DE L'ETAT A BUCAREST ET A IASSY. — Les documents qui nous intéressent dans ces deux dépôts proviennent des versements faits par les ministères de l'Intérieur. Ils sont divisés en deux séries : « Administrația vechie », et « Administrația nouă ». Il n'y a aucun classement apparent. Des catalogues manuscrits faits au moment des versements permettent de retrouver les dossiers les plus intéressants.

Les archives de Bucarest sont particulièrement riches pour l'époque de Kisseleff : enquêtes, circulaires, pétitions, lettres de villages, etc. Nous avons exploré les liasses qui vont du n° 1 à 2347.

ACADÉMIE ROUMAINE. MANUSCRITS. — Nous avons dépouillé les papiers personnels de Cuza, qui forment un fonds considérable, versé il y a quelques années. Ils permettent d'éclaircir beaucoup de questions qui étaient restées obscures jusqu'à ces derniers temps.

AUX ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES de Paris, correspondance politique des consuls, Bucharest et Iassy, nous avons trouvé aussi des rapports intéressants.

II. — DOCUMENTS GÉNÉRAUX IMPRIMÉS

Il existe pour la question sociale une magnifique collection de documents officiels, lois, circulaires, règlements, statistiques, écrits de polémique, etc.

D. C. STURDZA-SCHEEANU : *Acte și legiuiri privitoare la chestia țărănească*, Buc. Socéc, 1907, 12 vol. in-8°. La série I seule, intéresse notre période.

T. 1. Des origines à 1853, 750 p.

T. 2. De 1853 à 1866, 1128 p.

T. 3. 1^{re} partie, 250 p. (statistiques moldaves).

2^e partie, pp. 250 à 366 (statistiques valaques).

T. 4. Réimpression de brochures concernant la question agraire.

Une autre belle collection de documents, ceux-ci de nature surtout diplomatique, est celle de :

DIMITRIE A. STURDZA et C. COLESCU-VARTIC (avec la collaboration de Ghenadie Petrescu et D. C. Sturdza pour les vol. II et VII, et de Skupiewski pour le vol. VIII) : *Acte și documente relative la istoria renascerei României*. Buc., 1884-1900, 10 vol. in-8°. Vol. I : 1391-1841 ; vol. II, 1844-1856 ; vol. III, 1856-mars 1857 ; vol. IV, 1^{er} mars-30 juin 1857 ; vol V, 31 déc. 1857 ; vol. VI, divans ad hoc ; vol. VII, 1858-1859 ; vol. VIII, 1859 janv.-fév. ; vol. IX. Corresp. des consuls français Béclard et Victor Place, 1857-1859 ; vol. X, tables.

Citons aussi, bien qu'ils intéressent surtout le moyen âge roumain :

N. IORGA : *Studii și documente cu privire la istoria Românilor*, 23 vol. Buc., 1901-1913. Deux volumes intéressant notre période, les t. XVIII (où M. Iorga traite la question agraire jusqu'en 1864 dans une longue introduction) et le t. XXI qui contient des contrats et lettres (p. 213 sq), des inventaires de propriétés transylvaines (p. 411 sq.), et un contrat-type de fermage pour les propriétés ecclésiastiques, rédigé en 1845 (p. 530 sq.).

N. IORGA : *Acte și fragmente cu privire la istoria românilor adunate din depozitele de manuscrise ale apusului*, 3 vol. Le t. II contient des rapports sur le début de notre période.

Voir plus loin la correspondance de Stirbei, publiée aussi par M. Iorga.

HURMUZACHI : *Colecțiune de documente privitoare la istoria românilor (1199-1849)*. Buc., 1876-1912, 34 vol. in-4°. Très belle collection, réunie avec la collaboration de M. Iorga. V. part. le t. X, et les suppléments I, vol. 4, 5, 6.

CODRESCU : *Uricarul*, 25 vol. V. plus loin ceux qui nous intéressent.

ANUL 1848 în *Principatele române*, 8 vol. Buc. — Contient tout ce qui concerne les mouvements de 1848.

Sur les lois roumaines, voir :

BUJOREANU : *Colecțiune de legiurile României*, Buc., 1885.

BREZOIANU (I.) : *Reformele Românilor seu colecțiune de toate legile și regulamente introduse în administrația României dela 1859 până la 1864 octomvriu*. Buc., 1864, XII-734 p.

MARINESCU (Teodor) : *Legi noi și vechi menite la îmbunătățirea soartei săteanului român*, Bârlad [1908], 438 p.

MANUALUL ADMINISTRATIV al Principatului Moldovei cuprinzătoriu legilor și dispozițiilor introduse în țara de la anul 1832 până la 1855. 2 vol. in-4°. LIII-598 p. (Iași, 1855), 695-L (Ioșii 1856). — Précieux répertoire dressé sur l'ordre du prince Grégoire Ghica.

ANALELE PARLEMENTARE ALE ROMÂNIEI, Buc., impr. Statului.

ACTE PUBLICE A PRINCIPATULUI MOLDOVIEI. Iași, 1849.

D. Z. FURNICA : *Din istoria conerțului la Români*, pub. de documente inedite 1593-1855. Buc., 1908, XXXIX-558 p. — Ne concerne guère que l'épicerie.

III. — STATISTIQUES PUBLIÉES

URECHE (V. A.) : *Statistique de la Roumanie en 1820*.

SOUTZO : *Notions statistiques sur la Moldavie*. Iassy, 1849 (v. plus loin).

SOUTZO : *Quelques observations sur la statistique de la Roumanie*. Fokșani, 1867, 65 p.

[Alexandre PENCOVITZ] : *Notice historique sur la création et l'organisation de la statistique officielle dans la principauté de Roumanie*. Rapport à la 8^e réunion du Congrès international de statistique à Saint-Petersbourg. Buc., 1872, 24 p.

(Les bureaux roumains de statistique à Bucarest et à Iassy datent de 1859). Le recensement de 1859, qui dura 5 mois, fut publié en 3 livraisons. « Lucrările statistice a Direcțiunei statistice din Moldova », Iași, 1861, pour la Moldavie, et, pour la Valachie en 5 gros vol. in-4° dans les « Annales de statistique et d'économie politique » de MARȚIAN (*Analele statistice și economice*, Buc., 1860-1872). Il existe de ces travaux un résumé : « *Extrait de la statistique administrative de la Roumanie*, 1866, 85 p.

On peut voir, pour la loi de 1864, le livre de Colescu, cité plus loin, et

ALEXANDRINI (N. A.) : *Statistica română de la Unirea Principatelor până în prezent*. Iași, 1895-98.

Sur les razeși :

PONI (P.) : *Statistica razeșilor*. Buc., 1921, 220 p. Extr. de Academia Română, Studii și cercetări V. Compte rendu par M. Iorga dans « *Revista istorica*, Buc., av.-juin 1921, n^{os} 4-6, p. 151.

Cartes de Roumanie :

En 1822, carte de Lapie ;

En 1828, carte de Chatoff ;

En 1833, carte russe au 1/420.000 dressée sur l'ordre de Kisseleff « Harta administrativă cu tăbliță statisticească a principatului Valahiei... și Moldaviei » (2 cartes séparées).

Elle a été corrigée en 1835 et 1853. « Carte du théâtre de la guerre de 1828-1829 », échelle 1/420.000. (Cf. Vâlsan, Bul. soc. geogr. rom., 1912).

BACILA (prof. Ioan. C.) : *O hartă din anul 1835 a județului Dolj*, Bul. soc. geogr. rom., 1922, pp. 289-301.

D^r C. JORMESCU ȘI POPA-BURCĂ : *Harta agronomică a Romîniei*.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE :

L'ouvrage le plus récent et le plus complet est celui de Rally (Alexandre et Getta-Hélène) : *Bibliographie franco-roumaine*, t. 1^{er} en deux tomes. Il indique dans son introduction les bibliographies roumaines déjà publiées, et dont aucune n'est complète.

IV. — OUVRAGES IMPRIMÉS

Abréviations : P.=Paris.

Buc.=Bucarest.

Les livres dont le format n'est pas indiqué sont des *in-8°*.

Les ouvrages roumains sont écrits en lettres cyrilliques jusque vers 1850. De 1850 à 1864, ils sont écrits tantôt en lettre latines, suivant une orthographe mal fixée, tantôt en un mélange de lettres latines et cyrilliques sans règle précise.

Nous ne citons que les brochures sur lesquelles on peut trouver quelques renseignements sur les paysans roumains pendant la période que nous étudions ; dans certaines ces renseignements se réduisent à quelques lignes.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

L'étude la plus importante sur la période qui nous intéresse ici est celle de :

RADU ROSETTI : *Pentru ce s'au răsculat țaranii*. Buc. Soccc, 1908, 700 p. — Œuvre consciencieuse qui a largement utilisé la grande publication de Sturdza-Scheeanu et le résultat de patientes investigations

dans les archives. C'est un exposé de la question agraire depuis Kisseleff jusqu'à nos jours. Le titre « Pourquoi les paysans se sont révoltés » indique que l'auteur a été impressionné par la révolte agraire de 1907 ; il est dur pour les conservateurs, et il plaide en faveur d'un partage des terres au nom d'un droit primitif des paysans dont il a cru démontrer l'existence dans son ouvrage : « Pământul, Sătenii și stăpânii în Moldova ». Il est dommage que l'auteur ait donné à cette grande construction une base si faible.

D'autre part, le ton âpre et passionné de l'écrivain nuit à une œuvre qui cependant n'est pas un simple travail de polémique. Tel qu'il est (en dépit de petites inexactitudes de détail que nous signalons dans notre ouvrage) le livre de Radu Rosetti nous a été fort utile.

(Nous citons les ouvrages qui suivent dans l'ordre alphabétique.)

I. N. ANGELESCU : *Evoluția economică a țărilor românești*. Buc., 1916, t. I, 138 p. (Economia familială și agrară ; economia orășenească). Va jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

— *Histoire économique des Roumains*, t. I, Genève-Paris [1919], 368 p. Va jusqu'au XVIII^e siècle. Le t. II, à notre connaissance, n'a pas paru.

— *Originea Răzeșilor și moșnenilor*, caracterul codevălmășiei lor. Pitești 1909, 116 p. Résumé et combine les théories de R. Rosetti et de Bogdan.

ANTIM (St.) : *Chestia țărănească*. Craiova, 1919. Idées très contestables.

ARBURE (Zamfir) : *Basarabia în sec XIX^e*, 1899, 790 p. Répertoire sur la Bessarabie. Malheureusement le seul passage qui eût pu nous intéresser (les classes sociales, pp. 733-737) est sec et semé d'erreurs.

ASLAN (Th. C.) : *Politica agrară a României*. Buc., 1909, 250 p. Exposé historique de la question agraire depuis ses origines, court mais assez bien fait.

— *Finanțele României dela Regulamentul organic până astăzi*.

BĂICOIANU (C.I.) : *Geschichte des Rumänischen Zollpolitik*. Stuttgart, 1896.

BASILESCO (Nicolas) : *La réforme agraire en Roumanie*. P. Alcan, 1919. Discours en faveur de l'expropriation.

BLARAMBERG (Nicolas) : *Essai comparé sur les institutions et les mœurs de la Roumanie*, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. Buc., 1885, 808 p. Vaste compilation. Le manque d'ordre en rend la consultation difficile. L'auteur se contente de mettre des textes bout à bout, sans les critiquer.

- ECONOMO : *Les phases de la propriété foncière en Roumanie jusqu'aux lois agraires*. Th. droit, Paris, 1911, 231 p.
- EVANS (Ifor L.) : *The agrarian revolution in Roumania*, Cambridge, 1924, XVI-197 p. Très élémentaire. Une vingtaine de pages seulement pour notre période.
- GÎDEI (A. V.) : *Istoria socială a țărănimii noastre*. Buc., 1904. Vieilli.
- GRAMA (Eptimie) : *Chestiunea agrară și chestiunea țărănească din Muntenia și Moldova*. Causele lor și reformele necesare pentru rezolvarea lor. Buc, 1921, 150 p. Petit résumé sans prétentions scientifiques mais assez clair.
- GRÜNBERG : *Die Bauernbefreiung in Rumänien*. Iena, 1908, separat abdruck aus dem Handwörterbuch der Staatswissenschaften, pp. 596-602. Médiocre.
- D. B. IONESCU : *Die Agrarverfassung Rumäniens, ihre geschichte und ihre Reform* (Coll. Staats und sozialwissenschaftliche Forschungen, heft. 136). Leipzig, 1909, 132 p. — Assez bon résumé de la question en 45 pages.
- IORGA (N.) : *Développement de la question rurale en Roumanie*. Iassy, 1917, 56 p.
- *Le problème paysan en Roumanie*, in « Revue de Genève », fév. 1922, pp. 247-258.
- *Geschichte des Rumänischen Volkes*, t. II.
- *Geschichte des osmanischen Reiches*, t. V.
- *Istoria comerțului românesc*, 2 vol.
- *Histoire des juifs en Roumanie*, Acad. roum. Bulletin de la section historique, t. II, janv. 1914, pp. 33-81.
- *Istoria Romînilor prin călători*, t. III. Buc., 1922, 269 p. (Les voyageurs français ont été étudiés dans un ouvrage spécial). — Tous les voyageurs qui ont parcouru la Roumanie sont passés en revue, et leurs récits sont critiqués. Ouvrage très utile, remarquablement informé.
- *Viața femeilor în trecutul românesc*. Vălenii de Munte, 1910, 218 p.
- *Istoria presei românești de la primele începuturi până la 1916*. Buc., 1922, 192. — Très utile ; passe en revue tous les journaux et donne des renseignements sur la vie politique.
- LECCA (O. G.) : *Familiile boeresti române*. Buc. s. d., 97 pl.-10 p. — Livre généalogique.

- MADGEARU (Virgil N.) : *Revoluția agrară și evoluția clasei țărănești*. Extr. de « Archiva pentru tiința și reforma socială », an IV, n° 3, pp. 261-306. Buc., 1923.
- E. DE MARTONNE : *La Valachie*. Th. doct., Paris.
- MIHAILESCU (C.) : *Rolul mării proprietăți în evoluțiunea tehnică a agriculturii românești* (extr. de « Arhiva... », an. IV, n° 1, pp. 77-97).
- STURDZA (Alexandre A. C.) : *La terre et la race roumaine* depuis ses origines jusqu'à nos jours. P., 1904, XVI-741 p. — Gros ouvrage de vulgarisation, un peu vieilli.
- TAȘCĂ (Gheorghe Gh.) : *Evoluția proprietății rurale în România...* Thèse droit. Buc., 1898, 189 p.
- *Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie*. P., Giard, 1907.
- TOCILESCO (G. G.) : *Etude historique et juridique sur l'emphytéose*. P., 1883, VIII-463 p. — Belle étude écrite à une époque où le droit roumain était très mal connu.
- URECHIA (V. A.) : *Istoria școalelor. Scoalele satești*, 1867.
- VÂLSAN (G.) : *O fază în popularea țărilor românești*. Bull. soc. reg. rom. de geografie, 1912, pp. 201-226, 2 cartes. — Critique les statistiques. Il n'indique pas malheureusement comment des hommes attachés à la glèbe ont pu venir si vite peupler la plaine.
- XENOPOL (A. D.) : *Istoria românilor din Dacia Traiană*. 3^e éd. revue, vol. X, XI, XII, XIII, XIV. Buc., s. d. — Reste la plus grande synthèse d'histoire générale roumaine qui ait été écrite. Cette œuvre magistrale contient malheureusement, en ce qui concerne l'histoire sociale, de grosses erreurs.
- *Istoria partidelor politice în România*, Buc., 1910, 626 p.
- *Istoricul chestiunei țărănești până la 1864*. (Archiva n° 1). Iași, 1901, 10 p. — Article de vulgarisation.
- St. ZELETIN : *Revoluția burgheză în România* ; revoluția agrară și prefacerile clasei țărănești, in « Arhiva », p. știința și ref. socială, an III (2, 3, 4) et an. IV (1). — Essaye d'appliquer à la Roumanie les idées de Karl Marx sur l'évolution sociale, conséquence exclusive du jeu des forces économiques.

ORIGINES DE LA QUESTION AGRAIRE

(Bibliographie sommaire)

ROSETTI (Radu) : *Pământul, sătenii și stăpînii în Moldova*, t. I. Buc., 1907, 555 p. (Le tome Ier, « Des origines à 1834 », a beaucoup vieilli ; la base, tout au moins, en est très fragile.)

— *Despre originea și transformările clasei stăpînitoare în Moldova*. An. Acad. Rom., t. XXIX, mem. sect. ist., pp. 145-213, Buc., 1906. (Résumé des idées contenues dans ses grands ouvrages.)

PANU (Gheorge) : *Cercetări asupra stării țăranilor în veacurile trecute*, 2 vol., 652 p. Buc., 1910. — Essai de réfutation des ouvrages précédents.

ROSETTI (Radu) : *Răspuns la o agresiune*. Iași, 1910. — Réplique

PANU (Gheorge) : *O încercare de mistificare istorică*. Buc., 1910.

ROSETTI (Radu) : *Pentru adevăr și dreptate*. Iasi, 1911. — Autre réplique.

IORGA (N.) : *Constatări istorice cu privire la viața agrară a Romînilor*. Buc., 1908.

— *Anciens documents de droit roumain*. Paris-Bucarest, 1930, 2 vol. in-4°.

— Nombreux documents traduits en français, et une excellente introduction sur le droit coutumier dans l'ancienne Roumanie.

GIURESCU (Constantin) : *Vechimea rumâniei în Tara-românească și legătura lui Mihai Viteazul*. An. Acad. rom, sect. ist., t. XXXVII, pp. 479-544.

— *Despre rumâni, ibid.*, t. XXXVIII, pp. 191-246.

— *Despre boieri*. Buc., 1920.

Les idées de Giurescu ont été critiquées par S. G. LONGINESCU, dans *Azezămîntul și legătura lui Mihai-Viteazul*. Buc., 1919, ce qui a entraîné une longue polémique entre ces deux écrivains, et par R. ROSETTI : *Teoria lui Giurescu despre rumînie*, *Viața Românească*, an. XIII, 2-3 (fév.-mars, 1921).

FILITTI (I.) : *Evoluția claselor sociale în trecutul Principatelor române*, in « Arhiva pentru știința și reforma socială, » 1924, n^{os} 1-2, pp. 71-113, et 3-4, pp. 337-370. Résumé dans : « Clasele sociale în trecutul românesc », Buc., 1925. — Essai de faire le point, mais ne résout pas le problème.

Sur les rezêches voir la bibliographie dans les notes du chapitre.

LES PAYS ROUMAINS AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Ouvrages généraux :

ELIADE (Pompiliu) : *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie*. Ses origines. — Etude sur l'état de la société roumaine à l'époque des règnes phanariotes. Paris, Leroux, 1898.

— *Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIX^e siècle*, t. I : *L'occupation turque et les premiers princes indigènes* (1821-1828). P., 1905.

— T. II : *Les trois présidents*. P., 1914.

(Les œuvres de P. Eliade sont élégantes, bien écrites, fort agréables et leur documentation est abondante. Mais l'auteur utilise trop les travaux de seconde main ou ceux qui sont imprégnés d'esprit de parti. On peut lui reprocher aussi de se laisser parfois entraîner par son imagination. On ne peut retracer l'histoire d'une société sans connaître la répartition de la propriété, les bases juridiques du régime agraire, enfin la vie économique du pays.)

V. A. URECHIA : *Istoria Românilor*. Buc., 1901 (s'arrête an 1822). V. le t. XIII : *Revoluțiunea lui Tudor Vladimirescu*.

COLESCU (Leonida) : *Geschichte des rumänischen Steuerwesens in der Epoche der Fanarioten* (1711-1811), München, 1897.

RĂȘCANU (Petru) : *Lefile și veniturile boierilor moldovei în 1776*. Teză, Iași, 1887. — L'introduction, qui comprend les 2/3 du volume, est intéressante.

IORGA (N.) : *Plainte de Ioan Sandu Sturdza, prince de Moldavie* (1822-1828) *contre les sujets étrangers dans sa principauté*. Bull. sect. hist. Acad. roumaine, t. I, p. 17, 1912. — Document grec acquis par G. Sion. Intéressant en ce qui concerne le brigandage.

DUMITRESCU (Marin) : *Schițe asupra stării politice financiare și economice a țărilor române dintre anii 1822-1829*. Extr. de « *Economia Națională* », an XXVI, av. 1902, pp. 205-234. — Rapports des consuls français Tancoigne et Viollier.

Sur l'époque de Tudor Vladimirescu :

ARICESCU (C. D.) : *Istoria Revoluțiunii Române de la 1821*. Craiova, 1874, — *Acte justificative la istoria...* Craiova, 1874.

IORGA (N.) : *Situația agrară, economică și socială a Olteniei în epoca lui Tudor Vladimirescu*, documente contemporane, Buc., 1915. — Documents très particuliers, qui ne peuvent nous renseigner que sur l'esprit public.

Sur les « charbonniers » :

D. V. BARNOSCHI : *Originele democrației române : Cărbunarii* », constituția moldoviei de la 1822 : Iași, 1922, 330 p.

Sur les boïars :

ROSETTI (Radu) : *Cum se cântau moșiile în Moldova la începutul veacului XIX*. Condica de răfuială a Hatmanului Răducanu Roset cu vechilul lui pe ani 1798-1812. Extr. des An. Acad. Rom., t. XXXI, sect. ist., Buc., 1909. — Par l'analyse des comptes de propriétaires conclut à la relative modération des charges des paysans au début du XIX^e siècle.

XENOPOL (A. D.) : *Din amintirile unui boier moldovean din jumătatea întâi a veacului XIX*. An. Acad. Rom., ser. II, t. 32 (1909-1910). — Analyse les mémoires du boïar D. Ghițescu.

IORGA (N.) : *La famille Agarici — paysans libres des districts de Fălciu et de Vasluii. Quelques documents*. An. Acad. Rom., 1915. Résumé en français dans le Bull. de la sect. hist., 1915, p. 59.

Principaux récits de voyageurs :

C. [CARRA (Jean-Louis)] : *Histoire de la Moldavie et de la Valachie, avec une dissertation sur l'état actuel de ces provinces*. Iassy, 1777 ; 2^e éd., Paris, 1778, in-12 ; édition nouvelle augmentée des mémoires historiques et géographiques du [général BAUR], Neuchâtel, 1781. Traduit deux fois en allemand, et une fois en roumain. — Carra est un écrivain déclamatoire et fantaisiste.

TOTT (Baron DE) : *Memoires sur les Turcs et les Tartares*, 4 vol., Amsterdam, 1784. (Sur la misère en Roumanie, cf. t. II).

HAUTERIVE (Le comte D') : *Mémoire sur l'état ancien et actuel de la Moldavie*, présenté à S. A. S. le prince Alexandre Ypsilanti, en 1787, publié avec trad. roumaine, à Bucarest, 1902. — Le comte d'Haute-rive, secrétaire d'Alex. Mavrocordat, a des vues justes sur la société et les mœurs dans la principauté de Moldavie.

NEALE (Adam) : *Voyage en Allemagne, en Pologne, en Moldavie et en Turquie*, trad. C. A. Def., 2 vol., Paris, 1818 (v. t. II, superficiel).

BESCHREIBUNG der beiden Fürstenthümer Moldau und Walachen [Wien, 1810?].

WILKINSON : *Tableau historique, géographique et politique de la Moldavie et de la Valachie*, trad. de l'anglais par M. [Paris, 1921]. — Confus, mais intéressant.

[RAICEVICH (Ign. Stef.)] : *Viaggio în Valachia e Moldavia* [Naples, 1788]. J'ai utilisé la 2^e édit. [Milano, 1822]. A été traduit en allemand (Wien, 1789) et en français par Lejeune (Paris, 1822). — Ouvrage consciencieux et lourd d'un ragusain qui fut précepteur des enfants d'Ypsilanti.

MORIOLES (Comte DE) : *Le voyage en Moldavie du...*, en 1809. Publié avec une introduction par Hodoş, Buc., 1903. — Emigré français qui visite la Moldavie au moment de la guerre russo-turque de 1809-1812.

THORNTON (Th.) : *The present staté of Turkey*. London, 1807 ; trad. en allemand (Hambourg, 1808) et en français : « Etat actuel de la Turquie... (par M. de S[ancé], 2 vol. P., 1812. V. le t. II, pp. 44-517. La partie qui concerne la Roumanie a été traduite aussi en roumain (s. l., 1826). — Descriptions vagues.

DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

Eludes économiques et sociales :

Notizie storiche, politiche, geografiche e statistiche sulla Vallachia e sulla Moldavia, con rami coloriti, Milano, 1821, 71 p., in-8°. — Donne, sans ordre bien défini, des notions très sommaires sur les principautés.

DUMITRESCU (Marin) : *Schițe asupra stărei politice, financiare și economice a țărilor române dintre anii 1822-1829*, in « *Economia Națională* », an. XXVI, av. 1902, pp. 205-234. — Ce sont des rapports de consuls français : Tancoigne, 1822 ; Hugot, 1824 et 1825 ; Viollier, deux rapports datés de 1830.

XENOPOL (A. D.) : *Din amintirile unui boier moldovean din jumătatea întâi a veacului XIX*, Dimitrie Ghițescu, 1814-1889. In « *Analele Academiei Române* », seria II, t. 32 (1909-1910). — Analyse les mémoires du boïar Ghițescu ; quelques renseignements pouvant servir à l'histoire sociale, au milieu de beaucoup d'affaires personnelles sans intérêt.

ROSETTI (Radu) : *Cum se căutau moșiile în Moldova la începutul veacului XIX*. Conдика de răfuială a hatmanului Răducanu Roset cu vechiul lui pe ani 1798-1812. București, 1909. Extr. din *Analele Academiei Române*, XXXI, mem. sect. hist., pp. 217 à 351. — Analyse des comptes de propriétaires dans les premières années du XIX^e siècle, et conclut à la modération relative des charges des paysans.

IORGA (N.) : *Situația agrară, economică și socială a Olteniei în epoca lui Tudor Vladimirescu*. Documente contemporane. Buc., 1915. — Les documents cités sont trop particuliers pour pouvoir nous renseigner sur la situation générale du pays. Ils concernent surtout l'esprit public.

CIORANU (Mihai) : *Revoluția lui Tudor Vladimirescu*. Buc., 1859. — Ne retrace que les événements politiques.

FOTINO (Ilie) : *Tudor Vladimirescu și Alecsandru Ipsilante în revoluțiunea din anul 1821, supranumita Zavera* ; traduit du grec en roumain par P. M. Georgescu, Buc., 1874, 205 p., in-8°.

ARICESCU (C. D.) : *Istoria revoluțiunei Romane de la 1821*, Craiova, 1874, XXX-382 p. — Important par l'état de la Roumanie avant 1829. Aricescu, directeur des archives de l'Etat, a vu beaucoup de documents.

— *Acte justificative la istoria revoluțiunii române de la 1821*. Craiova, 1874, 225 p.

Principaux voyageurs. (On en trouvera la liste complète, avec l'analyse de leurs observations dans IORGA : *Istoria românilor prin călători*.)

F. R. [RECORDON] : *Lettres sur la Valachie*..., Paris, 1821, 2-152 p., in-12. — C'est un voyageur bienveillant et sentimental. Disciple de Rousseau, il nous décrit avec complaisance la simplicité de mœurs et le bonheur des paysans roumains.

PARTENIE : *Din călătoriile ieromonahului rus Partenie prin Moldova în jumătatea întâia a veacului XIX*. Traduit du russe en roumain par l'archimandrite V. Puiu, Vălenii de Munte, 1910, 53 p. — Ces notes de voyage d'un Russe lipovan donnent surtout des renseignements sur les couvents.

F. G. L. [LAURENÇON] : *Nouvelles observations sur la Valachie*, sur ses productions, son commerce, les mœurs et coutumes des habitants et sur son gouvernement.... P., 1822, VIII-128 p. — La première partie contient des renseignements généraux, très superficiels (où a-t-il vu une « rivière de mercure » et des mines de charbon à chaque pas?), et quelques détails amusants sur la société de l'époque.

[Ch. PERTUSIER] : *La Valachie, la Moldavie et de l'influence politique des Grecs du Fanal*. P., 1822, 2-104 p. — Contient un tableau économique du pays, malheureusement peu précis, des renseignements utiles sur l'administration des provinces, des appréciations sur les

mœurs des différentes classes de la société. Il rend justice à l'esprit d'organisation des phanariotes, tout en reconnaissant les abus.

Comte DE LA GARDE : *Voyage de Moscou à Vienne, par Kiew, Odessa, Constantinople, Bucharest et Hermannstadt*, ou lettres adressées à Jules Griffith. P., 1824, VIII, 440 p. ; réimprimé à Londres en 1824, sous le titre : « Voyage dans quelques parties de l'Europe » ; traduit en allemand par Thérèse Huber (Heidelberg, 1825). — Voyageur banal, bouffi de rhétorique.

GOLESCU : *Insemnare a călătoriei mele în anii 1824, 1825 și 1826*. Buda., 1826 ; réédité par Nerva Hodoș à Buc., en 1900, 148 p., et en édition populaire « Socec », 246 p. ; nouvelle édition présentée par Petre Haneș, Buc., 1915, 328 p. — Note la grande misère des paysans.

WALSH (R.) : *Voyage en Turquie et à Constantinople*. P., 1828, XVI-324 p. + carte. A été réédité et augmenté d'une notice sur la Turquie, par A. Montémont, P., 1854, 48 p. in-4° ; il en existe une traduction allemande et une traduction hollandaise. L'original est en anglais. — Notes brèves et peu exactes sur la Valachie.

— *Voyage dans la Moldavie, la Valachie et à Constantinople...*, P., 1828, 108 p., in-18.

MOLTKE (Colonel baron DE) : *Campagne des Russes dans la Turquie d'Europe en 1828 et 1829*, trad. fr. de A. Demmler, P., 1854, 2 vol., VII-254 et 224 p. avec atlas. Il en existe deux éditions allemandes, celle de 1845 et celle de 1877. — Décrit, pp. 34-35, la misère du peuple roumain.

ÉPOQUE DU RÈGLEMENT ORGANIQUE

Sur Kisselef :

A. П. Заблоцкаго-десятовскаго : « графъ П. А. Киселевъ и его время... » (A. R. ZABLOTZKI-DESIATOVSKI : *Le comte Paul Kisseleff et son temps...*), 4 vol., Saint-Petersbourg, 1882, gd in-8°. — L'administration de Kisselef en Moldo-Valachie est étudiée dans le t. I. Zablotzki, ami de Kisselef, a utilisé des sources officielles, des correspondances diplomatiques, des rapports, etc., et a vu les archives du ministère russe des affaires étrangères.

PAPADOPOUL-CALIMACHU : *Generalulu Pavelu Kisselef în Moldova și țera românească, după documente rusesi*. « Analele Academiei Române », sér. II, t. IX, pp. 64-148, Buc., 1887. — Résumé Zablotzki et

publie en appendice le rapport de Kisselef sur son administration. Quelques erreurs de dates et inexactitudes de traduction.

— *Les principautés de Moldavie et de Valachie sous le gouvernement de Paul Kisselef*. (Rev. britannique, fév. 1841).

— *Paul Kisselef et les principautés de Valachie et de Moldavie*, par un habitant de la Valachie. P., 1841, 48 p. — Due probablement à N. PICCOLO. Résumé clair, écrit sur l'ordre de Bibesco.

— *Notice bibliographique sur le comte Kisselef*, extrait de la « Revue générale biographique et nécrologique » de E. Pascallet, P., 1847, 11 p.

— *Notice biographique sur le comte Paul Kisselef*, ambassadeur de Russie près S. M. l'empereur des Français, extrait du journal « La Légion d'honneur », P., 1860, 14 p.

Michel ANAGNOSTI : *Le général comte Kisselef*. Bucarest, 1871.

Barbu STIRBEY : *Raport către Kisselef asupra stărei Valachiei în 1832*, « Conv. lit. », an. XXII, p. 738, sq.

V. PAULIN : *Le comte Paul Kisselef*, ex-ambassadeur de Russie à Paris, dans l'« Illustration » du 18 octobre 1856, pp. 234-244, avec un portrait.

J. T. GRAND : *Le comte Paul Kisselef*, ambassadeur de Russie près S. M. l'Empereur des Français. Paris, 1862.

URECHIĂ (V. A.) : *Documente relative la ani (1800-1831)*, in « Analele Acad. Române », seria II, t. X, sect. II, pp. 329-334. — Quelques lettres de Kisseleff, provenant des archives de la métropole de Iassy.

Sur les règlements :

ELIADE (Pompiliu) : *La Roumanie au XIX^e siècle*, 2 vol. Le second (Paris, 1914) concerne l'œuvre des trois présidents. — Etude intéressante, très documentée ; exposé pénétrant sur les Règlements organiques.

FILITTI (Jean C.) : *Les principautés roumaines sous l'occupation russe (1828-1834). Le règlement organique*, étude de droit public et d'histoire diplomatique. Th. droit, Paris, Bucarest, 1904, XII-285 p. — Ce n'est ni une étude de droit public ni une étude d'histoire diplomatique. C'est une suite de notes sur les principaux articles du Règlement organique.

Règlement organique de la principauté de Moldavie. New-York, s. d., 370 p., in-8°. — Cette traduction, publiée en réalité à Bruxelles, est l'œuvre de l'aga Georges Asaky.

Regulamentul organic a Țării Românești, 1832.

LUPUS (Iustin) : *Sistemul financiar al principatelor române, prevăzut de Regulamentul organic*, extrait de la revue « *Economia Națională* », XXVIII-XXIX.

LUPUS (I.) : *Magaziile de rezervă ca mijloc de combaterea foametei* [Buc., 1904], 63 p. — Le chapitre III concerne la Roumanie. L'auteur, hostile à toute intervention de l'Etat, est d'avis que les magasins de réserve ont toujours été inefficaces.

FILITTI (I. C.) : *Câteva acte inedite relative la epoca regulamentară*, in « *Convorbiri literare* », t. 42, nov 1908 ; mai et juin 1909, et in « *Revista de ist., arch. și filologie*, vol. XI, part. I, 1910.

— *Jurnale inedite ale Obștești extraordinare adunării de revizie a Regulamentului organic al Moldovei*, in « *Revista de ist., orth. și fil.*, vol. X, janv.-mars 1909.

— *Despre abuzurile consulilor în epoca regulamentară* (după documente din archiva ministerului afacerilor străine), in « *Viața românească* », juin 1910, pp. 339-352.

ADAMESCU (Gheorghe) : *Epoca regulamentară din punct de vedere politic și cultural*, in « *Literatură și artă română*, » t. III, Buc., 1898-99. — Article de vulgarisation.

POPESCU-SCRIBAN (Pitaru V.) : *Mică geografie a Daciei, Moldaviei și a Terii Românești*, Eșii, 1838, 54 p. — Petit répertoire utile, par district.

X. : *Imbunătățirea agriculturii noastre, în Foia științifică și literară*, 6 mars 1844. Il en existe une *Refutația...*, sans nom d'auteur.

LAURIANU (A. Treb.) et BĂLCESCU (Nikol) : *Magazinu istoricu pentru Dacia*, 5 vol., Buc., 1846-1847. V. le t. II par N. B[ălcescu] : *Despre starea socială a muncitorilor plugari în Principatele Române în deosebite timpuri*, p. 229 sq. — Soutient le droit des paysans contre les boïars oppresseurs.

Instrucții povățuitoare comisiilor întrunite întru facerea catagrafiî lăcuitorilor țării pentru al triile period a șepteanii începătoare la 1 generie 1846, Iașii, 1844.

URECHIA (N.) : *Drumurile noastre*, Buc., 1901 ; existe aussi en français : *Les routes de Roumanie*, Buc., 1900. — Intéressant pour cette partie de l'œuvre de Michel Sturdza ou de Barbu Stirbei.

ZAPPA (Evangelie) : « *Τρέντουςας ὁ Κηφὺν ὅστις περιορίζεται ἐντὸς τοῦ οὐλοῦ τῆς βλαχιάς* », βονουονρέστιον, 1847, 82 p. + 3 f. de stat., traduction : Trân-

torul care se marginește în cercul României, coprinzător de observații din cercare asupra semănării grâului și orândueli asupra moșiiilor, Buc., 1847, 77 p. *Compte rendu de N. Iorga* : Bull. sect. hist. Acad. Roum., 1920, p. 132. — *Traité d'agriculture d'un Albanais hellénisé du Pinde établi comme fermier en Valachie.*

IONESCU (I.) : *Ferma modelă și institutul de agricultură în Moldova*, Iași, 1847.

ESCHAVANNES (L. D') : *Des ressources que l'industrie pourrait trouver dans la principauté de Moldavie*, in « *Revue de l'Orient, de l'Algérie et des colonies* », IV, 225-234, P., 1848. — Quelques renseignements sur les bois.

PÉRIODE 1834-1848

FILITTI (Ioan C.) : *Domniile române sub Regulamentul organic*, 1834-1848, éd. de l'Académie roumaine, Buc., 1915. — Cet ouvrage sur les « Principautés roumaines sous le Règlement organique, fondé sur une documentation considérable, est une mine énépuisable de faits. Il est regrettable qu'il ne soit que cela. C'est une chronique administrative plutôt qu'une histoire.

Sur l'histoire économique et sociale :

HAGEMEISTER (Jules DE) : *Mémoire sur le commerce des ports de la Nouvelle Russie, de la Moldavie et de la Valachie*, Odessa, 1833. — Excellente étude russe, riche de faits et d'idées.

ZUCKER (J. H.) : *Bessarabien*, Bemerkungen und Gedanken bei Gelegenheit eines mehrjährigen Aufenthaltes in diesem Lande, Frankfurt, 1834, 86 p. — Ce docteur allemand nous donne des renseignements intéressants sur les boïars, les razeși et les paysans de Bessarabie.

BOGDAN-DUCĂ (G.) : *Istoria împroprietării. Câteva documente*, in « *Gazeta Transilvaniei* », Brașov, 1921, 22 et 24 juin, 7 juillet (nos 132, 133, 145). — Le premier et le second article concernent les idées de Câmpineanu sur l'expropriation (vers 1834), le troisième, celles de C. Negri (en 1855).

PORTOFOLIO (LE) : *Collection de documents politiques relatifs à l'histoire contemporaine*, traduit de l'anglais, t. V : « De l'état actuel de la Valachie, p. 163, et Ressources commerciales de la Valachie et de la Moldavie, p. 277. Paris, 1836-37. — Très hostile à la Russie. Ce ne sont cependant que des renseignements pratiques à l'usage des négociants.

KOGĂLNITCHAN (Michel DE) : *Esquisse sur l'histoire, les mœurs et la langue des Cigains*. Berlin, 1837, IV-46 p. — Il en existe une éd. allemande, Stuttgart, 1840.

BATAILLARD (Paul) : *De l'apparition et de la dispersion des bohémiens en Europe*. P., 1844, 59 p.

— *Nouvelles recherches sur l'apparition et la dispersion des bohémiens en Europe*. Paris, 1849, 48 p.

SOUTZO (N.) : *Aperçu sur les causes de la gêne et de la stagnation du commerce et sur les besoins industriels de la Moldavie*. 1838.

Documents publiés :

Leguiri votate de adunore, în 1842-1843, Iași, 1844.

Buletinul oficial al Țerii-Românești și acel al Moldoviei, ani 1844-1849.

IORGA (N.) : *Câteva fărâme din corespondența lui Al. Vodă Ghica*, extrait des *Analele Acad. române* », sect. ist., seria II, t. XXIX.

Annexes au Memorandum explicatif de quatre points, s. l. n. d., 69 p. [1835].

— *Concerne les formalités nécessaires pour le passage des hommes, des bestiaux et des marchandises d'une principauté à l'autre.*

BIBESCO (prince Georges) : *Roumanie*, t. I, d'Andrinople à Balta Liman (1829-1849), t. II : Règne de Bibesco. Correspondance et documents (1843-1856). P., 1893, 461 et 687 p.

Histoire politique et administrative :

GRAMMONT (A. L. DE) : *De l'administration provisoire russe en Valachie et de ses résultats*. Buc., 1840, 182 p. — De Grammont fut un officier dont Kisselef fit son collaborateur pendant 9 ans. Il connaît bien la Valachie. Son livre est une apologie des administrateurs russes et de leurs protégés (Alex. Ghica par exemple).

M. DE L*** [LAURENÇON] : *Coup d'œil sur l'état actuel de la Valachie et la conduite de la Russie relativement à cette province*. P., 1835, 16 p. — Pamphlet contre les Russes.

STOURDZA : *Règne de Michel Stourdza*. P., 1907.

Le prince Stourdza, ex-hospodar de Moldavie, 3 p.

Michel Stourdza, ancien prince régnant de Moldavie (1834-1849). P., 1874, 12 p.

COLSON (Félix) : *De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de Valachie*, suivi des traités de la Turquie avec les puissances européennes et d'une carte des pays roumains. P., 1839, III-462 p.

- Analyse clairement les conditions d'existence des principautés. Très dure pour les Russes et pour Ghica.
- *Coup d'œil rapide sur l'état des populations chrétiennes de la Turquie d'Europe*. Paris, 1839, 36 p.
- *Skurta deskriere a drepturiloru moldoveniloru și a munteniloru, fundat pe dreptulu țințelorū și pe trataturi*, tradus de Dimitrii A. Sturdza, Iași, 1856, VIII-56 p., in-4°.
- FILITTI (I.): *Turbări revoluționare în Țara Românească între anii 1840-1843*. Extrait des « Analele Acad. Române », sect. ist., 1912, pp. 202-289. — Ces conspirateurs ne s'occupent guère que des questions politiques.
- J. A.: *De la situation de la Valachie sous l'administration d'Alexandre Ghika*, suivi de l'Adresse à l'Assemblée générale de Valachie. Bruxelles, 1842, 3^e éd., XXII-22 p, 25 p. — Barbier, dans son dict. des ouvr. anonymes, attribue la brochure à M. de Croze d'Aix ; d'autres l'attribuent à Stirbei, d'autres à Bibesco. C'est un pamphlet violent contre A. Ghica.
- ARICESCU (C. D.): *România sub princulu Bibescu (1842-1848)*. Buc., 1862, 48 p. — Contre Bibescu, pour Cuza. Résume et discute les autres pamphlets du temps.
- DISCESCU (C. G.): *Domnia lui Bibescu Vodă* (conférence du 1^{er} mars 1902). Buc., 1902, 28 p.
- KUCH (C. A.): *Moldau-Walachische Zustände in den Jahren 1828 bis 1843*. Leipzig, 1844. Trad. roumaine dans « Convorbiri literare, 1893, par A. C. Cuza.
- VAILLANT (I. A.): *La Romanie...*, 3 vol. P., 1844. — Bavard et passionné, le fondateur du collège de Saint-Sava, à Bucarest, expose dans le plus grand désordre, tout ce qu'il sait sur l'histoire, la géographie et la civilisation des pays roumains.
- Moldavie: *Michel Stourdza et son administration*. Bruxelles, 1846, 23 p.
— Violent pamphlet contre Stourdza.
- (Un agent diplomatique dans le Levant): *La principauté de Valachie sous le prince Bibesco*. Bruxelles, 1847; 2^e éd., 1848, signée A. B.
— Aricescu croit que l'auteur est un agent du consulat russe.

Principaux récits de voyages :

- COCHELET (D.): *Itinéraire des principautés de Moldavie et de Valachie*. Extrait du « Bulletin de la société de géographie de Paris », 1843.

Trad. roum. par Pic, Bull. Soc. geogr. române, 1887, pp. 124-144. — Quelques chiffres, plus ou moins justes, sur les ports de Galatz et de Braila.

MOLTKE : *Lettres sur l'Orient*, trad. par A. Marchand, P., 1872, 325 p. — Dans les trois premières lettres décrit la misère qu'il a vue en Valachie pendant son voyage de 1835.

QUIN (Michel J.) : *Voyage sur le Danube de Pesth à Roustchouk par navire à vapeur, et notices de la Hongrie, de la Valachie, de la Serbie, de la Turquie et de la Grèce*, traduit par Eyriès, 2 vol., P., 1836. L'original est en anglais (2 vol., London, 1835 ; 2^e éd., Paris, 1836). Il en existe aussi une trad. hollandaise (Amsterdam, 1838). — Il n'a vu que la rive du Danube.

LEJEUNE (I. M.) : *Sur la Valachie*, dans « Revue du Nord », III, 2^e série, pp. 402-410, P., 1837, et « Voyage en Valachie et en Moldavie », P., 1822, 184 p. (traduit Raïcevitch).

ANAGNOSTI (Michel) : *La Valachie et la Moldavie*. P., 1837, 48 p. Publié d'abord dans la « Rev. des Deux Mondes », 15 janv. 1837. — A bien vu les questions politiques et très mal la question sociale.

— *Les idées de la révolution et les affaires d'Orient*, ou double tendance de la civilisation européenne, P., 1841.

DEMIDOV (Anatole DE) : *Esquisses d'un voyage dans la Russie méridionale et la Crimée*. [P., 1838], 102 p., revu et augmenté sous le titre de : *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée par la Hongrie, la Valachie et la Moldavie*. [P., 1840-1842], 4 vol. gr. in-8°, illustré de 64 dessins de Raffet. Ce voyage a été traduit en allemand, en anglais en italien, en hollandais, en espagnol, en polonais et en russe. — Les statistiques ont été fournies par Soutzo, alors logothète de l'intérieur. Beaux dessins de Raffet.

BOUÉ (Ami) : *La Turquie d'Europe*, 4 vol., Paris, 1840. — Compileur, qui ne sait ni observer ni classer, ni écrire.

ZANELLI (Domenico) : *Relazione sulla Moldavia e Valachia, estratto dal viaggio in oriente*. Roma, 1842.

BOUQUET (Michel) : *Album valaque*. P., 1843, in-f°, 12 pl.

BELLANGER (Stanislas) : *Le Keroutza*. Paris, 1846, 2 vol. — Intarissable bavard, qui aime conter des histoires de commis-voyageur et qui se laisse aller au vent d'une imagination fantasque. Pour lui la Moldo-Valachie est pleine de volcans en éruption ; il les a vus !

MARMIER (Xavier) : *Du Rhin au Nil...* Paris [1847], 2 vol. — Il n'a vu que

le Danube. C'est suffisant pour composer des modèles de bons devoirs de style à l'usage des collégiens.

Révolution de 1848

V. plus haut la belle collection de documents publiés, avec une étude d'ensemble au t. VI, et une bibliographie copieuse.

IONESCU (Ion) : *Români nu sunt comuniști*, in « Foaie pentru minte, înima și literatură », n° 49, lundi 13 déc. 1848, pp. 381-385, et n° 50, 20 déc. 1848, pp. 393-396. — Montre que la révolution veut faire jouir tout le monde des bienfaits de la propriété. Les propriétaires ont intérêt à ce que leur nombre soit décuplé, s'ils veulent éviter le communisme.

B. A. [Adolphe BILLECOQ] : *La principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco*. Bruxelles, 1848, 192 p. — Il méprise les peuples roumains et admire beaucoup les Russes. Tissu de comérages destiné à noircir Bibesco. Intéressant par les aveux qui lui échappent à propos des abus.

DESPREZ (Hippolyte) : *La révolution dans l'Europe orientale*. P., 1848, 48 p. A paru d'abord dans le « Rev. des Deux Mondes ». — Livre d'un admirateur enthousiaste des révolutionnaires valaques.

— *Les peuples de l'Autriche et de la Turquie* : Histoire contemporaine des Illyriens, des magyars, des Roumains et des Polonais. 2 vol., P. 1850.

[UBICINI] : *Mémoire justificatif de la révolution roumaine du 11/23 juin 1848* [Paris, 1849], 66 p. — Cette apologie des révolutionnaires de 1848 nous donne peu de renseignements sur leurs idées sociales.

COLESCU (Vartic. C.) : *1848-Zile revoluționare*. Buc., 1898.

ARICESCU (C. D.) : *Correspondința secretă și acte inedite ale capilor revoluțiunei române de la 1848*. Buc., 1873, 96 p.

BRĂTIANU (Ion. C.) : *Discursuri, scrieri, acte și documente*, 2 vol., Buc., 1912. Le t. I va de 1848 à 1864, et a été publié à Bucarest, en 1903.

MONITORUL ROMÂN : *Comisia deputaților săteni și proprietari*, nos 11, 12, 17... Buc., 1848.

[KOGĂLNICEANU] : *Dorințele portidei național în Moldova*, août 1848, 104 p., 2^e édition, annotée par G. Mărzescu, Iași, 1883 ; réimprimé dans « Anul 1848 », IV, 89-137. — Demande l'abolition de la corvée moyennant indemnité.

GOLESCO (A. G.) : *Istricul protectoratului rusesc în Principatele și al Regu-*

lamentului organic (réimprimé, de même que le suivant, dans « Anul 1848 », IV, 35 sq.).

— *Pentru ce este rău Regulamentul Țării Românești și al Moldovei* (Anul 1848 », IV, 235 sq.).

HELIADÉ-RADULESCO (Jean) : *Mémoires sur la régénération roumaine ou sur les événements de 1848 accomplis en Valachie*. Paris, 1851, 408 p.

— Montre que les républicains de 1848 n'étaient pas des socialistes. Ils ne voulaient que l'abolition de la corvée et la confiscation des terres monastiques. Quelques renseignements sur la participation des paysans à la révolution.

Période 1848-1856

(Les ouvrages qui suivent sont indiqués, autant que possible, dans l'ordre chronologique) :

Etudes économiques et sociales (Les polémistes sont analysés dans le cours de notre ouvrage) :

SOUTZO (Nicolas) : *Notions statistiques sur la Moldavie*. Iassy, 1849. A été traduit en roumain par Codrescu en 1852. — Petit livre très précieux, œuvre d'un ancien ministre qui connaissait bien les questions économiques. — V. aussi ses intéressants *Mémoires*, publiés par Panaïoti Rizos, Vienne, 1899, 434 p.

THIERS : *Despre dreptul proprietății*, tradus de T. Codrescu. Iași, 1850. — Cette traduction du droit de propriété de Thiers a pu avoir son influence en Roumanie.

HELIADÉ-RADULESCO (J.) : *Souvenirs et impression d'un proscrit*. Paris, 1850, VI-304 p. — Ce sont les « châtiments » du proscrit roumain. Il y a de la grandeur et de l'émotion dans son amertume ; c'est la forme, bien surannée, qui fait sourire.

BĂLCESCU (N.) : *Mersul revoluțiunii în istoria românilor*, in « România viitoare », pp. 9-15, Paris, 1850. — Attaque violemment les boyars.

[BĂLCESCU (N.)] : *Question économique des principautés danubiennes*. P. 1850, 88 p. — Favorable aux paysans. Exposé clair et précis des dispositions du Règlement organique sur les rapports agraires.

IONESCO (J.) : *Excursion agricole dans la plaine de Dobrogea*. Constantinople, 1850, VIII-124 p. + carte. — Ce théoricien, féru de souvenirs classiques, se fait trop vite des opinions (il pense qu'il est facile

d'utiliser le lac Razim pour la navigation !). Des renseignements précis, mais qui intéressent surtout la Bulgarie.

BARÎȚU (Georgiu) : *Călindariu pentru poporul românesc*. Braşov, 1 vol., 1852, 2^e vol. 1853, 3^e vol. 1854. — Concerne surtout la Transylvanie. Montre que l'amélioration de l'agriculture est difficile parce que les paysans ne savent pas lire les journaux et les calendriers, n'ont pas de « casinos » ni de réunions.

G. CHANOI (Ion Ghica) : *Dernière occupation des principautés danubiennes par la Russie*. P., 1853, 126 p. — Bon exposé de l'état économique de la Roumanie, bien que les chiffres soient arrondis ; vues intéressantes sur l'influence des voies de communications ; judicieuse critique du Règlement organique ; mordant à l'égard de Bibesco, indulgent pour Sturdza.

GOLESCO : *De l'abolition du servage dans les principautés danubiennes* [Paris, 1856], 2 f.-136 p., réfutation de l'« Etat social des principautés danubiennes », paru à Bruxelles. L'œuvre de GoleSCO est réimprimée dans « Acte şi Leguiri », ser. I, t. IV, pp. 169-223. — Critique vigoureusement les « Observations » de Grégoire Ghica, et plaide en faveur d'une sérieuse réponse agraire.

[THIBAUT LÉFEBVRE] : *Le commerce de la Valachie*. Etat actuel du commerce à l'exportation et à l'importation, s. l. n. d. [Paris, 1856], 24 p. Extrait du « Journal des économistes », 13 mars 1856. — Etude sobre et sérieuse.

BOLLIAC (César) : *Mémoires pour servir à l'histoire de la Roumanie (Provinces danubiennes)*, 1^{er} mémoire : *Topographie de la Roumanie*, Paris, 1856, 112 p. — Aucune notion de géologie ou de géographie, descriptions très vagues. N'est utile que pour quelques vagues notions de topographie administrative et pour l'énumération de produits exportés.

LANTIVAL [Vaillant] : *Mémoire et observations de S. A. S. le prince régnant de Moldavie G. A. Ghica X sur le protocole des conférences de Constantinople et envoyés au Congrès de Paris*, 28 fév. et 8 mars 1856 par.. — Ne veut pas qu'on transforme les paysans en propriétaires.

Administration :

IORGA (N.) : *Correspondența lui Știrbei-Vodă*. Buc., 1904, IX-655 p., avec une préface de N. Iorga (reproduite dans « Oameni cari au fost », pp. 33-38). — Précieux recueil en français.

— *Viața și domnia lui Barbu Știrbei*, An Acad. Rom., ser. II, t. XXVII,

p. 323 sq. et XXVOI, pp. 1-157 (1906). *Relație anuală despre lucrările administrative Moldaviei* dela luna junie 1849 până la sfârșitul aceluiași lunii a anului 1850. — Compte rendu sommaire annuel des travaux de l'administration de la Moldavie depuis le mois de juin 1849, jusqu'à la fin du même mois de l'année 1850. Iassy, 1850, 15 p. (en roumain et en français).

— *Coup d'œil sur l'administration de la Valachie* (de 1849 à 1853) par un Valaque. Bruxelles, 1854, XII-93 p. — Par GANESCO ou par THEO. C'est un mémoire injurieux contre Barbu Stirbei. — Il en existe une édition roumaine : « O aruncătură de Ochi asupra administrației valahiei dela anul 1849-1853 », Buc., 1854.

GANESCO (G.) : *La Valachie depuis 1830 jusqu'à ce jour, son avenir*. Bruxelles-Gand-Leipzig, 1855, 291 p. — Hostile à Bibesco, soutient la candidature de Constantin Cantacuzène pour le trône de Roumanie. Ses renseignements sont surtout puisés dans l'œuvre de I. Ghica.

[STURDZA (Michel)] : *Quinze années d'administration en Moldavie*. P., 1856, 63 p. — Important, car nous sommes sûrs qu'il n'a rien oublié de ses réformes. Il lui arrive même de répéter deux fois les mêmes faits pour donner l'impression du travail intense accompli par son gouvernement.

ARICESCU (C. D.) : *Istoria Câmpulungului, prima residența a Romaniei*. Buc., 1855. 2 parties. — Un passage sur les paysans en 1848.

B*** [BOLINTINEANO] : *L'Autriche, la Turquie et les Moldavaques*. P., 1856, 2-156 p. — Contient de brèves notices sur les hommes politiques roumains du temps.

— *Quelques mots sur la Valachie*. P., 1856, II-107 p. — Eloge de l'administration du prince Bibesco. Nous avons utilisé la 2^e édit., P., 1857.

STOURDZA (M^{me} la comtesse..., née Ghica) : *Régime actuel des principautés danubiennes*. P., 1856, 15 p. — Pamphlet qui signale beaucoup d'abus et préconise l'avènement d'un prince étranger.

[BIBESCU-BRÂNCOVEANU Or] : *Quelques mots sur la Valachie*. P., 1856, II-107 p. (2^e éd. 1857). Il en existerait une édition roumaine : « Prințul G. Bibesco înaintea opiniei publice ». Buc., 1858, que je n'ai pas trouvée. — Apologie de G. Bibesco.

UBICINI (Chopin et A.) : *Provinces danubiennes et roumaines*. P., 1856, 2 vol., 494 et 266 p. Le second seul, par Ubicini, nous intéresse. — Résumé clair de l'histoire de la Roumanie, favorable aux républicains de 1848 ; a bien noté l'importance de la question sociale.

Ecrits politiques et récits de voyageurs :

BOERESCO (B.) : *La Roumanie après le traité de Paris du 30 mars 1856, précédée d'une introduction par M. Royer-Collard*. P., 1856, 175 p. Réimprimé dans « Acte și legiuri... », ser. I., vol. IV, pp. 223-238. — Indique les réformes les plus urgentes qu'il importe d'introduire dans le pays.

Le même auteur a publié : *De l'état social des cultivateurs de la terre*, dans le « Magasin historique » de 1844.

BILLECOQ : *Le nostre prigion!* ou le journal de Billecoq, diplomate français. P., 1849-1850, 2 vol., XX-444 et IV-432 p. — Cet ancien consul de France à Bucarest ne craint pas d'ennuyer ses lecteurs par l'étalage de ses rancunes personnelles. Tirades furibondes contre Bibesco et Guizot.

Album Moldo-valaque ou guide politique et pittoresque à travers les principautés du Danube. P., « L'Illustration » [1848], 24 p., in-f°. — Ouvrage de vulgarisation rempli de puérilités déclamatoires et d'erreurs ; intéressant par les dessins de Bouquet et de Dussault.

MICHELET : *Les principautés danubiennes*. Madame Rosetti. 1848, 16 p., a paru d'abord dans le « Siècle » des 12-14 juillet 1853. — Œuvre sentimentale.

HERZ (J. B.) : *La Moldavie et la Valachie dans leurs relations diplomatiques et commerciales avec l'Autriche*. Vienne, 1849, 31 p. — Renseignements sur le commerce autrichien en Roumanie.

Princesse Aurélie GHICA [née de Soubiran] : *La Valachie moderne*. P., 1850, 246 p. — La princesse connaît très peu la Roumanie et ne comprend rien aux questions sociales et nationales. — Elle a publié aussi : « Lettre d'un penseur des bords du Danube », P., 1852, 238 p., dont il existe une traduction allemande, Berlin, 1854. — Chante les mérites de l'aristocratie « aux privilèges innocents ».

KUBALSKI (N. A.) : *Recherches historiques et statistiques sur les peuples d'origine slave, magyare et roumaine*. P. [1852-1853], VIII-338 p. Nous avons consulté la 2^e éd. : « Tableau de l'Europe centrale » ou recherches... », P., 1854, VII-VIII-360 p. + carte. — Insignifiant.

SAINT MARC GIRARDIN : *Le Danube jusqu'à la mer Noire*, dans « Souvenirs de voyage et d'études », t. I., P., 1852.

BOLINTINEANO : *Les principautés roumaines*. P., 1854, 62 p. — Sorte d'aide-mémoire sur l'histoire des principautés et leur état économique, social, religieux, administratif, etc.

- COGĂLNICEANO : *Album istoric și literar* illustratu cu 12 litografii [Iași, 1854], 204 p. V. un passage « despre pauperism », pp. 176-184, qui parle surtout des mendiants.
- [C. PHILIPPESCO] : *Mémoire sur les conditions d'existence des principautés danubiennes*. P., 1854, 24 p. — Diatribe contre le protectorat russe.
- APPERT (Le Chevalier) : *Voyage dans les principautés danubiennes*, dédié aux princes régnants de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie, Mayence, 1854, VII-136 p., petit in-8°. — Œuvre d'un philanthrope, qui s'occupe surtout d'améliorer la situation des prisonniers des et malades.
- PIGEORY (Félix) : *Les pèlerins d'Orient. Lettres artistiques et historiques sur un voyage dans les provinces danubiennes, la Turquie, la Syrie et la Palestine*, VIII-554 p. P., 1854, in-18. — Précis de voyage d'un architecte de la ville de Paris.
- MEUNIER (J. N.) : *Voyage en Orient au théâtre de la guerre. Considérations sur les principautés danubiennes*. Bruxelles, 1854.
- POISSONNIER (Alfred) : *Notice historique sur les tziganes ou esclaves zingares de Moldavie et de Valachie*, réimprimé dans « Bull. soc. géogr. române », 1884, 1 sem., pp. 26-54.
- *Les esclaves tziganes dans les principautés danubiennes*, avec préface de Philarète Chasles. P., 1855, 64 p.
- PERROT (A. M.) : *Itinéraire de la Turquie d'Europe et des provinces danubiennes*, description géographique et militaire de toutes les routes, villes, forteresses et ports de mer de cet empire, III-VIII-136 p., P., 1855, in-12. Il en existe une traduction allemande. Riga und Leipzig, 1855.
- GAUTIER (Théophile) : *Les populations des provinces danubiennes*, paru dans le « Moniteur universel », 7 mai 1855, puis incomplètement dans ses œuvres, en 1856, dans les « Beaux-Arts en Europe », t. II, en 1877, dans l'Orient, t. II, ch. 2.
- REGNAULT (Elias) : *Histoire politique et sociale des principautés danubiennes*. P., 1855, réfuté par ROUSSO (A) : *Suite ou supplément à l'histoire politique et sociale de Regnault*. Bruxelles, s. d.
- E. N. HÉNOCQUE-MELLEVILLE : *Sis mois en Valachie (1854-1855)*. Mœurs et coutumes des principautés.... Compiègne, 1855, III-71 p. in-18.
- JOUE (Eugène) : *Guerre d'Orient. Voyage à la suite des armées alliées en Turquie, en Valachie et en Crimée*. 2 vol. VII-342 et 460 p., P.,

1855. La seconde édition est plus complète et absorbe un ouvrage antérieur : « Lettres sur la guerre d'Orient », Lyon, 1853, 574 p. — Nous avons utilisé la 2^e éd., de la 31^e à la 42^e lettre. Souvenirs surtout militaires d'un rédacteur au « Courrier de Lyon ».

BOUCHER DE PERTHES : *Voyages à Constantinople...* P., 1855, 2 vol. in-12t — N'intéresse que les naturalistes.

A. SANEJOUAND (Princesse Bibesco) : *Les principautés roumaines devant l'Europe*. P., 1856, 52 p.

QUINET (Edgard) : *Les Roumains*, II. Leur histoire et leurs princes. De la réorganisation des provinces danubiennes. Paru dans la « Revue des Deux Mondes », 1^{er} mars 1856. — Vues historiques remarquables pour leur temps,

THOUVENEL : *Trois années de la question d'Orient* (1856-1859). P., 1897, VI-386 p. — Important pour l'histoire diplomatique de l'Union. Intéressants portraits des hommes politiques roumains de l'époque.

BATAILLARD : *Les principautés de Moldavie et de Valachie devant le Congrès*. P., 1856, 52 p.

— *La Moldo-Valachie dans la manifestation de ses efforts et de ses vœux* (extrait de la « Revue de Paris »), P., 1856, 43 p.

Coup d'œil sur les provinces danubiennes...[Saumur, 1856], 112 p.

DOZE (Virgile) : *Un mois en Valachie*. Bruxelles, 1857, 80 p. — Soutient la candidature au trône de Conakri-Voggridès. Mal renseigné : il a l'air d'ignorer même l'existence des corvées seigneuriales.

Documents publiés :

Așăzemântu atingătoru de regularea dreptăților și a îndatoririlor proprietarilor de moșii și a locuitorilor lucrători de pământu așezați pe acele moșii și pentru pânea de rezervă. Iașii, 1851, 23 p.

Instrucții pentru introducerea nouăi legiuri privitoare la reciproacele drepturi și îndatoriri ale proprietarului și ale lucrătorilor pământului. Buc., 1851, 1 fasc. f^o.

Rapport sur les finances [Buc., 1856].

Budget de 1832 à 1857 [1857].

PÉRIODE DE L'UNION (1856-1859)

Etudes économiques :

THIBAUT LEBEVEYRE : *Etudes diplomatiques et économiques sur la Valachie*, 2^e éd. P. [1857], 397 p. + tabl. + appendice. — Livre précis, plein d'idées, où les statistiques sont maniées avec prudence.

CANINI : *Programu pentru unu institutu filologico-scientifico-comercialu spre învățătura junimei*. Buc., 1858, 18 p.

Etudes sociales :

ÎORGA (N.) : *Quelques informations nouvelles concernant l'histoire des Roumains*, in « Acad. roumaine, Bull. de la sect. hist. », 1913, t. I, pp. 45 à 52. — Opinions de Barbu Stirbei sur la question rurale.

OPRAN (Petre) : *Cestia proprietatii de mosii în principatulul Romaniei* (Question de la propriété foncière dans la principauté roumaine), en roumain, avec la traduction française en regard. P., 1858, 71 p., réimprimé dans « Acte și leguiri », ser. I, t. IV, pp. 427-458. — Opinions d'un boïar modéré.

CRETZULESCO (Emmanuel M.) : *La Roumanie en 1859*. P., 1859, 71 p., réimprimé dans « Acte și leguiri », ser. I, t. IV, pp. 477-493. — Très déclamatoire. Soutient le droit des paysans aux 2/3 de la terre.

B. K. [Barbu KATARGI] : *De la propriété en Moldo-Valachie*. Buc., 1857. Nous avons consulté la 2^e éd., 62 p., traduction roumaine : « Proprietatea în principatele Moldo-Române », Buc., 1857, 72 p., réimprimée dans « Acte și leguiri », I, t. IV, pp. 338-371.

— *Inca cite-va idei asupra proprietatii în Principatele unite*. Buc., 1860, 32 p., réimprimé dans « Acte și leguiri », I, vol. IV, 542-557. — Pamphlet anti-communiste.

Trad. fran. : *Encore quelques mots sur la propriété en Moldo-Valachie*. Buc., 1860.

GHEORGHIU (I.) : *Ceva despre adunarea ad-hoc a Moldovei și questiunea țăranilor* [Paris, 1857], 35 p., in-4^o.

N. ISTRATI : *Cestia relațiilor dintre proprietarii de moșii din Moldova cu locuitorii-lucrători de pământ, observată din mai multe puncte de vedere*, Iași, 1857, 49 p. Traduction française :

— *Question des relations entre les propriétaires de terres de la Moldavie et les villageois cultivateurs*, envisagée sous divers points de vue.

Iassy, 1858, 48 p. L'édition roumaine a été réimprimée dans « Acte și leguiri », I, t. IV, pp. 371-408. — Ecrit « boïar ».

BOTEZ (Georg[e]) : *Observații la broșura d-lui Nicolai Istrati...*, precedate de un modu lesnicios pentru improprietărirea setenilor. Iassi, 1858, 31p.

BOERESCO (B.) : *Examen de la convention du 19 août relative à l'organisation des principautés danubiennes*. P., 1858, 61 p. — Traduction d'une série d'articles parus dans le « Naționalul » de Bucarest.

Protestation contre les listes électorales pour le divan ad hoc, adressée par les patriotes moldaves aux membres de la commission internationale siégeant à Bucarest. Bruxelles, 1857.

K. T. : *Trecutul, relele Tării și leguirea lor, de....* Iași, 1859. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 493-507.

Documents publiés :

[B. BOERESCO] : *Le firman turc pour la convocation des divans ad hoc dans les principautés du Danube*. P., 1857, 15 p.

Monitorul Divanulei ad hoc, 1857.

Drepturile țăranilor. Buc., tipogr. Rasidescu [1860], 41 p. — Contient la proposition des députés paysans au divan ad hoc et les discours de Malinescu au divan et à la commission centrale.

Vœux des paysans roumains au divan ad hoc. Bruxelles, 1858, 12 p. — C'est la traduction française de la proposition des députés paysans.

Memorial proprietarilor și țăranilor clăcași, « Steaua Dunărei », Brux. s. d.

Memoarul și budgetele departamentului averilor bisericești. [1857].

Raportul consiliului administratif [1858].

Ecrits politiques et récits de voyageurs :

G. SION : *Souvenire de Calatoria in Bassarabia meridionala*. Buc., 1857, 109 p. — Peu intéressant.

J. C. BRATIANO : *Mémoire sur la situation de la Moldo-Valachie depuis le traité de Paris*. P., 1857, 78 p. — Proteste contre la division du peuple en classes pour les élections aux divans, ce qui crée un régime féodal artificiel.

VEGEZZI-RUSCALLA : *Lettres sur les principautés à...*, Genève, 1858, 172 p. — Lettres qui traitent des principales questions intérieures de la Roumanie. 3 lettres concernent la question sociale. Il signale la misère du paysan, mais la solution qu'il préconise est celle des boïars.

L'Autriche dans les principautés danubiennes. P., 1858, 48 p. Réimprimé

dans Sturdza « Acte și documente », t. VII, p. 363. — Signale les abus consulaires.

SAINT MARC GIRARDIN : *Les principautés du Danube*. « Revue des Deux Mondes », t. 18, 15 nov. 1858.

PREMIÈRE PÉRIODE DU RÈGNE DE CUZA (1859-1864)

Documents publiés :

Protocoloalele comisiunei centrale din Focșani, 1859-60.

Leguire atingătoare de regularea drepturilor și a îndatorilor proprietarilor de moși și a lucrătorilor. Iași, 1859.

Proiectu de lege rurală votatu de comisiunea centrală în ședința sa din 2 augustu, sesiunea anului 1860. Focșani, 1860, 15 p.

Budgets et projets de lois en Valachie, 1832 à 1840.

Desbaterile adunărilor legislative dela 1861-1862.

Legē rurăle votată de Adunarea generală a României în ședința de la 11 juniu 1862. Buc., 1862, 25 p. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, vol. II, pp. 701-709.

Etudes économiques :

Lucrările statistice făcute în ani 1859-1860. Iași, Bermann, 1861.

D. MARȚIAN : *Analele statistice și economice*. Buc., 1860.

G. BARIȚIU : *Memorialu pentru celu dintâiu drumu de feru în Romania unita*. Brasiovu [1862], 14 p.

Etudes sociales :

G. PETRESCO : *Essai sur l'organisation de la propriété foncière dans les principautés unies*, suivi des propositions les plus urgentes à soumettre aux assemblées des principautés unies. P., 1859, 40 p. Réimprimée dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 459-477. — Insignifiant.

IEPUREANU (Gregori Costachi) : *Chestia proprietății fonciere în privirea îmbunătățire soartei locuitorilor*. Iași, 1859. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 507-519.

— Edition française : Grégoire Kostaki YÉPUREANO : *Question de la propriété foncière en vue de l'amélioration du sort des paysans*. Iassy, 1859, 20 p. — Idées des boïars.

V. PLASU : *Chestiunea ȣeranilor sau mai bine afranșicarea proprietăței prin*

- emanciparea ȣeranilor*, in « Foia de agricultura practică », n^o 10, an II, oct. 1859, pp. 153-166. Publiée en français par M. N. IORGA : *Un mémoire de Victor Place sur la question rurale en Roumanie* « Rev. hist. du S. E. européen », IV, 283-300. Les idées du consul avaient déjà été analysées, d'après le texte roumain, par Marcel EMERIT : *Les idées sociales de Victor Place*, dans la même revue, IV, 108-113. V. aussi M. EMERIT : *Victor Place*, Buc., 1931, pp. 164-165,
- *Câteva cuvinte asupra doctrinei D. V. Placu pentru ȣmproprietăřirea cultivatoriloru*. Quelques mots sur la doctrine agraire de M. V. Place, VI p. — S'étonne que V. Place ose soutenir des idées qui sont proscrites dans son pays.
- COSTACHI EPUREANU : *Discurs*, 55 p. in-4^o, s. I. n. d. — Exposé de son œuvre comme président du conseil.
- IEPUREANU (M. Costachi) : *Chestia locuitorilor privită din punctul de vedere a Regulamentului organic și al convenției*. Iași, 1860. Réimprimé dans « Acte și leg. », pp. 557-573.
- P. A. M. [Moruz-Pecheanu ?] : *L'abolition des monopoles et l'amélioration de l'état du paysan en Moldavie*. Galatz, 1860, 46 p. — Défend les monopoles seigneuriaux.
- ASAKI (Petru) : *Un procesu modelu seau valea pe dealu*. Apelulu la opinia publică prin ecspunere documentală, Iassii, 1860, 49 p. + carte. — Il s'agit d'un procès qui a tourné au préjudice de M^{me} Katinka Asaki. Intéressant pour savoir quelle était la conception du temps sur la propriété.
- MONTENEGRO (Filip B.) : *Reorganizația articolului 46 din convenție*. Iași, 1860, 54 p. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 573-636.
- ARSAKE (Ap.) : *La question de la propriété devant les Assemblées législatives*. Buc., 1860, 54 p.
- Ed. roum. : *Questiunea proprietății ȣnainte a adunăřilor legislative*. Buc., 1860. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 519-542. — Mémoire d'un boïar contre l'expropriation.
- STURDZA (Gr. M.) : *Expunere de motive ȣntru sprijinirea amendamentelor propuse la proiectul de lege rurală a comisiunei centrale*. Iași, 1861, 30 p. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, vol. IV, pp. 686-707.
- K. ROSET-TEȢCANU : *Reclamare către adunăřile legislative ale principatelor-unite pentru dreptate ȣn chestia proprietăței*. Iași, 1861, 14 p. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 636-652.

Teranul român, 1861-1863. Buc. (Journal).

CANTACUZINO (A. A.) : *Soluția legală a chestiunii rurale...* Galatz, 1861, 43 p.

BOERESCO (Constantin) : *De l'amélioration de l'état des paysans roumains*. P., 1861, 160 p. (réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 652-686. — Demande que la corvée ne soit plus mesurée à la tâche et qu'elle soit rachetable, ainsi que la dîme.

AMIALE (Louis) : *La question des paysans en Roumanie*. Paris, 1861, 19 p. (« Journal des Economistes », nov. 1861.)

VAILLANT (I. A.) : *Originea agriculturii i dezvoltarea ici la Romani*. Buc. 1862, 102 p.

— *La lanterne magique ou passé, présent, avenir de la Roumanie*. Poème d'économie sociale et politique. Buc., 1868.

PETRESCU (I.) : *Propunere asupra chestiunii proprietății*. Buc., 1862, 28 p. Réimprimé dans « Acte i leg. », ser. I, t. IV, pp. 707-728.

M. C. I. [Manolache Costache Iepureanu] : *Țăranul proprietar*. Iassi, 1864, 20 p. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 749-761. — Adversaire de la loi agraire.

P. A. M. [Moruzi-Pecheanu ?] : *Encore quelques mots sur la question rurale dans les principautés-unies roumaines*. Galatz, 1864, 32 p. Réimprimé dans « Acte și leg. », ser. I, t. IV, pp. 728-749. — Défend la cause des boïars.

V*** : *Improprietărire succesivă a locuitorilor agricoli*, s. d., 16 p. — Propose un système de tirage au sort.

Basele unui proiectu de lege rurală. Iassii, 1864, 15 p. — Utilise l'ouvrage précédent, mais réduit l'étendue de terre laissée aux paysans.

ȘTEFU (Gr. V.) : *Chestiunea țărănească (1856-1864)*, Priviri asupra proprietății române. Tesă de licența, Buc., 1904, 57 p. — Se contente de citer quelques documents sans essayer de les commenter. Termine par 4 pages de considérations sur la propriété... chez les Romains !

Pamphlets politiques et récits de voyageurs :

DONNAT (Léon) : *Les principautés-unies et l'Europe occidentale*. Lettre au prince Couza sur les mesures à prendre pour régénérer la Roumanie. P., 1860, IV-159 p. ♦

CANINI (Marc Antonio) : *Vingt ans d'exil*. Renseignements sur Cuza, très malveillants. Cité par Iorga : *Ac. Roum. Bull. sect. ist.*, 1915, p. 120.

PAPPAZOGLU : *Guide du voyageur de Severin à la Mer Noire*. Buc., 1863.

Relation authentique du coup d'Etat du prince Couza. P., 1864, 15 p. — Peu intéressant. Quelques extraits de journaux.

La vérité sur la Roumanie depuis la convention de 1848 jusqu'au coup d'Etat du 2 mai 1864, La Haye, 1864, 56 p. — Violent pamphlet contre Cuza « vice-roi de Napoléon III ». Déclare que « pendant 5 ans, à chaque session, l'Assemblée composée en majeure partie de propriétaires, a demandé à cri et à cor, dans ses adresses au prince, la réforme de la loi rurale ». Mais Cuza a refusé de le faire, parce que l'intérêt du pays lui importe peu. Il a préféré laisser son « bête feu » Kogălniceanu, promulguer d'autorité une « copie de la loi polonaise ».

Note sur les principautés-unies de Moldavie et de Valachie. P., 1864, 31 p. — Contre Cuza.

La France, le prince Couza et la liberté en Orient. P., 1864, 46 p. — Ce pamphlet déclare que les propriétaires étaient décidés à accorder de la terre aux paysans, mais 5 pogones par famille sans tenir compte du nombre de bœufs. Il eût été facile de s'entendre. Mais Cuza a préféré agir par la brutalité et il a ainsi empêché la réforme de se faire.

BOERESCO (B.) : *Mémoire sur la juridiction consulaire dans les principautés-unies roumaines*. P., 1865, 62 p. — Demande la suppression des capitulations pour la Roumanie qui n'est pas pays musulman.

COLSON (Félix) : *Nationalité et régénération des paysans moldo-valaques*. P., 1862, 270 p. — Croit que les Roumains sont les descendants des Pélasges, à qui les Romains ont pris le tiers de leurs terres, d'où l'origine du droit du paysan à la possession des 2/3 du sol. Cette théorie est pure fantaisie.

PÉRIODE DICTATORIALE DU RÈGNE DE CUZA (1864-1866)

Sur Cogălniceanu :

Bibliographie sommaire :

Gh. BURGHELE : *M. Cogălniceanu* (conférence faite à l'Athénée), București, 1901 ; *ibid.* : discours rostit în ziuă de 2 june 1913 cu ocazia devălirei monumentului lui M. Kogălniceanu ridicat în orașul Dorohoi (Dorohoi, 1913).

XENOPOL (A. D.) : *M. Kogălniceanu* (discours de réception à l'Académie roumaine). București, 1898.

RĂDULESCU-PRĂVĂTZ (Lucreția) : *Activitatea lui M. Kogălniceanu până la 1866*, teză de doctorat în litere, Iași, 1913.

DRAGNEA (Radu) : *Mihail Kogălniceanu*. Cluj, 1921.

IORGA (N.) : *Despre Mihail Kogălniceanu*, comunicare (extras din *Analele Academiei române*, ser. II, t. XLI, pp. 219-231), Buc., 1922.

— *Mihail Kogălniceanu*, *Anal politic și românul*. Buc., s. d., 212 p.

ONCIUL (D.) : *Kogălniceanu*. Buc., 1918.

Sur sa jeunesse :

FOTINO (M.) : *L'influence française sur les grands orateurs politiques roumains de la seconde moitié du XIX^e siècle*. Buc., 1928.

HANEȘ (Petre V.) : *Tinerețea lui M. Kogălniceanu*, *Convorbiri literare*, t. 45, an. 1911, pp. 1244-1354.

Du même : *M. K.* Article în « *Viața Nouă* », 1904 (Sur les études de K. à l'étranger et les débuts de son activité en Moldavie).

CARTOJAN (N.) : *M. Kogălniceanu*, *Convorbiri literare*, juni 1913 sq. t. XLVII), pp. 582 et 713 sq. (Sur la jeunesse de K. et son séjour en France). — Bonne étude. Il est dommage que M. Cartojan ait oublié l'ordre de succession des rois de France ! Ce n'est pas Louis XVIII qui régnait en 1834.

Du même : *Un document privitor la surghiunul lui M. K.* *Conv. lit.*, 1911, p. 1231 sq.

Sur ses aventures en 1844, lire aussi :

GRĂMADĂ (I.) : *C. Negruzzi și M. Kogălniceanu*, *Conv. lit.*, t. XLVII, mars 1913, pp. 257-260.

Sur son action en vue d'assimiler les juifs :

Cuza Vodă și M. Kogălniceanu în chestia evreiască. Buc., s. d., 49 p.
Œuvres de KOGĂLNICEANU qui peuvent intéresser notre sujet :

I. BOGDAN : *Correspondența din tinerețe a lui M. K.* *Conv. lit.*, t. XXXV, 1901.

P. HANEȘ : *M. K., acte, scrieri din tinereță, discursuri*. Buc., 1907.

— *Scrisori 1834-1849*. Buc., 1913.

M. K. : *Căiuța încredere în boierii aristocrați și sfînta hotărâre de a nu-i mai crede*. Iași, 1848, réédité par V. K., Buc., 1894.

M. KOGĂLNICEANU : *Iluzii perdute*. Buc., 1908.

— *Desrobirea ȱiganilor* (discours à l'Académie roumaine), 1891.

— *Acte relative la 2 maiu* 1864. Buc., 1894.

— *Români ! scrisoare către săteni*, s. d.

— *Îmbunătățirea soartei țăranilor* (dicours du 25 mai et 1^{er} juin 1862) Buc., 1905, et Buc., 1909.

— *Expunerea situaționei României de la 2 mai până la 18 dec.* 1864. Buc., 1864.

— *Colecție de toate instrucțiunile ce s'au dat în aplicațiunea noiei legi rurale*. Buc., 1864.

— *Défense du ministère du 30 avril 1860*, prononcé devant l'assemblée de Moldavie dans les séances du 15 et du 17 février 1861. Iassi, 1801, 103 p.

Question des couvents dédiés :

URICARUL : t. 5, p. 341, *Rapport de la commission religieuse au général comte Kisselef au sujet des monastères dédiés*. Doc., pp. 346, 353, 358.

T. 4, p. 425 : *Memoaru în cauza monastiriloru închinat din Moldova*.

T. 25, pp. 321-141. Ministrul de Externe : *Memoire asupra monastirilor Române puse sub învocația Locurilor-Sânte din Orient*.

ȱURMUZACHI : *Documente provitoare la istoria românilor*, suppl. t. IV, pp. 528-544.

LESVIODACS : *Istorie bisericească* (traduit du grec). Buc., 1845, XXVI, 523 p. — Espèce de catalogue des églises de Moldavie et de Valachie, contient une liste des monastères dédiés.

IORGA (N.) : *Muntele Athos în legătura cu țerile noastre*. Buc., 1814, 71 p., extr. des « Analele Acad. române », ser. II, t. XXXVI, mem. sect. ist.

URICARUL, t. 6, pp. 93-108 : *Resultatul licitațiunei din Moldava a monastirilor dise închinat, cu tablouile prețurilor de arendare*. — Sur l'affermage des biens des monastères.

— *Kestia Monastirilor închinat*, feuilleton du journal « Zimbrul », 287, oct. 1855. Iași. — Idées gouvernementale.

— *Chrisoavele în ce principelu domnitoriu Grigorie A. Ghica VV. date sf. monastiri Neamțul și Secul pentru înființarea seminariului din Monastir, a gimnasiului și a internașului din T. Neamțului*. Iassi, 1857, 72 p.

— *Mémoire sur les églises et biens conventuels de la principauté de Moldavie*

- et le règlement qui les régit*. Iassy, 1857, 76 p. — Donne en français les lois et règlements concernant les biens du clergé, avec indication des revenus (Mémoire gouvernemental).
- *Eclaircissement sur la question des monastères grecs situés dans les principautés danubiennes*, s. l. oct. 1857, 93 p. — En faveur des moines grecs.
- BENGESCO (Grégoire) : *Memorandum sur les églises, les monastères, les biens conventuels et spécialement sur les monastères dédiés de la principauté de Valachie*, avec des pièces justificatives. Buc., 1858, 87 p. Existe aussi en roumain : « *Memoriu asupra monastirilor* », Buc., 1858 ; a paru aussi dans « *Revista română* », 1860. — Ne contient que 15 pages de texte. Mémoire hostile aux Grecs.
- J. A. COMĂNEANU : *Questia monastirilor închinat pe la sf. Locuri din prin-unite, Moldova și România, tratată din punctul de dreptate și naționalitate*. Buc. — Je n'ai pu le retrouver.
- RADU ROSETTI : *Conflictul dintre guvernul Moldoviei și mănăstirea Neamțului*, extr. des « *Analele Acad. rom.* », ser. II, t. XXXII, 2 vol., Buc., 1910.
- N. ISTRATI : *Question des monastères de Moldavie voués aux Lieux-Saints*. Iassy, 1860, 40 p. — Hostile aux Grecs. — Existe en roumain : « *Questia monastirilor închinat din Moldova* », Iassy, 1860.
- ATANASIU (G.) : *Despre cestia monastirească*, disertatiune istorică, filosofică, juristică și politică. Buc., 1860, 64 p. — Voudrait qu'une partie des biens fût confisquée par l'Etat et l'autre laissée pour l'entretien du culte.
- BREZOIANU : *Mănăstirile zise închinat și călugării străini*. Buc., 1861, 169 p. — Hostile aux Grecs. Contient à la fin un tableau des propriétés des monastères dédiés.
- BOLLIAC (Cesar) : *Monăstirile închinat*. Buc., 1862.
- *Les monastères dits Brâncovenești*. Buc., 1862, 169 p.
- *Monastirile din Romania*. Buc., 1863, 250 p.
- AVRIL (Ad. D') : *La question des monastères dans les principautés-unies*, « *Revue des Deux Mondes* », 1^{er} oct. 1862. — Combat l'interprétation des Grecs.
- [N. ROSETTI] : *Un nou procesu sau soluția împiedicaței cestei a monastirilor din țarra zise încinat* [1862], 54 p. — Histoire du procès qu'il a intenté contre le monastère de Mărgineni.
- [Ion GHYKA] : *Mémoire sur la question des couvents dédiés* [1863]. — C'est

un mémoire qui fut distribué aux ambassadeurs à Constantinople en 1863. Il est l'œuvre personnelle du ministre des affaires étrangères Ion Ghica, qui en parle dans une dépêche du 15 mai 1863. Ac. Roum. ms. n° 4861, f. 244.

MINISTERIUL DE EXTERNE : *Memoriu asupra monastirilor române puse sub invocația locurilor sante din orient*. Buc., 1863, 142 p. (dont 79 p. de pièces justificatives).

OTMENEDEC (Archimandrite Agathan) : *Etude sur les droits et obligations des monastères roumains dédiés aux Saints-Lieux d'Orient*. Buc., 1863, 39 p. — Mémoire très documenté et très clair, hostile aux Grecs. Il est l'œuvre d'Alex. Ion Odobescu.

La vérité sur la question des couvents dédiés en Moldo-Valachie, par un Moldave ; P., 1863, 52 p. — Du parti des Grecs.

Réponse des Saints-Lieux d'Orient au mémoire du gouvernement des principautés-unies sur les monastères grecs. P., 1863, in-4°, 79 p. — Mémoire grec, clair et fortement argumenté.

Culegere de Documente diplomatice și piese oficiale după conferințele dela Paris din 1858. P., 1863.

Précis sur la question des monastères grecs dans les principautés-unies [Vienne], oct. 1863, 20 p., in-4°. — Mémoire grec qui attaque violemment Cuza.

Quelques mots sur la sécularisation des biens conventuels en Roumanie, par un député roumain. P., 1864, 47 p. — Réfute la « vérité sur la question des couvents dédiés ».

DEBRAUZ : *Les couvents dédiés...*, Memorial diplomatique », 17 janv. 1864.

MANO (G. A.) : *Des intérêts religieux de l'Orient au sujet des biens conventuels dans les principautés-unies*, avec une annexe contenant les pièces officielles et les documents diplomatiques relatifs à cette question. P., 1864, 371 p. — Mémoire grec, livre verbeux, pédant et emphatique.

ROZETTI-ROZNOVANO (Nicolas DE) : *Exposé de la situation religieuse dans les principautés-unies*. Cernovitz, 1865, 36 p. — D'un fanatisme exalté ; violent pamphlet contre Cuza.

C. NEGRI : *Mémoire avec pièces justificatives présenté à la commission internationale pour les couvents dédiés*, et supplément (Lieux-Saints, affermage des biens conventuels), Constantinople, 1865, 2 vol. in-4°. — Mémoire gouvernemental.

Documents sur les lois agraires de Cuza :

BOLIAČ (Cesar) : *Plebiscitul poporului român*. Buc., 1864.

— *Proclamațiunea și toate actele de la 2 maiu 1864*. Buc., 1864.

Ministère de l'agriculture et du commerce. Documents sur le commerce extérieur. Principautés danubiennes.

Loi pour la réorganisation de la propriété rurale. Buc., 1865, 35 p., in-16.

R. M. : *Legea Regulărei proprietăței rurale din 1864*. Buc., 1883.

X*** [Măzesco ?] : *Le code Couza devant la religion et la famille. Appel au monde civilisé*. S. l. 1865, 56 p. — Attaque part. les dispositions du code Cuza en faveur des enfants illégitimes.

Voyages :

G. LE CLER : *La Moldo-Valachie, ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle pourrait être...*, P., 1866, 416 p. in-12. — Bien informé. Le Cler fut chargé, comme membre de la mission militaire française, de réorganiser, en Roumanie, les services de l'intendance.

Ouvrages sur la loi de 1864 :

D. V. BARNOSCHI : *Asupra legii de împrumut rurală din 1864*. Buc., 1908, 16 p. — Discussion destinée à démontrer que l'imprescriptibilité des terres rachetées par les paysans en 1804 ne souffre aucune exception.

CHEBAP (Gr. Ch.) : *Regimul legii rurală din 1864*. Teză, Buc., 1902.

COLESCO (Leonida) : *La loi rurale de 1864*. Buc., 1900, XLVI+36 p. + tabl. — Avec une importante statistique des paysans devenus propriétaires.

MOROIANU (Georges) : *La loi rurale de 1864 et l'état du paysan en Roumanie*. Stuttgart, 1898, XI-97 p.

Conséquences de la loi de 1864 (ouvrages classés par date de publication) :

IONESCU (Ion) : *Agricultura română diu județul Dorohoiu*. Buc., 1866, IXI-539 p.

— *Agricultura română din județul Mehedinți*. Buc., 1868.

— *Agricultura română din județul Putna*. Buc., 1869, 2^e éd. 1870.

— *Creditul ruralu* [Iași, 1876], 32 p.

GHICA (Ion) : *Convorbiri economice*. Buc., 1872, 643 p. — Nous avons consulté la 3^e éd. (B. 1879) sur la propriété après 1864, v. p. 151 sq.

AURELIANU : *Terra nostra*, schițe economice asupra Romaniei. Buc., 1875, 2^e éd. 1880.

LĂLEȘCU (Tr.) : *Agricultura nostra facia creditul*. Buc., 1876, 32 p. — Déclare que, de 1864 à 1872 il y a eu diminution de la culture extensive de 10,7%, et de la culture intensive de 27,2%, ce qui est peu croyable.

A. BEAURE et H. MATHOREL : *La Roumanie....* P., 1878, 217 p. — Beaucoup d'erreurs.

MILLO (A. V.) : *Țăranul*. Folticeâni, 1881, 192 p.

Gr. N. MACRY : *Regimul nostru agrar, considerat în efectele sale*. Iassy, 1882, 37 p. — Etudie les inconvénients de la corvée et du système des contrats agricoles.

LEONESCU (N. V.) : *Starea țăranului român*. Iassy, 1887, 67 p. — Décrit la misère du paysan.

VRĂBIESCU (N.) : *Răscoala țăranilor*. Buc., 1888, 72 p. (extr. du journal « Națiunea »).

CHIRU (C.) : *Cugetări asupra chestiunei agrarie*. Buc., 1888, 66 p. — Donne des renseignements assez précis sur l'application de la loi de 1864.

FILOTTI (Zamfoi) : *Chestia agrară în România*. Galatz, 1892, 132 p. — Petit résumé de la question. Demande l'établissement de la propriété collective du sol.

ARION (Ch.) : *La situation économique et sociale du paysan en Roumanie*. P., Giard, 1894, 127 p.

RĂDOI (Ion) : *Chestiunea agrară în România*. Buc., 1895, 246 p.

MAIOR : *România agricolă*.

ȚITU : *Geografia comunei Comîndărești, distr. Botoșani*, Bull. soc. geogr. române, 1897, pp. 32-108. — Rempli de fautes et de contradictions.

NICULESCU-TELEGA (C.) : *Chestia agrară în România*, thèse de licence en droit. Buc., 1897, 112 p. — Trop théorique et peu ordonnée. A bien vu les conséquences de la loi de 1864.

TAȘCA (Georges) : *Considérations sur les lois relatives à la propriété rurale en Roumanie, Angleterre et Irlande*. Etude de droit comparé. Th. Paris, 1907, 352 p. — Montre bien les défauts de la loi de 1864.

N. BASILESCU : *Studii sociale - Talpa țerei* (ex. étr. du journal « Cronica ») Buc., 1902, 113 p. — Quelques considérations sur les défauts de la loi de 1864.

- Patruzeci de ani de sărăcie, de robie, și rușine...* Manifestul cercului socialist « România Muncitoare ». Buc., 1906, 64 p. — Signale, p. 14, les insuffisances de la loi de 1864.
- MAIOR (M. G.): *Studiu asupra legislațiunilor agrare*. Buc., 1904.
- MORA (Nicolae): *Chestiunea rurală*. Buc., 1904, 74 p. Thèse de licence, adopte les idées de Basilescu.
- IACOVESCU (Alex. I.): *Evoluția proprietății fonciare la Romani și români*. Th. droit. Buc., 1904, 90 p. — A l'ambition d'exposer en 20 pages l'histoire de la propriété foncière en Roumanie des origines à 1864.
- SCHINA (N. C.): *Problèmes sociaux. La Roumanie...* Buc., 1905, 124 p. — Selon lui, la loi de 1864 a eu le tort d'habituer le paysan à se considérer comme propriétaire de droit, et le principe d'inaliénabilité déprécie les terres.
- URBEANU (D^e A.): *Hrana săteanului român în cei din urmă 40 de ani...* Buc., 1906, 31 p.
- BRAESKO (Constantin C.): *Le paysan roumain et la question paysanne en Roumanie*. Th. droit. P., 1906, 364 p. — Grosses erreurs historiques.
- GEBLESCO (C. R.): *La question agraire en Roumanie*. P., 1895, et *Problema agrară în România*. Craiova, 1907. — Montre quelques-unes des insuffisances de la loi de 1864.
- CESIANU (Nicolae St.): *Studiu despre ameliorarea stărei sociale și economice a populațiunei noastre rurale*. Buc., 1907, 48 p. — Conservateur.
- BIBICESCU (I. G.): *In cestiunea agrară*. Buc., 1907, 137 p. — Quelques pages sur les conséquences de 1864.
- C. D. CREANGĂ: *Proprietatea rurală în România*. Buc., 1907, CXX-147-tabl., in-4°. — Contient des tableaux concernant l'impropriation après 1864.
- GEORGESCO (C. C.): *La réforme agraire en Roumanie*. Th. droit. P., 1908, 300 p. — Débute par des considérations sur les conséquences de la loi de 1864.
- DRAGU (G. C.): *Cestiunea țărăneasca în România și noile legi agrare*. Buc., 1908, 65 p. — Résumé de la question en 26 p., utilise surtout R. Rosetti.
- Compte rendu très détaillé par A. Baschmatoff, dans la « Revue contemporaine », 5 sept. 1910, pp. 76-88. Publié en allemand : « Grundbesitzvertheilung Bauernfrage in Rumänien », Leipzig, 207 p.

DOBROGEANU-GHEREA (C.): *Neoiobăgia*. Studiu economico-sociologic al problemei noastre agrare. Buc., Viața românească, 1910, 494 p. (2^eéd. [1921], 499 p.). — Quelques idées justes sur les conséquences économiques des réformes de 1864.

GRIGORESCO (Const.): *Sur la politique agraire en Roumanie*. Th. droit. Paris, 1912, 215 p. — Contient une critique assez pénétrante des lois de 1864.

CONSTANTINESCO (Mitlia): *L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie*. Buc., 1925, 479 p. — Dans un style riche de comparaisons empruntées aux sciences physiques et chimiques, tout en maltraitant la syntaxe et l'orthographe de notre langue, M. Constantinesco expose très rapidement l'évolution de la propriété. Pour lui, tous les problèmes sont résolus. L'auteur aurait changé d'opinion s'il avait lu les travaux récents sur les anciennes institutions roumaines.

Les thèses de droit de MM. ODOBESTIANU (Montpellier, 1925), ANTONIU (P., 1926), BERCARU (P., 1928) n'étudient que des questions actuelles.

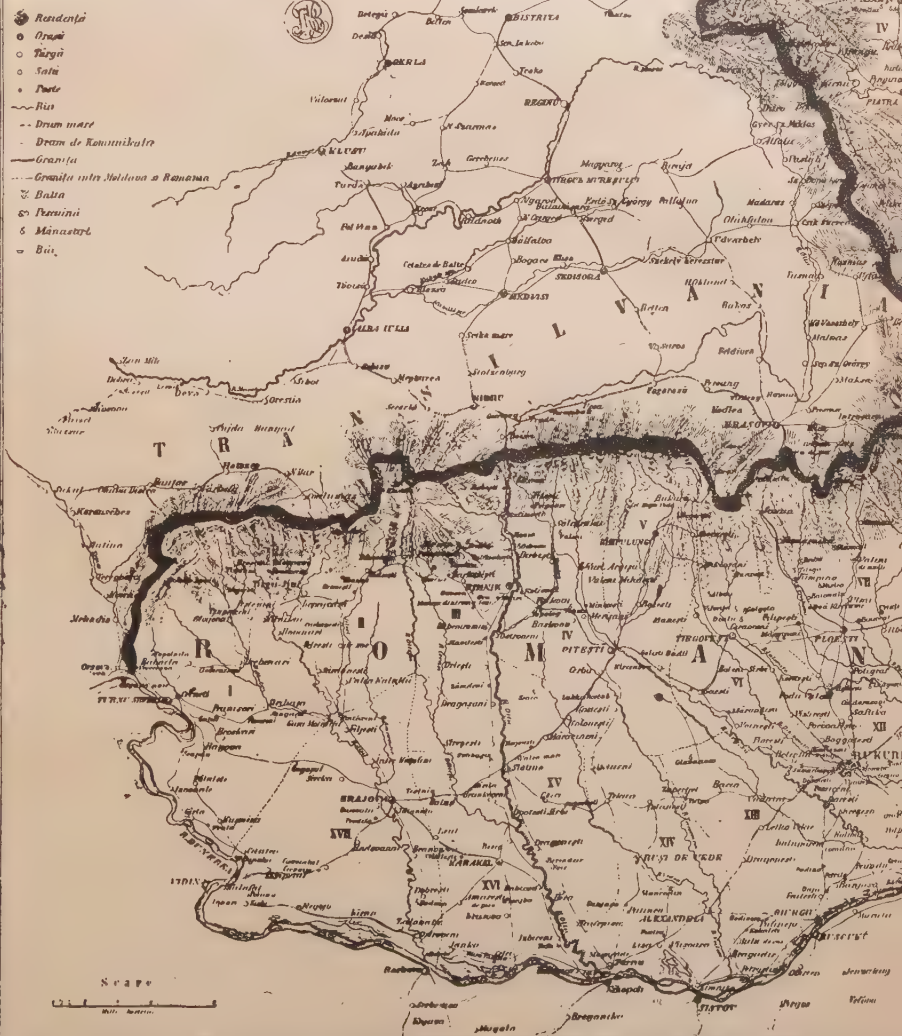
Carte des Principautés-Unies à l'époque d'Alexandre Cuza (1859)
Collection de l'Académie roumaine (Déjà reproduite dans Xenopol,
vol. XIII).

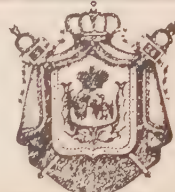
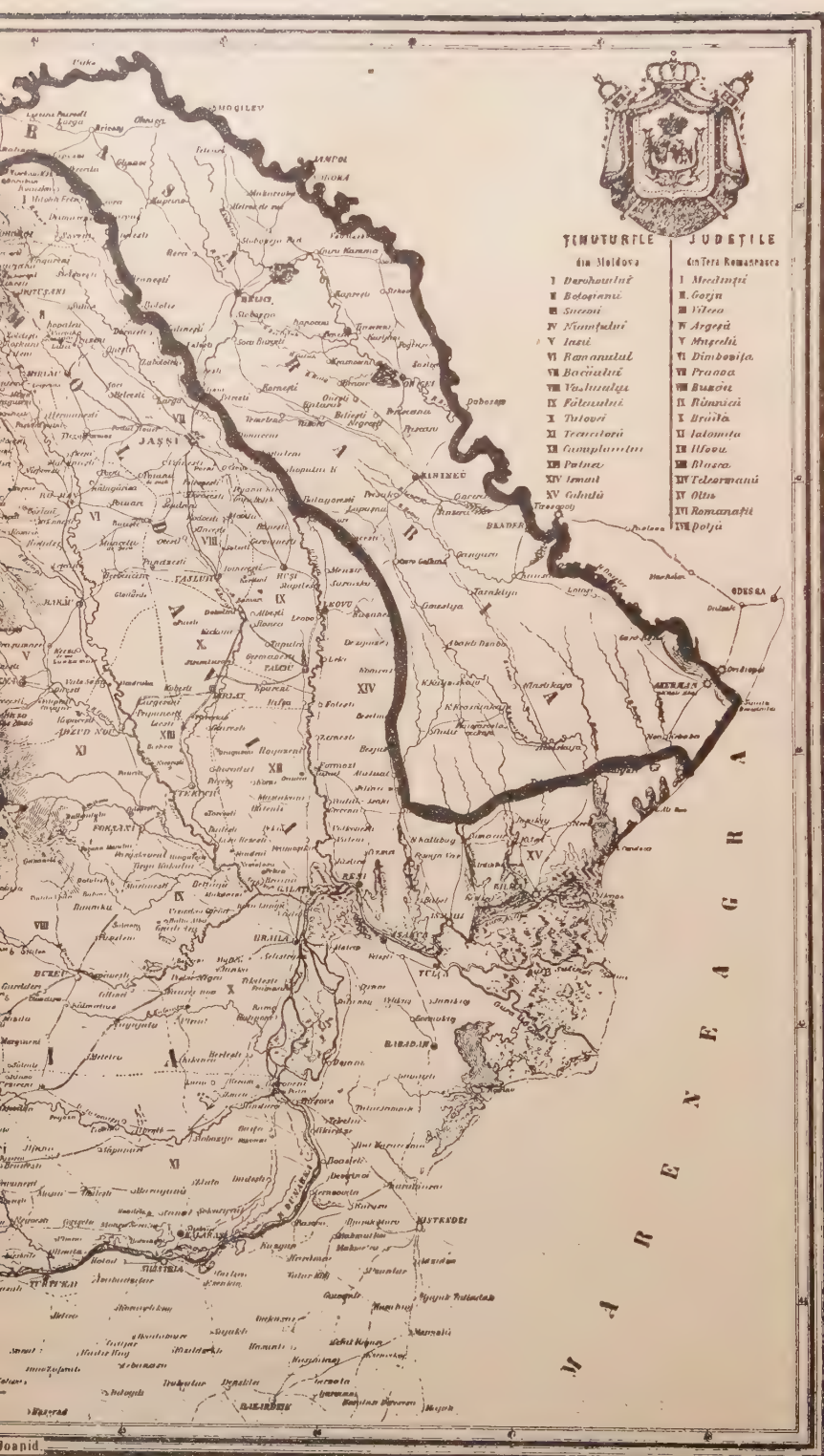
La légende indique, à gauche, les départements de la Moldavie, et, à droite, les départements de la Valachie. Elle comporte UNE FAUTE : Au n° V à gauche lire « Băcăului, et au n° VII au contraire lire « Iași ».

Carta **PRINCIPATELOR UNITE** **BASARABIEI** lucrată după a Statului Generalu Austriac in Litografia lui A. Bieltz in **BUCUREȘTI** 1859.

Explicatie Semnlor

- Rădăcini
- Orașe
- Țăruși
- Sate
- Pute
- Râu
- Drum mare
- Drum de Rămănișul
- Graniță
- Graniță între Moldavia și Rămănișul
- Baza
- Pădure
- Mănăstire
- Bui





- ȚIMPUȚURILE JUDEȚILE**
- | | |
|---------------|---------------------|
| din Moldova | din Țara Românească |
| I Derohovinul | I Meștinești |
| II Bologanul | II Gorj |
| III Suceasa | III Vitea |
| IV Nămeșul | IV Argeș |
| V Iasi | V Mureș |
| VI Râmnicul | VI Dimbovitza |
| VII Bacăul | VII Prahova |
| VIII Vaslui | VIII Buzău |
| IX Fălciuș | IX Râmnic |
| X Tulcea | X Brăila |
| XI Tecuci | XI Iași |
| XII Camplung | XII Harghita |
| XIII Paltin | XIII Arad |
| XIV Iasi | XIV Teleorman |
| XV Gălbă | XV Olteni |
| | XVI Romanș |
| | XVII Polj |

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
MESURES, ORTHOGRAPHE, PRONONCIATION, ABRÉVIATIONS	5
I. — Les principautés roumaines en 1829.....	9
1° LE PAYS :	
A) <i>Le cadre géographique</i>	10
B) <i>Le régime politique</i>	13
C) <i>Les productions et le commerce</i>	17
2° LES HOMMES :	
A) <i>Les classes sociales</i>	24
a) Répartition de la propriété. Importance des biens ecclésiastiques	24
b) Les boïars	28
c) Rezèches et mochnenes	34
d) Situation d'ensemble de la classe paysanne...	37
B) <i>La « coutume de la terre » :</i>	
a) Les corvées	40
b) La limitation des tenues paysannes	44
c) La création des monopoles seigneuriaux ...	46
d) L'arbitraire du maître foncier	47
C) <i>Les invasions russes et l'esprit public</i>	49
II. — Le régime du Règlement Organique	55
1° LA NOUVELLE CONSTITUTION ET LA CLASSE PAYSANNE :	
A) <i>Les desseins du gouvernement russe</i>	55
B) <i>Les Commissions après le traité d'Andrinople</i>	59
C) <i>La première rédaction des Règlements organiques</i> ..	71
a) La suppression des scutelnici, des breslași et des slugi	71

b) Les rapports entre les propriétaires et les paysans en Moldavie	74
c) Les rapports entre les propriétaires et les paysans en Valachie	80
d) La réforme des impôts	84
e) Autres mesures constitutionnelles intéressant les paysans	86
D) <i>La révision des Règlements organiques :</i>	
a) Les révoltes de 1831	88
b) Les motifs de la révision en Valachie (question des dîmes ; question de la journée de travail ; question des corvées ; question du droit de mutation ; observations de Kisselef)	92
c) Le texte définitif du Règlement en Valachie .	102
d) Les motifs de la révision en Moldavie (les difficultés en Moldavie ; le projet du Conseil exécutif ; les observations de Kisselef ; le texte définitif du Règlement moldave).	107
E) <i>L'application des nouveaux règlements</i>	120
La misère et la disette ; l'incurie des préfets ; la dureté des propriétaires et de leurs fermiers ; les protections étrangères.	
2° LES RÉFORMES PENDANT LA PÉRIODE DU PROTECTORAT RUSSE (1834-1848)	126
A) <i>Le besoin de terre</i>	128
a) Les dispositions concernant les paysans de la plaine en Moldavie	128
v) La situation des paysans de la montagne en Moldavie	129
c) La situation des éleveurs en Valachie	132
d) Le droit de changer de résidence	144
B) <i>La lutte contre les abus des propriétaires et des fermiers :</i>	
a) La fixation des mesures de longueur et la réglementation des amendes	151
b) La réglementation des corvées	152
c) La question des dettes	156
d) La question juive	159
C) <i>Les réformes fiscales et l'œuvre de bienfaisance :</i>	
a) Répartition des impôts ; emploi de la caisse des communes ; contrôle des biens ecclésiastiques ; réforme des magasins de réserve ; réforme judiciaire ; cadastre	165

D) <i>L'émancipation des esclaves</i>	179
---	-----

III. — La vie rurale à l'époque du Règlement organique

1 ^o LA PRODUCTION ET LA CIRCULATION DES PRODUITS AGRICOLES	193
A) <i>Le mode d'exploitation des terres</i>	194
B) <i>Le commerce intérieur et extérieur des pays roumains</i>	200
a) <i>Le progrès des voies de communication</i>	200
b) <i>La sécurité du commerce</i>	207
c) <i>Le marché intérieur</i>	208
d) <i>Les ports</i>	213
e) <i>Les exportations de produits agricoles</i>	216
C) <i>Les prix et les fluctuations du marché des produits agricoles</i>	218
a) <i>Causes de la variation des prix</i>	218
b) <i>Les prix des denrées</i>	220
c) <i>Le prix du travail</i>	222
d) <i>Le prix de la terre et les bénéfices nets des producteurs</i>	227
D) <i>La concurrence entre l'agriculture et l'élevage</i>	229
2 ^o LES CLASSES SOCIALES :	
A) <i>Diverses catégories de propriétaires :</i>	
a) <i>Répartition de la propriété</i>	238
b) <i>Les boïars</i>	239
c) <i>Les petits propriétaires</i>	248
B) <i>Les rapports agraires :</i>	
a) <i>Les charges réelles des paysans</i>	251
b) <i>Monopoles seigneuriaux et industries rurales</i>	259
c) <i>L'administration des domaines privés (exploitation directe et ferme générale)</i>	264
d) <i>Les abus (corvées illégales, dîmes illégales, irrégularités dans la distribution des terres, l'inexécution des contrats, vols et violences)</i>	269
C) <i>La vie matérielle et morale des paysans :</i>	
a) <i>Situation matérielle</i>	280
b) <i>Diverses catégories de paysans</i>	285
c) <i>Etats intellectuel</i>	288
d) <i>Etat moral</i>	291

IV. — L'individualisation progressive de la propriété foncière :

1 ^o LA RÉVOLUTION DE 1848 ET LA CLASSE PAYSANNE.....	297
a) Le mouvement en Moldavie	298
b) La Révolution en Valachie	300
c) Les républicains en face de la question agraire.	303

2^o LES RÉFORMES DE 1851 :

A) <i>Causes des réformes</i>	322
B) <i>Le droit de propriété à l'époque de Barbu Stirbei</i> ...	325
C) <i>La loi de 1851 en Valachie</i>	329
D) <i>La loi de 1851 en Moldavie</i>	336
E) <i>Critique de la législation de 1851</i>	338
F) <i>L'application des réformes sociales</i>	347
G) <i>Autres aspects de l'œuvre des princes Ghica et Stirbei</i>	351

3^o LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE DE CRIMÉE :

A) <i>La fin du protectorat russe</i>	357
B) <i>Les « divans ad hoc » et la question rurale</i>	364
a) Les élections au divan de Moldavie	364
b) La proposition des députés paysans	368
c) Les propositions des grands propriétaires ...	377
d) Première fissure dans le bloc des privilégiés ..	384
e) Les projets des petits propriétaires	386
f) La riposte des démocrates	390
g) La fin des Divans « ad hoc »	394
C) <i>La Convention de Paris (1858) :</i>	
a) Le rapport de la Commission européenne....	396
b) Une constitution aristocratique	399
D) <i>La période de transition (1859). L'élection du prince Cuza</i>	401

4^o L'ESPRIT PUBLIC A L'ÉPOQUE DE L'UNION ET LA QUESTION AGRAIRE :

A) <i>Les sentiments des nouvelles générations :</i>	
a) L'impatience des paysans	406
b) La perplexité des libéraux	408
c) L'intransigeance des grands boyars	411

B) <i>La polémique au sujet des droits des cultivateurs et des propriétaires :</i>	
a) Les écrits des défenseurs des paysans	414
b) Les polémistes réactionnaires	422
C) <i>L'exemple de l'étranger.....</i>	433
a) Influence de la Prusse	434
b) Influence de l'Autriche-Hongrie	435
c) Influence de la Bessarabie	437
d) Influence des réformes d'Alexandre II en Russie et en Pologne	438
D) <i>Mihail Cogălniceanu.....</i>	440

5° LA RÉSISTANCE DES PRIVILÉGIÉS :

A) <i>L'œuvre de la Commission centrale (1860-1861) :</i>	
a) La lutte de Cuza contre les chambres	448
b) Réalisation de l'égalité devant la loi	450
c) La préparation de la loi rurale	453
d) L'examen du projet et la réunion des chambres à Bucarest	459
B) <i>La question rurale après l'Union : la loi de 1862 :</i>	
a) La critique du projet de la Commission centrale	461
b) Les idées de Cogălniceanu	464
c) La loi de 1862	468

6° LE COUP D'ÉTAT DE COGĂLNICEANU ET LES LOIS RURALES DE 1864 :

A) <i>La sécularisation des couvents dédiés.....</i>	471
B) <i>Le nouveau projet de loi et les forces de résistance :</i>	
a) Le projet de Cogălniceanu	487
b) Les exigences des boyars : le domaine de l'Etat et la terre des bœufs	492
c) La motion de blâme	498
C) <i>Le coup d'Etat du 2 mai.....</i>	500
D) <i>La loi sur la libération des terres et ses conséquences :</i>	
a) La loi du 14 août 1864	506
b) L'application de la nouvelle loi.....	507
c) Les conséquences de la libération des terres (conséquences sociales ; conséquences économiques, conséquences morales conséquences politiques)	514

CONCLUSION.....	527
-----------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.....	531
--------------------	-----

PRINCIPAUX TABLEAUX

Tableau des prix moyens de 1831 à 1858.....	223
Tableau desensemencements en Moldavie de 1829 à 1859.....	231
Droits et devoirs des paysans en Valachie en 1834 et après 1851.	342
Droits et devoirs des paysans en Moldavie en 1834 et après 1851.	343
Loi de 1864. Droits et charges de chaque paysan	508
Charges du paysan en Moldavie et montant de l'indemnité de rachat après 1864.....	517

VU :

Le Doyen de la Faculté des Lettres,
H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.



ROCHEFORT-SUR-MER.— IMPRIMERIE A. THOYON-THÈZE

